

15. 7. 410

15U.7

Vol. XXIX

Fernier 1800

Joseph Moreau

1800

1800

Bureau 1800

DS



NOUVELLE
INTRODUCTION
A LA
PRATIQUE,
CONTENANT

L'Explication des Termes de Pratique, de
Droit & de Coûtumes.

Avec les Jurisdictions de France.

Par M. CLAUDE - JOSEPH DE FERRIERE,
*Doyen des Docteurs Regens de la Faculté des Droits
de Paris, & ancien Avocat en Parlement.*

Nouvelle Edition, revüe, corrigée & augmentée.

TOME PREMIER.



*De la Bibliothèque
Baldigiana*



A BRUXELLES,

Par la Societé.

M. DCC. XXXIX.

De la Bibliothèque
Bibliothèque





P R E F A C E.

JE désire que la nature inspire à l'homme de se rendre utile au Public, soutenu par l'éducation que j'ai reçu de feu mon Pere, & encore plus par l'exemple qu'il m'a donné, me porte à revoir quelques-uns de ses Ouvrages, & à y faire des changemens & des augmentations dont ils me paroissent avoir besoin.

Il m'avoit lui-même associé à la revision du plus considerable,* ainsi en travaillant après sa mort sur ceux qu'il n'avoit, pour ainsi dire, qu'ébauchés, je ne fais que remplir le dessein qu'il a eu de son vivant, de me faire participant de son travail & de ses recherches, & de me faire regarder ses Ouvrages comme une espece de bien patrimonial & de fond domestique, à l'augmentation duquel il me doit être permis de contribuer.

Je m'y trouve même obligé, puisque l'éducation que mon Pere m'a donnée, soit en me faisant travailler sous ses yeux, soit en corrigeant les premiers essais de mes études, étant la source des lumières que j'ai tâché d'acquies, merite la juste reconnoissance que je me propose de conserver toujours pour sa mé-

* *La Coutume de Paris.*

moire , & que je fasse de mon travail une continuation du sien.

De tous les Livres qu'il a donné au Public , l'*Introduction à la Pratique* m'a paru un des plus utiles ; mais comme ce n'étoit qu'un très-petit Volume , il ne pouvoit être regardé que comme un essai , ou même un canevas qui avoit besoin d'être conduit à sa perfection.

Par les soins que j'ai pris pour y parvenir , j'en ai fait un nouvel Ouvrage , qui renferme non seulement les définitions des termes tant de Droit que de Pratique , mais aussi l'origine & les principes des choses qui sont d'un plus grand usage parmi nous.

Ceux qui ne font que commencer à s'appliquer à la Jurisprudence & à la Pratique , y trouveront un secours propre à rendre leurs études , & plus faciles , & moins désagréables.

A l'égard de ceux qui ont déjà fait quelque progrès , j'ai donné récemment un Dictionnaire de Droit & de Pratique en deux Volumes *in quarto* , qui pourra leur être très-utile.

Au reste le succès des précédentes Editions de cet Ouvrage , fait espérer que le Public ne recevra pas moins favorablement celle-ci qui est plus ample & plus correcte.



A P R O B A T I O N.

J'Ai examiné par ordre de Monseigneur le Garde des Sceaux, un Ouvrage intitulé : *Nouvelle Introduction à la Pratique, contenant l'explication des principaux termes de Pratique & de Coutume, &c. par Claude-Joseph de Ferriere, Doyen des Docteurs Regens de la Faculté des Droits de Paris, & ancien Avocat au Parlement : seconde Edition, revüe, corrigée & augmentée.* L'utilité de cet Ouvrage a été reconnuë dès la premiere Edition qui en a été faite. Ainsi les grandes augmentations dont celle-ci se trouve enrichie, ne doivent pas peu contribuer à lui faire meriter du Public une aprobation universelle. Fait à Paris ce 24. Juillet 1723.

RASSICOD,

P R I V I L E G E D U R O Y.

L OUIS par la grace de Dieu , Roy de France & de Navarre : A nos amés & feaux Conſeillers , les Gens tenans nos Cours de Parlement , Maîtres des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel , Grand Conſeil , Prévot de Paris , Baillifs , Senéchaux , leurs Lieutenans Civils & autres nos Juſticiers qu'il apartiendra ;
SALUT, Nous conſiderons à l'exemple de nos Prédéceſſeurs , les Ouvrages qui tendent à la perfection des Sciences , comme un des premiers objets de nôtre attention ; mais parmi le grand nombre de Livres qui ſe compoſent journellement , ceux qui traitent de la Jurisprudence nous paroiffent meriter une diſtinction particulière : Nous ſçavons que par leur ſecours les Magiſtrats & les Juges , & tous ceux qui ont quelque part dans l'adminiſtration de la Juſtice , ſe rapellent avec plus de facilité les maximes qui doivent ſervir de déciſion aux conteſtations qui peuvent naître entre nos Sujets. Et comme nôtre cher & bien amé CLAUDE-JOSEPH DE FERRIERE , Doyen des Professeurs en la Faculté des Droits de Paris , Nous a fait remontrer que feu Claude de Ferriere ſon Pere , Professeur en la Faculté des Droits de Rheims , auroit donné au Public pluſieurs Ouvrages de Jurisprudence , qui ont été reçûs avec toute l'approbation poſſible ; mais qu'il conviendrait qu'aucun ne fût réimprimé ſans quelques augmentations & corrections qui peuvent être neceſſaires pour les amener à leur perfection ; que d'ailleurs l'Expoſant auroit toujours tâché par ſon application continuelle à l'étude de la Jurisprudence Canonique , Civile & Françoisé , de ſe mettre en état de ſuivre les traces de ſon Pere , en conſacrant ſes veilles pour l'utilité publique , ſoit par les augmentations & les corrections qu'il a faites ſur quelques Ouvrages de ſon Pere , ſoit par ceux qu'il a mis déjà lui-même au

jour , ou auxquels il travaille actuellement. Mais craignant que d'autres ne voulussent entreprendre d'imprimer ou faire imprimer lesdits Ouvrages , ce qui lui causeroit un préjudice considerable , & le pourroit priver du fruit de ses travaux , il nous auroit très-humblement fait supplier de vouloir bien lui accorder nos Lettres de Privilége , tant pour la réimpression des Ouvrages de feu son Pere , que des siens qui sont imprimés ou à imprimer. A CES CAUSES , voulant favorablement traiter l'Exposant , & le recompenser en quelque façon du zèle qu'il Nous témoigne avoir pour l'utilité publique , & à nous procurer des Livres dont les Editions & la lecture ne peuvent être que très-utiles pour l'avancement des Sciences & des Belles-Lettres ; Nous lui avons permis & accordé , permettons & accordons par ces Présentes , de faire imprimer & réimprimer par tels Libraires ou Imprimeurs qu'il choisira , les Oeuvres de feu son Pere & les siennes , contenant , *La Jurisprudence du Digeste , du Code , des Nouvelles , & des Decretales , l'institution Coutumiere dudit Claude de Ferriere , son nouveau Commentaire sur la Coutume de Paris , & aussi la Compilation de tous les Commentateurs Anciens & Modernes sur cette Coutume , les Oeuvres de Bacquet avec des Commentaires , & le Traité du Patronage , la Science parfaite des Notaires , & aussi un nouveau Protocole pour les Commençans , l'Introduction à la Pratique & au Droit Canonique , la Nouvelle Traduction des Institutes , avec l'Histoire du Droit Romain , le Dictionnaire du Droit Canonique , suivant le Droit Canon & les Usages de France ; Paratitla in Libros Digestorum & Codicis & in Novellas , nec non in quinque Libros Decretalium , novaque & Methodica Institutionum Juris Civilis & Canonici Tractatio* , en tels volumes , forme , marge , caractère , conjointement ou séparément , & autant de fois que bon lui semblera , & de les faire vendre & débiter par tout nôtre Royaume , pendant le tems & espace de vingt-cinq années consécutives , à compter du jour de

la datte desdites Présentes, à condition néanmoins que ces Présentes ne porteront aucun préjudice aux Libraires ou Imprimeurs qui ont un Privilège particulier de quelques-uns des Livres ci-dessus énoncés pour le tems qu'il leur restera à en jouir, & qu'ainsi ils en jouiront jusqu'à ce qu'ils soient expirés. Faisons défenses à toutes sortes de personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de nôtre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de nôtre obéissance. Comme aussi à tous Libraires, imprimeurs & autres, d'imprimer, faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter ni contrefaire aucun desdits Livres ci-dessus spécifiés, en tout ni en partie, ni d'en faire aucuns extraits, sous quelque prétexte que ce soit, d'augmentation, correction, changement de titre, même de traduction étrangere ou autrement, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant, ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des exemplaires contrefaits, de six mille livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel Dieu de Paris, l'autre tiers au dénonciateur, & de tous dépens, dommages & intérêts; à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, & ce dans trois mois de la datte d'icelles; que l'impression de ces Livres sera faite dans nôtre Royaume, & non ailleurs, en beau papier & en beaux caractères, conformément aux Reglemens de la Librairie; & qu'avant que de les exposer en vente, les manuscrits ou imprimés qui auront servi de copie à l'impression desdits Livres, seront remis dans le même état où les Aprobations auront été données, ès mains de nôtre très-cher & féal Chevalier Chancelier de France le Sieur Daguesseau, & qu'il en sera ensuite remis deux Exemplaires de chacun dans nôtre Bibliothèque publique, un dans celle de nôtre Château du Louvre, & un dans celle de nôtre dit très-cher &

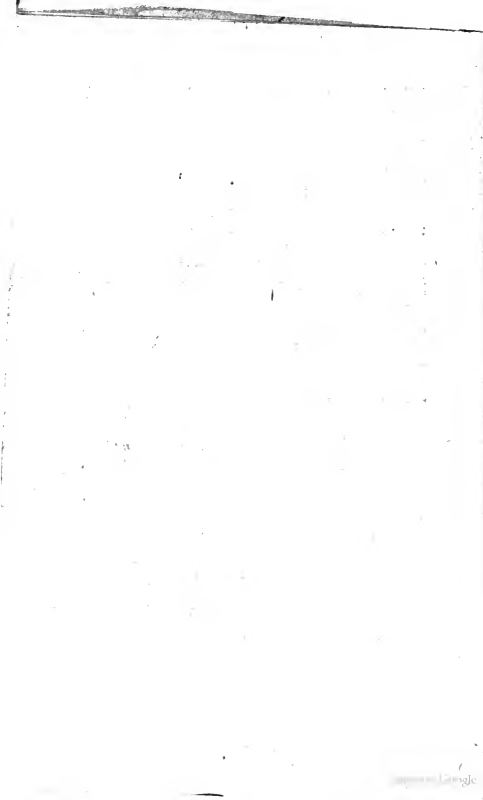
Réal Chevalier Chancelier de France le Sieur Daguesseau ; le tout à peine de nullité des Présentes. Du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir l'Exposant ou ses ayans causes , pleinement & paisiblement , sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie desdites Présentes qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin desdits Livres , soit tenuë pour dûëment signifiée , & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers & Secrétaires , foy soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier nôtre Huissier ou Sergent , de faire pour l'exécution d'icelles tous actes requis & nécessaires , sans demander autre permission , & nonobstant clameur de Haro , Charte Normande & Lettres à ce contraires ; Car tel est nôtre plaisir. Donnë à Paris le neuvième jour du mois de Janvier l'an de grace mil sept cens vingt-un , & de nôtre Regne le sixième. Signé , par le Roy en son Conseil.

CARPOT.

Registré sur le Registre IV. de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris , pag. 713. n°. 172. conformément aux Reglemens , & notamment à l'Arrêt du Conseil du 13. Août 1703. A Paris le 26. Mars 1721.

Signé , DELAUNE , Syndic.

Le Sieur de Ferriere a cedé son droit au présent Privilège , pour l'Introduction à la Pratique seulement , aux Sieurs Brunet & Prudhomme , Libraires à Paris , suivant l'accord fait entr'eux.





NOUVELLE INTRODUCTION A LA PRATIQUE.

A



ABANDONNEMENT DE BIENS en général, est un Acte par lequel un Débiteur cede & abandonne à ses Créanciers généralement tous ses biens, meubles & immeubles, de quelque nature & qualité qu'ils soient, pour être vendus, & le prix provenant de la vente d'iceux être distribué entre les Créanciers, selon le privilege d'un chacun d'eux, ou l'ordre de leurs hypothèques.

Cet abandonnement comprend tous les effets du Débiteur, comme les dettes actives, obligations & droits, qu'il peut exercer contre ses Débiteurs, de quelque nature qu'ils soient, s'ils ne sont exceptez.

Cet abandonnement est volontaire ou forcé.

L'abandonnement volontaire, est un Contrat fait pardevant Notaire entre un Débiteur & ses Créanciers, par lequel il leur cede & abandonne tous ses biens, à l'effet de demeurer quitte envers eux, quand bien même lesdits Créanciers ne pourroient pas par l'événement être entièrement payés de leur dû sur le prix provenant de la vente des biens de leur Débiteur.

Ainsi quand un débiteur se voit pressé par ses créanciers, pour éviter les frais d'un décret, & tirer par ce

moyen quelque composition avantageuse de ses créanciers, il leur fait abandonnement de tous ses biens & effets, par un contrat, qui est appelé contrat d'abandonnement.

Ce contrat doit être accordé & accepté par les trois quarts des créanciers, eu égard aux sommes qui leur sont dûes, & non pas eu égard au nombre d'iceux.

Pour qu'il puisse avoir son exécution, il faut qu'il soit homologué en Justice avec les créanciers qui sont refusans de le signer.

Il faut donc les faire assigner pour voir déclarer le Jugement qui l'a homologué, commun avec eux; ce faisant, voir dire qu'il sera exécuté selon sa forme & teneur. Mais les créanciers privilegiez ne peuvent être obligez de consentir à l'homologation.

Les conditions de cet abandonnement ne peuvent pas faire préjudice aux créanciers hypothécaires, lorsque les créanciers qui l'ont accordé ne sont que chirographaires: car s'ils étoient hypothécaires, il faudroit qu'il fût exécuté contre tous les autres créanciers, excepté contre les privilegiez.

L'Abandonnement forcé ou judiciaire, est celui qui se fait par Ordonnance du Juge, nonobstant l'opposition des créanciers.

Cet abandonnement a lieu, lorsqu'un Marchand ou Négociant détenu Prisonnier, & qui se trouvant dans l'impuissance de les satisfaire par les pertes qu'il auroit souffertes, demande pour n'être pas réduit à finir sa vie dans la prison, d'être reçu à faire cession, c'est-à-dire, à leur faire abandonnement de tous ses biens.

Il y a cette difference entre la cession volontaire & la judiciaire.

1°. Que la volontaire se fait à l'amiable par contrat passé entre un débiteur & ses créanciers, au lieu que la cession judiciaire est forcée, & se fait en jugement sur la demande qui en est faite au Juge par un débiteur dont les affaires sont tombées dans le désordre par

cas fortuit & banqueroutes , & non pas par la faute.

II°. Qu'en fait de cession volontaire les débiteurs demeurent ordinairement quittes & déchargés envers leurs créanciers , sans qu'ils puissent avoir recours sur les biens qu'ils pourroient acquérir depuis la cession , s'il n'est porté au contraire par le contrat.

Il n'en est pas de même à l'égard de la cession judiciaire ; car le cessionnaire qui a fait cession en jugement & accompli les formalités de l'Ordonnance , s'il acquiert du bien , après que par autorité de Justice ses créanciers ont été obligés de l'admettre au bénéfice de cession , il est tenu de payer ce qui se trouve rester dû à ses créanciers , à la réserve toutefois de ce qui lui est nécessaire pour vivre.

La raison de la différence est , que la cession judiciaire n'est pas accordée ni acceptée par les créanciers comme la volontaire , & qu'ils sont forcés par la Loy qui leur est imposée par le Juge , à recevoir la cession & abandonnement des biens de leur débiteur. Ainsi la cession qui se fait en jugement n'est qu'un bénéfice accordé au débiteur pour le délivrer de la prison , & non pour le dispenser de payer ses dettes.

Les cessions de biens forcées ou volontaires , doivent être publiées à l'Audience , & les noms de ceux qui les ont faites , insérés dans le Tableau public.

La raison est , qu'il importe que toutes sortes de cessions soient connues & rendues publiques , afin que les personnes dont la fortune est en mauvais ordre n'abusent pas du crédit qu'elles avoient auparavant leur déroute.

ABANDONNEMENT D'HERITAGE , est le déguerpiissement & la renonciation faite à un héritage ou autre immeuble.

Ces mots , abandonnement & déguerpiissement , quoique souvent pris dans une même signification dans nos Coutumes , ont néanmoins des significations différentes.

L'Abandonnement , autrement dit , délaissement

ou renonciation , est proprement le quittement ou la renonciation que fait le tiers détempteur de l'héritage chargé de rente ou autre charge réelle , sans la charge de laquelle il a été vendu , à l'effet de n'être point tenu ledit acquereur & détempteur desdites rentes ou charges réelles imposées sur l'héritage dont il n'avoit point connoissance.

Le déguerpiſſement est le quittement de l'héritage chargé de cens ou rente fonciere , fait par le preneur ou l'acquireur du preneur , son héritier ou ayant cause , ou tiers détempteur , pour être déchargé à l'avenir de la rente ou charge réelle à laquelle l'héritage a été donné. *Voyez* les articles 102. 103. 109. & 110. de la Coutume de Paris.

ABANDONNER au bras ſéculier , c'est renvoyer un Ecclésiastique pardevant des Juges Laïques pour être condamné à peine afflictive , quand le cas y échet.

ABDICATION signifie renonciation volontaire à une Charge , à une Magistrature , ou à une Commission.

L'Abdication differe de la resignation , en ce qu'elle se fait purement & simplement , au lieu que la resignation se fait en faveur d'une tierce personne.

AB INTESTAT se dit de celui qui est appelé par la Loy à la succession d'une personne qui est décedée sans avoir fait de testament , & qui avoit pourtant le pouvoir de tester.

ABIGEAT , terme qui vient d'*Abigere* , *id est* , *ante se agere* , signifie une espece particuliere de vol , qui ne peut tomber que sur les bestiaux & les troupeaux.

Les Romains se sont servis de ce terme pour en marquer le vol , comme étant fait d'une chose que l'on ne pouvoit emporter , mais que l'on chassoit devant soi , pour en profiter , & la soustraire à celui à qui elle appartenoit.

De là vient que suivant la Loy 3. ff. de *abigeis* , dix brebis emmenées , ou quatre pourceaux au moins

rendent coupables de l'*abigeat* ; au lieu qu'il ne faut qu'emmenner un bœuf ou un cheval pour en être tenu.

La raison est qu'on peut emporter plusieurs brebis ou plusieurs pourceaux ; mais que naturellement on ne peut emporter ni un bœuf , ni un cheval , & que celui qui les vole les fait marcher pour les emmener.

La peine de ce crime a toujours été arbitraire.

ABOLIR , c'est mettre quelque chose hors l'usage ; on dit , par exemple , le Roy a aboli une telle Loy par une autre postérieure qui y est contraire.

ABOLISSEMENT & abolition signifient quelquefois l'abrogation , ou la destruction d'une Loy ou d'une Coutume.

ABOLITION, Lettres d'abolition sont des Lettres du Prince , obtenues en grande Chancellerie , par lesquelles il abolit & efface un crime qui de sa nature n'est pas remissible , & par la plénitude de sa puissance en remet la peine portée par la Loy : de manière qu'il ne reste aucun examen à faire touchant les circonstances du fait. Mais ces sortes de Lettres ne s'accordent que très-rarement.

Les Lettres de remission au contraire sont des Lettres du grand Sceau , accordées pour les crimes qui sont remissibles , attendu les circonstances ; comme pour homicides involontaires , ou commis dans la nécessité d'une légitime défense.

Elles ne s'accordent qu'à la charge que l'énoncé des Lettres contient vérité , & que les circonstances qui y sont exposées sont conformes aux charges & informations. Ainsi quand le Prince ne donne que des Lettres de remission , il en renvoie l'examen aux Juges auxquels il les adresse , afin qu'ils voyent si le fait énoncé par l'impétrant est conforme aux charges & informations ; ce qu'il fait par cette clause : *s'il vous apert, &c.*

Le terme d'abolition ou celui de remission employé dans les Lettres , n'est pas ce qui fait qu'elles soient d'abolition , ou de remission : cela ne provient uniquement que de la volonté du Prince , qui se manifeste par

la force & l'étenduë des clauses qu'elles renferment.

Voyez cy après Remission.

ABOLITION GENERALE. Voyez Amnistie.

ABORDAGE se dit lorsque deux Vaisseaux se heurtent ou s'accrochent.

Toute demande pour raison d'abordage suivant l'art. 8. du titre 12. de l'Ordonnance de la Marine , doit être formé dans les vingt-quatre heures , après le dommage reçu , si l'accident arrive dans un Port , havre , ou autre lieu , où le maître puisse agir.

ABOURNEMENT, ABORNEMENT, ABONNEMENT, ABONAGE , sont termes synonymes , qui se prennent pour une convention qui se fait dans quelques Coutumes , entre le Seigneur & les Vassaux , par laquelle les droits féodaux sont fixez & arrêtez à une certaine somme.

Ces termes abonner ou abourner signifient aussi estimer & reduire à une certaine somme d'argent , ou à une certaine quantité de grain & de fruit , des droits incertains qu'on payoit en especes , & dont le prix étoit incertain.

Il arrive souvent , par exemple , que tous les Marchands d'une Ville qui font commerce de chose qui doit des droits au Roy , s'accommodent & s'abonnent avec les interessez à une certaine somme payable par an par chacun d'eux. Marchands , à proportion du débit qu'il peut faire : mais ces conventions pour être obligatoires , doivent être redigées par écrit. L'Ordonnance des Aydes de 1680. titre 7. en défend la preuve par témoins.

ABREGER UN FIEF signifie le diminuer , en éteindre & amortir une partie.

On peut abreger un Fief en le démembrant de quelque maniere que ce soit. Or comme les mutations produisent des droits & profits féodaux , il est certain qu'un Seigneur diminuë son Fief , lorsqu'il admet des gens de main-morte à des héritages qui en relevent : attendu que comme ils ne meurent jamais , leurs héri-

tages sont censez ne jamais changer de main : ce qui en éteint pour toujours les droits de mutation.

Comme les Seigneurs abregéoiént par ce moyen leurs Fiefs, non seulement à leur préjudice, mais aussi de tous les Seigneurs foédaux superieurs, en remontant de Seigneur en Seigneur jusqu'au Souverain, cet abregement ne pouvoit être fait sans la permission du Roy, & sans lui payer finance par forme d'indemnité, comme Souverain & Seigneur Supérieur & immédiat.

C'est aussi la véritable raison pour laquelle les Communautés & autres gens de main morte ont été obligez de payer au Roy le droit d'amortissement, qui n'est autre chose qu'une indemnité; & non pas parce qu'ils sont personnellement incapables de posséder des biens immeubles dans le Royaume, comme la plupart des Auteurs l'ont avancé. *Voyez cy après Gens de main-morte.*

ABROGATION, abroger, c'est annuler, casser & mettre hors d'usage.

ABSENT, en matière civile, se prend pour le défaillant, d'où vient défaut : & en matière criminelle, il se prend pour contumax, auquel le procès peut être fait par contumace, & condamnation s'ensuivre, soit de peine corporelle, ou pécuniaire, ou de mort, selon la qualité du crime.

ABSENT, en matière de prescription, s'entend de celui qui est demeurant en une autre Province, Bailliage, ou Senéchaussée, que celle où demeure le Propriétaire de l'héritage sur lequel il prétend avoir acquis prescription, suivant l'article 116. de la Coutume de Paris.

Ainsi ce n'est pas l'assiette des héritages, mais le domicile des personnes qui fait l'absence ou présence.

ABSENT se dit aussi de celui qui est hors le lieu ordinaire de son domicile depuis quelque tems, quand on ignore le lieu où il s'est retiré; & quoiqu'il ait été absent pendant un très-long-tems, & qu'il se soit habitué dans un autre Royaume, il n'est pas pour cela

reputé incapable de succeder, s'il revient dans son païs.

Un homme absent est toujours reputé vivant, jusqu'à ce qu'on justifie le contraire; ainsi la femme d'un homme qui est absent ne peut se remarier; à moins qu'elle ne justifie de la mort de son mari.

Le mariage étant indissoluble, l'absence de quelque tems & qualité qu'elle soit, n'opere point l'effet du veuvage, il n'y a que la mort naturelle qui le puisse causer.

Une femme qui par caprice ou legereté d'esprit s'est absenté de la maison de son mari, & a vécu séparée de lui pendant plusieurs années, s'il vient à mourir sans qu'elle l'ait assisté à sa mort, ne peut prendre part à la communauté du jour de la séparation.

L'état d'un enfant né pendant le mariage ne peut être contesté sous prétexte que la mere est dévenue enceinte dans le tems que le mari étoit absent, à moins qu'il ne fût justifié qu'il y a impossibilité physique que le mari en soit le pere.

Quand un homme est absent, ses héritiers se peuvent faire adjuger ses biens par provision après un certain tems, en donnant par eux caution de les lui restituer en cas qu'il revienne. Cette possession provisionnelle se donne après dix années d'absence, du moins tel est l'usage du Parlement de Paris. Mais après trente ans on rend un Jugement pur & simple, & définitif sans donner caution.

A l'égard des actions qui peuvent être intentées contre un absent, il falloit autrefois lui créer un curateur, à l'effet de les pouvoir intenter contre lui; mais l'Ordonnance de 1667. tit. 2. art. 8. a abrogé cette formalité, & porte qu'un débiteur absent pour faillite, voyage de long cours ou hors le Royaume, doit être assigné à son dernier domicile, sans procès verbal de perquisition, ni qu'il soit besoin de lui créer un curateur.

ABSOLUTION, est un Jugement par lequel un accusé est absous & déclaré innocent d'un cri-

me, faute d'avoir été suffisamment prouvé.

L'effet de l'absolution, est que l'absous ne peut être de nouveau accusé par un nouvel accusateur suivant la maxime, *Non bis in idem*.

Mais pour que cette maxime puisse être valablement opposée, il faut que l'absolution n'ait pas été obtenue par collusion ; & de plus, qu'elle ait été prononcée dans toutes les regles, c'est-à-dire, par un Juge compétant, & sur des Procédures régulières.

ABSTENIR, se dit d'un Juge, lequel se désiste de la connoissance & du jugement d'une affaire, à cause de la parenté, ou de l'alliance au degré prohibé qui est entre l'une des parties & lui. *Voyez l'Ordonnance de 1667 tit. 24.*

ABSTENIR, se dit aussi d'un héritier en collatérale, qui déclare par Acte passé au Greffe, ou par-devant Notaires, qu'il s'abstient & n'entend point prendre la qualité d'héritier du défunt. Au lieu que le présomptif héritier en ligne directe, pour n'être point héritier de celui dont la succession lui est déferée, est obligé de faire un Acte par lequel il renonce à cette succession.

ABUS en general, signifie tout ce qui est contre l'usage, & ce terme est composé de *ab*, & de *usus*. *Voyez* apel comme d'abus.

Il y a abus, quand il y a contravention, soit aux Conciles & Décrets tenus & approuvés en France, soit aux Ordonnances Royaux, soit aux Arrêts des Cours Souveraines, ou qu'il y a de la part des Ecclésiastiques entreprise sur la puissance & Jurisdiction temporelle. D'où il s'ensuit qu'il y a abus :

I°. Dans la Sentence d'un Official qui apointe les Parties contraires en leurs faits pour des dépens demandez au sujet d'une instance en validité ou nullité de mariage, parce que c'est de la part de l'Official vouloir connoître indirectement des dommages & intérêts.

II°. Quand l'Official décerne une provision & des alimens à une fille enceinte.

III°. Quand il fait défense de faire quelque chose sous une peine pecuniaire , parce que l'Eglise n'a point de fisc , & n'a d'autres peines ni contraintes que les spirituelles.

IV°. Quand sur la demande formée contre un mineur en reconnoissance d'une promesse de mariage faite sans l'autorité de son tuteur , l'Official ordonne qu'il sera tenu de proceder devant lui , nonobstant la demande incidente du tuteur qui se seroit constitué demandeur en rapt.

V°. Quand il condamne un jeune homme à doter une fille pour l'avoir débauchée.

Enfin il y a abus toutes & quantes fois que le Juge d'Eglise entreprend sur la Jurisdiction séculiere.

Mais il n'y a point d'abus quand il se renferme dans les bornes de son pouvoir.

Ainsi le Juge d'Eglise peut ordonner sans abus qu'un Prêtre sortira d'une Parroisse pour se retirer en celle de son origine ; même qu'il sera mis Prisonnier où il pourra être trouvé , le bras séculier imploré.

ABUSIVEMENT , signifie mal. La Cour en infirmant les Sentences des Juges d'Eglise , prononce , *mal , nullement & abusivement jugé.*

ACASER signifie quelquefois inféoder , donner en fief. Dans quelques Coutumes il signifie aussi bail-
ler à rente.

Non seulement le Seigneur foncier & direct peut acaser , mais aussi l'emphytéote ou le tenancier , à moins qu'il n'y ait clause au contraire dans son contrat.

Il y a néanmoins quelque difference entre l'acagement fait par le Seigneur direct , & l'acagement fait par le tenancier , qu'on appelle sous-acagement , en ce que le premier emporte lods & ventes , comme premiere rente fonciere & Seigneuriale , au lieu que l'autre n'en emporte point : d'où vient qu'il est appellé rente sèche.

ACCENSEMENT , autrement appellé sous-inféodation , est un contrat par lequel on prend un héritage à cens ou rente fonciere.

Ce Contrat se peut faire de la part de celui qui aliène jusqu'à concurrence des deux tiers, sans démission de foy, c'est-à-dire, qu'il doit retenir la foy sur ce qu'il aliène. Autrement si le vassal aliène tout le fief, quoique sans démission de foy, il y aura ouverture, & le Seigneur dominant de celui qui aura fait cette aliénation pourra saisir féodalement faute d'homme. *Voyez* l'art. 51. de la Coutume de Paris.

ACCEPTATION est le consentement de celui qui accepte, qui reçoit, qui agrée.

L'acceptation d'une donation est nécessaire pour sa validité; car c'est le concours de la volonté du donataire, qui donne la perfection à l'acte; de sorte que si le donateur décède, ou revoque la donation avant qu'elle ait été acceptée, elle devient sans effet.

L'acceptation est de l'essence d'une donation, en sorte qu'une donation qui seroit conçue, sans qu'il fût fait mention d'aucune acceptation, seroit nulle, parce que *nemini invito beneficium confertur*. Il faut donc que celui à qui on donne, accepte, & que le contrat en fasse mention. La jouissance de plusieurs années des biens compris dans une donation ne rendroit pas la donation plus valable.

Il faut excepter les donations qui se font par contrat de mariage, dans lesquelles l'acceptation se fait par équipollence, car quand les parties ont été présentes au contrat, & que la célébration du mariage s'en est ensuivie, quoiqu'il ne soit fait aucune mention d'acceptation des choses données, l'acceptation est censée tacitement être intervenue par le subsequnt mariage, & on peut dire alors que l'acceptation se trouve dans la substance du contrat, quoiqu'elle ne se trouve pas dans les paroles.

L'acceptation se peut faire par le donataire en personne ou par personne interposée; sçavoir, par Procureur fondé de procuration spéciale, ou par tuteur ou curateur.

A l'égard des donations faites en l'absence des do-

nataires, les Notaires stipulans pour eux, elles ne commencent d'avoir leur effet & d'être valables, que du tems qu'elles sont ensuite acceptées par les donataires. Encore faut-il :

I^o. Que ce soit du vivant du donateur, & qu'il ne l'ait pas révoquée.

II^o. Que cette acceptation se fasse par Acte passé pardevant Notaires, ou un Notaire & deux témoins.

III^o. Que l'Acte d'acceptation soit mis au pied d'une expédition du contrat de donation, quand l'acceptation est reçue par d'autres Notaires que celui qui a la minute de la donation.

Au reste un mari ne peut accepter une donation qui est faite à sa femme, il faut qu'elle l'accepte elle-même ; & si c'est en Pais Coutumier, elle doit être autorisée de son mari.

ACCEPTATION d'une Lettre de change, est la promesse par écrit de l'acquitter lorsqu'elle sera échue.

Le porteur d'une Lettre de change qui n'en fait point faire l'acceptation dans un certain tems, n'a plus de garantie sur le tireur.

ACCEPTATION DE LETTRES DE CHANGE de vive voix aux foires. Pour entendre ce que c'est, il faut sçavoir que quatre jours auparavant qu'on fasse le payement des foires de Lyon, on entre en acceptation des Lettres de change en cette manière.

Tous ceux qui ont des affaires d'importance se tiennent sur la place à l'heure que le Consul les assigne, avec un petit livre, dans lequel sont écrites toutes les Lettres de change qu'on doit payer ou recevoir au lieu où on se rencontre les uns avec les autres. Il ne coûte que la parole, & chacun de son côté écrit sur son livret.

Si la Lettre est acceptée librement, un chacun marque en marge dudit livret B. c'est-à-dire, bonne.

Si on ne la veut pas accepter, on marque P. qui signifie protestation.

Si celui à qui elle est adressée n'a aucun avis d'icelle, il marque un V. P. cela signifie que voyant la Lettre il la payera ; mais s'il est en doute de la payer, il y met un V. pour dire qu'il s'avisera, & que pour ce faire on a 24. heures de tems.

ACCEPTATION DE COMMUNAUTE, est l'Acte par lequel une veuve après le décès de son mari accepte la communauté de biens qui étoit entr'eux.

L'effet de cette acceptation, est que la veuve prend la moitié dans les biens de la communauté après le décès de son mari, & est aussi tenuë pour moitié des dettes de la communauté, pourveu que cette moitié n'excede pas l'émolument qu'elle en tire ; car si elle l'excede, la veuve n'est en ce cas tenuë des dettes de la communauté que jusqu'à la concurrence de ce qu'elle en amende, en faisant bon & loyal inventaire. Coûtumé de Paris art. 228.

Au contraire la femme qui renonce à la communauté, n'est tenuë aucunement des dettes de la communauté, pourveu que lors de la renonciation les choses soient en leur entier, c'est-dire, que la veuve n'ait point soustrait, pris ni recelé aucun des effets de la communauté, & pourveu qu'elle fasse faire bon & loyal inventaire. Coûtume de Paris art. 235.

ACCEPTER une succession, signifie se porter héritier. On dit aussi accepter un legs, une donation, une cession, pour signifier la recevoir & l'agréer.

ACCEPTILATION, étoit chez les Romains un paiement imaginaire, ou une liberation verbale, c'est-à-dire, un certain arrangement de paroles, par lesquelles sur l'interrogation du débiteur, le créancier ayant volonté de dissoudre l'obligation, répondoit qu'il tenoit pour reçu ce qu'il n'avoit pas reçu véritablement.

On peut comparer à cette acceptilation la décharge que donne un créancier à son débiteur de ce qu'il lui doit.

Cette décharge est différente de la quittance, en

ce que par le moyen de la décharge le débiteur devient quitte sans avoir payé : au lieu que la quittance ne libere pas le débiteur, à moins qu'elle n'ait été faite en vertu d'un réel & actuel paiement fait au créancier ; car si l'obligation est restée entre ses mains, & qu'il prétende n'avoir donné la quittance que dans la confiance qu'il avoit d'être payé, le débiteur nonobstant sa quittance, se trouvera dans la nécessité de prouver qu'il a réellement & de fait payé le contenu en son obligation.

ACCESSION, est une maniere d'acquérir l'accessoire de la chose principale qui nous appartient.

Le Droit Romain explique diverses sortes d'accessions, en vertu desquelles une chose accroît au profit du propriétaire de la chose principale. Voyez mes *Institutes* titre premier du second Livre.

ACCESSOIRE, est une suite ou une dépendance du principal ; ce mot est general, & comprend les intérêts, les fruits, les dépendances & les suites des choses principales ; ainsi les fruits d'un fonds pendans par les racines, appartiennent à celui qui a obtenu gain de cause en action réelle, comme étant les accessoires du fonds.

On dit que l'accessoire suit le principal, parce que l'accessoire est une suite & une dépendance du principal, mais non au contraire ; ainsi la dot est la suite & l'accessoire du mariage, mais le mariage peut être sans la dot.

ACCORD, est une pactio, convention entre des personnes qui conviennent de quelque chose, mais ce terme est souvent employé pour signifier une convention entre plusieurs personnes de se tenir réciproquement quittes, & comme la transaction ne se fait point *sine aliquo dato, promisso vel reteno*. on peut de là voir la différence qu'il y a entre accord & transaction.

ACCORDAILLES, signifie la cérémonie qui se fait pour la lecture ou pour la signature d'un contrat de mariage en présence des parens & amis des futurs conjoints.

ACCROISSEMENT, ou droit d'accroissement est un droit qui a lieu entre des coheritiers ou des legataires, de prendre ou de retenir la part de celui qui la refuse, ou ne peut la prendre, & il se nomme quelquefois droit d'accroissement, & quelquefois il s'appelle droit de non-décroissement.

Le droit d'accroissement est le droit d'acquiescer la portion de celui qui renonce, & qui est vacante par le moyen de sa renonciation.

Le droit de non-décroissement est au contraire le droit de retenir la totalité d'une chose, en conséquence de ce que celui qui avoit droit d'y prendre part l'auroit refusée; ce qui ne se peut entendre que par les exemples qui suivent.

Un même fonds a été ainsi légué à Titius & à Mævius, *Je donne & lègue le fonds Tusculan à Titius & à Mævius*: dans ce cas si l'un & l'autre après le décès du testateur demandent le legs, ce fonds légué se divise entr'eux également; par ce concours des deux legataires, il se fait deux parties du fonds, & chacun des legataires en doit avoir une.

Mais si un seulement des deux accepte le legs, & que l'autre ne le demande pas, en ce cas il y a lieu au droit d'accroissement, & la portion de celui qui manque accroît à celui qui a accepté le legs: ce qui est fondé sur une présomption de la volonté du testateur, car en legant ainsi, il est censé avoir eu intention que chacun des legataires prenne sa part dans la chose léguée, en cas qu'il la voulût prendre, & qu'il en fût capable; si-non que la totalité parvînt à celui qui l'accepteroit. Les ayant joints tant par l'unité du discours, que par l'unité de la chose, il a voulu que l'un d'eux l'eût toute entière, l'autre refusant la part dont il l'avoit honoré.

Mais si le testateur dit: *Je lègue le fonds Tusculan à Titius*, & par après dans le même testament s'il dit, *Je lègue le fonds Tusculan à Mævius*; certainement il a légué à l'un & à l'autre la totalité du fonds; mais

ils ne la peuvent pas avoir chacun, parce que chacun par son acceptation empêche l'autre de la prendre.

Quand il arrive que l'un manque, l'autre prend la totalité, non par droit d'accroissement, mais par droit de non-décroissement, parce qu'il étoit censé avoir la totalité dès le commencement par une volonté expresse du testateur ; & quand par le concours ils n'en prennent chacun que moitié, ce n'est que par une volonté tacite du testateur.

Le droit d'accroissement a lieu non seulement entre plusieurs colégataires, mais encore entre ceux qui sont habiles à se porter héritiers d'un défunt ; quelques-uns prenant qualité d'héritiers, d'autres renonçant à la succession, les portions de ceux qui renoncent, accroissent à ceux qui ont appréhendé la succession ; en sorte que quelquefois un de plusieurs habiles à se porter héritiers, est seul héritier du défunt ; ainsi toute la succession lui appartient par droit d'accroissement, & par conséquent il est sujet à toutes les dettes de la succession, s'il est héritier pur & simple.

Mais le droit d'accroissement n'a pas lieu dans les contrats : par exemple, si j'ai vendu une maison à Titius & à Caius conjointement, si la vente est résolue à l'égard de Titius, la maison entière n'est pas censée vendue à Caius, parce que ce n'a pas été la volonté du vendeur, à moins qu'il n'eût été ainsi déclaré dans le contrat.

ACCROISSEMENT DES EFFETS DE LA COMMUNAUTE' CONJUGALE, a lieu en faveur du légataire universel des meubles & acquêts du mari ; lorsque la veuve renonce à la communauté, & en cas le légataire universel a droit de prendre la communauté entière.

Cette totalité lui demeure, non pas tant par droit d'accroissement, que par droit de non-décroissement.

Il y a aussi un droit de non-décroissement au cas que pendant la continuation de communauté, l'un des enfans avec qui la communauté est continuée,

vienn

viennent à déceder ; alors les enfans survivans, ou l'enfant survivant prend autant lui seul, que prendroient tous les enfans, entre lesquels la continuation de communauté a commencé, s'ils étoient tous vivans.

La raison est qu'ils ne sont tous réputés que pour un, parce qu'ils représentent la personne du prédécédé, suivant l'art. 243. de la Coutume de Paris. De sorte que le droit de l'enfant décedé ne vient pas à ses freres & sœurs à titre de succession, mais il demeure réuni & confus dans leurs portions, comme si leur frere défunt n'étoit jamais entré dans cette communauté.

ACCUSATION, **ACCUSATEUR**, se disent en matiere criminelle. Accusateur est celui qui poursuit le crime de quelqu'un, & accusation est la poursuite d'un crime, qui commence par une plainte de la Partie civile, ou par la dénonciation de quelqu'un qui n'a point d'interêt dans l'affaire, ou qui ayant interêt, ne veut point pourtant être Partie civile.

Nous avons dans le Royaume deux sortes d'accusateurs ; sçavoir, les Parties civiles & les Procureurs du Roy, ou les Procureurs Fiscaux des Seigneurs.

Les Parties civiles ne peuvent conclurre qu'à la réparation de l'interêt qu'ils ont souffert, à cause du crime commis en leurs personnes, ou en celles de leurs proches, ou en leurs biens, & ne tendent point à la punition corporelle ; mais par leur plainte ils requierent la jonction du Procureur du Roy, ou du Procureur Fiscal, & concluent seulement à la réparation civile, avec cette clause : *Sauf à Monsieur le Procureur du Roy, ou à Monsieur le Procureur Fiscal, à prendre pour la vengeance publique, telles conclusions qu'il avisera bon être.* Et à l'égard de la punition corporelle du criminel, elle est poursuivie par le Procureur du Roy, ou par le Procureur Fiscal, en la personne desquels reside l'interêt public.

Il n'y a que celui qui a interêt à la vengeance d'un crime qui puisse se porter Partie civile ; ceux qui n'y

ont qu'un intérêt public , peuvent seulement servir d'instigateurs & de dénonciateurs envers le Procureur du Roy.

Quand après un crime commis , il ne se présente point de Partie civile , le Procureur du Roy , ou le Procureur Fiscal du lieu où le crime a été commis , est obligé d'en faire la poursuite en son nom & à sa diligence , aux dépens du Roy ou du Seigneur Haut-Justicier du lieu , suivant l'article 8. du titre 3. de l'Ordonnance criminelle.

Quoique l'accusation forme ordinairement un procès criminel , néanmoins l'affaire se civilise quelquefois. *Voyez Civiliser.*

ACCUSATION CALOMNIEUSE, est celle qui n'a été faite que pour faire de la peine à l'accusé. Elle donne lieu à une condamnation de dommages & intérêts, qui emporte la contrainte par corps , & quelquefois une peine afflictive. Ce qui dépend des circonstances & du tort qu'en a souffert l'accusé.

Quand l'accusation est fondée sur de grands indices, quoiqu'elle se trouve fautive par la suite, & que l'accusé soit renvoyé absous, il n'y échoit point de dommages & intérêts, attendu qu'une telle accusation n'est pas réputée calomnieuse.

ACCUSÉ, est celui qui est prévenu de quelque crime capital, ou non.

Il n'y a que le decret de prise de corps ou d'ajournement personnel qui fasse l'accusé, & non point la plainte; c'est pourquoi l'on ne doit jamais adjuger de provision que contre les decretés, en conséquences des charges qui se trouvent contr'eux dans les informations.

Tout accusé & prévenu de crime même capital, ne perd pas son état: ainsi il peut passer toutes sortes de contrats & actes. L'ajournement personnel emporte bien interdiction de plein droit, en sorte qu'un Ecclésiastique ou un Officier ne peut plus faire ses fonctions, parce qu'il est *in reatu*: mais il n'y a que le jugement de condamnation à mort naturelle ou civile qui fasse

déchéoir un homme de son état, & qui le prive des effets civils, à moins qu'il n'y en ait apel, auquel cas la validité ou nullité des actes que le condamné passe pendant le tems intermédiaire, dépend de l'événement & de ce qui sera prononcé sur l'apel de la Sentence de la condamnation.

L'accusé peut donc avant la condamnation disposer de ses biens. Il peut même en disposer après la condamnation dont est apel, & toutes les dispositions qu'il aura faites, même de dernière volonté, seront valables, s'il meurt avant que la Sentence de condamnation ait été confirmée en cause d'apel.

A CENSE, est un heritage ou ferme qu'on tient à perpuité ou à longues années d'un Seigneur à certain cens & rente, ou à prix d'argent.

ACHAT, est un contrat par lequel le vendeur promet & s'oblige de livrer quelque chose à l'acheteur pour un certain prix dont ils sont convenus.

Il y a trois choses qui sont de la substance du contrat de vente, sçavoir le consentement du vendeur & de l'acheteur, la chose vendue & le prix.

Voyez ce que nous avons dit sur le titre 24. du Livre troisième des Institutes.

ACQUEREUR, est celui, qui a par un titre translatif de propriété, acquis une chose, soit que celui de qui il la tient, en fût propriétaire, ou non.

Lorsque celui qui a fait la tradition de la chose en étoit propriétaire, cette tradition faite en vertu d'un titre translatif de propriété, en rend propriétaire le nouvel acquereur.

Mais la tradition d'une chose à titre translatif de propriété faite par celui qui n'en étoit pas propriétaire, n'en transfère pas la propriété, & ne donne à l'acquéreur que la faculté de prescrire, lorsque cet acquereur est de bonne foi.

ACQUEREUR de bonne foi, est celui qui a acquis quelque chose de celui qui n'en étoit pas le propriétaire, mais qu'il croyoit tel. Un acquereur de

bonne foy préfcrit un immeuble par dix ans entre préfens , & par vingt ans entre abfens.

ACQUERIR , eft fe procurer un titre , qui donne droit de jouir d'une chofe , ou en propriété , ou en ufufruit.

ACQUETS , font les immeubles que nous avons acquis , à titres onereux ou lucratifs , excepté le titre de fucceffion directe ou collaterale , ou celui de donation en ligne directe.

Les immeubles échus par fucceffion directe ou collaterale , ou donnés par les afcendans à leurs enfans , font donc héritages propres , qui doivent appartenir par fucceffion aux heritiers de celui à qui ils appartiennent , du côté & ligne de laquelle ils lui font échus , en cas qu'il ne laiffe que des collatéraux.

Mais les héritages donnés en collaterale *etiam fucceffuro* , font acquêts.

Il y a deux fortes d'acquêts , favoir ceux qui font acquis hors de communauté , & ceux qui font acquis par perfonnes mariées pendant leur communauté ; & ces derniers font apellés conquêts. Ainfi on appelle acquêts les immeubles acquis avant le mariage , & conquêts ceux qui font faits pendant & constant le mariage.

Les conquêts tombent en communauté , mais les acquêts n'y tombent pas ; d'où vient que dans les contrats de mariage , la claufe ordinaire eft , *que l'homme & la femme feront communs en biens meubles , & conquêts immeubles* , & non pas en acquets faits auparavant leur mariage.

Un héritage dans le doute eft toujours cenfé acquêt , & non propre. Ainfi c'eft à celui qui prétend qu'un héritage eft propre à le prouver.

Acquêts ne font fujets à retrait , fi ce n'eft dans ce cas : Un homme vend fon héritage à un parent de fa ligne , cet héritage n'eft fujet à retrait , quoique propre au vendeur , parce que la vente eft faite à un parent ; mais fi cet acquereur parent vient à le ven-

dre, quoiqu'acquêt en la personne de ce premier acquereur, il est sujet au retrait.

NOUVEAUX ACQUETS. Voyez droit de nouveaux acquêts, *verbo* droits.

ACQUIESCEMENT, est le consentement que l'on donne à un Acte, ou à une chose jugée.

ACQUIESCER, c'est renoncer à son apel, & consentir que la Sentence dont est apel, ou de laquelle on peut appeler, ressorte son plein & entier effet.

On acquiesce à une Sentence rendue, ou tacitement, ou expressément.

On acquiesce tacitement, quand on exécute une Sentence en quelque maniere que ce soit, ou en tout, ou en quelque partie, & ce seroit une fin de non recevoir que l'on pourroit opposer à celui qui après avoir exécuté ou souffert l'exécution d'une Sentence, voudroit en appeler, quoiqu'il n'eût exécuté la Sentence qu'en partie, à moins que dans l'Acte qui contient l'acquiescement tacite, par rapport à quelque chef de la Sentence, l'on n'eût protesté de se pourvoir par apel contre les autres chefs.

On acquiesce expressément à une Sentence, quand un Procureur fondé de procuration spéciale, acquiesce à une Sentence rendue, & renonce à l'apel interjeté d'icelle, & consent la condamnation des dépens en cause d'apel.

Quand la Sentence est au profit de l'homme & de la femme, le Procureur, quoique chargé par l'homme & même que toute sa procédure soit faite à la Requête de l'un & de l'autre, néanmoins pour acquiescer, il faut une procuration spéciale, que la femme autorisée de son mari y parle & consente, autrement avenant dissolution de communauté, & renonciation par la femme, elle pourra revenir contre l'Arrêt, & désavouer le Procureur qui n'aura agi que sur le pouvoir du mari, & il sera bien désavoué.

L'acquiescement se fait encore expressément, quand un Avocat qui est chargé d'une cause, déclare

en jugement qu'il ne veut point soutenir l'appellation verbale interjetée, & consent que la Sentence dont est apel soit exécutée.

L'appellant peut acquiescer à la Sentence dont il a interjeté apel dans quelque tems que ce soit. Mais il n'y a que huitaine pour se désister de son apel, sans être tenu de payer l'amende du fol apel, & les dépens; ainsi il doit l'un & l'autre, lorsqu'il ne fait son désistement qu'après la huitaine.

- **ACQUISITION**, est la translation qui nous a été faite d'une chose à titre translatif de propriété.

ACQUIT signifie la même chose que décharge, par exemple, la décharge de certains droits qu'on a payé pour l'entrée de certaines marchandises, s'appelle acquit.

- **ACQUIT PATENT**, est un ordre ou mandement du Prince, pour faire payer comptant par ses Trésoriers une certaine somme.

ACQUITTER, c'est payer une dette.

- **ACRE DE TERRE**, est une mesure de terre qui est usitée chez les Normans & les Anglois, & qui contient cent soixante perches.

ACTE en general, est tout ce qui sert à prouver & justifier quelque chose, mais ce terme a différentes significations.

Il est quelquefois employé pour signifier toutes les choses qui regardent la Justice, & les Procédures de la pratique qui sont rédigées par écrit, mais il se prend ordinairement pour les actes ou instrumens passés pardevant Notaires, ou autres personnes publiques.

Ce terme signifie aussi les actes qui se font en jugement, & ils sont apellés actes judiciaires, comme les preuves, les confessions faites en jugement & autres.

Une promesse, cédule ou billet portant promesse de payer quelque somme, sous la simple signature du débiteur, est apellé acte sous seing privé.

Au contraire les actes qui sont passés pardevant Notaires, sont apellés authentiques, parce qu'ils ont

de l'autorité, & qu'ils font foy en Justice. Voyez Scel authentique, *verbo scel*.

Les actes sont donc publics ou privés.

Les publics sont de Jurisdiction contentieuse ou volontaire; les actes de Jurisdiction contentieuse, sont les poursuites qui se font en Justice. Les actes de Jurisdiction volontaire sont ceux qui se font du consentement des parties pardevant Notaires.

Les actes privés ne font foy en Justice que du jour qu'ils ont été reconnus, en quoy ils different principalement des actes publics.

Acte se prend aussi quelquefois pour le fait de quelqu'un, ainsi on dit faire acte d'héritier, quand on dispose des biens d'une succession en qualité de propriétaire.

ACTE se prend souvent pour les procédures & actes judiciaires qui se font pour l'instruction d'un procès, ou pour sa décision.

Autrefois ces actes se redigeoient en langue Latine. Mais François Premier fit une Ordonnance à Villers-Cotterêts, par laquelle il ordonna que dorénavant tous actes passés pardevant Notaires, à l'exception de ceux qui concernent les matieres Ecclésiastiques & Beneficiales, fussent redigés en langue Françoisé, aussi-bien que toutes sortes d'actes judiciaires.

Ce qui donna lieu à François Premier de faire cette Ordonnance, fut qu'un Gentilhomme qui avoit perdu un procès, interrogé par le Roy sur son affaire, répondit à sa Majesté: qu'étant venu en poste à Paris pour assister au jugement de son Procès, il ne fut pas plutôt arrivé que la Cour de Parlement le débouta, il lui montra l'Arrêt qui portoit ces termes: *Dicta Curia dictum actorem debotavit & debotat*. Le Roy étonné d'un langage si extraordinaire, ordonna que toutes sortes d'actes se feroient dans la suite en langue Françoisé.

ACTES D'HERITIER, est tout ce qui paroît avoir été fait par un héritier présomptif, en qualité de

successeur du défunt, & qui ne pouvoit être fait sans le nom, la qualité & le caractère d'héritier, comme de disposer des biens d'une succession en qualité de propriétaire; les vendre, bailler à loüage ou à ferme les maisons & heritages de la succession.

Il faut excepter quand on a déclaré expressement que ce que l'on a fait n'a été que pour conserver la chose, & que l'on n'entend point être héritier pour cela.

Ce qui se fait par pitié ou par devoir n'est pas acte d'héritier; ainsi celui qui paye les fraix funéraires ne fait pas pour cela acte d'héritier, non plus que celui qui poursuit la vengeance de la mort du défunt, quoiqu'il obtienne condamnation, & prenne les intérêts civils qui lui sont adjugés.

ACTE D'APPEL, est un acte par lequel une des parties qui se plaint d'un jugement, déclare qu'il en est appellant, & proteste de relever incessamment son appel pardevant le Juge supérieur.

ACTE D'OCCUPER, est un acte par lequel un Procureur déclare au Procureur de la partie adverse, qu'il est Procureur & a charge d'occuper pour un tel sur une telle assignation.

ACTE D'AFFIRMATION DE VOYAGE, est celui par lequel une partie déclare & affirme être venu dans le lieu où se poursuit un Procès qu'il a, pour produire ou faire autre chose concernant ledit procès à l'effet d'obtenir en cas de gain de cause, ses journées selon sa qualité, & selon la distance des lieux.

ACTE DE BAILLE' COPIE, est celui par lequel un Procureur fait signifier au Procureur de la partie adverse des copies de pièces.

ACTE DE PRODUIT, est un acte par lequel on déclare à la partie adverse que l'on a mis sa production au Greffe, avec sommation à la partie adverse de faire le semblable de sa part, même de fournir de contre-dits contre ladite production, le tout dans le tems de l'Ordonnance, à peine d'en être forçlos,

On porte cet acte au Greffier à qui l'on produit, qui met dessus le jour que la production a été mise au Greffe, cela fait, on le fait signifier.

Les délais tant de produire que de contredire, se comptent du jour de la signification de cet acte. Ainsi huitaine après la signification, si la partie adverse n'a pas produit, la forclusion est acquise, & l'on peut faire juger par forclusion sans faire aucune sommation. Mais dans ce cas l'usage est, que les Raporteurs font avertir les Procureurs par leurs Secretaires, & ce n'est qu'à l'extrémité qu'ils jugent par forclusion.

AIT ACTE, est une Ordonnance qui se met au bas des Requêtes présentées par les Parties, lorsqu'elles demandent Acte de l'employ qu'elles font d'icelles pour quelques Ecritures.

Par exemple, dans une Requête d'employ pour griefs, l'appellant demande acte, que pour griefs il employe la présente Requête, &c. le Raporteur met au bas d'icelle, *ait acte & soit signifié.*

Le Juge donne aussi à l'Audience acte des déclarations faites par les Parties, à la différence du Châtelet, où le Juge dit, *Nous avons octroyé Lettres au demandeur de la déclaration, &c.*

ACTE DE NOTORIETE' : Voyez Notoriété.

ACTION, est le droit de poursuivre en jugement ce qui nous est dû, ou ce qui nous appartient.

Comme il n'est permis à personne de se mettre en possession par violence & voye de fait, il faut venir par action, ou sur la chose que nous prétendons nous appartenir, & qui est possédée par un autre, ou contre la personne de nôtre débiteur.

L'action se divise en personnelle, réelle & mixte.

ACTION PERSONNELLE, est celle par laquelle nous agissons contre celui qui est obligé à nous donner, ou à faire quelque chose pour nôtre utilité.

Cette action descend de l'obligation personnelle, qui provient de quatre causes, qui sont le contrat, le presque-contrat, le délit, & le presque-délit.

Action personnelle ne s'intente que contre ceux qui sont personnellement obligés, ou contre leurs héritiers.

On est obligé personnellement par l'une des quatre causes susdites; sçavoir le contrat, le presque-contrat, le délit, & le quasi-délit. *Voyez* ce que c'est que contrat & quasi-contrat, *verbo* contrat; & ce que c'est que délit & quasi-délit, *verbo* délit.

Le demandeur dans cette action conclut suivant la qualité du contrat d'où procède l'action, & ce à quoy le défendeur s'est obligé; & le demandeur qui intente une action personnelle est tenu de prouver que la chose qu'il demande lui est dûë, & prouver la cause de l'obligation en vertu de laquelle il agit.

ACTION RÉELLE, autrement apellée revendication, est celle qui est donnée au propriétaire d'une chose contre celui qui la possède.

Comme cette action naît d'un droit de propriété que le demandeur a dans la chose qui est possédée par un autre; il le doit prouver, faute de quoy le possesseur est déchargé de la demande.

Cette action est mobilière ou immobilière: la mobilière est celle par laquelle le propriétaire d'une chose mobilière la revendique par tout où il la trouve. *Voyez* Revendication.

L'action réelle immobilière est celle par laquelle on poursuit un possesseur ou détempteur d'un héritage, parce qu'on prétend en être propriétaire, ou qu'on y a quelque droit réel; comme sont les cens, rentes foncières & autres droits réels qui se poursuivent par l'action réelle.

Le demandeur conclut en cette action à ce que le possesseur soit contraint de lui rendre & restituer la chose qu'il possède, & lui en abandonner la possession & jouissance, comme à lui appartenante, avec les fruits, dépens, dommages & intérêts.

Si cette action est intentée pour raison des susdits droits réels, on conclut, à ce que le défendeur

soit tenu d'en payer au demandeur tant d'années, & d'en continuer le payement dans la suite, sinon qu'il ait à déguerpir l'héritage.

Il y a cette différence entre l'action personnelle & l'action réelle, que la personnelle ne peut être intentée que contre celui qui est personnellement obligé par l'une des causes susdites, ou contre son héritier; & que l'action réelle est poursuivie *ratione rei*, contre celui qui se trouve possesseur ou détempteur de la chose appartenante à celui qui le poursuit par cette action, quoiqu'il ne soit point obligé envers lui par aucune autre cause.

L'action réelle en fait d'immeubles, se divise en pétitoire & possessoire.

AGTION PETITOIRE, est celle par laquelle on poursuit la propriété du fonds, ou d'un droit réel dont est chargé un héritage, contre le possesseur d'icelui.

Voyez ce que nous venons de dire en parlant de l'action réelle.

ACTION POSSESSOIRE, est celle par laquelle on agit, pour être maintenu dans la possession d'un fonds ou d'un droit réel quand on y est troublé, ou pour la recouvrer quand on en a été dépouillé; ou pour en avoir la possession par provision.

Voyez ci-après possession, complainte en cas de faisine & de nouvelleté, & réintégrande.

L'action possessoire se divise en complainte & réintégrande, & provision en matière civile, & recréance en matière bénéficiaire: Voyez ci-après, Verbo, complainte, réintégrande, provision & recréance.

Nous avons d'autres actions réelles, par lesquelles nous agissons en matière de servitudes dûes par les héritages; sçavoir l'action confessoire, & l'action négatoire, dont nous allons donner ici les définitions: ceux qui voudront connoître davantage la nature & les effets de ces actions, n'ont qu'à voir ce que j'en ai dit dans ma traduction des *Institutes* sur le §. 2. du titre 6. du 4. Livre.

ACTION CONFESSOIRE, est celle par laquelle nous prétendons droit de servitude sur l'héritage d'autrui, comme droit de chemin, ou d'y faire passer des chariots, ou autres droits semblables.

Cette action est ainsi apellée, parce que nous asurons que la servitude que nous demandons sur le fonds d'autrui, nous appartient.

On conclut, *à ce que tel droit de servitude sur tel heritage soit déclaré nous appartenir, ce faisant le voisin condamné à nous laisser passer, aller & venir à pied ou à cheval sur son héritage.*

ACTION NEGATOIRE, est celle par laquelle nous agissons contre celui qui prétend droit de servitude sur nôtre héritage, niant au contraire que ce droit lui appartienne.

On conclut dans cette action, *à ce que défenses soient faites au défendeur d'usurper à l'avenir semblable droit sur nôtre heritage, & de s'y immiscer, entreprendre ou faire, &c.*

ACTIONS MIXTES, sont celles qui sont en partie personnelles & en partie réelles, par lesquelles nous agissons en qualité de propriétaires d'une chose, & poursuivons en qualité de créanciers ce qui nous est dû pour raison des protestations personnelles.

On conclut dans ces actions, *à ce que le défendeur nous restitue ce qui nous appartient (ce qui fait que ces actions sont réelles) & à ce qu'il soit condamné à nous payer ce qu'il nous doit en conséquence des protestations personnelles ; en quoi ces actions sont personnelles.*

On met au nombre des actions mixtes, l'action de partage entre cohéritiers pour la division d'une succession, l'action de partage d'une chose particulière, commune & indivise entre copropriétaires, l'action de bornage pour faire planter des bornes pour séparer & distinguer des héritages.

Pour faire entendre comment ces actions sont mixtes ; prenons pour exemple l'action de partage d'une succession.

ACTION DE PARTAGE d'une succession, est une action mixte, réelle & personnelle, par laquelle des cohéritiers agissent les uns contre les autres pour être fait partage des biens de la succession, & pour que chacun des cohéritiers fasse raison aux autres de ce qu'il leur peut devoir en conséquence des prestations personnelles.

Cette action est réelle, parce que celui qui l'intente, demande le partage des biens héréditaires; il conclut à cet égard, *qu'il soit fait partage de la succession entière, & de toutes les choses héréditaires trouvées dans les biens & effets du défunt au tems de son décès, ou acquises depuis à l'occasion de la succession, & même de celles dont il n'étoit pas propriétaire, mais qu'il possédoit de bonne foy, & qui ont été prescrites par les cohéritiers du demandeur, & généralement de toutes celles dans lesquelles la succession a intérêt; à l'effet que toutes ces choses soient adjugées au demandeur pour telle part & portion dont il est héritier.*

Elle est aussi personnelle, en ce que celui qui s'en sert, poursuit personnellement les cohéritiers, en cas qu'ils aient perçu les fruits des biens héréditaires, ou qu'ils aient causé du dommage par leur faute dans les biens de la succession.

A cet égard il conclut, *à ce que ses cohéritiers soient condamnés à lui faire part des fruits qu'ils ont perçus, & à l'indemniser de la perte qu'il pourroit souffrir par le moyen du dommage qu'ils ont causé dans la succession, & enfin à lui tenir compte des impenses qu'il a utilement faites pour la conservation des biens de l'hérédité.*

ACTION HYPOTÉCAIRE, est une action réelle qui est donnée au créancier hypothécaire, à l'encontre de tout détempteur de l'immeuble obligé & hypothéqué à sa dette.

Cette action se prescrit par dix ans entre présens, & vingt ans entre absens, à l'encontre du tiers détempteur de bonne foy.

Elle dure trente ans contre le possesseur de mau-

vaïse foy, enfin quand elle est jointe à la personnelle, c'est à-dire, quand elle est intentée contre le débiteur ou ses héritiers, elle dure quarante ans, au cas que l'hypothèque soit conventionnelle, autrement cette action ne dure que trente ans contre le débiteur. *Voyez cy-après hypothèque.*

ACTION REDHIBITOIRE. *Voyez Redhibitoire.*

ACTION RESCISOIRE. *Voyez Rescision,*

ACTION DE BORNAGE, est une action mixte, qui est intentée pour les confins d'un héritage par celui qui se plaint que son voisin entreprend sur son fond.

Elle est quelquefois intentée par un Curé contre un autre pour les limites de sa Paroisse, ou par un Seigneur pour les limites de sa Seigneurie & de sa Jurisdiction.

ACTION PREJUDICIELLE, est celle par laquelle nous demandons qu'une question soit préalablement jugée, attendu qu'elle sert de préjugé à la cause principale.

Posons pour exemple que Titius se prétendant fils d'un défunt, agisse par action de partage contre ses enfans; pour les faire condamner à partager la succession avec lui, comme enfant du défunt: Si les Défendeurs lui objectent qu'il n'est pas héritier du défunt, & qu'ils ne le reconnoissent pas pour tel, parce qu'il n'auroit pas été né en légitime mariage, ou qu'il auroit été déshérité par le défunt: Voilà une question préjudicielle, sçavoir si Titius est fils du défunt: parce qu'elle servira de préjugé à la cause principale, c'est-à-dire que le jugement de la cause principale dépend de la décision de la question préjudicielle; car si le Juge déclare Titius être fils légitime du défunt, il s'ensuit qu'il est son héritier, & qu'en cette qualité il a valablement intenté l'action de partage contre les autres enfans du défunt; par cette règle, *Filius ergo heres.*

ACTIONS, signifie quelquefois dettes actives d'un homme, comme quand on dit que les créanciers

d'un homme se sont saisis de toutes ses actions ; pour dire qu'ils se sont saisis de toutes ses dettes actives.

ACTIONS HEREDITAIRES, sont des actions personnelles, qui passent de la personne du défunt en celle de l'héritier, & qui se divisent de plein droit entre les coheritiers par rapport à la part & portion, pour laquelle chacun d'eux succède au défunt.

Ainsi quand un créancier agit par action personnelle contre un des héritiers de son débiteur, ce cohéritier ne peut être assigné que pour sa part & portion ; mais si le créancier agit hypothécairement contre un des héritiers de son débiteur, comme détempteur des biens de la succession hypothéqués à sa dette, il le peut poursuivre pour le tout.

ACTIONNER, signifie intenter un procès à quelqu'un en matière purement civile, & pour le paiement d'une dette, comme quand on dit, s'il ne vous paye pas au plutôt faites-le actionner.

ACTOR SEQUITUR FORUM REI, est une règle de droit, qui porte que l'on doit ordinairement suivre la Jurisdiction du défendeur, c'est à dire, qu'un adjournement doit être régulièrement donné pardevant le Juge du défendeur. *Voyez* Adjournement.

ADDITIONS, sont les nouvelles écritures que l'on donne après avoir fourni de défenses & de répliques.

Ces écritures se font pour ajouter autres faits ou pour répondre aux faits de la partie adverse, contenus dans les écritures principales & premières.

Par l'art. 3. du tit 14. de la nouvelle Ordonnance, l'usage des duplicques, tripliques, additions premières & secondes, & autres écritures semblables, sont abrogées, avec défenses aux Juges d'y avoir égard, & de les passer en taxe, cependant on ne laisse pas d'en faire.

ADINERER, qui vient du Latin *ad onem auris pretium constituere*. Ce terme étoit autrefois usité dans les licitations, pour dire, mettre à prix.

ADJOINDRE, signifie associer quelqu'un pour aider, conseiller, & quelquefois aussi examiner & controller.

Par exemple, on adjoint à un Rapporteur deux Evangelistes, pour examiner l'inventaire & les pieces dans le tems qu'il rapporte le procès.

ADJOINT, est celui qui est joint à un autre pour aider ou prendre garde à ce qu'il fait.

ADJOINT dans les enquêtes qui se font pardevant un Conseiller commis pour faire une enquête ordonnée entre les parties, & ouïr les témoins produits.

Pour entendre ce que c'est, il faut sçavoir que le Conseiller commis pour faire enquête, étoit autrefois obligé de prendre un Adjoint pour faire l'enquête à laquelle il étoit commis par la Cour, & il prenoit ordinairement un Greffier, ou un des Adjoints créés en titre d'Office.

L'Ordonnance du mois d'Avril 1667. titre des Enquêtes, art. 12. a abrogé la fonction des Adjoints en titre d'office pour la confection des Enquêtes. Mais ces Charges ont été rétablies par un Edit du mois de Fevrier 1674.

La Déclaration du 5. Novembre 1704. en regle les fonctions, & porte que les Adjoints assisteront en toutes enquêtes en matiere civile, aux procès verbaux d'affirmation des comptes, de descende ou de visite de maisons & autres lieux, où la présence du Juge ou des Commissaires Enquêteurs & Examineurs est requise; ensemble aux procès verbaux de partage de biens, d'estimations, d'appréciations de grains & autres fruits, & de compulsoire de pièces, à peine de nullité.

ADJOURNEMENT, est un acte que nous apellons exploit, par lequel nous assignons quelqu'un pardevant un Juge competent, pour se voir condamner suivant les fins & les conclusions que nous prenons contre lui.

Quatre choses sont de la substance de l'adjournement :

ment : sçavoir ; Les noms du demandeur & du défendeur ; Le nom du Juge pardevant lequel l'adjournement ou l'assignation est faite , & la demande du demandeur que nous apellons fins & conclusions prises par le demandeur dans l'exploit. Enfin si c'est à huitaine , ou autre délai que se donne l'assignation , il en faut faire mention dans l'exploit.

Il faut ajouter par la nouvelle Ordonnance , que le nom du Procureur du demandeur soit déclaré , & que l'exploit contienne sommairement les moyens de la demande , le nom & le domicile du Sergent ou Huissier qui donne copie de l'assignation au défendeur , & que l'exploit soit contrôlé dans les trois jours de la signification.

L'exploit doit être fait à personne ou domicile , avec mention de celui à qui l'Huissier l'a laissé , à peine de nullité. *Voyez* l'Ordonnance de 1667. tit. 2.

L'adjournement doit être donné pardevant le Juge du domicile du défendeur , par la regle *Actor forum rei sequitur* ; laquelle souffre quelques exceptions , soit à cause du privilege que le demandeur a de pouvoir faire assigner le défendeur pardevant un certain Juge ; ou à cause de la chose qui fait la contestation , dont la connoissance appartient à un certain Juge , comme s'il s'agit d'aydes , de subsides & autres droits dont la connoissance appartient à l'Electiion , ou à la Cour des Aydes.

ADJOURNEMENT PERSONNEL , est un jugement rendu en matiere criminelle , par lequel il est enjoint à l'accusé de comparoître en personne.

Quand le crime n'est pas capital & n'emporte point de peine afflictive , & est cependant sujet à quelque peine , si le Juge voit par les informations qu'il y a charge suffisante contre celui qui est accusé , il ordonne qu'il sera adjourné à comparoître pardevant lui à jour certain & competent , pour être ouï & interrogé sur les charges & informations , pour sur son interrogatoire , être ordonné ce que de raison.

Cet adjournement emporte interdiction de plein droit contre l'Officier contre lequel il est décerné. De plus si celui contre qui il y a un adjournement personnel ne comparoit pas dans le tems marqué, le décret est converti par le Juge en décret de prise de corps.

ADJOURNEMENT A TROIS BRIEFS JOURS :
Pour entendre ce que c'est, il faut sçavoir qu'en vertu du premier défaut donné sur l'adjournement personnel en matiere criminelle, le Juge décerne un décret de prise de corps contre l'accusé, & à faute de le pouvoir appréhender, il ordonne qu'il sera adjourné à trois briefs jours, avec annotation & saisie de ses biens⁹ jusques à ce qu'il ait obéi.

Cet adjournement se fait à cri public & son de trompette au prochain marché où est demeurant celui qui est adjourné. Il ne peut être fait sans préalable perquisition de la personne, laquelle se fait à son domicile, & le Sergent qui la fait, prend acte de notoriété comme il n'y est point. Cette perquisition se fait encore aux autres lieux où l'adjourné fréquentoit ordinairement.

Ainsi adjourner à trois briefs jours, c'est crier à son de trompette ou à cri public qu'il y a un décret contre quelqu'un, après qu'on a fait perquisition de sa personne, afin qu'il ait à comparoir dans les trois jours en Justice, faute de quoi on lui doit faire son procès par contumace sans autre délai.

Aujourd'hui cet adjournement se donne à huitaine, & ne se donne plus à trois briefs jours comme il se donnoit autrefois.

Comme dans toutes les assignations les tems de délais, doivent être toujours francs, c'est-à-dire, que ni le jour de l'assignation, ni celui de l'échéance n'y doivent point être compris; cela doit être d'autant plus exactement observé dans cet adjournement à briefs jours, que toutes les formalités dans la procédure criminelle sont de rigueur, & que la moindre omission en cause la nullité.

D'ailleurs la contumace opere par fiction la présomption d'une reconnoissance du fait de la part de l'accusé : or la fiction ne se peut tirer de la contumace , à moins qu'elle ne soit valablement acquise ; ce qui ne se peut rencontrer , si la forme prescrite pour la procédure n'est très-exactement observée.

ADJOURNEMENT A TROIS BRIEFS JOURS , a lieu aussi en matiere civile , quand on adjourne un absent qui n'a , ou qui n'a eu aucun domicile ; en ce cas il peut être adjourné par un seul cri public au principal marché du lieu de l'établissement du Siege où l'assignation est donnée sans aucune perquisition , l'exploit doit être controllé suivant l'article 9. du titre 2. de la nouvelle Ordonnance.

ADIRER , signifie égarer quelque titre ou papier : ce terme vient de *trouver à dire* , qui signifie manquer.

ADITION D'HEREDITE' , ne se disoit chez les Romains que de l'acte solennel que faisoit un héritier étranger pardevant le Magistrat , qu'il se portoit héritier.

Parmi nous l'adition d'héredité se prend pour toutes sortes d'actes , même pour de simples déclarations de volonté que fait un présomptif héritier ; qu'il accepte l'héredité , ou pour toutes sortes de faits qui équipollent à une telle déclaration. Ainsi l'adition d'héredité se fait de deux manieres.

1°. Par une simple déclaration de volonté , comme quand un habile à se porter héritier , prend dans quelque acte la qualité d'héritier , il dévient obligé par ce moyen à payer toutes les dettes de la succession , quoiqu'elle ne soit pas suffisante pour cet effet.

II°. En faisant acte d'héredité , c'est-à-dire , en disposant des biens de la succession comme maître d'icelle. Voyez l'art. 317. de la Coutume de Paris.

ADJUDICATAIRE , est le plus offrant & dernier enchérisseur , à qui on adjuge le bail ou la propriété d'un héritage qu'on afferme , ou qu'on vend en Justice.

Ce terme signifie aussi celui à qui on adjuge en Justice des ouvrages , des reparations au rabais.

ADJUDICATION , est tout ce qui est accordé à quelqu'un : & l'on se sert du mot adjuger pour signifier accorder ; par exemple , on dit , *mes conclusions m'ont été adjugées* , pour dire qu'on a gagné son procès.

On dit aussi , *cette chose* , ou *ce bien m'a été adjugé pour une telle somme* , ce qui veut dire que telle chose a été vendue & accordée pour un tel prix à une vente publique.

Elle est appelée adjudication par decret , lorsqu'elle est d'un immeuble , & doit être précédée & accompagnée de plusieurs conditions que nous avons rapportées ailleurs.

Pour ce qui est des adjudications des choses mobilières , elles se font par un Huissier par autorité de Justice , c'est-à-dire , en vertu d'un jugement qui l'ordonne.

ADJUDICATION par decret , est celle qui se fait d'un héritage saisi & mis en criées , au plus offrant & dernier enchérisseur , après que les criées ont été faites.

Il y en a deux après l'enchere de quarantaine publiée , on adjuge à l'Audience au plus offrant & dernier enchérisseur ; mais on ajoute , *sauf quinzaine*. Après la quinzaine passée on procède à la dernière enchere , & on adjuge purement & simplement. Cependant si on ne trouve pas les encheres assez fortes , on remet à quinzaine.

Il y a quelquefois plusieurs remises , jusqu'à ce que l'on juge à propos d'adjuger définitivement.

Cette dernière adjudication ne se fait jamais que sous trois conditions.

I°. Des droits Seigneuriaux ; cela ne s'entend que du cens , si le Seigneur ne s'est opposé pour d'autres.

II°. Des frais ordinaires des criées qu'il faut rembourser au poursuivant.

III°. De consigner le prix de l'adjudication dans huitaine , à peine d'y être contraint même par corps.

Les adjudications par decret des immeubles mis en criées, en exécution d'Arrêts de la Cour, doivent se faire en icelle, & les autres faites en vertu de Sentences, se doivent faire aux Sieges où lefdites Sentences auront été données.

Enfin l'adjudication de biens mis en criées en vertu d'obligations & contrats se doit faire pardevant les Juges auxquels l'exécution d'iceux appartient. En cas d'appel du decret, le Juge ne peut point passer outre à l'adjudication, mais il doit déferer à l'appel.

Il y a deux sortes d'adjudications par decret, l'une qui est volontaire, & qui se fait du consentement des parties, à l'effet de purger les hypotèques par le moyen d'un decret volontaire; & l'autre qui est une affaire qui se fait en vertu d'un decret forcé. Cette dernière ne se peut valablement faire au profit d'un Officier du Siege où se poursuivent les criées, soit qu'elle se fit en son nom, ou sous celui d'une personne interposée.

Une adjudication par decret forcé ne peut être cassée, sous prétexte de lésion d'outre moitié. Si après une telle adjudication le fond perit, la perte tombe sur l'adjudicataire.

ADJUDICATION à la barre de la Cour. Pour entendre ce que c'est, il faut sçavoir que quand les biens des débiteurs saisis réellement ne suffisent pas pour soutenir les frais d'un décret, les créanciers demandent qu'il plaise à la Cour ordonner qu'ils seront adjugés à la barre de la Cour, pardevant un de Messieurs les Conseillers, tel qu'il plaira à la Cour commettre après trois publications & affiches publiées & aposées aux lieux ordinaires, nécessaires & accoutumés.

ADJUDICATION en fait de partage, n'est autre chose que la licitation d'un immeuble, lequel ne se pouvoit aisément partager, & qu'on a adjugé pour le tour à quelqu'un des copropriétaires.

ADJUDICATION à l'extinction du feu & de la chandelle, ne se fait que pour les Fér-

mes du Roy. *Voyez* ci-après Baux à l'extinction de la Chandelle.

ADJUDICATION DE BAUX JUDICIAIRES, *Voyez* Baux judiciaires.

ADMETTRE a la même signification que recevoir ; par exemple , on dit qu'on a été admis (pour dire qu'on a été reçu) à faire preuves de ses faits justificatifs.

ADMINICULE, signifie commencement de preuve, ou une preuve imparfaite, comme quand on dit, il y a beaucoup de présomption & d'adminicules contre cet accusé.

ADMINISTRATEUR, est celui qui a le soin des biens & de la personne de quelqu'un.

Un pere, par exemple, est appelé le légitime administrateur de ses enfans. Il peut en cette qualité recevoir & donner des quittances pour & au nom de son fils mineur.

Mais la qualité d'administrateur n'est pas suffisante pour qu'il puisse aliéner ou engager ses immeubles, ce qui est si vray qu'il ne peut pas valablement accepter pour lui une donation, & qu'il faut pour cet effet lui créer un curateur, à cause que toute donation contient toujours quelque espece d'obligation de la part du donataire, quand ce ne seroit que de fournir des alimens au donateur, en cas qu'il soit dans la suite réduit à la dernière nécessité.

Le terme d'administrateur se dit aussi pour signifier celui qui a le maniment des affaires d'une Communauté, comme sont les Maîtres des Hôpitaux, qui ont le soin d'en recevoir les revenus, de les distribuer & d'en ordonner ; ce qu'ils ne font pas toujours suivant l'intention des Fondateurs.

Tout administrateur est tenu de rendre compte de son administration, attendu que leur gestion n'est pas en leur propre nom ni à leur profit.

ADMINISTRATION, par rapport à ceux

qui ont le soin des biens de quelqu'un, signifie leur gestion.

ADMINISTRER, se dit des titres, preuves ou témoins qu'on fournit à quelqu'un en Justice ; ainsi administrer signifie dans ce sens fournir des preuves & des témoignages.

Par exemple on dit que c'est au dénonciateur à administrer des témoins suffisans au Procureur du Roy pour vérifier sa dénonciation.

On dit aussi qu'un poursuivant criée doit sommer tous les oposans de lui administrer & fournir titres & moyens pour faire débouter un prétendu créancier de sa demande.

ADMEDIATEUR, est celui qui tient Ferme à bled ou autre grain, à la charge de les partager avec le propriétaire. Il est ainsi apellé à *modio*, ou du mot moisson, *quia fundum colit sub certa prestatione frumenti.*

Celui qui tient un héritage à condition de donner au propriétaire une certaine portion de fruits, & qui doit avoir le reste pour son droit de semence & de labourage, ne peut rien prétendre contre le maître, ni pour la culture, ni pour la semence, quelque perte qui puisse arriver par un cas fortuit, quand même il n'en auroit aucune recolte.

La raison est que leur bail fait entr'eux une espece de société, où le propriétaire donne le fonds & le fermier la semence & la culture : ainsi chacun hazarde la portion que cette société lui donnoit aux fruits.

La convention, que le preneur ou fermier ne pourra renoncer ni sousamodier sans le consentement du propriétaire, est bonne ; mais si le propriétaire a reçu le prix des sousamodiateurs, il ne peut plus les expulser.

ADMEDIATION, est un bail d'héritage que l'on donne à moisson ou à moitié fruits qui se partagent entre le propriétaire & le métayer.

ADMONESTER, signifie avertir : mais on se

fert particulièrement de ce terme pour exprimer une remontrance, qui se fait par un Juge à celui qui est convaincu de quelque excès ou voye de fait, avec défenses de récidiver; ce qui toutefois n'emporte point infamie.

ADOLESCENCE, signifie l'âge qui suit la puberté jusqu'à la majorité, c'est-à-dire, depuis quatorze ans accomplis aux mâles, & douze ans accomplis aux femmes, jusqu'à vingt cinq ans accomplis.

Ce mot d'adolescence vient du mot d'*adolescere*, mot Latin qui signifie croître, parce que l'adolescence dure tout autant que le corps croît & se fortifie, & que le jugement se forme.

ADOPTION étoit chez les Romains un acte légitime, par lequel celui qui n'étoit pas véritablement fils de famille à quelqu'un, étoit néanmoins réputé lui être fils de famille. Mais l'adoption n'a pas été reçue en France.

Ceux qui voudront s'instruire plus à fond sur cette matiere, n'auront qu'à voir la nouvelle traduction des Institutes de Justinien avec l'aplication au Droit François, au titre des adoptions.

ADRESSE de Lettres de Chancellerie, est une clause qui se met à la fin des Lettres de Chancellerie, concernant leurs exécutions; cette clause commence à ces mots: *Mandons à tel Juge*, &c.

L'adresse des Lettres Royaux ne se fait jamais directement qu'aux Juges Royaux. Ainsi quand elles sont données pour affaires pendantes pardevant des Juges de Seigneurs, l'adresse s'en fait aux Huissiers Royaux, à ce qu'ils ayent à faire de par le Roy injonction & commandement ausdits Juges de les enteriner si faire se doit.

ADVENIR, est un acte qu'un Procureur signifie au Procureur de la Partie adverse, pour se trouver à l'Audiance pour venir plaider, lui déclarant qu'il poursuivra l'Audiance un tel jour.

Au Châtelet il y a une autre sorte d'acte qu'ils intitulent, comme dans la plupart des autres Bailliages,

advenir à plaider , qui sont des direz que les Procureurs signifient , & par lesquels ils forment souvent des demandes incidentes , sur lesquelles les parties doivent être entendues , pour être ordonné ce que de raison.

A D V E N T I C E S , bien adventices , sont ceux qu'un fils de famille acquiert autrement que par son industrie , pendant qu'il est en la puissance de son pere. Voyez ma Traduction des Institutes au §. 1. du titre 7. du second Livre , où nous avons rapporté les différentes especes de pecule des fils de familles , & quels droits ont les peres sur ces sortes de biens.

Dans la Coutume d'Auvergne par biens adventices , on entend generalement tous les biens qui échéent à une femme après ses fiançailles ; & ces biens sont ainsi appelés , parce qu'ils n'augmentent point la dot , & que la femme en peut disposer à sa volonté , au profit de qui bon lui semble , à l'exception de son mari , sans avoir besoin de son autorisation.

A D V E R S E , partie adverse est la personne contre qui on a un procès.

A D V E R T I S S E M E N T , sont les écritures qui se font en exécution d'un appointement en droit , dans lesquelles on explique le fait dont est question , & les moyens , sur les pieces sur lesquelles on est fondé , & sur les défenses fournies par le défendeur.

A D V E U se prend quelquefois pour la foy & hommage fait par le vassal au Seigneur , par lequel il le reconnoît pour son Seigneur , duquel relève le fief dont il est propriétaire , suivant l'article 44. de notre Coutume.

A D V E U se prend ordinairement pour une reconnaissance que le nouveau vassal est obligé de donner à son Seigneur quarante jours après qu'il a été reçu par lui en foy & hommage , avec un dénombrement ou description en détail , & par le menu de toutes les terres & droits qu'il déclare tenir de lui à titre féodal. Voyez les articles 52. & 71. de la Coutume de Paris.

Le vassal ne peut présenter son adveu & dénombrement à son Seigneur, qu'après qu'il a été reçu en foy & hommage, & il est obligé de le faire quarante jours après la foy & hommage, sous peine de saisie féodale.

Cet adveu doit être en parchemin passé devant Notaires qui ayent pouvoir d'instrumenter dans le lieu où le dénombrement est fait.

Le Seigneur a quarante jours pour l'examiner, après quoi si le Seigneur ne fournit point de blâme, il est tenu pour reçu, pourveu que le vassal ait été rechercher l'adveu, & qu'il ait demandé s'il y a blâme.

Néanmoins quoique l'on dise que l'adveu est tenu pour reçu faute de blâme dans quarante jours, comme en ce cas, il s'agit de porter un préjudice perpétuel au fief dominant, le Seigneur qui dans les quarante jours n'a peut-être pas pu le blâmer, faute d'être bien instruit des droits de sa terre, y sera toujours reçu.

Ainsi cet axiome, que l'adveu est tenu pour reçu après quarante jours, n'est pas vrai à la lettre, il empêche seulement que le Seigneur puisse user de saisie, mais il a toujours la voye de l'action pour faire rétablir dans l'aveu ce qu'il croit devoir y être ajouté.

Les adveux & dénombremens baillés par les vassaux ne font foy & ne préjudicient qu'à ceux qui les baillent, ou à ceux qui les reçoivent, mais non pas à un tiers qui n'y intervient point, car à son égard ils ne font point de foy, & ne peuvent être regardés que comme une écriture privée.

Anciennement les vassaux avoient seulement en gros ce qu'ils tenoient de leurs Seigneurs, mais parce que les Seigneurs étoient souvent fraudés par ces sortes d'aveux généraux, pour empêcher leurs vassaux de soustraire dans la suite des tems une partie des terres qu'ils tenoient d'eux, ils les obligèrent à les détailler & spécifier en détail, & de là vient que les adveux ont été aussi nommés dénombremens.

Le Seigneur féodal n'est pas tenu d'avoüer ou désavoüer formellement certaines pièces du dénombrement qu'il blâme, c'est au vassal à bailler son dénombrement, particulièrement par tenans & aboutissans.

Dans les Coutumes où tout héritage est réputé franc-aleu, si le Seigneur ne justifie le contraire, le vassal n'est point obligé d'avoüer ou de désavoüer jusqu'à ce que son Seigneur lui ait justifié de sa mouvance.

Les créanciers d'un vassal en leur qualité de créanciers ne sont point reçus à présenter adveu.

ADULTE, est celui qui est devenu pubere & qui est mineur de vingt-cinq ans.

ADULTERE, est une conjonction illicite qui se commet avec une personne mariée, au lieu que celle que les Romains apelloient *stuprum*, est une conjonction illicite qui se commet avec une fille ou une veuve, qui ne sont pas abandonnées à tous venans.

Néanmoins le terme d'adultere se prend quelquefois dans une signification plus étendue pour toutes sortes d'habitudes criminelles.

Le crime d'adultere pris dans sa propre signification, est simple ou double, comme il sera dit cy-après.

En France le crime d'adultere est considéré comme un crime privé, dont la poursuite & la vengeance n'appartient qu'au mari; de sorte qu'elle n'est pas permise aux Procureurs du Roy, ni des Seigneurs, à moins qu'il n'y eût scandale public, & de violentes présomptions que le mari est de connivence avec sa femme, & autorise sa débauche. Auquel cas le Procureur du Roy peut accuser la femme d'adultere, & le mari de maquereillage.

Mais un Procureur Fiscal ne peut pas faire de son chef & à sa requête la poursuite de ce crime; parce qu'il n'est pas absolument le Censeur public. Tout ce qui peut lui être permis en pareil cas & par forme de police d'obliger une femme de mauvaise vie & son mari, qui paroît favoriser sa débauche, à sortir des terres de

la Jurisdiction du Seigneur, à cause du scandale qu'ils y font.

Un mari n'est pas recevable à poursuivre un particulier pour adultere commis avec sa femme, quand il ne la comprend pas dans la poursuite, & qu'il la retient chez lui.

La reconciliation du mari avec sa femme qu'il poursuivoit pour crime d'adultere, empêche qu'il ne puisse poursuivre le complice, même pour dommages, intérêts & réparations.

Le droit de poursuivre une femme pour crime d'adultere ne passe point en la personne des héritiers du mari, à moins qu'il n'en eût formé plainte de son vivant.

Ils ne peuvent pas même lui objecter ce crime par forme d'exception à la demande par elle fait de sa dot & de ses conventions matrimoniales, à moins que ce ne fût pour raison de mauvaise vie pendant l'année de son deuil, auquel cas ils pourroient se servir de ce moyen, en le justifiant, la faire décheoir de son douaire & autres avantages à elle faits par son mari.

La connoissance du crime d'adultere appartient au Juge seculier, & ne peut jamais appartenir au Juge d'Eglise.

Ce crime n'est pas parmi nous capital, il n'est puni que du bannissement à tems à l'égard des hommes qui sont convaincus, à la poursuite du mari, d'avoir commis adultere avec sa femme.

Il faut excepter l'adultere commis par les valets, serviteurs ou facteurs, domestiques ou métayers avec leurs Maîtresses, qui est puni de mort.

Pour ce qui est des femmes convaincues d'adultere, nous suivons l'Autentique, *Sed hodie, Cod. ad Leg. Jul. de adulter.* dont nous avons rapporté la disposition sous le mot, *autentiquer une femme.*

En France il n'est pas permis au mari de tuer ni l'adultere ni sa femme. Il est vrai que s'il le fait, il obtient facilement Lettres de rémission; mais parce que lui-même s'est fait justice, il ne gagne, ni la dot,

ni les conventions matrimoniales , & il est déchû des avantages que sa femme lui a faits.

ADULTERE *simple* ou *double*. L'adultere est ou simple ou double.

On entend par simple adultere , la conjonction illicite qu'a une personne mariée avec une qui ne l'est pas. Et par adultere double , l'on entend la conjonction illicite qu'a une personne mariée avec une autre qui est aussi mariée.

ADULTERIN , est un enfant né d'un adultere , soit que l'adultere soit simple , soit qu'il soit double.

Les enfans adulterins ne peuvent pas être légitimés par mariage subséquent.

ADVOUER , est reconnoître quelqu'un pour son Seigneur , & confesser qu'on tient de lui des héritages en fief.

ADVOUEZ sont les Gardiens , Protecteurs , Vidames & Patrons du temporel des Abbayes & Monasteres , ou des Villes , Communautés & pays qui sont sous leur protection.

ADVOURIE , signifie quelquefois adoption , & quelquefois il signifie le droit qui est dû à un Seigneur , à cause de sa protection.

AFFARE , est un terme usité en Dauphiné pour signifier toutes les dépendances d'un fief.

AFFEAGER , signifie inféoder , & affeagement est la même chose que l'inféodation.

AFFECTER , signifie obliger , hypothéquer un immeuble au paiement de quelque dette.

AFFERENTE , part afferente , signifie dans un partage de succession ou chose commune , la part & portion qui doit appartenir à quelqu'un des cohéritiers ou des partageans.

AFFERAGE , signifie le prix d'une chose venale mis par l'autorité de Justice : ce terme est ancien , mais il n'a pas laissé que d'être employé dans la dernière Ordonnance de la Ville de Paris du mois de Décembre 1672.

AFFERMER, c'est donner ou prendre à ferme quelque terre ou quelques droits.

AFFICHE, est un placard attaché en lieu public pour rendre quelque chose connuë à tout le monde.

Par affiche l'on entend donc les actes & les exploits qu'un Huissier ou Sergent attache & apose à la porte d'une Eglise, d'un Auditoire ou d'une maison, ou ailleurs en lieu public, afin de faire connoître à tout le monde ce qu'il exploite ou notifie.

On appelle, par exemple, affiches, les proclamations qu'on attache aux places publiques pour proceder à un bail judiciaire.

AFFICHES A LA QUARANTAINE, sont celles qui se font avant l'interposition du décret, pour avertir les créanciers de faire trouver des encherisseurs, ce qui se fait après la signification de la saisie réelle & l'enregistrement d'icelle.

Ces affiches s'aposenent à la porte principale & entrée de l'Eglise Paroissiale des lieux saisis; & si c'est une maison, à l'entrée principale d'icelle, & à la porte de l'Auditoire de la Jurisdiction où les criées se poursuivent.

Elles doivent contenir au long la déclaration des choses saisies, à la requête de qui, sur qui, & les causes de la saisie, avec dénonciation à toutes personnes y prétendant droit de s'y opposer.

La publication des affiches se fait de la maniere que nous avons dit, *verbo* publication.

AFFICHER, est publier quelque chose par un placard qu'on attache en un carrefour ou autre lieu public.

Les Edits & Déclarations se notifient non seulement par la lecture & enregistrement qui s'en fait dans les Jurisdicions, mais aussi en les publiant & affichant dans les lieux Audianciers, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

AFFINITÉ. Voyez alliance.

AFFIRMATION, est le serment qu'on fait &

l'assurance qu'on donne de la vérité de quelque fait.

Il y a au Parlement un Greffier pour recevoir & donner les actes des affirmations de voyages & du séjour de ceux qui viennent ici pour faire juger leurs procès, & ces actes servent à ceux qui gagnent leurs procès pour se faire alloüer leurs voyages.

AFFIRMER en Justice, c'est lever la main & jurer devant le Juge qu'une chose est véritable.

AFFLICTIVE, une peine afflictive est une peine corporelle, à laquelle un criminel est condamné en Justice.

AFFORAGE, signifie dans quelques Ordonnances le prix d'une chose venale mis par l'autorité de Justice. Ainsi avant que de vendre à Paris des vins étrangers, le prix en doit être fixé par les Echevins de la Ville, dont mention doit être faite dans l'acte d'afforage.

Ce terme dans plusieurs de nos Coûtumes, signifie un droit Seigneurial qu'on paye au Seigneur pour avoir de lui permission de vendre du vin ou autre liqueur dans l'étenduë de son fief, suivant la taxe qui en aura été faite par ses Officiers.

AFFOUAGE, est le droit de couper du bois dans une forêt pour sa famille.

AFFRANCHISSEMENT, est l'exemption qu'un Seigneur accorde à quelqu'un de quelques charges ou impositions réelles ou personnelles.

A l'égard des gens de corps qui sont serfs par naissance, l'affranchissement s'en fait ou en jugement, ou par quelque acte passé pardevant Notaires.

Mais ceux qui ne sont serfs que par le tenement d'héritage servile, peuvent devenir francs & libres en abandonnant les terres qu'ils possèdent dans l'étenduë du domaine de leur Seigneur.

AGE POUR TESTER, en pays de Droit écrit on peut tester à l'âge de puberté, conformément au Droit Romain, mais en Pays Coûtumier on ne peut tester qu'à vingt ans de ses meubles, acquêts & con-

quêts immeubles , & il faut avoir vingt-cinq ans pour pouvoir encore tester du quint de ses propres : les quatre autres quints devant demeurer à l'héritier des propres.

AGE POUR LES CHARGES ET HONNEURS , est ordinairement défini à la majorité , c'est-à-dire à vingt-cinq ans accomplis.

AGE POUR FAIRE PROFESSION , est défini par l'Ordonnance de Blois à seize ans accomplis , & tel est l'usage , enforte que toute profession avant cet âge , soit de garçon ou de fille , n'oblige point.

AGE POUR SE FAIRE RESTITUER EN ENTIER ; les mineurs peuvent se faire restituer en entier jusqu'à trente-cinq ans , & les majeurs jusqu'à dix ans , à compter du jour que les contrats ou actes ont été faits , ou que la cause de crainte , violence ou autre a cessé.

AGE AUQUEL FINIT LA GARDE , si c'est la garde noble , elle finit à vingt ans pour les mâles , & à quinze ans pour les filles ; & la garde bourgeoise se finit aux mâles à quatorze ans , & aux femelles à douze.

AGE POUR FAIRE LA FOY ET HOMMAGE , est le même que celui auquel finit la garde noble. En effet , il semble que les mâles étant en état de sortir de la garde noble à vingt ans , & les femelles à quinze , ils sont en état de faire la foy & hommage de leurs fiefs.

AGE COMMENT SE PROUVE. L'âge se doit justifier par les extraits baptismaires tirez des Registres publics.

Mais au défaut de ces Registres , comme quand ils ont été brûlez ou perdus , l'âge se prouve par les écrits particuliers & livres des peres & meres & parens , & même quelquefois par commune renommée , dont on fait passer acte pardevant Notaires , signé par des amis & des voisins , qui en rendent témoignage.

AGÉ. Nos Coutumes se servent de ce terme pour signifier un majeur de vingt-cinq ans.

Ainsi celle de Paris art. 113. dit que la prescription de dix ans court entre presens , & celle de vingt ans

ans entre absens âgés, & non privilégiés

AGENT est celui qui fait les affaires d'un Corps ou Communauté.

Il se dit aussi de celui qui fait les affaires des Marchands, & on l'appelle autrement Commissionnaire, qui prend charge d'un ou de plusieurs Marchands, conjointement ou séparément, d'acheter des marchandises pour leur envoyer, ou d'en recevoir d'eux pour les vendre.

Le Commissionnaire peut faire les ventes ou achats en son nom, ou sous le nom de ses Commettans.

AGENT de Change est autrement un Coure-tier de Change. *Voyez* Change.

AGENS DU CLERGE', sont ceux qui ont succédé aux Syndics & Députés du Clergé, ils doivent être Prêtres résidens dans la Province qui les nomme.

AGIR, signifie intenter quelques actions en Justice.

AGNATION étoit chez les Romains le lien de parenté par mâles, appelé chez eux consanguinité. *Voyez* la nouvelle traduction des Institutes au titre de *legitima agnatorum tutela*.

AGEIER ou AGRIERE, est le terrage & champart que le Seigneur a droit de lever en quelques Communes sur les gerbes de bled au tems des moissons, sur les terres qui sont situées dans l'étendue de la Seigneurie.

Ce droit n'est pas annuel par tout, & il y a des Pays où celui qui a ce droit ne prend rien pendant trois années, & leve ensuite tous les fruits de la quatrième année. Il ne produit qu'un revenu inégal & incertain dans les lieux même où il est dû annuellement, parce qu'il consiste en une portion de fruits dont la quantité n'est point égale toutes les années.

AGRIMENSATION, signifie arpentement & mesurage.

AISNÉ est celui qui est né avant ses freres & sœurs.

Ce mot vient de *ains*, qui signifie avant, & du mot de *né*.

Celui de deux jumeaux qui est venu le premier au monde, est réputé l'aîné.

Quand l'aîné est inhabile par quelque crime, ou par profession Monastique, ou par une juste exheredation, le mâle suivant doit avoir le droit d'aînesse, parce que l'inhabile n'est point compté, & est tenu pour mort.

La légitimation n'attribuë pas le droit d'aînesse à celui qui étant né avant ses freres procréés d'un légitime mariage, a été depuis légitimé, parce que la légitimation n'a pas un effet rétroactif au préjudice d'un tiers, & d'un droit qui lui a été acquis dès le moment de sa naissance.

Ainsi le bâtard légitimé par mariage subsequnt jouit du droit d'aînesse sur ses freres nés depuis le mariage, mais non pas sur ceux qui sont nés d'un autre légitime mariage intermédiaire.

AISNESSE, *Voyez* droit d'aînesse.

ALBERGEMENT en Dauphiné, est ce qu'on appelle bail emphytéose dans nos Coutumes.

ALEU, signifie liberté, immunité & franchise, l'héritage allodial est un franc-aleu ou héritage qui ne doit point de droit Seigneuriaux, en quoi il differe des fiefs & des héritages tenus en censives. *Voyez* franc-aleu.

ALIBI signifie ailleurs, quand on dit qu'un accusé propose l'*alibi*, cela signifie qu'il allegue qu'il étoit dans un autre lieu que dans celui où le crime a été commis.

ALIENATION, est une translation de propriété à titre lucratif ou onereux, comme par vente, par échange, par donation ou autrement.

La prescription même est comprise sous ce mot, de même que l'obligation qui emporte l'aliénation faite de payement; c'est pourquoy celui qui ne peut pas aliéner, ne peut pas obliger.

Ainsi le mari qui ne peut pas aliéner les biens de sa femme, sans le consentement d'icelle, ne peut

pas aussi les obliger & hypothéquer, suivant l'art. 226. de la Coutume de Paris.

ALIENATION DES BIENS D'ÉGLISE ne peut être faite que pour cause de nécessité ou d'utilité évidente, en conséquence du procès verbal de l'information fait *de commodo aut incommodo*.

Il faut de plus que toutes les solemnités prescrites par le Droit pour les sortes d'aliénations, y soient observées, & enfin que les deniers provenans de ces aliénations, soient tournés au profit de l'Eglise.

ALIMENS, sont les choses nécessaires à la vie, par rapport au tems & à la qualité des personnes.

En matiere d'alimens annuels, quand l'an est commencé, les alimens sont dûs pour toute l'année.

Sentences alimentaires sont exécutoires par provision, nonobstant l'apel.

Alimens fournis par l'ayeul ou l'ayeule, ne peuvent être repetés à moins qu'ils n'ayent protesté de les repeter, & déclaré qu'ils n'ont point eu intention de les donner.

ALIMENS LEGUEZ reçoivent une interprétation favorable. Ainsi ils comprennent non seulement la nourriture, mais aussi le logement & les habits, & même tout ce qui est nécessaire pour l'éducation.

Cependant en fait d'alimens legués à plusieurs personnes, le droit d'accroissement n'a point lieu.

ALIMENS DUS, les peres & meres sont tenus de fournir des alimens à leurs enfans jusqu'à ce qu'ils soient en état de gagner leur vie.

Ils sont même dûs par le pere naturel à l'enfant bâtard, & cette obligation passe aux héritiers du pere naturel, qui en sont tenus jusqu'à ce que le bâtard puisse gagner sa vie.

Les enfans doivent aussi des alimens à leurs pere & mere, si les enfans sont riches, & les pere & mere dans l'indigence & hors d'état de gagner leur vie.

L'obligation de fournir par les enfans des alimens à leurs pere & mere est solidaire, sauf leurs recours

contre les autres freres & sœurs pour le remboursement de leur part & portion.

Un gendre peut aussi être condamné à fournir des alimens à son beau-pere tombé dans la pauvreté, sauf son recours contre ses beaux-freres & belles-sœurs pour ce qu'il aura fourni à leur acquit.

ALIMENS DES PRISONNIERS. Il est dû des alimens au prisonnier par le créancier qui l'a fait emprisonner pour dette.

Ces alimens sont de dix livres par mois, dont le créancier doit toujours payer un mois d'avance. Faute par lui d'avoir fourni les alimens, le prisonnier est en droit de présenter sa requête au Juge pour avoir un Jugement qui ordonne son élargissement.

Le débiteur mis hors de prison ne peut plus être une seconde fois emprisonné; ni recommandé à la requête des mêmes créanciers pour les mêmes causes, qu'en payant par eux les alimens par avance pour six mois, & le faisant ordonner par jugement contradictoire.

En matiere de crime, la partie civile n'est pas tenuë de fournir des alimens à l'accusé, mais seulement le Roy ou le Haut-Justicier.

ALLIANCE, est une union que le mariage produit entre un des conjoints & les parens de l'autre : Ainsi tous les parens du mari sont alliés à la femme au même degré qu'ils sont parens au mari.

L'alliance ne se prend pas en droit comme dans l'usage ordinaire de parler, en sorte que les parens du mari soient alliés à tous les parens de la femme, car il est constant que le frere du mari n'est point allié à la sœur de la femme, c'est pour cela qu'ils peuvent se marier ensemble.

Touchant l'alliance, Voyez ce que j'en ai dit dans ma Traduction des Institutes sur le §. 6. & suivans du tit. 10. du 1. liv.

ALLODIAL, est ce qui est tenu en franc-aleu. En Bourbonnois il y a l'allodial corporel qui est un

fond tenu en franc-aleu, & l'allodial incorporel qui est une rente fonciere possédée en franc-aleu Cette rente se constituë lorsque le propriétaire d'un héritage franc & allodial le transporte tout entier, ou en transporte une partie à quelqu'un, à la charge d'une rente annuelle.

ALLOUER, est en matiere de reddition de compte, approuver; ainsi l'on dit, tels articles d'un compte ont été alloüés.

ALLUVION, est un accroissement de terre qui se fait imperceptiblement dans un héritage, lorsque l'héritage de l'un est accru imperceptiblement après plusieurs années, au préjudice & par la diminution d'un héritage voisin.

Le Droit Romain met l'alluvion au nombre des moyens d'acquérir par le droit des gens, comme étant une espece d'accession.

Il n'en est pas de même de l'augmentation qui arriveroit à un héritage par un débordement subit de la riviere; car si par un tel accident une portion d'un fond est détachée & jointe à un héritage voisin, le propriétaire la peut revendiquer.

Voyez ce que j'ai dit dans ma Traduction des Institutes sur les § §. 20. 23. & 24. liv. 2. tit. 1. Voyez aussi la Déclaration du Roy du mois de Juillet 1683. touchant les atterrissemens ou alluvions.

AMBIGUITÉ, signifie équivoque ou conflit d'opinions qui rendent le droit des parties incertain. Voyez au Digeste le titre *De rebus dubiis*.

AMELIORER, signifie rendre meilleur, & améliorations sont les augmentations ou réparations qui rendent les héritages meilleurs.

AMENDE, est une peine pécuniaire qui est encouruë de plein droit, où à laquelle on est condamné par quelque jugement. Ainsi cette peine est imposée par la Coutume ou par l'Ordonnance, ou elle est imposée par le Juge.

Par la Coutume, comme celle qui est dûë faite

de payemens du cens; cette amende est appelée en quelque Coûtume, *défaut de loy* ou *amende loy*, parce qu'elle est taxée par la Coûtume, qui est la Loy municipale.

L'amende est imposée par une Déclaration du Roy; comme celle qui est dûe par l'appellant qui a succombé dans la cause d'apel.

L'amende est enfin imposée par le Juge, comme quand le Juge condamne une partie à une amende applicable au Roy, laquelle est plus ou moins forte selon le cas & les circonstances. Sur quoi il faut remarquer que l'amende ne peut être arbitrée par le Juge, que lorsqu'elle n'est pas fixée par l'Ordonnance ou par la Coûtume.

Il y a différentes amendes auxquelles sont condamnés les appellans, quand ils sont déclarés déchus de leur apel; l'amende du fol apel dans les Présidiaux est de sept livres dix sols, & aux Cours Souveraines dans les appellations plaidées par placet ou au rolle, & dans les procès par écrit quand la Cour prononce, *l'appellation au néant*, l'amende est de quinze livres.

Dans les congés obtenus faute de venir plaider sur placet ou à tour de rolle, la Cour prononçant *congé*, *l'appellant déchû de l'apel*, ou quand dans les causes d'Audiance, ou dans les procès par écrit, la Cour prononce, *qu'il a été bien jugé, mal & sans grief appelé & amandera*; ou enfin quand à l'Audiance, contradictoirement ou par défaut, ou dans les procès par écrit, la Cour prononce, *l'appellant non recevable en son apel*: ou quand dans les procès par écrit l'Intimé obtient congé faute de conclurre, l'amende en tous ces cas est de vingt-cinq écus.

Dans les requêtes civiles contre les Arrêts contradictoires, soit qu'ils soient préparatoires ou diffinitifs, l'amende est de quatre cens cinquante livres contre le demandeur en requête civile, s'il est débouté de ses Lettres, sçavoir trois cens livres envers

le Roy, & cent cinquante livres pour la partie.

Si les Arrêts ont été rendus par défaut, l'amende n'est que de cent cinquante livres pour le Roy, & de soixante-quinze livres pour la partie.

AMENDE-HONORABLE est une peine infamante & corporelle, à laquelle est condamné celui qui est convaincu d'un crime qui a porté scandale, auquel cas le délinquant est condamné à dire & déclarer étant en chemise, tête nue & nuds pieds, que faussement & contre la vérité il a dit ou fait quelque chose contre l'autorité du Roy ou de quelqu'un, & qu'il en requiert pardon à Dieu, au Roy, à la Justice & à la partie offensée.

AMENDE PECUNIAIRE, en matière criminelle est une peine pécuniaire à laquelle le Juge condamne envers le Roy un accusé, par forme de réparation du crime dont il est convaincu.

Cette amende emporte infamie, en quoi elle diffère de l'aumône, qui n'est en matière criminelle qu'une espèce de charité forcée au profit des prisonniers, laquelle ne tient point lieu de réparation.

On peut être contraint par corps au paiement de l'amende pécuniaire à laquelle on a été condamné par jugement.

AMENDER, est condamner à l'amende; la Cour prononce quelquefois sur apel, débouté de son apel, & *l'amendera*, pour dire il payera l'amende.

AMENDER, signifie aussi améliorer & augmenter; d'où vient amendement, c'est-à-dire, amélioration dans un héritage, suivant les articles 109. 110. & 184. de la Coutume de Paris.

AMENDER, signifie même quelquefois tirer du profit de quelque chose, ainsi l'on dit, les enfans d'un tel n'ont rien amendé de sa succession, pour dire qu'elle ne leur a pas été avantageuse.

AMEUBLISSEMENT, est une stipulation qui se pratique dans les contrats de mariage, quand une fille qui se marie n'a ni argent ni meubles pour mettre

dans la communauté; alors on convient qu'un héritage, ou maison, ou une rente, ou partie sera ameubli pour entrer dans la communauté des futurs conjoints.

L'héritage spécialement & entierement ameubli, peut être aliéné par le mari, lequel en peut disposer sans le consentement de sa femme, quoique ce fût un propre de ligne, parce qu'il est considéré à cet égard comme un bien de la communauté.

Mais quand un héritage n'est ameubli que jusqu'à une certaine somme, il n'y a que la somme dans la communauté, & l'héritage n'y est pas, en sorte que le mari ne peut pas en disposer sans le consentement de sa femme.

Si au tems de la dissolution du mariage, le mari n'avoit pas vendu tout, ni partie de l'héritage ameubli, & qu'il se trouvât en nature, il ne laisseroit pas de prendre sur les propres de la femme la somme qui lui reviendroit de l'ameublissement, ou de la précompter sur sa part dans la communauté, autrement le défaut d'exécution de cette clause seroit un avantage indirect dans un tems prohibé.

L'ameublissement des propres d'un mineur par contrat de mariage est bon, & il ne peut s'en plaindre, pourveu 1°. Qu'il soit fait avec modération, & qu'il n'y ait lieu à la réduction, 2°. Avec le consentement du tuteur ou curateur, 3°. Avec avis de parens homologué en Justice.

L'héritage ameubli trouvé dans la succession de celui qui l'a apporté, ne change point de nature. L'héritage ameubli n'est sujet au douaire.

L'ameublissement est sujet à l'édit des secondes nocés.

Deniers ameublís, *Voyez* deniers.

AMIRAL, est un grand Officier de la Couronne, qui commande en chef les armées navales, & qui fait exercer par ses Lieutenans & Officiers de Robe-longue la Jurisdiction contentieuse sur le fait de la marine.

C'est à l'Amiral seul qu'appartient le droit de faire rendre la Justice en son nom dans tous les Sieges de l'Amirauté. A lui aussi appartient la nomination aux Offices de Lieutenans, Conseillers, Avocats & Procureurs du Roy, Greffiers, Huiſſiers, Archers & Sergens aux Sieges Généraux & particuliers de l'Amirauté, lesquels néanmoins ne peuvent exercer qu'après avoir pris des provisions du Roy.

L'Amiral peut seul donner les congés & passeports, commissions & saufconduits aux Capitaines & Maîtres des Vaisseaux équipés en guerre ou marchandise, & établir le nombre nécessaire d'interprètes & de Maîtres de guai dans les Ports.

L'Amiral doit visiter, ou faire visiter par telles personnes qu'il lui plait les ports, côtes & rades du Royaume.

A lui seul appartient de commander la principale armée navale, suivant & conformément aux ordres qu'il reçoit de sa Majesté : & quand l'Amiral est près de la personne du Roy, les ordres que sa Majesté envoie aux armées navales lui sont auparavant communiqués.

A l'Amiral appartient le dixième de toutes les prises faites en mer ou sur les greves, sous commission & pavillon de France, avec le dixième des rançons, & toutes les amendes adjudgées aux Siéges particuliers, & la moitié de celles qui sont prononcées aux Siéges généraux d'Amirauté.

Il y a encore quelques autres droits qui sont rapportés au titre premier de l'Ordonnance de 1681. Au surplus le Roi s'est réservé le choix des Vices-Amiraux, Lieutenans Généraux & Chefs d'Escadres, & autres.

A M I R A U T É, est une Jurisdiction attribuée au grand Amiral de France, qu'il exerce par ses Lieutenans particuliers, & par ses Lieutenans généraux.

Les Lieutenans particuliers de l'Amirauté, sont ceux qui sont établis dans tous les Ports & Havres du Royaume.

Ils connoissent privativement à tous autres Juges,

& entre toutes sortes de personnes privilégiées ou non , François ou Etrangers , tant en demandant que défendant de tout ce qui concerne la construction , équipement , chargement & armement des vaisseaux , de l'engagement du loyer des Matelots , des contrats concernant les assurances & commerce de mer , & généralement de tout ce qui regarde la Marine , & même des crimes commis sur mer.

Les appels de leurs Jugemens se relevent dans les quarante jours aux Siéges généraux des Amirautez. Mais ils jugent définitivement & sans apel jusqu'à six livres , suivant l'article 53. de l'Ordonnance d'Henri III. de l'an 1584.

Mais par l'Ordonnance de 1681. liv. 1. tit. 2. art. 1. tous les jugemens des Siéges particuliers de l'Amirauté qui n'excedent point la somme de cinquante livres sont exécutés sans apel ; de sorte que quand la condamnation n'excede pas cette somme , leurs Jugemens ont force d'Arrêts.

Leurs Jugemens portant condamnation d'amende , sont exécutoires nonobstant l'apel jusqu'à la somme de huit écus.

Ceux qui concernent les droits de l'Amiral , & qui n'excedent pas la somme de soixante liv. sont exécutoires par provision à la caution juratoire du Receveur.

Ceux qui concernent les matieres sommaires , la restitution des choses déprédées & pillées , sont exécutés , nonobstant l'apel donnant caution.

Leurs Jugemens rendus en quelque maniere que ce soit , & à quelque somme qu'ils se montent , sont exécutoires nonobstant l'appel en donnant caution , lorsque l'appel qui en aura été interjetté , n'aura pas été relevé dans les six semaines de l'Ordonnance.

Au reste les Juges particuliers de l'Amirauté peuvent condamner par corps , de même que les Juges des Siéges Généraux.

Les Lieutenans generaux du grand Amiral sont ceux qui tiennent les Siéges generaux de l'Amirauté ,

qui sont au nombre de trois; sçavoir celui de Paris, qui tient son Siège à la Table de Marbre du Palais, un autre à Rouen pour la Province de Normandie, & le troisième en Bretagne.

Aux termes de l'Ordonnance de 1681. Livre 1. titre 2. art. 3. les Officiers des Sièges generaux de l'Amirauté connoissent en premiere instance.

I°. Des matieres civiles & criminelles concernant la Marine, quand il n'y a point de Siège particulier dans le lieu de leur établissement.

II°. Ils connoissent des causes qui excèdent la valeur de trois mille livres, qu'ils ont le pouvoir d'évoquer des Juges inférieurs, lorsqu'ils seront saisis de la matiere, par apel de quelque apointment ou interlocutoire donné en premiere instance.

III°. Des appellations qui sont interjettées des Sentences rendues dans les Sièges particuliers. Il faut excepter les matieres criminelles auxquelles il échet peine afflictive, car en ce cas l'Ordonnance de 1670. doit être exécutée, en ce qu'elle veut en l'art. 1. du tit. 26. que les appellations des Sentences rendues sur des accusations de crimes qui meritent peine afflictive, se relevent *recta* ès Cours; d'où il s'ensuit que les Sièges generaux de l'Amirauté ne peuvent point connoître de ces appellations.

IV°. Les Lettres de rémissions accordées aux Rouriers pour crime dont la connoissance appartient aux Officiers de l'Amirauté, doivent être adressées & jugées ès Sièges d'Amirauté, ressortissans nuëment ès Cours de Parlement, art. 12. du tit. 2. de l'Ordonnance de 1681. ce qui ne se peut entendre que des Sièges generaux de l'Amirauté. Mais à l'égard des Lettres de rémission pour Gentils-hommes ou autres personnes qualifiées, l'enterinement doit se porter à la Grand'Chambre du Parlement.

Les Juges des Sièges generaux d'Amirauté peuvent ordonner l'exécution de leurs Jugemens, notwithstanding l'apel, pour les condamnations d'amende,

comme faisant partie des droits de l'Amiral à la caution juratoire du Receveur.

En matiere sommaire leurs Jugemens définitifs sont exécutés nonobstant l'apel par provision, en donnant caution, si les condamnations ne sont que de la somme de cent livres.

Pour les autres matieres, il n'y a que les Sentences concernant la restitution des choses dépredées ou pillées dans les naufrages, qui soient exécutées nonobstant l'apel, en donnant caution, mais l'apel interjetté, s'il n'est relevé dans les six semaines, pour tous les autres cas, les Juges en peuvent ordonner l'exécution en donnant caution.

A l'égard de la contrainte par corps, ce qui a été dit des Juges des Sièges particuliers, a pareillement lieu pour les Juges des Sièges generaux; ainsi ils peuvent condamner par corps.

Enfin leurs Jugemens ont force d'Arrêt, quand les condamnations n'excedent pas la somme de cent cinquante livres, auquel cas on n'est pas recevable à en interjetter apel.

Les appellations interjettées de leurs Sentences dans le cas où l'apel en est admis, se relevent au Parlement dans trois mois.

Comme les Officiers de l'Amirauté exercent leur Jurisdiction sous le nom & autorité du Grand Amiral; ils obtiennent à la verité des provisions du Roy, mais il faut qu'ils ayent la nomination de l'Amiral.

AMNISTIE, est l'oubli & le pardon general de quelque crime, accordé par le Prince à ses Sujets, par un Traité ou par un Edit.

AMORTIR UNE RENTE, est de la part du débiteur faire le rachat ou le remboursement du fort principal; & de la part du créancier, c'est le recevoir.

AMORTIR UN HERITAGE, est en diminuer ou éteindre les droits, profits & revenus, de même qu'amortir une rente est en faire l'extinction. Ainsi c'est amortir un héritage que d'en éteindre les droits, en

permettant qu'il soit possédé par gens de main-morte.

Le Prince peut amortir non seulement le fief ou autre héritage tenu de sa Souveraineté & à pur sans moyen, mais aussi l'héritage relevant d'autre Seigneur, son Vassal qui est Seigneur moyen du consentement toutefois d'icelui, pour la conservation de son droit & intérêt.

Ainsi tout amortissement doit être fait de l'autorité du Souverain (pour raison de quoi il lui est dû un droit d'amortissement) & du gré du Seigneur moyen duquel l'héritage est tenu, pour raison de quoi il lui est dû un droit d'indemnité. De manière que le consentement du Prince & celui du Seigneur doivent concourir ensemble pour l'amortissement d'un héritage, sans que le fait de l'un puisse faire aucun préjudice à l'autre. *Voyez* amortissement.

Un héritage amorti peut retourner à sa première condition & nature, car il ne demeure amorti que tant qu'il est possédé par la main-morte qui a obtenu l'amortissement, & dès qu'il en sort, il cesse d'être amorti.

La raison est que l'amortissement n'est pas résolutif de la mouvance, mais seulement suspensif; & comme l'amortissement est personnel, il ne peut servir qu'à ceux qui l'ont obtenu, & non point à d'autres gens de main-morte qui acquièreroient l'héritage amorti.

Les gens de main-morte ne peuvent point contraindre le Roy de leur amortir un héritage qu'ils ont acquis; il peut les obliger d'en vider leurs mains. Mais si le Roy veut bien amortir l'héritage, alors au moyen des Lettres d'amortissement, & de la finance payée, les Seigneurs peuvent être contraints de recevoir indemnité.

AMORTIR la foy & hommage, signifie prendre abonnement du Seigneur, c'est-à-dire, décharge de la foy & hommage, à la charge de quelque autre redevance ou droits annuels & perpétuels.

Nous avons quelques Coutumes où ces abonnemens sont en usage, comme celles d'Anjou, du Maine & autres.

AMORTISSEMENT, est une concession du Roy faite aux gens de main-morte, par laquelle il leur permet de tenir & posséder des héritages, autrement les Seigneurs féodaux ou censiers pourroient les obliger d'en vuider leurs mains en celles de personnes capables de les posséder, parce que par les anciennes Ordonnances, il n'est pas permis aux Eglises, Corps & Communautéz de posséder des héritages dans le Royaume; mais à présent ils n'en possèdent que trop pour l'intérêt public.

Il n'y a que le Roy qui puisse donner des Lettres d'amortissement, c'est un droit de souveraineté qui ne se peut acquérir par les Seigneurs par quelque prescription que ce soit, d'autant que les droits Royaux ne se peuvent jamais prescrire.

L'amortissement s'accorde par le Roy, moyennant un droit qu'il tire des Corps & Communautéz, pour se dédommager des profits qu'il pourroit percevoir des héritages, s'ils étoient dans le commerce ordinaire.

Ce droit n'empêche pas que les Seigneurs de qui relevent lesdits héritages, ne puissent exiger le droit d'indemnité qui leur est dû en conséquence de l'amortissement.

C'est aux gens de main-morte à payer le droit d'amortissement au Roy, & celui d'indemnité au Seigneur pour l'héritage qu'ils acquierent.

Il n'y a que dans le cas du legs qui leur en auroit été fait, qu'ils n'en seroient pas tenus, mais bien l'héritier.

La raison est que l'héritier est obligé de faire à ses dépens tout ce qui est nécessaire pour l'exécution de la volonté du testateur sans aucune diminution du legs, attendu que dans le doute cette volonté doit être interprétée dans le sens le plus favorable au légataire.

Voyez Bacquet en son traité des amortissemens.

Voyez aussi amortir un héritage.

AMORTISSEMENT, signifie aussi extinction de quelque dette, ou de quelque droit.

AMPLIATION. Lettres d'ampliation étoient des Lettres concernant l'augmentation des moyens omis dans la requête civile; elles ont été abrogées par l'Ordonnance de 1667. tit. 35. art. 29. qui porte que ces moyens seront articulés par une simple requête.

AN DE DEUIL. *Voyez* deuil.

AN ET JOUR en matiere de retrait, est le tems accordé aux lignagers pour retraire un héritage propre qui a été aliéné & mis hors la famille. Ce tems court contre toutes sortes de personnes, sans esperance de restitution.

Si l'on s'en tient au droit Coutumier, il commence differemment; à Paris, c'est du jour de la reception en foy pour les fiefs, du jour de l'ensaisinement pour les rotures; à Blois, c'est du jour du contrat; en Normandie dans un contrat volontaire, c'est du jour de la lecture du contrat; en adjudication par décret, c'est du jour de l'adjudication finale.

Pour les héritages en franc-aleu, il ne court que du jour que l'acquéreur a fait publier son contrat en jugement au plus prochain Juge Royal. En vente à faculté de reméré, l'an & jour ne court que du jour du reméré fini.

Depuis l'Edit des Insinuations Laïques du mois de Décembre 1703. l'an & jour accordé aux lignagers pour retraire, ne court que du jour de l'insinuation ou enregistrement des contrats & titres de propriétés au Greffe des Insinuations. Ainsi l'ensaisinement du contrat d'acquisition, ou l'investiture, ou la publication, ne suffisent pas aujourd'hui pour faire courir l'an & jour du retrait lignager.

AN ET JOUR, se dit aussi du tems accordé pour intenter la complainte, & se compte depuis le tems du trouble.

ANATOCISME, est la conversion des arrérages en principal; ce qui n'est pas permis.

Un créancier ne peut donc pas faire passer à son débiteur un contrat de constitution de rente pour intérêts dûs, ou pour arrérages de rente, ni faire entrer des intérêts ou arrérages dans le fort principal d'un contrat de constitution; autrement ce contrat seroit cassé comme usuraire.

La raison est qu'on ne peut pas exiger légitimement intérêt d'intérêts; & comme les fruits ne produisent pas d'autres fruits, les intérêts qui sont en quelque sorte considérés comme les fruits de l'argent, ne peuvent pas produire d'autres intérêts. Ainsi le créancier qui les a perçus peut être contraint de les imputer sur le principal.

ANIMADVERSION, signifie correction, réprimande.

ANNAL qui ne dure qu'un an; on dit, par exemple, les Lettres de Chancellerie qui sont annales ne valent rien après un an, & après ce tems il faut obtenir des Lettres de surannation.

ANNATE, est le revenu d'un an d'un Benefice vacant, que le Pape prétend lui appartenir, dont est fait mention en l'Ordonnance de Charles VI. de l'an 1418. & en la Pragmatique Sanction & au Concordat, qui ont accordé ce droit au Pape.

ANNOBLI, est un roturier fait noble par le Prince, tant par rapport à lui que par rapport à ses enfans mâles & femelles nés & à naître en légitime mariage, pour être réputés nobles, & jouir de tous les droits & de toutes les prérogatives accordées aux nobles, soit par rapport aux biens qu'ils ont déjà acquis, soit par rapport à ceux qu'ils pourront acquérir ensuite.

ANNOBLISSEMENT, est la qualité de noble accordé par le Roy à celui qui étoit roturier, pour jouir tant par lui que par sa postérité de tous les droits & de toutes les prérogatives accordées aux Nobles.

Le droit d'annoblir est un droit de souveraineté & dépendant de la Couronne, d'où il s'ensuit qu'il n'y a que le Roy qui le puisse accorder.

Il y a deux sortes d'annoblissement ; 1^o. Par Lettres Patentes du Prince bien & dûement vérifiées & enregistrées. *Voyez* Lettres de Noblesse.

2^o Par certains Offices, comme de Secretaires du Roy, auxquels le Roy a attaché le privilege de la Noblesse.

L'annoblissement du pere fait par Lettres Patentes dûement vérifiées, s'étend aux enfans nés auparavant.

ANNOTATION de biens, est la saisie qui se fait des biens d'un accusé qui est absent, après que perquisition a été faite de sa personne, & que l'Huissier porteur du décret de prise de corps ne l'a pas trouvé.

Cette saisie se fait sans que pour raison de ce, il soit obtenu aucun Jugement : le décret décerné contre l'accusé absent suffit pour que l'Huissier fasse la perquisition de sa personne, & fasse ensuite l'annotation de ses biens.

Cette annotation se fait non seulement des meubles de l'accusé, mais aussi de ses immeubles, pour être les meubles inventoriés, & mis entre les mains & à la garde de personnes solvables & suffisantes pour en répondre à qui il apartiendra, & les immeubles régis & administrés par Commisaires solvables, & ce jusqu'à ce que le défaillant comparoisse.

Cette annotation ne se fait qu'après que l'Huissier qui a cherché le criminel absent, a marqué & notifié par son Procès verbal, qu'il ne l'a pas trouvé.

ANNULLER, c'est casser un acte, une procédure ou un jugement.

ANTERIEUR, ce terme signifie celui qui précède, comme quand on dit antérieur en date, antérieur en hypothèque.

ANTICHRESE, est une convention par laquelle le débiteur consent que son créancier jouisse de l'héritage qu'il lui hypothèque, pour & au lieu de l'intérêt de l'argent qu'il lui prête, jusqu'à ce qu'il en soit payé.

L'antichrese est prohibée en France, excepté en

quelques Provinces où les contrats pignoratifs sont regardés comme des contrats de vente à faculté perpétuelle de rachat.

Au reste antichrese est un mot Grec qui signifie *contrarius usus*. Ce qui se rencontre quand le créancier jouit de l'héritage de son débiteur au lieu & place de son argent.

ANTICIPATION en fait de bail. Voyez bail fait par anticipation.

ANTICIPER, est prévenir l'appellant d'une Sentence par commission du Juge d'appel, quand l'appel ressortit aux Baillages & Sénéchaussées, ou par Lettres Royaux d'anticipation prises en la Chancellerie, si l'appel est interjetté aux Cours Souveraines, portant permission à l'impetrant de faire assigner l'appellant à certain jour competant en la Cour, pour voir proceder sur l'appel.

Ces Lettres sont necessaires, parce que souvent les appellans n'interjettent appel des Sentences rendues contr'eux, que pour en differer l'exécution, car l'appel suspend l'exécution de la condamnation, à moins que la Sentence ne soit exécutoire nonobstant l'appel, ce qui même en ce cas, ne se doit entendre que pour le principal, car même es condamnations exécutoires nonobstant l'appel, l'appellation suspend la Sentence quant aux dépens.

De plus l'appel interjetté ne doit être relevé que dans trois mois en la Cour, & dans quarante jours aux Présidiaux.

Mais l'Intimé, c'est-à-dire, celui qui a obtenu gain de cause en premiere instance, peut anticiper l'Appellant, soit qu'il n'ait pas relevé l'appel, ou qu'il l'ait relevé à trop longs jours, comme si l'assignation sur l'appel en la Cour étoit donnée à comparoir dans deux mois dans le même Parlement.

ANTIDATER, est datter quelque chose anterieurement, ou mettre une datte à un acte anterieure à sa passation; ce qui est frauduleux & défendu.

ANTINOMIE , signifie contrariété de Loix.

APANAGE , signifie les terres qui sont données par le Roy aux puînés de France , pour leur tenir lieu de légitime , sous condition de retour ou de réunion au Domaine de la Couronne , par défaut de mâles & non autrement.

Les Apanagistes peuvent user de droit de retenue féodale , à la différence de l'Engagiste qui ne le peut , si cela n'est exprimé dans les Lettres de son engagement.

Les Apanagistes ont aussi le droit de patronage , sans qu'il en soit fait aucune mention.

Ils sont véritables propriétaires des Domaines qu'ils tiennent en apanage , quoique sujets à la reversion par défaut d'enfans mâles. Les biens de la Couronne donnés en apanage au défaut d'enfans mâles , retournent au Roy comme Roy & non comme héritier.

Quelque don que fasse le Roy , les droits propres à la Majesté Royale sont toujours réservés , quoique dans l'acte de concession il ne soit fait aucune mention de la réserve.

APANAGER , signifie donner en apanage. On se sert aussi de ce terme *apanager* , pour signifier qu'un pere donne à un de ses enfans quelque bien pour lui servir d'établissement , moyennant quoi il le fait renoncer à sa succession ; alors on dit que cet enfant a été apanagé ; mais pour parler correctement , il faudroit dire , aparagé.

APOSTILLE , est une annotation ou renvoy qu'on fait à la marge d'un acte , ou de quelque écrit , pour y ajouter quelque chose ; & on appelle souvent apostille tout ce qui est ainsi ajouté à un acte par renvoy.

Les apostilles qui sont ajoutées aux contrats doivent être paraphés par les Parties & par les Notaires , autrement on n'y auroit aucun égard.

Les apostilles d'un compte sont les débats & contestations qui se font lors de l'examen d'un compte ; on met une apostille à la marge & à côté de chaque article que l'on conteste.

Un Procureur met encore ses apostilles sur un mémoire de frais ou déclaration de dépens ; ce sont les articles qu'il ne passe pas.

APPARITEUR, est un Huissier ou Sergent. Ce terme étoit fort usité chez les Romains, & signifie proprement parmi nous ceux qui tiennent lieu d'Huissier dans la Jurisdiction Ecclésiastique.

APPAROIR, signifie en terme de pratique, Exhiber, comme quand on dit : il parle beaucoup de ses titres, mais il n'en fait aparoir aucun.

APPEAUX, est un ancien terme du Palais, qui signifioit autrefois, apel.

APPELLANT, est celui qui se plaint pardevant le Juge supérieur de la Sentence renduë par un Juge inférieur.

Il est opposé à l'intimé, qui est celui au profit de qui la Sentence a été renduë, & qui par conséquent en soutient le bien jugé.

APPELLANT de mort, est celui qui a été condamné par les premiers Juges à la mort.

APPEL, est la plainte qu'on forme pardevant le Juge supérieur d'une Sentence renduë par un Juge inférieur, pour raison de griefs & dommages qu'on prétend recevoir de ladite Sentence.

L'apel s'interjette par un simple acte signé par l'appellant ou par son Procureur, & significé à la partie qui a obtenu gain de cause.

En matiere civile celui qui a perdu sa cause ou son procès, peut interjetter apel de la Sentence, ou acquiescer à icelle, & en consentir l'exécution ; & à faute d'en interjetter apel, ou de le relever dans le tems de l'Ordonnance, la Sentence est mise à exécution. Il n'en est pas de même en matiere criminelle, d'autant que si la Sentence renduë par le premier Juge porte condamnation de peine corporelle, de galeres, de bannissement à perpétuité, ou d'amende honorable, soit qu'il y ait apel ou non, l'accusé & son procès doivent être renvoyés en la Cour, suivant l'ar-

ticle 6. de l'Ordonnance criminelle au titre des Apellations.

Comme il y a plusieurs differentes sortes d'apels qu'on peut interjetter , dans la poursuite desquels on observe differentes procedures , nous en allons donner l'explication, après que nous aurons fait quelques observations generales sur ce sujet.

L'apel d'une Sentence a ordinairement deux effets , l'un dévolutif , & l'autre suspensif. *Voyez* dévolutif.

Il ne suffit pas d'avoir interjetté apel , il faut que l'apellant le releve dans les trois mois de l'Ordonnance , sinon après ce tems, il peut être assigné en désertion par l'intimé. *Voyez* relief d'apel , & désertion d'apel.

L'apellant peut relever son apel , ou par un relief d'apel , ou par un Arrêt.

On ne peut faire aucunes poursuites sur un apel fans avoir conigné l'amende.

APPEL à *minima* , est quand en matiere criminelle où il échet peine afflictive, le Procureur Général du Roy ou son Substitut appelle à la Cour de la peine à laquelle le coupable d'un crime aura été condamné par un Juge inférieur, prétendant le faire condamner à une plus grande; le Procureur Fiscal du Seigneur peut aussi en pareil cas interjetter apel à *minima* , de la Sentence renduë par le Juge de la Justice.

L'apel à *minima* n'est nullement de la connoissance des Enquêtes, il faut necessairement que l'affaire soit portée à la Tournelle criminelle , lors même que sur un incident il y a un apel à *minima*.

APPEL DE DENI DE RENVOY , ou de Juge incompetant , est un apel qui s'interjette d'une Sentence ou Ordonnance renduë par un Juge incompetant au préjudice du renvoy qui lui avoit été demandé.

Cet apel s'interjette pardevant le Juge supérieur , qui examine si l'apellant est en droit de se plaindre des poursuites qu'il prétend avoir été faites contre lui pardevant un Juge incompetant.

Lorsque le Juge supérieur trouve que le renvoi & le déclatoire est valable & bien fondé, il renvoie la cause & les parties devant le Juge qui en devoit connoître, & condamne l'intimé aux dépens.

Si au contraire le Juge supérieur trouve que l'appelant est mal fondé dans son appel, l'en déboute & le condamne aux dépens, & ordonne que les parties continuëront de proceder pardevant le Juge dont étoit appel.

Le Parlement a seul le droit de connoître des appels de Juge incompetent.

Au Parlement de Paris, cet appel se juge par expédient par l'avis de Messieurs les gens du Roy.

Pour cela quand la Partie a comparu, on offre un apointment, avec une sommation pour y faire trouver l'Avocat de la Partie adverse. On a soin de déclarer dans la sommation le nom de l'Avocat qui plaidera, & on déclare que trois jours après on en poursuivra la reception en la Grand'Chambre.

Si l'Avocat ne compare point, on fait parapher son apointment par M. l'Avocat Général; le jour qu'il doit être reçu en la Chambre, on le donne au Greffier, auquel on montre la sommation, & il le met sur la feuille. Après que l'Arrêt en a été expédié, on le fait signifier; & si on y forme opposition, on offre un second apointment au Parquet, avec sommation de comparoir devant le même Avocat Général qui a paraphé le premier apointment; le jour indiqué, M. l'Avocat Général met son jour, & on fait une nouvelle sommation pour y comparoir au jour indiqué, sinon qu'on fera parapher.

Au jour indiqué, ou l'Avocat des Parties adverses compare, & alors on y plaide contradictoirement, ou c'est par défaut, & M. l'Avocat Général paraphe le débouté d'opposition. On fait recevoir l'un ou l'autre comme le premier; ainsi que toutes les affaires qui sont de la competence du Parquet, ou que l'on y porte de gré à gré.

APPEL DE DENI DE JUSTICE, est celui qui s'interjette en consequence du refus qu'un Juge fait de juger une affaire pendante devant lui, ou dont il est Rapporteur, quoiqu'elle soit en état d'être jugée.

Mais il faut auparavant avoir fait les sommations au Juge, à son domicile ou au Greffe, suivant l'Ordonnance.

Cet apel se juge de même que le precedent. Il doit être précédé de deux sommations de quinzaine en quinzaine.

APPEL EN ADHERANT, est celui que l'on joint aux appellations anterieurement interjettées, & l'on se sert aussi de ce terme dans les appellations incidentes.

APPEL D'UNE TAXE DE DEPENS, est l'apel qui est interjetté de la taxe qui a été faite des dépens.

Si l'apel est interjetté de la taxe de dépens faits en exécution d'un Jugement rendu par un Juge inférieur, l'appellant doit obtenir un relief d'apel en la Cour où il ressortit, & faire en exécution assigner l'intimé pour proceder sur cet apel.

L'intimé doit mettre au Greffe de la Cour où l'apel ressortit, les pieces justificatives de ses dépens, avec la déclaration qu'il retirera du Greffe du Juge dont est apel, & le faire signifier à l'appellant, avec sommation de croiser les articles dont il se plaint dans trois jours, pour être ensuite procedé sur cet apel en la maniere accoutumée.

Si les dépens sont adjugés par Arrêt ou Jugement en dernier ressort, les procedures sur l'apel de la taxe doivent être faites en la même Cour, & entre les Procureurs qui ont occupé dans l'instance ou procès.

Ainsi dès que l'appellant aura fait signifier son acte d'apel, l'intimé pourra lui signifier que les pièces justificatives de la taxe avec la déclaration, ont été mises au Greffe.

Le Procureur de l'appellant sera tenu de croiser dans trois jours sur la déclaration des articles dont il est apel-

lant, & à faute de ce faire, il sera sur la première requête déclaré non recevable en son apel.

Si l'apellant veut croiser les articles, le Greffier lui communique la déclaration & les pièces, s'il n'y a que deux articles croisés, l'appellation sera portée à l'Audience sur une requête présentée par l'apellant; tendante à ce que la taxe soit infirmée avec dépens, sur laquelle on met, *viennent les parties*; & après qu'on a signifié cette requête avec un avenir, on procède à l'ordinaire.

Si au contraire les articles dont est apel sont sous plus de deux croix, il faut prendre un apoinement au Greffe, lequel est offert par le Procureur le plus diligent, avec sommation au Procureur de la partie adverse de le passer.

Si le Procureur de l'intimé ne veut signer l'apoinement, l'apellant obtiendra son défaut trois jours après, faute de conclurre, & procédera en conséquence en la manière accoutumée.

Ce qui vient d'être dit au sujet de l'apel d'une taxe de dépens ne se pratique plus au Parlement de Paris. Sur un apel de taxe & exécutoire de dépens, on obtient un Arrêt qui renvoie devant un ancien Procureur pour en passer par son avis, qui est reçu par forme d'apoinement en la Cour.

APPEL COMME D'ABUS, est celui qui s'interjette des Ordonnances, Sentences ou Actes des Juges d'Eglise, par celui qui prétend qu'ils ont passé leur pouvoir, & entrepris sur la Jurisdiction temporelle, ou qu'ils ont contrevenu aux saints-Décrets & Constitutions Canoniques reçûes dans ce Royaume, ou aux Libertés de l'Eglise Gallicane, ou aux Ordonnances de nos Rois, ou enfin aux Arrêts des Cours Souveraines.

Cet apel a été introduit pour arrêter la puissance exorbitante que le Pape & les Prélats ont voulu quelquefois usurper sur la puissance temporelle.

Quand il y a abus dans une Bulle ou Rescrit du

Pape, on n'interjette pas directement apel comme d'abus de la Bulle, par respect pour le Pape, mais seulement de l'exécution de la Bulle.

Les Evêques & le Clergé assemblés sont en droit de s'opposer aux abus que peuvent commettre les Papes, & en cas de négligence, c'est aux Rois & à leurs Officiers d'en prendre le soin. Ainsi la Cour de Parlement avertit souvent M. le Procureur Général d'appeler comme d'abus de l'exécution des Bulles du Pape.

On peut appeler comme d'abus de tous les actes de Jurisdiction volontaire que les Evêques exercent par eux-mêmes ou par leurs Grands Vicaires, comme en matiere de dispense, d'union, désunion de Benefices, permissions d'aliéner le bien temporel des Eglises.

Il y a lieu à l'apel comme d'abus des Sentences d'un Official, quand il a entrepris sur la Jurisdiction temporelle.

Mais lorsqu'on interjette apel comme d'abus de la Sentence d'un Official renduë sur la poursuite du Promoteur, il faut sur l'apel intimer l'Evêque, si ce n'est que le Promoteur fût pris à partie pour avoir malversé dans sa Charge, auquel cas il faudroit l'intimer en son nom.

On peut appeler comme d'abus de la célébration d'un mariage fait sans publication de bans, ni dispense légitime, ou entre des mineurs sans le consentement de leurs parens ou tuteurs, contre la prohibition des Ordonnances.

On peut aussi interjetter apel comme d'abus de l'obtention & exécution d'un Monitoire, quand celui contre qui il est obtenu, y est expressément nommé ou désigné par une démonstration certaine & évidente.

Enfin on peut interjetter apel comme d'abus toutes & quantes fois que le Juge d'Eglise fait quelque entreprise sur la Jurisdiction séculière.

Les appellations comme d'abus s'interjettent aussi des Sentences des Juges séculiers, quand ils entre-

prennent sur la Jurisdiction Ecclésiastique, & qu'ils font quelque chose au préjudice des droits & des privileges du Clergé.

Toutes les appellations comme d'abus ne se peuvent relever qu'au Parlement, en vertu d'un relief d'apel qui se prend en la petite Chancellerie, comme les autres. Ces appellations sont toujours portées à la Grand'Chambre pour le civil, & à la Tournelle pour le criminel.

Celui qui aura interjetté apel comme d'abus d'une Sentence renduë par un Official, doit pour le pouvoir relever, prendre une Consultation de trois Avocats qui le trouvent bien fondé dans son apel. Cette Consultation doit être attachée aux Lettres de relief d'apel comme d'abus.

Incontinent après que l'intimé aura comparu sur l'exploit de l'intimation, le Procureur de l'appellant ou celui de l'intimé peut donner à M. le premier Président un Placet pour faire mettre la cause au rolle.

Quand une appellation comme d'abus a été mise au rolle, & qu'elle n'est pas venuë à son tour, elle se met à un autre rolle, & ne s'apointe pas comme les autres causes, suivant la Déclaration du mois de Mars 1673.

L'apel comme d'abus a toujours un effet dévolutif & suspensif, si ce n'est en matiere de correction & de discipline Ecclésiastique, auquel cas l'apel n'est que dévolutif & non suspensif.

Lorsque la Cour prononce sur un apel comme d'abus, & que l'appellant gagne sa cause, elle dit qu'il a été mal & abusivement jugé par la Sentence ou acte dont l'apel a été interjetté. Si au contraire l'appellant succombe, la Cour dit qu'il n'y a abus, & le condamne à l'amende & aux dépens, qui est en ce cas de soixante & quinze livres envers le Roy, & de la moitié envers la partie. Mais jamais en matiere d'abus la Cour ne prononce par l'appellation au néant.

Les appellations comme d'abus ne sont sujettes ni

à désertion, ni à péremption, l'abus ne pouvant se couvrir par aucune fin de non recevoir, à cause que le public y est intéressé.

APPELLATIONS VERBALES sont celles qui sont interjettées de Sentences rendues à l'Audiance, ou par forclusion sur appointé à mettre.

Celles qui sont interjettées au Parlement, doivent être portées à l'Audiance de la Grand'Chambre pour y être plaidées.

Pour cet effet, après que les parties seront comparues, & auront constitué Procureur sur les assignations données pour proceder sur l'apel verbal; celui qui voudra poursuivre le jugement doit consigner l'amende & donner copie de la quittance d'amende à la partie adverse, ensuite il pourra poursuivre la cause, soit par placet, en faisant signifier un avenir; soit en la faisant mettre au rôle, auquel cas il faut signifier à la partie adverse un acte par lequel on déclare que la cause est au rôle.

La cause étant venue à son tout, les Avocats se doivent trouver à l'Audiance, & s'il n'y a que l'Avocat de l'une des parties qui s'y trouve, il obtiendra défaut contre la partie défaillante, & pour le profit ses conclusions lui seront adjugées.

On ne peut pas former opposition contre l'Arrêt par défaut qui auroit été obtenu par une des parties après que la cause auroit été mise au rôle, on ne peut revenir contre, que par requête civile.

Si au contraire les deux Avocats se trouvent à l'audiance, la cause sera plaidée contradictoirement & jugée sur le champ si la matiere y est disposée.

Mais si elle ne peut être jugée définitivement à l'audiance, la Cour appointe les parties au Conseil sur l'apel & sur les demandes en droit, s'il y en a, & sur la provision elle appointe les parties à mettre.

Pour lever l'appointement, il faut signifier les qualités & les porter ensuite au Greffier qui expédiera l'Arrêt d'appointement au Conseil, qu'il faudra faire

signifier, & quand l'intimé le signifie, il peut faire en même tems une sommation à l'appellant de fournir ses causes & moyens d'apel.

Si huitaine après la signification de cette sommation, l'appellant ne fournit des causes d'apel, l'intimé pourra produire au Greffe sa production; & le déclarer à l'appellant par un acte de produit.

Si l'appellant fournit ses causes & moyens d'apel, l'intimé aura huitaine pour y répondre, à compter du jour de la signification d'icelles; & si après cette huitaine échûë l'intimé n'a pas fourni ses réponses à cause d'apel, l'appellant pourra produire & sommer l'intimé de faire le semblable de sa part. Sur quoy il faut remarquer que les délais de produire & de contraindre ne courent que du jour de la signification de l'acte de produit.

Il suffit que l'appellant produise, quand l'appellant a fourni des causes d'apel, il fait son inventaire de production, met le tout dans un sac avec un placet pour faire distribuer l'instance, & il déclare qu'il a produit; ensuite l'instance étant distribuée, il le déclare par un acte, & à qui elle est distribuée, & il somme de fournir de réponses & de produire.

Le premier produisant a toujours le droit de retirer le premier la production pour contredire.

APPELLATIONS EN PROCE'S PAR ECRIT, sont celles qui sont interjettées des Sentences rendûes sur production des parties sur un apointement en droit, même jugé par forclusion, ou sur un apointement à mettre contradictoire où les deux parties ont produit; car s'il n'y en a qu'une qui ait produit, c'est un apel verbal, encore qu'il y ait épices.

Quoique régulièrement un apel d'une Sentence faite de comparoir fasse un apel verbal, il y a pourtant un cas où il faut conclurre sur cet apel aux Enquêtes.

Par exemple, il a été rendu une Sentence sur productions respectives, & où il y a eu épices, en con-

séquence d'un apointement en droit pardevant un Juge Prevôt dont l'apel ira au Baillage, ou au Présidial au second chef.

Si sur l'apel de la Sentence du Prevôt, l'intimé ne comparoit pas, & qu'il y ait Sentence faite de comparoir, infirmative de la Sentence du Prevôt dont il y ait apel en la Cour, cet apel ne fait pas un apel verbal, mais un procès par écrit, sur lequel on conclut aux Enquêtes.

Les appellations des procès par écrit des Juges inférieurs se portent aux Enquêtes : les appellations verbales se portent à la Grand'Chambre qui connoît aussi des appellations & procès par écrit dans les affaires qui concernent le Domaine du Roy.

Voici la procedure qui se pratique dans les appellations en procès par écrit.

Lorsque sur l'assignation donnée en la Cour pour proceder sur l'apel interjetté de Sentence par écrit, les parties auront constitué Procureur, celle qui voudra avancer, doit huitaine après l'échéance de cette assignation, mettre sa production principale, c'est-à-dire, la production sur laquelle la Sentence dont est apel, est intervenüe au Greffe des Enquêtes, & le déclarer au Procureur de la partie adverse.

Si l'une des parties est en demeure de faire mettre ou joindre dans la huitaine sa production au Greffe de la Cour, & de le signifier au Procureur de la partie adverse, elle en demeurera forclosé de plein droit, & le procès sera jugé sur ce qui se trouvera pardevers la Cour, sans faire sommation ni procedure. C'est le stile de l'Ordonnance.

Néanmoins l'usage du Palais est que du moment qu'on a mis la production principale au Greffe, l'autre ne la met qu'après que le procès a été distribué, car il suffit d'une des deux productions pour faire la distribution.

L'intimé dans la même huitaine après l'échéance de l'assignation pour comparoir, doit mettre au Greffe

la Sentence dont est apel, en forme ou par extrait à son choix, & à faute de ce faire dans ledit tems, l'apellant pourra la lever aux fraix de l'intimé, sans lui faire commandement ni signification préalable, dont il lui sera délivré exécutoire.

Après que le Procès & la Sentence dont est apel ont été mis au Greffe, & que l'amende est conignée & signifiée par un acte de baillé copie de la quittance d'amende, le Procureur le plus diligent doit offrir au procureur de la partie adverse l'apointement de conclusion, portant reglement de fournir griefs & réponses à griefs, & faire productions nouvelles. En offrant l'apointement de conclusion, il faut donner copie de la Sentence dont est apel, & transcrire au bas l'apointement avec sommation de comparoir au Greffe pour le passer.

Après que cet apointement de conclusion a été signifié avec sommation de le signer, on le porte au Greffier commis avec la Sentence dont est apel, & on le déclare à la partie adverse par un acte qu'on lui signifie.

Si le Procureur adverse refuse de signer l'apointement, l'intimé pourra trois jours après la sommation de le signer, lever au Greffe un congé faute de conclurre. Et si c'est le Procureur de l'intimé qui est refusant de signer l'apointement faute de conclusion, l'apellant pourra lever un défaut faute de conclurre.

Ce congé ou défaut étant délivré, il le faut faire signifier, le produire & le faire juger, & après qu'il aura été signé du Rapporteur & signifié au Procureur de la partie adverse, retirer le sac du Greffe où ledit défaut est produit. On ne revient point par opposition contre les Arrêts par défaut, faute de conclurre; mais on donne une requête, & on fait déclarer la procédure nulle.

Si les parties passent l'apointement de conclusion, & qu'un mois après que l'apointement est passé, le procès ait été distribué, le délai de fournir des griefs

fera de huitaine , à compter du jour de la sommation d'en fournir. Et s'il y a une apellation verbale jointe , il faut ajouter dans cette sommation de fournir de griefs, autre sommation de fournir de causes & moyens d'apel contre la Sentence verbale dont est apel.

Le délai de fournir par l'intimé de réponses à griefs, est de huitaine , à compter du jour que l'apellant a signifié les griefs. Les réponses à griefs doivent être signifiées , autrement il est défendu par l'Ordonnance d'y avoir égard.

Si l'apellant ne fournit de griefs dans la huitaine après la signification faite à son Procureur d'en fournir , ou si l'intimé ne fournit de réponses à griefs dans la huitaine après la signification de griefs de l'apellant , la forclusion est acquise contre l'un ou l'autre de plein droit.

Après les griefs fournis, & les réponses signifiées, le procès étant en état , pourra être jugé définitivement.

Mais s'il y a des demandes incidentes à former , ou des parties intéressées qui veulent intervenir , des Lettres de rescision à prendre , des productions nouvelles à faire , ou des appellations incidentes à interjetter , il faudra former toutes ces demandes avant le jugement définitif du procès, & proceder sur ces incidens de la même maniere que nous l'avons dit en parlant des incidens qui surviennent dans un apointement en droit.

Enfin le procès étant en état , il dépend du Rapporteur de le rapporter & le faire juger.

Lorsque le procès a été rapporté , il faut payer les épices & lever l'Arrêt définitif qui est au profit de l'apellant ou de l'intimé ; & celui qui leve l'Arrêt fait une sommation à l'autre de se trouver au Greffe pour y retirer les sacs du procès. Voyez Prononciation.

APPELLATION *omisso medio* , ne se fait en la Cour qu'en matiere criminelle.

Mais en cause civile , il n'est pas permis d'appeller

à la Cour d'une Sentence d'un Juge inferieur qui ressortit immédiatement à un autre Juge.

Ainsi les Prévôts & Châtelains ressortissent pardevant les Baillifs & Senéchaux, desquels on appelle à la Cour, & la Cour renvoye pardevant le Juge l'appellation relevée *omisso medio*.

Touchant les appellations, il faut observer qu'il y a en France trois ordres de Jurisdiction Royale : le premier, est celui des Prévôts & Châtelains Royaux : le deuxième, est celui des Baillifs, Senéchaux & Prévôts, auxquels ressortissent les appellations des Prévôts & Châtelains : le troisième, est celui des Parlemens, pardevant lesquels s'interjettent les appellations des Sentences des Baillifs & Senéchaux.

Ce que nous venons de dire ne se doit entendre qu'en matiere civile ; car en matiere criminelle l'appel de tous Juges, même des Juges Seigneuriaux, va *recta* au Parlement, *omisso medio*, sans passer par les Juridictions intermédiaires, soit que les Sentences soient préparatoires, interlocutoires, ou définitives, quand il s'agit de crime qui merite peine afflictive, suivant l'article 1. du titre des appellations de l'Ordonnance criminelle.

Il y a néanmoins certaines appellations, lesquelles sont portées au Parlement, *omisso medio*, en matiere civile, comme les appellations de déni, de renvoy & d'incompetence ; les appellations des Sentences rendues par les Juges, auxquelles les Lettres de répi ont été adressées, celles des Sentences des Juges-Consuls, des Juges des Duchés Pairies, & des Arbitres.

APPELLATIONS INCIDENTES, sont celles qui s'interjettent pendant le cours d'un procès, ou d'une instance.

L'appel incident s'interjette dans le cours d'une instance ou procès, quand l'une des parties fonde son droit sur une Sentence qui préjudicie à l'autre, auquel cas la partie contre laquelle l'autre prend avantage de cette Sentence, en appelle incidemment pour la détruire.

Pour

Pour cet effet il présente une requête tendante à ce qu'il plaise à la Cour le recevoir incidemment appellant de telle Sentence, sur l'appel appointer les parties au Conseil, & joint; & lui donner acte de ce que pour causes d'appel il employe le contenu en ladite requête, les pièces jointes à icelle, & ce qu'il a dit, écrit & produit au procès, & en conséquence mettre l'appellation & ce dont est appel au néant, émendant dire qu'il a été mal jugé, ce faisant, débouter la partie adverse de sa demande & prétention, & ordonner qu'elle sera tenuë de fournir de réponses, écrire & produire de sa part dans trois jours.

On porte cette requête au Rapporteur qui met au bas son Ordonnance en ces termes: *Sur l'appel les parties appointées au Conseil. & joint & acte de l'employ.*

Cette requête ainsi réponduë doit être signifiée avec copie des pièces justificatives de l'incident & sommation de fournir de réponses à cause d'appel, écrire & produire.

Sur cet appel incident les parties doivent chacune produire au Greffe pour joindre au procès, & il le faut déclarer par acte signifié à la partie adverse, avec sommation de faire le semblable, si-non forclos.

Les productions de l'appel incident étant jointes, & le procès en état d'être jugé, le Rapporteur peut faire son rapport.

Si l'appel incident avoit été interjetté dans le cours d'une cause d'Audience non appointée, on répond la requête afin d'être reçu incidemment appellant par un *viennent*, après quoi on la fait signifier avec un avenir pour comparoir à la Chambre un tel jour pour plaider sur l'appellation énoncée en ladite requête.

L'appellant qui interjette un appel incident pendant l'instruction de son premier appel, n'est point tenu de consigner une seconde amende, mais quand c'est l'intimé, il faut qu'il consigne l'amende, de manière qu'il doit y avoir deux amendes consignées, quand l'appellant & l'intimé sont respectivement appellans.

APPELLÉ RAPORTE' : pour entendre ces termes, il faut observer que quand une cause du rolle est apellée, si l'Avocat de la partie adverse ne se présente pour plaider, l'Avocat présent demande défaut s'il est apellant, ou congé s'il est intimé.

Sur cela M. le Président dit; *Faites-la appeller & rapporter* : ce que l'Avocat ou le Procureur doit faire par un Huissier, auquel il baille un memoire pour cet effet, & l'Huissier aussitôt appelle tout haut à la Barre de la Cour le défaillant & son procureur en ces mots : *entre tel apellant, contre tel intimé, &c.* & ensuite l'Huissier en vient faire son rapport à la Cour en ces mots : *Messieurs, j'ai apellé tel & tel son Procureur*, & l'Avocat présent demande défaut ou congé, & la Cour prononce.

APPELLER, se dit de la citation qui se fait d'une cause à l'audiance pour y être plaidée, & c'est en ce sens qu'on dit : on appelle ma cause.

APPELLER, signifie aussi reclamer le secours du Juge supérieur, à l'effet de faire reformer les torts & griefs qu'on prétend être contenus dans la Sentence du Juge inférieur.

APPELLER, signifie aussi citer en jugement, en témoignage, comme quand on dit, l'on a mis sur la requête, *soit partie apellée*.

C'est aussi dans le même sens qu'on dit que quelqu'un a fait appeller son garant, ou bien que quelqu'un a été apellé à trois briefts jours, ou enfin que quelqu'un a été assigné & apellé en témoignage.

APPERT, c'est-à-dire, il aparôit, il est évident; comme quand on dit, il apert par un tel acte que, &c. ou bien lorsqu'il est dit dans les Lettres de Chancellerie, *s'il vous apert*, cela signifie s'il vous aparôit, si vous trouvez pour constant.

APPOINTEMENT, est un reglement ou un jugement interlocutoire qui se donne par le Juge, à l'effet de juger le differend des parties sur leurs productions.

Toutes les affaires doivent être jugées à l'Audience ; mais les difficultés qui se rencontrent quelquefois dans le fait ou dans le droit , donnent lieu à l'apointement.

L'apointement établit la contestation des parties , l'on y rédige leurs qualités & les conclusions des demandes sur lesquelles seulement les parties doivent écrire & produire , & les Juges prononcer.

Comme l'apointement forme la contestation en cause , il n'est plus permis aux parties après l'apointement de décliner la Jurisdiction , ni d'évoquer.

Il y a plusieurs sortes d'apointemens ; les principaux en premiere instance , sont l'apointement à mettre , & l'apointement en droit ; & en cause d'apel , l'apointement au Conseil & l'apointement de conclusion.

Aucune cause ne peut être apointée au Conseil , en droit ou à mettre , si ce n'est à l'Audience à la pluralité des voix , à peine de nullité , & les Juges en toutes Juridictions sont tenus de délibérer préalablement , si la cause sera apointée ou jugée avant que d'ouvrir leurs opinions sur le fond.

APPOINTEMENT AU CONSEIL , est un reglement qui se donne à l'Audience sur la plaidoirie des parties , qui les apointe à écrire & produire sur une apellation verbale portée en l'Audience de la Grand'Chambre qui n'y peut pas être jugée , parce qu'il y a plusieurs titres à voir , différentes parties , ou autres circonstances ; les Juges en ce cas apointent l'affaire au Conseil , après avoir entendu les Avocats des parties pour être le procès jugé par écrit.

Après que l'apointement a été rendu , il faut faire signifier les qualités & les porter ensuite au Greffier qui expédiera l'Arrêt d'apointement au Conseil.

Il n'appartient point aux premiers Juges , en prononçant sur l'apel des Juges inferieurs , d'apointer les parties au Conseil , mais ils doivent prononcer par bien ou mal jugé.

APPOINTEMENT A OUIR DROIT COMME
F 2

DEVANT, a lieu & s'ordonne, quand en vertu d'Arrêt du Conseil une affaire apointée est renvoyée à un autre Parlement, ou quand elle est évoquée, attendu la litispendance, & qu'au tems de l'évocation elle étoit apointée sur les lieux, alors on apointe les parties à oïr droit comme devant.

APPOINTEMENT EN DROIT à écrire & produire, est celui qui se donne sur les demandes, soit à cause de la difficulté des questions, soit à cause du nombre des titres qui doivent servir à la décision de l'affaire.

Ainsi quand les parties se servent de pièces & titres en l'audiance pour maintenir leurs prétentions, & que ces pièces sont contestées, ou quand il s'agit d'une question qui se trouve difficile, pour lors le Juge ordonne que les parties produiront & bailleront contredits & salvation dans les délais de l'Ordonnance.

Le délai pour écrire & produire en conséquence d'un apointement en droit est de huitaine : comme aussi le délai de contredire, quoique cela ne soit pas exprimé dans l'apointement.

Dès que cet apointement est prononcé, il le faut lever & signifier avec sommation d'y satisfaire.

En exécution de cet apointement on dresse un avertissement qui n'est autre chose qu'une explication du fait, & des moyens sur lesquels la partie fonde ses prétentions.

Huitaine après la signification de cet avertissement, on produit au Greffe, & pour cet effet on dresse un inventaire de toutes les pièces produites, qui se nomme inventaire & production.

Cet inventaire ne se signifie point, on le met dans un sac avec les pièces produites, ensuite on porte le tout au Greffier, & on signifie à la partie un acte de produit. *Voyez* acte de produit.

Si huitaine après la signification de l'acte de produit le défendeur ne produit pas, le demandeur peut poursuivre le jugement de l'instance par forclusion.

Si le défendeur produit, il le doit déclarer au demandeur par un acte de produit.

Cela fait, le demandeur pourra retirer l'instance des mains du Rapporteur pour y fournir des contredits, après quoi le défendeur la pourra aussi retirer pour fournir de sa part des contredits contre la production du demandeur.

Celui qui produit le premier doit retirer l'instance le premier pour contredire la production de la partie adverse. Aucun ne peut prendre communication de la production de la partie adverse, s'il n'a produit ou s'il n'a renoncé de produire par un acte dûment signifié.

Si celui qui a produit le premier affectoit de ne point retirer l'instance pour fournir de contredits, l'autre partie pourroit lui faire une sommation de la tirer, si-non qu'il la retirera pour fournir de contredits.

Trois jours après la signification de cet acte, celui qui l'aura fait, pourra retirer l'instance en montrant cet acte au Rapporteur.

Si dans le cours de l'instance l'une des parties avoit retiré les sacs, & affectoit de les garder pour retarder le jugement, l'autre partie seroit en droit de le faire contraindre à le rendre par une requête présentée au Rapporteur à cet effet.

Les parties peuvent reciproquement contredire leurs productions dans huitaine, laquelle ne court que du jour de la sommation faite à cet effet.

L'on peut encore fournir des salvations si l'on veut contre les contredits de la partie adverse, & cela dans la huitaine après la signification d'iceux. Ces salvations doivent être signifiées de même que les contredits.

Lorsque dans le cours d'une instance ou procès, il arrive qu'on soit obligé de faire de nouvelles demandes, il faut les faire régler à l'audience ou par M. le Rapporteur d'apointement en droit & joint, ou d'apointement à mettre & joint, selon que le premier apointement est prononcé.

Si l'on a quelques nouvelles pièces à produire, on

présente une requête pour les produire par production nouvelle, au bas de laquelle le Rapporteur met, si l'instance est sur le Bureau; soit la requête & pièces communiquées pour fournir de contredits dans trois jours ou dans huy.

De ce que nous venons de dire, il s'ensuit que quoi-qu'il semble qu'après l'avertissement, la production, les contredits & salvations fournies & signifiées, le jugement définitif doive intervenir, néanmoins on ne laisse pas quand les parties ont recouvré des pièces qui peuvent servir à la décision de l'affaire, de faire des productions nouvelles, aussi-bien que d'admettre des interventions, quand il se présente de nouvelles parties qui ont intérêt dans la contestation.

Enfin quand l'instance est entièrement instruite en conséquence d'un apointment en droit, on juge sur les productions respectives des parties, si toutes ont produit.

Après l'instance jugée, il faut que celui qui veut lever la Sentence ou l'Arrêt paye les épices, & lorsque le jugement aura été expédié, il le faudra faire signifier & faire une sommation aux Procureurs des parties adverses de retirer leurs sacs du Greffe.

En montrant cette sommation au Greffier avec la Sentence ou Arrêt, il rend les sacs, après quoy on dresse la déclaration des dépens.

APPOINTEMENT A METTRE, est un règlement qui a lieu dans les affaires legeres, mais qui ne se peuvent pas facilement juger à l'audiance, comme dans les demandes de provision, ou de sequestre & autres.

Par cet apointment la Cour ou le Juge ordonne que les parties mettront leurs pièces pardevers un des Messieurs, pour sur l'examen qui en sera fait, leur être fait droit ainsi que de raison.

Quand sur la plaidoirie contradictoire les parties ont été apointées à mettre, l'instruction n'est pas si longue, non plus que les délais de produire en con-

séquence d'un apointement en droit. , car ils ne sont que de trois jours dans l'apointement à mettre.

Voici ce qui se pratique: il faut d'abord faire expédier l'apointement à mettre, & en exécution de cet apointement signifié, produire & faire signifier l'acte de produit, car ce n'est que du jour de la signification de cet acte que le délai de trois jours se compte.

L'inventaire de production a lieu dans les apointemens à mettre, comme dans les apointemens en droit, & on ne le signifie point ni dans l'un ni dans l'autre de ces apointemens

APPOINTEMENT A INFORMER, est quand en matiere qui git en preuve, le Juge regle les parties à justifier les faits qu'ils ont mis en avant par preuve testimoniale ou autrement, & pour lors les parties sont respectivement admises à prouver leurs faits, & prouver respectivement que le fait allegué par la partie est faux; ce qu'on appelle aussi un apointement contraire, ou enquête respective, comme quand deux parties maintiennent qu'ils sont en possession d'un même fonds.

Quand le Juge apointe les parties à faire preuve, il est obligé à peine de nullité d'inferer dans son jugement les faits sur lesquels il apointe les parties à faire preuve.

APPOINTEMENT DE CONCLUSION, est un Arrêt de reglement sur l'apel d'une Sentence renduë en procès par écrit.

Cet apointement porte, *que le procès par écrit entre tel apellant, &c. est conclu & reçu pour juger si bien ou mal a été appellé; que l'apellant donnera ses griefs & l'intimé ses réponses, produiront, bailleront contredits, &c.*

L'apel d'une Sentence renduë en procès par écrit, étant interjetté par celui qui a succombé, donne lieu à cet apointement.

Cet apel étant anticipé ou relevé, & l'assignation donnée en conséquence, soit par l'intimé anticipant, ou par l'apellant, chacune des parties est tenuë dans la huitaine après l'échéance du délai de l'assigna-

tion pour comparoir, de mettre ses productions au Greffe.

Le Procureur le plus diligent doit ensuite offrir & faire signifier au Procureur de la partie adverse l'apointement de conclusion, portant reglement de fournir griefs & réponses à griefs dans le tems de l'Ordonnance, avec sommation de comparoir au Greffe pour le passer, & faute de ce, trois jours après la signification, le congé ou défaut peut être levé, ensuite après huitaine il est baillé à juger, & pour le profit, l'appellant déchû de son apel, ou l'intimé du profit de la Sentence.

Quand cet apointement est signé & passé par les parties, l'appellant doit fournir de griefs, & l'intimé de réponses aux griefs dans le tems de l'Ordonnance. *Voyez* apellation en procès par écrit.

Cet apointement dans les Bailliages & Senéchaufsees se donne à l'Audience sur une Requête en forme de relief, sur laquelle les parties viennent plaider, & sur leur plaidoirie le Juge donne acte de ce qu'elles ont conclu en l'apel en procès par écrit; sçavoir, l'appellant au mal jugé bien appellé, & l'intimé au contraire au bien jugé, mal & sans grief appellé, & ordonne que l'appellant fournira de griefs, l'intimé de réponses à iceux dans le tems de l'Ordonnance.

Il y a trois différentes sortes d'apointemens de conclusion; sçavoir, l'apointement de conclusion simple, l'apointement de conclusion portant jonction, & l'apointement de conclusion contenant apointement au Conseil & joint.

L'apointement de conclusion simple, est celui par lequel un procès est réglé à fournir de griefs & réponses à griefs sur un apel interjetté d'une Sentence par écrit.

L'apointement de conclusion & joint est celui par lequel un apel en procès par écrit est joint à un autre procès par écrit, déjà distribué, avec lequel il a de la connexité, afin qu'ils soient jugez ensemble par le même Arrêt.

L'apointement de conclusion contenant apointement au Conseil & joint, est un reglement qui apointe & joint un apel verbal à un apel en procès par écrit, quand ils se raportent à un même fait, & qu'ils ont quelque connexité.

APPOINTEMENT A FOURNIR DE DEBATS DE COMPTE, est une espèce d'apointement en droit sur un compte. L'article 13. du tit. 29. de l'Ordonnance de 1667. a prescrit la forme de cet apointement.

Il faut pour l'obtenir dresser des qualités au bas desquelles on met : *Apoiné est que la Cour apointe les parties à fournir par les oyans leurs consentemens & débats dans la huitaine, les rendant leurs soutenemens huitaine après, écrire & produire dans un autre huitaine, & contredire dans la huitaine suivante.*

Ensuite on fait une sommation au Procureur adverse de signer cet apointement, après qu'il est signé on le porte au Greffe où il est reçu; & du jour de la signification ou Sentence qui l'a reçu les délais courent.

APPOINTEMENT GENERAL, est celui par lequel en conséquence de la Déclaration du 15. Mars 1673. toutes les causes du rolle des Lundis, Mardis & Jeudis matin à la Grand'Chambre, qui n'ont pû venir à leur tour, sont apointées de plein droit, excepté les appellations comme d'abus, les Regales & les Requêtes civiles, les appellations de simples apointemens en droit, & les causes qui se terminent par expédient.

APPOINTE APPOINTEMENT OU ARREST PAR APPOINTE', est un Arrêt qui se passe entre les parties de leur consentement par l'avis de leurs Avocats ou Procureurs, ou de Messieurs les Avocats Généraux.

APPOINTE ET JOINT, est un apointement & jonction à une cause apointée au Conseil, s'il se fait d'un incident ou intervention survenuë, & qui a rapport à l'apointement au Conseil pendant en la Cour.

Ainsi quand la Cour ayant apointé au Conseil une cause, il survient quelque incident qui doit être jugé conjointement, ou qu'il y a une intervention, la

Cour apointe pareillement l'incident ou l'intervention en droit, & le joint au procès pour y être fait droit aux parties, la cause étant instruite, tant pour le principal que pour l'incident.

Il faut observer, 1°. Que l'intervention s'apointe en droit & joint, & non point au Conseil, car on n'apointe au Conseil que sur des appellations verbales, mais les demandes qui meritent instruction, s'apointent en droit, les autres demandes legeres sur lesquelles il n'est point necessaire de defense, s'apointent à mettre.

II°. Qu'un apointement à mettre peut être joint au Conseil, comme un apointement au Conseil à un apointement en droit; que l'apointement à mettre peut être joint aux apointemens au Conseil, ou en droit; mais que l'apointement en droit, ni celui au Conseil ne peuvent être joints à un apointement à mettre.

APPORT ou dépôt de pièces, est un acte par lequel on déclare qu'on a aporté au Greffe ou chez un Notaire, des pieces & papiers pour y être déposés.

Ces sortes de dépôts de pieces se font quelquefois par autorité de Justice, ou sont quelquefois volontaires, comme nous l'avons expliqué dans la science parfaite des Notaires.

APPOSER, est mettre une chose sur une autre: on dit, par exemple, aposer des affiches, aposer le scellé.

APPRECIATION, est l'estimation de quelque chose.

Quoiqu'appréciation, prisee & évaluation semblent signifier la même chose, cependant ces termes reçoivent quelque difference.

Le mot d'estimation est un mot generique, qui signifie néanmoins spécialement l'estimation qui se fait par Experts; celle qui se fait par un Huissier est appellée prisee, & n'a lieu qu'en fait de meubles, & l'évaluation se fait des choses qui consiste en poids,

nombre ou mesure ; & l'appréciation se fait de marchandises dont les parties ne sont pas convenuës de prix.

APPREHENDER , signifie prendre ; ainsi l'on dit appréhender une succession , pour marquer qu'on se porte héritier.

APPROBATION , d'un acte nul. *Voyez* confirmation.

APPURER , signifie mettre hors de doute ; ainsi apurer un compte , c'est le faire juger , le faire clore & payer le reliquat ; en sorte qu'on en soit entièrement déchargé , sans qu'il reste aucun doute pour raison de ce.

APRISE , est une description & une estimation d'un héritage , à l'effet d'en sçavoir l'état présent & la valeur.

ARBITRAGE , est une espece de Jurisdiction que les Avocats ou autres particuliers exercent en vertu du pouvoir qui leur est donné par les parties de décider leurs contestations.

Où il n'y a point de stipulation de peine , l'arbitrage n'oblige pas les parties , il n'est considéré que comme une consultation.

Quand la décision d'une affaire est remise à des Avocats verbalement & sans écrit , ce qu'ils décident en consequence ne passe point pour un arbitrage ; mais pour un avis seulement , quand bien même les parties seroient convenuës d'un tiers.

ARBITRAIRE , est ce qui dépend de nôtre volonté , comme quand on dit , l'amende pour tel délit est arbitraire , pour dire que le Juge peut la prononcer telle qu'il la jugera à propos.

ARBITRATEUR , ou amiable compositeur , est celui qui est élu par les parties pour terminer leur différend à l'amiable selon l'équité , sans être tenu de garder exactement les formalités de Justice & la rigueur du Droit.

ARBITRE au contraire , est celui qui est nom-

mé par les parties pour la décision de leurs différends ; & il est appelé arbitre de droit , parce qu'il doit suivre le Droit à la rigueur.

Toutes personnes capables & en état de juger la question contestée entre les parties , peuvent être arbitres , il faut excepter , I^o Les infâmes.

II^o Les femmes , comme étant incapables des Charges publiques. Néanmoins quand ce sont des Reines & des Princesses , on reçoit leur jugement.

III^o. Les Juges ordinaires des parties.

IV^o. Les mineurs de vingt-cinq ans.

Arbitres sont ordinairement pris pour les partages des successions , restitution de dot & douaires.

Les Arbitres qui ont accepté le compromis ne peuvent plus s'excuser , si ce n'est du consentement des deux parties , & l'arbitre agréé ne peut être refusé , & les parties qui ont passé compromis ne peuvent plus y renoncer.

Quand il y a plusieurs Arbitres pour juger une affaire , & qu'il est nécessaire d'entendre des témoins , ils ne peuvent se commettre l'un l'autre pour les entendre , ni recevoir leur serment , s'il n'est ainsi porté dans le compromis ; mais ils doivent être tous présents , de même qu'à l'instruction & jugement du procès.

Le compromis est entièrement résolu par le décès de l'un des Arbitres ; cependant quand ils ont été donné par Arrêt , la Cour peut en subroger un autre en la place de celui qui seroit décédé.

Pour exécuter la Sentence des Arbitres , il faut qu'elle soit homologuée par le Juge Royal.

L'on peut appeler d'une Sentence arbitrale ; mais quand elle est rendue en conséquence d'un compromis valable , elle est exécutoire nonobstant l'appel : & celui qui l'interjette doit avant que d'y être reçu , payer ou du moins consigner la peine à laquelle il s'est soumis par le compromis , à moins qu'il n'y eût dans la Sentence une nullité évidente.

Les appellations des Sentences arbitrales sont direc-

tement portées dans les Cours Souveraines. *Voyez* compromis. *Voyez* Sentences arbitrales.

ARBITRER, signifie liquider, estimer une chose en gros, sans entrer dans un détail particulier, comme quand on dit, les Experts ont arbitré les réparations d'une telle maison à une telle somme, ou bien lorsqu'on dit que les Juges ont arbitré les dépens, dommages & intérêts à tant.

ARCHERS, sont des Gardes préposés pour assister les Prévôts dans les exécutions de Justice.

C'est au Prévôt à pourvoir aux places d'Archers de sa Compagnie; ils sont tenus de lui obéir, doivent avoir provision en bonne forme; sont tenus de résider au lieu de leur Charge.

Leurs places sont incompatibles avec les Offices des Sergens Royaux. Elles exemptent de tailles, logemens de gens de guerre & autres semblables impositions.

Leurs provisions doivent être enregistrées aux Grefes des Sièges principaux de la résidence de leur Prévôt. La veuve d'un Archer mort dans le service actuel de sa Charge, est en droit d'en disposer.

En cas de rebellion, ils doivent dresser leur procès verbal, & aussi-tôt le remettre entre les mains du Juge, pour y être pourvû, & en être envoyé une expédition à Monsieur le Procureur Général.

Ils ont encore la faculté d'exercer les décrets des Prévôts & Lieutenans, & d'écroier les coupables sans faire d'information, quoique leur Commandant ne leur en eût donné la commission.

ARCHIVES, sont les lieux où sont serrés les anciens Registres publics, & tous les Titres du Royaume.

ARMOIRIES. *Voyez* Titres.

ARPENTEURS, sont des Officiers créés par Sa Majesté pour faire en cas de contestation le mesurage & arpentage des terres, eaux, bois & forêts dans un Bailliage.

Les Juges n'en peuvent nommer d'autres , & il n'y a que leurs procès verbaux & leurs rapports qui fassent foy en Justice.

Anciennement le grand Arpenteur de France avoit droit d'instituer des Arpenteurs ; mais en 1554. Henri II. érigea des Arpenteurs en chacun Bailliage en titre d'Office , avec clause expresse de ne point préjudicier au droit des Barons , qui ont encore aujourd'hui le droit d'instituer des Arpenteurs pour leur Justice.

ARRENTEMENT , est un bail à rente , par lequel on prend un héritage à rente fonciere , ou à bail de rente d'héritage.

ARRERAGES , signifient les interêts , pensions ou revenus de cens , rentes foncières & constituées , & autres redevances annuelles.

Le mot d'arrérage se dit au lieu de celui d'arriérages qui étoit usité autrefois , d'autant que ce terme signifie les revenus qui sont demeurés en arriere , ou les revenus des années qui précèdent la courante.

Les arrérages comme accessloires ont même hypothèque que le principal de la rente constituée.

Le payement des trois dernières années consécutives induit le payement de l'acquit des précédentes.

Arrérages de rente liquide , quoiqu'ils soient de plus d'une année , doivent être par provision & pendant le procès adjugés au demandeur en donnant caution.

La femme pour les arrérages de son douaire est préférée aux enfans qui ont la propriété du douaire , & elle en doit être payée tant que le douaire aura cours.

Tous arrérages de rente sont réputés meubles. On ne peut demander que cinq années d'arrérages des rentes constituées , & vingt-neuf de rentes foncières & d'emphytéose , & de dix des rentes & pensions viagères.

Les arrérages des années précédentes sont prescrites sans que le débiteur de la rente soit tenu d'affirmer : mais une simple sommation ou commandement de payer les arrérages , interrompt cette prescription.

Les arrérages de rente constituée se doivent suivant le taux du contrat, & ne sont assujettis aux Ordonnances postérieures.

Quand ils sont stipulés au-dessus de l'Edit, ils sont réductibles, & ce qui en a été payé de plus, doit être restitué ou imputé au débiteur sur le principal.

A l'égard des arrérages de moisson, ils doivent être payés suivant l'estimation de chaque année.

ARRÊT, ce terme dérive du mot Grec *Aresco*, qui veut dire, il me plaît, parmi nous ce terme Arrêt signifie un Jugement rendu par une Cour Souveraine contre lequel on ne peut se pourvoir par apel. Mais quoique le respect qui est dû aux Jugemens des Cours Souveraines, empêche qu'on ne se puisse pourvoir contre par la voye d'apel; on peut cependant les faire reformer par requête civile, par la voye de cassation d'Arrêt, d'oposition pour raison de contrariété.

ARRÊT ou SENTENCE D'ITERATO, est un Jugement qui s'obtient contre ceux qu'on a droit de faire condamner par corps après les quatre mois.

Par exemple, si j'ay obtenu adjudication de dépens dont la taxe se monte à deux cens livres ou plus, il faut faire signifier le Jugement, la Sentence ou Arrêt, & faire commandement de payer, avec déclaration, qu'à faute de paiement, le débiteur sera contraint par corps, après les quatre mois, lesquels étant passés, il faut lever une Sentence ou Arrêt, portant que dans quinze jours il sera contraint par corps; on fait signifier le tout, & les quinze jours étant passés, on fait mettre le jugement à exécution.

Cet Arrêt est appellé Arrêt d'*iterato*, parce qu'il se délivre en conséquence d'un premier Arrêt.

ARRÊT DEFINITIF, INTERLOCUTOIRE, &c. Voyez Sentence.

ARRÊT, se dit des saisies des deniers dûs par quelqu'un à un débiteur, ou des choses mobilières qui lui appartiennent, selon les articles 160 & 166. de notre Coutume, & en ce sens, Arrêt est un empeschement

qu'on met au payement de ce qui est dû à nôtre débiteur par le sien.

On ne peut saisir & arrêter entre les mains d'un homme sur un autre, sans permission du Juge ou sans titre paré.

Voyez ce que j'ai dit sur les articles 160. & 166. de la Coutume de Paris.

ARRÊT, se prend aussi quelquefois pour l'emprisonnement de la personne de l'obligé.

ARRÊT DE REGLEMENT DES COURS SOUVERAINES, sont les décisions que les Cours Souveraines font pour être observées comme Loix dans l'étendue de leur ressort, sous le bon plaisir de Sa Majesté.

La marque qu'un Arrêt est Arrêt de reglement, c'est quand il est dit à la fin, qu'il servira de reglement, & qu'il sera lû & publié à cet effet.

ARRÊT OU BRANDON. Voyez brandon.

ARRÊT DU CONSEIL DU ROY, est un Arrêt que le Roy séant en son Conseil, prononce sur les requêtes qui lui sont présentées, ou sur le remontrances qui lui sont faites par ses sujets pour faire quelque établissement, ou pour reformer quelque abus que l'on veut introduire.

ARRÊT DE DEFENSES, est un Arrêt qui reçoit apellant d'une Sentence celui qui l'obtient, & fait défense de mettre la Sentence à exécution, ce qu'un simple apel ou relief d'apel obtenu en Chancellerie ne pourroit pas operer, quand la Sentence est exécutoire nonobstant l'apel.

Cet Arrêt fait défenses d'exécuter la Sentence sur les peines y portées; c'est pourquoi il est ainsi apellé. Il tient lieu d'un relief d'apel. tenant l'impetrant pour apellant de la Sentence, & pour bien relevé, lui permettant d'intimer qui bon lui semblera.

Pour obtenir un Arrêt de défense, on présente une requête tendante à cet effet.

Quand il n'y a point encore de Procureur constitué de la part de l'intimé, on met cette requête avec
les

les pieces justificatives du contenu en icelle , entre les mains d'un Conseiller qui en fait le raport , & si les raisons déduites dans la requête sont pertinentes , on donne un Arrêt de défenses.

Si en vertu de la Sentence dont est apel , les meubles de l'apellant avoient été saisis , il faudroit demander main-levée par la même requête ; & par le même Arrêt de défenses , il y peut être fait droit.

Lorsque les défenses sont demandées après que l'intimé a constitué Procureur , le Greffier ou l'un des Conseillers met sur la requête *viennent les parties* : ensuite la cause mise au rolle , ou bien le placet présenté , on signifie un avenir , & la cause plaidée à l'Audiance , la Cour donne des défenses , si elle le juge à propos.

Mais si elle n'en veut pas accorder , l'Arrêt porte simplement que le suppliant est reçu appellant , lui permet de faire intimet qui bon lui semblera sur l'apel par lui interjetté , & joint le surplus de la requête à l'apel , pour en jugeant y avoir tel égard que de raison.

Quand l'Arrêt de défenses a été obtenu sur une requête non signifiée , l'intimé est toujours reçu à s'y opposer. Mais si l'Arrêt a été obtenu faute de plaider ou se présenter sur la requête signifiée , l'intimé n'y peut former opposition que dans la huitaine du jour que ledit Arrêt aura été signifié à personne ou domicile.

ARRÊT *Voyez* Ville d'Arrêt.

ARRÊTÉ , est la résolution prise par une Compagnie sur une délibération. On dit , c'est un arrêté de la Cour , lorsqu'elle a décidé quelque article d'une affaire , ou qu'elle a résolu quelque chose qui n'est pas rendu public par un Arrêt.

ARRÊTÉ de compte , est un acte qui après l'examen fait de ce qui peut être dû par un particulier à un autre , déduction faite des payemens faits , règle à quelle somme se monte ce qui reste dû par l'une des parties à l'autre.

ARRHES , sont comme un gage que l'acheteur donne au vendeur en argent ou en autre chose pour

marquer que la vente est faite , ou pour tenir lieu de payement de partie du prix , ou pour les dommages & intérêts , faute d'exécuter la vente. Ainsi les arrhes ont leur effet selon qu'il est convenu.

Mais s'il n'y a pas de convention expresse qui regle quel sera l'effet des arrhes faute d'exécution du contrat de la part de l'acheteur , les arrhes sont perduës pour lui ; & faute d'exécution de la part du vendeur , il est tenu de rendre à l'acheteur le double des arrhes qu'il a reçûës.

ARRIERE-BAN. *Voyez* Ban.

ARRIERE-FIEF. *Voyez* Fief.

ARTICLES de mariage , sont des clauses dont les futurs époux conviennent & entendent composer leur contrat de mariage.

Ces articles sont donnez ou envoyez par la future épouse , ou par ses pere & mere au futur époux qui les examine , & y retranche ou augmente ce qu'il juge à propos.

Après qu'il sont agréés de part & d'autre , on en fait double copie , signée des futurs conjoints & de leurs peres & meres , & chacun des futurs époux en garde une copie.

Le Contrat de mariage se doit faire suivant & conformément à ces articles , sans y rien changer ni diminuer , si-non du consentement & ordre exprès des parties.

Ces articles sont tellement foy , qu'un Contrat de mariage postérieur à la célébration , mais conforme à des articles , seroit valable , pourveu toutefois qu'il ne fût point exorbitant du droit commun , & de ce qui se pratique ordinairement , suivant l'état & la qualité des parties.

L'effet des articles de mariage signés , est d'obliger les parties à la célébration , sous peine de dépens , dommages & intérêts de la part de celui qui refuseroit de le faire.

ARTICULER des faits , est proposer & déduire

des faits , & offrir de les prouver ; & quand la partie adverse soutient des faits contraires , le Juge apointe les parties à faire preuve respective de leurs faits.

ARTICULER FAITS NOUVEAUX , c'est avancer faits nouveaux , omis dans l'instruction d'un procès , & qui servent à sa décision.

Autrefois on ne les pouvoit proposer que par Lettres Royaux ; mais par la nouvelle Ordonnance il suffit que les faits soient contenus dans une simple requête signifiée & jointe au procès , défenses au contraire.

AS, mot Latin qui signifie le tout d'une chose qui pouvoit être divisée en douze partie. Ce tout étoit de douze onces , lesquelles faisoient une livre Romaine ; & parce que les Romains partageoient l'hérédité en douze parties , toute l'hérédité étoit apellée *As*.

Chaque partie de l'*As* avoit un nom particulier : sçavoir , *Uncia* , qui est un douzième , c'est-à-dire , une once de douze : *Sextans* , qui est un sixième qui fait deux onces de douze : *Quadrans* , qui est le quart , & par consequent trois onces de douze : *Triens* , qui est le tiers qui contient quatre onces de douze : *Quincunx* , c'est-à-dire , cinq onces : *Semis* , six onces , comme s'il y avoit *Semi-as* , c'est-à-dire , la moitié de l'*as* qui fait six de douze : *Septunx* , sept onces : *Bes* , deux tiers , *quasi bis triens* , & par consequent huit onces : *Dodrans* , neuf onces , *quasi dempto quadrante as* , & par consequent les trois quarts de douze : *Dextrans* , dix onces , *quasi dempto septante as* , c'est-à-dire , douze onces moins deux : *Deunx* , onze onces de douze , *quasi dempta unia as*.

ASCENDANS , sont les parens de qui nous sommes nés. Ainsi on se sert quelquefois du nom d'ascendans pour signifier toutes les personnes de qui chacun tire sa naissance. Et en ce sens le pere & la mere sont du nombre des ascendans , & succedent en cette qualité ; mais parce qu'ils sont au premier degré , il semble que ce nom soit plus propre aux ayeuls & aux autres qui sont au-dessus.

Le nom d'ayeuls convient à ceux qui sont au second degré ; mais on appelle aussi en general du nom d'ayeuls, le bifayeul, & les autres qui sont au-dessus. On leur donne encore le nom d'ancêtres, mais ce dernier nom ne se dit jamais au singulier.

Voyez dans ma traduction des Institutes au commencement du troisième Livre, de quelle maniere les pere & mere & autres ascendans succedent.

ASILE, est un lieu de sureté où il n'est pas permis de violenter ceux qui s'y sont refugiés, comme sont en France les Maisons Royales, à cause du respect qu'on leur doit, & il faut une Lettre de Cachet pour en retirer ceux qui s'y sont retirés.

L'Eglise étoit autrefois un lieu d'asile ; mais l'Ordonnance de François I. de l'an 1539. article 166. a donné lieu d'abolir ces franchises, non pas qu'elle en prononce absolument l'abrogation, mais parce qu'elle semble autoriser les Juges à ne les pas maintenir, comme ils faisoient auparavant.

ASSEMBLÉES DES ETATS DU ROYAUME, sont des assemblées qui se tiennent en vertu de Lettres Patentés du Roy, dans le lieu qu'il indique à cet effet, où assistent par Députés les trois Etats du Royaume, qui sont le Clergé, la Noblesse, & les plus considerables d'entre le Peuple, appelé le Tiers-Etat.

Les Etats étoient appelés le Grand Conseil du Roy, les Princes, les Seigneurs & autres Personnes illustres, employées au gouvernement des affaires d'Etat, y ont toujours assisté.

On traite par ordre du Roy dans ces Assemblées les affaires importantes du Royaume. Et sur la communication qui s'y fait des choses auxquelles il convient pourvoir pour le bien de l'Etat, après de mûres délibérations, on avise aux moyens d'y parvenir.

Ce qui est arrêté à la pluralité des voix est couché par écrit dans les Cahiers, pour ensuite après avoir été redigé en forme, recevoir du Roy le sceau de son autorité.

Nous avons quantité d'Ordonnances arrêtées dans les Assemblées des Etats , & confirmées par l'autorité Royale. C'étoit même la maniere ordinaire dont se faisoient autrefois les Loix dans ce Royaume.

Dans tous les pressans besoins on assembloit les Etats pour pourvoir au gouvernement du Royaume , donner ordre à la Justice & aux Finances.

Les Rois y ont toujourns présidé, excepté en l'affaire qui y fut traitée après le décès de Charles le Bel pour raison du Royaume , lequel fut en interprétation de la Loy Salique , adjudgé à Philippe de Valois, attendu que Charles le Bel n'avoit point laissé d'enfans mâles.

Il nous reste à remarquer , 1°. Qu'anciennement tenir le Parlement en France , comme encore à présent en Angleterre & Ecosse , c'étoit assembler les Etats du Royaume , & communiquer par le Roy avec ses Sujets ou leurs Députés , de ses plus grandes affaires , & prendre leurs avis & conseil , ouïr aussi leurs doléances & remontrances , & y pourvoir.

II°. Que depuis Philippe le Bel la convocation & assemblée des Etats s'est toujourns faite par Députés jusqu'à présent.

ASSEMBLÉES DES ETATS D'UNE PROVINCE, sont des Assemblées qui se tiennent pour le bien & les affaires d'une Province , en vertu d'un Mandement du Roy.

C'est au Procureur du Roy à présenter les Lettres , & à faire la proposition en l'Assemblée de la Province convoquée pour la nomination des Députés aux Etats, sauf aux Avocats du Roy de faire telles remontrances qu'ils aviseront , après le serment des convoqués.

ASSEMBLÉES GENERALES D'HABITANS, sont des Assemblées generales des Habitans des Villes , faites pour affaires publiques , sur Mandement du Roy , & de l'Ordonnance du Baillif, Senéchal , ou leurs Lieutenans , qui ont droit d'y présider , & en leur absence , leurs Prévôts y président.

Il faut remarquer à ce sujet , 1° Qu'aux assemblées

qui se font sur le fait des Tailles, les Juges ordinaires n'y peuvent assister que comme tous autres particuliers taillables.

II^o Qu'aux Assemblées de Communautés, on ne doit appeler que les plus forts en cotte, afin d'empêcher la confusion, & que les pauvres & les moins intéressés ne l'emportent dessus les plus Notables.

ASSEMBLÉES DU PARLEMENT, sont des Assemblées de tout le Corps, de sorte que toutes les Chambres des Enquêtes, des Requêtes viennent en la Grand'Chambre pour quelque fait important, ou qui intéresse toute la Compagnie, comme quand il faut vérifier un Edit, ou recevoir un Conseiller.

ASSEMBLÉES ILLICITES, sont des Assemblées qui se font en contravention des Reglemens de Police, qui attaquent précisément l'autorité du Roy, & ne peuvent servir qu'à troubler le repos public, en ce qu'elles sont ordinairement suivies d'émotions populaires.

Ce crime est un cas Royal dont les Baillifs, Sénéchaux & Juges Présidiaux connoissent privativement aux Juges Royaux & à ceux des Seigneurs.

Quand il y a port d'armes, les Prevôts des Maréchaux, les Lieutenans Criminels de Robe-Courte, Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux en connoissent en dernier ressort, mais la connoissance ne leur en est attribuée que quand ces assemblées illicites avec ports d'armes, ont été faites hors des Villes de leur résidence.

ASSEOIR, signifie assigner une rente sur des immeubles qu'on affecte & hypothèque à cet effet.

ASSESEUR, est un Gradué, lequel sert de Conseil à un Juge, & principalement à un Juge d'épée dans la Maréchaussée. Dans les Bailliages & Sénéchaussées & dans les Elections il y a des Lieutenans Assesseurs.

Les Assesseurs sont exempts de tailles, subsides & contributions.

ASSIETE, est le département des tailles & autres impositions, pour régler ce que chaque Communauté ou chaque habitant en doit payer, ce qui se fait par

les Collecteurs des Tailles. *Voyez* Lettres d'affiete.

ASSIGNAT, est une destination particuliere d'un héritage au paiement annuel d'une rente.

Ainsi rentes par assignat sont rentes constituées à prix d'argent, quand le vendeur d'icelles au lieu de donner une hypothèque sur certains héritages qu'il possède, déclare qu'il vend, constituë & assigne la rente pour être prise & percüe annuellement sur tel héritage, & que l'acquéreur d'icelle la prendra & percevra par les mains du Fermier ou Receveur de la terre.

Dans ce cas l'assignat est démonstratif, n'étant indiqué que pour la sureté du paiement de la rente, ainsi le débiteur qui s'est obligé personnellement au paiement de cette rente, n'en est pas déchargé par le déguerpissement de l'héritage.

La raison est que l'assignat des rentes constituées à prix d'argent, n'emporte point translation de propriété des héritages sur lesquels elles sont assises. L'intention des parties n'est que d'indiquer au créancier un fond, sur le revenu duquel il pourra plus aisément se faire payer de ses arrérages, mais cela ne diminue point l'obligation personnelle dont il est tenu pour raison de ladite rente, ni l'hypothèque qu'a pour raison d'icelle le créancier sur tous ses autres biens.

Mais si un testateur leguoit à quelqu'un une certaine somme à prendre tous les ans sur les revenus d'un tel héritage, l'assignat seroit en ce cas limitatif, & l'héritier pourroit se décharger de cette rente en abandonnant l'héritage pour le legs, par la raison qu'il paroît que l'intention du testateur n'a pas été de charger son héritier au-delà du revenu de cet héritage.

ASSIGNAT, se dit encore d'une déclaration d'emploi fait par un mari sur ses propres pour les deniers dotaux de sa femme. Et telle déclaration ne doit aucuns droits Seigneuriaux.

ASSIGNATION, exploit. *Voyez* adjournement.

ASSIGNATION EN RETRAIT. *Voyez* Retrait.

ASSIGNATION EN DECLARATION D'HYPOTHEQUE. *Voyez* Hypothèque.

ASSIGNATION EN COMPLAINTE. *Voyez* Complainte.

ASSIGNATION POUR PROPOSER DES MOYENS DE NULLITE', est une assignation qui se donne par le poursuivant criées à la partie saisie, pour qu'elle propose ses moyens de nullité contre les exploits de commandement, saisie réelle & établissement de Commissaire, signification d'icelle saisie, aposition d'affiches avec Pannonceaux Royaux, signification de lad. aposition, procès verbal des quatre criées & quatorzaines, certification d'icelles, & Sentence de rapport, à l'effet qu'au cas que la partie saisie n'ait aucuns moyens de nullité, il soit passé outre à l'adjudication de la maison ou autre chose saisie réellement.

Cette assignation doit être donnée à la partie saisie, & être accordée, ainsi qu'il est porté en l'article 359. de la Coutume de Paris. *Voyez* ce que j'ai dit sur cet article.

Si en consequence de cette assignation la partie saisie produit des moyens de nullité valables en la forme ou au fond, les criées sont déclarées nulles, & le saisissant est condamné aux dommages & intérêts. Si au contraire il n'en propose aucuns, ou que ceux qu'il propose ne soient pas admissibles, le Juge délivre un congé d'adjudger. *Voyez* congé d'adjudger.

ASSIGNER, c'est ajourner ou sommer quelqu'un de comparoir devant un Juge ou un Commissaire pour défendre à une demande, ou faire quelque acte judiciaire.

ASSIGNER POUR ETRE OUI. *Voyez* décret d'assigné pour être oui.

ASSIS, est un droit que les Seigneurs levent en quelques Provinces sur les chevaux & autres bêtes servant au labourage. Ce droit est aussi appelé en quelques lieux droit de tirage.

ASSISES, sont des assemblées extraordinaires qui

concernent le fait de la Justice. On distinguoit autrefois deux sortes d'assemblées de Justice ; les ordinaires qu'on apelloit *Plaids*, & les extraordinaires que l'on apelloit *Assises*.

Ces dernières autrefois jugeoient en dernier ressort, & l'on y connoissoit des Sentences des Juges ordinaires. Depuis leur Jurisdiction a été à cet égard attribuée aux Parlemens, & l'on a conservé le nom d'assises aux Audiances que les Baillifs & Sénéchaux vont tenir dans les Sièges Royaux de leur dépendance.

Ils y sont assigner tous les Juges de leur ressort, tant Royaux que des Seigneurs, pour y entendre la lecture des Ordonnances, écouter les plaintes des sujets contre les Juges & Officiers de Justice, corriger les abus, condamner par amende ceux qui sont en faute, juger & expédier pendant leur séance les causes tant civiles que criminelles, qui sont pendantes & en état de juger dans ces Justices subalternes.

Par l'art. 16. de l'Ordonnance de 1540. on y doit commencer par l'expédition des procès criminels avant que de venir à la discussion des affaires civiles. La même Ordonnance art. 51. défend aux Baillifs & Sénéchaux d'emporter après la tenuë des Assises aucun procès pendant aux Jurisdicions inferieures.

Autrefois les Assises se tenoient très-souvent, & l'on y connoissoit de toutes sortes d'affaires. Aujourd'hui elles se tiennent très-rarement, & leur pourvoir est défini par l'usage & la pratique des lieux. En quelques endroits ce ne sont que des séances marquées de tems en tems, qui se tiennent par les Baillifs & Sénéchaux, pour y passer de certains actes solennels, comme les criées pour les décrets, les adjudications, &c. ¶

ASSISTANCE, droit d'assistance est un droit qui est dû aux Procureurs qui assistent à la taxe des dépens, sçavoir au Procureur du demandeur en taxe, au Procureur du défendeur, & au Procureur tiers : ces fraix se doivent avancer par le demandeur en taxe, mais il les repete du défendeur en taxe par son exécutoire.

ASSISTANCE se dit aussi d'un conseil que l'on prend pour assister aux actes judiciaires, comme de tutelle, curatelle, cautions reprises.

ASSISTANCE se dit aussi des Officiers publics proposés pour assister & prêter main forte dans l'occasion.

ASSOCIÉS, sont ceux qui sont joints d'intérêt à cause d'une société qu'ils ont contractée ensemble pour raison seulement des affaires de la société. *Voyez* Société.

ASSURANCE, ou police d'assurance, est un contrat par lequel on s'oblige de réparer les dommages & pertes qui pourront arriver par cas fortuit à un vaisseau ou à son chargement, moyennant une certaine somme qui est donnée d'avance par le propriétaire à celui qui fait une telle promesse.

Ainsi par assurance on entend un contrat de gens de marine qui promettent de rendre un homme, ou ses marchandises au lieu destiné moyennant le convenu, sinon payer les marchandises ou des sommes notables aux héritiers. *Voyez* le Guidons des Marchands sur mer, ou traité des Contrats maritimes.

ASSUREURS, en fait de marine sont ceux qui se chargent de réparer les pertes & dommages qui arriveront à un vaisseau ou à son chargement; & *assuré*, est le propriétaire du vaisseau ou du chargement sur lesquels l'assurance est faite.

L'assuré peut faire abandon de la chose assurée, & intenter son action pour le prix de l'assurance, quand on ne sçait ce que le navire est devenu.

ATERMOYEMENT, signifie terme ou délai accordé à un débiteur pour payer ses créanciers, ce qui se fait par un contrat passé à l'amiable entre le débiteur & ses créanciers.

Ce contrat contient pour l'ordinaire quelque remise & des délais de payer.

L'atermoyement & remise de partie de la dette accordée par la pluralité des créanciers, n'oblige que ceux qui ont été apellés à la délibération.

Il y a aussi des Lettres que le Roy accorde aux débiteurs qui ont fait faillites non frauduleuses, par lesquelles le Roy leur accorde quelques délais pour payer leurs créanciers, & ces Lettres sont appellées Lettres de Répi.

ATTACHE, est une commission ou permission de mettre à exécution un Jugement dans l'étenduë d'une autre Jurisdiction que celle où il a été rendu. Ces sortes de permissions s'appellent Lettres d'attache, ou *Pareatis*. Voyez ci-après *Pareatis*.

ATTENTAT, signifie une entreprise qui est faite contre l'autorité du Roy ou de la Justice.

ATTENUATION, répondre par atténuation. Voyez ci-dessus appointement à ouïr droit.

ATTERISSEMENT, est un accroissement de terre qui se fait par alluvion, sur quoy le Roy a fait une Déclaration au mois d'Avril 1683.

Comme les grands fleuves & les rivières publiques & navigables appartiennent en pleine propriété au Roy par le seul titre de sa Souveraineté, tout ce qui se trouve renfermé dans leur lit, & les atterrissemens qu'elles font, appartiennent au Roy, & personne n'y peut prétendre aucun droit sans un titre exprès & une possession légitime.

Mais les atterrissemens qui se font dans les rivières non navigables, comme ces rivières appartiennent à des Seigneurs Hauts-Justiciers ou autres, les atterrissemens qui s'y font appartiennent à ceux qui sont propriétaires de ces rivières.

ATTRIBUTIF, ne se dit qu'à l'égard des droits & privileges qui sont spécialement accordés à une Jurisdiction, & c'est dans ce sens qu'on dit que le sceau du Châtelet est attributif de Jurisdiction, pour dire que quand les contrats sont passés à Paris & munis du sceau du Châtelet, on peut en conséquence faire assigner au Châtelet pour l'exécution desdits contrats, ceux qui sont d'une autre Jurisdiction.

Item Au Châtelet d'Orleans & de Montpellier,

où le scel est aussi attributif de Jurisdiction.

ATTRIBUTION de Jurisdiction, est l'attribution de la connoissance de certaines affaires qui est accordée à de certains Juges, à l'exclusion de tous autres.

AVAL, est une souscription mise au bas d'une Lettre de Change ou Billet de Change, par laquelle on promet en payer le contenu. *Voyez* le Code Marchand titre 5. art. 33.

AVANCEMENT, signifie anticipation, ou ce qui se fait avant le tems. Ainsi on appelle avancement d'hoirie tout ce qui est donné par avance à des enfans pour les établir, en déduction de la succession à venir.

Les enfans qui ont reçu de tels avances, lorsqu'ils viennent à la succession de ceux de qui ils les ont reçus, les doivent rapporter ou moins prendre. Ce qui a été ainsi établi pour conserver l'égalité entre les enfans. *Voyez* mon Commentaire sur l'art 278. de la Coutume de Paris.

AVANTAGE, prendre son avantage, est obtenir un jugement par défaut contre sa partie adverse.

AVANTAGE, se prend quelquefois pour ce qui est donné en avancement d'hoirie. Ce terme se prend aussi pour les avantages qui se font entre conjoints.

Deux futurs conjoints peuvent s'avantager par leur contrat de mariage, mais depuis, à l'exception du don mutuel, ils ne le peuvent plus directement ni indirectement, soit entre-vifs, soit par testament dans la Coutume de Paris & plusieurs autres. On appelle ici avantage direct, une donation ou un legs fait directement & nommément à la personne prohibée.

On appelle avantage indirect un don ou legs fait à des personnes interpolées, dans la vûe de les faire restituer à la personne prohibée, en vertu d'un fideicommiss tacite, ou bien en faisant du bien à la personne prohibée par d'autres voyes indirectes & obliques.

Par exemple la reconnoissance que fait un testateur qu'il doit à la personne prohibée une somme d'argent, est réputé un avantage indirect, & ne sert de rien en

Justice, s'il n'est pleinement justifié de la dette.

Ce seroit aussi un avantage indirect & prohibé, si l'un des conjoints donnoit aux enfans de l'autre conjoint, provenans d'un autre mariage.

Il en est de même du remplacement que donneroit un mari à sa femme, s'il étoit plus fort que ce qui lui seroit véritablement dû.

Nonobstant l'article 282. de la Coutume de Paris, qui défend tous avantages directs ou indirects entre conjoints, il leur est néanmoins loisible de disposer valablement au profit l'un de l'autre des biens qu'ils ont dans les pays de droit écrit, la raison est qu'une coutume ne peut pas étendre son empire au delà de son territoire.

Les avantages indirects sont aussi défendus entre enfans, que les pere & mere ne doivent pas avantager les uns plus que les autres. Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 303. de la Coutume de Paris.

A V A R I E, est le dommage arrivé ou au vaisseau, ou aux marchandises de son chargement, & les dépenses extraordinaires & imprévûes faites pendant le cours du voyage pour le navire, ou pour les marchandises de son chargement, ou pour les deux ensemble. Voyez le titre 7. de l'Ordonnance de la Marine.

A U B A I N, c'est-à-dire, étranger, ou celui qui est né dans une autre Royaume, *quasi alibi natus*.

Le François même qui s'est fait naturaliser dans un autre Royaume, est réputé Aubain en France; mais s'il revient dans le dessein d'une perpétuelle demeure, il jouit du droit de retour.

Les étrangers tant qu'ils demeurent en France, sont sujets aux Loix du Royaume; mais ils ne peuvent, à moins qu'ils ne soient naturalisés, y posséder Offices ni Benefices, quoiqu'ils puissent y acquérir d'autres biens & en disposer entre-vifs.

Ils peuvent donc donner entre-vifs, même à des étrangers, ou recevoir aussi des étrangers ou des Regnicoles par dispositions entre-vifs. Ils sont incapables

des effets civils: ne peuvent tester, ni recevoir par testament: n'ont point d'héritiers *ab intestat*, hors leurs enfans nés dans le Royaume: & à leur défaut, c'est toujours le fisc qui leur succede par droit d'aubaine. Ainsi le Roy exclut les héritiers, veuve & Haut-Justicier de la succession de l'aubain. Mais si l'aubain est naturalisé, après les héritiers, regnicoles ou naturalisés, succedera la veuve à l'exclusion du Roy, & après la veuve succedera le Roy, à l'exclusion du Seigneur Haut-Justicier.

Les aubains ne sont point recevables au benefice de restitution, ni à celui de cession. Ils peuvent néanmoins ester en jugement, mais quand ils sont demandeurs contre des regnicoles, ils sont obligés de donner caution de payer les dépens.

Ils peuvent en France contracter mariage & faire toutes conventions & stipulations ordinaires de communauté, douaire, préciput, don mutuel, à vie ou sans retour & autres semblables.

AUBAINE, est la succession d'un étranger qui est décédé en France sans avoir été naturalisé. *Voyez* droit d'aubaine.

AUCUNEMENT, dans les prononciations des Jugemens *ayant aucunement égard à la demande*, &c. signifie que le Juge ne rejette pas en tout la demande qui lui est faite, mais aussi qu'il ne la reçoit pas entièrement, & dans toute son étendue, & qu'il ne fait droit que sur partie d'icelle.

AUDIANCE, signifie l'assemblée des Juges pour écouter les parties ou leurs Avocats qui plaident devant eux, & pour juger ou apointer l'affaire.

AUDIANCIER, est un Huissier ès Sièges Présidiaux qui assiste aux Audiances pour faire faire silence, & rapporter les causes apellées.

AUDIANCIERS, se prend aussi pour les Officiers de la Chancellerie qui y rapportent les Lettres.

AUDITEUR, est un Juge au Châtelet de Paris qui connoît des affaires pures personnelles jusqu'à cin-

quante livres pour une fois payer , suivant une Déclaration du 6. Juillet 1683.

Il tient ses audiences ou auditoires au Châtelet près le Parquet.

Les appellations de ses jugemens se relevent au Présidial , mais ces Sentences sont exécutées nonobstant oppositions ou appellations.

Les assignations qui se donnent pardevant lui sont toujours données à trois jours , parce que toutes les causes y sont sommaires.

Il doit juger toutes les causes à l'audience sommairement , sans ministère d'Avocats & sans épices.

Il n'a droit de prendre que cinq sols pour chaque Sentence définitive. Lorsque les faits ne sont pas éclaircis par les Procureurs ou par les Clerks qui plaident devant lui , il peut seulement ordonner que les pièces seront mises sur le Bureau , & il prononce à la prochaine audience son jugement définitif , pourveu que les pièces des deux parties , ou de l'une des parties lui aient été mises entre les mains , en vertu du jugement qui porte qu'il en sera délibéré.

Quand il a ordonné que les pieces seront mises sur le Bureau , le plus diligent fait signifier les qualités , leve le Jugement & le fait signifier à la partie adverse , avec sommation de joindre ses pieces , sans aucunes écritures.

AUDITEUR des Comptes. *Voyez* Chambre des Comptes.

AUDITION , signifie examen d'un témoin ou d'un compte.

AUDITOIRE , est le lieu où les Juges assemblés donnent audience.

AVENANT , est en certaines Coûtumes la légitime & contingente portion des propres héritages & patrimoine , en laquelle une fille peut succeder *ab intestat* , à ses pere & mere nobles.

Cet avenant est dans la Coûtume de Touraine & dans les autre Coûtumes voisines , la part & portion

de la fille dans le tiers de tous les biens immeubles que ses pere & mere ont délaissés ; de sorte que les deux autres tiers des immeubles avec tous les meubles appartiennent à l'aîné.

Le plusqu'avenant est la quatre partie dudit tiers que les pere & mere nobles , avant le mariage de leur fils aîné , peuvent donner en faveur du mariage à leur fille aînée , ou autre premierement mariée. Tours art. 253. Loudunois chap. 26. art 5.

Si le frere noble marie sa sœur & lui donne moins que l'avenant, elle lui peut demander le surplus qui lui appartient dans le tiers de tous les immeubles délaissés par ses pere & mere, suivant l'art. 27. de la Coutume de Loudunois au titre des Successions de fiefs.

La raison est que le frere en mariant sa sœur , ne peut pas diminuer sa portion héréditaire , ni la priver d'un droit qui lui est échû , ou d'un bien qui lui est acquis. D'Argentré sur l'ancienne Coutume de Bretagne art. 224. glose 5. nomb. 5.

AUGMENT de dot en pays de Droit écrit, est l'avantage que le mari fait à sa femme en cas qu'elle survive , à prendre sur ses biens après son décès , eu égard à sa dot.

L'augment de dot est ou conventionnel , ou coutumier. Le conventionnel est celui qui est fixé par les parties. Le coutumier est celui qui est réglé par l'usage , ou par la Loi du pays. Ce dernier est ordinairement de la moitié ou du tiers de la dot.

La femme qui a survécu son mari , sans en avoir d'enfans , a la pleine propriété de l'augment de dot , & en peut disposer à sa volonté.

Quand elle en a des enfans , elle a seulement l'usufruit de l'augment , avec la libre disposition de sa portion virile ; & si elle convole en secondes nœces , ayant des enfans du premier lit, elle ne jouit de tout son augment que par usufruit.

L'augment de dot est à peu près en Pays de Droit écrit , ce qu'est le douaire en Pays coutumier , il ne faut pas

pas néanmoins les confondre, l'un & l'autre est véritablement un avantage fait par le mari à la femme en faveur du mariage, mais le douaire diffère de l'augment.

I^o. Parce que la femme a la propriété de son augment ou de sa portion virile, c'est-à-dire, autant qu'un de ses enfans, au lieu qu'elle n'est ordinairement qu'usufruitière de son douaire.

II^o Comme l'augment de dot est un gain de survie, il faut que la mère survive à son mari pour le faire passer à ses enfans. Au lieu que le douaire est le propre héritage des enfans, dès le moment que le mariage est contracté.

III^o. L'augment conventionnel est toujours fixé par rapport à la dot de la femme : au lieu que le douaire est fixé par nos Coutumes au tiers ou à la moitié des immeubles que le mari possède au jour des épousailles, & qui lui échéent dans la suite en ligne directe, sans avoir égard aux biens que la femme possède, & si le douaire préfix dépend aujourd'hui uniquement de la volonté du mari, c'est une nouveauté contraire à la disposition de quelques-unes de nos Coutumes.

IV^o. L'augment n'est point dû lorsque la femme a promis elle-même sa dot, & qu'elle ne l'a point payée ; mais le douaire ne lui est pas moins dû, quoiqu'elle n'ait pas apporté en dot ce qu'elle avait promis.

V^o. l'augment est sujet à l'Edit des secondes nûces, au lieu que ni le douaire coutumier, ni le préfix, quand il n'excede pas le coutumier, ne sont pas sujets à cet Edit.

Ces différences ainsi établies ; voyons les principales maximes qui concernent l'augment de dot.

L'augment coutumier ou conventionnel n'a hypothèque que du jour du contrat de mariage. Les intérêts en sont dûs par les héritiers du mari du jour de sa mort, pourveu qu'il n'y ait point de convention dans le contrat portant terme de payer.

Cependant les intérêts de l'augment non stipulés, ne courent contre le tiers détenteur des biens qui avoient

apartenu au mari, que du jour de la demande faite par la veuve, & non du jour du décès du mari.

La veuve qui a des enfans peut librement disposer de la portion virile qu'elle a dans l'augment de dot ; mais si elle n'en dispose pas, ses enfans, quoiqu'ils ne soient pas ses héritiers, ont droit après sa mort de revendiquer l'augment tout entier, pour le partager entr'eux par portions égales.

Comme dans le pays de Droit écrit, on a toujours considéré l'augment comme une espèce de bien particulier, qui ne provient ni du côté du pere ni du côté de la mere, il ne suffit pas pour en être exclus de renoncer aux biens du pere & de la mere : il n'y auroit qu'une renonciation générale à tous droits & prétentions qui en pourroit exclure.

A V I S se dit de certains arrêts ou délibérations de ceux qui sont commis par des Superieurs pour examiner une affaire ; c'est en ce sens qu'on dit quelquefois que la Communauté des Procureurs a donné avis contre un tel Procureur sur sa mauvaise procedure.

C'est aussi dans ce sens qu'on dit qu'on a gagné sa cause par l'avis des Avocats ; car par ce terme, avis d'Avocats, l'on entend la délibération de quelques Avocats, par laquelle ils décident les affaires que la Cour leur a renvoyées par un Arrêt de renvoy, & leurs avis doivent être rédigés par apointement.

Quand l'Arrêt qui les nomme, porte que leur avis sera reçu par forme d'apointement, le jugement rendu par les Avocats est un Arrêt. Lorsque cela n'est pas porté par l'Arrêt de renvoy, le jugement rendu en conséquence n'est qu'une Sentence arbitrale de laquelle on peut appeler.

A U M O N E S, sont des peines pécuniaires auxquelles le Juge condamne quelquefois les criminels, pour lesdites aumônes être appliquées aux hôpitaux ou au pain des prisonniers.

Elles s'ordonnent toujours dans les causes criminelles où il s'agit d'un fait de débauche, comme dans un

cas où une fille a eu commerce avec un homme, & en est dévenuë enceinte, le Juge qui connoît de cette affaire, quand il y a preuve du fait, condamne toujours l'un & l'autre en trois livres d'aumônes pour le pain des prisonniers.

Comme l'aumône en matiere criminelle n'est point ordonnée pour réparation de délit, mais seulement pour l'amendement de ceux qui menent une vie de débauche, cette aumône n'emporte point d'infamie.

Il n'en est pas de même de l'aumône en laquelle le Juge condamneroit quelqu'un pour dol & malversation en matiere civile; une telle aumône tenant lieu de la peine du dol, seroit infamante.

AUMONES fieffées, sont des fondations que les Roix ont faites aux Eglises.

AVOCATS, sont ceux qui ayant les qualités requises, peuvent maintenir & défendre le droit de leurs parties, soit en plaidant, soit en faisant des écritures, ou en assistant les parties de leurs conseils.

Les Avocats plaident au Parlement toutes sortes de causes, & ils plaident à l'exclusion des Procureurs les appellations, les requêtes civiles, les causes de Régale, les questions d'Etat & autres affaires importantes où il s'agit plus de droit que de fait & de procedure.

Ils communiquent préalablement à Messieurs les Gens du Roy les causes sujettes à communication.

Ils sont aussi toutes sortes d'écritures qui sont de leur ministère, comme griefs : causes & moyens d'appel, les réponses, les contredits, les salvations, les avertissements, les causes d'oppositions, les débats, soutènements, moyens de faux, reproches, moyens de requête civile, &c.

Le nombre des Avocats, est indéfini, il n'est pas même permis à un Juge de le fixer dans son Siège, & tous ceux qui ont les qualités requises sont en droit de s'y présenter & d'y être admis.

Ils sont capables de donations entre-vifs ou testamentaires faites à leur profit, quand elles ne provien-

nent que de la liberalité ou de la reconnoissance du donateur.

Celui qui a été Avocat dans une cause ne peut pas en être Juge, mais celui qui a été jugé en premiere instance, peut être Avocat en cause d'appel.

La profession d'Avocat est toute noble & toute indépendante; c'est pourquoi elle est incompatible avec tous les postes qui dérogent ou qui rendent dépendant d'autrui. Aussi voyons-nous que dans les Sièges ou la fonction d'Avocat & celle de Procureur sont unies, les Avocats ne dérogent point.

Dans tous les tems & chez toutes les Nations, la profession d'Avocat a été autant recommandable qu'elle est pénible. L'intérêt qui séduit le plus souvent ceux qui sont adonnés à la plupart des autres emplois, n'a pu encore diminuer en rien la noblesse de cette profession, qui toujours attentive à l'honneur, ne s'est point encore laissé éblouir par l'éclat des richesses dont les apas trompeurs sont si séduisans.

Les Avocats du Parlement de Paris ont toujours vécu avec une intégrité & une bonne foy convenables à la noblesse de leur profession. Et si généralement parlant, celle d'Avocat est au-dessus de toutes les autres, il faut demeurer d'accord que ceux de Paris n'ont pas peu contribué à faire valoir tous les droits & toutes les prérogatives qu'on leur attribue.

Tous les titres glorieux qu'on leur donne, le rang & la préséance qui leur sont accordés, touchent peu ceux qui tirent leur gloire d'ailleurs, c'est-à-dire, d'en remplir avec honneur tous les devoirs. Assidus à l'étude & à leurs occupations, modestes & affables à tout le monde, ils croient ne tirer jamais de plus grand avantage de leur ministère, que quand ils l'emploient à secourir le malheureux dans ses besoins, & à tirer le misérable de l'oppression.

Uniquement guidés par la Justice, détachés de leurs propres intérêts, on les voit prendre avec ardeur la défense de ceux qui ne paroissent guere être en état de re-

connoître les bons offices qu'ils leur rendent. Pour peu qu'ils se croient à portée de contribuer à faire rendre la Justice, ils sont aussi satisfaits que s'ils employoient leurs veilles à défendre les intérêts des plus Puissans, dont ils auroient lieu d'attendre les plus grandes récompenses & les plus importans services.

Aucun conseil pernicieux ne sort de leur bouche, toujours sages, toujours integres, ils ne rendent à ceux qui les consultent que des oracles, & quand l'affaire qu'on leur propose merite quelque examen, au lieu de risquer une réponse peu convenable, ils ne se croient pas déshonorés de consulter leurs Livres devant les parties, ou de prendre du tems pour donner leur réponse.

On ne les verra jamais se charger de causes, qui étant absolument mauvaises, ne se peuvent défendre que par des subterfuges, & par des moyens frauduleux. Bien loin que leur éloquence serve à voiler la vérité des nuages & des tenebres du mensonge, elle ne se prête que pour rendre à la vérité toute sa splendeur.

Les écritures qu'ils font ne se reconnoissent pas moins à la netteté & à la brièveté qui y regnent, qu'à la justesse des pensées, & à la solidité des raisonnemens qui y sont employez. Incapables de donner la moindre atteinte à la réputation d'autrui, ils n'avancent jamais rien dans leurs plaidiers, ni dans leurs écritures, qui puisse blesser l'honneur de la partie adverse, que sur la foi d'un memoire signé de leur partie, encore faut-il que ce soient choses qui servent à l'affaire, dont ils ont pris la défense.

On peut dire à la gloire des Avocats qu'ils ne font point avec les parties aucunes pactions, & qu'on ne les voit point plaider pour leur honoraire, terme qui ne peut jamais être mieux employé, que pour signifier ce que les parties donnent aux Avocats, pour avoir pris leur défense.

On n'a jamais pû obliger les Avocats à mettre au bas de leurs écritures le reçu de leur honoraire. L'art.

161. de l'Ordonnance de Blois, d'où a été tiré l'art. 10. du titre 31. de l'Ordonnance de 1667. les y vouloit astringre. Depuis l'Ordonnance de Blois il a été rendu au Parlement de Paris un Arrêt en 1602. en une Mercuriale, portant que les Avocats seroient tenus d'observer le susdit article 161. de l'Ordonnance de Blois; mais il n'a jamais été observé.

AVOCAT AU CONSEIL, est celui qui fait toutes les instructions & procédures dans les affaires qui sont discutées au Conseil du Roy ou aux Requêtes de l'Hôtel, au Souverain, où ils occupent avec les Procureurs du Parlement, ils sont créés en titre d'Office. Il faut être reçu Avocat pour avoir une charge d'Avocat au Conseil.

AVOCATS GENERAUX, sont ceux qui dans un Parlement ou dans une Cour Souveraine, sont préposés pour maintenir les intérêts du Roy, ou ceux du public, de l'Eglise & des mineurs; c'est pourquoy on leur communique toutes les causes où cela se rencontre, & après que les Avocats des parties ont plaidé, ils donnent leurs conclusions.

AVOCATS DU ROY, sont dans les Jurisdicions inférieures, ce que sont les Avocats Generaux dans les Cours Souveraines.

AUTENTIQUE, signifie revêtu de toutes les formes, & qui a été arrêté par des personnes publiques.

Ainsi un acte autentique est celui auquel on ajoute foy en Justice, à cause qu'il est revêtu de toutes les formes, & qu'il a été passé par personnes publiques. C'est dans ce sens qu'il est dit dans nos Coutumes, qu'il faut qu'un dénombrement soit en forme probante & autentique.

On se sert encore de ce terme, & on appelle Obligations ou Sentences autentiques, pour signifier celles qui peuvent être mises à exécution, c'est-à-dire, qui sont grossoyées en parchemin, mises en bonne forme & scellées du Sceau de Justice ou de contrat.

Touchant le scel autentique, Voyez scel autentique,

AUTENTIQUE, signifie aussi la collection qui a été faite par un auteur anonyme des dernières Constitutions de l'Empereur Justinien, apellées Nouvelles.

La raison qui a fait donner le nom d'autentique à la collection des Nouvelles de Justinien, est que par authentique l'on entend ce qui porte avec soi un caractère d'autorité & d'authenticité. Ainsi ce recueil est à cause de son autorité apellé, *Autenticum quasi plurimum valens, quia scilicet posteriores leges quæ prioribus contrariae sunt, derogant.*

AUTENTIQUES au pluriel, signifie les abrégés & extraits qu'Inier Jurisconsulte a fait des Nouvelles de Justinien, & qu'il a inserés aux endroits du Code, auxquelles elles ont du raport.

Il y a donc une très-grande difference entre l'autentique & les authentiques : l'autentique est la collection qui renferme les Nouvelles de Justinien, au lieu que les authentiques ne sont que les extraits de ces Nouvelles qui n'y sont pas toujours entierement conformes.

AUTENTIFIER UNE FEMME, est la déclarer avoir encouru pour cause d'adultere la peine de l'autentique, *sed hodie*, raporté sous le titre au Code, *ad legem Juliam de adulteriis.*

Elle perd sa dot & ses conventions matrimoniales, & doit être mise dans un Convent pour deux ans, pendant lesquels il est permis à son mari de la reprendre, & ledit tems passé, elle doit y demeurer renfermée à perpétuité. *Voyez* adultere.

AUTEUR, est celui de qui on a acquis quelque héritage, rente ou autre chose, & aux droits de qui nous succedons, ou à titre universel, comme à titre d'héritier, ou à titre particulier, comme à titre de donataire, d'acheteur ou autre semblable.

AUTORISATION, est une aprobation qu'un mari donne expressément à sa femme, à l'effet de faire valider l'acte qu'elle passe, comme étant fait par son avis & conseil, dont mention doit être faite dans l'acte par le mot d'*autoriser*, à peine de nullité.

Il y a donc de la différence entre un simple consentement & une autorisation. Le simple consentement n'est proprement qu'un simple accord & une espèce de condescendance, qui peut être expresse ou tacite. L'autorisation au contraire est un consentement exprès, & une approbation formelle, qui marque que c'est par l'avis & le conseil du mari que la femme agit.

Tous les actes qu'une femme en puissance de mari, passe pardevant Notaire, ou sous seing privé, sont nuls de plein droit en pays Coutumier, lorsqu'ils sont faits sans l'autorisation expresse de son mari. Elle ne peut s'obliger, vendre, aliéner ni hypothéquer ses biens, en quelque manière que ce soit, sans cette autorisation.

La présence du mari qui auroit même signé le contrat ne pourroit induire qu'un consentement tacite de la part du mari, lequel n'est pas suffisant pour rendre ce contrat valable.

Pareillement une procuration par laquelle le mari permettroit à sa femme de s'obliger, vendre, aliéner ou hypothéquer ses biens, ne passeroit pas pour une autorisation formelle, mais pour un simple consentement; & quelque procuration qu'un mari donnât à sa femme sans autorisation expresse, seroit de nul effet.

Les obligations ou aliénations faites par une femme sans l'autorisation de son mari, étant absolument nulles, ne peuvent avoir aucun effet, non seulement pendant le mariage, mais aussi après la dissolution d'icelui, même pour les biens de la femme situés en Pays où l'autorisation n'est pas nécessaire.

Comme cette nullité est prononcée par la Coutume, & par conséquent une nullité de droit municipal, les Juges doivent déclarer nuls tous les actes passés par une femme sans cette autorisation, sans qu'il soit pour cela besoin de Lettres de restitution.

Il y a néanmoins trois cas auxquels une femme mariée peut s'obliger sans l'autorisation de son mari

Le premier, quand elle est séparée, mais alors elle ne peut obliger que ces meubles & ses reve-

nus, & ne peut hypothéquer ses immeubles.

Le deuxième, est quand le mari est en prison, & qu'elle s'oblige pour l'en retirer.

Le troisième, est quand elle est Marchande publique, & alors elle ne s'oblige pas seulement elle-même pour ce qui concerne son négoce, elle oblige aussi son mari à son insçu, même par corps.

Une femme mariée ne peut pas en Pays Coutumier être en Jugement sans le consentement de son mari, mais elle n'a pas besoin pour cela de son autorisation, car il faut faire différence entre le pouvoir d'estre en Jugement, & celui d'aliéner ses biens. Pouvoir estre en Jugement, c'est pouvoir agir ou se défendre en Jugement. Pouvoir s'obliger & aliéner, c'est pouvoir s'engager, aliéner ou hypothéquer ses biens hors jugement.

Il faut demeurer d'accord que généralement parlant une femme en puissance de mari ne peut agir valablement contre elle, mais pour rendre la procédure faite par une femme ou contre elle valable, le consentement de son mari suffit, & elle n'a pas besoin d'être de lui expressément autorisée, comme elle en a besoin quand elle s'oblige. Il suffit que son mari soit en cause ou présent, parce que sa présence suffit pour prêter un consentement, & la faire valablement estre en Jugement, au lieu que la présence du mari qui signe même dans l'acte, ne suffit pas pour qu'elle soit obligée, il faut qu'il soit fait mention dans l'acte d'une autorisation expresse. Aussi quand la Coutume de Paris parle d'estre en jugement, elle se sert du mot *consentement*, art. 224. Mais quand elle parle des obligations ou aliénations, elle se sert du terme d'*autorisation*, article 223.

La raison pourquoi le tacite consentement du mari suffit pour rendre valables les procédures, provient de l'autorité des jugemens, & qu'on présume que tout s'y passe sans fraude & sans surprise, le Juge ne devant avoir pour guide que la raison & la loi, mais dans les choses qui se passent hors jugement, il pourroit y avoir beaucoup de surprise, c'est pourquoi il faut y apporter plus de pré-

caution : ainsi la faveur de la femme & de ses biens , pour la conservation desquels le public doit s'intéresser , requiert une autorisation expresse.

Une femme en puissance de mari n'a besoin d'être en jugement en matière civile , que quand il s'agit de la poursuite particulière de ses droits , comme quand il s'agit de la propriété de ses propres ; car pour ce qui est des choses qui sont ou qui tombent en communauté , le mari en est le maître.

Le mari agissant tant en son nom , qu'au nom de sa femme , se rend responsable de l'événement , en ce que le jugement peut être exécuté contre lui.

Mais pour peu qu'il y ait de risque , les maris prudents ne donnent aucun consentement à leurs femmes pour être en jugement , & en conséquence de leur refus , elles sont obligées de se faire autoriser par Justice. L'effet de cette autorisation qui se fait par Justice , est que quelque condamnation qui intervienne contre la femme autorisée par Justice , elle ne s'exécute point contre le mari , ni sur les biens de la communauté , mais seulement après la dissolution de la communauté sur la part qui en revient à la femme ou à ses héritiers , ou sur les autres biens de la femme ; de manière que la jouissance du mari n'y soit point intéressée.

En matière criminelle une femme mariée peut être poursuivie , & les procédures sont valables , quoique le mari n'y ait point intervenu ni paru , de même que les mineurs peuvent être poursuivis criminellement , sans être assistés de leurs curateurs.

Ainsi une femme ne peut être en jugement sans le consentement de son mari , à l'effet de se rendre accusatrice ou partie civile , à cause des dépens auxquels elle peut être condamnée.

On excepte néanmoins l'action d'injure qu'elle peut intenter de son chef , sans la participation de son mari , au cas qu'il fût refusant d'en poursuivre la réparation.

Au reste les femmes mariées peuvent dans presque

routes nos Coûtumes , disposer de leurs biens par dernière volonté, sans être autorisées de leurs maris.

AUTORISATION PAR JUSTICE, est celle qui se fait par le Juge, *causa cognita*, en conséquence du refus qu'a fait le mari d'autoriser.

Cette autorisation se fait après que la femme a présenté requête au Juge, & qu'il voit par l'énoncé & les raisons qui y sont déduites, qu'il est juste d'autoriser la femme pour la conservation de ses droits & actions, ou pour les obligations qu'elle veut contracter, ou les aliénations qu'elle veut faire pour établir ses enfans, ou autre nécessité évidente, comme pour payer les dettes des successions de ses pere & mere, ou autres dettes légitimes.

Le Jugement qui autorise la femme, ordonne l'employ des deniers qui proviendront de l'obligation & de l'aliénation; ainsi le Juge peut bien autoriser une femme au refus de son mari pour son propre avantage, & pour celui de sa famille, & empêcher que la mauvaise humeur de son mari lui soit préjudiciable. Mais le Juge ne la peut point autoriser pour donner lieu à la perte & à la dissipation de ses biens.

L'effet de cette autorisation, est que les condamnations prononcées contre la femme, ne peuvent pas être exécutées contre le mari, ni sur les biens de la communauté, comme nous l'avons dit sur l'article precedent.

AUTORISATION GENERALE apouée à un contrat de mariage, est une autorisation que le mari donne à sa femme pour tous actes qu'elle fera pendant le mariage, à l'effet de n'avoir point besoin d'autre autorisation.

Ce qui donne ordinairement lieu à cette autorisation generale, c'est quand par le contrat de mariage il est porté qu'entre les futurs conjoints il n'y aura point de communauté, mais que chacun d'eux jouira séparément de ses biens meubles & immeubles.

En conséquence de cette clause, le mari par une autre clause suivante, autorise sa femme à l'effet de

pouvoir par elle administrer, gerer & disposer de tous ses biens tant meubles qu'immeubles, défendre à toutes actions intentées & à intenter contre elle, & à l'effet de pouvoir intenter & poursuivre tous procès & instances, mûs & à mouvoir en toutes Jurisdiccions, jusqu'à Sentences & Arrêts définitifs; & s'il étoit nécessaire, compromettre sous telle peine qu'elle avisera, accorder & transiger, vendre, aliéner & recevoir de ses débiteurs les sommes qui lui sont ou seront dûes, en poursuivre le paiement, & donner quittances & décharges valables, & généralement faire tout ce qu'elle jugera à propos, constituer un ou plusieurs Procureurs en toutes Jurisdiccions, les revoquer & en constituer d'autres en leur place, & faire au surplus comme elle auroit pû faire avant son mariage.

Cette autorisation si ample & si generale qu'elle soit, n'a pas d'autre effet que la séparation. Ainsi la femme ne peut en consequence d'une telle autorisation, vendre, hypothéquer, aliéner & faire des donations de son bien.

La femme non commune, non plus que la femme séparée, ne peut être considérée que comme une personne émancipée, qui peut bien jouir de ses revenus, & faire tout ce qui convient pour la conservation de son bien; mais comme une femme pour être séparée ou non commune en bien, n'est pas moins sous la puissance de son mari, elle n'a pas la faculté de dissiper son bien, mais seulement de le conserver, & faire tous actes nécessaires pour cela, qu'on appelle actes conservatoires.

Elle a aussi le droit de disposer de ses meubles, & du revenu de ses immeubles; mais jamais de vendre ses immeubles, ni les hypothéquer. Il lui faut pour cela une autorisation spéciale pour chaque affaire particulière.

AUTORITÉ PATERNELLE, signifie la puissance que le pere a sur ses enfans, laquelle ne consiste parmi nous en pays coutumier, que dans le respect &

l'obéissance. *Voyez* ce que j'ai dit dans ma Traduction de Justinien Liv. 1. tit. 9.

AUTORITÉ DU TUTEUR, est l'approbation que le tuteur donne à une chose que son pupille fait. Cette autorité avoit lieu chez les Romains. En France les tuteurs ne donnent point leur approbation aux actes qui se passent par leurs pupilles, ils font eux-mêmes, sans faire intervenir leurs pupilles, les actes qui sont nécessaires pour la conservation des biens de ceux dont on leur a confié la conduite, & dont ils sont les défenseurs. *Voyez* ce que j'ai dit dans ma Traduction des Institutes, Liv. 1 tit. 21.

AUTORITÉ, signifie quelquefois ce qui autorise, & prouve ce que nous avançons; pour cela, il faut que la chose dont on tire son autorité soit reçue en France, comme sont les Ordonnances, les Loix. A l'égard des Jugemens, leur autorité ne peuvent servir que de préjugé. *Voyez* Jurisprudence des Arrêts.

A YDES, se prend pour toutes les levées de deniers que le Roy fait en son Royaume pour les nécessités de l'Etat, comme les gabelles, les tailles, les décimes, & ce qui se paye sur les denrées & marchandises.

Mais ce terme dans sa propre signification se prend pour les deniers que le Roy leve sur les marchandises qui se vendent & se transportent dedans & dehors son Royaume.

Ainsi Aydes se dit particulièrement des deniers qui se levent sur le vin, tant en gros qu'en détail, comme le gros, le vingtième, le huitième & quatrième, les entrées & sorties des Villes, l'impôt sur le cidre, biere & autres breuvages, l'impôt sur le pied fourché & autres.

Les Aydes ont été d'abord nommées ainsi, parce que ce sont des subsides que les Etats consentoient qu'on levât sur le peuple pour aider les Rois à soutenir les guerres. Elle ne furent imposées d'abord que pour un an, & puis pour deux ou trois ans, & enfin elles sont devenuës perpétuelles.

Les Aydes se payent par toutes sortes de personnes privilégiées ou non , en quoi elles diffèrent des tailles qui ne se payent que par les roturiers. Il y avoit encore des Aydes pour les Seigneurs , comme les tailles aux quatre cas , mais cela est aboli.

A Y D E S D E R E L I E F , est un droit qui est dû en Normandie par le vassal , après le décès du Seigneur féodal , quand son héritier relève du Chef-Seigneur. Cette Ayde se fait par demi-relief , & se paye aux héritiers du Seigneur , pour les aider à relever leur Fief du Chef-Seigneur.

A Y E U L. *Voyez* ascendans.

B

B A G U E S E T J O Y A U X , sont les ornemens qui servent à la parure des femmes , comme les colliers , les pierreries , & autres semblables choses qui leur servent de parures , *L. 25. §. 10. ff. de auro , argento legato.*

Ces ornemens sont meubles , & considérés comme tels , de quelque valeur qu'ils soient ; la raison est que ce n'est pas le prix des choses qui les rend meubles ou immeubles , mais leur nature & leur qualité. Ainsi comme la substance d'une chose ne peut être changée par sa rareté ni par sa valeur , il s'ensuit qu'une chose qui est meuble par sa nature , ne peut devenir immeuble , quoiqu'elle soit d'un prix considérable & d'une rareté extraordinaire.

Cependant les bagues , bijoux & vaisselles d'argent de la valeur de trois cens livres ou plus , ne peuvent être vendus qu'après trois expositions à trois jours de marché différents , si ce n'est que le saisissant & le saisi n'en conviennent par écrit , qui sera mis entre les mains du Sergent pour sa défense , ainsi qu'il est porté en l'article 33. du titre 33. de l'Ordonnance de 1667.

La raison est qu'il est juste d'admettre plus de solemnité dans la vente forcée qui se fait des choses pré-

cieuses, que dans celle qui se fait des choses ordinaires, afin que par un plus grand nombre d'expositions en public, elles puissent être mises à plus haut prix, & que les parties intéressées en souffrent moins de dommages.

Les pierreries & les bijoux que l'on donne pour présent de nœces à celle que l'on recherche en mariage, sont toujours censés donnés sous condition que le mariage s'ensuivra; c'est pourquoy si ce n'est pas par le fait & la volonté de celui qui a fait les présens, que le mariage ne se célèbre pas, il les peut repeter, mais il ne le peut quand il tient à lui que le mariage s'ensuive, & il est encore tenu des dommages & intérêts envers l'autre.

Si c'étoit par un cas fortuit que le mariage ne se pût célébrer, par exemple si la fiancée étoit décédée avant que le mariage eût été célébré, ses héritiers seroient tenus de rendre les présens qu'elle auroit reçu de son fiancé, parce qu'il est censé ne les avoir donné que sous condition que le mariage s'ensuivroit.

Mais si le fiancé étoit décédé avant la célébration du mariage, la fiancée ne seroit pas tenue de restituer les présens qui lui auroient été faits par son fiancé, parce que ce n'est pas par son fait que le mariage ne peut plus se célébrer.

Il faut cependant remarquer que si les bagues & joyaux que le fiancé lui auroit donné n'avoient pas été payés à l'Orfèvre, en ce cas la fiancée ne les pourroit pas garder au préjudice de l'Orfèvre à qui ils seroient dûs.

Dans le Pays où la communauté entre mari & femme n'a point lieu, les pierreries, bagues & joyaux de la femme lui appartiennent, ainsi lorsqu'ils sont en nature au tems de la dissolution du mariage, elle les retient comme un bien qui lui est propre, quoique la dot par elle promise n'ait pas été payée au mari.

Si c'est la femme qui décède avant son mari, les bagues & joyaux appartiennent aux héritiers de la fem-

me, quoique en cas de prédécès de la femme ses héritiers ne soient pas recevables à demander l'augment de dot, en quoi diffère l'augment de dot des bagues & bijoux, quoique d'ailleurs ils se reglent de même.

Quand les bagues & bijoux ne sont plus en nature, & que le mari les a vendus; arrivant la dissolution du mariage, la femme ou ses héritiers sont reçus à prouver par témoins la vente des bagues & bijoux faite par le mari, pour faire le recouvrement de leur valeur sur les biens du mari.

Dans les Pays où la communauté de biens entre mari & femme a lieu, les bagues & bijoux de la femme tombent dans la communauté, ainsi elle ne les peut retenir qu'en en tenant compte, à moins qu'il n'y eût dans le contrat de mariage quelque clause particuliere qui lui permît de les prélever hors part.

Il nous reste à remarquer ici que les bagues & les bijoux sont compris sous le nom de donations à cause de noces, & font partie des gains nuptiaux, ils se reglent comme l'augment de dot, & ont le même privilege.

BAIL, est un ancien terme qui signifie don, on appelle encore aujourd'hui bailleur celui qui donne à loyer ou à ferme ou à rente, un héritage ou quelque droit. Quelquefois par bail on entend l'expédition du contrat, c'est au preneur à la fournir en forme au propriétaire.

BAIL en general, est un contrat par lequel l'un donne à l'autre la jouissance ou l'usage d'une chose pendant un certain tems, à la charge de payer au bailleur une certaine somme tous les ans, ou dans les termes prescrits par le contrat.

Ce contrat a beaucoup d'affinité avec la vente, comme nous l'avons fait voir dans la Traduction des Institutes au commencement du tit. 25. du 3. Liv.

Toutes les choses qui sont dans le commerce peuvent être données à bail, pourveu que le preneur les puisse rendre en espece au bailleur après sa jouissan-

ce,

ce, d'où il s'ensuit qu'on ne peut louer les choses qui se consomment par l'usage, comme du bled, du vin, de l'huile & autres choses semblables.

Les animaux qui produisent quelque revenu, comme les moutons dont on tire le profit de la laine, des agneaux, & l'engrais des héritages, peuvent être par une espèce de louage qu'on appelle bail à chaptel, donnés à celui qui se charge de les garder & de les nourrir pour une certaine portion qui lui est laissée de ce qui provient de ces animaux.

On peut aussi louer son travail, & en ce cas celui qui entreprend un ouvrage est appelé preneur ou conducteur; il est aussi appelé entrepreneur, à la différence de ceux qui n'entreprennent point à forfait un ouvrage, mais qui se louent à tant par journée.

Non seulement les maisons & les fermes se donnent à louage, mais encore les fonds qui produisent de certains revenus particuliers, comme une carrière pour en tirer de la pierre.

On peut même donner à ferme un droit qui produit des revenus qui ne proviennent pas d'un fond, comme un droit de chasse & de pêche, un droit de péage ou d'un bac, un tabellionage, les aydes, les gabelles & autres droits semblables.

Le bailleur est tenu de faire jouir librement le preneur, fermier ou locataire, de lui délivrer la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle est louée, & de l'entretenir des réparations nécessaires dont le preneur n'est tenu ni par son bail, ni par la Loi ou Coutume des lieux, & faute de ce, le preneur pourra faire rompre le bail avec dépens, dommages & intérêts.

Le bailleur étant tenu d'entretenir le bail, & de faire jouir le preneur, il ne le peut expulser, si ce n'est, 1°. Quand le propriétaire d'une maison se trouve en avoir besoin pour son usage. 2°. Lorsqu'il la veut faire rebâtir ou y faire de grosses réparations. 3°. Quand le locataire ne paye pas le loyer. 4°. S'il use mal de la maison louée, comme s'il la détériore, s'il la met en

peril d'incendie, faisant du feu où il n'en doit pas faire, s'il y fait ou souffre quelque commerce illicite, ou en abuse autrement.

Hors ces cas, non seulement le bailleur est obligé d'entretenir le bail, mais aussi son héritier; car comme l'héritier représente la personne du défunt, étant son successeur à titre universel, toutes les obligations qui descendent des contrats passent en la personne des héritiers. Ainsi l'héritier du bailleur est tenu d'entretenir le bail du défunt; mais ni l'héritier de l'usufruitier, ni l'héritier du mari qui a loué les biens de sa femme, ne sont pas obligés d'entretenir les baux dépendans de l'usufruit ou de la dot.

La raison est que l'usufruit & la jouissance du mari finissent par la mort. Néanmoins si dans ce cas le locataire avoit fait des réparations considérables, dans la vûe de jouir de son bail, le propriétaire seroit obligé de lui en tenir compte, ou de le laisser jouir jusqu'à la fin de son bail.

Le titulaire d'un bénéfice n'est pas tenu d'entretenir les baux faits par son prédécesseur, à moins qu'il ne lui ait succédé par résignation.

L'acquéreur à titre de vente ou autre titre particulier, n'est pas non plus obligé d'entretenir le bail fait par son vendeur, parce qu'un successeur à titre particulier n'est pas tenu des faits de son auteur. Ainsi le locataire peut être expulsé par cet acquereur, à moins que le contrat n'eût été fait à la charge du bail.

Mais quand le locataire est expulsé par le nouvel acquereur à titre particulier, celui qui a vendu au préjudice du bail, est toujours tenu des dommages & intérêts du locataire expulsé.

Les engagements de celui qui prend à loüage, sont premièrement de payer le loyer, sinon le bailleur le peut faire expulser par autorité de Justice dans le tems qui sera arbitré par le Juge pour payer ou sortir. Et à l'égard des loyers, les intérêts en sont dûs du jour de la demande qui en a été faite en Justice, quand

elle a été suivie de condamnation.

En second lieu, il est obligé d'user de la chose louée en bon pere de famille, de ne s'en servir qu'à l'usage pour lequel elle lui est donnée, & de la maniere dont on est convenu, sous peine d'être tenu du dommage qui en arrivera.

En troisième lieu, le preneur est obligé de veiller à la conservation de la chose louée, & ne pas souffrir qu'il y soit rien fait qui puisse la détériorer, à peine de répondre. Il est tenu non seulement de son fait, mais aussi de celui des personnes dont il doit répondre, comme si un locataire d'une maison y a mis un sous-locataire, ou s'il a des domestiques dont la faute ait causé l'incendie de cette maison.

Celui qui tient à louage ou à ferme une maison ou autre héritage, peut le louer ou bailler à d'autres personnes, s'il n'y a point de convention contraire.

Après que le tems du bail est expiré, le preneur doit remettre au bailleur la chose louée, payer les loyers échus, & faire toutes les réparations locatives. Mais il arrive souvent que le bail expiré, le preneur continuë de jouir par le tacite consentement des deux Parties; sur quoy voyez réconduction & tacite reconduction.

Voilà ce qui regarde les baux en general; mais il y en a de différentes sortes, qui ne sont pas seulement distingués & séparés des autres par les noms particuliers qu'on leur donne, mais encore par les différentes dispositions de droit qu'ils reçoivent. C'est ce que nous allons voir.

BAIL A LOYER, est un contrat par lequel on donne une maison ou portion de maison, pour en jouir par le preneur pendant un certain tems, à la charge de payer au bailleur une certaine somme tous les ans, ou par fix mois ou par quartiers.

Les meubles que le locataire porte dans la maison louée sont affectés pour le paiement des loyers. Voyez *privilege du propriétaire*.

Si le locataire d'une maison disparoît sans payer les loyers, le propriétaire peut se pourvoir en Justice pour faire ordonner l'ouverture de la maison dans le tems qui sera réglé par le Juge, & faire inventaire des meubles qui s'y trouveront, pour être ensuite pourvû à son payement, & à la sûreté de ce qui pourra rester pour le locataire, ou autres qui se trouveront y avoir intérêt.

BAIL A FERME, est celui qui se fait d'un fonds, qui de sa nature produit des fruits, soit par le moyen de la culture comme les terres, les vignes, ou la culture, comme un bois taillis, un étang, un pâturage.

C'est aussi en quoi principalement differe le bail à ferme de celui qui se fait des maisons & autres bâtimens qui ne produisent aucun fruits, & qui se donnent non à ferme, mais à loyer pour l'habitation, ou quelqu'autre usage.

S'il arrive par cas fortuit, comme une gelée, un débordement, & autres cas semblables, que le fermier d'une terre ne recueille aucuns fruits, il peut demander que le prix de cette année de fermage lui soit remis.

Ce prix étant donné par le fermier pour la jouissance & perception des fruits, quand il n'en recueille aucuns, il en doit être déchargé, à moins que cette perte ne soit compensée par les profits des autres années, ou que le fermier ne se soit chargé par son bail des cas fortuits.

Le devoir du fermier est de jouir en bon pere de famille du fond qu'il tient à ferme, le tenir, conserver & cultiver, ainsi qu'il est convenu par le bail, ou réglé par l'usage.

Il ne peut donc pas pour augmenter les profits de sa jouissance, rien innover qui fasse préjudice au propriétaire. D'où il s'ensuit qu'il ne peut ensemençer les terres labourables lorsqu'elles doivent demeurer en gueret, ni semer du froment lorsqu'il ne doit semer que de l'orge ou de l'avoine, de crainte que ces changemens ne rendent à la fin du bail l'héritage en pire état que celui où il doit être remis au propriétaire.

Les fruits & revenus du fond baillé à ferme sont affectés pour le bail, comme on peut voir, *verbo*, privilege du propriétaire.

BAIL A RENTE, ou Bail d'héritage, est un contrat par lequel le propriétaire d'une maison ou d'un héritage se démet & désaisit à perpétuité de toute sa propriété, & la transfere en la personne du preneur pour en jouir comme il faisoit, moyennant une certaine pension payable par chaque année, soit en argent, ou en grains, ou autres especes. *Voyez* ci-après rente fonciere.

Ce contrat est appellé arrentement, comme le bail à cens est appellé accensement.

BAIL CONVENTIONNEL, est celui qui se fait du consentement des parties, en quoy il differe du bail judiciaire qui se fait par autorité de Justice. *Voyez* baux judiciaires.

BAIL, continuation de bail. *Voyez* tacite reconduction.

BAIL A CHAPTEL. *Voyez* chaptel.

BAIL A MOISSON. *Voyez* Admodiateur.

BAIL EMPHITEOTIQUE. *Voyez* emphytéose.

BAIL FAIT POUR PLUS DE NEUF ANNÉES, emporte aliénation, ainsi ceux qui ne peuvent pas aliéner & qui n'ont qu'une simple administration, ne peuvent faire de tels baux.

BAIL A VIE, est une espece de vente d'usufruit d'un héritage pour la vie du preneur.

Un tel bail ne transfere point la propriété de l'héritage, quoique l'usufruit soit constitué au profit d'une personne jeune, parce que la durée en est incertaine & peut-être momentanée. C'est pourquoi les droits Seigneuriaux ne sont point dûs dans ce cas, quoiqu'ils soient dûs pour bail emphytéotique, à raison de l'argent déboursé.

Le bail qui se fait à vie, quand il est mêlé d'emphytéose, comme quand on donne à bail au preneur & à ses enfans & petits enfans, & pour cinquante années

par de là , ne doit pas être regardé comme un simple bail à vie , mais comme un véritable bail emphytéotique.

Quand il se fait en faveur non seulement du preneur , mais de ses enfans & des enfans de ses enfans , il est restreint au preneur , à ses enfans & aux enfans de ses enfans , de manière qu'il ne passe point à la troisième génération. *Quamvis appellacione liberorum omnes descendentes in infinitum comprehendantur , L. liberorum , ff. de verb. signif.*

BAIL AU RABAIS , est celui auquel en fait d'ouvrages ou de fournitures , au lieu d'aller aux encheres , on va au rabais , & où l'on diminue le prix proposé par un autre , jusqu'à ce qu'il ne s'en trouve point qui le veuille prendre pour un moindre prix.

On adjuge le bail à celui qui offre de faire l'ouvrage ou de faire les fournitures pour le plus bas prix.

Ces sortes de baux se pratiquent ordinairement quand il s'agit d'ouvrages concernant la construction ou réparation d'édifices ou autres ouvrages publics , ou des Eglises , Monasteres , Hôpitaux & Communautés.

Pour proceder à un tel bail , on propose publiquement l'ouvrage dont est question , le lieu & le tems , que ceux qui voudrôt l'entreprendre doivent faire leurs offres , & on marque qu'on l'adjugera aux clauses proposées à celui qui voudra entreprendre l'ouvrage pour moins que tous les autres.

BAIL PAR ANTICIPATION , est celui qui est fait par tuteurs & autres administrateurs plus de six mois avant que le bail précédent soit expiré.

Ces baux sont présumés avoir été faits en fraude & dans la vûë d'un pot de vin , d'autant plus qu'il n'est pas possible de sçavoir précisément quelle sera la valeur des choses dans le tems que le bail commencera.

Ainsi quand le bail d'une maison a été fait ou renouvelé plus de six mois avant l'expiration de l'autre , le mineur devenu majeur , & la femme après la mort de son mari , ne sont pas obligés de l'entretenir , mais sont en droit de les faire déclarer nuls.

Les baux des biens d'Eglise peuvent aussi être pareillement déclarés nuls quand ils ont été faits par anticipation, pour peu qu'ils paroissent qu'ils ont été faits en fraude, & qu'ils sont défavantageux à l'Eglise.

Ce que nous venons de dire, qu'un bail est fait par anticipation lorsqu'il a été fait ou renouvelé plus de six mois avant l'échéance du précédent, ne se doit entendre que des maisons, car pour ce qui est des terres & fermes de campagne, le bail en peut être valablement fait par tuteurs ou autres administrateurs plus d'un an & demi ou deux ans avant la fin de l'autre, parce qu'un fermier est obligé de faire ses préparatifs avant que d'entrer en jouissance.

BAIL A L'EXTINCTION de la chandelle. *Voyez* chandelle.

BAIL DE MINEUR, est en quelques Coutumes ce que nous apellons garde. Dans d'autres Coutumes garde se dit en ligne directe, & bail ou baillistre en ligne collaterale.

Dans la Coutume d'Orleans, baillistres sont la mere ou ayeule qui sont remariées, & en collaterale, les freres, sœurs, oncles, cousins, le plus proche préféré, & le mâle préféré à la femelle en pareil degré, & le frere le plus idoine préféré aux autres, art. 38. de la Coutume d'Orleans, titre des fiefs.

Dans la plupart de nos Coutumes, les baillistres collatéraux n'acquierent ni les immeubles ni les fruits, en sorte qu'ils ne sont considérés que comme de légitimes administrateurs.

Touchant le bail des mineurs. *Voyez* garde.

BAIL DE MARIAGE, signifie en plusieurs Coutumes la puissance & autorité qu'a un mari sur la personne & sur les biens de sa femme. Ainsi quand une fille se marie il y a *bail*, parce qu'elle entre en la garde de son mari, & comme cette garde ou puissance finit par la mort du mari, quand le mari meurt, on dit qu'il y a *débail*.

Le mari à cause de cette puissance maritale, est en

plusieurs Coûtumes appellé *bail* de la femme, c'est-à-dire, baillistre, garde ou gardien, & le relief dû par le mari pour les fiefs de la femme, est appellé *relief de bail*.

Ce bail de mariage étant très-avantageux au mari, a vraisemblablement fait introduire en faveur de la femme cette société conjugale qui est aujourd'hui en usage dans presque tout le Pays Coutumier.

BAILLER, signifie fournir, comme quand on dit bailler caution, bailler des contredits ou autres écritures. On dit aussi des contredits offerts en baillant, ce qui signifie en se communiquant de part & d'autre reciproquement telles écritures.

BAILLEUR, est celui qui donne une maison à loyer, ou un héritage à ferme.

BAILLIAGE, est la Jurisdiction qu'a un Baillif dans une certaine étendue de Pays, ou le territoire dans lequel un Baillif a droit de rendre la Justice. Ce terme signifie aussi quelquefois le lieu où le Baillif tient son Siège.

BAILLIF, signifie gardien & protecteur préposé pour secourir ceux qui sont oppressés.

Cette protection en fait de Justice est exercée par les Juges Royaux qui connoissent dans l'étendue de leur territoire, des appellations tant des Prévôts Royaux, que des Haut-Justiciers, en reformant leurs Jugemens, ou en évoquant les causes que ces Juges sont négligens de juger. C'est ce qui a fait qu'on leur a donné le nom de Baillifs.

Ils étoient originairement des Commissaires envoyez par le Roy dans les Provinces, pour examiner si la Justice étoit bien renduë par les Comtes qui étoient alors les Juges ordinaires.

Ces Commissaires étoient appellés Baillifs & Sénéchaux & avoient pouvoir de juger souverainement & en dernier ressort toutes les causes civiles & criminelles, & de reformer les abus & malversations qui se faisoient par les autres Juges dans l'administration de

la Justice , à la charge néanmoins que s'ils trouvoient quelque affaire de telle importance qu'ils ne la pussent juger eux-mêmes, ils en donnassent avis au Roy , qui en connoîtroit & rendroit l'Arrêt en son Conseil.

Philippe le Bel ne pouvant suffire à juger le nombre infini de procès que ces Juges remettoient à sa connoissance , établit à Paris des Juges pour juger tous les procès souverainement , & alors les Baillifs & Senéchaux ne jugerent plus en dernier ressort ; mais les appellations furent portées en cette Cour & Compagnie , qui fut appelée Parlement ; & au lieu que les Baillifs & Senéchaux étoient auparavant Ambulans , & alloient exercer leur Jurisdiction dans toute l'étendue de leur département , ils furent faits Sédentaires.

Le même Roy par son Ordonnance donnée à Paris en 1302. art. 2. enjoignit aux Baillifs & Senéchaux d'exercer leurs Charges en personne , & de résider en leurs Bailliages & Senéchaussées pour y administrer la Justice , & leur défendit d'avoir aucuns Lieutenans, sinon en cas de nécessité & de maladie , ou que pour quelque cause ils fussent obligés de s'absenter. A quoi l'art. 86. de l'Ordonnance de Charles VII. du mois d'Avril 1453. ajoute , ou qu'ils fussent empêchés en leur personne étant à la guerre , ou près de la Personne du Roy , comme Chambelans.

Ces causes & empêchemens ayant donné souvent occasion aux Baillifs & Senéchaux de s'absenter , il en arriva de grands abus par les pilleries que firent leurs Lieutenans.

C'est ce qui donna lieu à Charles VIII. de défendre aux Baillifs & Senéchaux de s'absenter pour quelque cause que ce soit , avec injonction de résider dans les principaux Sièges de leurs Jurisdctions. Cela est en termes précis dans son Ordonnance donnée à Moulins le 28. Novembre 1490. art. 5.

Ces défenses furent renouvelées par une Ordonnance de François II du mois de Juillet 1560. & par celle de Moulins de 1566.

Charles IX par son Ordonnance du 16. Novembre 1567. leur enjoignit de faire le tour & circuit de leurs Bailliages & Senéchaussées, y faisant tenir leurs assises dans les lieux & tems accoutumés.

Aux Baillifs & Senéchaux seuls, suivant l'art. 3. de l'Ordonnance de Cremieu, appartient le droit de convoquer le ban & l'arrière ban, quand il est mandé, de taxer & faire exécuter les taxes & contribution qui se font pour raison d'iceux, & de connoître de tous procès & differends qui peuvent naître à ce sujet. Ce qui a été confirmé par l'Ordonnance de Blois art. 316. 319. & 320.

Les mêmes Baillifs & Senéchaux suivant les articles 26. & 27. de l'Ordonnance de Cremieu, ont droit quand il se fait des Assemblées generales pour parvenir au fait de la Police des Villes, où il y a Siege Préfidal, Bailliage & Senéchaussée, de présider & conclurre, ou leurs Lieutenans, & aux élections qui se font des Maires, Echevins, Consuls & autres ayant l'administration des affaires communes, de recevoir le serment, & de proceder à l'installation des Officiers nommés & élus, suivant les Statuts & Reglemens des Villes, approuvés & confirmés par le Roy.

Ils connoissent pareillement des comptes des deniers communs & d'octroy, qui se doivent rendre, examiner, clore & arrêter devant eux, & de tous procès qui en peuvent naître, conformément à l'Ordonnance d'Orleans art. 94. & 95.

La reception des Officiers subalternes appartient aussi aux Baillifs & Senéchaux, suivant l'art. 80. de l'Edit de Cremieu, & de celle d'Orleans art. 55.

Cette dernière Ordonnance veut que tous les Officiers des Justices subalternes & des Haut-Justiciers ressortissans pardevant les Baillifs & Senéchaux, y soient examinés avant d'être reçus, par un des Lieutenans, ou plus ancien Conseiller du Siège, après information de leur vie & mœurs, sans néanmoins pouvoir prendre aucune chose pour leur vacation.

Il faut néanmoins excepter les Juges Royaux qui se reçoivent au Parlement.

Anciennement quand les Baillifs & Senéchaux n'étoient que des Commissaires envoyés par le Roy dans les Provinces pour administrer la Justice, ils jugeoient, comme nous avons dit, en dernier ressort, & n'avoient que le Roy au-dessus d'eux. Maintenant il y a entre-deux les Parlemens qui connoissent des appellations interjettées de leurs Sentences.

Les Jugemens, Sentences, Mandemens, Commisions exécutoires & autres actes emportant exécution, faits & expédiés dans les Bailliages, doivent être intitulés au nom des Baillifs, sans que les Lieutenans Généraux ou Particuliers les puissent intituler en leur nom, quand bien même ils auroient été par eux prononcés, on met seulement leur nom au bas des Sentences qu'ils ont renduës.

La Jurisdiction des Baillifs & Senéchaux est ordinaire ou extraordinaire.

Leur Jurisdiction ordinaire est le droit de connoître des matieres & affaires dont la connoissance leur appartient en premiere instance. Sçavoir.

I^o. Des causes du Domaine du Roy, des confiscations, droits d'aubaine, de bâtardise, de desherence, de reception de foy & hommage, tant par main souveraine, qu'autrement, de vérifications d'aveus & dénombremens, Lettres de souffrance & de confortement. Mais aujourd'hui la connoissance de toutes ces choses appartient à la chambre du Trésor & aux Trésoriers de France dans leur Province, ausquels elle a été attribuée.

II^o. Suivant l'art. 5. de l'Edit de Cremieu, de toutes les causes en matieres civiles, personnelles & possessoires des Nobles vivant noblement, tant en demandant qu'en défendant, ou ils seront parties, ou joints, y ayant intérêt & sans fraude.

III^o. Suivant l'art. 6. de la dation de tutelle & curatelle, bail de gouvernement, confession d'inven-

taire des biens des mineurs & personnes nobles vivant noblement, ensemble suivant l'art. 7.^e des partages des successions entre personnes nobles, quoique les héritages ou partie d'iceux soient roturiers.

IV^o. Ils connoissent encore suivant l'art. 12. de la vérification de toutes Lettres Patentes, contenant création de foires & marchés, affranchissemens & répit.

V^o. Des causes & matieres beneficales, & de tout ce qui en dépend, ainsi qu'il est porté par l'art. 13.

VI^o. Du crime de léze-Majesté Divine & Humaine, sacrilege, assemblées illicites, port d'armes, émotions populaires, des causes des Eglises de fondation Royale qui ont Lettres de garde gardienne, suivant l'art. 9.

VII^o. ils peuvent bailler Lettres ou commissions en forme.

La Jurisdiction extraordinaire des Baillifs & Sénéchaux est le droit de juger toutes les appellations des Sentences renduës par les Juges inferieurs de leur ressort.

Il y a deux sortes de Baillifs: les Baillifs de Robe-courte, & les Baillifs de Robe-longue.

BAILLIFS DE ROBE-COURTE, sont ceux qui ayant la propriété de la Justice du Bailliage, président lorsqu'ils sont reçus aux Sièges.

C'est aussi en leur nom que la Justice est renduë, de maniere qu'ils perçoivent les droits & émolumens attribués aux Juges.

On les appelle de Robe-courte, comme étant successeurs des anciens Baillifs & Sénéchaux, qui outre les fonctions de la Justice, avoient encore des droits dans l'épée, comme de conduire le ban & arrière-ban de leur Bailliage & Sénéchaussée.

Pendant le tems que la Noblesse se faisoit un ridicule point d'honneur de n'avoir aucune teinture des Lettres, les Baillifs de Robe-courte laisserent à leurs Lieutenans ce qui étoit du fait de la Justice, pour s'occuper uniquement aux armes.

Depuis les Roix par leurs Ordonnances les contraignirent à prendre des Lieutenans. Cependant comme

la Justice leur appartenoit, ainsi que nous l'avons dit, ces Baillifs avoient besoin de se faire recevoir dans les Sièges de leur Justice, ils y venoient en épée, qui étoit la marque de leur noblesse & de leur pouvoir dans les armes. Depuis n'assistant plus aux Audiances, & portant un habit militaire, ils ont été apellés Baillifs de Robe-courte.

L'usage aujourd'hui se conserve encore, que les Baillifs de Robe-courte soient reçus en épée. Ils n'ont pas besoin d'être gradués pour être admis à leurs Charges qui sont venales & sujettes au droit annuel.

BAILLIFS DE ROBE-LONGUE, sont ceux qui lettrés & gradués peuvent rendre la Justice en personne.

Par les Ordonnances d'Orleans art. 48. de Moulins art. 21. de Blois art. 263. les Baillifs ne peuvent être que de Robe-courte, mais ces articles ont été sans exécution, & François II. par son Edit du mois de Juillet de 1560. donne pouvoir aux Baillifs de Robe-longue de vacquer aux choses qui dépendent du fait de la force, comme il est permis à tous Baillifs & Sénéchaux, & de même qu'ils feroient s'ils tenoient leurs Offices en Robe-courte, enjoignant aux Nobles du ban & arriere-ban de leurs Bailliages & Sénéchaussées, & les communes du plat pays, de leur obéir sans en faire aucune difficulté.

Il y a aujourd'hui des Sièges Royaux ressortissans nuëment au Parlement, qui ont tous les droits & toutes les fonctions des Baillifs pour ce qui concerne la Justice, & qui n'ont point ce qui concerne la force & l'épée.

Au reste les appellations des Baillifs & Sénéchaux relevent nuëment & sans moyens au Parlement.

BAILLIF DU PALAIS, est le Juge qui connoît de toutes causes, tant civiles que criminelles dans l'étendue de son ressort, qui ne comprend aujourd'hui que les cours, salles & galleries du Palais.

Il a le même pouvoir que les Lieutenans Généraux, Baillifs, Sénéchaux. Les appellations tant en matiere

civile que criminelle, qui sont interjettées de ses Sentences, se relevent au Parlement, comme celles qui sont interjettées des autres Baillifs & Sénéchaux.

BAILLIF DE L'ARSENAL, est un Juge qui connoît des differends entre les Officiers & Ouvriers employés à l'entretien & conduite de l'artillerie & choses qui y appartiennent.

Il ne connoît point des fautes des Salpêtres dont la connoissance appartient aux Juges Royaux, suivant l'article 74. de l'Ordonnance d'Orleans.

Il prétend connoître des crimes commis dans l'enceinte de l'Arsenal, mais cela lui est disputé par le Châtelet de Paris.

BAILLIFS CHATELAINS, sont les Juges des causes d'apel en la Seigneurie & Justice subalterne, art. 61. de la Coutume de Senlis.

BAILLISTRES. *Voyez* bail de mineurs. *Voyez* aussi garde.

BAN, se prend communément pour des criées & publications, d'où vient qu'on dit publier des bans de mariage; c'est aussi pour cette raison que dans quelques Coutumes on se sert du mot bannies & bannir, pour signifier publication & publier.

La publication des bans de mariage doit être faite par le Curé ou Vicaire des Parties contractantes, avec le consentement de leurs peres & meres, à la grand' Messe, par trois jours de Fête. On n'en donne guere dispense qu'après la premiere, pour cause légitime, & à la requisition des Parens.

La seule omission de publication de ban entre majeurs ne causeroit pas la nullité d'un mariage, elle n'en prouveroit que la clandestinité. Mais le mariage dévenant connu & public dans la suite, ne laisseroit pas de produire tous les effets civils, pourveu que d'ailleurs il n'y eût point d'empêchement dirimant.

Les Certificats des bans faits en termes generaux ne servent de rien, il faut qu'ils contiennent le tems de leur publication, & soient tirés des Registres des Cu-

rés des Paroisses de la demeure des contractans.

S'il y a opposition aux bans, fondée sur promesse de mariage, il faut se pourvoir devant le Juge d'Eglise, parce qu'il s'agit alors *de fœdere matrimonii* ; mais si elle est fondée sur la connoissance de quelqu'empêchement légitime, il faut se pourvoir devant le Juge Laïc, parce qu'il s'agit d'un fait.

BAN ou bannissement, est une peine afflictive & infamante, à laquelle on condamne ceux qui n'ont pas tout-à-fait mérité peine de mort. Si le bannissement est à perpétuité hors le Royaume, il emporte la mort civile.

En tant que le bannissement est désigné par le mot de ban, on dit dans ce sens qu'un homme garde son ban, pour signifier qu'il est absent du Royaume ou de la Province d'où il a été banni. *Voyez* bannir.

La raison pour laquelle le bannissement s'appelle ban, & même quelquefois publication, c'est qu'autrefois il se publioit à son de trompe.

La peine de ceux qui ne gardent point leur ban, & qui sont repris, est d'être condamnés aux galeres, s'ils ont été bannis par Sentence Prévôtale, ou jugement en dernier ressort, selon la Déclaration du 31. May 1682.

A l'égard des femmes & des filles bannies par Sentence Prévôtale & Jugement en dernier ressort, la peine est, quand elles sont reprises, d'être enfermées dans les Hôpitaux généraux les plus prochains, selon la Déclaration du 29. Avril 1687.

Mais pour ce qui est des hommes & des femmes bannis par Arrêt qui ne gardent leur ban, la peine est ordinairement de mort, selon ladite Déclaration de 1682.

BAN, se prend pour un droit de bannalité que les Seigneurs, en vertu d'un titre particulier, ont dans l'étendue de leur Seigneurie.

Dans ce sens, on dit four, moulin ou pressoir banal ou à ban. Sur quoy il faut remarquer que le mot

de ban , à ce que quelques-uns prétendent , est formé du mot *bannir* , qui signifie prohiber ou empêcher , quoique l'on puisse dire que ban se prend ici pour publication avec injonction sous quelque peine , comme il s'observe en quelques lieux où ce droit est établi , dans lesquelles on a coutume d'appeler & de crier à haute voix à cor & à cri , que l'on vienne au four , au moulin , ou au pressoir.

Le droit de bannalité peut être valablement établi par une Communauté d'habitans au profit du Seigneur féodal & Haut-Justicier , pour une cause juste & légitime , pourvu que le Seigneur soit fondé en titre.

Mais il faut que ce soit un titre valable ou un aveu & dénombrement ancien , comme il est porté par les articles 171. & 172. de la Coutume de Paris.

La raison est que le droit de bannalité , qui est une vraie servitude contraire à la liberté naturelle , tant des personnes que des héritages , ne se peut acquérir sans titre valable , & que par écrit , conformément à la disposition du Droit. *Voyez* bannal , bannalité. *Voyez* bannir.

BAN A VENDANGER , est le droit qu'a le Seigneur de fixer & arrêter le tems des vendanges au tems convenable & nécessaire ; de sorte que personne ne peut vendanger auparavant.

Les Gentilshommes ni les Ecclésiastiques ne sont pas exempts de ce droit , parce que c'est une charge réelle & patrimoniale.

Dans les vignobles où il n'y a point de Seigneurs qui aient ce droit , il appartient aux Officiers de Police.

BAN A VIN , est le droit qu'a le Seigneur d'empêcher qu'il ne se vende en détail d'autre vin que le sien pendant un certain tems , qui est d'un mois ou six semaines , suivant l'usage des lieux. En Dauphiné ce droit est cessible.

Les Seigneurs ne doivent en vertu de ce droit , vendre que le vin de leur crû , si le titre n'est contraire.

BAN ET ARRIERE-BAN. Ban est la publication ou convocation

convocation à cri public de tous les Nobles d'une Province pour aller servir le Roy dans ses armées, de qui ils tiennent un fief sans moyen; & l'arrière-ban est la convocation des vassaux qui relevent du Roy médiatement, pour aller servir le Roy dans ses armées conjointement avec leur Seigneur.

Par ban on entend encore la convocation de ceux qui possèdent des fiefs qui sont chargés envers le Roy de services particuliers à la guerre, comme les Comtes, les Barons, les Châtelains, &c.

Par arrière-ban on entend la convocation de ceux qui possèdent des fiefs francs, c'est-à-dire, des fiefs qui ne sont point chargés de services particuliers.

Ceux qui ne peuvent aller à l'arrière ban pour ne pouvoir porter les armes, sont taxés à une certaine taxe dont sont tenus non seulement les propriétaires des fiefs, mais aussi les douairiers & les autres usufruitiers.

Toutes sortes de personnes sont sujettes à cette taxe, il n'y a que les Ecclésiastiques qui en soient exempts.

Nos Rois n'avoient pas anciennement beaucoup de troupes réglées, ou de milices entretenues à leurs dépens; leurs vassaux quand il y avoit guerre, étoient obligés de les secourir au premier commandement. Ils ne convoquoient d'abord que le ban, & quand ce premier secours ne suffisoit pas, ils convoquoient aussi l'arrière-ban.

Aujourd'hui que les forces de l'Etat consistent en forces réglées, le ban est confondu avec l'arrière-ban, & le Roy n'exige ces deux secours que dans de pressantes nécessités. *Voyez* Brodeau sur l'art. 40. de la Coutume de Paris.

BANC DANS L'EGLISE n'appartient de droit à personne, hors le Patron & le Haut-Justicier; ainsi il en faut obtenir la permission des Marguilliers, laquelle ne se donne qu'à vie, à la charge de quelque redevance par an.

Mais quoique les bancs & les places des Eglises ne se doivent jamais donner à une famille pour toujours,

& que ces places soient personnelles, néanmoins les veuves, enfans & héritiers de ceux à qui elles ont été accordées, sont préférés à toutes autres personnes qui les demanderoient, moyennant une reconnoissance qu'ils font à l'Œuvre.

BANLIEU, se prend pour les environs d'une Ville qui sont dans l'étendue d'une lieuë.

On se sert aussi de ce terme pour signifier l'étendue d'une Jurisdiction, dans le détroit de laquelle le Juge ordinaire de la Ville peut faire bannie & proclamation.

BANNAL, se dit d'un lieu public qu'un Seigneur a droit d'établir pour y faire moudre la farine, cuire du pain, ou pressurer le vin des habitans de sa Seigneurie.

BANNALITÉ de moulin, four ou pressoir, est un endroit par lequel le Seigneur peut obliger ses sujets, c'est-à-dire, ceux qui sont demeurans dans l'étendue de sa Seigneurie, de venir moudre ou cuire en son moulin ou en son four, ou de se servir de son pressoir pour pressurer leurs vendanges.

Les Seigneurs Hauts-Justiciers ne peuvent avoir droit de bannalité que par des concessions du Roy & des titres ou dénombremens anciens. Ce qui est si vray, qu'ils ne peuvent pas acquérir de bannalité par une possession immémoriale.

L'effet de la bannalité est d'avoir droit de défendre aux habitans sujets à la bannalité de faire moudre leurs grains, cuire leurs pâtes, & presser leurs raisins dans d'autres moulins, fours & pressoirs, que dans ceux auxquels la bannalité est attribuée.

Si un habitant avoit fait construire un four, un moulin à eau ou à vent, ou un pressoir pour son usage particulier, au préjudice du droit de bannalité, le Seigneur seroit en droit de le faire démolir, quelque possession qu'eût le sujet, s'il manquoit de titre ou s'il n'avoit pas une possession de trente ans.

Celui qui tient fief dans l'étendue d'un Seigneur qui a droit de four ou de moulin bannal, n'est pas exempt

de la bannalité qui s'étend sur tous les habitans du lieu, de quelque condition & qualité qu'ils soient.

Un Boulanger public n'est pas exempt d'aller cuire au four bannal, & de moudre aux moulins bannaux, ce qui est pour son usage & pour sa famille.

Ce droit paroît être une suite de la servitude que les Seigneurs avoient autrefois usurpé contre leurs sujets, comme il est défavorable, il ne reçoit point d'interprétation en faveur des Seigneurs.

Ainsi ce droit n'oblige point les forains qui ont des terres dans l'étendue de la Seigneurie qui a droit de bannalité, quand ils n'y font pas de résidence ordinaire, en sorte qu'il est restreint aux seuls habitans, excepté le Curé de la Paroisse qui en est exempt.

De plus, ce droit se peut prescrire par les habitans contre leur Seigneur, quoiqu'ils ne puissent pas l'acquiescer sur eux par quelque possession que ce soit. *Voyez ci-dessus ban.*

BANNERETS, sont des Seigneurs dominans qui ont droit de lever une Compagnie & de porter bannière pour faire assembler leurs vassaux quand l'arrière-ban est convoqué.

BANNIERE, est la Compagnie des vassaux que le Seigneur fait assembler pour servir le Roy à la guerre.

BANNIR, est défendre à quelque criminel un lieu, une Province, ou le Royaume à tems ou à perpétuité.

Le bannissement à perpétuité ou au-dessus de neuf ans, se fait toujours hors le Royaume, & emporte la mort civile.

Les Hauts-Justiciers ne pouvoient autrefois bannir que hors leur territoire. Aujourd'hui il leur est permis de bannir hors le Royaume.

Un homme banni d'une Province, est capable de tous les effets civils. Il peut même exercer le retrait lignager dans la Province où il a été banni. Il y peut ester en jugement, en élisant domicile & constituant Procureur. Dès que son ban est accompli, il peut revenir

dans le lieu d'où il a été banni, mais il faut qu'il y mene une vie privée sans y pouvoir non plus qu'ailleurs exercer aucune Charge publique.

Le bannissement à tems emporte infamie, mais non pas la confiscation des biens. Ainsi les bannis à tems demeurent toujours propriétaires de leurs biens & on doit pendant leur ban signifier à leur dernier domicile les actes de Justice qui les regardent. Ordonnance de 1667. tit. 2. art. 8.

Le tems de leur bannissement court dans la prison, quand ils y sont retenus pour dépens, dommages & intérêts, & autre cause, par la raison que, *afflictio non est addenda afflictio*.

Ceux qui sont bannis à perpétuité sont réputés morts civilement, & dans les Pays de confiscation, leurs biens sont confisqués.

Ils ne peuvent ester en jugement, ils sont incapables de succeder, de retrait lignager, d'autoriser leurs femmes, ni de contracter mariage; quant aux effets civils, les enfans qui seroient issus d'un tel mariage, ne succederoient point à leur pere, & la femme ne pourroit demander de doüaire ni de conventions matrimoniales.

Comme les biens d'un banni à perpétuité sont confisqués, ou sont transmis en la personne de leurs présomptifs héritiers dans les Pays où la confiscation n'a point lieu, la femme qu'il auroit épousée avant que d'être banni, prend son doüaire coutumier ou préfix sur ses biens, & sa part dans la communauté, parce que la confiscation ou la succession des biens d'un condamné à mort civile, n'a lieu qu'à la charge des dettes.

Mais si le banni à perpétuité a obtenu des Lettres de rapel, & qu'elles soient enterinées, il est remis en tous ses droits, au préjudice du Seigneur ou autre confiscataire, pourveu que le Roy ou le Seigneur n'ait pas avant l'impétration de la remission disposé à titre onereux des biens confisqués; & à l'égard des fruits perçus par le confiscataire, il n'est pas obligé de les restituer

à cause de la remission qui seroit depuis survenuë. *Voyez* ban.

BANQUE, signifie commerce & trafic d'argent qu'on fait remettre de place en place, d'une Ville à une autre par des Lettres de change & par correspondance.

Les Compagnies & Sociétés de Banque & Marchandises se font en deux manieres, & sont aussi distinguées en deux noms: à sçavoir, Compagnie libre, & de Commandite.

La Compagnie libre oblige non seulement ceux qui en portent le nom, mais aussi les Associés en icelle, tant pour le fond ou capital qu'ils y ont mis, que pour le plus qu'ils pourroient y avoir de perte, ni plus ni moins que si tous étoient nommés & solidairement obligés.

La Commandite ou Compagnie conditionnée, oblige tous les Associés pour le fond & capital qui est en icelle & non davantage, partant s'il arrive qu'ils perdent plus grande somme que leur fond, il n'y a que ceux qui portent le nom de la Société qui soient obligés pour le surplus.

Pour cet effet en toutes Compagnies bien réglées, on fait des écrits de Compagnie qui contiennent la distinction susdite, le capital qu'il y a, le tems qu'elles doivent durer, la distribution des profits ou pertes, la défense de pouvoir négocier hors d'icelles, la fin ou continuation en cas de mort, ce que l'on doit aumôner aux pauvres, & autres particularités.

Pour observer un bon ordre dans les affaires & les comptes de Banque, ceux qui font des affaires importantes ont plusieurs Livres qui ont differens noms, comme nous l'avons remarqué, *verbo* Livres de comptes.

BANQUE, est aussi un terme synonyme à celui de Caisse, & alors il signifie le lieu où les Banquiers renferment leur argent.

BANQUEROUTE en general, est la déroute des affaires d'un Négociant ou Marchand, & ce ter-

me vient de l'Italien *Banca rota*, qui veut dire Banque rompuë.

BANQUEROUTE, dans sa propre signification, signifie la déroute fraudeuse d'un Négociant ou Marchand qui s'est enfui, & a emporté ses meilleurs effets, en fraude de ses créanciers; en quoy la banqueroute differe de la faillite, ou déroute d'un Négociant arrivée par accident & sans fraude.

Quoique dans la regle ordinaire tout accusé & prévenu de crime même capital, ne perde pas la faculté de disposer de ses biens par routes sortes d'aliénations, comme nous avons dit ci-dessus, *verbo* accusé, néanmoins ceux qui sont poursuivis pour avoir fait banqueroute ne peuvent plus faire aucunes aliénations, & même celles qu'ils auroient faites dans les dix jours qui ont précédé leur banqueroute, sont réputées non valables, & peuvent être à la requête des créanciers, déclarées nulles.

Il y a plus, c'est que les cedules reconnues par un homme peu avant qu'il ait fait faillite ou banqueroute, n'ont point d'hypothèque ou préjudice des autres cedules non reconnues. Elles viennent toutes au même degré.

Cependant les payemens faits à des créanciers de bonne foy, par le débiteur qui étoit sur le point de faire banqueroute, sont valables, & on ne peut y donner atteinte.

Une femme séparée de biens par faillite ou banqueroute de son mari, doit jouir de son augment de dot dès l'instant de la séparation, en baillant caution: quoique la propriété de l'augment de dot ne lui appartienne qu'en cas de survie à son mari.

On condamne les banqueroutiers au pilori & aux galeres. Ceux qui sont convaincus d'avoir favorisé une banqueroute frauduleuse, sont punis extraordinairement, & quelquefois des mêmes peines que le banqueroutier. Ce qui dépend des circonstances, & de la part qu'ils ont eu dans son mauvais dessein, & de ce qu'ils

y ont contribué. Mais pour peu qu'un homme ait part à une banqueroute, il est condamné par corps au payement des sommes dûes par le banqueroutier.

BANQUIERS, sont des personnes publiques, qui ont des correspondances dans les pays étrangers; ou d'une ville à une autre, auxquels on s'adresse pour faire tenir une somme d'argent en quelque'endroit. Ce qui se fait par Lettres de Change qui se tirent de place en place; comme de Paris à Lyon.

Comme ils font un négoce d'argent, ils sont obligés d'en avoir toujours dans leurs Caisses ou Banques, pour acquiter les Lettres de Change que leurs Correspondans ont tirées sur eux. Aussi leur donne-t-on un droit sur les sommes qu'ils reçoivent pour les acquiter dans un autre lieu.

Ce droit appelé le Change, est un quart, un tiers, ou un demi pour cent par mois, suivant le cours du Change.

Ceux qui ont obtenu des Lettres de Repi, fait contrat d'atermoyement ou faillite, sont exclus de ces sortes d'emplois qui ne doivent être confiés qu'à des personnes dont la probité, la conduite & les facultés puissent répondre des sommes qu'ils reçoivent, sous une espece de foy publique, pour les remettre ailleurs.

Un Banquier qui accepte une Lettre de Change, n'est point tenu de connoître celui qui est dénommé dans la Lettre, auquel il est mandé de bailler l'argent, il suffit que la Lettre ne puisse être accusée de faux, pour la payer valablement au porteur.

BANQUIERS EXPEDITIONNAIRES EN COUR DE ROME, sont des Officiers qui se chargent de faire venir toutes les Bulles, dispenses & autres Expéditions qui se font en Cour Romaine, & en la légation d'Avignon, soit de la Chancellerie, soit de la Pénitencerie.

Leur emploi est de solliciter & faire obtenir en Cour de Rome les Rescrits, Bulles & les autres Actes qui s'y expédient en faveur des particuliers.

Sans leur Certificat, les Expéditions obtenues en

Cour de Rome, ne font point foy en Justice.

A l'égard des cas où ils sont responsables des dommages & intérêts des parties. Voyez M. le Prêtre, 1. Cent. Ch. 87. & Charondas Liv. 10. Resp. 10.

BAPTISER, se prend pour déclarer & alleguer, comme quand on dit baptiser possession contraire, qui est lorsqu'en cas de complainte, le défendeur propose & allegue une possession & jouissance contraire à celle alleguée par le demandeur.

BARONIE, qui étoit anciennement la première Seigneurie après la Souveraineté, n'est aujourd'hui qu'une dignité attachée à un Fief, laquelle est plus éminente que celle du Seigneur Châtelain, & moindre que la qualité de Comte.

BARRAGE, est un droit dû à quelques Seigneurs, qui se leve sur les marchandises qui passent dans le détroit de leur Seigneurie, tant par terre que par eau.

Ce droit est appelé barrage à cause de la barre qui traverse le chemin pour empêcher le passage, jusqu'à ce qu'on l'ait payé.

BARRE DE LA COUR, étoit un lieu attenant l'Auditoire, où il y avoit une barre qui separoit les Procureurs d'avec les Conseillers commis pour faire les adjudications & régler les appointemens.

BARRE, se dit encore de quelques Jurisdictions subalternes: par exemple, la Jurisdiction temporelle du Chapitre de Paris est appelée la Barre du Chapitre de Nôtre-Dame.

BARREAU, est le lieu où l'on plaide, ainsi appelé à cause qu'il y a une barre pour separer les Avocats des Juges.

Ce terme signifie quelquefois la discipline du Palais, on s'en sert aussi pour signifier le Corps des Avocats.

BARRIERE DES SERGENS, est un pavillon où se tiennent les Sergens pour attendre la pratique.

Autrefois c'étoit la barriere de l'Hôtel Seigneurial où l'on rendoit la Justice, dont ils étoient comme les gardes. On leur a permis depuis de bâtir à côté un pe-

tit logement qui a retenu le nom de Barriere.

BASILIQUES, ce nom vient selon quelques-uns du mot Grec *Basilicos*, qui signifie Royal ou Impérial, d'autres tirent ce nom de l'Empereur Basile qui avoit le premier entrepris l'ouvrage contenu dans les Basiliques.

Quoiqu'il en soit, les Basiliques sont une collection des Loix tirées du Corps du Droit Romain, & des nouvelles Constitutions des Empereurs depuis Justin le jeune jusqu'à Basile.

Cette collection fut commencée par cet Empereur, & achevée sous Leon le Philosophe. Elle avoit été pendant un très-long-tems ensevelie dans les ténèbres, lorsque Helvetus lui fit voir le jour, mais de soixante Livres que contient cette collection, il n'en fait paroître que sept, auxquels M. Cujas en a depuis joint trois autres.

Enfin de ces soixante Livres nous en avons aujourd'hui quarante & un que Fabrot a traduit en Latin: Il a même rétabli autant qu'il lui a été possible les dix-neuf Livres qui manquoient, qu'il a tiré de la traduction de Leunclavius, & d'une infinité d'autres endroits.

BAS-JUSTICIERS, sont des Seigneurs qui ont droit de basse-Justice, & dont les Juges par eux nommés peuvent connoître entre les sujets de la Justice des actions personnelles qui n'excèdent pas trois livres quinze sols, & condamner pour délit à l'amende de sept sols six deniers. *Voyez* Justice.

BASOCHE, est la Communauté des Clercs du Parlement de Paris anciennement établie pour connoître des differends qui naissent entre les Clercs, & régler leur discipline. Et à l'égard des contestations qui surviennent entre les Officiers de la Basoche, elles doivent être réglées par l'ancien Conseil, c'est-à-dire, par le Chancelier & les Procureurs de la Cour.

Quelques-uns prétendent que le mot de Basoche vient du terme *Basilica*, qui signifie le Palais du Prince, ou le lieu où se rend la Justice,

D'autres veulent qu'il soit tiré du mot Grec qui signifie en Latin *uicacitas*, & en François discours plaisant. En effet, quoique nos Rois ayent accordé aux Clercs de la Basoche plusieurs privileges pour leur donner de l'émulation, tout ce qui se passe entr'eux n'est qu'un jeu d'esprit, qui en les exerçant agréablement, ne laisse pas de les rendre capables d'une profession plus serieuse.

Cette Jurisdiction porte le titre de Royaume de la Basoche, titre qui paroît d'abord fabuleux, mais qui donne aux Officiers de cette Jurisdiction un droit effectif de connoître souverainement de tous les differends de Clerc à Clerc, pendant qu'ils sont Clercs, tant en matiere civile que criminelle.

Son institution a commencé dès le tems que le Parlement a été fait sedentaire à Paris. Les Procureurs qui se trouvoient d'abord en trop petit nombre à cause de la multitude d'affaires qui étoient pendantes en la Cour, demanderent des Aydes pour travailler avec eux.

Le Parlement après avoir délibéré sur cette demande, leur permit environ l'an 1303. de prendre de jeunes gens pour les faire travailler dans leurs Etudes. Ces jeunes gens apliqués à la procedure, plaidoient volontiers souvent les uns contre les autres, leurs differends étant portés en premiere instance devant les Juges ordinaires, les détournoient de leur emploi.

Ces motifs donnerent lieu à l'établissement que fit Philippe le Bel, de la Basoche, de l'avis & conseil de son Parlement, qui voulut qu'entre eux il y eût un Roy, leur donnant le pouvoir de juger en dernier ressort, sous le titre & autorité du Royaume de la Basoche, comme aussi d'établir des Prevôts & Juridictions Basochiales dans les Sièges Royaux ressortissans au Parlement de Paris, à la charge de tenir à foy & hommage du Roy de la Basoche, devant lequel, ou son Chancelier, ressortiroient les appellations des Prevôts, à la charge que le Roy de la Basoche feroit faire mon-

tre tous les ans à tous les Clercs du Palais , & autres
ses supôts & sujets.

Le Parlement a par ses Arrêts confirmé cette Jurisdiction. Il y en a trois notables. Le premier est du 14. Juillet 1528. rendu contre l'Official de Paris. Le deuxième est du 27. Mars 1604. rendu contre le Lieutenant Civil du Châtelet. Le troisième est du 12. Avril 1642. rendu contre le Baillif du Palais.

Par ces Arrêts il est enjoint aux Clercs du Parlement de ne proceder ailleurs qu'au Royaume de la Basoche, quand il s'agit de differends de Clerc à Clerc , & que défenses sont faites à tous autres Juges d'en connoître.

Le pouvoir d'établir des Prevôts se prouve par les anciens Registres de la Basoche , dans lesquels il se trouve deux Arrêts , l'un d'enregistrement des Lettres d'érection & établissement d'un Siège & Jurisdiction Basochiale en faveur des Clercs du Siège Royal de Loches , & un autre pour les Clercs du Siège de Chaumont en Bassigny, en datte des 14. & 21. Février 1586. Les Lettres & Arrêts se trouvent scellés du sceau de la Chancellerie de la Basoche.

Ces érections de Prevôté se faisoient au commencement sous le titre de Prince de la Basoche , portant la foy & hommage au Roy de la Basoche en son Siège à Paris , avec obligation d'obéir à ses ordres & commandemens , & il n'y a pas d'aparence que le Prevôt Basochial du Châtelet de Paris , ni que le Prince de la Basoche du Présidial d'Angers , & plusieurs autres qui subsistent encore aujourd'hui , ayent été établis d'une autre maniere , puisqu'ils ne peuvent se dire Officiers du Roy ; ni d'aucun Seigneur.

La montre se faisoit tous les ans à Paris sur les mandemens du Roy de la Basoche , envoyez à ses Princes & sujets, avec ordre de se trouver à Paris , sous peine de grosses amendes , en plusieurs bandes & Compagnies, sous les habits & livrées des Capitaines dont chacun avoit un modèle.

Ces montres qui se faisoient en forme de Carouzel

attiroient beaucoup de monde , & firent tant de bruit , que François I. manda à son Parlement qu'il vouloit voir la montre du Roy de la Basoche , & qu'à cette fin il se rendroit à Paris dans tel temps. Le Roy de la Basoche sur l'avis qu'il en eut, requit à la Cour par l'Avocat Général de la Basoche , qu'il lui plût de vaquer les deux jours suivans.

Sur ce requisitoire M. le Procureur Général du Parlement ayant remontré quel'équipage du Roy de la Basoche étoit prêt & d'un air triomphant, & que le Roy François I. devoit se rendre le lendemain à Paris, & qu'attendu le grand nombre de supôts qui devoient s'assembler dans le Palais , il seroit difficile à la Cour de vacquer à l'expédition & jugement des affaires : après avoir consenti au requisitoire de l'Avocat du Roy de la Basoche , par Arrêt du 25. Juin 1540. la Cour ordonna que tout vacqueroit un jour ou deux. La montre se fit au jour marqué , & François I. la vit : il y avoit sept ou huit cens Clercs.

Vers le 15. Juillet 1548. le peuple de Guyenne s'étant mutiné , Henri II. y envoya le Connétable de Montmorenci avec une forte armée.

Pendant qu'on faisoit la levée , le Roy de la Basoche & ses supôts s'offrirent au Roy. Ils étoient environ six mille hommes, qui firent si bien leur devoir , qu'à leur retour le Roy voulant reconnoître leur service, leur demanda quelle recompense ils desiroient, ils répondirent qu'ils n'en demandoient aucune , & qu'ils étoient prêts de servir Sa Majesté où Elle voudroit les envoyer.

Le Roy content de cette réponse, leur donna de son propre mouvement la permission de faire couper dans ses bois tels arbres qu'ils voudroient choisir en présence du Substitut du Procureur Général aux Eaux & Forêts, pour servir à la cérémonie du plan du May, qu'ils avoient accoutumé de faire planter tous les ans le dernier Samedi du mois de May devant le grand Perron de la Cour du Palais. Et pour fournir aux

fraix de cette cérémonie, il leur accorda tous les ans une somme à prendre sur le Domaine, assigné sur les amendes adjugées au profit du Roy, tant au Parlement qu'en la Cour des Aydes.

De plus le même Henri II. accorda aux Trésoriers & Receveurs du Domaine de la Basoche, le droit de faire sceller gratuitement en la Chancellerie du Parlement une Lettre de tel prix qu'ils la trouveroient, & ordonna que sur les Arrêts rendus en la Basoche, il seroit expédié gratis des Commissions.

Enfin il permit au Roy de la Basoche & à ses supôts d'avoir dans leurs Armoiries (qui sont trois Ecritoires) Timbre, Casque & Morion pour marque de Souveraineté, ainsi qu'il est expliqué au long dans les Lettres de don que le Roy Henri II. leur a fait expédier l'an 1548. & qu'on prétend avoir été vérifiées en Parlement.

Quoiqu'il en soit, ils jouissent encore de ces droits & privilèges, à l'exception que les Commissions gratuites sur les Arrêts de la Basoche, ne s'expédient plus aujourd'hui en la Chancellerie du Parlement, qu'en payant les droits ordinaires.

Pour ce qui est du titre de Roy de la Basoche, il a été révoqué par Henri III. qui voyant que le nombre des Clercs alloit à près de dix mille, défendit qu'aucun sujet du Royaume prît le nom de Roy.

Cela fit passer tous les droits du Roy de la Basoche, en la personne de son Chancelier, dont les montres ensuite se trouverent reduites aux seuls Officiers de la Basoche, & Clercs du Palais, lesquels ont continué de les faire en plusieurs Compagnies jusqu'en l'année 1667. qu'elles ont cessé.

Il ne reste plus aujourd'hui que le Corps de la Jurisdiction de la Basoche, composé d'un Chancelier, de plusieurs Maîtres des Requêtes, d'un grand Audiancier, un Referendaire, un Procureur, & un Avocat Général, quatre Trésoriers, un Greffier, quatre Notaires & Secretaires de la Cour Basochiale, un

premier Huissier , & huit autres Huissiers , avec un Aumônier qui a voix délibérative , & séance après le grand Audiancier & le Referendaire, tous deux Maîtres des Requêtes extraordinaires.

Il paroît par ce que nous venons de dire , que les principaux Officiers de la Basoche portent les noms consacrés aux premiers Ministres de l'Etat , mais c'est sans conséquence.

Les procédures & instructions s'y font par des Clercs qui y sont reçus Avocats , & plaident pour les Parties. Il y a Audiance les Mercredis & Samedis dans la Chambre Saint Louïs , entre midy & une heure.

C'est le Chancelier qui y préside , & en son absence le Vice-Chancelier , ou le plus ancien Maître des Requêtes. Et pour faire Arrêt , il faut qu'il y ait sept Maîtres des Requêtes , outre le Chancelier ou autre qui préside.

Les Jugemens qui y sont rendus sont expédiés par le Greffier de cette Jurisdiction , sous ce titre. *La Basoche regnante en triomphe & titre d'honneur* : SALUT , & à la fin on met : *Fait audit Royaume le , &c.*

Ils sont souverains , & portent le nom d'Arrêts ; de sorte qu'on ne se peut pourvoir contre que dans cette même Jurisdiction par requête qui se porte à l'ancien Conseil qui se tient par le Chancelier , assisté des Procureurs de la Cour.

Le nombre des Maîtres des Requêtes de la Basoche n'est point fixe. Il s'en fait tous les ans quatre , qui sont les quatre Trésoriers sortant de Charge. Les Avocats & Procureurs Généraux restent toujours jusqu'à vacation de leur Office.

Le Chancelier ne regne qu'un an , l'élection s'en fait tous les ans au mois de Novembre. Il ne peut être choisi que des quatre plus anciens Maîtres des Requêtes , Avocat & Procureur Généraux , & de leur Procureur de Communauté.

L'habit de cérémonie du Chancelier , est une robe & un bonnet, les autres Officiers portent en céré-

monie l'habit noir , le rabat & le manteau.

Le Chancelier ne peut ni être marié ni Beneficier. Il est obligé de donner un festin le jour de sa reception , c'est ce qu'on appelle entre eux droit & devoir. On lui donne acte à la fin du repas ; mais avant qu'il le puisse obtenir , il faut qu'il essuye quantité de contestations , qui font encore vuider grand nombre de bouteilles.

La Basoche prétend avoir jouï autrefois de quantité de droits & de privileges , dont les titres , à ce qu'on dit , ont été brûlés dans l'incendie du Palais. Ce qui est de certain , c'est qu'elle a toujours eu le droit de donner aux Clercs qui se veulent faire recevoir Procureur, le certificat de leur tems de Palais.

BASTARD , est un enfant né de la conjonction illicite de deux personnes qui pouvoient contracter mariage ensemble au tems qu'il a été conçu , en quoi il differe des enfans incestueux & adulterins.

Cependant sous le terme de bâtards , les enfans incestueux ou adulterins ne laissent pas quelquefois d'être compris , & alors bâtard se prend generalement pour tout enfant qui est né hors le mariage , ou pendant un mariage illicite.

Comme le mariage est la seule voye légitime de la propagation du genre humain ; on distingue la condition des bâtards de celle des enfans légitimes , & même on ne donne le nom d'enfans aux bâtards qu'en y ajoutant quelqu'expression , comme d'enfans naturels ou autre qui les distingue des enfans legitimes.

Ils sont capables du droit des gens & du droit civil comme ceux qui sont nés en légitime mariage , par la raison que c'est la naissance seule dans un Pays qui donne le droit de Bourgeoisie & la capacité des effets civils. Ils peuvent donc acquerir & posseder toutes sortes de biens , & posseder toutes sortes de Charges dans le Royaume.

Cela est d'autant plus juste , qu'on doit honorer la vertu quelque part qu'elle se trouve. Si la condition

de la naissance étoit en nôtre pouvoir , chacun naîtroit non seulement d'une couche légitime , mais d'une tige illustre & glorieuse. Mais indépendamment de nôtre volonté nous naîssons les uns sous le chaume d'une vile cabane , les autres sous le lambris d'un superbe Palais , les uns sous la Loy d'un mariage légitime , les autres sous la licence d'une conjonction reprouvée : on ne doit donc pas considérer les hommes par leur naissance , ni par la qualité de leur extraction , qui sont des événemens qui ne dépendent en aucune maniere de leur volonté

Si les bâtards ne peuvent être promûs aux Ordres , ni posséder des Benefices dans l'Eglise , ce n'est pas qu'on puisse leur rien imputer à l'occasion de leur naissance , mais c'est uniquement parce que la Majesté de la Maison de Dieu exige que ses Ministres & ses Officiers soient exempts de la moindre macule , même de celle qui ne peut être imputée qu'à ceux qui nous ont donné l'être.

Les bâtards pour ce qui regarde les dispositions qu'ils peuvent faire de leurs biens par actes entre-vifs ou par dernière volonté , ne different en rien des personnes nés d'un mariage légitime.

Mais comme ils ne sont réputés d'aucune famille , ils ne peuvent exercer le retrait lignager , ni porter les armes de leur pere , ni se qualifier d'Ecuyers , quoiqu'ils soient nés de pere noble ; & même quoique légitimés par Lettres du Prince , ils ne participent point à la noblesse de leur pere pour l'exemption de la taille , à moins qu'ils ne soient annoblis par les Lettres de légitimation.

Comme les bâtards *neque familiam , neque gentem habent* , par le droit commun & general de la France , ils sont incapables de toutes successions *ab intestat* , à la réserve de celles de leurs enfans légitimes , & de la succession qui peut leur appartenir par l'Edit , *Unde vir & uxor*.

Ainsi les bâtards ne succèdent pas à leur pere , pas même

même à leur mere, d'autant qu'on ne compte dans les familles au nombre des proches capables de succéder, que ceux à qui une naissance d'un mariage légitime a donné ce rang.

Il y a néanmoins quelques Coûtures qui appellent les bâtards à la succession de leurs meres avec les enfans légitimes, mais ces usages particuliers n'empêchent pas que la regle contraire ne merite seule d'être considérée comme nôtre droit commun & general, & comme plus conforme à l'honnêteté & aux bonnes mœurs.

Quoiqu'ils ne soient reputés d'aucune famille, ce défaut de naissance n'influe point sur les droits du sang qu'on présume devoir produire à l'égard des bâtards, les mêmes effets qu'ils ont coutume de produire en la personne des enfans légitimes.

Ainsi le pere ou la mere & l'enfant naturel sont admis à vanger la mort l'un de l'autre, & d'en recevoir les intérêts civils. La raison est que cette poursuite est de droit naturel, dont ils sont capables les uns envers les autres.

Il a été aussi décidé qu'on pouvoit recuser un Juge, & le faire abstenir de connoître des procès où son fils naturel avoit intérêt. Enfin ces droits du sang subsistent si veritablement, qu'ils empêchent le mariage entre les parens du bâtard & ses descendans. Bafnage sur l'art. 275. de la Coutume de Normandie.

Les bâtards sont non seulement incapables de succéder *ab intestat* à leurs peres & meres, mais aussi de leur succéder en vertu des dispositions universelles par donations entre vifs, ou dispositions testamentaires.

Cela s'est ainsi introduit parmi nous contre la disposition du Droit Romain, afin de détourner les hommes du concubinage, en ne leur permettant pas de disposer de leurs biens au profit de leurs enfans naturels : *& ita ut legitimorum potius liberorum procreationi studeant, quam illicitis conjunctionibus* ; d'autant que le public a intérêt à la conservation des familles qui ne

se peuvent entretenir que par des unions autorisées par les Loix.

Quelques Coutumes permettent aux peres & meres des bâtards, de faire en leur faveur des dispositions universelles entre-vifs ou testamentaires, la légitime réservée à leurs enfans nés en légitime mariage. Mais la plupart bornent ces dispositions à des donations modérées pour leurs alimens & entretien.

Dans celles qui n'en parlent point, les donations que les peres & meres peuvent faire à leurs bâtards, sont restraintes aux donations particulieres & modiques.

On doit en cela avoir égard aux circonstances, comme à la quantité des biens des peres & meres, & à la qualité des héritiers qu'ils laissent, si ce sont des enfans légitimes ou des collatereaux.

Alimens sont dûs aux enfans naturels par leur pere, s'ils n'ont un établissement certain. La raison est que l'obligation de fournir des alimens à ses enfans, est de droit naturel.

A l'égard des enfans incestueux ou adulterins, l'Empereur Justinien dans sa Nouvelle 89. chapitre dernier, a décidé qu'ils ne pouvoient pas en demander à leurs parens. Mais l'équité naturelle & la disposition du Droit Canonique a parmi nous prévalu à cet égard, & nôtre usage est qu'on leur en accorde.

Quoique les bâtards ne puissent recevoir de donations universelles de leur pere & mere, mais seulement de choses modiques pour leur tenir lieu d'alimens; néanmoins ils peuvent recevoir toutes sortes de liberalités d'autres personnes.

La raison est que l'incapacité des bâtards à cet égard n'est pas generale, mais relative à la personne de leurs peres & meres.

Les bâtards qui décèdent sans enfans légitimes, & sans avoir disposé entre-vifs ou par derniere volonté de leurs biens, n'ont point d'autres héritiers que le Roy qui prend leur succession par droit de bâtardise.

Ce droit est fondé sur ce que la succession *ab intest-*

rat, ne se déferé que par la parenté qui étoit entre l'héritier & celui à qui il succede : or nous ne reconnoissons pas d'autre parenté que celle que donne la naissance d'un mariage légitime, ainsi les biens d'un bâtard décedé sans enfans légitimes, sont vacans, & n'ont ni maître ni propriétaire, & par conséquent doivent appartenir au Prince qui est le Seigneur souverain de tout ce qui se trouve dans son Royaume n'avoir point de propriétaire.

Cependant comme les Seigneurs Hauts-Justiciers sont obligés à plusieurs charges à cause de leur Justice, les Rois ont bien voulu souffrir qu'ils prissent les biens des bâtards décedés sans enfans légitimes, pourveu que les bâtards soient nés dans leur Haute-Justice, y aient été domiciliés, & y soient décedés, & même que ces biens se trouvent ou soient situés dans la Justice du Seigneur qui les prétend. *Voyez droit de bâtardise.*

BATIMENT, est toujours réputé l'accessoire du fond sur lequel il est élevé, & la regle : *edificium semper sole sedit*, est observé par toute la France. *Voyez* ce que j'ay dit dans ma Traduction des Institutes sur les §. 29. & 30. du tit. 1. du 2. Livre.

BASTONNIER, est un ancien Avocat dont la Charge ne dure qu'un an, & qui pendant ce tems est le chef de la Communauté des Avocats & Procureurs du Parlement.

Il est aussi maître de leur Chapelle & de leur Confrerie, & préside au Siège qu'ils tiennent pour l'entretenement de la discipline du Palais & des Reglemens.

BAUX A L'EXTINCTION DE LA CHANDELLE, sont des baux qui ont lieu dans les adjudications des fermes du Roy.

On allume une chandelle ; tandis qu'elle brûle, tout le monde est reçu à encherir, & après qu'elle est éteinte ou qu'elle est diminuée jusqu'à un endroit marqué par une épingle, on n'y est plus reçu, & l'adjudication se fait au dernier plus offrant.

BAUX DES BIENS D'EGLISE ne se peuvent faire sans publications & écriteaux faits & posés. Quand ils sont faits par anticipation, il peuvent être déclarés nuls. *Voyez* bail par anticipation.

BAUX FAITS PAR LES SEQUESTRES, doivent, pour être valables, être faits en Justice, les Parties intéressées dûment apellées, & être précédés de trois publications. Ils ne peuvent être faits que pour une, deux ou trois années au plus, le tout à peine de nullité, & de dommages & intérêts.

BAUX JUDICIAIRES, sont ceux qui sont faits des héritages saisis réellement, à la poursuite du Commissaire aux saisies réelles, par autorité du Juge.

Ces baux ne durent qu'une, deux ou trois années, si tant la commission dure, & après ce tems ils doivent être renouvelés, autrement les Commissaires demeurent chargés, faute par eux d'avoir fait les diligences, six mois pour les biens de Paris, & un an pour les fermes de campagne, après lesquels ils sont déchargés de plein droit pour l'avenir.

Il n'y a que le bail judiciaire adjugé, qui dépouille la partie saisie : jusques-là il peut vendre en déleguant, faire des réparations, changer, augmenter le bien saisi, & les ouvriers qui ont travaillé sous ordres avant le bail judiciaire sont privilégiés.

Le Sergent qui saisit réellement un héritage, doit à peine de nullité y établir Commissaire par le même exploit. Et si c'est dans un lieu où il n'y ait point de Commissaire en titre, il établit le plus notable de la Paroisse, pourveu qu'il ne soit son parent, ni celui de la partie saisie ou du saisissant.

Lorsqu'il y a dans le lieu un Commissaire aux saisies réelles, c'est lui que le Sergent doit nécessairement établir au régime & gouvernement de l'héritage saisi. On porte ensuite cet exploit au Bureau du Commissaire aux saisies réelles, afin d'en faire l'enregistrement.

Dès que la saisie réelle est enregistrée, le devoir du Commissaire aux saisies réelles, est de faire saisir &

arrêter entre les mains des locataires ce qu'ils doivent des loyers, afin de mettre sous la main de Justice les revenus aussi-bien que l'héritage, & empêcher les locataires de payer à la partie saisie, par l'exploit de saisie & arrêt des loyers, le Commissaire leur fait donner assignation pour affirmer ce qu'ils doivent, après quoy c'est au poursuivant criées à dénoncer au Commissaire qu'il ait à faire les poursuites nécessaires pour proceder au bail judiciaire.

Le Commissaire aux saisies réelles pour n'être pas en demeure, & n'être pas responsable envers le créancier poursuivant de ce que pourroit faire la partie saisie, doit proceder au bail judiciaire. Pour cet effet il fait assigner les locataires à ce qu'ils ayent à déclarer s'ils veulent convertir leurs baux conventionnels en judiciaires.

C'est ce qui se doit ainsi pratiquer quand il s'agit de maisons scises à Paris ou dans une Ville, & alors il faut assigner les locataires de déclarer s'ils veulent convertir les baux conventionnels en judiciaires, pour ce qui reste à expirer de leur bail.

Si les locataires conventionnels veulent bien convertir leurs baux en judiciaires, on passe Sentence ou Arrêt: s'ils ne le veulent pas, on procede au bail judiciaire en la maniere accoutumée après les affiches & les remises ordinaires.

Si ce sont des maisons ou ferme de la campagne, le Commissaire fait proceder au bail judiciaire six semaines après l'enregistrement de la saisie réelle. Les fermiers conventionnels peuvent intervenir pour la conversion de leurs baux dont ils donnent copie. Mais après le bail adjudgé, ces fermiers ne sont plus reçus, si ce n'est que leur bail conventionnel excède le bail judiciaire adjudgé à un autre.

Le bail judiciaire se poursuit dans la Justice où le décret se poursuit.

Le Commissaire fait aposter des affiches aux portes de l'Eglise des lieux, & aux portes des maisons ou fer-

mes saisies une fois seulement , & il fait signifier jusqu'à trois remises , le tout avec le saisissant & la partie saisie.

Après les affiches apôfées & les trois remises , on procede au bail judiciaire à l'heure de l'assignation & au lieu marqué , le Juge en dresse un procès verbal & fait l'adjudication au plus offrant & dernier encherisseur.

L'adjudicataire paye les fraix faits pour parvenir au bail. Le Procureur qui se rend adjudicataire doit déclarer dans trois jours le nom , surnom , qualité & domicile de celui pour qui il a encheri , & faute de ce faire , après une simple sommation , le Commissaire est en droit de faire proceder à sa folle enchere à une nouvelle adjudication.

Quand le Procureur a fait sa déclaration , si celui au profit duquel la déclaration est faite , qui est présumé avoir donné le pouvoir , ne présente & ne fait recevoir sa caution dans la huitaine , le Commissaire fait proceder pareillement à sa folle enchere , & si le bail est adjugé à plus bas prix , c'est à lui à payer le surplus , à quoi il peut être condamné par corps.

L'adjudicataire donne bonne caution du prix du bail , & avant que de se mettre en possession , il doit faire dresser un procès verbal de l'état des lieux & des réparations qu'il est nécessaire d'y faire , & ce procès verbal se fait avec le saisi , le saisissant & le Procureur plus ancien des opofans.

L'adjudicataire peut employer en réparations une année quand les baux ne vont qu'à deux cens livres , & moitié quand ils vont à trois cens. Si les réparations vont à trois cens livres , on en fait bail au rabais.

Les quittances des ouvriers qui ont fait les réparations doivent être passées pardevant Notaires.

S'il y a éviction du bail judiciaire par l'adjudicataire du bien ou autrement , le preneur à bail judiciaire jouira le reste de l'année en payant à l'adjudicataire le prix du bail pour cette année.

Toutes ces formalités sont expliquées fort au long dans l'Arrêt de Reglement du 12. Août 1664. rapporté au second Tome du Journal des Audiances.

Quand on fait saisir un immeuble appartenant à plusieurs par indivis, si cet heritage ne se peut pas partager, comme sont un moulin, un pressoir, une tannerie, une brasserie, un jeu de paulme, l'on fait le bail judiciaire de la portion saisie seulement, soit d'un quart, d'un tiers ou moitié, ou autre part qui appartient au saisi.

Comme l'Ordonnance de 1667. ne donne point la contrainte par corps contre les femmes & les filles, si ce n'est en deux cas, il s'ensuit qu'elles ne peuvent point prendre un bail judiciaire, ni s'en rendre caution.

BEAU-FILS ET BELLE-FILLE, sont les enfans qui sont nés d'un premier mariage, à l'égard de celui ou de celle qui s'est marié en secondes nœces à leur pere ou à leur mere.

BEAU-FRERE, BELLE-SOEUR, termes relatifs entre deux personnes qui ont épousé le frere ou la sœur l'une de l'autre.

BEAU-PERE, est un terme relatif à l'égard des enfans d'un premier lit. Il se dit du mari qui a épousé leur mere en secondes nœces. Beau-pere se dit aussi de celui dont on a épousé le fils ou la fille.

BELLE-MERE, est pareillement un terme relatif à l'égard des enfans d'un premier lit. Il se dit de la femme qui a épousé leur pere en secondes nœces. il se dit aussi de celle dont on a épousé le fils ou la fille.

BEJAUNE, a été dit par corruption de bec jaune, on se sert de ce mot par métaphore des oisons & autres oiseaux qui ont le bec jaune. On l'applique à un apprentif qui n'a aucune teinture de l'art auquel il veut se donner.

Les Clercs apelloient Lettres de Bejaune, les Lettres qu'ils obtenoient autrefois à la Basoche au commencement de la Cléricature pour en marquer l'épo-

que & justifier de leur temps de Palais, lorsqu'ils voudroient se faire recevoir Procureurs.

Cela devoit être encore observé à présent, car un Clerc est quelquefois deux ou trois ans Copiste avant de faire Charge, pendant lequel tems ne dressant aucuns actes originaux de procédures, il ne lui est pas dans la suite aisé de justifier par écrit ses premières années de Cléricature.

BENEDICTION NUPTIALE, est le signe visible du Sacrement de Mariage, en quoy il differe des épousailles ou fiançailles, & de la consommation de mariage : Les paroles qui font la bénédiction nuptiale, sont : *Ego conjungo vos in nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti. Amen.*

Cette bénédiction se doit faire par le propre Curé, ou par un Prêtre par lui commis.

BENEFICE, en general est un don ou un privilege accordé à quelqu'un.

BENEFICE de division. *Voyez* division.

BENEFICE de discution. *Voyez* discution.

BENEFICE de restitution. *Voyez* restitution.

BENEFICE D'INVENTAIRE, est un privilege qui empêche la confusion des droits actifs & passifs d'une succession, avec les droits particuliers de l'héritier, en faisant par lui inventaire des biens du défunt dans le tems préfini par la Loy, au moyen de quoy il n'est tenu des dettes du défunt que jusqu'à la concurrence du contenu en l'inventaire.

Nous avons reçu en France ce benefice, lequel s'accorde à tous héritiers, soit testamentaires, soit légitimes, mais en Pays Coutumier l'héritier qui en veut jouir, doit obtenir des Lettres Royaux de benefice d'inventaire, qui ne sont pas necessaires en Pays de Droit écrit. Il suffit à la fin de l'inventaire, ou par le premier acte fait depuis, de déclarer qu'on se porte héritier par benefice d'inventaire.

Le benefice d'inventaire produit trois principaux effets. Le premier est que l'héritier n'est pas tenu des

dettes du défunt au-delà des forces de la succession, c'est-à-dire, au-delà des biens compris dans l'inventaire, enforte qu'après avoir employé tous les effets de la succession, ou les deniers provenans de la vente d'iceux au payement des dettes, s'ils ne sont pas suffisans, l'héritier par bénéfice d'inventaire, après qu'il a rendu son compte, ne peut plus être poursuivi.

Mais jusqu'à ce qu'il ait renoncé à la succession, comme il lui est loisible de faire, & qu'il ait rendu son compte, il peut être poursuivi, parce qu'il est toujours considéré comme héritier, & qu'il est présumé faisi des effets de la succession.

Le second est que ce bénéfice empêche la confusion des biens du défunt avec ceux de l'héritier. C'est pourquoi il peut poursuivre le payement de ce qui lui est dû, comme les autres créanciers, & jusqu'à ce qu'il soit entièrement payé, il n'est pas tenu de faire la délivrance des legs aux légataires, & lorsque les biens de la succession sont suffisans pour payer toutes les dettes, l'héritier bénéficiaire est en droit de distraire la falcidie des legs faits par le testateur.

Le troisième est, que s'il s'agit entre l'héritier bénéficiaire & les créanciers, de rendre compte de la succession bénéficiaire, & de discuter les biens & les effets qui en dépendent, l'héritier prend par préférence aux autres créanciers, les frais funéraires & les autres dépenses nécessaires faites pour la succession.

A l'exception de ces trois effets, il n'y a aucune différence entre l'héritier par bénéfice d'inventaire, & l'héritier pur & simple.

Il n'y a que les héritiers légitimes ou testamentaires, dans les pays où l'institution d'héritier a lieu, qui puissent se servir en France du bénéfice d'inventaire.

A l'égard des autres successeurs qui ne représentent pas le défunt, ils n'en ont pas besoin, d'autant qu'ils ne sont pas tenus des dettes de la succession au-delà de ses forces. Tels sont les légataires & donataires universels, & les Seigneurs Hauts-Justiciers qui succe-

dent en vertu de leur Haute - Justice , pour cause de bâtardise , de desherence ou de confiscation.

Quoique la femme prenne la moitié dans les biens de la communauté , après le décès de son mari , en l'acceptant , néanmoins elle n'est point tenuë des dettes de la communauté , au-delà de ce qu'elle en amende : Ainsi ce bénéfice lui est inutile.

Pour jouir du bénéfice d'inventaire , il faut que l'héritier fasse bon & loyal inventaire , c'est-à-dire , une description exacte & fidelle de tous les effets de la succession , meubles & immeubles , l'héritier déclarant qu'il n'en sçait point d'autres.

Quant aux immeubles , il suffit d'en inventorier les titres. En pays Coutumier s'il est justifié que l'héritier a soustrait & recelé quelques effets de la succession , il est réputé héritier pur & simple , ce qui n'a pas lieu en pays de Droit écrit. L'inventaire doit être fait en présence de ceux qui sont habiles à succéder , les créanciers apparens & les légataires , s'il y en a , présens , ou dûëment apellés ; si quelqu'autre habile à succéder , ou quelqu'un des légataires est absent , l'inventaire doit être fait avec le Procureur du Roy , ou le Procureur Fiscal du lieu où le défunt avoit son domicile.

L'inventaire doit être fait dans trois mois du jour de l'ouverture de la succession , & l'héritier qui l'a fait a un délai de quarante jours pour délibérer s'il se portera héritier ou non , suivant l'art. 1. tit. 7. de l'Ordonnance de 1667.

L'héritier n'est pas obligé de faire clore l'inventaire trois mois après qu'il aura été fait ; cette condition n'est requise que pour empêcher la continuation de communauté.

Il est permis à l'héritier bénéficiaire de faire ajouter à l'inventaire tous les effets qu'il auroit recouverts depuis , sans encourir la peine du recelé & divertissement.

Celui qui se veut porter héritier par bénéfice d'inventaire , n'est pas obligé de faire apposer le scellé , à moins qu'il ne demeure dans la maison du défunt , & quand

il est apôsé, il doit faire appeler les créanciers pour en voir la levée, autrement il seroit présumé s'être immiscé, & on pourroit le déclarer héritier pur & simple.

L'héritier par benefice d'inventaire est obligé de donner caution pardevant le Juge qui a enteriné les Lettres de benefice d'inventaire, ou pardevant qui l'héritier a déclaré se porter héritier par benefice d'inventaire, qui est le Juge naturel du défunt.

Cette formalité est nécessaire sous peine d'être déchû de ce benefice. Et quoique l'usage soit au Châtelet de Paris de prendre à cet effet une caution bannale, les créanciers de la succession peuvent obliger l'héritier d'en donner une bonne & suffisante, sur-tout quand il n'a pas des biens suffisans pour répondre de ceux de la succession.

Le testateur ne peut empêcher que celui qu'il institue héritier par son testament, se puisse porter héritier par benefice d'inventaire.

La raison est que cette faculté étant un benefice qui provient de la Loy, elle est de droit public, & par conséquent dès que la Loy ne permet pas à un testateur d'y toucher, il n'y peut être dérogé.

Pour empêcher que les instances des comptes de benefice d'inventaire ne soient immortelles, l'Ordonnance de Louis XIII. de l'an 1629 art. 128. veut que le compte du benefice d'inventaire soit clos dans dix ans, à peine d'être l'héritier bénéficiaire condamné au payement des dettes comme héritier pur & simple.

Voyez les Lettres de benefice d'inventaire, voyez héritier bénéficiaire, & ce que j'ay dit sur l'art. 342. de la Coutume de Paris.

BENEFICE D'AGE, sont Lettres d'émancipation par lesquelles un mineur obtient l'administration de ses biens, & par raport à ce, est réputé majeur en ce qui ne concerne, ni n'emporte l'aliénation de ses immeubles.

Ces Lettres s'obtiennent par le mineur & sont enterinées par avis de parens paternels & maternels, au

nombre de sept, à leur défaut on prend des amis. Il en est fait mention à l'art. 272. de la Coutume de Paris. Voyez émancipation. Nous remarquerons seulement ici que ces Lettres ne s'obtiennent ordinairement qu'à dix-sept ou dix-huit ans.

BIENS, en termes de Jurisprudence, signifient toutes sortes de possessions, & généralement tout ce qui compose nos facultés. Ils sont apellés biens, parce qu'ils rendent les hommes heureux. *Bona dicuntur ex eo quod beant homines, hoc est beatos faciunt.* D'où il s'ensuit que les choses qui ne sont point dans le commerce ne peuvent point proprement être apellées de ce nom.

Les biens sont meubles & immeubles. On les divise encore en choses corporelles, & choses incorporelles, comme sont les servitudes, les obligations & actions, les propres conventionnels, ou deniers stipulés propres, les rentes & les Offices.

On divise encore les biens en féodaux, censiers ou allodiaux.

BIENS D'EGLISE ne peuvent être vendus ni aliénés sans que l'information *de commodo aut incommodo* ait été préalablement faite, avec procès verbal de l'état des lieux.

Il faut aussi faire en Justice la publication de la vente, & faire recevoir les encheres avec le substitut de M. le Procureur Général.

Enfin la conclusion capitulaire doit être confirmée par l'Evêque Diocésain, & le contrat homologué par le Juge Royal des lieux.

Si les Ecclésiastiques qui font l'aliénation sont exempts de l'Ordinaire, l'approbation du Général de l'Ordre n'est pas suffisante, il faut la confirmation du Pape.

Les aliénations des biens d'Eglises faites sans formalités requises peuvent être cassées, nonobstant quelque prescription que ce soit.

BIENS DE COMMUNAUTEZ ne peuvent être alié-

nés sans solemnités. Mais les biens appartenans à des Communes sont inaliénables.

BIENS PATERNELS, sont ceux qui nous viennent du côté paternel, à la difference des biens maternels qui nous viennent du côté maternel.

Cette distinction de biens est de consequence à observer en Pays Coûtumier par raport aux propres, sur quoy il faut voir ce que nous avons dit sur la Lettre P. en parlant de la Regle : *Paterna paternis. Materna maternis.*

BIENS ADVENTICES. *Voyez* adventices.

BIENS DOTAUX. *Voyez* dot.

BIENS PARAPHERNAUX. *Voyez* paraphernaux.

BIENS VACANS, sont generalement toutes sortes de choses, meubles ou immeubles qui ne sont possédées par personne, & qui n'ont point de maître, comme sont les épaves, les héritages déguerpis, les terres désertes, délaissées & abandonnées, les successions vacantes, & toutes les autres qui ne sont possédées par personne.

Le mot de déshérence n'est pas si general, il signifie seulement l'héredité d'un Regnicole né en légitime mariage, & decédé sans avoir testé, & sans héritier aparent.

BIENTENANT, est celui qui possède à titre de succession, d'achat ou autre titre d'acquisition, des biens & des héritages qui ont appartenu à un autre.

Comme l'hypotèque est un droit réel qui suit la chose, & ne s'éteint point par la mutation de propriétaire, le créancier hypotequaire est en droit de faire assigner en déclaration d'hypotèque le tiers acquereur, comme bien tenant & possédant l'immeuble hypotequé à sa dette, quoique ce tiers acquereur n'y soit pas obligé personnellement.

BIFFER, signifie rayer & effacer une écriture. Quand un emprisonnement est déclaré injurieux, le Juge ordonne que le prisonnier sera mis hors de prison, & que son écrou sera rayé & biffé.

BIGAME, est celui qui est joint par le Sacrement de mariage à deux différentes femmes en même tems, ou celle qui s'est unie à deux hommes.

Les Loix Romaines défendoient la Poligamie, & déclaroient infames ceux qui en étoient convaincus. En France on ajoute à cette peine l'amende honorable, le carcan, & outre cela les galeres à perpétuité pour les hommes, & le bannissement ou la prison à perpétuité pour les femmes. *Voyez* Poligamie.

BIGAME, se dit encore de celui qui a été marié deux fois successivement. Ce qui cause une irrégularité, comme on peut voir dans l'introduction au Droit Canonique.

BILLAN, est un petit Livre qu'ont à Lyon les Banquiers & les notables Marchands, qui contient en abrégé tout ce qu'ils doivent, & tout ce qui leur est dû, pour en faire ou recevoir le payement à la prochaine Foire, au derrière duquel on écrit le virement des parties.

BILLET. *Voyez* simple promesse. *Voyez* écriture privée.

BILLET DE CHANGE, sont des billets causés pour valeur reçûë, non pas en argent, mais en une Lettre de Change fournie dans le même tems, ou qui est à fournir.

Quand ces billets sont faits pour Lettre de Change fournie, il faut qu'il fasse mention sur qui la Lettre de Change est tirée, à qui & en quel tems elle est payable, & de qui & en quelle maniere la valeur en est déclarée. Exemple.

Pour la somme de mille livres que je promets payer dans un mois à M. Viriat, ou ordre, pour Lettre de Change qu'il m'a fournie, payable par Daniel

de Lyon à deux usances, valeur déclaré comptant.

A Paris le

Le Clerc.

Quand ces billets sont faits pour Lettre de Change

à fournir , il faut qu'il fasse mention sur qui la Lettre de Change sera tirée , à qui & en quel tems payable , valeur de qui. Exemple.

Pour la somme de mille livres , dont je promets fournir Lettre de Change à M..... ou ordre dans mois sur Lyon aux prochains payemens de
pour valeur reçue comptant
de lui.

A Paris le

Le Clerc.

Les Billets de Change sont sujets aux mêmes diligences que les Lettres de Change , & doivent être demandés dans les dix jours de l'échéance , après lequel tems il n'y a plus de recours sur les Endosseurs. Ils ont le même privilege pour leur exécution que les Lettres de Change , & emporte la contrainte par corps.

BILLETS A ORDRE , c'est-à-dire , payables au créancier dénommé , ou à son ordre , emportent contrainte par corps , lorsqu'ils sont souscrits par Marchand , Négociant ou Banquier , quoique faits au profit de personnes qui ne sont pas de cet Etat. En quoi ils different des billets valeur reçue comptant , lesquels n'emportent contrainte par corps , que quand ils sont faits de Marchand à Marchand , pour raison de marchandise ou négoce dont ils se mêlent.

La raison de la difference est que le billet de valeur reçue n'est pas de sa nature un billet de commerce , & qu'il ne peut passer dans la main d'une autre personne que par la voye du transport fait par celui au profit de qui il est.

Tout au contraire le billet à ordre est un billet de commerce , & pourveu que l'ordre en soit mis au dos du billet , il peut sans transport passer en différentes mains : ainsi on ne regarde plus alors que la qualité de celui qui l'a souscrit , & non pas celle de celui au profit de qui il est originairement passé.

BILLETS PAYABLES AU PORTEUR , ou pour valeur reçue , sont des billets portant promesse de pa-

yer la somme qui y est contenuë pour valeur reçûë.

Ces billets n'emportent point la contrainte par corps , que quand ils sont faits entre Marchands ou Négocians & gens d'affaires.

BIS est un mot Latin qui signifie deux fois ; on s'en fert quand on paraphé des pieces , & qu'on en cote deux du même nombre , on met à toutes les deux *bis*.

Ce terme est aussi usité à la Chambre des Comptes, lorsqu'on fait double emploi , ou qu'il y a deux quittances rapportées pour la même partie , qui ne valent que pour une , on met sur l'une & sur l'autre *bis*.

NON BIS IN IDEM. Ces termes Latins contiennent une maxime , qui est que pour un même crime on ne prononce jamais un second jugement , & qu'on n'inflige point une seconde peine. *Voyez* absolusion.

BISSEXTE , est le jour qu'on ajoûte de quatre ans en quatre ans au mois de Février , pour remplacer les six heures que le Soleil employe à faire son cours chaque année , au-delà de 365. jours. Ce jour est appelé bissexté , parce qu'il est intercalé après le 23. de Février , qui est le 6. des Calendes de Mars , & parce que l'on compte dans cette année là deux fois le 6. des Calendes de Mars , *Bissexta Calendas* , on nomme bissexté le jour qui est intercalé ; & l'année où cela arrive , qui est composée de 366. jours , est apellée bissextile. *Voyez* la Loy 98. ff. *de verbor. signific.* Ce fut sous Jules Cesar , & dans la réformation qu'il fit du Calendrier qu'on introduisit le bissexté.

Le jour de bissexté ne se répand pas sur toute l'année pour faire que l'on soit dans l'an du retrait, comme j'ai fait voir sur l'art. 129. de la Coutume de Paris , Glose 6. nomb. 6.

BLAME , est une severe reprimande qui est faite par les Juges à un Officier pour prévarication dans sa Charge , ou à quelqu'autre personne pour crime.

Celui qui est blâmé dévient infâme , au lieu que celui qui est simplement admonesté ne le dévient pas.

BLAME ,

BLAME, signifie aussi le contredit que donne un cohéritier contre les lots qui lui sont présentés par son cohéritier, à l'effet de faire reformer les lots, sur quoi le Juge statue ce qu'il juge à propos.

BLAME enfin signifie contredit que fait un Seigneur contre le dénombrement qui lui a été baillé par son vassal, prétendant qu'il a omis quelques terres ou droits qui relevent de lui.

BLANC, Promesses, Billets & Lettres de Change où le nom du créancier est en blanc, & n'a été rempli que depuis que la demande a été faite en Justice, sont nuls suivant l'Ordonnance de 1629. art. 147.

BLANC SIGNE', est une feuille, demi feuille, ou quarré de papier signé au bas par celui qui a intention de s'obliger, donner quittance, ou transiger à la discretion de la personne qu'elle fait dépositaire de ce blanc signé, lui donnant pouvoir de le remplir de ce qu'elle jugera raisonnable suivant ce dont est convenu.

BLASPHEME, est ce qui est dit ou écrit contre la toute-puissance de Dieu, ou le respect qui lui est dû. Ainsi le blasphème se commet par paroles ou par écrit.

Par paroles, quand on profere contre l'honneur de Dieu, de la Sainte Vierge ou des Saints; des juremens, reniements & paroles impies.

Par écrit, quand on fait des livres & des libelles qui enseignent l'Atéisme, ou qui tendent à détruire la Foy Catholique, & les Mysteres de la Religion, ou qui donnent atteinte à l'honneur de Dieu, de la Vierge & des Saints.

Ces sortes de livres doivent être brûlés avec leurs Auteurs, ce qui dépend des circonstances.

A l'égard de ceux qui sont convaincus d'avoir proféré des blasphêmes, ils sont ordinairement condamnés à faire amende-honorable, avoir la langue coupée, & aux galeres à perpétuité. *Voyez* l'Edit du 28. Janvier 1681.

Enfin les impietés sont quelquefois punies du feu.

suivant leur énormité & les circonstances.

BLED que l'on doit, se doit rendre en espece ou en argent, suivant l'estimation qui en doit être faite, eu égard au tems du terme & non au tems de la demande. Henrys tom. 1. liv. 4. chap. 6. q. 42. *Voyez* l'Ordonnance de 1667. tit. 30. art. 1.

Le payement du gros dû aux Curés par les gros Décimateurs, doit être fait en bled-froment, à l'effet de quoy les gros Décimateurs doivent faire separer les gerbes de bled-froment qu'ils recueillent pour leurs dixmes, & les faire battre à part, si mieux ils n'aiment payer le bled-froment aux Curés en argent, à cinq sols près du meilleur de ce qu'il sera vendu aux marchés qui précédent & suivent immédiatement la saint Martin de chaque année.

Vente de bled en verd est défenduë par les anciennes Ordonnances qui ont été renouvelées par celle de Louis XIV. donné à Versailles le 22. Juin 1694. *Voyez* M. Dolive livre 4. chap. 9. *in Notis.*

Mais l'on peut après la saint Jean les faire saisir & y établir Commissaire, lequel Commissaire fait faire la moisson & ce qui est de sa commission.

BLESSÉ, qui meurt dans les quarante jours, est réputé mourir de la blessure qu'il a reçu, & celui qui l'a blessé est poursuivi comme homicide.

Mais quand il meurt après les quarante jours, l'accusé *non tenetur de occiso, sed de vulnerato duntaxat.* Il n'est pas obligé d'obtenir des Lettres de remission puisqu'il n'est pas censé coupable de mort, & il n'est condamné qu'à des dommages & intérêts.

BLOC, est un terme qui se prend collectivement pour signifier plusieurs choses considerées toutes ensemble.

On dit faire un marché en bloc & en tas quand on achete toutes les marchandises qui sont dans quelque lieu, & qu'on donne un certain prix de toutes sans les vouloir considerer en détail. Dans ce cas la vente est parfaite aussi-tôt qu'on est convenu de prix, & les den-

rées & marchandises ainsi vendues sont au peril de l'acheteur.

Il n'en est pas de même quand la vente est faite autrement qu'en bloc & en tas, & que le prix est réglé à tant pour chaque livre, pour chaque mesure ou nombre, car en ce cas la vente n'est parfaite que de ce qui a été compté, pesé ou mesuré, comme nous avons dit sur le §. 3. du titre 24. du liv. 3. des Institutes.

BOIS, est une substance qui prend sa nourriture & son accroissement du suc de la terre, & qui forme le corp des arbres.

Les Maîtres particuliers des Eaux & Forêts connoissent de l'exploitation des bois & forêts, & des délits commis au fait d'iceux, mais en cas de dégât universel, la connoissance en appartient au Grand-Maitre Reformateur de la Table de Marbre. Et à l'égard de la possession & propriété des bois, la connoissance en appartient aux Baillifs & non aux Maîtres des Eaux & Forêts.

Le bois se distingue en bois vif, bois d'entrée & bois mort.

BOIS VIF, est celui qui est debout & sur pied, vivant & prenant nourriture.

BOIS D'ENTREE, est celui qui est entre verd & sec, c'est-à dire dont quelques branches sont vertes & d'autres seches.

BOIS MORT, est celui qui est seché sur le pied & qui n'a plus de sève, ou qui étant coupé & abbatu, est gissant sur terre.

Ainsi par bois mort on entend le bois mort en cime & racine ou gissant, au lieu que mort bois est un bois qui quoique verd & sur pied, est ainsi appellé par corruption pour maubois ou mauvais bois qui n'a ni fruit ni graine.

Il y a neuf especes de mort bois désignées dans la Charte-Normande accordée par Louïs X. en 1315. sçavoir, seaux, marseaux, épines, puisnes, aunes, le seur ou sureau, genés, genievres & ronces. Ce qui

a été confirmé par l'Ordonnance de François I. sur le fait des chasses, art. 55.

BOIS pris en nom collectif, signifie des arbres plantés en nombre dans un même lieu. Il y en a de deux sortes, sçavoir les bois de haute-futaye, & les bois taillifs.

BOIS DE HAUTE-FUTAYE, sont des arbres ayant tiges, qui conservés pendant une espace de tems sans être coupés, sont parvenus à leur hauteur & dévenus anciens. L'assemblage de ces arbres qui se trouvent dans un même lieu, compose ce qu'on appelle une futaye.

Ces sortes de bois sont réputés immeubles & font partie du fond. C'est pourquoy ils ne peuvent être abattus par un usufruitier. Ils n'entrent point en communauté : ainsi le prix qui en a été payé est dû à celui des conjoints à qui la terre appartient. Ils ne sont point susceptibles de saisie mobilière, & si ils sont vendus avec le fond, ils sont sujets au retrait lignager tant qu'ils sont sur pied.

Le bois de haute-futaye est donc immeuble quant aux effets du droit, pendant tout le tems qu'il est debout, verd, adhérent au fond & y prenant nourriture, parce qu'il n'est pas destiné à coupe ordinaire ; mais dès que le bois de haute-futaye est coupé & séparé du fond, il n'en fait plus partie, & est véritablement devenu meuble.

Les bois de haute-futaye ne sont pas *in fructu* ; d'où il s'ensuit que le propriétaire ne peut pas en leguer la coupe entière en cas qu'ils lui soient propres de ligne, & qu'il n'en peut tester que du quint en Pays Coutumier, & qu'au contraire on peut leguer la coupe entière de ces bois taillifs quand le tems sera venu de la faire.

Quoique le bois de haute-futaye soit un immeuble tant qu'il est sur pied, néanmoins si le propriétaire l'avoit vendu, l'obligation du prix qui lui en seroit dû, seroit meuble dans sa succession. Voyez ce que j'ai dit sur l'article 92. de la Coutume de Paris, nomb. 14.

Touchant le tems requis pour faire un bois de haute-futaye, les Coûtumes varient, ainsi que nous l'apprend Coquille dans son institution au Droit François titre des bois & usages.

La Coûtume de Nivernois, chap. des bois, article 8. ne met que vingt ans depuis la dernière coupe. Celle de Troyes, article 88. reputé les bois être de haute-futaye, quand ils ont été trente ans sans être coupés.

Les Coûtumes de Sens article 153. & d'Auxerre article 267. disent que bois sont réputés de haute-futaye, quand ils sont bons à maisonner, quand ils portent glandée, & n'y a en iceux mémoire de culture, ni qu'ils ayent été coupés.

Salvaing en son Traité de l'usage des fiefs, chap. 83. dit que le bois est réputé haute-futaye qui est âgé de plus de cent ans, que celui depuis cinquante ans jusques à cent, est haute-taille, & que celui qui est au-dessous est appelé bois de moyenne & basse taille. Berault sur l'art. 463. de la Coûtume de Normandie, dit à peu près la même chose.

Mornac sur la Loy *Sed si grandes* 12. ff. de usufructu, dit avoir appris du Lieutenant des Eaux & Forêts à la Table de Marbre, que bois de haute-futaye est celui qui a passé trois coupes & qui est de vingt-sept ou trente ans. Ce qu'il confirme par l'autorité de Bouteiller en sa Somme Rurale chap. 74. mais sans beaucoup de raison, car il ne paroît pas que ce soit le sens des termes dont cet Auteur se sert.

Cependant l'opinion de Mornac est celle qu'il faut suivre généralement parlant. Aussi Loisel dans ses Institutes Coûtumiers livre 2. tit. 2. art. 31. en a fait une règle tirée de l'art. 78. de la Coûtume de Blois.

Cette règle est ainsi conçue : *Bois est réputé haute-futaye, quand on a demeuré trente ans sans le couper.* Charondas dans ses Notes sur le chapitre 6. du premier livre du grand Coûtumier, dit qu'il a été jugé par plusieurs Arrêts que tout bois qui a trente ans est réputé de haute-futaye.

Des forêts & bois de haute-futaye, & des droits que le Roy a sur eux. *Voyez* le BRET en son traité de la Souveraineté livre 3. chap. 3.

BOIS TAILLIS, sont ceux qui sont sujets aux coupes ordinaires, & qui n'ont pas les mêmes effets que nous avons remarqué ci dessus être attribués par le droit aux bois de haute-futaye.

Les coupes ordinaires se font dans les tems marqués par les Coutumes. Dans quelques-unes, de dix en dix ans, dans d'autres, elles ne se peuvent faire au plutôt que de 15. ans en 15. ans, ou même de 20. ans en 20. ans. Cela se pratique sur-tout pour les bois destinés aux forges, qui ne se coupent ordinairement que tous les vingt ans.

L'Ordonnance des Eaux & Forêts art. 1. tit. des bois appartenans aux particuliers, enjoint distinctement à tous sans exception ni différence, de régler la coupe de leurs bois taillis au moins à dix années, avec réserve de faire balliveaux en chacun arpent.

La coupe des bois n'étant pas échue & n'ayant pas été faite durant le mariage, & se faisant après qu'il est dissous, le mari ou la communauté en doit avoir sa part, à proportion de ce que le mariage a duré. *Voyez* M. le Brun en son Traité de la communauté, livre 1. chap. 5. nomb. 12.

Si un Bénéficiaire décède avant que la coupe d'un bois taillis dépendant de son bénéfice ait été faite, elle doit être partagée entre les héritiers du précédent titulaire & son successeur au *pro rata*; parce que les fruits & revenus d'un bénéfice se doivent percevoir par rapport au tems que les Titulaires en ont subi les charges, suivant la maxime, que les revenus suivent les charges à proportion du tems qu'on les a subi.

Dixmes des bois taillis est due, mais comme c'est une dixme insolite, la possession sur la plus grande partie de la Paroisse n'est pas suffisante, il faut la justifier spécialement sur la chose.

Le droit de tiers & danger fait ordinairement une

preuve contre le droit de dixme, au contraire le payement de la dixme est un argument d'exemption contre le tiers & danger, à moins qu'il n'y ait possession au contraire.

Le bois taillis prêt à couper est meuble, on peut sans qu'il soit besoin de le décréter, le faire saisir & vendre, & des deniers en provenans être payé de son dû.

BOIS APARTENANS AU ROY, ne peuvent être coupés ni vendus que suivant le Reglement qui en doit être arrêté au Conseil, ou sur Lettres Patentes bien & dûement registrées au Parlement & Chambres des Comptes, à peine de restitution du quadruple de la valeur des bois vendus contre les adjudicataires & contre les ordonnateurs de perte de leurs Charges, ainsi qu'il est porté en l'art. 1. du tit. de la vente des bois de l'Ordonnance des Eaux & Forêts.

Les adjudications des ventes de ces bois, tant en futaye que taillis, ne peuvent être faites que par les Grands Maîtres dans les Auditoires où se tient la Justice ordinaire des Eaux & Forêts, à peine de nullité & de dix mille livres d'amende contre le Grand Maître ou autre.

La coupe de ces bois doit être faite dans le quinzième du mois d'Avril, & le tems des vuidanges doit être réglé par le Grand Maître, à peine d'amende arbitraire & de confiscation des marchandises contre les adjudicataires.

Cependant si les Marchands étoient obligés par de justes considerations de demander quelque prorogation pour couper & vuidier les ventes, ils doivent se pourvoir au Conseil, ainsi qu'il est dit en l'art. 40. & 41. de la même Ordonnance.

Les futayes doivent être coupées le plus bas que faire se peut, & les taillis abattus à la coignée à fleur de terre, sans les équisser ni éclater, en sorte que les brins des cepées n'excèdent la superficie de la terre.

Les arbres doivent être abattus, de maniere qu'ils tombent dans les ventes sans endommager les arbres

retenus, à peine de dommages & intérêts contre les Marchands, art. 43.

Le transport, passage, voiture ou flottage de ces bois, tant par terre que par eaux, ne peut être empêché ou arrêté sous quelque prétexte de droits travers, péages, pontonnages ou autres, par quelque particulier que ce soit, à peine de dommages & intérêts des Marchands.

BOIS APARTENANS AUX ECCLESIASTIQUES ET GENS DE MAIN-MORTE, si ce sont bois de haute-futaie, ils ne peuvent être coupés qu'en vertu de Lettres Patentes bien & dûement enregistrées, à peine d'amende arbitraire envers le Roy, & de restitution du quadruple de la valeur des bois coupés ou vendus.

Ces Lettres ne sont octroyées qu'en cas d'incendies, ruines, démolitions, pertes & accidens extraordinaires arrivés par guerre ou cas fortuit, art. 5.

L'exécution de ces Lettres pour coupes extraordinaires ne peut être faite que par le Grand Maître qui procède aux affiétés, martellages, adjudications & recollemens, avec les mêmes formalités observées pour les bois du Roy, & doit taxer les frais & droits des Officiers & autres par lui employés selon leur travail, dont ils sont payés sur le prix de l'adjudication, art. 6.

Dans ces bois les réserves doivent être faites comme dans ceux du Roy, art. 7.

Pour parvenir à la coupe de ces bois, il faut que les Ecclésiastiques ou gens de main-morte fassent leurs remontrances au Grand Maître, lequel doit informer des causes & de la nécessité, doit visiter les lieux en présence du Procureur du Roy en la Maîtrise, & faire priser par Experts les réparations nécessaires, & envoyer au Conseil ès mains de Monsieur le Contrôleur Général des Finances, le Procès verbal qui contient au vray la valeur, l'état & la qualité des bois qu'ils demandent permission de couper, art. 5.

L'adjudicataire de ces bois doit consigner le prix ès mains d'un notable Bourgeois commis par le Grand

Maître sur la nomination des Ecclésiastiques, Économes, Receveurs & Administrateurs pour être payé à l'Entrepreneur, lequel n'est déchargé des reparations qu'après avoir fait recevoir ses ouvrages par gens à ce connoissans.

BOIS APARTENANS A DES COMMUNAUTEZ D'HABITANS, ne peuvent être coupés & vendus que de la même maniere que ceux qui apartiennent aux Ecclésiastiques.

BOIS APARTENANS AUX PARTICULIERS, ne doivent être coupés que tous les dix ans s'ils sont taillis, avec reserve de seize bailliveaux par chacun arpent; si ce sont bois de futaye ou bailliveaux sur taillis; il faut en réserver dix dans les ventes ordinaires, & ils ne peuvent être coupés qu'ils n'ayent été vus & visités par les Officiers des Maîtrises.

Les Particuliers peuvent néanmoins disposer à leur profit de ces bailliveaux, après l'âge de quarante ans pour les taillis, & six vingt ans pour la futaye.

La coupe des bois de futaye appartenans à des particuliers, se peut faire en vertu d'une simple permission du Grand Maître, sans qu'il soit besoin pour cela de Lettres Patentes.

Pour ce qui est de l'exploitation d'iceux, on doit observer les mêmes formalités que pour ceux du Roy, aux peines portées par l'art. 2. tit. des ventes de l'Ordonnance de 1669.

Comme c'est l'assemblage de plusieurs arbres qui font une futaye, on ne met point au nombre des arbres de haute-futaye ceux qui sont plantés dans les hayes à l'entour des héritages, quoiqu'ils soient anciens.

Les propriétaires des fonds où ils sont, peuvent les abattre & les vendre sans aucune permission du Grand Maître des Eaux & Forêts, & ils ne sont point obligés de laisser aucuns bailliveaux, ni d'observer aucune forme dans l'exploitation qu'ils en font.

BOIS, par raport aux droits que le Roy a dessus, se divise en bois tenus en grurie, grairie & ségrerie,

& en bois tenus par indivis, & en bois tenus à titre d'apanage, d'engagement ou d'usufruit.

**BOIS TENUS EN GRURIE, GRAIRIE ET SEGRE-
RIE**, sont ceux qui apartiennent aux particuliers très-fonciers, comme les ayant acquis & possédé de toute ancienneté, sur lesquels il a été retenu par le Roy le droit de Justice, & tous les profits qui en procedent; sçavoir, la chasse, païsson & glandée privativement à tous autres, si à l'égard de la païsson & glandée il n'y a titre au contraire, suivant l'art. 1. du titre des bois en grurie de l'Ordonnance de 1669.

En certaines forêts, le Roy prend moitié de ventes, en d'autres le tiers & danger pour l'exercice qu'il fait faire de la Justice sur ces bois par ses Officiers, c'est pour cette raison qu'il est défendu aux Domaniers & très-fonciers de vendre ni couper tels bois sans la permission des Officiers des Eaux & Forêts, suivant les anciennes Ordonnances confirmées par l'art. 2. du titre des bois en grurie de l'Ordonnance de 1669.

Tiers & danger est donc le droit que le Roy prend sur les ventes & coupes des bois tenus en grurie, grairie, ségrerie, lequel est réglé par l'art. 3. du tit. des bois en grurie de l'Ordonnance de 1669. voulant que le tiers & danger soit levé & payé suivant la coutume ancienne, qui est de distraire au profit du Roy sur le total de la vente, soit en espece ou en deniers au choix du Roy, le tiers & la dixme, en sorte que si l'adjudication est de trente arpens pour une somme de 300. liv. le Roy en aura dix arpens pour le tiers de trente, & trois pour le dixième de la même quantité, qui seront treize arpens sur trente, & si le Roy prend son droit en argent, il aura cent livres pour le tiers de 300. livres, & trente livres pour le dixième de la même somme.

C'est ainsi que se leve le droit de tiers & danger. Mais les propriétaires des bois sujets à ce droit peuvent suivant l'article 5. prendre par leurs mains pour leur usage du bois de neuf especes apellées mort bois, &

le bois mort en cime & racine ou gissant. *Voyez* Bois mort.

A l'égard du bois mort, pour que les propriétaires aient le droit d'en user, il faut que le bois soit entièrement mort & sec sans aucune verdure, suivant l'Ordonnance de Henry II de l'année 1554 art. 29. ce qui a été ainsi ordonné pour corriger l'abus de ce tems là, qui étoit d'abattre les arbres quand ils avoient quelque branche sèche en la cime, quoiqu'ils eussent le cœur sain & plusieurs branches vertes.

Il y a été depuis plus précisément remédié par l'art. 33. du titre de la Police & conservation des bois de l'Ordonnance de 1669. qui abroge toutes permissions & droits de feu, & toute délivrance d'arbres, perches, mort bois sec & verd, défendans à tous usagers de telle condition qu'ils soient d'en prendre & faire couper, & d'en enlever autre que gissant, nonobstant tous titres, Arrêts & Privilèges contraires, à peine d'amende, restitution, dommages & intérêts, & de privation du droit d'usage.

C'est ainsi que se pratique l'usage accordé aux propriétaires des bois sujets aux droits de tiers & danger.

BOIS PAR INDIVIS, sont ceux qui apartiennent au Roy & aux Seigneurs, ou autres Particuliers qui ne sont point partagés, desquels il est parlé en l'art. 8. du titre des bois en grurie de l'Ordonnance de 1669.

Cet article est conçu en ces termes : *Les droits de propriété par indivis avec autres Seigneurs, ne pourront non plus que ceux tenus en grurie, grairie, tiers & danger être donnés, vendus ni être aliénés en tout ou partie, ni donnés à ferme pour quelque cause & prétexte que ce soit, renouvelant à cette fin les defenses portées par l'article 10. de l'Ordonnance de Moulins, sans qu'à l'avenir tels droits puissent être engagés ou afferméés, mais leur produit ordinaire sera donné en recouvrement au Receveur des bois ou du Domaine, dont ils compteront ainsi que des deniers provenans des ventes de nos forêts. Ce qui s'entend pour la part qui appartient au Roy.*

BOIS TENUS A TITRE D'APANAGE, D'ENGAGEMENT, OU D'USUFRUIT, sont ceux qui font partie du Domaine de la Couronne, & qui sont actuellement possédés par des particuliers, mais qui doivent un jour retourner au Roy.

Les bois tenus à titre d'apanage doivent retourner au Roy, au défaut d'enfans mâles des apanagistes.

Les bois tenus par engagement retournent au Roy après que le tems de la jouissance est expiré.

Ceux dont le Roy a donné l'usufruit à quelqu'un, retournent au Domaine après que l'usufruit est éteint.

Les bois tenus en grurie, grairie & ségrerie ne sont pas de même nature, car ils apartiennent en propriété aux particuliers, à la charge des droits auxquels ils sont sujets.

Touchant les bois tenus à titre d'engagement ou d'usufruit, le Roy par un Arrêt du Conseil du 24. Mars 1685. a ordonné conformément à l'Ordonnance du mois d'Août 1669. titre des bois engagés, articles 5. & 6. que les engagistes usufruitiers, & autres qui possèdent des bois dépendans des Domaines de Sa Majesté, soit à titre de concession ou d'aliénation, ne pourront à l'avenir faire abattre, couper, ni disposer d'aucuns bois de futayes, arbres anciens, modernes ou bailliveaux sur taillis, même de l'âge des bois réservés dans les dernières ventes, ni de chablis & arbres de débits, des amendes, restitutions & confiscations qui en proviennent, & ne pourront faire couper aucuns desdits arbres pour entretiens & réparations des maisons, moulins & bâtimens dépendans desdits Domaines engagés, aliénés ou concédés à titre de douaire & usufruit, ou sous aucun prétexte que ce soit, qu'en vertu de Lettres Patentes registrées aux Parlemens & Chambre des Comptes, sur les avis & procès verbaux des Grands Maîtres.

De plus Sa Majesté leur ordonne, comme aussi aux Officiers des Maîtrises particulieres des Eaux & Forêts d'informer chacun en droit soy des contraventions

faites aufdits articles 5. & 6. du tit. des bois engagés, de ladite Ordonnance du mois d'Août 1669.

BONNET VERT, est une marque d'ignominie que l'on faisoit autrefois porter à ceux qui avoient fait cession, pour faire connoître qu'ils ont perdu leur bien par leur folie, & pour les exposer à la risée du peuple. *Voyez* Pasquier en ses Recherches, livre 2. chap. 10. *Voyez* cession.

BONNE FOY. *Voyez* Foy.

BORDELAGE, est un droit que les Seigneurs perçoivent en quelques Pays sur le revenu des fermes & des méteries. Il consiste en trois choses, sçavoir, argent, grain & volaille, ou des trois deux. Il emporte directe Seigneurie.

Il a beaucoup de correspondance avec les fruits, & est proportionné au revenu de la métairie, en quoy il differe du cens dont la prestation est modique & ne se paye pas pour entretenir le Seigneur, ni pour la perception des fruits, mais en reconnoissance de la supériorité de celui qui a le domaine direct.

Voyez Coquille sur le chapitre 6. de la Coutume de Nivernois.

BORDEREAU, est un memoire des especes de monnoye dont on fait un compte ou un payement.

BORNAGE. *Voyez* bornes. *Voyez* action de bornage.

BORNES, sont des marques qui séparent les héritages des Particuliers, ou les dixmes des Décimateurs, ou les Paroisses, ou les Justices des Seigneurs & leurs territoires.

Quand un voisin empiete sur nos terres, on doit intenter contre lui l'action de bornage, dans laquelle on conclut à ce qu'il lui soit fait défenses d'empieter à l'avenir sur ces terres, & que des bornes soient mises entre les héritages, conformément aux anciennes, & que la partie adverse soit tenuë de restituer au demandeur tout ce qu'il a usurpé, avec les fruits & les émolumens qu'il en a perçû.

Lorsque cette action est intentée entre des Curés ou des Décimateurs, le demandeur conclut à ce que défenses soient faites à la partie adverse de lever les dixmes, ou de faire la fonction de Curé sur telles terres & en tels lieux que le demandeur soutient être dans sa Paroisse & dans son dixmage; & pour empêcher les entreprises de la partie adverse, on demande que bornes soient mises & plantées sur les confins des Paroisses & dixmages.

Il faut conclure de même lorsqu'entre des Seigneurs il s'agit des confins de leurs territoires & Seigneuries.

Les confins des héritages des Paroisses ou des territoires se prouvent, 1°. Par les bornes qui ont été mises pour servir de limites, c'est-à-dire, quand on y trouve des garands ou témoins qui sont deux ou trois morceaux d'une pierre plate que les Mesureurs-Arpenteurs ont accoutumé de mettre aux deux côtés de chaque borne quand ils la plantent. On les appelle garands ou témoins, parce qu'ils sont des témoins muets qui certifient la vérité.

II°. Par les titres qui sont les papiers terriers par lesquels l'étendue & les limites d'un territoire sont déclarés & désignés par tenans & aboutissans.

III°. Par la preuve testimoniale, car il est de la prudence du Juge, dont la religion n'est pas assez instruite, d'ordonner une enquête, afin que le témoignage des anciens concoure avec ce qui se trouve écrit.

Ordinairement sur ce témoignage se décide la question, de manière que si les témoins déclarent qu'ils ont vu un tel laboureur, un tel héritage jusqu'à un tel endroit, ou un tel Curé dixmer jusqu'à un tel endroit, ou le Seigneur se fait payer de ses droits jusqu'à un tel endroit, qu'ils ont ouï dire à leurs prédécesseurs la même chose, & que c'est la commune renommée, le Juge y doit conformer son jugement.

L'usage des bornes a été principalement introduit pour les héritages de la campagne, où il n'y a point de bâtiment qui en régle l'étendue, car les bâtimens

& les lieux clos de murailles, soit dans les Villes, soit à la Campagne, ont leurs confins par des anciens murs ou mitoyens, ou propres à un seul des voisins.

Les héritages séparés par un grand chemin ne se confinent pas l'un l'autre ; ainsi les propriétaires de ces héritages n'ont à régler des bornes entr'eux, si ce n'est qu'un changement de chemin y donnât lieu.

Les ruisseaux qui ne sont pas à l'usage public, & qui sont propres aux particuliers dont ils traversent les héritages, ne reglent pas leurs bornes, mais chacun a les siennes, telles que les lui donne son titre ou sa possession.

Les emphytéotes, les usufruitiers, les engagistes peuvent, de même que les propriétaires, exercer l'action pour régler les bornes avec les possesseurs des héritages voisins.

LA BOUCHE ET LES MAINS, en matiere de fiefs, signifie la foy & hommage accompagné du serment de fidélité que le vassal doit faire à son Seigneur, autrement le Seigneur pourroit saisir le fief en pure perte des fruits pour le vassal. La bouche est le baiser, les mains sont les marques de l'union. *Fœdus fit, & dextra copulantur*. Le serment de fidélité est la foy.

Pour les fiefs échus en ligne directe descendante, il n'est dû au Seigneur que la bouche & les mains, avec le serment de fidélité, quand les pere & mere, ayeul ou ayeule ont fait & payé les droits & devoirs en leur tems.

Pareillement pour les fiefs échus en ligne directe ascendante, il n'est dû au Seigneur du fief que la bouche & les mains, quand les descendans auxquels l'ascendant succede par succession ou donation, ont fait & payé les droits & devoirs en leur tems.

Enfin il n'est dû au nouveau Seigneur que la bouche & les mains par l'ancien vassal, c'est-à-dire que quand la mutation vient de la part du Seigneur, celui qui a fait la foy & hommage au précédent Seigneur & payé les droits, ne doit au nouveau Seigneur qu'une nou-

velle reconnoissance de foy & hommage signifiée par la bouche & les mains, & il n'est point tenu de lui fournir un nouvel aveu & dénombrement, si le nouveau Seigneur n'a une juste cause de le demander.

BOURGEOISIE, est un droit qu'on acquiert par la demeure qu'on fait dans une Ville, de jouir des privileges qui lui sont accordés.

Il faut dans les Villes franches une demeure de dix ans pour acquérir ce droit.

BOURREAU. *Voy.* Exécuteur de la haute Justice.

BOUTE-FEU. *Voyez* incendiaires.

BRANCHE, en fait de généalogie, est une portion des descendans d'une famille qui a une origine commune.

On est accoutumé depuis long-tems à se servir de métaphore pour exprimer les généalogies, les arbres de parenté qui se trouvent dans les Livres de droit, peuvent avoir donné lieu à ces expressions métaphoriques.

Le pere commun de tous les descendans dont on veut compter les degrés entr'eux, est appellé la tige ou la souche commune, ses descendans sont appellés les branches, & chacun d'eux en fait une différente.

Par exemple, Titius a eu deux fils, sçavoir Primus qui étoit l'aîné, & Secundus qui étoit le puîné. Primus & ses descendans forment la branche aînée : Secundus & ses descendans forment la branche cadette.

Ainsi de même que nous voyons dans les arbres une branche en former plusieurs, de même aussi chaque branche de parenté se peut diviser en plusieurs autres, & alors par rapport aux descendans de chaque branche en particulier, le premier de la branche en dévient la souche commune.

BRANDON, est une marque qu'un Seigneur censier, ou un créancier fait mettre à un héritage qu'il a faisi, pour faire connoître qu'il est sous la main & autorité de Justice.

Ces marques sont différentes selon la diversité des
Coûtures ;

Coûtumes ; ordinairement pour les héritages des champs, ce sont des pieux fichés en terre, autour desquels on attache un mourceau de linge, de drap, ou un bouchon d'herbe ou de paille.

Quant aux maisons en certaines Coûtumes, on dépend les portes & on les mets hors des gonds. En d'autres on pend une croix sur la porte ou sur le pignon de la maison ; & en d'autres on se sert d'autres marques qui sont apellées brandons ou obstacles, qui sont des barreaux que l'on met aux portes.

De là vient que brandonner signifie arrêter & saisir les fruits pendans par les racines pour arrérages de cens, comme en l'art. 74. de la Coûtume de Paris.

Le Seigneur féodal ne se sert point de telles marques pour faire connoître la saisie qu'il a faite sur le fief mouvant de lui, parce qu'il n'use pas d'une simple saisie, mais d'une main-mise qui semble réunir le fief saisi à la Seigneurie, par le moyen de laquelle il jouit lui-même du fief saisi, sans qu'il soit obligé d'y établir Commissaire, si ce n'est quand la saisie est faite pour le dénombrement non baillé.

BRAS SECULIER, est l'autorité, la main ou puissance, ou la force du Juge séculier que l'on employe pour faire exécuter les Ordonnances du Juge d'Eglise.

Le Juge d'Eglise n'a pas le pouvoir de mettre à exécution ses Sentences sur les biens temporels de ceux qu'il auroit condamné, ni d'imposer des peines graves, & qui aillent jusqu'à l'effusion du sang : D'où il s'ensuit.

I°. Que le Juge d'Eglise est obligé d'employer le bras séculier, c'est-à-dire, le Juge Royal pour qu'il enjoigne à ses Officiers de mettre à exécution les Ordonnances du Juge d'Eglise. Ce que le Juge Royal est obligé de faire sans entrer en connoissance des oppositions qui pourroient être formées à leur assistance requise, qu'il doit envoyer au Juge d'Eglise.

II°. Que quand un Prêtre détenu par le Juge Ecclésiastique, est coupable de quelque crime énorme, le

Juge Ecclésiastique doit l'abandonner au bras séculier.

Lorsqu'un Evêque ou son Official implore le bras séculier, il doit faire des Lettres requisitoires & non préceptoriales, ni de commande. Mais il n'en est pas de même du Juge Royal à l'égard des Juges Ecclésiastiques, il peut leur adresser des Lettres de commande.

La raison est que les Officiers Royaux représentent le pouvoir du Roy qu'il leur a confié. Ainsi ils ont par ce pouvoir la supériorité sur eux en fait de Jurisdiction. *Chopin de sacra poliria lib. 2. tit. 2. n. 1. & 2.*

Le Clergé a obtenu un Edit au mois d'Avril 1695. qui permet entr'autres choses aux Juges d'Eglise d'exécuter leurs décrets sans aucune permission du Juge Royal, sur ce qu'en attendant le *Pareatis*, l'accusé s'évadoit.

Mais cette permission accordée au Clergé ne se doit entendre que pour les affaires de pure discipline & de simple correction des Ecclésiastiques, comme M. l'Avocat Général le Nain l'a dit un jour dans une cause d'Audiance.

BREVET, est un acte passé pardevant Notaires, dont il ne reste point de minute, de là on dit obligation en brevet, procuration en brevet

BREVET, se dit aussi d'un acte expédié par un Secrétaire d'Etat qui porte la concession d'une grace ou d'un don que le Roy fait à quelqu'un.

BREVET D'APRENTISSAGE, est un acte par lequel un particulier s'oblige à demeurer chez un Maître pendant un certain tems pour apprendre un négoce, art ou métier, promettant de lui rendre les services convenables, & de lui payer une certaine somme en un seul ou plusieurs payemens.

Voyez ce que nous avons dit sur ce sujet dans la Science parfaite des Notaires, liv. 9. chap. 3.

BRIS de prison, est une effraction de prison, qui est un crime dans la personne même de celui qui seroit emprisonné sans cause légitime.

En France la peine du bris de prison est arbitraire,

& dépend des circonstances qui rendent ce crime plus ou moins grave.

BRIS DE MARCHÉ, est le vol des marchandises que l'on porte au marché, ou le monopole, afin d'empêcher la bonne vente au marché, ou quand quelqu'un avec port d'armes empêche les Marchands d'aller au marché ou à la foire, ou bien quand on empêche le paiement du péage.

BRU, est un terme d'alliance relatif au pere & à la mere d'un fils, à l'égard desquels la femme qu'il a épousée s'appelle leur bru.

BRUIT PUBLIC, est la commune renommée, laquelle fait bien un commencement de preuve, mais non pas une preuve complete, ni même suffisante pour faire mettre à la question celui qu'elle chargeroit d'un crime, à moins qu'elle ne fût jointe à des violens indices. Ce qui dépend des circonstances.

BUREAU, signifie quelquefois Jurisdiction, comme le Bureau de la Ville.

On appelle aussi la Jurisdiction des Trésoriers de France, Bureau des Finances où l'on donne audience les Mardis & Vendredis. Bureau se dit aussi des Assemblées des Juges qui travaillent à juger des Procès.

Enfin les lieux où l'on traite les affaires des Communautés sont appellés Bureaux.

BUREAUX DES GREFFES ET CONTROLLE DES GENS DE MAIN-MORTE POUR LES COMMUNAUTEZ, sont des Bureaux où les gens de main morte sont obligés de faire enregistrer la déclaration de tous leurs biens & revenus, suivant les Edits & Reglemens qui l'ont ainsi ordonné.

Les Locataires des biens appartenans à gens de main-morte, sont aussi obligés d'y faire enregistrer leurs baux; & si le bail n'est que verbal, ou s'ils ne jouissent que par tacite reconduction, les Locataires sont tenus d'en faire une déclaration contenant la qualité des biens qu'ils tiennent à loyer, le prix qu'ils en payent par chacun an, laquelle déclaration ils doivent

affirmer véritable au Bureau desdits Greffes & Contro-
les, & la renouveler tous les trois ans. *Voyez* les Edits
du mois de Décembre 1691. & d'Octobre 1703.

BUREAUX Ecclésiastiques. *Voyez* Chambres
Ecclésiastiques.

C

CAABLES, sont bois versés & abattus par l'im-
pétuosité des vents.

Les Beneficiers ne peuvent en prendre que pour leur
usage comme usufruitiers, le reste demeure à l'Eglise.

CABANUARIA, est une ferme ou maiterie,
comme dit Salvain en son Traité des droits des fiefs,
chap. 97.

CABARETIERS, n'ont point d'action pour le
vin vendu chez eux en détail & par assiette, suivant
l'art. 128. de la Coutume de Paris, & le 535. de la
Coutume de Normandie.

CADASTRE, signifie en quelques lieux un pa-
pier terrier. Ce terme signifie aussi le registre public
qui sert à l'assiette des tailles dans les lieux où elles sont
réelles, comme en Provence & en Dauphiné. Ce re-
gistre contient la qualité, l'estimation & le nom des
propriétaires des fonds de chaque Communauté ou
Paroisse.

CADAVRE, est le corps d'un homme mort.
Quand on en trouve un, il faut appeler les Officiers de
Justice, afin qu'ils dressent un Procès verbal de l'état
où ils l'ont trouvé.

Ce procès verbal doit faire mention, 1°. De ses
hardes & de ce qui se trouve sur lui, que l'on dépose
au Greffe. 2°. Il doit contenir la description du corps
& des blessures, s'il y en a.

Ce procès verbal fait, le Juge lui apose au front le
sceau de la Jurisdiction pour marquer la Jurisdiction
qui a prévenu, après quoy le Juge fait porter le corps
en la geôle de la Jurisdiction.

Il est du devoir du Juge de le faire visiter par les Chirurgiens pour sçavoir s'il est mort d'accident, ou s'il s'est tué lui-même avec armes ou autrement, s'il s'est précipité ou empoisonné, ou s'il s'est fait mourir par quelque maniere que ce soit.

Quand il y a lieu de croire que celui dont on trouve le cadavre, s'est tué lui-même, par rapport au lieu & à l'état où on l'a trouvé, & par rapport au procès verbal des Chirurgiens, on lui fait son procès à la maniere qui suit.

Le Juge doit d'abord faire informer à la requête du Procureur du Roy ou du Procureur Fiscal, de la vie & mœurs de celui qui s'est tué, s'il étoit furieux & insensé, ou malade de fièvre chaude, & de la cause pour laquelle il s'est défait.

Le Juge doit ensuite lui nommer d'office un curateur, en sorte néanmoins que s'il se présente quelque parent du défunt pour en faire la fonction, il le doit préférer, suivant l'art. 2. du titre 22. de l'Ordonnance Criminelle de 1670.

On nomme un curateur au cadavre, afin qu'il ne soit pas condamné sans être entendu, & aussi pour la validité des procédures. C'est pour cela qu'il doit être plutôt appelé curateur en cause, que curateur au cadavre.

Comme le corps, la memoire & les biens sont aux proches parens & héritiers du défunt, & que pour les priver de l'héredité il les faut oïir, à plus forte raison le faut-il pour priver leur parent de la sépulture, en condamnant sa memoire, outre que l'injure qui est faite en ce cas au défunt les regarde, c'est qu'ils sont encore privés de sa succession.

Le curateur qu'on nomme au cadavre doit sçavoir lire & écrire, accepter la charge à laquelle il a été nommé, & prêter le serment de bien & fidèlement défendre le cadavre ou sa memoire.

Ensuite le Juge doit instruire son procès en la forme ordinaire, étant debout seulement sur la sellette lors du dernier interrogatoire. Il sera employé en cette qua-

lité dans toute la procédure jusqu'au jugement définitif exclusivement : en sorte que la condamnation ne fera pas renduë contre lui , mais contre le cadavre , ou la memoire du défunt seulement , suivant l'article 3. du même titre.

Par l'article 4. le curateur peut interjetter apel de la Sentence renduë contre le cadavre ou la memoire du défunt ; il peut même y être obligé par quelqu'un des parens du défunt, lequel en ce cas est tenu d'avancer les fraix pour ce necessaires.

L'apel peut être interjetté lorsque le curateur ou les parens du défunt prétendent que par la Sentence le cadavre a été injustement condamné , comme si le curateur avoit allegué & justifié que celui qui se seroit défait , étoit furieux ou insensé , ou malade de fièvre chaude , & que le Juge n'y eût eu aucun égard.

Les cas auxquels le Juge doit faire le procès au cadavre , ou à la memoire d'un défunt , sont le crime de leze-Majesté divine ou humaine , le duel , l'homicide de soi-même , ou la rebellion à Justice avec force ouverte , dans la rencontre de laquelle il auroit été tué , suivant l'article 1. du même titre. Voyez aussi l'art. 13. de l'Edit des Duels.

CALENDRIER, est la description de tous les jours de l'année pour marquer les Fêtes , Cérémonies & autres particularités.

Ce mot tire son origine du mot *Calenda* , qui étoit le nom du premier jour du mois , auquel jour les Romains s'assembloient dans les Temples pour apprendre des Pontifes quelles étoient les Fêtes qui tomboient dans le mois , & quel jour il falloit les solemniser.

Quoique en France l'ancienne maniere de compter les jours des mois chez les Romains , ne soit point observée , nous avons cru cependant qu'il ne seroit point inutile de l'ajouter ici , parce qu'on s'en est servi dans les anciens titres , & qu'elle est encore d'usage dans les expéditions de Cour de Rome.

Les Romains divisoient leurs mois en trois parties ,

& comptoient tous les jours des mois par raport à ces trois parties principales. La premiere s'appelloit *Calenda*, la seconde *Nona*, la troisième *Idus*.

Les Calendes étoient toujours le premier jour du mois; quelques-uns dérivent ce mot Calendes du mot *καλᾶ* qui signifie appeler, parce que dans les premiers tems de Rome où les mois étoient purement lunaires, & commençoient avec la nouvelle Lune, c'est-à-dire, dès l'instant qu'elle paroissoit, le Prêtre qui étoit chargé d'en faire l'observation, dès l'instant qu'il l'apercevoit, disoit ces mots: *Te colo*, *Luna*, ou *Juno Novella*, *Maorob*, & en consequence faisoit assembler le peuple pour lui annoncer le jour des Nones & des Ides qui varioient.

Les Nones étoient tantôt le cinq, & tantôt le sept. Les Prêtres le jour des Calendes, annonçoient auquel des deux jours les Nones devoient arriver. Auparavant les reformatons des Calendriers, c'étoit sur leurs observations Astronomiques, sans aucune regle fixe, qu'ils déterminoient les Nones à l'un des deux jours. Numa Pompilius ayant reformé le Calendrier, & l'ayant ajusté à l'année solaire, & mis quelques mois de 31. jours, les Nones furent fixées au sept dans les mois de 31. jours.

Ce Roy n'en établit d'abord que quatre de 31. jours, qui sont Mars, Mai, Juillet, Octobre; Jules Cesar ayant reformé ensuite le Calendrier, il mit un trente-unième jour à trois autres mois, sçavoir Janvier, Août & Décembre.

Cependant Jules Cesar ne jugea point à propos de changer le jour des Nones dans ces mois-là, ainsi quoique ces trois mois soient de trente & un jour, les Nones s'y trouvent le cinq, de même que dans tous les autres mois qui n'ont pas trente & un jour.

Les Ides sont toujours huit jours après les Nones. Ainsi dans les mois où les Nones sont le sept, les Ides sont le quinze, & dans ceux où les Nones sont le cinq, elles sont le treize.

C'est par raport à ces trois époques principales que les Romains comptoient tous les jours des mois, les jours se comptoient par le raport qu'ils avoient à l'une de ces époques qui devoit arriver : par exemple, *tertio Calendas*, ne signifie pas le troisiéme jour après les Calendes, mais le troisiéme jour avant les Calendes. Ainsi du reste à proportion.

Nous allons reduire toutes ces observations en principes plus aisé à comprendre.

Les Calendes dans tous les mois de l'année sont le premier jour, dans les quatre mois de Mars, Mai, Juillet, Octobre, les Nones sont le sept, & les Ides le quinze, dans tous les autres mois les Nones sont le cinq & les Ides le treize.

Dans les mois où les Nones sont le sept, le second jour du mois est marqué par *sexto Nonas*, & les jours suivans jusqu'au sept toujours en diminuant. Quand les Nones sont le cinq, le second jour du mois est, *quarto Nonas*. Les jours qui precedent les Ides se supputent à proportion. Le lendemain des Ides est compté des Calendes du mois suivant,

Dans les quatre mois de trente & un jour qui ont les Ides au quinze, le seize du mois est *decimo septimo Calendas Aprilis*, si ce n'est dans le mois de Mars, & ainsi des autres. Dans les trois mois de trente & un jour qui ont les Ides au treize, le quatorze du mois est *decimo-nono Calendas*.

Dans les quatre mois de trente jours, le quatorze du mois est *decimo-octavo Calendas*, dans le mois de Février qui n'a que vingt-huit jours, le quatorze du mois est toujours *decimo-sexto Calendas*, le jour intercalaire de l'année bissextile n'y change rien, parce que ce jour ne tombe qu'après le vingt-quatre de ce mois, qui est *sexto Calendas*, que l'on compte deux fois, & c'est la raison qui le fait appeller bissexté.

Des douze mois de l'année nous en avons sept qui ont 31. jours, sçavoir Janvier, Mars, Mai, Juillet, Août, Octobre & Décembre.

Nous en avons quatre qui n'ont que 30. jours, qui sont Avril, Juin, Septembre & Novembre.

Enfin il y en a un qui est Février qui n'a que 28. jours, si ce n'est dans l'année bissextile où il en a 29.

Suivant ce que nous avons dit ci-dessus, Mars, Mai, Juillet & Octobre sont réglés de la même manière dans le Calendrier Romain, par raport aux Calendes, aux Nones & aux Ides.

Trois autres mois se reglent d'une autre manière, sçavoir, Janvier, Décembre & Août.

Quatre autres mois se reglent aussi d'une autre manière, qui sont Avril, Septembre, Juin & Novembre.

Enfin le mois de Février se regle d'une manière qui lui est particulière.

On donne ordinairement le Calendrier Romain en quatre colonne, selon la manière dont se reglent les mois, & c'est ce que nous allons faire.

MARS. MAY.

JANVIER. DECEMB.

JUILLET. OCTOBRE.

AOUST.

1. CALENDIS.
2. VI. NONAS.
3. V.
4. IV.
5. III.
6. Pridie Non.
7. NONIS.
8. VIII. Idus.
9. VII.
10. VI.
11. V.
12. IV.
13. III.
14. Pridie Id.
15. IDIBUS.
16. XVII. Cal.
17. XVI.
18. XV.
19. XIV.
20. XIII.
21. XII.
22. XI.
23. X.
24. IX.
25. VIII.
26. VII.
27. VI.
28. V.
29. IV.
30. III.
31. PRIDIE CAL.

1. CALENDIS.
2. IV. Nonas.
3. III.
4. Pridie Non.
5. NONIS.
6. VIII. Idus.
7. VII.
8. VI.
9. V.
10. IV.
11. III.
12. Pridie Id.
13. IDIBUS.
14. XIX. Cal.
15. XVIII.
16. XVII.
17. XVI.
18. XV.
19. XIV.
20. XIII.
21. XII.
22. XI.
23. X.
24. IX.
25. VIII.
26. VII.
27. VI.
28. V.
29. IV.
30. III.
31. PRIDIE CAL.

AVRIL. SEPTEMBRE.

JUIN. NOVEMBRE.

FEVRIER.

1. CALENDIS.
2. IV. Nonas.
3. III.
4. Pridie Non.
5. NONIS.
6. VIII. Idus.
7. VII.
8. VI.
9. V.
10. IV.
11. III.
12. Pridie Id.
13. IDIBUS.
14. XVIII.
15. XVII.
16. XVI.
17. XV.
18. XIV.
19. XIII.
20. XII.
21. XI.
22. X.
23. IX.
24. VIII.
25. VII.
26. VI.
27. V.
28. IV.
29. III.
30. PRIDIE CAL.

1. CALENDIS.
2. IV. Nonas.
3. III.
4. Pridie Non.
5. NONIS.
6. VIII. Idus.
7. VII.
8. VI.
9. V.
10. IV.
11. III.
12. Pridie Id.
13. IDIBUS.
14. XVI. Cal.
15. XV.
16. XIV.
17. XIII.
18. XII.
19. XI.
20. X.
21. IX.
22. VIII.
23. VII.
24. VI.
25. V.
26. IV.
27. III.
28. PRIDIE CAL. *

* Quand le mois de Fevrier a 29. jours, & que l'année est bissextile, au lieu d'exprimer le quatorze par *XVI. Calendas Martias*, il faut dire *XVII.* ou compter deux fois le VI. avant les Calendes, *bis VI. Cal. Mart.*

CALOMNIATEUR, est celui qui accuse fausement quelqu'un, & *Calomnie* signifie fausse accusation qui n'a été faite que pour faire de la peine à l'accusé.

Cette injure étoit autrefois punie de la peine du Talion, mais aujourd'hui elle est arbitraire. Ainsi quand on justifie qu'une accusation n'a été faite que dans cette vûe, l'accusé peut poursuivre le dénonciateur ou la partie civile pour la faire condamner en ses dépens, dommages & intérêts; il est même quelquefois condamné en quelque peine afflictive. *Voyez* accusation calomnieuse.

CANCELLER, signifie barrer un acte pour le rendre nul. Cela se fait en passant la plume du haut en bas, ou de travers sur les signatures.

CANON, terme Grec qui signifie une regle; & comme c'est le propre de l'Eglise de persuader plutôt que de contraindre, ses loix ont été d'abord appellées des Canons; c'est-à-dire, *Regles*, plutôt que des Commandemens. Cependant comme l'Eglise a une Jurisdiction à sa maniere, & comme son autorité, pour être toute de douceur & de charité, n'en est pas moins puissante contre les Rebelles, on n'a pas dans la suite fait difficulté de leur donner le nom de Droit.

CANON, signifie quelquefois la modique redevance sous laquelle un fond est donné à bail emphytéotique. *Et modicus ille Canon datur non pro perceptione fructuum, sed in recognitionem Domini; quapropter non remittitur Canon propter sterilitatem.*

CAPITAINAGE, dans le Pays de Forêts est un droit qu'on appelle taille baptisée; c'est un droit porté par les terriers du Roy au pardessus du cens. Pour la perception de ce droit on fait des rolles.

CAPITAINES DES CHASSES, sont des Juges qui ne connoissent point des Eaux & Forêts, mais seulement des faits de Chasse.

L'Ordonnance les divise en Capitaines des Chasses des Maisons Royales, & en Capitaines des Chasses

dans toutes les Maîtrises des Eaux & Forêts de France.

Les Capitaines des Chasses des Maisons Royales sont ceux de saint Germain en Laye, Fontainebleau, Chambor, Bois de Boulogne, Varennes du Louvre & Livri, Vincennes, Compiègne & autres contenus dans les Etats envoyés à la Cour des Aydes.

Les Capitaines des Chasses, leurs Lieutenans & les Procureurs du Roy des Capitaineries, doivent être reçus au Siège de la Table de Marbre, & les Greffiers, Huissiers & Gardes tant à pied qu'à cheval, pardevant les Capitaines ou leurs Lieutenans, excepté les Officiers des Capitaineries des Maisons Royales, suivant l'Ordonnance des Eaux & Forêts, titre des Chasses, art. 39.

Les Officiers des Eaux & Forêts, suivant l'art. 31. de la même Ordonnance, connoissoient avec eux concurrence & par prévention entr'eux de la capture des délinquans, saisie des armes, batons, chiens, filets, engins, & contravention à l'Ordonnance & information premiere seulement, de sorte que si les Officiers des Eaux & Forêts ont informé à la même heure & même jour que les Capitaines, tous informeront réciproquement qui est l'information premiere; mais pour le reste de l'instruction & le jugement, les Officiers des Eaux & Forêts ont la préférence dans cette concurrence, comme s'ils les avoient prévenus en informant avant eux.

Le même article porte que l'Instruction & le jugement apartiendra au Lieutenant de Robe longue de la Maîtrise à la poursuite & diligence des Procureurs du Roy, sans néanmoins qu'ils puissent exclure les Capitaines & Lieutenans des Chasses d'assister à l'une & à l'autre, si bon leur semble, & d'y avoir séance & voix délibérative; sçavoir le Capitaine avec le Maître, & le Lieutenant du Capitaine avant celui de la Maîtrise dans le cas ci-dessus seulement lorsqu'ils ont informé, & pareillement les Officiers des Eaux & Forêts d'un même fait, ce qui s'entend des Capitaines des Maîtri-

ses quant à l'instruction & au jugement.

Les Capitaines des Maisons Royales en sont exceptez par les art. 32. & 33. qui les confirment dans leurs titres & possession d'instruire & juger à la diligence des Procureurs du Roy en ses Capitaineries, tous procès civils & criminels pour fait de chasse, en apellant avec eux les Lieutenans de Robe-longue, & autres Juges & Avocats pour conseil.

Ainsi en ce cas de concurrence ou de prévention, les Capitaines des Chasses des Maisons Royales après l'information, instruisent & jugent le procès sans les Maîtres particuliers des Eaux & Forêts, ayant en ce cas de concurrence la même préférence sur eux, que celle qu'ils ont sur les Capitaines des Maîtrises particulières; les Maîtres n'ayant pas le droit d'assister avec les Capitaines à l'instruction & jugement, qui n'excedent point la somme de 60. liv. pour toutes restitutions & réparations, sans autre peine & amende, suivant l'art. 37. & sont exécutez par provision, sans préjudice de l'apel; & si l'apellant se trouve emprisonné, il ne peut être élargi pendant l'apel qu'en consigniant l'amande.

Quand il y a apel des jugemens des Capitaines, les appellations se relevent suivant la Déclaration de 1602. aux Sieges des Tables de Marbre, & de là au Parlement.

CAPITAL, est le sort principal d'une rente qui produit des intérêts.

CAPITAL, *Crime capital*, est un crime qui merite peine de mort.

CAPITATION, est une imposition, qui se fait par tête ou par personnes.

CAPITOU LS, sont les premiers Magistrats de Police de Toulouse, qui ont la même fonction que les Echevins dans les autres Villes.

Ce nom a été donné à ces Officiers à cause du lieu où ils s'assemblent, qui s'apelloit le Capitole.

Il est défendu aux Capitouls de Toulouse de quitter.

pendant l'année de leur Capitoulat , il leur est enjoint d'y faire résidence continuelle.

Leurs Sentences se relevent immédiatement au Parlement dans les affaires qui regardent la police.

Si un Capitoul est partie dans quelque affaire , on peut s'adresser au Sénéchal.

CAPITULAIRES , signifient en general les actes qui se passent dans les assemblées regulieres ou féculieres.

On a dans la suite employé ce terme pour signifier les Ordonnances de nos Rois qui se faisoient dans les assemblées des Etats , qui étoient contenues en differens Chapitres.

Les Rois de la premiere Race tenoient tous les ans le premier jour de Mars une assemblée generale, où se traitoient toutes les affaires publiques. Elle étoit composée des principales Personnes de l'Etat Ecclésiastique & de l'Etat Laïque : sçavoir des Evêques , Abbés , Comtes , & autres Grands du Royaume.

Le résultat de chaque Assemblée sur les matieres que l'on y avoit traitées , étoit redigé par écrit & par articles , que l'on apelloit Chapitres , & le recueil de tous ces Chapitres étoit ce qu'on apelloit Capitulaires.

C'étoit le Roy qui arrêtoit les Articles , ensuite on les faisoit lire à l'Assemblée , & quand ils étoient approuvez de tout le monde , on les signoit , & on les mettoit dans les Archives du Chancelier ; d'où les Evêques & les Comtes étoient obligez d'en tirer des copies , & de les faire publier dans leurs Jurisdicitions , & aux Prônes des Messes Paroissiales ; afin que tout le monde en eût connoissance.

CAPTURE. Voyez emprisonnement

CAR TEL ESL NOTRE PLAISIR , est ce que l'on disoit anciennement en Latin , *quia tale est nostrum placitum*. Sur quoi faut il remarquer que *placitum* qui veut dire Decret & Ordonnance , a été mal traduit par le mot de *plaisir* , & qu'il auroit fallu mettre volonté.

Ainsi ces termes : *Car tel est nôtre plaisir* , qui se trou-

vent dans les Ordonnances Royaux veulent dire , parce que nous l'avons ainsi voulu , arrêté , statué & ordonné , en vertu de nôtre puissance & autorité. *Loyseau des Offices* , Livre 5. chap. 2. nomb. 74.

CARCAN , est un genre de suplice , qui note d'infamie. On fait attacher le criminel par le cou , avec un anneau de fer , à un poteau dans une place publique , où on l'expose ainsi à la risée des passans. *Voyez* Poteau.

CARENCE , terme qui vient du mot Latin *care* - *re* signifie manquement de quelque chose.

Exemple , quand un homme decede sans laisser aucuns effets , la veuve qui veut renoncer à la communauté , ou les heritiers qui veulent renoncer à sa succession , font faire un procès verbal de carence de bien , au lieu d'inventaire , n'y ayant rien à inventorier. C'est une précaution que prennent ceux qui se trouvent dans la maison , afin de n'être point soupçonnez d'avoir fait aucun recelé.

Ce terme se trouve dans l'Ordonnance des Eaux & Forêts , qui veut que les Exploits de carence de biens , ou d'insolvabilité ne soient valables , s'ils ne sont soutenus de bonnes preuves.

CARTULAIRES , sont les recueils des papiers terriers des Eglises & des Communautés , où sont transcrits les contrats d'achats , de ventes , d'échanges , les privileges , immunités , exemptions & autres chartres.

Ces titres n'ont été faits que pour conserver les actes en leur entier , & sont ordinairement posterieurs aux actes qui y sont contenus.

Comme ceux qui ont fait ces recueils n'ont pas toujours été fideles , il s'y trouve une infinité de pieces fausses ou corrompuës. Ce qui se justifie en comparant les originaux avec les copies qui ont été enregistrées dans les Cartulaires , ou en comparant d'anciens Cartulaires avec d'autres plus nouveaux , où les mêmes actes se trouvent ; car souvent plus les copies des Cartulaires sont nouvelles , plus les pieces qu'ils renferment sont étenduës.

CAS FORTUIT , est une force majeure , qu'on ne peut prévoir , & à laquelle on ne peut résister. Tels sont les débordemens , les torrens , les naufrages , les incendies , le tonnerre , la violence , les séditions populaires , les ruines des maisons qui arrivent par des malheurs imprévus , & autres semblables événemens.

Personne ne peut être tenu par la nature d'aucun contrat des cas fortuits , c'est-à-dire , qu'il n'y a point de contrat où l'un des contractans reponde envers l'autre des pertes & dommages ainsi causez : la perte de la chose qui périt , ou qui est endommagée par un cas fortuit , tombe sur celui qui en est le propriétaire , suivant la maxime : *Res sua domino perit.*

Celui qui n'est pas le propriétaire d'une chose , est tenu de la perte ou du dommage qui y arrive par cas fortuit en deux cas seulement.

Le premier est si cette perte ou ce dommage peuvent être imputez à sa faute , il doit alors en répondre ; comme si le cas fortuit est une suite d'un fait illicite , & qu'il en arrive quelque dommage ; celui dont le fait y a donné lieu en sera tenu.

Il en est de même , si le cas fortuit est la suite du retardement de celui qui doit livrer ou rendre une chose ; car si la chose qui devoit être livrée , vient à périr , pendant que celui qui la doit livrer n'y satisfait pas , il en est responsable.

De ce que nous avons dit ci-dessus il s'ensuit encore , que si celui à qui l'usage d'une chose a été accordé pour s'en servir d'une certaine façon , s'en sert à un autre usage , il se rend responsable par son imprudence , de la perte ou du dommage qui y survient par cas fortuit.

Exemple , j'ay prêté mon cheval à Titius pour aller à sa maison de campagne ; si Titius s'en sert pour aller ailleurs , & qu'il périsse par cas fortuit , Titius en est responsable . par ce que ce cas fortuit est accompagné de sa faute , & que s'il avoit suivi la loi de la convention , il n'eût point été dans l'endroit où mon cheval a péri.

Le deuxième cas , où celui qui n'est pas propriétaire

d'une chose , est tenu de la perte ou du dommage qui arrive par cas fortuit , & si quelqu'un, par une clause particuliere s'est chargé des cas fortuits, c'est à-dire , s'il s'est rendu responsable de la perte ou du dommage qui pourroit arriver par cas fortuit à la chose, pendant le tems qu'elle seroit en sa possession : *Quia scilicet pacta dant legem contractibus.*

CAS ROYAUX ET PREVÔTAUX sont des crimes dont ne peuvent connoître les premiers Juges , ou Juges ordinaires, c'est-à-dire , les Châtelains, ou Prevôts Royaux , & les Juges des Seigneurs. Les uns sont apelés cas Royaux , les autres cas Prevôtaux.

Les cas Royaux sont les crimes qui donnent directement atteinte à l'autorité Royale , & qui offensent la personne du Roy comme Roy.

La connoissance de ces crimes , quand ils sont simplement Royaux, & non Prevôtaux , est attribuée aux Baillifs , Sénéchaux , & Juges Présidiaux ; privativement aux autres Juges Royaux & à ceux des Seigneurs. Le dénombrement des cas Royaux est fait en l'article 11. du titre 1. de l'Ordonnance Criminelle de 1670.

Le premier est le crime de leze-Majesté en tous ses chefs. Sur quoi il faut remarquer que cela ne se doit entendre que du crime de leze-Majesté humaine & non pas Divine , comme l'hérésie , le blasphème , l'idolâtrie ; parce que le Roy n'y est point offensé , mais seulement le public & la Justice. C'est pour cette raison que les Hauts-Justiciers en connoissent.

Quoy que l'article 11. porte que les Baillifs , Sénéchaux & Juges Présidiaux connoîtront privativement aux autres Juges Royaux , & à ceux des Seigneurs du crime de leze-Majesté en tous ces chefs , néanmoins il faut excepter ce crime au premier chef ; car l'usage est que la connoissance en appartient au Parlement privativement à tous autres Juges , ou aux Commissaires députés par le Roy, pour en connoître souverainement.

Le deuxième est le sacrilège avec effraction. Aucun de nos Auteurs , qui ont parlé des cas Royaux , n'a

mis au nombre le sacrilège : effectivement ce crime n'offense point la Personne du Roy comme Roy, mais l'Ordonnance l'a ainsi réglé.

Le troisième est *la rebellion des Mandemens émanez de sa Majeité, ou de ses Officiers*. Ce crime n'est autre chose que la rebellion qui est faite à l'exécution des Mandemens du Roy ou de ses Officiers ; au lieu que la rebellion à un jugement peut regarder la simple signification qui en est faite par un Huissier ou Sergent ; laquelle rebellion est aussi un cas Royal, suivant tous nos Auteurs, qui disent que la rebellion & l'excès fait à un Sergent Royal, est un cas Royal & privilégié. La raison est, que l'injure qui en résulte, ne le regarde pas tant que celui dont il veut signifier ou exécuter le jugement. Ce qui est dit dans l'Ordonnance, que la rebellion faite au mandement du Juge Royal est un cas Royal, ne se doit pas entendre de tout Juge Royal, mais seulement des Baillifs, Sénéchaux, Juges Présidiaux, & des Parlemens, & non pas du Prevôt & Châtelain Royal, qui doit connoître de la rebellion qui est faite à ses mandemens ou jugemens.

Le quatrième est *la police pour le port des armes*, c'est-à-dire, la contravention à l'établissement de la Police, qui regarde la faculté ou la défense de porter des armes. L'Ordonnance de Charles VIII. de l'an 1487. & celle de François I. de 1532. sont les plus anciennes qui défendent le port d'armes, à l'exception des Gentilshommes & Officiers.

Comme il n'y a que le Roy qui ait droit de permettre & de défendre le port d'armes, il n'y a aussi que ses Officiers qui aient droit de connoître des délits qui sont accompagnés de port d'armes.

Quiconque porte des armes contre la prohibition des Ordonnances, est dès ce moment justiciable des Baillifs & Sénéchaux, & que tous les délits que l'on commet avec des armes défendues sont considérés comme une faute de port d'armes, & doivent être jugés par ces mêmes Juges ; quoique sans le port d'armes ils

n'eussent point été de leur compétence.

Le cinquième est *le crime d'assemblies illicites*, c'est-à-dire, de plusieurs personnes, faites contre les Reglemens, ou à dessein de faire insulte & outrage à autrui. On tient que trois personnes suffisent pour faire une assemblée illicite, que s'il y en a plus, ou si elle se fait avec port d'armes, c'est un cas Prevôtal.

Le sixième est *le crime de sédition ou émotion populaire*, c'est-à-dire, le soulèvement de plusieurs personnes que l'on excite à faire sédition.

Le septième est *la force publique*, c'est-à-dire, celle qui est faite avec armes, comme nous avons dit sur le §. 8. du dernier titre des Institutes.

Le huitième est *la fabrication, l'altération ou l'exposition de fausse monnoye*. Sous ces mots, l'Ordonnance comprend les diverses especes de ce crime.

Le neuvième est *la correction des Officiers Royaux*, en ce qui regarde le devoir de leurs Charges, comme la malversation, la concussion, & la fausseté. Mais en tous les autres cas les Officiers Royaux demeurans dans les terres des Seigneurs Hauts-Justiciers, sont justiciables des Juges de ces Seigneurs, comme les autres sujets desdites terres.

Le dixième est *le crime d'hérésie*, ce crime est un cas Royal, parce qu'il tend à la destruction de la Religion, & entraîne toujours avec lui la ruine de l'Etat.

L'onzième est *le trouble public* au service divin, c'est-à-dire, fait publiquement.

Le douzième est *le rapt & enlèvement de personnes par force & violence*. Ainsi l'enlèvement qui se fait de concert avec la personne enlevée, n'est pas un cas Royal.

L'Ordonnance de 1670. art. 11. du titre 1. après avoir rapporté ces douze cas Royaux, ajoute à la fin, & autres cas expliqués par nos Ordonnances. Ce qui fait voir qu'il y a plusieurs autres cas dont la connoissance appartient aux Baillifs & Sénéchaux, privativement aux Juges Prevôts, sçavoir toutes sortes de rapt, suivant l'Ordonnance de Blois, art. 42. même celui qui est

fait par subornation & séduction, le rapt par force & violence sans enlèvement, l'incendie, le viol, le péculat, les exceptions & opressions publiques, les levées de deniers sans Lettres Patentes, l'usure, la banqueroute frauduleuse, le monopole, les excès commis dans les grands chemins & autres lieux publics, les mariages clandestins, ou faits au préjudice des Ordonnances, le crime de faux non incident ou civil, les contraventions aux Ordonnances & aux Edits de Pacification, l'adultere, l'inceste & le parricide.

Les cas Prevôtaux sont aussi ceux qui offensent la Personne du Roy comme Roy, & dont la connoissance est attribuée aux Prevôts des Maréchaux de France, aux Lieutenans Criminels de Robe-courte, aux Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux, soit à cause de la qualité des délinquants, soit à cause de la nature du délit.

L'article 12. du titre premier de l'Ordonnance de 1670. fait ainsi l'énumération des cas Prevôtaux. *Les Prevôts de nos Cousins les Maréchaux de France, les Lieutenans Criminels de Robe-courte, les Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux connoîtront en dernier ressort de tous crimes commis par vagabonds, gens sans aveu & sans domicile, ou qui auront été condamnés à peine corporelle, bannissement ou amende-honorable. Connoîtront aussi des opressions, excès ou autres crimes commis par gens de guerre, tant de leur marche, lieu d'étape, que d'assemblées & de séjour pendant leur marche, de Déserteurs d'armées, assemblées illicites avec port d'armes, levée de gens de guerre sans commission de nous, & des vols faits sur les grands chemins. Connoîtront aussi des vols faits avec effraction, port d'armes & violence publique dans les Villes qui ne seront point celles de leur résidence. Comme aussi des sacrileges avec effraction, assassinats prémédités, séditions, émeutes populaires, fabrication, altération ou exposition de monnoye contre toutes personnes, en cas toutefois que les crimes aient été commis hors de la Ville de leur résidence.*

Il convient de faire quelques observations au su-

jet de cet article & du précédent.

La première est, que les Prevôts des Maréchaux, les Vice-Baillifs & Lieutenans Criminels de Robe-courte, qui sont tous Officiers de même pouvoir & fonction; & qui ne different que de nom, ne peuvent pas connoître des cas énoncez dans l'article 11. du titre premier de l'Ordonnance de 1670. qui ne sont point repetez dans l'article 12 du même titre; par exemple, du crime de leze-Majesté, des malversations commises par les Officiers Royaux en l'exercice de leurs Charges; du crime d'heresie, du trouble public fait au service Divin, & du rapt & enlèvement des personnes.

La deuxième est, que le Lieutenant Criminel du Châtelet de Paris connoît des cas Prevôtaux, aussi bien que les Prevôts des Maréchaux de France, les Vice-Baillifs & Vice Sénéchaux.

La raison est que le Lieutenant Criminel du Châtelet est Lieutenant du Prevôt de Paris, qui est le premier de tous les Prevôts. Il a la prévention & juge avec le nombre de sept Juges, par jugement dernier, sa compétence préalablement jugée. Et le Lieutenant Criminel de Robe-courte connoît des captures qu'il fait, & des cas privilegiez, qui sont au nombre de sept: incendie, fausse monnoye, crime de leze-Majesté Divine & humaine, sédition populaire, vol de nuit & de jour sur les grands chemins & ailleurs, port d'armes des vagabons & non domiciliez.

La troisième est, que les Prevôts des Maréchaux, Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux ne peuvent juger en aucuns cas à la charge de l'apel, mais ils jugent toujours en dernier ressort, suivant l'art. 12. & 14. du titre 1. de l'Ordonnance de 1670, comme nous avons dit sur le mot *Prevôt des Maréchaux*.

La quatrième est, que ces termes: *commis hors des Villes de leur résidence*, qui sont dans l'article 12. du titre 1. marquent la difference qu'il y a entre la Jurisdiction des Prevôts & celle des Présidiaux; qui est que

les Présidiaux connoissent des crimes Prevôtiaux , tant aux villes qu'aux champs ; au lieu que les Prevôts ne connoissent que de ceux qui sont commis aux champs & non aux villes de leur résidence , à l'exception des crimes qui sont énoncez au commencement de cet article , dont ils ont la connoissance , quoiqu'ils soient commis dans les villes de leur résidence. *Voyez* l'endroit que nous venons de citer ci-dessus.

La cinquième est , que les Juges Présidiaux , c'est-à-dire , le Lieutenant criminel assisté des Juges Présidiaux , connoissent en dernier ressort des personnes & crimes mentionnez aux susdits articles 11. & 12 de l'Ordonnance de 1670. & préférentement aux Prevôts des Maréchaux , Lieutenans criminels de Robe-courte, Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux , s'ils ont decreté ou avant eux ou le même jour , ainsi qu'il est porté en l'article 15. du même titre ; c'est-à-dire , que si les Présidiaux & les Prevôts ont decreté le même jour , la connoissance du crime appartient aux Présidiaux , quoique les Prevôts aient decreté quelques heures auparavant.

La sixième est que si les coupables de l'un des cas Royaux ou Prevôtiaux , sont pris en flagrant délit ; le Juge des lieux peut informer & decreter contre eux , & les interroger ainsi que l'art. 16. du titre 1. de l'Ordonnance de 1670. leur permet ; à la charge d'en avertir incessamment les Baillifs , ou Sénéchaux par acte signifié à leur Greffe , après quoi les Baillifs ou Sénéchaux ou leurs Lieutenans sont tenus d'envoyer querir le Procès & les accusez , qui ne pourront leur être refusez , à peine d'interdiction , & de 300. liv. d'amende contre les Juges , Greffiers & Geoliers , applicable moitié au Roy & l'autre moitié aux pauvres & aux nécessitez de l'Auditoire des Baillifs & Sénéchaux , ainsi qu'il sera par eux ordonné.

Au reste , les cas Royaux & les cas Prevôtiaux different. 1°. En ce que tous cas Prevôtiaux sont cas Royaux , mais tous cas Royaux ne sont pas Prevôtiaux.

II°. Que les cas Prevôtaux doivent être jugez prévôtalement, c'est-à-dire, en dernier ressort & sans apel, mais les cas Royaux qui ne sont pas Prevôtaux doivent être jugez par les Baillifs & Sénéchaux ou leurs Lieutenans, à la charge de l'apel.

III°. Que les Prevôts des Maréchaux ne peuvent connoître des cas Royaux, mais les Présidiaux peuvent connoître des cas Prevôtaux en dernier ressort, à l'exclusion des Prevôts des Maréchaux, lorsqu'ils ont decreté avant eux, ou le même jour.

CAS PRIVILEGIEZ. Voyez délits communs & délits privilegiez.

CASSATION, signifie un jugement qui casse un acte ou une procédure pour cause de nullité.

On se peut pourvoir en cassation d'Arrêt, quand des Arrêts directement contraires, ont été rendus dans une même ou deux Cours souveraines entre les mêmes parties.

Comme ces Arrêts ne peuvent pas être exécutez, il faut se pourvoir contre par cassation. L'Ordonnance d'Orléans art. 38. dit que les contrariétés d'Arrêts des Cours souveraines, seront jugées où les Arrêts auront été donnez. Néanmoins on peut aussi se pourvoir au Conseil Privé.

Il y a plusieurs autres cas auxquels on peut se pourvoir au Conseil Privé en cassation d'Arrêt : sçavoir,

I°. Ceux qui n'ont point été parties dans un procès ou dûement appelez, peuvent demander la cassation des Arrêts rendus contre eux, ou contre ceux qui ont été rendus contre d'autres personnes, quand ces Arrêts leur portent préjudice.

II°. Ceux qui ont été condamnez par Arrêts rendus sur congez ou défauts peuvent en poursuivre la cassation.

III°. Quand les Arrêts ont été rendus contre les Ordonnances, ou contre les termes exprès des Coutumes.

IV°. Quand les formes prescrites par les Ordon-

nances n'ont pas été observées, comme si une Cour avoit jugé un procès dont la connoissance ne lui appartenoit pas; en ce cas on peut se pourvoir au Conseil en cassation d'Arrêt.

Pour se pourvoir en cassation contre un Arrêt, on présente au Conseil Privé une requête qui ne doit contenir que les moyens de cassation très-succinctement; & il n'est pas permis d'y employer aucuns termes injurieux contre les Juges qui ont rendu l'Arrêt dont on demande la cassation.

Un Avocat au Conseil dresse & signe cette requête: un Maître des Requêtes en fait le rapport à M. le Chancelier.

La demande ne peut être poursuivie, si elle n'est auparavant reçue par un Arrêt du Conseil d'assigné ou de communiqué.

Les Requêtes en cassation doivent être signifiées & copie donnée dans les six mois, à compter à l'égard des majeurs, du jour de la signification qui leur aura été faite des Arrêts & Jugemens en dernier ressort, à personne ou domicile; & pour les mineurs dans les six mois du jour de la signification qui leur aura été faite à personne ou domicile, depuis leur majorité, article 66. du Reglement du Conseil en date du 3. Janvier 1673.

Les articles 7. 8. & 9. de l'Ordonnance de 1667. titre des Requêtes civiles, sont observez au Conseil pour toutes les demandes en cassation. Ces articles regardent les Ecclésiastiques, les Hôpitaux, les Communautés, les successeurs à un Benefice, & les héritiers des condamnés.

Les requêtes en cassation ne sont point reçues si elles ne sont signées de deux anciens Avocats au Conseil du nombre des cinquante premiers, & de celui qui les aura dressées.

Une requête en cassation n'empêche point l'exécution de l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort. Et le susdit Reglement article 65. fait defenses de donner

aucune surseance en aucuns cas , si ce n'est par un ordre exprès de sa Majesté.

Quand les moyens de cassation ne sont pas trouvez suffisans , & que l'Arrêt contre lequel le demandeur en cassation s'est pourvû subsiste , il est condamné en trois cens liv. d'amende envers sa Majesté , & en cent cinquante livres envers la partie , si l'Arrêt contre lequel la requête a été présentée , est contradictoire : & en cent cinquante liv. d'amende envers Sa Majesté , & de soixante quinze liv. envers la partie , s'il est par congé ou défaut , suivant l'art. 68. du susdit Reglement.

Et même par l'article 62. ceux qui se pourvoient au Conseil en cassation d'Arrêts & Jugemens contradictoires , tant du Conseil que des Cours & Jugesen dernier ressort , soit qu'ils soient préparatoires ou diffinitifs , en présentant leur requête à fin de cassation , sont tenus de consigner les susd. amendes , pour être rendues , après le Jugement des requêtes en cassation , à qui il apartiendra. Ce qui reçoit néanmoins deux exceptions.

La Premiere est , que ceux qui n'ont point été parties ou dûement apellés , peuvent s'oposer à l'exécution des Arrêts , ou en demander la cassation , sans être tenus de consigner aucune amende , en sorte néanmoins que s'ils succombent dans leur requête en quelque maniere que la prononciation soit conçue , ils sont condamnés en deux cens liv. envers le Roy , & cent liv. envers la partie , suivant l'article 63.

La deuxieme est contenuë en l'article 64. qui porte que ceux qui ont été condamnés par Arrêts rendus sur congés ou défauts , peuvent en demander la cassation , sans être tenus de consigner aucune amende , ni alléguer aucun moyen de cassation , pourveu qu'ils aient donné leur requête , & qu'elle ait été signifiée dans la huitaine du jour de la signification de l'Arrêt à personne ou domicile.

CASSER , signifie annuler un acte ou un écrit , en détruire la force & la valeur. Le mariage est indis-

soluble, ainsi l'on ne peut donner atteinte à un mariage valablement contracté. On dit néanmoins communément qu'on a fait casser un mariage, pour dire qu'on l'a fait déclarer nul.

CAUSE, est une action réelle ou personnelle, qui est portée pardevant le Juge, pour être par lui fait droit aux parties par un Jugement qui termine leur contestation.

Si la cause est jugée en l'Audience par un jugement définitif, il n'y a plus de contestation entre les parties, au moins pardevant le Juge qui l'a terminée, & s'il y a apel, l'affaire est portée pardevant le Juge d'apel.

Si la cause se trouve difficile à juger à l'Audience, ou pour raison des titres & des pieces sur lesquelles les parties établissent leur droit, ou parce que ce seroit une question de Droit ou de Coutume difficile à juger sur le champ, le Juge apointe les parties, & s'il rend un apointement en droit, la cause devient instance; & s'il y a apel d'une Sentence par écrit, l'affaire devient un procès par écrit, à moins que l'apel ne fût interjetté d'une Sentence par forclusion renduë sur un apointement à mettre, auquel cas ce ne seroit qu'une apellation verbale, & par conséquent une cause & non pas un procès.

On voit par là quelle difference il y a entre une cause, une instance, & un procès, quoyque généralement parlant, le procès se dise aussi de la cause; mais on ne se sert point du terme de cause, pour signifier un procès par écrit.

CAUSE CIVILE, est celle qui commence un exploit, dans lequel le demandeur conclut à ce que le défendeur lui rende & restituë une chose qui lui appartient ou qu'il lui donne, ou fasse ce à quoi il est obligé envers lui.

CAUSE CRIMINELLE, est celle qui se forme par une plainte, par laquelle le plaignant poursuit la réparation du tort qui lui a été fait par le délit commis envers lui par l'accusé; sauf au Procureur du Roy à

prendre pour la vengeance publique telles conclusions qu'il avisera bon être.

Celui qui a formé sa plainte, y peut renoncer & agir par la voye civile, pour raison du tort qui lui a été fait; mais celui qui a commencé par la voye civile, ne peut plus agir par la voye extraordinaire.

CAUSE BENEFICIALE, est celle dans laquelle il s'agit de benefice Ecclésiastique, de dixmes, de portion congrüe, & autres choses semblables.

Le pétitoire se porte pardevant le Juge d'Eglise; mais pour raison de ces sortes de chose on agit toujours au possessoire pardevant le Juge Laïque Royal, & le possessoire jugé, il ne reste plus de contestation dont le Juge d'Eglise puisse prendre connoissance, attendu que le possessoire ne se juge par le Juge Laïc, que sur l'inspection des titres.

CAUSE PIE, est celle qui provient de la libéralité des fideles, exercée envers une Eglise, un Hôpital, ou les pauvres.

Ces sortes de causes regardent le public, & ne peuvent être jugées sans conclusions de Messieurs les Gens du Roy.

Comme elles sont favorables, elles reçoivent toujours une interprétation avantageuse, à moins qu'il n'y ait quelque disposition de Droit, ou quelque raison évidente qui en empêche.

CAUSE INCIDENTE, est une demande formée incidemment par l'une des parties, qui a quelque connexion à la demande principale. *Voyez.* Incident.

CAUSE D'INTERVENTION. *Voyez.* Intervention. Nous remarquerons seulement ici, que comme toute demande doit être libellée, celui qui veut être reçu partie intervenante dans une affaire, doit énoncer dans sa requête les causes de son intervention, & en donner copie aux parties intéressées.

CAUSE D'AUDIENCE, est une cause qui doit être plaidée.

CAUSE APOINTE'E, ou interloquée, est une cau-

se plaidée à l'Audience , sur laquelle en conséquence de la plaidoirie des parties , est intervenu un apointement *Voyez.* Apointement.

CAUSE SOMMAIRE; est celle qui est pure personnelle , & n'excede la valeur de 400. livres aux Cours souveraines , aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais ; & par tout ailleurs 200. liv. suivant l'art. 1. tit. des matieres sommaires de l'Ordonnance de 1667.

Ce qui souffre une exception contenuë en l'art. 2. du même titre , qui veut que les demandes excedantes la somme de deux cens livres , qui ont été apointées ès Jurisdicitions & justices inferieures , & portées par apel aux Cours souveraines , y soient jugées comme procès par écrit ; & par conséquent contre la regle des matieres sommaires contenuës en l'article 7. du même titre , qui veut que les matieres sommaires soient jugées à l'Audience.

Ces termes de l'art. 2. *excedante la somme de deux cens liv.* se doivent entendre des causes qui excèdent deux cens livres jusqu'à 400. liv. car celles qui excèdent 400. liv. ne sont pas sommaires dans les Cours souveraines , suivant ledit art. 1. & aux Bailliages & Sénéchaussées , & autres Jurisdicitions Royales inferieures , & aux Justices des Seigneurs , & aux Officialitez ; celles qui n'excedent point la somme ou valeur de deux cens livres , sont aussi réputées sommaires par l'article premier.

Il y a encore d'autres causes sommaires ; sçavoir.

I°. les choses concernant la Police , à quelque somme ou valeur qu'elles puissent monter en toutes les Cours , Jurisdicitions & Justices , par l'art. 3.

II°. Les achats, ventes, délivrance & payement pour provisions & fournitures de maisons en grains, farine, pain , viande , foin , bois & autres denrées , pourvû que ce qui est demandé n'excede pas la somme ou valeur de mille livres , de même que toutes les autres choses qui sont contenuës audit art. 3.

III°. Les sommes dûës pour vente faite ès ports , étapes , foires & marchez.

IV°. Loyers de maisons , fermes & actions pour les occuper ou exploiter , ou aux fins d'en vuider , tant de la part des propriétaires que des locataires ou fermiers , non jouïssances , diminutions de loyers , fermages & réparations , soit qu'il y ait bail ou non. Les impenses utiles & nécessaires , les méliorations , détériorations , labours & semences.

V°. Les prises de chevaux & bestiaux en délit , les saisies qui en sont faites ; les nourritures , dépenses ou loüiages.

VI°. Les gages des serviteurs , peines d'ouvriers , journées de gens de travail , partie d'Apotiquaires & Chirurgiens , vacations de Medecins , frais & salaires des Procureurs , Huissiers , Sergens , & autres droits d'Officiers , appointemens & récompenses.

VII°. Les oppositions & levées de scellez , les confections & clôtures d'inventaires , les oppositions à la levée des scellez , aux inventaires & clôtures , en ce qui concerne la procedure seulement , suivant l'art. 4.

VIII°. Les oppositions faites aux saisies , executions & ventes de meubles , les préférences sur le prix en provenant , pourvû qu'il n'y ait que trois opposans , & que leurs prétentions n'excèdent la somme de mille livres , sans y comprendre les cas de contribution au marc la livre , suivant ledit article 4.

IX°. Les demandes à fin d'élargissement & provision des personnes emprisonnées par l'art. 5.

X°. Les demandes à fin de main - levée des effets mobiliers saisis ou exécutez , les établissemens ou décharges de Gardiens Commissaires , Dépositaires ou Sequestres , Réintégrandes , les provisions requises pour nourritures & alimens , & tout ce qui requiert celerité , & où il peut y avoir du péril en la demeure , est pareillement réputé matiere sommaire , pourvû qu'il n'excède point la somme de mille livres , par le même art. 5. Il faut encore ajoûter pour matieres

sommaires les dations de tutelles, curatelles & émancipations des enfans.

Toutes les matieres sommaires se jugent à l'Audience en toutes les Cours & Jurisdiccions Royales & Seigneuriales, incontinent après les délais échus, sur un simple acte pour venir plaider, sans autre procedure ni formalité, suivant l'art. 7. qui veut que pour cet effet soient données des Audiences particulieres.

Néanmoins il faut remarquer ici une difference, que les demandes en matieres sommaires, se font ordinairement aux Cours inferieures par exploits & assignations, & que dans les Cours souveraines elles se font par requête, sur laquelle un de Messieurs, ou le Greffier met: *viennent les parties ou soit partie appelée*, quand il n'y a point de Procureur en cause.

Les parties peuvent plaider sans assistance d'Avocats ni Procureurs en toutes matieres sommaires, si ce n'est dans les Cours de Parlement, Grand Conseil, Cour des Aydes & autres Cours souveraines, aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais, & aux Sièges Présidiaux, suivant l'article 6.

Si le differend ne peut être jugé à l'Audience sur le champ, les pieces sont mises sur le Bureau sans inventaire de production, écritures ni mémoires, pour y être délibéré, & le jugement doit être prononcé au premier jour à l'Audience, sans épices ni vacations, suivant l'art. 10.

Le Juge peut ordonner la preuve par témoins, pour être les témoins ouïs à la prochaine Audience en la présence des parties, si elles y comparent, sinon en l'absence des défailans.

Néanmoins quant aux Cours souveraines, aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais, & aux Présidiaux, les témoins peuvent être ouïs au Greffe pardevant un des Conseillers, sommairement, sans frais, & sans que le délai puisse être prorogé, suivant l'article 8.

Si une partie veut proposer des reproches contre les témoins amenez par la partie adverse, elle les doit re-

procher à l'Audience avant que les témoins soient entendus , si la partie est présente : & en cas d'absence , il doit être passé outre à l'audition , & doit être fait mention sur le plumeux , ou par le procès verbal , si c'est au Greffe , des reproches & de la déposition des témoins , suivant l'art. 9.

En fait de Police , les Jugemens définitifs ou provisoires , à quelque somme qu'ils puissent monter , sont exécutez nonobstant oppositions ou appellations , & sans y préjudicier , en baillant caution. Ce qui est ainsi ordonné par l'art. 12. attendu qu'il est de l'intérêt public que ce qui a été jugé & ordonné pour fait de Police , soit exécuté sans retard.

Les Jugemens définitifs donnez dans les matieres sommaires sont exécutoires par provision , en donnant caution , nonobstant oppositions ou appellations , & sans y préjudicier , quoiqu'il n'y ait ni contrats , ni obligations , ni promesses reconnues aux condamnations précédentes , suivant l'art. 13. quand les condamnations ne sont , sçavoir :

A l'égard des Justices des Duchez & Pairies & autres cas qui ressortissent sans moyens au Parlement , que de 40. liv.

A l'égard des Prevôtés & Châtellenies Royales & autres Sièges particuliers , Maîtrises particulieres des Eaux & Forêts , Sièges particuliers des Amirautez , Elections & Greniers à Sel , de soixante livres.

A l'égard des Bailliages & Sénéchaussées , Sièges des Grands Maîtres des Eaux & Forêts , Connétablies & Sièges Généraux des Amirautez , de cent liv.

A l'égard des Requêtes de l'Hôtel & du Palais , de trois cent liv. & au - dessous.

En toutes matieres sommaires qui n'excedent point la somme de mille livres , les Sentences de provision sont exécutées nonobstant & sans préjudice de l'appel , en baillant caution , quoiqu'il n'y ait contrat , obligation , promesse reconnue , ou condamnation précédente , suivant l'art. 14.

Mais

Mais s'il y a contrats , obligations , promesses reconnues , ou condamnations précédentes par Sentences dont il n'y ait point d'appel , les Sentences de provision sont exécutées , à quelques sommes qu'elles puissent monter , en donnant caution , suivant l'art 15.

Néanmoins la provision seroit empêchée au cas qu'on produisît des quittances ou autres pieces , qui pourroient faire douter si le payement n'auroit pas été fait.

Il est défendu par l'art. 16. à toutes les Cours souveraines de donner des défenses ou surseances à l'exécution des Sentences rendues en matieres sommaires , sur peine de nullité : Sa Majesté voulant que sans y avoir égard , & sans qu'il soit besoin d'en demander main-levée , les Sentences soient exécutées nonobstant Jugemens , Ordonnances ou Arrêts contraires.

Si les instances sur la provision & sur la définitive sont en même tems en état , les Juges y doivent prononcer par un même Jugement , & peuvent ordonner qu'en cas d'appel leur Jugement sera exécuté par manière de provision , en baillant bonne & suffisante caution , lorsqu'il échet de juger par provision ; & en ce cas ils ne peuvent pas rendre séparément la Sentence de provision & définitive , suivant l'art. 17.

CAUSE GRASSE , est une cause solennelle , qui se plaide tous les ans en la Chambre saint Louis , un des jours gras , depuis neuf heures jusqu'à midi , par les Avocats de la Basoche , devant le Chancelier & les Maîtres des Requêtes de cette Jurisdiction. Le sujet est simulé , mais il est toujours fondé sur quelque rapt ou sur le mécontentement d'un mari.

La pudeur y étoit autrefois violée , tant par les termes équivoques , que par les noms que l'on donnoit aux parties qui renfermoient toujours des ordures très-grossières.

M. le Premier Président de la Moignon ne pouvant souffrir une si sale plaidoirie , la défendit. Elle s'est faite depuis la mort de ce grand Magistrat , mais on y a gardé plus de circonspection.

C A U S E , signifie quelquefois la raison pour laquelle un homme s'oblige envers un autre.

Les promesses & obligations doivent avoir une cause legitime , qui y soit énoncée , ce qui fait qu'on les appelle obligations ou promesses causées : faute de quoi on pourroit leur donner atteinte , & en prétendre la nullité, en ce qu'il y a lieu de croire , qu'elle a été faite *ob turpem vel injuriam causam* : pour raison du jeu, ou pour une autre cause également réprouvée.

C A U S E S E T M O Y E N S D' A P P E L , sont des moyens dont l'appellant se sert pour soutenir son appel , quand l'appellation est verbale , & que les parties ont été sur cette appellation appointées au Conseil.

Quand l'appellation est d'une Sentence renduë en procès par écrit , les moyens d'appel sont appelez griefs hors procès , & se font en conséquence d'un appointement de conclusion.

Les causes & moyens d'appel se dressent ainsi. *Causés & moyens d'appel que met pardevant vous , Nosseigneurs de Parlement , tel appellant contre tel intimé , suivant & pour satisfaire à l'appointement au Conseil du à ce que par l'Arrêt qui interviendra , il plaise à la Cour mettre l'appellation & ce dont a été appelé , au néant , émandant , ordonner , &c.*

Il faut conclure comme en cause principale , & après que l'on a expliqué le fait & la procedure , & que l'on a déduit ses moyens , on finit par ces mots. *Par toutes ces considérations , l'appellant persiste en ses conclusions.*

Le délai de fournir de causes d'appel & de huitaine , à compter du jour de la sommation qui a été faite au Procureur de l'appellant ; & le délai de fournir de réponses à icelles est aussi de huitaine à compter du jour de la signification des causes d'appel faite au Procureur de l'intimé , art. 21. du tit. 11. de l'Ordonnance de 1667.

Les causes & moyens d'appel & de nullité en matiere criminelle se dressent de la même maniere que.

les causes & moyens d'appel en matiere civile.

CAUSES ET MOYENS D'ABUS, tant en matiere civile qu'en matiere criminelle sur des appointemens au Conseil, se dressent de la même maniere que les causes & moyens d'appel ci-dessus, si ce n'est à l'égard des conclusions qu'il faut changer & rédiger ainsi. *A ce qu'il plaise à la Cour mettre l'appellation & ce au néant, emendant dire qu'il y a abus dans l'exécution, ou dans l'Ordonnance de l'Official.*

CAUSES ET MOYENS D'OPPOSITION A DES CRIÉES, sont les écritures que fournit celui qui a formé son opposition à des criées, pour justifier de son droit.

Sur ces sortes d'oppositions on prend un appointement en droit, chaque opposant doit fournir ses causes & moyens d'opposition, & produire ses titres.

Ces causes & moyens se dressent de la même maniere que les causes & moyens d'appel; à l'exception qu'on y conclut suivant la matiere del'oposition dont il s'agit.

Par exemple, si c'est une opposition à fin de distraire, on conclut comme on fait dans l'acte d'opposition; à ce qu'il plaise à la Cour ordonner que des saisies & criées faites sur un tel à la requête d'un tel, il en sera distrait au profit de l'opposant, telle chose à lui appartenante, & le saisissant condamné aux dépens de l'instance d'opposition.

CAUTION en général, est une assurance ou sûreté; ordinairement ce terme signifie celui qui s'oblige pour un autre, l'obligation du principal débiteur, subsistant toujours: en sorte qu'il n'y a point de novation.

La caution s'exige d'un débiteur par un créancier pour plus grande sûreté de ce qui lui est dû. *Voyez Fidejusseur.*

Caution contrainte au payement de la dette, est subrogée tacitement au droit du créancier, quoique la quittance ne porte aucune subrogation.

Les cautions se forment par un acte qui porte un cautionnement exprès de la part de celui qui se rend

caution ; ainsi une simple recommandation ne passe jamais en Justice pour un cautionnement.

CAUTION EN MATIERE CRIMINELLE, est celui qui s'oblige de représenter le criminel , quand il en sera requis.

Quelquefois on se rend caution d'un criminel, à l'effet de le faire mettre hors des prisons , auquel cas on ne le cautionne pas pour la peine du crime , laquelle doit être personnelle ; mais on s'oblige seulement aux intérêts de la partie civile , faute de représenter le criminel au premier commandement du Juge. Ce qui est si vrai, qu'une caution ne peut s'obliger corps pour corps pour un criminel : *Quia pœna manet suos autores.*

Comme le crime est éteint par la mort de l'accusé , la caution qui s'étoit obligée de le représenter en devient déchargée ; à moins que l'accusé ne fût décédé après la demande de la représentation ; & que par le moyen de cette demeure , la cause n'eût pu être contestée & transmise contre les héritiers de l'accusé ; c'est pourquoi la caution seroit en ce cas tenuë de représenter l'accusé comme s'il n'étoit point décédé. Coquille sur la Coutume de Nivernois, titre de Justice & Droits d'icelle , article 21.

L'obligation à laquelle s'est engagée cette caution s'éteint aussi par le laps de vingt ans ; parce que toutes poursuites de crime & tout ce qui en dépend se prescrivent par ce tems , si ce n'est qu'il y eût eu execution par effigie.

Au reste , les complices ne peuvent être reçus cautions de représenter un criminel.

CAUTIONS JUDICIAIRES, sont les fidejusseurs qui s'obligent en Justice en conséquence d'un Jugement qu'il ordonne ; quand il est ordonné qu'une somme , ou quelque chose sera délivrée à une des parties , en baillant caution.

Quand le jugement porte seulement en donnant caution , il suffit d'en présenter une : & la partie adverse n'est pas en droit d'examiner ses facultez. Mais

s'il est dit, *en donnant bonne & suffisante caution*, il faut alors que la caution soit solvable, & qu'elle possède des immeubles.

Celui qui s'est rendu judiciairement caution d'une somme adjugée par Sentence avec les intérêts, est tenu indistinctement de la somme principale & des intérêts, à moins qu'il n'y ait quelque terme limitatif qui restreigne le paiement. Ainsi jugé par Arrêt du 23. Juin 1673. rapporté par M. Soefve tome 2. Centur. 4. chap. 77.

Un mineur qui s'est rendu caution judiciaire, peut se faire restituer contre son cautionnement; à moins qu'il ne l'eût fait pour tirer son pere de prison.

La caution judiciaire doit être reçue, & faire sa soumission en la maniere accoutumée. *Voyez* Reception de caution.

La discussion du principal obligé n'a point lieu pour les cautions judiciaires. *Ne lutoria fierent judicia*, quoi-qu'elle ait lieu pour les Certificateurs.

CAUTION JURATOIRE, est celle qui se fait en Justice en conséquence d'un jugement qui l'ordonne, ou d'une disposition d'Ordonnance ou de Coutume qui y oblige quelqu'un.

Un particulier demande à entrer dans son bien, ou d'être payé d'une somme qui lui est dûë, s'il y a contestation formée pour ce qu'il demande, & qu'elle souffre quelque difficulté, le Juge peut lui adjuger les fins & conclusions de sa demande à sa caution juratoire.

Une veuve doit avoir la délivrance de son douaire à sa caution juratoire, en cas qu'elle ne se remarie point: & en cas de secondes nœces elle est obligée de donner bonne & suffisante caution.

CAUTION DE TUTEUR. En pays de Droit écrit les tuteurs sont tenus de donner caution conformément au Droit Romain. Mais les peres & les meres sont admis à la tutelle de leurs enfans sur leur caution juratoire, & ne sont point tenus de donner aucun fidejusseur qui réponde de leur administration.

Selon le Droit commun & général du pays Coutumier, le tuteur étant choisi par les parens & confirmé par le Juge en connoissance de cause, n'est pas tenu de donner caution.

Mais tout tuteur honoraire, oneraire & subrogé, est obligé de commencer par prêter serment devant le Juge ordinaire, de bien administrer la tutelle, & d'en payer le reliquat. Et sans ce serment qui est la confirmation de la tutelle, le tuteur n'a point de puissance légitime.

CAUTIO judicatum solvi, est une caution qui se donne en jugement par un étranger, quand il est demandeur ou appellant, de payer les dépens, & ce qui sera porté par le jugement, en cas qu'il soit prononcé contre lui.

La raison est, que comme ils n'ont point de biens en France, ils pourroient, s'en retournant en leurs pays se soustraire à la condamnation qui auroit été prononcée contre eux.

CAUTIONNEMENT, est l'acte par lequel un particulier s'oblige pour un autre qui demeure toujours obligé, *Voyez* Caution.

CEDANT, est celui qui transporte quelque droit à un autre. *Voyez* transport.

CEDULE, est un billet portant promesse de payer une somme à la volonté du créancier, ou dans un tems préfix.

Il y a différence entre cédule, billet ou promesse & obligation; la cédule est sous seing privé, & l'obligation est pardevant Notaire; ainsi elles ont des effets differens.

Le créancier d'un simple billet n'est que créancier chirographaire & sans hypothèque; & le créancier en vertu d'une obligation est créancier hypothécaire.

De plus on n'ajoute point foi aux cédules & billets sous seing privé, qu'ils ne soient reconnus; & on n'a aucun égard à leur datte. *Voyez* Ecriture privée.

Voyez Reconnoissance.

CEDULE EVOCATOIRE, est un acte par lequel on demande au Conseil Privé l'évocation d'un procès que l'on a en quelqu'une des Cours, quand il y a un certain nombre de Juges, qui se trouvent parens & alliez de la partie adverse.

Cette cédule pour raison de parentez & alliances ne peut être signifiée par le Procureur qu'en vertu d'une procuration spéciale passée pardevant Notaires, dont il doit donner copie; encore ne la peut-on signifier dans la dernière quinzaine du Parlement ou du semestre.

Il est nécessaire avant que la cédule évocatoire sur parentez & alliances soit signifiée, de consigner l'amende de quatre cens cinquante livres: de sorte même que la copie de la quittance doit être attachée à la cédule.

Cette cédule doit contenir I°. La qualité & l'état du procès,

II°. Les noms & surnoms des parties, les parens & alliez, leurs degrez de parenté & alliance, avec sommation de les reconnoître, & consentir à l'évocation & renvoy au Parlement, Chambre & autre Cour la plus proche & non suspecte; & en cas d'exception de la Cour plus proche, il doit coter les causes & moyens dans la cédule évocatoire.

III°. L'élection du domicile en la maison d'un Avocat au Conseil.

Si la partie a reconnu les parentez & alliances articulées par la cédule évocatoire, & si les parties ont consenti respectivement l'évocation & le renvoy au plus prochain Parlement, on prend Lettres d'évocation en la Grand' Chancellerie, avec attribution de Jurisdiction au Parlement dont elles sont convenuës.

Si les parentez & alliances alleguées sont déniées, il en faut faire preuve. Voyez ci-après Evocation, & le titre des évocations de l'Ordonnance de 1669.

CELEBRATION de mariage est la solemnité avec laquelle un époux & une épouse se prennent pour mari & femme en face d'Eglise.

Le mariage pour être solennel doit être célébré en présence du propre Curé de l'un des futurs conjoints ; l'usage a voulu que ce fût en présence du Curé de l'épouse.

Elle ne se doit faire qu'après la publication ou dispense de bans , en présence de témoins dignes de foy.

Ainsi un Curé ne doit pas marier des personnes qui ne sont pas de sa Paroisse , s'il n'en a une permission par écrit de leur propre Curé, ou de l'Evêque Diocésain.

Et pour obvier aux fraudes qui se peuvent commettre , tout Curé ou Prêtre commis par un Curé pour faire la célébration d'un mariage doit commencer par s'informer avec soin du domicile des parties , & de leurs qualitez , & s'en faire certifier par le témoignage de quatre témoins dignes de foy.

Si nonobstant toutes ces précautions , il arrive que des témoins eussent certifié faussement sur des personnes qui auroient passé pour peres & meres , tuteurs & curateurs des contractans , les témoins doivent être condamnés à faire amende-honorable & aux galeres : & si ce sont des femmes , à ladite amende & au bannissement pour neuf ans.

La célébration de mariage se prouve par l'extrait du Registre des mariages ; & si le Registre est perdu , par d'autres titres & par témoins.

CELIBAT est l'état d'un homme ou d'une femme, qui vit hors du mariage.

Ce terme , à ce que quelques-uns prétendent , est composé des mots Latins , *cæli beatitudo* , bonheur du Ciel.

En effet , c'est une vie presque celeste , puisque ceux qui l'observent sont chastes jusqu'à ne se point marier.

Scaliger tire ce mot du Grec , *κοιτη* ; qui signifie lit , & *ερω* , qui signifie *linquo* , ainsi un célibataire est celui qui abandonne le lit nuptial , & qui n'en a jamais voulu.

En France on ne contraint personne à se marier ; mais ceux qui ont fait un vœu solennel de garder le

célibat , sont obligez sous de grandes peines de le garder. *Voyez* le Plaidoyé de M. l'Avocat Général Talon, rapporté au premier Tome du Journal des Audiences, Livre 3. chap. 68.

CEINTURE FUNEBRE. *Voyez* Litre.

CENS, est une redevance annuelle & Seigneuriale, fonciere & perpetuelle , dont un heritage censier est chargé envers le fief ou le franc - aleu , dont il est mouvant , & qui a été imposée la premiere fois par le Seigneur, dans la concession qu'il a faite de cet heritage.

Le cens est la veritable marque de la directe Seigneurie sur les roturiers , comme la foy & hommage est le caractère de la directe sur les fiefs.

Le cens se paye en argent, grain, volaille , ou autre espece, selon le titre du Seigneur , & dans les tems portez par le bail , sinon à la fin de chaque année.

Le cens payable en deniers, est proprement appelé *croix de cens* , parce qu'anciennement la piece d'argent avoit une croix sur l'une des deux faces.

Le cens est appelé chef-cens, & emporte lots & ventes à chaque mutation ; outre les lots & ventes qui sont dûs au Seigneur censier , quand on prend saisine , il lui est dû 12. den. Parisis, pour empêcher la durée de l'action en retrait , dont l'an ne commence à courir que du jour que le contrat a été enfaîsiné. Mais depuis l'Edit des Insinuations Laïques , l'an & jour ne court que du jour de l'insinuation.

Les cens & censives ne peuvent être dûs que par les heritages roturiers. Le cens étant la marque de la Seigneurie directe, il ne peut appartenir qu'à un Seigneur de fief.

Le cens est noble , & se partage noblement entre les heritiers du Seigneur censier , parce qu'il represente la partie du fief donnée à la charge de ce droit domanial.

Le cens est indivisible , & il est loisible au Seigneur de poursuivre lequel des copropriétaires il voudra , pour être payé du cens entier, lequel est réel , & ne se divise point sans le consentement du Seigneur.

Il ne reçoit aucune diminution pour stérilité, ou pour quelqu'autre chose que ce soit, attendu qu'il ne se paye que pour reconnaissance de la directe Seigneurie.

Le cens n'est point rachetable; & il n'est pas nécessaire dans les ventes qui se font en Justice, de s'opposer aux criées à fin de charge, comme on est obligé de faire pour les rentes foncières, & pour le champart, lorsqu'il n'est point Seigneurial, ou ne tient point lieu de chef-cens.

Si un héritage est baillé à cens & rente par un même contrat de concession, la rente ne sera pas de même qualité que le surcens, car le cens autrement appelé chef-cens, emporte lots & ventes, il ne se prescrit point, & ne se purge point par décret; de sorte qu'il n'est pas nécessaire que le Seigneur s'oppose pour raison d'icelui; c'est un droit qui est toujours présumé, & se paye suivant la Coutume.

Au contraire la rente foncière constituée par le contrat de concession, n'est qu'un surcens, qui n'a point les qualités du cens. *Voyez* le Journal des Audiences, Tome 3. Livre. 11. chap. 34.

Le propriétaire qui est Seigneur utile, peut sans la participation du Seigneur direct, aliéner les héritages; mais le nouvel acquereur est obligé dans le tems prescrit par la Coutume, de représenter les titres de son acquisition, à peine d'amende.

Les mutations n'attirent à la vérité aucuns devoirs pour les biens tenus en roture; mais comme dans les ventes & dans les échanges les Seigneurs ont droit de prétendre des lots & ventes, il est de leur intérêt qu'il ne se passe rien dont ils n'aient connoissance. *Voyez* lots & ventes, la Déclaration du 20. Mars 1673. & l'Edit du mois de Février 1674.

Celui qui possède des héritages nobles, les peut donner en censive, pourvu qu'il ne fasse aucun démembrement au préjudice du Seigneur dont il relève.

Mais celui qui tient un héritage à titre de cens, ne le peut donner qu'à rente foncière, à cause que pour

avoir droit d'établir le cens , il faut avoir un fief.

Le cens est si bien acquis au Seigneur, qu'il est à son égard imprescriptible , & il peut au contraire le prescrire.

Ainsi pourvû qu'il ait un titre, quand il auroit été plus de cent ans sans percevoir le cens, il peut toujours contraindre les redevables de le reconnoître.

Au contraire quoiqu'il n'ait point de titre, s'il a perçu le cens pendant le tems porté par la Coutume, il acquiert prescription, & les heritages demeurent chargez du cens à perpetuité.

La raison de la difference est que suivant la regle, *Nulle terre sans Seigneur* : on ne présume jamais qu'une terre soit libre & allodiale sans un titre qui le justifie clairement ; au lieu que comme les heritages par le droit commun sont naturellement chargés de redevances, il suffit que celui qui se dit Seigneur, ait été reconnu pendant trente ou quarante ans pour n'avoir pas besoin d'autre preuve.

La qualité du cens ne se prescrit point, de maniere que si le titre porte que le Seigneur doit être payé en grains ou en volaille, il peut y contraindre les redevables, quoiqu'il se fût contenté pendant trente ou quarante années de le recevoir en argent.

Mais la quotité du cens se peut prescrire contre le Seigneur par trente ans entre particuliers & par quarante ans contre l'Eglise. Ainsi un Seigneur qui pourroit en vertu de son titre prétendre vingt deniers par arpent, & qui s'est contenté pendant trente ans d'en recevoir douze, est obligé de suivre la loy qu'il s'est imposée à lui-même, en déchargeant tacitement les heritages du surplus de ce qu'il a reçu pour sa redevance.

Faute par le redevable d'avoir porté & payé le cens au jour & au lieu qu'il est dû, il doit l'amende suivant la disposition de plusieurs Coutumes.

Cette amende qui est de cinq sols Parisis, & qui est considérée comme une peine du mépris du tenancier envers son Seigneur, est encouruë de plein droit par

la seule expiration du jour du payement, sans qu'il soit besoin de sommation, & sans qu'elle puisse être comptée en diminution de la redevance, art. 85. de la Coutume de Paris.

Il faut excepter les maisons & héritages situés en la ville, fauxbourgs & banlieuë de Paris, pour raison desquels il n'y a point d'amende faute d'avoir payé le cens au terme, s'il n'y en a une obligation expresse par le bail à cens ou autre titre.

Le Seigneur censier peut suivant le droit commun & general demander vingt-neuf années d'arrérages du cens, & faute de payement, il peut par Ordonnance de Justice, & par le ministère d'un Sergent, faire proceder par arrêt ou brandon des fruits non encore recueillis & pendans sur les héritages chargés & redevables de cens à son profit, il peut y établir Commisaires ou Gardiens qui les fasse recueillir, serrer & battre, & qui en rendent compte après la main-levée.

Le Seigneur peut toujours exercer ce droit, quand même l'héritage seroit affermé, & que les fruits en apartiendroient aux fermiers, parce que le cens est préférable, art. 74. de la Coutume de Paris.

Cette faculté est accordée au Seigneur censier, non seulement parce qu'il a un privilege sur ces fruits qui sont comme son gage, mais encore, parce que le Seigneur censier est fondé en titre qui a son exécution parée, qui est son papier terrier, auquel sont transcrites les déclarations & reconnoissances des débiteurs du cens, passées pardevant Notaires, lesquelles sont exécutoires dans le détroit de la Seigneurie.

Ce droit a pareillement lieu pour les arrérages des fonds de terre, c'est-à-dire, pour les arrérages des rentes foncières dûes au Seigneur outre le cens, & qui ont été imposées sur l'héritage par le bail à cens.

Mais le Seigneur ne peut user de saisie sur les autres biens, meubles & immeubles du tenancier tels qu'ils soient, qu'en exécution d'un jugement portant condamnation de payer le cens.

Il faut excepter le cas de l'art. 86. de la Coutume de Paris qui permet au Seigneur censier de proceder par simple gagerie sur les meubles étant dans les maisons, pour avoir le paiement des arrérages du cens à lui dû, c'est-à-dire, de les saisir sans déplacer, car simple gagerie n'est autre chose que saisie de meubles sans qu'il y ait transport.

Cette simple gagerie se peut faire sur les meubles des maisons étant dans la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris pour trois ans d'arrérages du cens & au-dessous, suivant ledit article 86. cependant aux termes de l'article 24. de la même Coutume, le Seigneur censier peut proceder par arrêt ou brandon des fruits pour tous les arrérages qui lui sont dûs indéfiniment.

Mais suivant ce que porte l'art. 75. le tenancier peut s'opposer, & avoir par ce moyen main-levée par provision, en consignat entre les mains du Seigneur saisissant les trois dernières années du cens ou fond de terre, sans préjudice toutefois des années précédentes, lesquelles ne laissent pas d'être dûes & exigibles, à moins que le tenancier n'en raporte quittance.

Il n'en est pas de même des amendes faute de paiement de cens : le Seigneur censier ne peut pas pour en avoir le paiement, user d'aucune saisie privilégiée ; ces sortes d'amendes ne se peuvent poursuivre que par action. Voyez l'article 73. & l'article 81. de la Coutume de Paris.

CENS GROS ET MENU. Le cens se divise en gros & menu cens.

Le gros est celui qui n'a point été distribué sur chaque arpent, ou autre partie ou mesure de l'héritage donné à cens, mais qui se paye en bloc & en gros, & généralement pour la totalité de la chose.

Le menu cens au contraire est celui qui est dû par chaque arpent, ou partie de l'héritage censuel, de sorte qu'il est divisé selon les arpens ou partie d'ice-lui.

CENS REQUERABLE OU PORTABLE. Le cens se

divise encore en cens qui est requérable , & en non requérable , mais portable.

Le cens requérable ou à queste , est celui que le Seigneur censier est tenu d'envoyer demander à ses sujets ; de sorte qu'il n'échet d'amende qu'après qu'il a été demandé , & que le sujet censier a refusé de le payer.

Le cens non requérable , mais portable & amendable , est celui qui doit être porté par le tenancier au Manoir du Seigneur ou autre lieu , à certain jour : faute de quoi le possesseur de l'héritage qui est sujet au cens , doit payer l'amende portée par la Coutume.

Il y a des Coutumes où le cens est requérable , comme Chartres , & d'autres où il est portable , comme Anjou.

Dans celle de Paris le cens n'y est pas requérable , mais rendable , portable & amendable. Ce qui est fondé sur l'article 85. qui porte que toutes personnes tenants leurs maisons & héritages en censive , sont tenus de payer les droits de cens aux Seigneurs au lieu & jour qu'ils sont dûs , sur peine de cinq sols Parisiens d'amende.

Il faut excepter les héritages assis en la ville & banlieue de Paris , qui ne doivent point d'amende faute de paiement du cens , si les détempteurs ne sont expressement obligez de la payer , ainsi qu'il est porté en l'art. 85. & toutefois pour plusieurs années , il n'est jamais dû qu'une amende pour les héritages qui y sont sujets. A l'égard des Coutumes qui n'ont sur ce point aucune disposition , on tient que le cens y est portable.

CENSIER , est un Seigneur qui a droit de lever des cens dans l'étendue de sa Seigneurie. *Voyez* Seigneur Censier.

CENSIVE , est l'étendue d'une Seigneurie du Seigneur Censier. Quelquefois censive signifie la nature des héritages : ainsi quand on dit que tels héritages sont tenus en censive , ou à titre de cens , on entend qu'ils sont chargez de cens , & par conséquent roturiers : car les fiefs n'en peuvent être chargez.

CERTIFICAT, est un témoignage par écrit que l'on rend de quelque chose : comme quand on donne un certificat qu'un homme a fréquenté le Barreau , à l'effet d'être pourvû de quelque Charge.

CERTIFICATIONS DE CRIÉES, est une attestation des Juges & Praticiens , que les saisies réelles & criées sont régulières & faites suivant les Us & Coutumes des lieux.

Ce certificat se donne par le Juge & par les Avocats & Procureurs, pour le moins au nombre de dix du lieu où elles ont été faites. La certification doit être scellée du sceau de la Jurisdiction du Juge , pardevant lequel elle a été faite, & le Juge doit déclarer que l'héritage mis en criées , est situé dans sa Jurisdiction.

Quoique les criées se poursuivent aux Requêtes , ou autre Jurisdiction , toutefois la certification des criées pour héritages scis en la Prevôté de Paris , se fait au Châtelet ; parce qu'il n'y a que les Officiers du Châtelet qui soient compétans d'attester & certifier de la vérité de l'usage & de la Coutume. D'ailleurs les Edits de création de Certificateurs de criées ont attribué ce droit aux pourvûs de ces Charges. *Voyez* Certificateurs de criées.

Pour parvenir à cette certification , lorsque les biens sont situez dans l'étenduë de la Prevôté & Vicomté de Paris , & que l'on fait le decret à Paris , l'on attache les titres de la créance , le commandement , l'affiche , la certification d'icelle , la saisie réelle , l'acte de première criée , & le procès verbal des quatre criées , l'on met le tout dans un sac , que l'on donne au Certificateur des criées , qui porte le tout à l'Avocat du Roi au Châtelet ; quand les biens saisis sont situez hors la Prevôté de Paris , il les faut faire certifier dans la Jurisdiction où les biens sont situez.

Avant que de faire la certification des criées , on en fait faire lecture en pleine Audience par le Greffier , ensuite il prend l'avis des Avocats , Procureurs & Praticiens du Siège. Et si après la lecture les criées se trou-

vent biens faites suivant les Us, Stiles & Coutumes des lieux, après avoir recueillis les voix, il les déclare bonnes & valables, & avoir été bien & dûment faites, continuées & parfaites, suivant l'acte que le Greffier met au bas du procès verbal des criées : & outres cela il est encore rendu une Sentence de certification.

Si les Juges des lieux, fâchés que les biens ne soient pas décrétés dans leur Jurisdiction, refusent de certifier les criées, le poursuivant les fait sommer, en parlant au Greffier, de les certifier; sur le refus, présente requête au Parlement expositive de ce refus, & conclut à ce qu'ils soient tenus de certifier & de mettre leur reçu, si-non qu'il lui sera permis de faire faire ladite certification pardevant le plus prochain Juge Royal des lieux, sur laquelle requête l'on prend des conclusions de M. le Procureur Général, & conformément à ses conclusions on obtient Arrêt.

Si la certification des criées est nulle, les criées qui d'ailleurs ont été bien faites, ne sont pas nulles pour cela. Il faut seulement faire faire une autre certification.

CERTIFICATEUR en general, est celui qui affirme quelque chose, sans se charger précisément de l'obligation de celui pour lequel il intervient, & il suffit qu'il prouve dans la suite que ce qu'il a dit étoit vray au tems qu'il l'a avancé.

Il y a donc une grande difference entre un fidéjusseur & un certificateur, le fidéjusseur *accedit alienæ obligationi*, & s'oblige de payer pour le principal obligé. Il n'a que le benefice de discussion s'il n'y a pas renoncé, c'est à-dire, qu'il peut exciper à la demande du créancier, jusqu'à ce que discussion faite préalablement du principal débiteur, il aparaisse de son insolvabilité.

Le Certificateur au contraire ne s'oblige à autre chose qu'à justifier dans la suite la verité de ce qu'il a avancé, comme s'il a certifié que Titius jouit actuellement de deux mille livres de rente, ou qu'une telle maison qu'il dit être à lui, lui appartient, ou qu'il est solvable pour la somme qu'on lui prête.

Dans

Dans tous ces cas il suffit que le Certificateur justifie que tout ce qu'il a avancé dans le tems qu'il a parlé étoit véritable, & il n'est nullement responsable de tout ce qui a pu arriver dans la suite.

CERTIFICATEUR DE CAUTION, est celui qui certifie & affirme judiciairement qu'une caution judiciaire présentée par une partie pour exécuter une Sentence portant, *en donnant caution*, est solvable.

Cela se fait pour plus grande sûreté, afin que si celui qui a obtenu gain de cause en première instance, venoit à perdre en cause d'appel, l'appellant eût non-seulement une caution, mais encore un Certificateur à qui il pût s'adresser.

Quoique les Certificateurs soient considerez comme cautions judiciaires, & que les cautions judiciaires ne puissent opposer la discussion du principal obligé, néanmoins le Certificateur peut demander que la caution judiciaire soit discutée avant qu'il puisse être contraint; à moins qu'il n'y ait obligation ou soumission contraire.

CERTIFICATEUR DE CRIÉES, est un Officier qui fait le rapport à l'Audience, en présence de dix Avocats & Procureurs de l'exploit de saisie, & du procès verbal des criées, pour sur son rapport être les criées certifiées par le Juge, & par les Avocats & Procureurs présens.

Par Edit du mois d'Octobre 1694. enregistré au Parlement, le Roy a créé des Offices de Raporteurs, Vérificateurs & Certificateurs de saisies réelles, criées & subhastations dans toutes les Jurisdic-tions Royales, & Justices Seigneuriales du Royaume.

Il y avoit déjà un Edit de création de ces Charges, donné à Paris en Septembre 1581. enregistré le 7. Mars 1583. Chenu, Livre des Offices de France, tit. 19. chap. 1. Filleau Part. 2. tit. 7.

Le droit de certifier les criées de tous les biens saisis en la Prevôté & Vicomté de Paris, en quelques Jurisdic-tions qu'elles se poursuivent, a été spécialement confirmé aux Certificateurs du Châtelet, avec défenses de

les faire certifier ailleurs , à peine de nullité ; de sorte qu'il est maintenant indubitable que dans la Prevôté & Vicomté de Paris , les criées ne peuvent être certifiées ailleurs qu'au Châtelet.

CESSION en général , signifie tout acte par lequel on transporte quelque chose à quelqu'un , & comprend différentes especes , qui sont le transport , la subrogation , & cession de biens.

CESSION ou transport est un contrat par lequel on cède & transporte quelques droits ou actions , au moyen duquel transport le cessionnaire , c'est-à-dire , celui au profit duquel la cession est faite , est subrogé au lieu & place du cédant contre le débiteur.

Il y a beaucoup de difference entre la cession & la subrogation ; en ce que la cession se fait par le créancier qui cède & transporte ses droits & actions à quelqu'un , au lieu que la subrogation se fait par le débiteur au profit du second créancier , qu'il subroge aux droits d'un plus ancien créancier. *Voyez* Subrogation.

CESSION DE BIENS , est un bénéfice introduit originairement par le droit Romain , & reçu en France , par lequel un débiteur oberé de dettes , peut en abandonnant tous ses biens à ses créanciers , se mettre à couvert de la prison.

Aussi un débiteur insolvable qui appréhende d'être mis en prison pour dettes , ou qui est déjà constitué prisonnier , peut se mettre à couvert de la prison , ou se mettre en liberté par le moyen de ce bénéfice , qui est appelé le refuge des misérables.

Quoique la cession de biens , quand elle est faite sans fraude , ne soit pas un crime , néanmoins elle note parmi nous d'infamie celui qui l'a faite , & celui qui y est reçu est incapable de posséder aucune Charge , & ne peut plus ester en jugement , soit en demandant ou défendant. C'est pourquoi le jugement qui reçoit au bénéfice de cession a coutume d'ordonner un curateur au cessionnaire , sinon ceux qui ont quelque action à diriger contre lui , sont obligez de lui en faire créer un en

Justice, & à ses biens abandonnez pour les faire vendre.

Cet état d'inhabilité à procéder est si certain, que celui qui a été reçu au bénéfice de cession, ne peut agir qu'au préalable il n'ait obtenu des Lettres de réhabilitation, & ne les ait fait enteriner avec ses créanciers, au moins ceux avec lesquels le jugement, qui l'a reçu au bénéfice de cession, a été rendu.

De ce que nous venons de dire, il s'ensuit que le mari, qui a fait cession, comme il n'a plus lui même *personam standi in judicio*, ne peut autoriser sa femme pour ester en jugement, soit en demandant, soit en défendant; ainsi il faut qu'elle se fasse autoriser par justice pour la poursuite de ses droits.

Ce bénéfice ne s'accorde qu'à la charge de porter le bonnet verd, qui a été substitué en la place des anciennes formalitez qui se pratiquoient en France. Voyez la Loi Salique, tit. 61. de *Coronechuda*, avec la Note de M. Bignon. Guido Pape en la question 343.

Les femmes qui ont fait cession ne sont point obligées de porter le bonnet verd, *ob pudorem sexus*. Et même aujourd'hui l'usage est que les hommes qui ont fait cession, ne sont plus dans l'obligation de porter le bonnet verd sur leur tête: il suffit qu'ils le portent sur eux, & qu'à la rencontre de quelqu'un de leurs créanciers ils puissent, en cas qu'ils en soient requis, le montrer & mettre sur leur tête; faute de quoi ils pourroient à la requisition du créancier être mis en prison.

Pour être admis à faire cession, il faut en faire la demande par requête présentée au Juge Laïc; si celui au nom de qui elle est faite, est en prison, il doit conclure par cette requête, à ce que tous ses créanciers soient assignez pour voir dire & ordonner qu'acte lui sera donné de l'abandonnement qu'il leur fait de tous ses biens, meubles & immeubles, présents & à venir: ce faisant qu'il sera élargi & mis hors des prisons, aux offres de garder l'Ordonnance, à ce faire le Geolier contraint par corps, & les contestans condamnez aux dépens.

Au bas de cette requête le Juge met son Ordonnan-

ce; Soit fait ainsi qu'il est requis, à la charge des fournitures nécessaires: c'est à-dire, en déclarant par le cessionnaire tout haut à l'Audience, tête nue, qu'il fait cession & abandonnement de biens, sans fraude. En conséquence de cette Ordonnance tous les créanciers de ce débiteur sont assignés, & particulièrement ceux qui l'ont fait emprisonner ou recommander.

La cause portée à l'Audience, après avoir entendu les parties & les Gens du Roy, si rien n'empêche la cession, le Juge fait prêter le serment au débiteur qu'il ne fait la cession en fraude, qu'il n'a aucuns biens pour satisfaire ses créanciers, & après prononce la Sentence, en disant: *Après le serment fait par ledit . . . de n'avoir aucuns biens meubles ni immeubles, pour payer & satisfaire ses créanciers, & ne faire la cession en fraude: lecture faite de l'érou, & recommandation de sa personne, nous l'avons reçu & recevons au bénéfice de cession & abandonnement de ses biens, & ordonné qu'il sera élargi & mis hors des prisons, à ce faire le Géolier contraint, dont il demeurera valablement déchargé, à la charge de porter le bonnet verd, & aux charges de l'Ordonnance, si non il sera réintégré dans lesdites prisons.*

Le débiteur pour sortir de prison est obligé de lever cette Sentence, de la faire signifier, ensuite de faire venir dans la prison où il est détenu un Huissier ou Sergent, qui en vertu de ce jugement signifié, le fasse sorti, & en décharge le Géolier.

Ensuite on observe à Paris, une petite cérémonie, qui est que le Sergent conduit un jour de marché celui qui a fait cession, au bas du Pilon, qui est aux Halles, les créanciers bien & dûement appelez, & le Sergent y étant arrivé avec le cessionnaire, il publie à haute voix que le particulier présent a été reçu au bénéfice de cession, afin que personne n'en ignore, & n'ait à faire aucun commerce avec lui, de quoi le Sergent dresse son procès verbal qu'il fait signer par deux témoins.

De plus celui qui a fait cession, pour satisfaire à

l'Ordonnance du mois de Mars 1673. tit. 10. art. 1. s'il est Négociant, Marchand en gros ou en détail, ou Banquier, comparoit en personne à l'Audience de la Jurisdiction Consulaire, s'il y en a, sinon en l'Assemblée commune de l'Hôtel de Ville, où il déclare son nom, surnom, qualité, & demeure, & qu'il a été reçu à faire cession de biens, après quoi sa déclaration est lue & publiée par le Greffier, & insérée dans un Tableau public; cela fait & le procès verbal signifié à tous les créanciers, le cessionnaire est à couvert des contraintes qu'on voudroit exercer sur sa personne, le bénéfice de cession l'exemptant de la contrainte par corps.

Les Ordonnances & les Arrêts font mention de plusieurs cas, esquels un débiteur n'est pas admis au bénéfice de cession, néanmoins dans l'usage on ne les observe pas à la rigueur: on suit les raisons qui les ont fait rendre, plutôt que les termes dans lesquels ils sont conçus.

Toutes les fois qu'on s'apperçoit que la mauvaise fortune oblige le débiteur de céder à la nécessité, la Justice ne lui refuse pas ce triste secours de se mettre à l'abri de la prison.

Il y a quelques dettes privilégiées, contre lesquelles on ne peut opposer ni les répis, ni les cessions, soit parce qu'elles procedent de crime ou de fraude, ou parce que l'interêt du public y est engagé.

Telles sont les condamnations prononcées contre quelqu'un pour réparation civile.

Telles sont aussi les dettes nécessaires, comme sont celles qui procedent des vivres qu'on enleve en plein marché, à cause que l'interêt public doit l'emporter sur celui des particuliers.

C'est sur ce fondement que les Bouchers, les Marchands de poisson, & les Boulangers qui achètent sans termes aux Forains du bétail, du poisson, ou du bled, ne sont point admis à faire cession de biens.

Les Fermiers ne sont pas non plus admis à ce bénéfice contre les propriétaires, non plus que le mari pour la

dot de sa femme, les tuteurs pour le reliquat de compte, les dépositaires de biens de Justice, & tous ceux qui ont eu le maniement des deniers Royaux ou publics en sont exclus.

On ne peut pas faire cession pour deniers Royaux par rapport au Roy, un Traitant ne seroit pas même admis à ce bénéfice par rapport à son associé, qui auroit payé pour lui le prix entier du traité commun, sans avoir pris subrogation.

Les étrangers qui n'ont point obtenu des Lettres de naturalité, ne sont point admis à ce bénéfice, non plus que ceux qui ont été bannis & condamnés à faire amende honorable.

Hors ces cas & quelques autres semblables, lorsqu'il n'y a dol ni fraude, un débiteur est admis à faire cession, quand bien même les créanciers auroient pris la précaution de faire renoncer leur débiteur à ce bénéfice, par quelque acte que ce soit. La raison est que ce bénéfice est de droit public, & ne dépend pas de la convention des particuliers. M. le Prêtre, Cent. 1. ch. 99.

CESSIONNAIRE, est celui à qui on a fait cession ou transport de quelque dette ou de quelques droits.

Ce terme est quelquefois employé pour signifier celui qui a fait cession de biens.

CHAMBRE, se prend quelquefois pour un lieu où on rend la justice. En chaque Parlement il y a une Grand'Chambre, des Chambres des Enquêtes, & une Chambre de la Tournelle Criminelle. Voy. Parlement.

CHAMBRE, se dit aussi des Jurisdictions extraordinaires que le Roi établit pour un certain tems, & qu'il fait exercer par des Commissaires.

Telle étoit autrefois la Chambre Ardente qui avoit été établie pour connoître des empoisonnemens.

CHAMBRE DE JUSTICE, est celle que le Roy établit dans de certain tems.

Cette Chambre forme une Jurisdiction extraordinaire, & Souveraine : elle est composée d'un nombre de Commissaires, que Sa Majesté choisit pour faire la

recherche de ceux qui ont malversé dans les Finances , ou qui ont fait des gains exorbitans au détriment du peuple.

Les Commissaires qui y sont préposés leur imposent des peines proportionnées à leurs malversations, ou des taxes relatives aux gains excessifs qu'ils se trouvent avoir faits.

CHAMBRES DU PARLEMENT. Anciennement il n'y avoit au Parlement qu'une seule Chambre , qui décidoit de toutes les affaires ; mais attendu qu'elle n'y pouvoit pas suffire , le Roy y ajouta une autre Chambre, qui fut appelée Chambre des Enquêtes , pour la distinguer de l'autre , qui fut appelée Grand'Chambre du Plaidoyé.

Dans la suite , les Rois ont établi plusieurs autres Chambres des Enquêtes , une Chambre de la Tour-nelle Criminelle , & deux Chambres des Requêtes du Palais , pour connoître des causes des privilegiez en premiere instance.

CHAMBRE DU PLAIDOYE' , qui n'est aujourd'hui connue que sous le nom de Grand'Chambre , connoît des appellations verbales interjetées des autres Juges ordinaires ou extraordinaires , dont l'appel ressortit au Parlement.

Elle connoît aussi de quelques causes en premiere instance que nous avons rapportées ci - après , *verbo* Parlement.

Elle fut appelée Grand'Chambre , tant à cause des grandes affaires qui s'y traitent, qu'à cause de l'autorité qu'elle avoit dans les premiers tems, sur les Chambres des Enquêtes , ainsi que l'a remarqué Miraulmont dans ses Memoires , en parlant du Parlement. Elle fut apelée Chambre du Plaidoyé , attendu qu'elle connoît des affaires d'Audience.

CHAMBRES DES ENQUETES , sont les Chambres du Parlement , établies pour juger les procès par écrit , qui vont par appel au Parlement. Et c'est pour cette raison qu'anciennement les Juges des Enquêtes étoient

appelez, *Jugeurs & rapporteurs.*

Il y a aujourd'hui au Parlement de Paris cinq Chambres des Enquêtes, auxquelles on distribuë les procès par écrit, qui vont par appel au Parlement. On regles aussi dans chacune les incidens qui surviennent par de nouvelles appellations de toutes les especes, & par de nouvelles demandes qui se joignent aux premieres appellations qui y sont pendantes.

On porte aussi aux Chambres des Enquêtes les appellations des Sentences renduës en matiere criminelle sur procès par écrit, dans le cas où les condamnations ne sont que pécuniaires, sans être accompagnées d'aucune peine afflictive. C'est ce qu'on appelle, le Petit Criminel.

Enfin, Messieurs des Enquêtes connoissent souvent de beaucoup d'affaires, qui leur sont renvoyées par des Arrêts du Conseil, sur des évocations & sur d'autres matieres.

CHAMBRE DE LA TOURNELLE CRIMINELLE, est une Chambre établie pour juger des causes & des procès criminels, qui sont portez au Parlement par appellations verbales, ou par appellations en procès par écrit; pourvû toutefois que dans ce dernier cas il s'agisse de peine afflictive, car elle ne connoît point des appellations sur procès criminels, quand la condamnation n'est que pecuniaire, & qu'il n'y a point de peine corporelle. Ces appellations se jugent aux Enquêtes.

Les appellations des permissions d'informer, informations, decrets de procedures, sont aussi appellations verbales, & par conséquent mises au rolle des parties à l'Audience de la Tournelle Criminelle, pour y être jugées diffinitivement sur les Conclusions de M. l'Avocat Général, lorsque les causes, qui lui ont été communiquées, n'ont pas besoin de plus grande instruction, que celle qui a été faite devant les Juges, dont est appel; & c'est le cas où Messieurs de la Tournelle Criminelle ont le pouvoir d'évoquer le principal, & d'y faire droit,

Le cinquième Président à Mortier préside aux Audiences de la Tournelle Criminelle, & à la Chambre du Conseil. Il est assisté des autres Présidens à Mortier qui ont été reçus après lui, & de plusieurs Conseillers, qui se tirent tour à tour de la Grand'Chambre, & de chaque Chambre des Enquêtes.

On croit que cette Chambre est appelée Tournelle, parce qu'elle est composée des Conseillers des autres Chambres qui y vont tour à tour. Ce que Bodin dans sa République, dit avoir été ainsi réglé, afin d'empêcher que l'habitude de condamner à des peines afflictives, n'altérât la douceur des Juges, & ne les rendît inhumains.

CHAMBRE DE LA TOURNELLE CIVILE, étoit une Chambre créée par Déclarations des 18. Avril 1667. 15. Mars 1673. & 17. Novembre 1690. pour décharger la Grand'Chambre d'une partie des affaires dont elle étoit surchargée.

Les appellations verbales des Sentences où il ne s'agissoit que de deux mille livres & au-dessous, ou de cent livres de rente, étoient jugées par la Tournelle, pourvû que l'affaire ne fût point de nature à devoir être jugée à la Grand'Chambre.

M. le premier Président faisoit le rolle des causes qui devoient être jugées à la Tournelle Civile, un Président à Mortier y présidoit. Les Conseillers de la Grand'Chambre & ceux des Enquêtes y alloient tour à tour comme à la Tournelle Criminelle.

Mais aujourd'hui cette Chambre n'a plus lieu.

Peut-être seroit-il à souhaiter pour le bien public qu'elle fût rétablie.

CHAMBRE DE L'EDIT, étoit autrefois une Chambre du Parlement, qui avoit été établie par les Edits de Pacification, pour juger privativement à tous autres Juges des differends dans lesquels ceux de la Religion Prétendue Réformée étoient parties principales, ou garands, en demandant ou défendant en toutes matieres tant réelles que personnelles, soit pro-

cès par écrit, soit appellations verbales.

Cette Chambre a été supprimée par Edit du 4. Février 1669.

CHAMBRES MI-PARTIES, étoient des Chambres établies en Guyenne, Languedoc & Dauphiné, pour juger des differends, dans lesquels ceux de la Religion Préten due Réformée étoient parties.

Il y avoit difference entre les Chambres de l'Edit des Parlemens de Paris & de Roüen, & ces Chambres mi-parties, en ce qu'il n'y avoit dans ces Chambres de l'Edit qu'un Président Catholique & six Conseillers seulement, qui étoient membres du Parlement, & tirez des autres Chambres, dont deux tout au plus étoient de la Religion Préten due Réformée: au lieu que ces Chambres mi-parties étoient composées d'Officiers en nombre égal de l'une & de l'autre Religion.

Au surplus ces Chambres étoient astringentes aux mêmes Regles que les Chambres de l'Edit.

CHAMBRE DES VACATIONS, est une Chambre du Parlement qui ne tient que pendant les Vacations des autres Chambres, jusqu'à la veille de la saint Simon & saint Jude, jour auquel tout le Parlement vaque.

Comme le Parlement finit à Paris le 7. Septembre, M. le premier Président, en vertu de la Commission que le Roy envoie tous les ans pour cette Chambre, fait le neuvième du même mois l'ouverture de la Chambre des Vacations. Il se fait assister du Président à Mortier qui la doit tenir jusqu'à la fête de S. Simon & S. Jude, & des Conseillers nommez dans la Commission du Roy, sans laquelle Messieurs du Parlement ne pourroient pas tenir pendant les Vacations. M. le Premier Président n'y va que ce premier jour, à moins qu'il ne reçoive des ordres de sa Majesté d'y aller pour des affaires importantes,

Le Président à Mortier qui y préside, y juge avec un certain nombre de Conseillers Clercs & Laïcs, qui ont coutume d'y entrer successivement d'année en année. M. le Premier Président les désigne au Roy pour les

dénommer dans la Commission.

C'est un Substitut de M. le Procureur Général qui y fait les fonctions de Messieurs les Gens du Roy, soit pour donner des conclusions par écrit, soit pour porter la parole à l'Audience.

L'Edit du mois d'Août 1669. établit l'ordre qui doit être gardé dans l'instruction des affaires qui se doivent juger dans la Chambre des Vacations, & regle la compétence de cette Chambre.

Cette Chambre instruit & juge à l'Audience les causes sommaires qui sont expliquées aux premiers articles du titre 17. de l'Ordonnance de 1677. On y juge aussi les Requêtes à fin d'opposition à l'exécution des Arrêts auxquels le demandeur en requête n'a point été partie, ou n'a point été dûement appelé, ou qui ont été rendus faute de se présenter, ou à l'Audience faute de plaider.

Cette Chambre connoît aussi des Requêtes à fin de défenses ou surséances à l'exécution des Sentences & Jugemens, quoiqu'il soit question de choses excédantes son pouvoir sans que l'exécution puisse être sursise aux matieres sommaires, ni aux Sentences de provision en donnant caution, à quelques sommes qu'elles puissent monter, s'il y a contrats, obligations, promesses, reconnoissances, ou condamnations précédentes par Sentences dont il n'y a point d'apel, ou si ces Sentences sont exécutoires, nonobstant l'apel, sans pareillement que l'exécution puisse être sursise aux complaints, réintégrandes, sequestres, possessions, ou récréances de benefice.

Cette Chambre juge pour le criminel toutes les causes, même celles du rolle & les instances & procès, dont la connoissance appartient à la Chambre de la Tournelle, même des affaires criminelles des Ecclesiastiques, Officiers & Gentilshommes, quand ils ne demandent point leur renvoi; car quand ils demandent d'être jugez, les deux Chambres assemblées, sçavoir la Grand'Chambre & la Tournelle Criminelle, on

remet le Jugement à la saint Martin , attendu qu'elles ne s'assembloient point en vacation.

Il faut excepter le crime de rapt , & ce qui concerne l'état des personnes , dont elle ne peut connoître. Elle ne connoît pas non plus des appellations comme d'abus ni des Requêtes civiles, tant principales qu'incidentes ; & on n'y présente point des Lettres de grâces pour y être enterinées.

Elle ne peut juger les instances ou procès appointez ou conclus avant le 7. Septembre , soit à la Grand' Chambre ou aux Enquêtes pour le petit criminel , ni pour le civil , quoiqu'il soit question de matiere sommaire , & que le Rapporteur soit de la Chambre des Vacations.

On n'obtient à la Chambre des Vacations aucun Arrêt de provision que dans les affaires où elle peut juger diffinitivement.

Les causes y peuvent être appointées , mais elles sont renvoyées à la saint Martin , pour être distribuées aux Enquêtes.

Les Arrêts ne peuvent être rendus à la Chambre de Vacations qu'il n'y ait au moins huit Juges , tant au civil qu'au criminel.

Les Arrêts qui s'y rendent n'ont pas moins d'autorité que ceux qui sont rendus par le Parlement hors les vacations ; ainsi on ne se peut pourvoir contre que par requête civile , ou par la voye de cassation.

Au reste cette Chambre finit la veille de saint Simon & saint Jude , & va ce dernier jour tenir Audience au Châtelet.

CHAMBRE ASSEMBLÉE EN matiere Criminelle, ne forment pas toujours l'Assemblée de tout le Parlement , mais seulement de la Grand'Chambre & de la Tournelle : ainsi quand un Prêtre ou un Gentilhomme sont accusés de crime, ils peuvent demander d'être jugez, la Grand'Chambre & celle de la Tournelle assemblées.

Cela se pratique aussi à l'égard des Officiers de Justice, dont les procès criminels ont accoutumé d'être jugez

à la Grand'Chambre, suivant l'art. 21. du tit. de l'Ordonnance de 1670.

Mais le privilege des Conseillers du parlement est plus considerable, en ce qu'il ne peuvent être jugez en matiere criminelle, que toutes les Chambres assemblées, ainsi que l'a remarqué M. le Prêtre dans sa Centurie premiere; chap. 80.

Le même privilege est accordé aux Gens du Roy & Greffiers du Parlement, de n'y pouvoir être jugez que par le corps du Parlement.

Pour revenir au privilege qu'ont les Gens d'Eglise, les Nobles & les Officiers, de pouvoir demander d'être jugez en matiere criminelle, la Grand'Chambre & la Tournelle assemblées, il vient de ce qu'après que la Tournelle eut été établie pour juger les procès criminels, il survint des differends entre ces deux Chambres pour la connoissance des causes criminelles de ces sortes de personnes, attendu qu'avant que la Tournelle fût créée, toutes les affaires criminelles se vuidoient à la Grand'Chambre, & depuis que la Tournelle fut établie, la Grand'Chambre prétendoit reténir au moins celles qui s'instruïroient contre ces sortes de personnes. Ce qui fit que le Roy Charles IX. ordonna que quand cela arriveroit, les deux Chambres n'en feroient qu'une, ainsi que porte l'art. 38. de l'Ordonnance de Moulins du mois de Fevrier 1566.

Mais pour que ces personnes jouissent de ce privilege, il faut qu'elles en fassent la demande; pour raison de quoi on présente requête, par laquelle le suppliant conclut, à ce qu'attendu sa qualité de Prêtre ou de Gentilhomme, il plaise à la Cour ordonner que son procès sur l'apel de la Sentence d'un tel Juge, sera jugé, la Grand'Chambre & la Tournelle assemblées.

Cette requête signée du Procureur & de la partie, se met entre les mains du Conseiller-Rapporteur, & après que Monsieur le Procureur Général a donné ses conclusions, la requête se rapporte, & Arrêt intervient, qui ordonne que le procès sera jugé, les deux

Chambres assemblées en la maniere accoutumée.

CHAMBRE DES TIERS, est une Chambre qui se tient au Palais, & qui est composée de dix Procureurs, qui sont nommez de tems en tems d'entre ceux qui ont dix ans de postulation, pour regler les differends qui naissent dans les taxes de dépens, quand les parties ne se tiennent pas à ce que le Procureur tiers a arrêté.

Lorsque l'opinion des Procureurs de la Chambre des Tiers se trouve partagée, la contestation est portée à la Communauté, pour être réglée par les Anciens. *Voyez* Executoire. *Voyez* Taxe de dépens.

CHAMBRE DU CONSEIL, est la Chambre où se jugent les affaires de rapport, & où on délibere des affaires qui concernent la compagnie. Il y en a dans la plupart des Jurisdictions.

CHAMBRE ECCLESIASTIQUE, autrement apellée, Chambre ou Bureau des Décimes, est une Jurisdiction particuliere & Ecclesiastique, qui connoît privativement à tous autres Juges, de toutes les contestations qui surviennent au sujet des décimes, don gratuit, subvention & autres impositions, qui se font sur le Clergé.

Il y en a de deux sortes, sçavoir la Chambre Ecclesiastique particuliere, & la Chambre Ecclesiastique souveraine.

La particuliere est composée du Syndic & des Députez de chaque Diocese, où l'on impose toutes les taxes du Diocese, & où l'on fait le répartition de ce que chaque Ecclesiastique en doit porter. Ce Bureau Diocesain connoît aussi en premiere instance des contestations, qui peuvent naître au sujet de ces taxes.

La Chambre Ecclesiastique superieure ou souveraine, est composée d'un certain nombre de Conseillers & d'Ecclesiastiques, qui connoît des appellations interjetées des Sentences renduës dans les Chambres Ecclesiastiques particulieres qui en relevent.

Anciennement les Syndics généraux, & Agens du

Clergé avoient la connoissance de toutes les contestations qui arrivoient au sujet du payement des décimes & don gratuit. Mais Henry III. par ses Lettres Patentes du mois de May 1586. établit huit Chambres souveraines des Décimes , pour juger souverainement & à l'exclusion de tous autres Juges, toutes les causes & procès qui leur sont portez par apel des Diocefains ressortissans à ces huit Bureaux qui sont Paris , Lyon , Roüen , Tours , Toulouse , Bordeaux , Bourges , & Aix en Provence.

Henry IV. par l'art. 35. de l'Edit du mois de Janvier 1599. verifié au mois de Mars suivant , a réglé le pouvoir de ces Chambres , & a ordonné qu'elles auroient la connoissance des Décimes , & de tous les fonds qui en proviendront , circonstances & dépendances, sans en excepter ni réserver aucune chose. Il leur a enjoint de pourvoir par voyes dûës & raisonnables au payement des Décimes contre les Ecclesiastiques , Receveurs Généraux , Provinciaux & particuliers , ou leur Commis , & tous autres qui en peuvent être tenus. Il leur a de plus attribué la connoissance de toutes levées de deniers qui se feront sur les Ecclesiastiques, sans toutefois que les Juges de ces Bureaux puissent prétendre aucuns gages , ni apointemens des Dioceses , pour l'exercice de leurs Charges. Enfin il a permis à ceux qui composent ces Bureaux, d'appeller quelques Conseillers des Cours, ou des Siéges Présidiaux , pour juger avec eux.

Tous les Evêchez ou Dioceses de France ressortissent par apel à ces huit Bureaux, suivant la répartition qui en a été faite par les Edits & Lettres Patentes des Rois , & s'appellent Bureaux Diocefains.

La Chambre Ecclesiastique particuliere du Diocèse de Paris , se tient dans la Salle de l'Archevêché. Elle est composée de M. l'Archevêque , qui y préside comme Chef , de cinq Députez & d'un Syndic.

La Chambre souveraine du Clergé de Paris , qui est le Bureau general & souverain de toutes les taxes imposées , & Sentences prononcées par les Bureaux

Diocésains y ressortissans, se tient au Palais au-deffous de la Tournelle. Ce Bureau general a pour Juges tous Conseillers Clercs du Parlement, dont le plus ancien préside, & autant de Commissaires députez qu'il y a de Dioceses ressortissans audit Bureau.

Les Dioceses qui ressortissent audit Bureau general de Paris, son Paris, Sens, Orleans, Chartres, Meaux, Auxerre, Blois, Troyes, Reims, Laon, Châlons, Beauvais, Noyon, Soissons, Amiens, Boulogne, Senlis & Nevers.

CHAMBRE DES COMPTES, est une Cour souveraine, établie pour juger souverainement les affaires de Finances, & examiner, arrêter & clorre tous les comptes des Officiers comptables qui se trouvent dans son ressort.

Cette Chambre est très-ancienne, mais on ne sçait pas précisément le tems où elle fut créée.

Sans entrer dans le détail des Officiers qu'elle a eu dans son origine, & de leurs fonctions, nous remarquerons, qu'elle est à présent composée de Présidens, de Maîtres, de Correcteurs & d'Auditeurs des Comptes en nombre tel qu'ils sont aujourd'hui, & qui composent la Chambre, qui est semestree.

Pour bien entendre en quoi consiste leurs fonctions, il faut sçavoir de quelle maniere un compte se rend.

Le Comptable avant de présenter son compte à la Chambre, doit compter par état au vrai au Bureau des Trésoriers de France de sa Generalité, ce qu'il doit faire dans l'an après son exercice expiré, & il ne peut présenter son compte sans état au vrai conformément à l'article 15. du Reglement de 1669.

Il ne doit employer dans son compte autres parties que celles qui sont passées dans les états, à peine de nullité de l'emploi & du quadruple, suivant l'art. 16. du même Reglement. Il doit aussi présenter un bordereau du compte, qui contienne en abrégé la recette & dépense par chapitre.

Après que le Procureur a dressé le compte & fait son
bordereau

borderau , si le Comptable est en personne , il lui fait signer le borderau & le signe aussi : après quoi ils vont au Parquet de M. le Procureur General , & y apportent ledit compte , le borderau , les états du Roi , & au vrai.

Ces pieces étant vûës , M. le Procureur General fait enregistrer ce compte sur un registre qu'il a à cet effet , que l'on appelle registre des présentations , & sur un autre petit registre que l'on appelle longuet ; M. le Procureur General va au grand Bureau , & y porte le borderau du compte avec son registre longuet , & dit à M. le Premier Président qu'un tel vient présenter son compte d'une telle année.

Cela fait M. le Premier Président , ou celui qui préside sonne les Huissiers , pour leur donner ordre d'appeler les Comptables & les Procureurs , & fait faire serment sçavoir au Comptable qu'au compte qu'il présente , il fait entiere recette & dépense , que les acquits sont bons , & que la dépense y est employée & acquitée , & aux Procureurs , que leurs comptes sont faits & parfaits.

Quand le Comptable est absent , le Procureur fait serment pour les deux : le serment fait , ils se retirent , & M. le Procureur General rapporte à son Parquet le bordereau du compte , après qu'il a été signé du Président qui préside , & de l'ancien Maître des Comptes qui se trouve au Bureau.

Après que ce compte est présenté , il est distribué par l'un des deux Maîtres qui sont distributeurs pendant chaque Semestre à un de Messieurs les Auditeurs pour l'examiner , & en faire son rapport.

La distribution du compte présenté ainsi faite à un de Messieurs les Auditeurs , M. le Procureur General écrit sur son registre longuet à côté de l'article de la présentation de ce compte , le nom de l'Auditeur auquel il est distribué ; M. le Distributeur signe la présentation sur l'original du compte , & écrit au haut du premier feüillet à côté de la présentation , le nom du Rapporteur , & au-dessus six doigts de distance ces mots ,

R

pour la Chambre, pour marquer que c'est l'original du compte qui doit rester à la Chambre.

Le Procureur avertit ensuite l'Auditeur auquel le compte a été distribué, qui vient au Parquet s'en charger, en signant son nom à côté de la présentation sur le gros registre.

Au moyen de cette signature, le Secrétaire de M. le Procureur General lui met ès mains le bordereau original, & dès ce moment il est réputé chargé des acquits : ainsi il doit se les faire donner par le Procureur avec une copie du bordereau, le compte précédent, & le compte à juger, & se retire dans son Bureau pour travailler à l'examen du compte qui lui est distribué.

Après que l'Auditeur a examiné le compte, il met sur le Bureau les états, les acquits, & le compte précédent, avec le bordereau original, & garde auprès de lui le compte à juger, avec la copie du bordereau sur lequel il a écrit ses difficultés.

Alors M. le Président donne le bordereau à celui de Messieurs qu'il lui plaît, & deux autres prennent les acquits & le compte précédent. Ensuite il fait son rapport partie par partie, en sorte que celui qui tient le bordereau puisse écrire sur icelui les Arrêts à mesure qu'ils sont prononcés ; & en même tems le Rapporteur les écrit sur sa copie.

Le compte jugé, celui de Messieurs qui tient le bordereau met au bas d'icelui : *clos au Bureau le . . . jour de . . .* signé & fait signer celui qui préside, & après remet ledit bordereau dans une cassette qui est devant la place de M. le Président, où il reste jusqu'à la fin du Semestre qu'il est mis ès mains du Greffier pour y avoir recours quand on en aura besoin.

Le compte étant jugé, l'Auditeur Rapporteur va au Bureau des épices, & là avec Messieurs les Distributeurs, & l'Ancien de Messieurs les Auditeurs, qui a le soin du registre où s'écrivent les épices que l'on appelle registres des clôtures, & des états sur lesquels lesdites épices se reglent, il écrit les épices du compte

qu'il vient de juger ; après quoi il se retire dans son bureau pour travailler à asséoir l'état final sur le compte ; lequel état final doit être assis deux mois après la clôture d'icelui compte , à peine de radiation de gages du Rapporteur ; suivant l'article 32. du Reglement de 1669.

M. le Rapporteur ayant assis son état final , & ayant remis les comptes au Parquet , s'en fait décharger , & M. le Procureur General au bas dudit état final écrit de sa main *rendu au Parquet le . . .*

Après s'être ainsi fait décharger & avoir remis le compte , il le porte avec les acquits au département qui est le lieu où se remettent tous les comptes & les acquits , & fait mettre par le Garde des Livres au-dessous du rendu de M. le Procureur General : *Habui les acquits* , & le fait signer.

Ensuite de cela le Relieur passe au département , & se charge de tous les comptes qui sont à relier , & les remet ensuite au Garde des Livres.

Quant à Messieurs les Correcteurs , ils se chargent toutefois & quantes qu'il leur plaît , des comptes qui sont jugez sur un registre , qui leur est particulier , à l'effet d'examiner lesdits comptes , pour voir s'il y a lieu à la correction.

M. le Premier President est seul Distributeur du compte du Trésor Royal , qui se juge au grand Bureau , ainsi que les comptes des Monnoyes , au lieu que tous les autres comptes se jugent au second Bureau.

Après ce que nous venons de dire , il est aisé de comprendre quelles sont les fonctions des Auditeurs , qui sont d'examiner les comptes qui leur sont distribués , vérifier les acquits qui sont rapportés pour justification de la recette & dépense d'iceux , faire le rapport des comptes au Bureau , y asséoir les états finaux , rapporter les requêtes tendantes au rétablissement & décharges des parties rayées en souffrances , & indécises dans les comptes ; ils expédient aussi les attaches sur les sermens de fidélité des Archevêques & Evêques , foies & hommages , aveu & dénombrement des vas-

faux, & collationnent les pieces dont la Chambre ordonne être délivré des extraits.

Les Auditeurs sont divisés en plusieurs Chambres, sçavoir les Chambres de France, Languedoc, Anjou, Champagne, des Monnoyes & du Trésor, & on distribue les comptes aux Auditeurs de la Chambre où la Généralité ressortit.

Les Correcteurs doivent vérifier les erreurs des calculs, *bis capit*, doubles emplois, fausses causes, qui se trouvent dans les comptes, dont ils doivent faire rapport au Bureau, & les mettre ensuite ès mains du Procureur Général, pour faire instruire avec la partie led. rapport & correction.

Le Procureur Général étant instruit, & la partie ayant produit au Greffe, le compte se distribue à un Maître qui s'en instruit avec ledit Correcteur, pour en faire rapport au Bureau où la correction est jugée avec ledit Correcteur, qui a dans cette occasion séance & voix délibérative, comme les Maîtres des Comptes.

Pour ce qui regarde les Maîtres des Comptes, ils doivent assister au grand Bureau, lorsqu'il s'y fait quelque rapport, & dire leur avis.

Ils jugent premièrement avec les Présidens de tous les comptes des Comptables, qui sont rapportés pardevant eux par les Auditeurs.

En second lieu, ils connoissent & jugent conjointement avec les Présidens de toutes les autres affaires dont la connoissance leur est attribuée.

En troisième lieu, ils sont Raporteurs de toutes les affaires qui se traitent à la Chambre, à l'exception des comptes, lesquels sont rapportés par les Auditeurs, & des requêtes pour la décharge & apurement des comptes qui sont aussi rapportés par les Auditeurs.

Outre le droit de juger, clore & apurer tous les comptes des Officiers & Commissionnaires comptables, il y a encore plusieurs choses qui s'expédient dans cette Chambre, & qui sont du ministère de ses Officiers.

La Chambre des Comptes connoît des dons & dé-

penſes ordinaires & extraordinaires du Roy.

Elle enterine les Lettres de légitimation & de naturalité.

Elle fait la vérification des apanages, contrats de mariage des Enfans de France, & aliénation du Domaine du Roy, laquelle ne ſe peut faire que dans deux cas : le premier eſt pour l'apanage des Enfans de France. Le ſecond eſt, quand la néceſſité de l'Etat le requiert : mais en ces cas l'alienation ne ſe peut faire qu'à condition du rachat perpétuel.

La même Chambre enregistre les ſermens de fidélité des Archevêques & Evêques, & reçoit la foy & hommage que rendent les vaffaux des Principautés, Duchez-Pairies, Marquiſats, Comtez, Vicomtez, Baronies, Châtellenies, & autres Fiefs qui relevent immédiatement du Roy.

Elle vérifie tous les Edits, Déclarations, & autres Lettres Patentes du Roy qui lui ſont adreſſées & préſentées par le Procureur Général, concernant ſon ſervice & le bien de l'état ; toutes les Lettres Patentes qui s'obtiennent pour les Comptables, Fermiers, Commiſſionnaires, & généralement pour toutes les affaires concernantes celle du Roy.

Elle a droit d'aſoſer le ſcellé pour la ſûreté des intérêts du Roy, chez les Officiers Comptables, en cas de décès ou abſence, & de faire inventaire de leurs effets & vente de leurs meubles, à l'excluſion de tous autres Juges.

La Chambre des Comptes a une Jurifdiction volontaire & de direction, ſoit pour faire des Reglemens généraux ou particuliers, ou pour oûir les comptes des Officiers Comptables, & pour d'autres fonctions ſemblables.

Mais quoique Meſſieurs de la Chambre des Comptes ayent leurs principales fonctions de Jurifdiction volontaire, ils ont auſſi quelques-unes des fonctions de la Jurifdiction contentieuſe, lorſque ces fonctions ſe trouvent incidentes aux matieres de leur connoiſ-

sance. Sur quoi il faut remarquer que cette Chambre ne peut instruire en matiere criminelle que jusqu'à la question exclusivement, & Messieurs de la Chambre ne peuvent passer outre sans apeller un Président du Parlement & six Conseillers.

Outre la Chambre des Comptes de Paris, il y en a sept autres dans le Royaume : sçavoir, Nantes, Dijon, Montpellier, Dauphiné, Provence, Normandie, Navarre, qui ont les mêmes fonctions que celle de Paris, pour ce qui est de la reception des Comptables, qui sont dans leur ressort. Ces Chambres envoient tous les ans à Messieurs de la Chambre des Comptes de Paris les doubles des comptes de leur Province, afin que ceux de Paris puissent faire les vérifications & les corrections de tous les comptes du Trésor Royal, & des Comptables qui y prennent leur assignation.

Chacune de ces Chambres enterine aussi comme celle de Paris, les Lettres de légitimation & de naturalité dans l'étendue de leur ressort. Mais la plupart des autres choses que nous avons dit appartenir à la Chambre des Comptes, sont particulieres à celle de Paris.

CHAMBRE DU TRÉSOR, aujourd'hui appelée Chambre du Domaine du Roy, est une Jurisdiction qui connoît de tout ce qui dépend du Domaine du Roy, dans l'étendue de la Généralité de Paris, privativement aux Baillifs & Sénéchaux.

Les appellations, qui sont interjettées de ses jugemens se portent directement au Parlement.

Cette Chambre est aussi ancienne que le domaine du Roy, & le pouvoir qu'elle a est de connoître du fond & propriété du domaine de la Couronne, & de tous les droits y appartenans.

Elle connoît aussi de tous les differends concernant d'autres droits appartenans au Roy, comme de Justice féodale, de censive, de patronage, quint, requint, relief, rachats, lots & ventes, droits d'aubaine, bâtardise, deshérence, francs-fiefs, nouveaux acquêts, amortissemens, annoblissemens, droit de tabellionage,

scel aux contrats, de bannalité, de poids de mesurage, étallonnage, élinage, barage, péage, traite - foraine, foires & marchez, de mines ouvertes, minéraux trésors trouvez, de champarts, terrages, propriété des Eaux & Forêts appartenantes au Roy, droits de tiers & dangers, d'Isles atterissemens, dixmes inféodées, & de toutes confiscations & amendes adjudgées au Roy, tant par les Cours des Parlemens du Royaume, que par tous autres Juges Royaux.

Le Roy adresse à cette Chambre les Commissions qu'il délivre pour la recherche des droits domaniaux, recelez & usurpez, ou des entreprises sur iceux, des levées de deniers extraordinaires & malversations des Officiers du Domaine, ou des Commis pour la confection des papiers terriers du Roy, comme aussi de la reception des cautions, non seulement des Fermiers du Domaine, mais encore des entrepreneurs des ouvrages Royaux; de la confection des papiers terriers que le Roy fait faire de ses Domaines de Paris, engagez & non engagez, selon la commission qui leur est adressée.

C'est pour cette raison que tous Seigneurs de quelque qualité qu'ils soient, possédans Duchez, Marquisats, Comtez, Baronies, Châtellenies, Terres & Seigneuries mouvantes & relevantes du Roy, après avoir fait la foy & hommage au lieu où elle est due, fourni & fait recevoir leurs aveus & dénombremens à la Chambre des Comptes, sont obligez de donner à la Chambre du Trésor leurs déclarations sommaires, qu'il sont détempteurs de ces terres, de quels cens, rentes & autres droits & devoirs Seigneuriaux & féodaux, elles sont redevables tant envers le Roy que les particuliers, & de fournir en même tems des copies dûement collationnées; des actes de foy & hommages, aveus & dénombrement, & de représenter les quittances des droits Seigneuriaux & féodaux qu'ils en auront payez.

Les particuliers acquereurs, propriétaires & possesseurs des biens tant en fief que roture, de quelque na-

ture qu'ils soient , font aussi obligez de passer de semblables déclarations ; s'ils ne le font pas, ils y sont contrainsts à la requête du Procureur du Roy de la Chambre , poursuite & diligence du Fermier Général du Domaine.

Toutes Lettres de naturalité & légitimation doivent être enregistrées au Greffe de cette Chambre un mois après la vérification qui en aura été faite en la Chambre des Comptes pour y avoir recours quand besoin sera , sur peine de nullité , & jusqu'à ce il est fait déffense aux impétrans de s'en servir , & à tous autres Juges d'y avoir égard.

Cet enregistrement se pratique aussi pour tous les brevêts de dons, soit de confiscation , deshérence , bâtarde , aubaine & autres.

La Jurisdiction de cette Chambre s'étendoit par tout le Royaume ; mais François I. par son Ordonnance du mois de Fevrier 1543. limita son étendue , & voulut qu'elle pût connoître seulement en premiere instance du Domaine dans le ressort de la Prevôté & Vicomté de Paris , des Bailliages de Senlis , Melun , Brie-contre - Robert , Etampes , Dourdan , Mante , Meulan , Beaumont sur Oyse , & de Crespy en Valois , & ce privativement aux Prevôts de Paris & aux Baillifs desdits lieux , à qui il est défendu par la même Ordonnance d'en connoître.

On ne peut décliner cette Jurisdiction pour les matieres qui la concernent, en vertu du droit de Commitimus , pas même les Prevôts des Maréchaux , les Administrateurs de l'Hôtel-Dieu ou de l'Hôpital Général de Paris , ni les Secretaires du Roy , ni aucun autre , quelque privilege qu'ils aient de plaider , soit aux Requêtes de l'Hôtel , du Palais , Prevôté de l'Hôtel , Grand-Conseil.

La raison est que le Roy n'accorde point de privilege contre lui-même ; ce qui arriveroit , si en vertu du privilege du Commitimus , on pouvoit ôter les causes de la Jurisdiction de cette Chambre où il ne s'y

plaide que celles où le Roy a intérêt.

Les Rois ont anciennement commis aux Trésoriers de France l'administration & le gouvernement de leur Domaine. Charles VIII. établit en l'année 1496. la Chambre du Trésor à Paris, avec pouvoir aux Conseillers qui la composoient de juger conjointement avec les Trésoriers de France, tous les procès & différends concernant le Domaine, circonstances & dépendances dans l'étendue de la Prevôté & Vicomté de Paris & des Bailliages de Senlis, Melun, Brie-contre-Robert, Etampes, Dourdan, Mante, Meulan, Beaumont sur Oyse, & Crespy en Valois.

Il y a eu de nouvelles créations des Trésoriers de France qui ont été distribués dans les Généralitez pour composer les Bureaux des Finances. Ils ont eu seuls à l'exclusion de tous les Baillifs & Sénéchaux la connoissance des affaires du Domaine; mais comme il est arrivé dans la Généralité de Paris que les Juges ordinaires qui n'étoient point du ressort de la Chambre, se sont maintenus dans la possession où ils étoient de connoître des affaires contentieuses du Domaine.

C'est ce qui a fait que le Roy par son Edit du mois de Mars 1693. a uni la Jurisdiction de la Chambre du Trésor au Corps des Trésoriers de France de la Généralité de Paris, & leur a attribué la connoissance de tout ce qui concerne le Domaine dans l'étendue de la Généralité de Paris, & supprimé l'Office de Lieutenant général & particulier, & les Offices de Conseillers de la Chambre du Trésor.

Toute la Jurisdiction de la Chambre du Trésor est donc aujourd'hui incorporée aux Trésoriers de France de la Généralité de Paris qui ont seuls droit de juger en premier instance toutes les affaires du Domaine, & droits qui en dépendent, même ceux qui sont joints à la Ferme générale du Domaine dans l'étendue de la Généralité, sauf l'appel au Parlement.

Le même Edit, du mois de Mars 1693. porte création d'un Président & de sept Trésoriers, pour faire

avec les vingt-trois, dont le Bureau étoit rempli, le nombre de trente, & composer deux Chambres, dans chacune desquelles ils servent par Semestre. Et chacune a un Procureur & un Avocat du Roy.

L'une de ces Chambres est apellée le Bureau des Trésoriers de France, ou le Bureau des Finances, qui se tient dans la cour du Palais, on y juge les affaires qui concernent les Finances, voiries, & autres choses qui étoient de la Jurisdiction des Trésoriers de France avant l'union de la Chambre du Trésor au Corps des Trésoriers de France de la Généralité de Paris.

On y enregistre les Lettres de Noblesse, & autres semblables. Enfin on y fait la reception de tous les Officiers des Elections, Greniers à sel, des Receveurs Généraux des Finances, des Receveurs des Tailles & autres semblables Officiers dans l'étendue de la Généralité de Paris.

Les jugemens qui se rendent par les Trésoriers de France en leur Bureau sont apellez des Ordonnances; l'appel s'en relève au Conseil du Roy. Il y en a cependant quelques-unes, dont l'appel se relève au Parlement.

Il y a des Bureaux des Finances dans les autres Généralitez, où les Trésoriers de France font les mêmes fonctions dans l'étendue de leur Généralité. Et ces Bureaux des Finances n'ont qu'une Jurisdiction volontaire principale, & incidemment une Jurisdiction contentieuse.

L'autre Chambre qui a été créée par l'Edit du mois de Mars 1693. est apellée la Chambre du Domaine qui a succédé à la Chambre du Trésor, pour juger les affaires qui concernent les Domaines du Roy dans l'étendue de la Généralité de Paris, qui étoient auparavant de la compétence de la Chambre du Trésor.

Dans cette Chambre on fait aussi l'enregistrement de tous les Brevets de don accordez par le Roy, des droits d'aubaine, bâtardise, deshérence, confiscation, droits Seigneuriaux, & autres casuels dépendans du Domaine, & des Lettres Patentes expédiées sur les

Brevets. Enfin on y enregistre aussi les Lettres de naturalité & de légitimation , & on y fait les baux & les adjudications du Domaine du Roy.

Cette Chambre est au Palais , & tient ses Audiences les Mercredis & Samedis.

C'est au Procureur du Roy de la Chambre du Domaine à faire procéder à la Requête par voye de saisie sur les biens & effets qui échéent à sa Majesté par droits d'aubaine , bâtardise , deshérence , confiscation , & autres cas semblables dans l'étendue de la Généralité , comme faisoit le Procureur du Roy de la Chambre du Trésor.

Il doit aussi faire à la Requête les saisies féodales des fiefs mouvans de Sa Majesté dans la Généralité de Paris , faite par les vassaux d'avoir rendu les foy & hommage , & fourni leurs aveus & dénombremens en la Chambre des Comptes dans le tems prescrit par les Coutumes ; sauf au Procureur Général en la Chambre des Comptes , de faire lesdites saisies à sa requête , en cas de négligence de la part du Procureur du Roy de la Chambre du Domaine , & lorsqu'il le jugera à propos.

Enfin le Roy a créé par cet Edit deux Conseillers-Commissaires , pour faire à l'exclusion de tous autres , de l'Ordonnance de Trésoriers de France , l'aposition & levée des scellés des biens échus à Sa Majesté par droits d'aubaine , bâtardise , deshérence , confiscation ou autres , & assister aux inventaires qui en seront faits par lesdits Trésoriers de France. Et il est enjoint ausdits Conseillers-Commissaires , de veiller à la découverte desdits droits , & d'en donner avis au Procureur du Roy en la Chambre du Domaine.

Mais ces deux Charges ont été réunies depuis aux Trésoriers de France ; de sorte qu'ils en font tous les fonctions , en vertu d'une commission qu'on leur délivre tour à tour à cet effet.

CHAMBRES A SEL , sont des Chambres établies dans les lieux où les Greniers à sel sont éloignés.

Dans ces Chambres il y a un Juge commis & sub-

delegué par les Officiers des Greniers à sel , avec un Substitut du Procureur du Roy du Grenier , dans le ressort duquel est la Chambre , pour y juger les affaires de peu de conséquence. Les Officiers du Grenier s'y transportent quand il y a des affaires importantes.

Ces Chambres ont été établies pour le soulagement du peuple qui étoit incommodé du long chemin qu'il falloit faire pour avoir du sel.

CHAMBRE CIVILE. Nous avons expliqué sous le mot de Châtelet , ce qu'est au Châtelet la Chambre Civile , la Chambre de Police , & la Chambre Criminelle.

CHAMPART , est un droit qu'un Seigneur a de prendre sur le champ une certaine partie des bleds ou d'autres fruits d'une terre labourable , avant que celui qui tient la terre en champart , enlève ce qui en doit rester pour lui.

La portion du Seigneur est en quelques endroits la dixième partie des fruits , en d'autres la douzième , ou autres plus ou moins forte , suivant l'usage des lieux.

Ce droit est appelé champart , *quasi pars vel partus campi*. On lui donne aussi le nom de terrage , & il oblige celui qui tient une terre en champart , non seulement à laisser la part du Seigneur , mais aussi à le faire appeler avant que d'enlever ce qui en doit rester pour lui ; sur peine de l'amende.

Le champart tient lieu de cens , ou bien il est simplement Seigneurial.

Au premier cas il se règle comme le cens , se leve immédiatement après la dixme ; il est imprescriptible , & le Seigneur n'est point tenu pour la conservation de ce droit de former opposition au decret de la terre.

Au second cas on considère le droit de champart , comme les autres rentes foncières.

CHANCELLERIE , le lieu où l'on scelle les Lettres qui sont émanées du Roy , pour le fait de la Justice , ou pour quelque autre cause , afin de faire connoître que ces Lettres qui sont faites au nom du Roy ,

sont par l'empreinte de son sceau, revêtues de son autorité. Ce lieu est orné & embelli de tapisseries à Fleurs-de-Lys aux armoiries de France.

Si la dénomination eût été prise de la matiere qui est employée pour donner aux Lettres cette marque d'autorité, ce lieu eût été appelé Scellerie; mais'il est appelé Chancellerie, à cause de la forme, qui est d'empreindre le sceau & les armes du Roy sur les Lettres pour y imprimer le caractère de l'autorité Royale.

Il y a en France deux sortes de Chancelleries, sçavoir la grande & la petite.

La grande est celle qui suit toujours Sa Majesté, & où s'expedient les Lettres scellées du grand sceau, en présence de M. le Chancelier, Garde des Sceaux, qui y préside. On y scelle les Edits & Déclarations, les Lettres d'annoblissement, de légitimation, de naturalité; de réhabilitation, les abolitions, rétablissements, affranchissemens, amortissemens, privileges, évocations, exemptions, dons & autres Lettres qui doivent être dressées par des Secretaires du Roy.

M. le Chancelier, Garde des Sceaux, tient le sceau assisté de deux Maîtres des Requêtes, sçavoir de l'ancien & du nouveau de chaque quartier au Conseil. Les Secretaires du Roy raportent les Lettres qui doivent être scellées, & pendant que se tient le sceau, il n'y a qu'eux qui entrent dans la Chambre, avec quelques Officiers de la Chancellerie, comme le Grand Audancier, les Controlleurs & les Chauffecire.

La petite Chancellerie, est celle qui est établie près le Parlement de Paris, où s'expedient les Lettres de moindre conséquence. C'est un Maître des Requêtes qui y préside en l'absence de M. le Chancelier qui n'y va jamais.

Les Lettres de grace qui s'expedient en la petite Chancellerie, sont les émancipations ou bénéfice d'âge, les Lettres de bénéfice d'inventaire, les Committimus, les terriers, les Lettres d'attribution de Jurisdiction pour criées, les Lettres de main Souveraine, & d'af-

fiette , & autres. Les Lettres de Justice qui s'y expedient , sont les reliefs d'apel simple, ou comme d'abus, les anticipations, les *debitis*, les compulsoires, les désertions, les rescissions, les Requêtes civiles & autres.

Il y a des Lettres de la petite Chancellerie qui se dressent seulement par les Secretaires du Roy, & d'autres qui peuvent être par eux dressées concurremment avec les Réferendaires de la Chancellerie & les Procureurs, ainsi qu'il a été réglé par un Arrêt du Conseil du 19. Avril 1684.

Outre la petite Chancellerie, qui est près le Parlement de Paris, il y en a aussi près les autres Parlemens & autres Cours supérieures & les Présidiaux. Et il y a dans chacune un Garde des sceaux, & des Greffiers, Conservateurs de minutes & expeditionnaires des Lettres de Chancellerie.

CHANCELIER, est le premier Officier de la Couronne, en ce qui regarde la Justice; qui a chez lui les marques de la Majesté Royale.

Il est le chef de la Justice & des Conseils du Roi: c'est lui qui y préside. Il est la bouche du Prince & son interprète: ainsi c'est lui qui expose les volontés de sa Majesté, & qui prononce les Arrêts au nom du Roy, lorsque sa Majesté tient son lit de Justice au Palais.

Il est ordinairement Garde & Dépositaire des Sceaux de la grande Chancellerie, où l'image du Roy est représentée, comme assise en son trône, & tenant le Sceptre en la main, & c'est de ce sceau dont le Garde des Sceaux scelle non seulement les Edits, Déclarations & autres Ordonnances Royaux, mais encore toutes les Lettres de Chancellerie qui concernent la finance, & la distribution de la Justice & la concession des dons & des graces, dont il est le Dispensateur; de maniere qu'il les accorde ou les refuse, ainsi qu'il le trouve à propos, & conforme au bien de l'Etat.

Il a en qualité de Garde des Sceaux les confiscations en entier de ceux qui sont condamnés à peine afflictive, pour fausseté commises au sceau. Et c'est une des ex-

ceptions de la regle générale, qui veut que la confiscation des biens des condamnés appartienne au Seigneur Haut - Justicier, & au Roy pour ce qui est chacun dans leur Justice.

Quand il marche en cérémonie; il est précédé de quatre Hoquetons, qui portent masses aux Armoiries du Roy.

Comme le Chancelier est le chef & le Surintendant de la Justice, sa grande & suprême Magistrature fait que personne, excepté le Roy, n'a de Jurisdiction sur lui. Aussi les Cours souveraines rendent au Chancelier les premiers honneurs après le Roy. C'est entre les mains de sa Majesté qu'il prête serment.

Il ne porte jamais le deuil, pour quelque raison que ce soit: parce qu'étant le Chef de la Justice, il la doit représenter par tout, & être entierement détaché de lui-même.

Budée pour représenter la splendeur & l'éminence de sa dignité *Cancellarium vocat legum presidium, Juris azilium, morum, institutorumq; aram, aequi boniq; columen.*

Il est appelé la voix du Prince, parce que c'est lui qui dans les Etats, dans les Assemblées & dans toutes les actions publiques où paroissent les Rois, porte la parole pour eux, & qui déclare leurs intentions.

Comme le Chancelier fait dans ce Royaume les mêmes fonctions, que faisoit dans l'Empire Romain le Questeur du sacré Palais, on peut aussi dire que c'est lui que le Prince consulte, & à qui il s'en rapporte sur les questions de Droit ou de fait, qui peuvent recevoir quelque difficulté.

Sa principale charge est de rendre chaque jour compte au Roy de tout ce qui peut regarder la Justice, & comment elle est administrée par les Juges, pour raison de quoi il doit s'informer journellement, & écouter les plaintes des sujets de sa Majesté, & de tout ce qui vient à sa connoissance, lui en faire le rapport; afin d'y pourvoir suivant que le cas le merite.

Il faut voir l'article 90. de l'Ordon. de Blois, & les

Notes qui s'y trouvent dans le Neron de la nouvelle Edition, où il y a plusieurs choses curieuses touchant la dignité de Chancelier.

Au reste le mot de Chancelier paroît dériver de *cancellare*, qui signifie rayer, caïer, ou biffer, parce qu'il a le pouvoir de rompre & de refuser de sceller les Lettres qui lui sont présentées, quand il les trouve déraisonnables; & que c'est lui qui casse au nom du Roy, les Arrêts des Cours souveraines, lorsqu'il préside au Conseil d'Etat.

CHANCELIER, se dit aussi de ceux qui font la fonction de Greffier près les Consuls de la Nation Françoisse, & le lieu où ils expedient leurs actes & jugemens s'appelle la Chancellerie.

Ce sont les Consuls qui les nomment, & qui sont responsables civilement de leurs faits.

CHANGE; ce terme, qui dérive du verbe changer, signifie le troc ou changement d'une chose pour un autre, qui s'appelle en droit permutation. Mais appliqué au commerce de l'argent, ce terme signifie le change d'argent, le lieu où il se fait, & la fin pour laquelle il se fait.

La premiere & la plus naturelle signification du Change, comprend l'action du Change & le lieu où elle se passe, lors du changement, qui se fait dans une maison ou Bureau appellé *Change*, de l'argent pour de l'or, ou de l'or pour l'argent blanc, des monnoyes décriées pour de nouvelles, qui ont cours, ou des monnoyes étrangères pour celles du pays.

La deuxième signification du Change comprend l'action seule du Change, lorsqu'un Banquier donne une lettre de change dans une ville pour en recevoir la valeur dans une autre; parce qu'alors l'on donne son argent pour un écrit, par lequel le Banquier ou Négociant donne ordre à son Correspondant dans une autre ville de payer une somme à telle personne dans un tems prescrit par sa lettre.

La troisième signification du Change ne comprend
que

que le prix convenu entre le Banquier ou Négociant , & celui qui a besoin d'argent dans une autre ville , où il espere passer ou séjourner ; à raison de tant pour cent, comme trois , quatre , cinq , six , &c. selon l'abondance ou la rareté de l'argent , qui détermine le prix du Change.

Enfin l'on appelle encore Change le lieu où s'assemblent les Banquiers & Négocians pour négocier leurs lettres & billets de change.

CHANGE, EN TANT QUE CE TERME SIGNIFIE UNE LETTRE DE CHANGE, est un mandement que donne un Banquier, ou un Marchand, pour payer à celui qui en sera le porteur, en un lieu éloigné, l'argent exprimé dans la lettre de change qui a été compté & délivré audit Banquier, ou Marchand au lieu de sa demeure.

L'origine des Lettres de change est incertaine, l'utilité du commerce les a fait recevoir ; on évite par leurs moyens les frais de voitures & les risques des vols de grands chemins.

Une Lettre de change pour sa validité doit contenir 1°. Le nom de la ville d'où elle est tirée avec la date. 2°. La forme. 3°. Le tems du payement. 4°. Le nom de celui qui la doit recevoir. 5°. Celui qui en a donné ou promis la valeur. 6°. En quoi cette valeur a été ou doit être fournie, si c'est en argent comptant, marchandises ou autres effets. 7°. Le nom de celui sur qui elle est tirée pour la payer. 8°. Son adresse. 9°. Le nom du Tireur.

EXEMPLE.

A Paris ce 1. Avril 1729.

MONSIEUR

A vûe il vous plaira payer par cette premiere de Change à Monsieur Gentil, ou à son ordre, la somme de deux mille livres, pour valeur reçue comptant de Monsieur Jamard, & mettez à compte, comme par l'avis de

A M Giraud
M. à Roüen.

Votre très-humble
Serviteur le Jay.

Dans cet exemple, il est facile de voir que tout ce qui a été dit ci-dessus a été observé.

I. Le nom de la ville & la datte, *A Paris, le 1. Avril 1729.*

II. La somme tirée, *deux mille livres.*

III. Le tems, *à vue.*

IV. Payable, *à M. Gentil.*

V. Le nom de celui qui en a donné la valeur, *sçavoir, M. Jamard.*

VI. En quoi la valeur a été fournie; ces termes, *valeur reçue*, marquent qu'elle a été reçûe en argent comptant.

VII. Le nom de celui qui la doit payer, *M. Giraud.*

VIII. Le nom du Tireur, *sçavoir, le Jay.*

IX. L'adresse de celui qui doit payer, *Giraud de Roüen.*

Des neuf observations ci-dessus il faut conclure qu'en fait de Lettre de change, il y a toujours trois personnes qui agissent, & quelquefois quatre, comme dans l'exemple que nous venons de donner, qui sont *le Jay* Tireur, l'Accepteur *Giraud*, celui qui a fourni la valeur *Jamard*, & enfin *Gentil* qui la doit recevoir, & qui peut mettre son ordre en faveur d'un autre, ce que l'on appelle endosser, exprimant de sa part en quoi il en a reçu la valeur; & celui-là à un autre, & le dernier porteur d'ordre a pour garands solidaires tous les Endosseurs, Tireurs, Accepteurs.

Il n'y a que trois personnes qui interviennent dans une Lettre de change, quand elle est payable à celui qui en a payé ou promis la valeur.

EXEMPLE.

A Paris ce 1. Avril 1729.

MONSIEUR.

A vue il vous plaira payer par cette premiere de

Change à M. Gentil , ou à son ordre la somme de deux mille livres , pour valeur reçue de lui , & mettez à compte , comme par l'avis de

A M. Giraud.

M. à Rouën.

Votre très-humble

Serviteur le Jay.

Après ces deux exemples d'une Lettre de change à vûë , voyons ce que le Porteur d'une Lettre de change doit faire pour en avoir le payement. Il doit commencer par la présenter à celui , sur lequel elle est tirée , pour qu'il ait à l'accepter , & s'il en fait refus , il doit la faire protester par deux Notaires , ou un Notaire & deux témoins , suivant l'usage des lieux , ou par un Huissier ou Sergent assisté de deux Records.

Si au contraire celui sur qui une lettre de change est tirée , à tant de jours de vûë ou à usance ou double usance , l'accepte , le porteur de la lettre de change , doit après les délais de l'échéance , qui sont de dix jours de faveur , à compter du lendemain de l'échéance de la lettre , en demander le payement , s'en faire payer , ou faire protester la lettre de change , dont il est porteur , & dénoncer le protest aux Endosseurs , Tireurs & Accepteurs , avec assignation par la même dénonciation dans les délais de l'Ordonnance.

Le Porteur d'une lettre de change ayant fait son protest , & ayant besoin d'argent , il en prend à change , fournissant une autre Lettre de change sur la même Ville , d'où celle qui est protestée est tirée , dans laquelle il doit comprendre , 1. La somme principale de la lettre de change protestée , dont il est porteur. 2. Les frais du protest. 3. La provision. 4. Le courtage. 5. Le prix du nouveau change.

Dans l'exemple ci-dessus le prix de la lettre de change protestée faute de payement , est de deux mille livres tirée de Rouën sur Paris , les frais du protest d'une livre dix sols , la provision est de trois pour cent , six livres seize sols quatre deniers , le courtage est un

huitième pour cent , & le prix du nouveau change (qui est communément à un & demi pour cent, pour les payemens les plus prochains) 30. liv. 2. sols 11. den. lesquelles sommes jointes ensemble montent à 2040. liv. 1. fol 3. den. dont le Porteur qui n'a pas été payé de la lettre de change , en tirera une autre pour celle qu'il a protesté , suivant l'Edit du Commerce, titre 6. art. 4. c'est ce que l'on appelle change & rechange.

De ce que nous avons dit ci-dessus, il s'ensuit qu'il y a deux sortes de protest, l'un faute d'acceptation, & l'autre faute de paiement.

Le protest faute d'acceptation n'oblige le Tireur & Endosseur qu'à rendre au Porteur la valeur de la lettre de change protestée, ou à lui donner des suretés qu'elle sera acquittée à son échéance; au lieu que le protest faute de paiement fait dans les dix jours de l'Ordonnance , donne une action solidaire au Porteur contre tous les Endosseurs, Tireurs, Accepteurs à son choix.

Le temps des payemens des Lettres de change se réduit à cinq différences.

La première à vûë , auquel cas le paiement se doit faire à la présentation & sans délai.

La seconde , à tant de jours de vûë , comme dix, douze ou quinze jours , lesquels ne commencent à courir , que du jour de l'acceptation.

La troisième , à jour préfix, comme au dix, quinze ou vingt d'un tel mois, auquel cas le Porteur d'une telle lettre est tenu de la faire payer ou protester dans les dix jours après celui de l'échéance.

La quatrième , à une ou plusieurs usances , qui est un terme fixé par l'usage du lieu , où la lettre de change est payable , qui court du jour de la datte de la lettre de change ou de son acceptation, suivant l'usage de la ville , où la lettre doit être payée. L'usage en France est de trente jours suivant l'Edit de 1673. titre 5. art. 5. en sorte que si par la lettre de change le jour du paiement n'est point fixé , & qu'elle soit à usance ,

elle n'est payable que dans trente jours ; sic'est à deux usances, dans soixante.

La cinquième, est au payement ou à la foire. Ce terme n'est que pour les lieux où il y a des foires établies, comme à Paris, à Lyon, à Francfort, & autres endroits.

Les Billets de change sont differens des Lettres de change. *Voyez* Billets de change,

CHAPEAU DE ROSES, ou chapel de Roses est un leger don, que les peres & meres font à leur fille, quand ils la marient ; de maniere qu'ils ne lui donnent pas son advenant & legitime portion.

Nous avons quelques Coûtumes où la fille mariée par ses pere & mere avec un chapeau de Roses ne peut plus venir à leur succession. Telle est la Coûtume de Tours art. 284. & celle d'Auvergne ch. 12. art. 25.

CHAPELET, est une marque d'honneur & de distinction que les Seigneurs des Comtés & Baronies ont droit de faire mettre aux Fourches patibulaires de leurs Seigneuries. Vigier sur Angoumois, art. 1.

CHAPTEL, est un contrat participant de loüage & de la société, par lequel un particulier donne à un autre un nombre de bœufs, de cochons, ou de brebis, à condition de les nourrir, & d'en rendre pareil compte à la fin du bail, & d'en partager le croît & le profit.

Il y a deux sortes de chapfels : l'une consiste dans les bestiaux que le propriétaire d'un domaine, d'une terre ou d'une ferme donne à son fermier, à la charge de prendre soin de leur nourriture, de s'en servir pour la culture & amélioration de l'héritage du bailleur ; l'autre quand on donne des bestiaux à un particulier, à l'effet qu'il en puisse faire valoir ses propres héritages.

Dans l'un & l'autre cas, celui qui veut faire valoir ses troupeaux de moutons, de bœufs ou de vaches, les donne au premier, après en avoir fait faire l'estimation : la propriété en demeure au bailleur jusqu'à concurrence de l'estimation seulement ; mais le profit

qu'on appelle croît se partage également entre le bailleur & le preneur.

De ces profits, il faut excepter les fumiers & les labours, qui servent à la culture & aux améliorations de l'héritage du bailleur, s'il a été ainsi convenu ; ou de celui du preneur, en cas que telle ait été la convention des parties ; à l'égard du leitage & autres semblables profits, ils apartiennent toujours au preneur qui de son côté est chargé de nourrir & garder les bestiaux à ses fraix & dépens, & d'en avoir soin comme un bon œconome.

Si le bétail meurt, s'il se perd, ou s'il diminuë par cas fortuit, la perte tombe également sur le bailleur & sur le preneur. Mais si cela arrive par la faute du preneur, il en est responsable.

Au reste un homme exempt de taille, qui donne à ses fermiers & autres personnes des bestiaux à chaptel, ne fait point acte dérogeant, & ne peut être à cause de cela imposé à la taille.

CHARGE, signifie ordinairement une dignité ou un Office, qui donne pouvoir & autorité à quelqu'un d'exercer quelque fonction publique & de percevoir de certains droits.

Quoiqu'on donne communément & indistinctement le nom de Charge à toutes sortes d'Offices, parce qu'en effet tout Office est une Charge ; il ne faut pas néanmoins confondre le sens de ces mots.

Le mot de Charge est un nom général, qui outre les Offices comprend d'autres Emplois distingués des Offices ; en ce qu'on exerce ces autres Emplois ou Charges sans provision, & seulement pour un temps, au lieu que pour les Offices il faut des Lettres du Prince, qui en assurent le titre aux Officiers pendant leur vie, à moins qu'ils ne s'en rendent indignes, ou qu'ils ne s'en dépouillent volontairement.

Ainsi les Charges des Parlemens & des autres Compagnies superieures, & celles des Présidiaux & des Bailliages & Sénéchaussées, sont des Offices, au con-

traire les Charges municipales, comme d'Echevins & de Consuls, ne sont pas des Offices, & ceux qui y sont apellés ne les exercent que pour un temps, sans autre titre que celui de leur élection.

Il faut donc distinguer les charges qui sont en titre d'Office, & qui donnent à ceux qui les exercent la qualité d'Officiers, d'avec celles qui sans cette qualité, donnent le droit d'exercer quelque fonction publique, de Justice ou autre pendant un certain temps.

Les Commissions que donne le Roy, sont une autre espece de Charges : quoiqu'on ne leur en donne pas le nom, elles en ont en effet le caractère qui est de revêtir d'un Emploi public. Ainsi les Ambassadeurs, les Intendans des Provinces, les Chambres composées de personnes que le Roy commet pour juger de certaines affaires, les Chambres de Justice, & plusieurs autres semblables Emplois sont des Commissions & sont à ceux, que le Roy y appelle une Charge pour exercer une fonction publique sans titre d'Office.

Mais il y a cette difference entre ces Commissions & les Charges municipales & autres semblables, que les Commissions sont pour un temps indéfini, & cessent quand il plaît au Roy de les revoquer : au lieu que ces autres sortes de Charges ont leur durée pour un temps réglé.

Il faut donc distinguer dans toutes les Charges, Offices & Commissions trois différentes regles de leur durée.

Les Offices sont pour la vie, ainsi ceux qui en sont pourvus ne peuvent être revoqués sans cause.

Les Charges municipales & autres sont pour un certain temps, après lequel leur Emploi finit & passe en une autre personne ; mais ceux qui en sont revêtus ne peuvent être revoqués ni destinés pendant le temps que doit durer leur exercice, s'ils n'ont délinqué.

Enfin les Commissions sont pour un temps indéfini, tel qu'il plaît au Roy, de sorte que ceux qui en sont chargés peuvent être revoqués en tous temps & sans aucune cause.

CHARGE se prend quelquefois pour une condition qui est naturellement attachée au contrat, que l'on passe, ou qui est stipulée par les parties. On dit, par exemple, qu'on a vendu une terre, à la charge d'une telle servitude.

CHARGER, signifie accuser quelqu'un en Justice, ou rendre témoignage qu'un accusé est coupable. On dit, par exemple, qu'un homme est prévenu de tel crime, & qu'il y a plusieurs témoins qui le chargent.

CHARGES D'UN TESTAMENT, sont des engagements que le testateur impose à l'héritier ou autre, à qui il fait quelque libéralité par son testament, comme s'il charge son héritier, ou un légataire d'un usufruit, d'une servitude, ou d'une rente viagère en faveur d'une tierce personne.

CHARGES DU MARIAGE, sont l'entretien du ménage, la nourriture & l'éducation des enfans qui en proviennent; pour raison de quoy la dot est donnée au mari, afin qu'il puisse subvenir aux nécessités de sa famille, dont il est le chef.

CHARGES DE LA COMMUNAUTE, sont des dettes mobilières qui doivent être acquittées par la Communauté; sçavoir, I°. Celles qui ont été contractées par l'un des conjoints avant leur mariage.

II°. Celles qu'ils ont contractées pendant la Communauté.

III°. Les dettes mobilières des successions échûes à chacun des conjoints pendant le mariage.

Voyez ce que nous avons dit sur l'article 221. de la Coutume de Paris.

Pour empêcher que les dettes créées par les conjoints avant leur mariage, ne tombent sur la communauté, on met ordinairement cette clause dans les contrats de mariage: que les conjoints ne seront point tenus des dettes l'un de l'autre, créées avant le mariage; ce que nous avons expliqué sur l'article 222.

CHARGES REELLES, & redevances annuelles, sont des droits dûs par les héritages, comme le cens;

le fircens ou rente fonciere, le champart ou autres, selon la disposition des Coûtumes ou l'usage des lieux.

Comme ces charges sont dûës par les héritages, elles doivent être acquittées par le détempreur, à proportion du temps de sa jouissance, lorsqu'il veut déguerpir, suivant l'article 99. de la Coûtume de Paris.

CHARGES, & informations. *Voy.* Informations,

CHARTRE PARTIE, est un contrat passé entre un Patron & un Marchand pour le loüage d'un vaisseau. *Voyez* l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681. Liv. 3. tit. 1.

CHARTRE, signifie quelquefois prison, comme quand on dit, il est défendu de tenir personne en chartre privée.

L'Ordonnance de 1670. tit. 2. art. 10. défend aux Prevôts de faire chartre privée, c'est-à-dire, les oblige de conduire les criminels dans les prisons, sans les retenir chez eux, ni dans aucunes maisons particulieres.

CHARTRE NORMANDE, sont Lettres de conservation des privilèges accordées à la Province de Normandie par le Roy Philippe, quand les Normands secoüerent le joug des Anglois, ces Privilèges ont été confirmés par les Rois de France.

CHARTRES, sont des titres anciens que l'on garde pour justifier des droits d'une Seigneurie ou d'une Communauté. Le recueil de ces chartres s'appelle Cartulaires.

CHASSE, est la poursuite du gibier gros & menu, qui est le plus ancien moyen d'acquérir, & le premier que la nature ait enseigné aux hommes pour se nourrir.

Aussi la chasse & la pêche furent permises par le droit des gens à tout le monde, afin que les animaux que la nature avoit faits pour tous les hommes, fussent le prix de l'industrie & de l'adresse de ceux qui les auroient pris,

Mais par les mœurs des peuples & les loix politiques, cette liberté naturelle de chasser a été limitée & restraincte aux Rois, aux Princes & à quelques autres personnes.

Cet exercice est très convenable aux Rois & aux grands Seigneurs, pour servir aux uns d'un honnête divertissement parmi les travaux & les peines qu'ils ont dans l'administration des affaires publiques, & pour empêcher les autres de tomber dans l'oisiveté, & les rendre plus robustes & plus adroits au métier de la guerre.

Mais cet exercice convient peu aux Evêques & aux Ecclésiastiques, parce que la chasse est une espece de guerre qui accoutume au sang, qui d'ailleurs les détourneroit du Service divin & de leurs fonctions.

Cela toutefois ne se doit entendre que de ces chasses turbulentes & pénibles qui se font dans les Forêts avec grand cortège & grand bruit, & non pas de ces chasses paisibles qui se font sans grand équipage par divertissement, & pour contribuer à la santé.

Cet exercice convient peu aussi aux Bourgeois, aux gens mécaniques, & aux païsans; parce qu'il les entretiendroit dans la fénéantise, & leur feroit négliger les arts, le commerce, & l'agriculture, dont le public recevroit un notable dommage.

Quoiqu'originellement la chasse soit permise à tout le monde par le droit des gens, on ne fait aucun doute, que le Souverain n'ait le droit d'en restreindre la liberté & l'usage quand elle est préjudiciable au public & à l'Etat.

En France les Seigneurs Hauts-Justiciers se sont attribué le droit de la chasse dans l'étenduë de leurs terres, comme un droit fiscal & domanial appartenant à la Haute Justice, de même que l'espave & les autres choses qui ne sont reclamées ni avouées de personne: de maniere que la chasse n'est pas permise aux Gentilshommes dans les terres qui ne leur appartiennent pas, s'ils n'en ont titre ou permission expresse. Mais il est permis au propriétaire du fief de la Paroisse de chasser dans l'étenduë de son fief.

L'Ordonnance des chasses d'Henri IV. permet à ceux qui ont droit de chasser, de suivre le gibier qu'ils ont fait lever sur leurs terres, & de prendre la bête

dans le fief, terre & Seigneurie d'autrui, parce qu'autrement on ôteroit tout le plaisir de la chasse.

Ceux qui ont droit de chasser ne peuvent pas faire des fossés dans les chemins publics.

Il ne leur est pas permis de chasser en certaines saisons de l'année; sçavoir dans le temps que les animaux volatils font leurs œufs, ni sur les terresensemencées, depuis le premier jour de Mars jusqu'après la dépoüille, à peine de tous dommages & intérêts, art. 283. de l'Ordonnance de Blois.

Par l'Ordonnance de François I. de l'an 1515. confirmée par plusieurs autres, il est défendu à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de chasser dans les Forêts, Buissons & Garennes du Roy, sans permission de sa Majesté.

L'Ordonnance d'Orleans art. 137. défend à toutes personnes de tuer les bêtes noires & rousses qui sont entrées sur leurs héritages; mais il est permis aux propriétaires desdites terres sur lesquelles elles sont entrées, de les en chasser avec des pierres, sans les blesser.

Par les anciennes & par les nouvelles Ordonnances, la chasse est défendue aux Roturiers qui n'ont point de Haute-Justice, sous les peines qui y sont contenuës.

Celle du mois d'Août 1669. appellée l'Ordonnance des Eaux & Forêts, titre des chasses, fait défenses à tous Roturiers de quelque état & qualité qu'ils soient, non possédans Fiefs & Seigneuries & Haute-Justice, de chasser, à peine de 100. livres d'amende pour la première fois, du double pour la seconde, du carcan & bannissement pour cinq ans hors du ressort de la Maîtrise des Eaux & Forêts, pour la troisième.

Par la même Ordonnance, il est permis à tous Seigneurs, Gentilshommes & Nobles de chasser sur leurs terres, pourveu qu'elles soient éloignées d'une lieüe des plaisirs du Roy. Il leur est même permis de chasser aux chevreüils & bêtes noires, s'ils sont à trois lieües des plaisirs de sa Majesté.

Cette Ordonnance art. 1. titre des chasses, confirme

celles du mois de Juin 1601. & de Juillet 1602. & veut qu'elles soient observées en tout ce qui n'est pas contraire à ladite Ordonnance de 1669.

Les Officiers des Eaux & Forêts; & les Capitaines des Chasses, connoissent concurremment & par prévention entr'eux, de ce qui regarde la capture des délinquans, la saisie des armes, chiens, filets & engins défendus, contravention à l'Ordonnance, & premiere information seulement; mais l'instruction & le jugement appartient au Lieutenant de Robe-longue.

Les Capitaines des Chasses de saint Germain, Fontainebleau, Chambort, Bois de Boulogne, Varenne du Louvre, Livri, Vincennes & Compiègne, & les autres qui sont sur les Etats envoyés à la Cour des Aides, sont exceptés. Ils instruisent & jugent chacun dans leur Capitaineries tous procès civils & criminels pour fait de chasse, en apellant avec eux les Lieutenans de Robe-longue & autres Juges & Avocats pour Conseil.

CHÂTELAINS, sont les Seigneurs qui ont droit d'avoir maison forte & Châtellenie, & Haute-Justice annexée à leur Seigneurie, avec droit de supériorité sur d'autres Justices.

On apelle aussi Châtelains les Juges qui rendent la Justice dans l'étendue de la terre d'un Seigneur Châtelain.

Voyez l'Edit de Cremieu, & la Déclaration du 24. Février 1537.

CHÂTELAINS ROYAUX, apellés autrement Prevôts, sont des Juges qui sont dans le premier degré de la Justice Royale.

Ils connoissent en premiere instance des differends des particuliers, tant en matiere civile que criminelle excepté des causes & de délits dont la connoissance est réservée aux Baillifs. Ils connoissent aussi des appellations des Hauts-Justiciers; & leurs appellations s'interjetent pardevant les Baillifs & Sénéchaux.

CHÂTELLENIE, est l'étendue de la terre & de la Justice d'un Seigneur Châtelain.

CHATELETS, sont des lieux fortifiez, qui ont servi anciennement de forteresse, de Châtel, Manoir, & Hôtel au Seigneur, & où se tiennent aujourd'hui les Audiences des Juges Royaux, & qui servent de prisons Royales.

CHATELET DE PARIS, est la Jurisdiction du Prevôt de Paris, composée d'un Présidial, d'une Chambre Civile, d'une Chambre de Police, & d'une Chambre Criminelle.

Dans le Présidial on juge les causes des Présidiaux. Dans la Chambre Civile se traitent les matieres sommaires. Dans la Chambre de Police se jugent les causes qui regardent la Police de la Ville & Faux-Bourgs de Paris. Dans la Chambre Criminelle se traitent les matieres criminelles.

On distingue dans le Châtelet la Prevôté d'avec le Présidial; les Audiences de la Prevôté & du Présidial se tiennent tous les jours (hors le Lundi) depuis neuf heures du matin jusqu'à midi, suivant l'article 1. de l'Edit de Janvier 1685.

On fait aux Audiences de la Prevôté la Publication des Ordonnances, Edits & Déclarations, des Arrêts & Reglemens, des Testamens portans substitution, & de tous les autres actes qui doivent être publics.

On y fait les certifications des criées, on y accepte les Gardes nobles & bourgeoises.

On y plaide les causes où il s'agit de matieres Beneficiales & Ecclesiastiques, dont les Officiers Royaux ont droit de connoître; de celles où il s'agit de l'état des personnes, des qualités d'heritier, & de femmes communes ou séparées de biens; des interdictions des personnes, de servitudes, des contestations formées en conséquence, des apositions ou levées de scellé, & confiscations d'inventaires qui sont portés en l'Audience.

On y juge les differends qui arrivent entre des Commissaires, Notaires, Procureurs, Sergens & autres Officiers, pour les fonctions de leurs Charges, & enfin de toutes les causes qui appartiennent au Châtelet.

Il faut excepter celles qui sont réservées au Présidial, sçavoir :

1°. Toutes les appellations verbales des Jugemens & Ordonnances rendues par les Juges qui ressortissent au Châtelet, à quelques sommes qu'elles montent, sont réservées au Présidial.

II°. Les causes des deux chefs de l'Edit des Présidiaux : & celles dans lesquelles il s'agit de matieres personnelles, réelles & mixtes, dont les demandes tant principales qu'incidentes, ne sont que de douze cens livres & au-dessous, & qui ne sont pas de celles qui se plaident en la Prevôté.

Les causes qui se plaident en la Chambre Civile du Châtelet, sont celles où il s'agit de vuidier les lieux, du payement des loyers, des saisies & exécutions des meubles faites en conséquence, de l'établissement des Gardiens & Commissaires ; des réparations de bâtimens ; des salaires des Regens, Précepteurs & Maîtres d'Ecoles, de ceux de Medecins, Apoticaire, Chirurgiens, Huissiers, Sergens, & autres semblables Officiers ; des gages des serviteurs & domestiques ; des pensions & ventes faites pour provision de maison, de pain, vin, & autres nourritures ; salaires & peines d'ouvriers, quand il n'y a point de marché par écrit, port de hardes & paquets ; ventes, loüages & nourritures des chevaux ; ventes de marchandises faites par Marchands Forains & autres, sans jours, sans termes, & sans écrit, & autres matieres sommaires & provisoires, pourvû que les demandes tant principales qu'incidentes, n'excèdent pas la somme de mille livres.

Voyez l'Edit du mois de Janvier 1685. par lequel le Roy a réglé la forme & la maniere de rendre la Justice dans le Châtelet.

La Jurisdiction du Châtelet de Paris est aujourd'hui composée d'un Lieutenant Civil, d'un Lieutenant General de Police, d'un Lieutenant Criminel, & d'un de Robe-courte, de deux Lieutenans Particuliers, de plusieurs Conseillers, & d'un Juge appelé

Auditeur ; il y a aussi un Procureur du Roy , quatre Avocats du Roy , des substituts du Procureur du Roy , & des Commissaires.

Au reste il faut remarquer I^o. que par l'Edit du mois de Fevrier 1674. Sa Majesté créa un nouveau Châtelet, suprimant toutes les Justices Seigneuriales qui étoient dans l'étenduë de la Ville, Faux-bourgs & banlieuë de Paris.

II^o. Que par l'Edit du mois de Septembre 1684. le nouveau Châtelet a été réuni à l'ancien , avec suppression des Offices de Prevôt , Lieutenant Civil , Lieutenant Criminel , & Procureur du Roy.

CHATEAU, est une place d'honneur & de sûreté , qui est propre aux Seigneurs , qui ont fief de dignité ; de sorte que le Château est regardé comme le chef & principal Manoir du fief , où réside l'honneur & la marque de la domination du Seigneur.

Les vassaux & rentiers n'y peuvent bâtir d'autres Châteaux & Forteresses sans le consentement de leurs Seigneurs.

CHAUFFAGE, est un droit qui est accordé à quelques Seigneurs , Communautéz , Officiers ou autres particuliers de faire couper du bois pour leur provision dans les Forêts du Roy.

Ceux qui ont ce droit ne peuvent prendre du bois qu'autant qu'ils en ont besoin pour leur usage. De plus ils ne peuvent pas prendre toute sorte de bois , mais seulement le bois brisé & arraché, le vert en gisant, le sec ou bois mort en étant & en gisant, & le mort bois.

Voyez l'Ordonnance du 13. Août 1669. titre du chauffage.

CHAUFFECIRE, est un Officier de la grande Chancellerie , qui prépare & fait chauffer la cire pour sceller les Lettres du sceau.

CHEF, signifie chapitre , article , & dans ce sens l'on dit qu'une Sentence est renduë au premier chef de l'Edit , ou qu'elle est au second chef. Voyez l'Edit des Présidiaux.

Chef signifie quelquefois supérieur, suzerain ; ainsi le Chef-Seigneur est celui de qui relevent d'autres Seigneurs.

CHEF - CENS. *Voyez* Cens.

CHEMIN, signifie route, pour aller d'un lieu en un autre. Les chemins qui, hors des villes, servent de route, sont publics ou particuliers.

Les chemins publics sont les grands chemins, qui sont à l'usage public, pour aller d'un lieu à tout autre. Ils aboutissent ou à d'autres chemins, ou aux portes des villes, ou à la mer, ou à des rivières.

Les chemins particuliers sont I^o. ceux qui sont propres à quelques personnes pour l'usage de leurs héritages, & ceux-ci aboutissent d'une part à des grands chemins, & de l'autre finissent aux héritages où ils conduisent.

II^o. Les chemins qui servent de servitude & de droit de passage entre voisins.

Les particuliers peuvent s'accommoder comme bon leur semble pour les chemins qui les regardent ; mais il n'y a que le Roy ou son autorité Royale, qui puisse changer les chemins publics, les ruelles, les sentiers, les voyes & les ruës.

Anciennement les Juges Royaux étoient Juges des chemins publics ; mais la connoissance en a été transférée aux Trésoriers de France par l'Ordonnance de 1508.

La police des grands chemins consiste à les tenir dans le bon état où ils doivent être pour être utiles au public. Ce qui consiste

I^o. Dans la largeur & autres commodités, comme le pavé où il est nécessaire.

II^o A n'y rien faire jetter ou mettre qui incommode le passage.

III^o Dans les réparations qu'il y convient faire.

Toutes ces choses regardent les Officiers du Roy préposés pour cette police : ils en ordonnent les dépenses sur les deniers du Roy, ou sur les particuliers, qui

à cause des droits de péage ou autres y sont obligés.

A l'égard des chemins à l'usage des particuliers, chacun des intéressés contribue aux réparations nécessaires, selon son droit & son intérêt, ou suivant leurs titres & possessions.

Régulièrement les réparations des chemins pour les servitudes, sont dûes par celui qui a le droit de servitude. Pour les autres chemins d'un usage commun entre particuliers, chacun doit sa part des réparations.

La voirie sur les grands chemins appartient aux Officiers du Roy, comme nous l'avons dit, & les Ecclesiastiques ne sont pas exempts de payer leur part des réparations qu'il convient d'y faire.

Les Seigneurs Hauts-Justiciers ont droit de voirie sur les chemins particuliers qui sont sur leurs terres, ou celles de leurs vassaux.

Il a été imprimé à Paris en 1687. un Livre in 12. qui a pour titre: *Exposition des Coutumes sur la largeur des chemins, sur la destination des péages, sur la question, si la voirie est une suite de la Haute-Justice, & sur la durée de la garantie des ouvrages publics.*

CHEVAGE, est un droit de douze deniers Parisis, qui se paye sous peine d'amende, tous les ans au Roy en quelques Provinces, par les bâtards & aubains mariez, qui s'y sont établis; ce droit s'appelle chevage; parce que chaque chef marié ou veuf le doit, au cas qu'il soit bâtard ou aubain.

CHEVALIER DU GUET, est un Officier préposé avec ses Archers à la Garde de la Ville pendant la nuit. Il est outre cela obligé de prêter main-forte à l'exécution des ordres & mandemens des Magistrats.

CHICANE, est l'abus qu'un plaideur fait des procédures judiciaires, en les employant pour tromper & surprendre les Juges & les parties.

CHICANEUR, est un plaideur de profession, qui se plaît dans les procès, & qui par la longue ha-

bitude qu'il a de plaider, est venu au point d'employer les finesses & les ruses pour gagner par la forme ce qu'il devoit perdre par le fond.

Il suffit d'être de leurs parens, amis ou voisins pour se trouver dans la nécessité de plaider, quelque aversion qu'on ait pour les procès.

CHIFFRE, est un caractère qui sert à exprimer les nombres. Le chiffre Romain ou de Finance dont on se sert au Palais dans les taxes de dépens, est celui qui se marque par certaines Lettres de l'Alphabet.

Les Romains n'avoient que cinq figures pour marquer les nombres. Sçavoir I. qui montre & désigne un, & qui se peut repeter jusqu'à quatre fois. V. qui vaut cinq. X. qui signifie dix, & qui se peut repeter jusqu'à quatre fois. L. qui signifie cinquante, & ne se peut repeter sinon en cette façon LXL. pour signifier quatre-vingt dix; & C. qui signifie cent, & se peut repeter jusqu'à quatre fois.

L'origine de ce chiffre vient de ce que l'on a compté d'abord par les doigts; de sorte que pour marquer les quatre premiers nombres, on s'est servi des I. qui les représentent, & pour le cinquième, on s'est servi d'un V. qui représente en rabaisant les doigts du milieu, & en montrant simplement le poulce avec l'index; & pour le dix on s'est servi de l'X. qui est un double V. dont il y en a un renversé & mis au-dessous de l'autre. De là vient que la progression dans ces nombres est toujours d'un à cinq, puis de cinq à dix. Et le cent fut marqué par sa Lettre capital C.

L'on a depuis ajouté au chiffre Romain deux Lettres: sçavoir le D. qui vaut cinq cens, & l'M. qui vaut mille. Ainsi il y a présentement sept Lettres de l'Alphabet qui servent à cette sorte de nombre.

Lorsqu'il y a un petit nombre devant un plus grand, cela dénote qu'il faut retrancher de la valeur de ladite Lettre. Ce qui se fait aux nombres IV. IX. XL. XC. & autres.

CHIFFRES, OU NOMBRES

Romains depuis un jusqu'à mille.

I.	1.	L.	50.
II.	2.	LX.	60.
III.	3.	LXX.	70.
IV.	4.	LXXX.	80.
V.	5.	XC.	90.
VI.	6.	C.	100.
VII.	7.	CC.	200.
VIII.	8.	CCC.	300.
IX.	9.	CCCC.	
X.	10.	ou CD.	400.
XI.	11.	D.	500.
XII.	12.		
XIII.	13.	DC.	600.
XIV.	14.		
XV.	15.	DCC.	700.
XVI.	16.		
XVII.	17.	DCCC.	800.
XVIII.	18.		
XIX.	19.	CM.	900.
XX.	20.		
XXX.	30.	M.	1000.
XL.	40.	ou CIO.	

·CHIROGRAPHAIRES, Créancier chirographaire, est celui qui n'a point de reconnaissance authentique de sa dette, & qui n'en a qu'un billet sous seing privé.

Une telle créance n'est pas exécutoire, & n'emporte point hypothèque, comme celles qui sont passées pardevant Notaires.

CHOSE signifie en Droit tout ce qui est dans notre patrimoine, & tout ce qui n'y est pas. Voyez ma Traduction des Institutes au titre premier du second Livre, où j'ay expliqué la première division des choses

qui se fait en celles qui sont de nôtre patrimoine, & celles qui ne nous apartiennent en aucune maniere.

La seconde division des choses se fait en celles qui sont corporelles, & celles qui sont incorporelles, dont il est traité au second titre du même Livre des Institutes.

CHOSSES CORPORELLES, sont celles qui tombent sous les sens, comme un fond, une maison, un habit, & autres choses semblables.

CHOSSES INCORPORELLES, sont celles qui ne tombent point sous les sens, mais qui consistent dans certains droits incorporels, comme sont les successions, les servitudes des héritages, les obligations, les actions & autres de semblable nature.

Quoique les choses dûës par les obligations, & que les choses dans lesquelles consiste une succession ou une obligation, soient corporelles & matérielles, néanmoins l'obligation & la succession sont considérées en elles-mêmes & par elles-mêmes, comme des droits incorporels qui n'ont point d'autre existence que dans l'esprit.

Ainsi quand on dit que Titius est héritier de son pere, je conçois dans mon esprit qu'il représente sa personne, & qu'il est subrogé dans tous les droits qu'il avoit au jour de son décès, faisant abstraction des choses dans lesquelles consiste la succession.

CHOSSES CORPORELLES, *sont ou fongibles ou non fongibles.*

Les fongibles sont celles qui ne sont pas des corps certains & déterminés, & qui consistent en quantité, & se reglent par poids, par nombres, & par mesures: comme du blé, du vin, de l'huile, & autres choses semblables. Elles se consomment par l'usage, & ne périssent point; mais peuvent être représentées & remplacées par d'autres de même nature.

Les choses non fongibles sont des corps certains & déterminés qui consistent en espece, c'est-à-dire, en un corps certain & déterminé, & qui ne se consomment pas par l'usage, mais qui périssent, de maniere qu'elles ne

peuvent être représentées ni remplacées par d'autres de même nature : comme une maison , un cheval , &c.

Voyez ce que j'ai dit sur le second titre du Livre second des Institutes.

CIRCONSTANCES, sont les incidens & les particularités qui accompagnent un fait ; à quoi un Juge doit faire attention , sur-tout en matiere criminelle.

CIRCONSTANCES, signifient quelquefois les demandes incidentes & les suites d'une affaire.

Ainsi on dit qu'un procès est renvoyé en une autre Jurisdiction avec toutes ses circonstances & dépendances , pour dire qu'il est renvoyé avec toutes les parties & interventions , & toutes les questions qui en dépendent , ou qui en peuvent naître.

CITATION, est l'adjournement qui est donné par un Apariteur , en vertu d'un mandement verbal , ou par écrit du Juge d'Eglise.

CITATION, signifie aussi une allegation de quelque loy , de quelque autorité , ou de quelque passage pour prouver quelque chose. Comme les citations de Droit se font ordinairement en abrégé , & souvent par de simples notes , nous avons cru devoir mettre ici les principales.

CITATIONS du Droit Civil.

Ap. Justin. ou *Institut.* aux Instituts.

D. ou *ff.* aux Digestes.

Cod. ou *C.* au Code.

Auth. dans l'Authentique.

Leg. ou *L.* Dans la Loy.

Leg. ult. Dans la Loi dernière.

§. ou *parag.* Au paragraphe.

Novel. Dans la Nouvelle.

Cod. Theodos. Au Code Theodosien.

Arg. leg. par argument de la Loy.

Glos. Dans la Glose.

H. t. en ce titre.

Eod. tit. Au même titre.

In f. A la fin.

In p. ou in prin. Au commencement.

CITATIONS du Droit Canon

Ap. Bon. Dans le Sexte.

Ap. Greg. IX. Dans les Décretales.

C. ou Can. Au Canon.

Cap. Au chapitre.

Cause. Dans une cause de la seconde partie du Decret.

Clem. Dans une Clementine , ou dans un tel chapitre de la collection de Clement V.

De conf. Dans la troisième partie du Decret.

De pœn. Au Traité de la Pénitence qui est dans la seconde partie du Decret.

Dist. Dans une distinction du Decret de Gratien.

Ex. ou Extra, Dans les Decretales de Gregoire IX.

Extravag. Joan. XXII. Dans une Constitution de Jean XXII.

In Extravag. com. Dans les Extravagantes communes.

In Sexto ou in 6^e. Dans la Collection de Boniface VIII. appelée le Sexte.

Q. qu. ou quest. Question.

ψ. ou vers. Au Verset.

CITER, & appeler quelqu'un en Justice par le ministère d'un Officier public.

En Jurisdiction séculière c'est un Huissier ou Sergent qui a cet emploi : & dans la Jurisdiction Ecclésiastique, c'est un Apariteur , qui fait à l'Officialité la fonction des Huissiers ou Sergens des autres Juridictions.

CIVIL, est la procédure ordinaire qu'on fait en matière civile , & où il ne s'agit que d'intérêt pécuniaire. Ce qui est opposé au criminel.

CIVILISER, c'est recevoir les parties en procès ordinaire , sur une procédure , qui étoit auparavant instruite criminellement. Les procès qui ont commencé par une plainte sont quelquefois civilisés , lorsque dans la suite de l'instruction le Juge connoît qu'il n'y a pas lieu de procéder criminellement : auquel cas il convertit les informations en enquête , sauf

à reprendre l'extraordinaire , si le cas y échet.

Ainsi quoique la plainte forme un procès criminel , néanmoins l'affaire se civilise quelque fois ; ou par rapport à l'affaire même , quand elle ne paroît pas de nature à être poursuivie criminellement , comme quand il s'agit d'injures légères , ou par rapport à la qualité des personnes qui poursuivent , & contre qui se font les poursuites.

Par exemple , en matiere de recelé , contre une femme ou un mari , on rend plainte , on informe , on décrete d'assigné pour être oïi ; & après l'interrogatoire le Juge civilise l'affaire , & ne passe point en ces sortes de matieres au recollement & confrontation des témoins , lorsque ce sont des héritiers du précédé qui se plaignent.

Mais il faut dire le contraire , quand ce sont des créanciers d'un particulier qui se plaignent des recelés faits par la veuve & ses enfans ; l'affaire dégenere alors en une espece de banqueroute , qui s'instruit criminellement jusqu'au jugement définitif.

CLAM , signifie en Dauphiné la citation ou cri public , que l'on fait d'un absent ou contumax. *Voyez* Expilly , chap. 109.

CLAMER , en Normandie , signifie retirer un héritage par droit de proximité de lignage ; ce que nous apellons retrait lignager.

CLAMEUR DE HARO. *Voyez* Haro.

CLANDESTIN. *Voyez* mariage clandestin.

CLAUUSE , est une addition , contenant une disposition particuliere , qui est aposée à un contrat , ou acte de derniere volonté pour en faire partie.

Ainsi par rapport aux contrats on entend par ce terme , un pacte particulier & accessoire , aposé à une convention générale & principale , lequel en explique , étend ou restreint le sens & l'effet.

Voyez la science parfaite des Notaires , Livre second , chapitre XX. des clauses & conditions aposées dans les contrats.

CLAUSE RESOLUTOIRE, est une convention particulière, par lequel on convient qu'un contrat demeurera comme non fait & résolu en cas que l'une des parties n'exécute point ce à quoi elle s'est obligée.

On met de la différence entre la résolution d'un contrat & la nullité: en ce que la nullité fait qu'il n'y a jamais eu de contrat; au lieu que la résolution le fait cesser, & libère les contractans de l'obligation qu'ils avoient contractée.

Pour faire valoir la clause résolutoire, & constituer en retard celui des contractans qui n'exécute pas ce à quoi il s'est obligé; il faut lui faire une sommation: & en cas qu'il conteste, le faire contraindre en Justice ou à exécuter, ou à consentir la résolution du contrat.

Comme les causes pénales & résolutoires ne sont jamais prises à la rigueur, & ne passent que pour peines comminatoires, elles n'ont pas l'effet de résoudre d'abord & de plein droit le contrat auquel elles ont été apposées par le défaut d'y satisfaire, il faut le faire ordonner en Justice.

Le Juge a même coutume d'accorder un délai pour exécuter ce qui a été promis: si ce n'est que la chose ne pût souffrir de retardement, comme si le vendeur manque de délivrer de la marchandise promise pour le jour d'un embarquement.

Quand un contrat a été résolu faute d'exécution de la part de l'une des parties, elles sont remises toutes les deux dans le même état qu'elles étoient avant que d'avoir contracté; si c'est, par exemple, la vente d'un héritage qui soit ainsi résoluë, le vendeur rentre dans la possession de cet héritage, comme s'il n'en avoit jamais été dépouillé; mais celui qui a donné lieu à la résolution du contrat, est tenu des dommages & intérêts que l'autre en a soufferts.

CLAUSE CODICILLAIRE, est une clause apposée au bas d'un testament par le testateur, par laquelle il déclare que si son testament ne peut pas va-

loir comme testament, il entend au moins qu'il vaille comme codicile.

Elle est conçue en ces termes, ou autres équipolens: *Si cette dernière volonté ne vaut pas comme testament, je veux qu'elle vaille comme codicile.*

L'origine de la clause codicillaire a été une suite naturelle des formalitez embarrassantes que le Droit Romain exigeoit pour la validité d'un testament; car outre qu'il falloit qu'il fût fait en présence de sept témoins idoines, c'est-à-dire; Citoyens Romains, mâles & puberes, il falloit se servir dans les testamens de certains termes directs & impératifs.

Cela faisoit que les plus habiles avoient souvent sujet de douter de la validité de leurs testamens. C'est pourquoi pour empêcher qu'un simple défaut de formalités ne donnât atteinte aux dernières volontés des mourans, on introduisit la clause codicillaire, pour mettre les testamens à couvert de cet inconvénient.

Ainsi lorsque dans le nombre des témoins il s'en trouvoit quelques-uns dont le témoignage dût être rejeté, pourvu qu'il en restât cinq idoines, le testament valoit au moyen de la clause codicillaire.

L'effet de cette clause est, qu'un testament qui ne peut valoir comme testament, à cause de quelques formalitez omises, vaille au moins comme codicile, lequel ne désire pas tant de solemnitez; mais il faut toujours qu'un tel testament soit au moins revêtu des conditions requises dans les codicilles.

Comme l'effet de cette clause étoit de faire valider comme codicile un testament, qui pour défaut & formalités ne pouvoit valider comme testament, toutes les dispositions qui y étoient exprimées en termes directs & impératifs, étoient considérées comme des fideicommiss.

Cela se pratique non seulement pour les legs, mais encore pour les institutions d'héritiers. Ainsi celui qui est institué héritier dans un testament nul, faute de quelque solemnité, quand ce testament est muni de la

clause codicillaire , est regardé comme un fideicommissaire universel , & a droit de demander l'hérédité à l'héritier *ab intestat* , cette clause tenant lieu de fideicommissaire universel.

De ce que la clause codicillaire ne supplée qu'aux formalités omises dans un testament , il s'ensuit qu'elle ne fait pas valider un testament , qui est nul pour quelque autre raison , comme pour défaut de volonté du testateur ; parce que cette clause n'a pour fondement que la volonté du testateur , & ne peut confirmer ce qui n'est pas.

Cette clause codicillaire est fort pratiquée en pays de Droit écrit , où le Droit Romain a force de Loi. Mais comme en pays Coutumier nous ne distinguons guères les codicilles d'avec les testaments , cette clause codicillaire n'y est point en usage. *Voyez Testament.*

CLAUSE DEROGATOIRE en matiere de testament , est une clause , marque ou Sentence insérée dans un testament , avec déclaration faite par le testateur , qu'il ne veut & entend qu'aucun testament qu'il pourroit faire ensuite , soit valable , & ait son exécution , si cette clause dérogoire n'y est insérée.

J'ai expliqué fort au long ce qui regarde cette matiere sur le §. 2. du tit. 17. du second Livre des Institutes , où je renvoye le Lecteur.

CLAUSE *s'il vous apert* , est toujours insérée dans les Lettres de Justice , & elle attribue la connoissance du fait au Juge auquel les Lettres sont adressées ; comme dans les Lettres de rescision pour dol , le Juge doit connoître du dol , & à moins qu'il ne soit prouvé , le Juge doit débouter l'impétrant de l'entérinement des Lettres par lui obtenues.

CLERC , est celui qui est tonsuré & destiné à l'Estat Ecclésiastique. On entend néanmoins par Clerc celui qui est dans les Ordres ; mais ce n'est pas ici le lieu de traiter de cette matiere , nous en parlerons dans l'introduction au Droit Canonique.

CLERC , est aussi une espece de Commis ou de

Scribe qui sert à écrire chez les gens de Justice ou de Pratique. Cela est si vrai , qu'un Greffier étoit autrefois apellé Clerc.

C L E R C DE PROCUREUR , est un jeune homme qui est chez un Procureur , pour transcrire ou faire les expéditions des actes judiciaires , & apprendre par ce moyen la Pratique.

Quoique les sciences puissent être redigées en maximes , & que la plûpart s'apprennent par la lecture des Livres , néanmoins la Pratique ne s'apprend parfaitement qu'à force de pratiquer : ce n'est que par un long travail & un continuel exercice , qu'on devient bon Praticien.

L'Etude d'un Procureur est la meilleure Ecole pour s'en instruire , & il seroit à souhaiter que tous ceux qui se destinent au Bareau , ou à remplir quelque Charge de Judicature y eussent été pendant plusieurs années. Ils seroient certainement moins embarrassés que ne le sont la plûpart , quand ils commencent à faire la profession d'Avocat , ou la fonction de Juge.

La qualité de Clerc n'est point un état fixe & permanent ; ainsi elle ne fait point déroger.

Il y a plusieurs Arrêts & Reglemens qui défendent aux Clercs de porter l'épée.

Suivant les Reglemens , les Clercs ne peuvent recevoir de leurs Procureurs aucune retribution que celle des assistances , qui se donnent ordinairement aux Maîtres Clercs sur les dépens que leurs Procureurs font taxer dans les affaires qu'ils ont gagnées avec dépens.

L'Ordonnance & les Reglemens ont prescrit dix années , pendant lesquelles celui qui veut être reçu Procureur est dans l'obligation de s'instruire & de s'exercer en qualité de Clerc ; mais ceux qui se destinent à cet emploi ou à quelqu'autre , qui requiert une parfaite connoissance de la Pratique , ne peuvent trop s'appliquer à l'apprendre pendant qu'ils sont chez les Procureurs.

C'est principalement dans la jeunesse que l'esprit est

en état de concevoir avec facilité les choses , & de les retenir aisément. D'ailleurs les commencemens de la Pratique sont si rebutans , que quand on a laissé passer un certain âge sans s'y former par une véritable application, l'on n'est gueres en état dans la suite d'y réussir.

C L E R G E' , qui est la partie du peuple qui comprend les Ecclésiastiques , est le premier Ordre des trois Etats de France. La vénération que l'on doit avoir pour la Religion nous a fait considérer les Ecclésiastiques comme étant plus nobles que les autres.

Le Clergé est composé de seize Provinces , Paris , Lyon , Roüen , Sens , Reims , Tours , Bourges , Alby , Bordeaux , Auch , Narbonne , Toulouse , Arles , Aix , Vienne , & Embrun ; & en partie de quatre autres , Treves , Tarragone , Malines , & Mayence.

Le Clergé tient ses assemblées ordinaires de cinq ans en cinq ans. Il y en a quelquefois d'extraordinaires. Les Provinces tiennent auparavant leurs Assemblées particulières , & députent pour l'Assemblée générale qui se tient à Paris ou ailleurs , comme il plaît au Roy. Elle est composée de deux sortes de Députés ; sçavoir du premier & du second Ordre. Les Evêques sont du premier Ordre , & les Abbez du second.

C L E R I C A L , c'est - à - dire , qui appartient aux Ecclésiastiques.

C L I E N T , étoit chez les Romains un Citoyen qui se mettoit sous la protection d'un plus puissant , à qui il rendoit de certains devoirs. Aussi a-t-on dans la suite donné aux vassaux le nom de cliens par raport à leurs Seigneurs.

En termes de Pratique , client se dit d'un plaideur qui a mis sa cause entre les mains d'un Avocat ou d'un Procureur pour la défendre. Il se dit aussi par raport aux Juges , auquel cas il signifie les plaideurs qui les sollicitent.

C L O T U R E D E C O M P T E , est la perfection du

compte , laquelle arrive lorsqu'il est arrêté par les parties , enforte que l'oyant ou le rendant compte puisse agir en conséquence , & en cas d'inexécution & faute de payement , faire assigner celui qui se trouve devoit quelque chose à l'autre.

CLOTURE D'INVENTAIRE, est une solennité requise dans la Coutume de Paris , pour empêcher que la communauté qui étoit entre le survivant des conjoints & le prédécédé , ne soit continuée entre le survivant & ses enfans , lorsqu'il y en a de mineurs.

Après que l'inventaire est fait & parfait , cette clôture doit être faite au Greffe , & ne contient autre chose qu'une simple affirmation judiciaire du survivant des pere & mere que l'inventaire est fidele , & qu'il n'y a rien de recelé ni d'omis ; après quoi le Greffier met au bas de l'inventaire , qu'il a été clos le tel jour.

L'article 241. de la Coutume de Paris porte , que pour la dissolution de la communauté , il faut que l'inventaire soit fait & parfait , à la charge de faire clorre ledit inventaire par le survivant , trois mois après qu'il aura été fait.

Ce même article donne trois mois pour faire ladite clôture , qui est un terme fatal ordonné par la Coutume. Et si elle est faite après les trois mois , la communauté est continuée ; parce que pour ce qui est de la dissolution de la communauté , l'inventaire demeure inutile pour n'avoir pas été clos dans le tems prescrit par la Coutume.

Les trois mois accordez pour faire la clôture , ne courent que du jour du dernier acte qui fait la perfection de l'inventaire ; car le commencement & la première journée de l'inventaire ne fait pas le corps entier de l'inventaire , ni un inventaire fait & parfait.

Faute d'avoir fait clorre l'inventaire dans les trois mois prescrits par la Coutume , la communauté est continuée , *si bon semble aux enfans* ; c'est-à-dire , que le défaut de clôture dans ledit tems , rend la continuation de communauté nécessaire contre le survi-

vant des pere & mere , qui pouvoit & devoit faire clorre l'inventaire , pour satisfaire à la Coutume.

Mais à l'égard des enfans , la Coutume leur a laissé la liberté de faire continuer la communauté , faute par le survivant d'avoir fait clorre l'inventaire dans le tems , ou bien de faire dissoudre la communauté , & demander partage des effets de ladite communauté du jour du décès du précedé.

La raison est que cette clôture n'a été ordonnée qu'en faveur des enfans ; d'où il s'ensuit qu'il leur est permis de renoncer à ce droit qui a été introduit en leur faveur , d'autant plus que cette solemnité est extrinseque , & n'est point du corps ni de la substance de l'inventaire.

Les clôtures d'inventaires doivent être faites & écrites en des registres continuez sans aucun blanc , & les actes de clôture doivent être signez du survivant des pere & mere qui fait ladite clôture , à peine de nullité. Voici comme cela se pratique.

Le survivant comparoîtra devant le Juge , & le Notaire doit apporter la minute de l'inventaire ; & après que le survivant a prêté serment , & affirmé n'avoir détourné aucuns effets , & n'en connoître d'autes que ceux qui sont inventoriés , le Juge en donne acte , dont le Greffier fait mention sur la minute & la grosse de l'inventaire ; ce qui se fait juridiquement , & dont on tient un registre particulier.

Quoique l'article 241. de la Coutume de Paris , parlant de la clôture d'inventaire , ne désire point qu'elle soit faite en présence du subrogé tuteur , néanmoins pour l'interêt des mineurs , la Cour a ordonné par plusieurs Arrêts , qu'à l'avenir les minutes des actes de clôture d'inventaire seroient faites en présence du subrogé tuteur & contradicteur légitime , & signées d'eux.

La clôture de l'inventaire est une solemnité singuliere en la Coutume de Paris , comme nous l'avons déjà dit , d'où il s'ensuit qu'elle n'est point nécessaire pour empêcher la continuation de la communauté

dans les autres Coutumes qui n'en parlent point, où par conséquent il suffit pour dissoudre la communauté, que l'inventaire ait été fait & parfait dans le tems prescrit par la Coutume.

Voyez continuation de communauté. *Voyez* aussi dissolution de communauté.

COADJUTEUR, est celui qui donne secours & assistance à celui qui est empêché de faire ses fonctions par maladie ou infirmité.

COCHES. Les Maîtres des Coches sont tenus de la perte des hardes qui ont été mises dedans, dont leurs Registres sont chargez. Mais ils ne sont pas tenus de la perte de l'argent qui auroit été mis dans des paquets. Il faut pour que les Maîtres des Coches en soient responsables, qu'on leur ait mis l'argent entre les mains, & qu'ils en ayent chargé leur Registre.

CODE, est le recueil des Constitutions des Empereurs Romains, fait par l'ordre de Justinien, & divisé en douze Livres. Sur quoi voyez l'Histoire du Droit Romain, qui est au commencement de ma Traduction des Institutes.

CODE, se dit aussi parmi nous de plusieurs Recueils des Ordonnances de nos Rois, & on appelle par excellence *Code Louis*, les Ordonnances faites par Louis XIV. pour la réformation de la Justice : ce qu'on appelle aussi la nouvelle Ordonnance Civile & la Criminelle.

Il y a plusieurs autres Ordonnances de Louis XIV. qu'on appelle aussi *Codes*, comme celle qui règle le Commerce & le Négoce, qu'on nomme *Code Marchand*.

CODE NOIR est un Edit fait par Louis XIV. au mois de Mars 1685. touchant la Police des Isles de l'Amerique Française. Il se trouve avec les Lettres Patentes données en conséquence, à la fin du second Tome du Neron de la nouvelle Edition, après les Tables.

Il est appelé *Code noir*, parce qu'il traite des esclaves noirs, qu'on tire de la côte d'Afrique, & qu'on vend

dans les Isles de l'Amerique pour la culture des terres du pays. Ce qui est une exception de la regle générale, qui veut qu'il n'y ait point d'Esclaves en France.

C O D E M I C H A U L T, est l'Ordonnance composée par Messire Michel de Marillac, Garde des Sceaux de France, & publiée par Louis XIII. en 1629.

Elle fut faite sur les plaintes & doléances faites par les Députez des Etats assemblez en la ville de Paris, & sur les avis donnez à Sa Majesté par les Assemblées des Notables, tenuës à Rouën.

Elle contient 461. articles tirez des précédentes Ordonnances, & principalement de celle de Blois. *Voyez* ce que j'en ai dit dans la Préface qui est au commencement du Recueil du Neron de la dernière Edition.

C O D E C I M A T E U R S, sont plusieurs Seigneurs qui perçoivent les dixmes d'une même Paroisse, & qui sont par conséquent tenus de fournir la portion congrüe au Curé qui n'a point de gros, ou de supplément quand le gros n'est pas suffisant.

Chaque Codécimateur est tenu solidairement de fournir la portion congrüe ou le supplément, sauf à lui après avoir payé, à poursuivre les autres pour leur part & portion.

C O D I C I L L E, est une déclaration de dernière volonté faite avec moins de solemnitez que le testament. Sur quoi voyez ce que j'ay dit dans ma Traduction des Institutes, au titre dernier du second Livre où j'ai remarqué les différences qu'il y a, selon le Droit Romain, entre des codicilles & un testament. Ce qui est en usage parmi nous en pays de Droit écrit.

Mais dans les pays Coutumiers les testamens & les codicilles requierent les mêmes solemnitez & ne different qu'en ce que les codicilles sont faits après les testamens, & sont considerez comme n'en étant qu'une suite & un supplément.

C O G N A T I O N, signifie parmi nous le lien de parenté, soit par les mâles, soit par les femelles. *Voyez* ma Traduction des Institutes, au titre *De nuptiis*,

§. 1. & au titre *De legitima agnatorum tutela.*

COHERITIERS, sont plusieurs heritiers d'un défunt, qui viennent conjointement à sa succession.

COLEGATAIRES, sont ceux à qui une même chose a été léguée conjointement. *Voyez* accroissement.

COLLATEREAUX, parens collatéraux sont ceux dont l'un ne descend point de l'autre, mais qui descendent d'une même souche, comme sont freres, cousins, & autres.

Ils sont apellez collatéraux, parce qu'au lieu que les descendans & les ascendans sont dans une même ligne qui les lie successivement de l'un à l'autre; les freres & sœurs, & tous les autres plus éloignez sont entr'eux les uns à côté des autres, chacun dans sa ligne sous les ascendans qui leur sont communs.

COLLATION, est la présentation & confrontation d'une copie à son original, pour voir si elle y est conforme, au bas de laquelle copie on met un acte, qui en rend témoignage. *Voyez* la Science parfaite des Notaires, Livre 2. chap. 27.

Quand on a produit quelques pieces dans une instance, & que l'on en a besoin pour produire dans un autre procès, il faut en tirer des copies que l'on fait collationner aux originaux pardevant le Conseiller-Rapporteur, auquel cas ces copies collationnées valent autant que les originaux mêmes.

Pour parvenir à cette collation, il faut d'abord présenter requête à la Jurisdiction où le procès est pendant, pour faire commettre un de Messieurs, ou le Rapporteur du procès, s'il y en a un.

On répond cette requête par ces mots; *Commis M.... Conseiller aux fins de la présente requête, fait &c.*

Lorsqu'il y a un Conseiller commis sur cette requête, il faut prendre de lui une ordonnance pour faire assigner la partie, contre laquelle on veut se servir des pieces, que l'on veut faire collationner. Cette assignation est donnée à l'effet de voir proceder à la collation desdites pieces.

Le jour indiqué , on procede au procès verbal de collation desdites pièces , lequel ne se commence qu'une heure après l'échéance de l'assignation. Si après ce tems la partie assignée ne compare pas , il en sera dressé procès verbal par le Secrétaire du Rapporteur , & sera donné défaut contr'elle , & pour le profit il sera procédé à la collation en son absence.

Quand toutes les parties se sont présentées , on procede à la collation , & l'on énoncedans le procès verbal que toutes les parties ont comparu , & l'on y insere leurs dires. Et le Conseiller Commissaire met au bas de chaque copie l'acte de collation.

COLLOCATION , est le rang que l'on donne aux créanciers pour être payez. Par exemple , dans un ordre , d'abord on y met les privilegiez , ensuite les hypotequaires , & enfin les chirographaires , lesquels viennent par contribution au sol la livre si le fond n'est suffisant pour les payer en entier.

COLLOQUER , veut dire mettre un rang ou un ordre entre des créanciers , pour être suivant leur hypothèque ou leur privilege , payez de leur dû , sur le prix provenant de la vente des immobles de leur débiteur adjugez par décret.

COLLUDER , signifie s'entendre avec sa partie au préjudice d'un tiers.

COLLUSION , est un accord caché & secret fait entre ceux qui plaident l'un contre l'autre , pour tromper par ce moyen d'autres personnes , qui peuvent avoir intérêt à la chose.

Il n'est pas permis aux parties de s'accorder ensemble en matiere civile , au préjudice d'une tierce personne , & quand le fait est prouvé , on peut revenir contre.

Il n'est pas , à plus forte raison , permis aux parties de s'accorder ensemble en matiere criminelle , ni en cause matrimoniale , soit par transaction ou autrement , à cause qu'il est de l'intérêt public que les crimes soient punis ; & à l'égard du mariage , parce que sa validité ou invalidité ne doit pas dépendre de la vo-

l'onté des parties , si elle n'est conforme aux Loix & aux Canons.

Ainsi quand il y a eu collusion en matiere criminelle, la même cause peut être de rechef portée en Jugement ; & un accusé peut être nonobstant l'absolution qu'il auroit obtenue par collusion, accusé de rechef du même crime , malgré la maxime , *Non bis in idem*.

Pour ce qui est des causes matrimoniales , la collusion , qui seroit intervenue dessus , ne peut donner atteinte à la validité ou invalidité du mariage.

COLOMBIER , est un lieu bâti pour y nourrir & y entretenir des pigeons. Il y en a de deux sortes, sçavoir les Colombiers à pied , & les Volieres ou Colombiers sur pilliers ou sur solives.

Colombiers à pied sont ceux qui sont bâtis en forme de tour , & qui ont des boulines ou paniers à tenir pigeons depuis le haut jusques au rez de chaussée.

Les Volieres & autres Colombiers non à pied , sont ceux qui n'ont point de boulines depuis le haut jusqu'à rez de chaussée , mais qui étant bâtis sur pilliers ou sur solives ont un cellier , ou une étable dessous. Ils se nomment des volets , des fuyez.

Par le droit de propriété , il est permis à un chacun de bâtir sur son fond ce qui peut servir à son usage ; mais parce que les pigeons mangent le grain nouvellement semé , & peuvent par la grande consommation qu'ils en font pour leur nourriture en causer la cherté , la plupart des Coutumes ont restreint la liberté de faire bâtir des Colombiers , mais diversement.

Plusieurs qui en font un droit de Haute-Justice , portent que nul ne peut faire Colombier à pied sans la permission du Seigneur Haut-Justicier.

Celle de Paris ne donne droit de Colombier à pied qu'au Seigneur Haut-Justicier , ayant fief & cinquante arpens de terres labourables , & non autres , qui ne peuvent servir à la nourriture des pigeons.

Par l'usage presque général de tout le Royaume , le droit de Colombier , principalement à pied , n'a lieu en terre de roture.

A l'égard des Colombiers non à pied , tout particulier peut en avoir , si ce n'est dans les Coutumes qui défendent toutes sortes de Colombiers , & hors ces Coutumes on est en droit d'avoir un Colombier non à pied , de quelque qualité que l'on soit , quand même on n'auroit pas suffisamment de terres labourables.

COMBAT DE FIEF , est la contestation qui s'est mûe entre deux Seigneurs , qui prétendent la même mouvance , ou dont l'un prétend la Seigneurie , l'autre la censive , ou tous deux la censive.

Lorsque deux Seigneurs prétendent la même mouvance , le vassal doit se faire recevoir par main-souveraine. *Voyez* Main-souveraine.

Quoique la contestation ne soit pas encore formée entre deux Seigneurs , le vassal doit se faire recevoir par main-souveraine , quand il est poursuivi par deux differens Seigneurs pour faire la foy & hommage ; auquel cas il doit dénoncer au premier les poursuites du second , & déclarer à tous les deux qu'il est prêt d'obéir à qui par Justice sera ordonné , & de satisfaire aux droits & devoirs , requerant d'être mis en souffrance par le Juge qui est saisi du différend.

Le combat de fief étant jugé , le vassal est obligé de satisfaire à ses offres , & de rendre la foi & hommage à celui , qui a obtenu à ses fins , dans quarante jours après la signification , qui lui aura été faite de la Sentence ou Arrêt ; lesquels étant expirés le Seigneur féodal est en droit de saisir le fief , & de faire contre le vassal les poursuites à l'ordinaire , faute de lui avoir fait la foy & hommage.

COMMANDE , ou bénéfice en commande , sont des Abbayes & Prieurez , tant simples que conventuels , qui sont donnez par le Pape , avec dispense de la regle , *Regularia Regularibus* , *Sacularia Sacularibus*.

COMMANDEMENT , est un exploit fait par un Sergent ou Huissier , en conséquence d'un Jugement , ou d'un autre titre portant exécution parée , c'est-à-dire , revêtu de toutes les formalitez requises pour exercer une contrainte.

Cet exploit porte injonction de payer , & est fait au nom du Roy , à la requête du créancier , en vertu d'un titre exécutoire , qui doit être signifié par le même acte au débiteur , s'il ne l'a été précédemment.

Comme un débiteur peut ignorer que son créancier veut mettre à exécution le titre qu'il a contre lui , cet exploit lui notifie , & doit nécessairement précéder d'un jour au moins l'exécution qu'on veut faire sur la personne ou sur les biens d'un débiteur.

Il sert , pour ainsi dire , d'avertissement de payer , & cet acte déclare au débiteur , que faute de paiement il sera procédé à l'exécution de l'acte qui sert de titre au créancier.

Un emprisonnement ou exécution de meubles sans un commandement préalable est nul.

A l'égard de la saisie réelle , le commandement qui la doit précéder , doit être recordé , à peine de nullité , c'est-à-dire , doit être signé de deux témoins ou Records , qui assistent l'Huissier porteur du titre en bonne forme , bien & dûment signé & signifié.

COMMANDITE. *Voyez* Banque.

COMMENÇAUX DE LA MAISON DU ROY , sont les Officiers de la Maison de Sa Majesté , qui ont en vertu de leurs Charges , le droit de Committimus aux Requêtes du Palais , ou de l'Hôtel , à leur choix.

COMMERCE , signifie le négoce qu'on fait de marchandises pour profiter sur la vente , ou l'échange qu'on en fait.

L'utilité du commerce est très-grande : il procure à chaque Etat l'usage des choses nécessaires à toutes personnes , pour la nourriture & le vêtement , & pour les autres besoins & commodités de la vie.

On a aussi par son moyen les choses nécessaires pour la guerre , pour les navigations , & en général pour faire subsister un Etat , & les familles qui le composent.

C'est à cause de cette utilité & de cette nécessité du commerce , que pour en faciliter l'usage les Princes en

ont ordonné la liberté, & défendu à tous Particuliers d'y mettre aucun monopole.

Si les Ordonnances défendent aux Officiers de faire trafic de marchandises, ce n'est pas seulement pour les tenir attachés à leurs fonctions, mais encore pour ne pas laisser la liberté du commerce à des personnes, qui par leur autorité pourroient s'en rendre les maîtres, & nuire aux Marchands & aux acheteurs.

Cette considération a fait défendre aux Officiers & aux Gentils-hommes d'exercer le commerce, sous le nom de personnes interposées.

C'est encore pour favoriser & faciliter le commerce, que nos Rois ont établi la Jurisdiction des Juges & Consuls des Marchands, pour regler entr'eux les differends sur le fait de leurs marchandises par une voye plus prompte, & à moindres frais. Ils ont même ordonné que les differends entre associés pour quelque commerce, fussent réglés par des Arbitres choisis par les Parties.

Voyez les Ordonnances du mois de Novembre 1563. & du mois de Mars 1673.

Quoique rien ne soit si nécessaire à un Etat que le commerce, cependant en France c'est un acte dérogeant à la Noblesse. Mais par un privilège spécial accordé aux Nobles de la Province de Bretagne, quoiqu'on cesse d'être Noble tant que l'on fait le commerce, en le quittant on reprend le Noblesse, sans Lettres de réhabilitation : quoique par le droit commun, nul ne puisse être réhabilité pour acte dérogeant, sans Lettres du Prince.

Al'égard du commerce maritime il ne déroge point, pourveu que les Gentils-hommes qui s'y engagent, ne vendent point en détail.

Au reste, tous gens de commerce s'exposent à la contrainte par corps pour marchandises, trafic & négoce dont ils se mêlent, & pour billets de commerce, comme sont ceux au porteur, ou à ordre valeur reçue comptant, ou en marchandises.

COMMINATOIRE : peine comminatoire est celle qui est imposée par une Ordonnance, Sentence ou Arrêt, contre ceux qui contreviennent à quelque chose, mais qui n'est pas exécutée à la rigueur.

Il y a aussi des peines qui sont apôchées dans des contrats, contre ceux qui n'exécuteront pas de certaines clauses, & qui sont rarement suivies de l'effet.

On appelle comminatoires les peines qui sont prononcées en termes vagues & généraux, & qui sont plutôt imposées dans le dessein d'arrêter la licence ou d'empêcher la contravention, que dans la vûe d'infliger une punition irrévocable.

Pour juger de l'intention du Législateur ou du Juge qui prononce la peine, il faut examiner les termes dans lesquels la disposition est conçue.

Quand le Roy en imposant des peines prononce la nullité, la peine ordinairement n'est point alors comminatoire, & on la fait subir à celui qui a contrevenu à l'Ordonnance. Mais quand le Roy impose simplement quelque peine pécuniaire, & qu'il ne s'agit que d'un léger délit, la peine est souvent comminatoire.

Lorsque Sa Majesté ajoute ces mots : *Sans que ladite peine puisse être réputée comminatoire*, il dépend de la prudence des Juges de faire observer la sévérité de la Loi, ou d'y apporter quelque tempérament, suivant les circonstances, & l'intérêt que peut avoir l'Etat, qu'on fasse exécuter la Loi à la rigueur.

Les causes pénales insérées dans les actes, sont ordinairement comminatoires; à moins que la partie intéressée ne prouve en Justice qu'elle a souffert quelque dommage à cause de l'inexécution de la part de l'autre partie; car la règle est qu'elles ne doivent tenir lieu que de dommages & intérêts.

Le Juge doit donc examiner si l'inexécution de ce qui a été promis par l'une des parties, a causé quelque dommage à l'autre. Et c'est sur quoi il doit régler son Jugement.

COMMISE en terme de Droit, est la confisca-

tion de marchandises , faute d'avoir payé les droits d'entrée, ou de sortie hors du Royaume , ou autres droits , auquel cas *merces cadunt in commissum*. Mais on se sert en ce cas du mot , Confiscation.

COMMISE parmi nous , à proprement parler est la confiscation faite au profit du Seigneur féodal d'un fief , pour félonie ou désaveu de la part du vassal envers son Seigneur.

Cette commise est apellée confiscation en l'art. 43. de la Coutume de Paris ; cependant la confiscation se prend proprement pour l'adjudication qui se fait au profit du Roy , ou du Seigneur Haut-Justicier , des biens d'un condamné à mort naturelle ou civile , dans les Coutumes où la confiscation a lieu.

Le vassal qui a commis félonie , c'est-à-dire , déloyauté envers son Seigneur , fait donc tomber son fief en commise , de sorte qu'il le perd entierement , & que le fief est acquis à son Seigneur , & réuni à son domaine.

Le vassal perd aussi son fief , quand malicieusement il désavoüe son Seigneur , soutenant qu'il ne tient pas son fief de lui , & qu'il relève d'un autre Seigneur ; mais il faut pour cela que le désaveu soit fait en jugement , & par personne capable d'operer la commise.

Il y a donc des personnes dont le désaveu ne peut pas faire tomber un fief en commise , sçavoir, I°. Un mineur , ou un interdit.

II°. Celui qui avoüe le Roy pour son Seigneur , & désavoüe celui qui l'est véritablement , n'encourt point la commise de son fief , pourveu qu'il ne persiste point après avoir été abandonné par le Procureur du Roy.

III°. Un bénéficié ne peut point confisquer le fief appartenant à son Bénéfice , que pour sa vie seulement ; non plus qu'un vassal grevé de substitution.

IV°. Un mari ne peut commettre le fief propre de sa femme , si ce n'est pour les jouissances sa vie durant : parce que ce fief appartient personnellement à sa femme.

Par la même raison un mari ne peut pas remettre

la commise à un vassal de sa femme, quand le fief de son vassal aura été réuni à son domaine.

COMMISSAIRES en général, sont des personnes commises & préposées à quelques fonctions ou Charges particulières.

Ainsi ce terme se prend quelquefois, I^o Pour un Conseiller commis par la Cour, ou pour une personne commise par le Roy, pour faire quelque chose.

II^o. Pour un Officier du Châtelet, dont la principale fonction consiste à maintenir la Police dans la ville de Paris.

III^o. Pour le Commissaire ou Gardien établi par un Huissier ou Sergent aux meubles, fruits saisis, & autres choses mobilières. Sur quoi *Voyez* Gardien.

IV^o. Pour le Commissaire aux saisies réelles.

COMMISSAIRE OU CONSEILLER COMMIS PAR LE PARLEMENT, est un Conseiller commis par la Cour pour faire descentes sur les lieux, pour faire enquête & interroger des témoins, pour recevoir les reproches des témoins, & pour d'autres causes qui servent d'instruction à un procès pendant en une Chambre du Parlement.

Ces sortes d'instructions ne se font que pardevant un Conseiller pour ce commis, pour être en jugeant fait droit par la Cour sur ce qui aura été fait pardevant lui.

Lorsqu'un Conseiller du Parlement est commis par sa Chambre pour instruire une procédure, il prend dans le procès verbal qu'il dresse la qualité de Commissaire, & il n'agit qu'en vertu d'une Commission.

Elle lui est donnée au bas d'une Requête, ou par un Arrêt. En l'un & l'autre cas il est obligé de suivre ce qui lui est prescrit par sa Commission, sans excéder les bornes de son pouvoir.

Enfin pour l'exécution des ordres de la Cour, il rend des Ordonnances qui s'exécutent par provision.

COMMISSAIRES APPELÉZ AU PARLEMENT, GRANDS ET PETITS COMMISSAIRES, sont ceux qui voyent & examinent les instances, & les

procès qui ne se jugent pas à l'Audiance.

Pour entendre ce que c'est, il faut sçavoir que les instances & les procès se jugent ou à l'ordinaire, ou de grands & petits Commissaires.

Les affaires où il n'y a pas une grande discussion, ni un grand examen de pieces à faire, se jugent à l'ordinaire.

Le rapporteur fait porter le procès à la Chambre, sur le rapport qu'il en fait; assisté d'un Evangeliste, il est jugé dans la Chambre du Conseil à l'ordinaire, c'est-à-dire, aux heures ordinaires du Parlement, qui sont depuis huit heures du matin jusqu'à dix heures, & depuis deux heures de relevée jusqu'à cinq.

La forme de juger les instances & procès par Commissaires, & de faire des Assemblées aux jours extraordinaires, a été introduite pour dépêcher les affaires plus promptement, & afin que les heures ordinaires qui sont destinées pour juger les procès, ne soient pas employées à voir & examiner ceux qui contiennent plusieurs chefs de demande, & qui sont d'un grand travail, & d'une longue discussion.

Mais on ne compte pas les demandes qui ne regardent que la procedure, ni les actes qui ne sont pas importants.

Pour faire une instance ou un procès de Commissaires, il ne suffit donc pas qu'il y ait plusieurs demandes à juger, ou plusieurs actes à voir: il faut qu'à l'égard des demandes, elles concernent le droit des Parties, & non la procedure, & de plus que chaque demande fasse comme un chef de contestation principale; de sorte qu'elles feroient chacune un procès, si elles n'étoient pas jointes: pour ce qui est des actes, il faut qu'ils regardent la matiere, & meritent d'être vûs & examinés, comme sont les contrats de mariage, les partages, les testamens, les aveus & autres pieces, & titres de cette nature.

Cela posé, voyons quelles sont les affaires de petits ou de grands Commissaires. Mais avant il faut obser-

ver qu'il y a certaines affaires qu'il n'est pas permis sous quelque prétexte que ce soit, de voir de petits Commissaires,

Telles sont les instances où il s'agit d'homologation de contrat entre les débiteurs & leurs créanciers; ou entre des créanciers seulement, les appellations des saisies réelles & de congés d'adjudger, les instances apointées à mettre, & les procès criminels.

Les affaires de petits Commissaires sont celles où il y a trois demandes, sur lesquelles il s'agit de prononcer, ou six actes à examiner; alors après qu'il a été arrêté par plus des deux tiers des voix sur le rapport sommaire de l'affaire, qu'elle sera vûë par petits Commissaires, quatre Conseillers s'assembleront chez un Président de la Chambre avec le Rapporteur à des heures extraordinaires, pour la voir sans la juger, & le Rapporteur en fait ensuite son rapport à la Chambre où elle est jugée.

Les affaires de grands Commissaires, sont les procès ou instances qui demandent une très-grande discussion, & où le Rapporteur est obligé d'employer plusieurs vacations à faire de longues lectures pour se mettre au fait de la question.

Telles sont les affaires, où il y a au moins six chefs de demandes au fond, justifiées par differens moyens. Les procès & instances d'ordre & de distributions de deniers, procedans de la vente d'immeubles & de contributions d'effets mobiliers entre les créanciers; ceux de liquidation de fruits, de dommages & intérêts: de débats de comptes, d'opposition à fin de charges & de distraire: des taxes de dépens excédans dix croix; le tout pourveu que ce dont il est question au procès excède la somme de mille livres.

Les grands Commissaires peuvent juger & donner Arrêt, & pour cela ils s'assemblent dans la Chambre du Conseil, au nombre de dix des plus anciens avec un Président, au lieu que les petits Commissaires sont seulement députés par la Cour, suivant l'ordre du Ta-

bleau & de leur reception , pour examiner les instances ou procès , qui ont au moins, comme nous avons dit , trois chefs de demandes , ou six actes à examiner ; mais ils ne donnent point de jugement , ils en font seulement leur rapport à la Cour ou Chambre où le procès est pendant & distribué , & là on va aux voix , après quoi l'affaire se juge à la pluralité des suffrages , qui ne sont pas toujours conformes au rapport des Commissaires.

Les Officiers du Grand Conseil peuvent juger de grands Commissaires , les procès & instances qui peuvent être jugées au Parlement de grands Commissaires , que nous avons rapporté cy-dessus ; mais Messieurs du Grand Conseil peuvent encore juger de grands Commissaires dans plusieurs autres cas , qui sont énoncés dans l'art. 21. de l'Edit du mois de Juin 1683.

Cet Edit sert de Règlement pour les épices , pour les vacations des Commissaires , & pour la forme qui se garde dans l'examen des instances & des procès qui se jugent de petits ou de grands Commissaires. Le Lecteur peut y avoir recours , & aussi à la déclaration du 15. Mars 1673.

COMMISSAIRE AUX SAISIES REELLES , est un Officier créé par Edit du mois de Février 1626. & établi en titre d'Office en chacune Ville & lieux où il y a Justice Royale , pour avoir l'entière administration de toutes les terres & maisons , & autres immeubles saisis réellement.

Aujourd'hui il ne dépend donc plus des Huissiers ou Sergens qui font des saisies réelles d'établir pour Commissaires aux biens saisis réellement , qui bon leur semble ; ils sont obligés quand ils font une saisie réelle d'établir pour Commissaire celui qui est établi par le Roy en titre d'Office.

Ils sont de plus obligés de mettre ès mains dud. Commissaire leurs procès verbaux & exploits de saisies réelles bien écrits , signez d'eux & de leurs Records , dans trois jours au plus tard après qu'elles auront été faites.

Le Commissaire aux saisies réelles est obligé d'avoir un Registre , dans lequel il doit faire enregistrer tous lesdits procès verbaux & exploits de saisies , & y inferer le jour qu'il les aura reçus , avec le nom & demeure des Sergens qui les auront faits. Et il est tenu de faire signer sur son Registre ceux à qui il aura rendu lesdits procès verbaux & exploits.

La saisie réelle enregistrée , le Commissaire aux saisies réelles doit faire toutes diligences possibles pour proceder au bail judiciaire des biens saisis réellement ; pour cet effet il doit appeler le plutôt qu'il le peut par-devant les Juges du ressort de son établissement , la partie saisie & le saisissant à leurs domiciles , tant pour voir proceder aux baux judiciaires des choses saisies , & y faire trouver des encherisseurs , si bon leur semble , que pour débattre l'insolvabilité des cautions & certificateurs.

La régie & l'administration du Commissaire aux saisies réelles commence depuis le bail judiciaire , & continué jusqu'à la main-levée de la saisie réelle , ou jusqu'à l'adjudication par decret.

Il n'y a que les poursuites qui concernent les baux judiciaires & leur exécution , qui se fassent à la diligence du Receveur aux saisies réelles ; toutes les autres poursuites & procedures se font à la diligence du créancier saisissant.

Touchant les fonctions & les droits des Commissaires aux saisies réelles , Voyez le Recueil des Edits , Déclarations & Arrêts de Reglemens , qui en a été fait.

COMMISSAIRES AUX REQUESTES DU PALAIS , sont Messieurs des Requêtes du Palais , qui ont avec le titre de Conseillers au Parlement , une Commission particuliere , pour juger les causes de ceux qui ont droit de Committimus.

COMMISSAIRES AU CHASTELET , sont des Officiers dont la principale fonction consiste à maintenir la Police dans la Ville de Paris , & qui ont en cette qualité Monsieur le Lieutenant de Police pour Chef.

Ils ont un rang au Châtelet qui les distingue des Procureurs & autres Officiers subalternes. Ils ont outre la Police des fonctions particulieres. Ils aposent les scellez, examinent les comptes, interrogent sur faits & articles, font les informations & les enquêtes, taxent les dépens, & font plusieurs autres choses au Civil, à la Police & au Criminel.

Ils doivent suivant l'art. 26. de l'Edit du mois de Janvier 1685. informer M. le Lieutenant Criminel, & M. le Procureur du Roy des crimes qui se commettent dans l'étenduë des quartiers où il sont distribuez, dans le jour qu'ils en ont connoissance.

Lorsqu'il survient quelque difficulté considerable au sujet des plaintes qu'ils reçoivent, ou des requisitions des parties, pour faire arrêter des personnes hors le flagrant délit, ils doivent en informer M. le Lieutenant Criminel.

Enfin ils doivent exécuter les ordres & mandemens du Lieutenant Criminel, du Lieutenant de Police, pour ce qui concerne la sureté publique & la Police.

Comme les Commissaires au Châtelet ne sont point Juges, ils ne peuvent prononcer une amende encouruë contre des témoins faute de comparoir, encore moins la contrainte par corps. Ils doivent seulement sur le défaut du témoin de comparoir, en referer à M. le Lieutenant Civil, ou à M. le Lieutenant Criminel, suivant la nature de l'affaire, pour être par eux ordonné ce que de raison.

Il leur est fait défenses par Arrêt du 9. Juillet 1712. d'aller dans les maisons, sans en être requis par le propriétaire ou locataire, ou par quelqu'autre personne, suivant l'exigence des cas; à moins qu'ils ne soient porteurs d'une Ordonnance du Juge, qui leur en donne la permission.

Ils peuvent bien faire conduire en prison un homme qu'on aura trouvé en flagrant délit; mais ils ne peuvent pas le faire écrouer de leur propre autorité.

COMMISSAIRES DELEGUEZ PAR LE PAPE
Voyez Juges délégués in partibus.

COMMISSAIRES SEQUESTRES. *Voyez Sequestres.*

COMMISSIONS DE LA CHANCELLERIE, sont des Lettres Royaux, portant permission d'assigner, d'exécuter, ou de faire d'autres exploits.

Ces Lettres s'obtiennent pour différentes causes, mais principalement pour pouvoir donner des assignations & exécuter des Jugemens : comme une Commission portant pouvoir à tout Huissier ou Sergent Royal de mettre un Arrêt à exécution dans le ressort du Parlement par lequel l'Arrêt est donné, parce qu'autrement ce droit n'appartient qu'aux Huissiers de la Cour.

On obtient encore d'autres Commissions en Chancellerie, comme I^o. Commission pour faire appeler les héritiers d'un homicide, pour voir enteriner une rémission pardevant le Juge Royal, auquel les Lettres de rémission sont adressées pour en faire l'enterinement ; les enfans ou plus proches parens du défunt appelés pour cet effet.

II^o. Commission pour faire parachever l'exécution d'un papier terrier, & aussi d'autres sortes de Commissions ou Lettres qu'on obtient en Chancellerie pour la poursuite des procès.

COMMISSIONS, se donnent aussi par des Juges à d'autres Juges pour leur enjoindre, ou les prier de faire quelque chose.

Ainsi la Cour ou Messieurs des Requêtes donnent souvent des Lettres adressantes aux Juges des lieux, pour faire enquêtes & tirer la vérité de quelque fait mis en avant par les parties, pour servir au jugement de leur différend, pour être les enquêtes & interrogatoires faites & levées par la partie qui y a intérêt, & être en conséquence d'icelles fait droit, ainsi que de raison.

Quand la Cour envoie des Lettres à des Juges inférieurs, qui sont de leur ressort, ces Lettres sont des Lettres en commandement. Mais quand les Commis-

sions sont adressées par un Juge à un autre Juge , sur lequel il n'a point de pouvoir , alors ces Lettres sont appelées des commissions rogatoires.

COMMISSION ROGATOIRE, est une Commission donnée par un Juge , & adressée à un autre , sur lequel il n'a point de pouvoir , par laquelle il le prie de mettre à exécution quelque mandement , decret ou apointment de Justice dans l'étenduë de sa Jurisdiction , ou d'informer de quelque fait , ou d'enregistrer quelque acte , ou de faire quelqu'autre chose.

S'il s'agit , par exemple , de faire interroger sur faits & articles un absent , le Juge pourra commettre le plus prochain Juge du lieu où demeure la partie absente qu'il convient faire interroger.

Pour cet effet on présente une Requête au Juge par-devant lequel l'instance est pendante , & on conclut à ce qu'il lui plaise délivrer une Commission rogatoire & adressante au Juge du domicile de la partie.

Sur cette Requête (au bas de laquelle le Juge de l'instance pendante met son Ordonnance) est expédiée une Commission rogatoire , conforme aux conclusions de la Requête.

Si le Juge qui commet est souverain , la commission ne sera pas rogatoire , mais elle sera expédiée en forme d'Arrêt , & ces sortes de Commissions sont appelées Lettres en commandement.

COMMISSIONS DU ROY , sont des Charges que le Roy donne pour faire certaines choses , sans que ces charges soient érigées en titre d'Office. Elles doivent contenir l'étenduë des fonctions du pouvoir que le Roy accorde.

Ces Commissions sont ordinairement données sans limitation de tems , & sont révocables à la volonté du Roy. Il n'y a que le Roy qui puisse donner des Commissions extraordinaires. *Voyez* M. le Bret en son Traité de la souveraineté , Livre 2. chapitre 1.

COMMISSIONNAIRES. *Voyez* Agent.

COMMITTIMUS , (mot Latin , qui signifie ,
nous

neus comméttons ,) est un droit ou un privilege que le Roy accorde aux Officiers de sa maison , & à quelques personnes ou Communauté , de plaider en premiere instance aux Requêtes du Palais , ou de l'Hôtel , en matieres pures personnelles , possessoires ou mixtes , & d'y faire renvoyer ou évoquer celles qui seront commencées devant d'autres , où ils auront intérêt , pourveu que ce soit avant que la cause ait été contestée de leur part.

Il y a deux sortes de Committimus : sçavoir celui du grand Sceau , & celui de la petite Chancellerie , qui diffèrent en plusieurs choses.

I°. Le Committimus du grand Sceau s'exécute par tout le Royaume ; celui du petit sceau ne s'exécute que dans le ressort du Parlement , d'où les Lettres de Committimus sont émanées.

II°. Le Committimus du grand Sceau ne s'expedie que pour la somme de mille livres & au-dessus ; à l'égard de celui du petit Sceau , il suffit qu'il s'agisse de deux cent livres ou au-dessus , suivant l'art. 2. du titre des Committimus.

III°. Celui qui a droit de Committimus au grand Sceau , a droit de Committimus au petit Sceau , & non au contraire.

Ceux qui ont droit de Committimus au grand Sceau sont dénommés dans l'art. 13. du tit. de l'Ordonnance des Committimus. Sçavoir :

I°. Les Princes du Sang , les Princes reconnus en France , les Ducs & Pairs , & autres Officiers de la Couronne ; les Chevaliers & Officiers de l'Ordre du Saint - Esprit ; les deux anciens Chevaliers de l'Ordre de Saint Michel.

II°. Les Conseillers au Conseil qui servent actuellement : ceux que sa Majesté aura employé dans les Ambassades , les Maîtres des Requêtes ordinaires de l'Hôtel du Roy : Les Présidens Conseillers , Avocats & Procureurs Généraux de sa Majesté , Greffiers en Chef & premier Huissier du Grand Conseil.

III°. Le Grand Prevôt de l'Hôtel, ses Lieutenans, Avocats & Procureur de sa Majesté & Greffiers : les Conseillers & Secretaires du Roy, & autres Greffiers de la Chancellerie de France.

IV°. Les quinze Agens Généraux du Clergé de France pendant leur Agence, les Doyen, Dignités & Chanoines de l'Eglise Nôtre-Dame de Paris.

V°. Les quatre plus anciens de l'Academie Françoisé établie à Paris suivant l'ordre de leur reception, qui fera justifiée par un extrait signé du Secretaire de l'Academie.

VI°. Les Capitaines, Lieutenans, Sous Lieutenans, Enseignes, Commissaires d'ancienne création ; Sergeant Major & son Ayde, Prevôt, Maréchal des Logis du Regiment des Gardes.

VII°. Les Officiers Domestiques & Commençaux de la Maison du Roy, & de celle des Reines, Enfans de France, & Premier Prince du Sang, dont les Etats sont portés à la Cour des Aydes & qui servent ordinairement ou par quartier aux gages de 60. livres au moins.

Tous lesquels Officiers & Domestiques sont tenus de faire paroître par certificats en bonne forme qu'ils y sont couchez & employez.

Ceux qui jouissent du Committimus au petit Sceau sont les Officiers des Cours de Parlement ; sçavoir :

I°. Les Présidens, Conseillers, Avocats & Procureurs Généraux ; Greffiers en chef Civil & Criminel, & des Présentations, Secretaires & premier Huissier : les Commis & Clercs du Greffe, les Avocats & Procureurs Généraux, & le Greffier en chef des Requêtes du Palais.

II°. Les Officiers des Chambres des Comptes ; Sçavoir les Présidens, Maîtres, Correcteurs & Auditeurs, les Avocats & Procureur Généraux, Greffier en chef & premier Huissier.

III°. Les Officiers des Cours des Aides ; Sçavoir les Présidens, Conseillers, Avocats & Procureur Généraux ; Greffier en chef & premier Huissier.

IV°. Les Officiers des Cours des Monnoyes ; ſçavoir les Présidens , Conſeillers , Avocats & Procureur Généraux , Greffier en chef & premier Huiffier.

V°. Les ſix anciens Tréſoriers Généraux de France établis à Paris , & les quatre anciens des autres Généralités , entre leſquels pourront être compris le premier Avocat & Procureur du Roy , ſuivant l'ordre de leur reception.

VI°. Le Prevôt de Paris , les Lieutenans généraux , Civil de Police , Criminel & Particulier , & le Procureur du Roy au Châtelet.

VII°. Le Baillif , Lieutenant & Procureur du Roy au Bailliage du Palais à Paris.

VIII°. Le Préſident , Doyen & Procureur du Roy en l'Election de Paris.

IX°. Les Officiers Vétérans de la qualité ci-deſſus , après en avoir obtenu des Lettres de ſa Majeſté & non autrement.

X°. Les Doyen Chantre & plus ancien des Chanoines de l'Egliſe de ſaint Germain de l'Auxerrois à Paris ; & le Chapitre pour les affaires communes.

XI°. Le Collége de Navarre , pour les affaires communes de la Maïſon.

XII°. Les Directeurs de l'Hôpital général de Paris , ont le même privilége.

Le droit de Committimus du petit Sceau eſt auſſi accordé aux Prevôt des Marchands & Echevins de Paris , pendant leurs Charges & aux Conſeillers de Ville , Procureur du Roy , Receveur & Greffier , & au Colonel des trois cens Archers de la Ville.

Les douze anciens Avocats du Parlement de Paris ; & ſix des autres Parlemens , du nombre de ceux qui ſont apellés aux jours des ſermens : dont le rolle ſera arrêté par Meſſieurs les premiers Présidens , Avocats & Procureurs Généraux , jouiſſent auſſi du droit de Committimus du Petit Sceau , & le rolle doit être porté chaque année aux Chancelleries établies près les Parlemens.

Les femmes quoique ſéparées jouiſſent du droit de

Committimus, dont jouissent leurs maris, même contr'eux, en cas de demande en séparation & autres.

Il y a quelques autres personnes qui ont droit de Committimus par des concessions particulieres, que la briéveté que nous sommes proposé dans cet Ouvrage ne nous permet pas de rapporter.

Les veuves de ceux qui sont décédés en jouissance de ce privilège, tant qu'elles demeurent en viduité, jouissent du même droit; mais les maris ne peuvent point user de ce privilège appartenant à leurs femmes, servans dans les Maisons Royales, & employées dans les états envoyés à la Cour des Aydes.

Ceux qui jouissent du droit de Committimus ont le choix de plaider aux Requêtes de l'Hôtel ou du Palais.

Il faut excepter Messieurs les Présidens, Conseillers & autres des Requêtes du Palais du Parlement de Paris, & leurs Veuves, qui ne peuvent plaider en vertu de leurs privilèges, qu'aux Requêtes de l'Hôtel, de même que Messieurs les Maîtres des Requêtes, les Officiers des Requêtes & leurs Veuves ne peuvent plaider en vertu de leurs privilèges, qu'aux Requêtes du Palais à Paris: de sorte que dans leurs Lettres il en doit être fait mention.

Pour ce qui est des Présidens & Conseillers des Requêtes du Palais des autres Parlemens, le Juge de leur privilège est le principal Siège ordinaire de leur ressort.

Il y a des cas où les Privilégiés ne peuvent pas se servir de ce privilège.

I°. Dans les actions réelles, comme pour passer déclarations ou titres novels des censives, ou rentes foncières, ou pour payemens des arrérages qui en sont dûs; à quelques sommes qu'ils puissent monter; ou aux fins de quitter la possession d'héritages ou immeubles, ou pour les élections de tutelles & curatelles, scellés & inventaires, acceptation de garde noble, ou pour matieres réelles, quoique par le même exploit la demande soit faite à fin de restitution de fruits.

II°. Quand la cause a été contestée avec celui qui

la voudroit faire renvoyer. Il suffit même pour que la cause ne soit pas censée être entière, qu'il eût fourni les défenses au fond. Il en seroit de même si le Privilégié au lieu de se servir de son privilège, avoit fait assigner son débiteur pardevant son Juge ordinaire. La raison est qu'il auroit par ce moyen renoncé à son privilège. L'héritier même ne peut se servir de son privilège, quand la cause a été contestée avec le défunt.

III°. Les causes & procès concernant le domaine, ceux où les Procureurs du Roy ou Procureurs Généraux sont seuls parties, ne peuvent être évoquées des Sièges ordinaires, en vertu des Committimus, parce que le Roy ne donne point de privilège contre lui-même.

IV°. Les causes pendantes au Grand Conseil, aux Chambres des Comptes, Cours des Aydes, Cours des Monnoyes, Elections, Grenier à Sel, Juges extraordinaires, & dont la connoissance leur appartient, ou par le titre de leur établissement, ou par attribution : ne peuvent être renvoyées en vertu du Committimus.

V°. Les tuteurs honoraires, onéraires & les curateurs ne peuvent se servir de leurs Committimus pour les affaires de ceux qui sont sous leurs Charges, en demandant ou en défendant.

VI°. Les Privilégiés ne peuvent point se servir de leur privilège pour assigner aux Requêtes de l'Hôtel ou du Palais les débiteurs de leurs débiteurs, pour affirmer ce qu'ils doivent, si leur créance n'est établie par pièces authentiques, passées trois années avant l'assignation donnée, étant même en ce cas obligés d'affirmer, s'ils en sont requis, que leur créance est véritable, & qu'ils ne prêtent point leur nom.

VII°. Ils ne peuvent point encore s'en servir dans les causes ou procès où ils sont parties principales & intervenantes, en vertu de transports à eux faits, si ce n'est pour dettes véritables, & par actes passés pardevant Notaires, & signifiés trois ans avant l'action intentée ; étant de plus obligés de donner copie desdits transports avec l'assignation, & même en affirmer la vérité en

jugement, en cas de déclinaire, s'ils en sont requis, à peine de cinq cens livres d'amende contre ceux qui auroient abusé de leurs privilèges, applicables moitié au Roy & moitié à la partie. Mais les Privilégiés peuvent se servir de leur privilège pour les cessions & transferts faits par contrats de mariage, par des partages, ou à titre de donation bien & dûement insinuée.

VIII°. Les Committimus n'ont point lieu dans les matieres criminelles & de Police.

IX°. Le Committimus n'a point lieu dans la Province d'Artois, suivant les articles de la Capitulation de la ville d'Arras, faits en 1640.

X°. Ce privilège n'a pas lieu dans la Province de Bretagne, pour tirer hors du Parlement, suivant Dufail Livrer premier, chap. 23. & 346. Liv. 3. chap. 311.

XI°. Il n'a pas lieu sur les demandes & assignations données pardevant les Juges Conservateurs des Foires de Lyon, de Champagne & autres.

XII°. Il n'a pas lieu pour les affaires qui sont de la Jurisdiction des Consuls, d'autant qu'ils peuvent juger les affaires de leur competence, nonobstant tout déclinaire, apel d'incompetence, prise à partie, renvoi requis & signifié.

Un Privilégié se peut servir de son Committimus en trois manieres. I°. Pour assigner aux Requêtes de l'Hôtel ou du Palais.

II°. Pour faire renvoyer une cause pour laquelle il est assigné pardevant un autre Juge.

III°. Pour intervenir en une autre cause pendante ailleurs, en laquelle il n'a point été assigné, & en laquelle il a intérêt.

Les renvois se font en vertu du Committimus, par l'exploit même d'assignation donnée à la partie, ou à son Procureur, s'il y en a un constitué, sans que les Huissiers ou Sergens soient tenus d'en faire requisition aux Juges : au lieu que ceux qui ont des Lettres de gardes gardiennes doivent pour avoir leur renvoi, le demander aux Juges pardevant lesquels ils sont assignés.

Ce qui se fait à l'Audience avant que de défendre au principal.

La raison est, que Messieurs des Requêtes du Palais ou de l'Hôtel, sont eux-mêmes Juges des privilèges de leurs privilégiés. Ce qui est si vrai, que tout ce qui seroit fait au préjudice du renvoi, seroit cassé, quand bien même il n'y auroit pas eu lieu à la rétention de la cause.

COMMITTIMUS, se prend quelquefois pour les Lettres que ceux qui ont droit de plaider aux Requêtes du Palais ou de l'Hôtel, doivent obtenir pour jouir de leur privilège.

Aucunes Commissions ne peuvent être délivrées aux Requêtes de l'Hôtel du Palais, pour y assigner ou y évoquer sans Lettres de Committimus, quand bien même le demandeur seroit notoirement privilégié, à peine de nullité des procédures & jugemens.

La forme des Lettres de Committimus requiert.

I°. Qu'on y exprime qu'elles ne sont accordées que pour les causes personnelles, possessoires & mixtes, parce que ces Committimus tiennent lieu de Lettres attributives de Jurisdiction, & que Messieurs des Requêtes de l'Hôtel & du Palais ne peuvent connoître comme Juges commis, que des matieres comprises aux Lettres de Committimus. D'ailleurs c'est qu'il est à propos de distinguer ces matieres des réelles & des criminelles, dont la connoissance ne leur appartient point.

II°. Ce seroit une nullité aux Lettres de Committimus, si on y exprimoit d'autres sommes que celles de 200. l. pour le petit Sceau & de 1000. l. pour le grand.

Par l'art. 7. du tit. 2. de l'Ordonnance de 1667. les Lettres de Committimus sont non valables, après l'année de leur expédition. Ce qui est d'autant plus juste, que si ces Lettres duroient toujours, il arriveroit souvent que ceux qui ont droit de Committimus, jouiroient toujours de ce privilège, après en avoir perdu le droit.

COMMITTITUR, est une Ordonnance du

Président d'une Chambre, mise au pied d'une requête, par laquelle il commet un Conseiller pour l'instruction d'une affaire, comme pour faire enquête & pour oïr des témoins, ou pour reconnoissance de promesse, ou pour autres semblables. Dans les petites Jurisdic-tions, les Juges se commettent eux-mêmes sur les requêtes qui leur sont présentées.

COMMODAT, est un contrat par lequel on prête un corps certain gratuitement à quelqu'un, pour un certain usage & pour un certain temps, à condition qu'après le temps & l'usage fini, la chose sera renduë en espece à celui qui l'a prêtée.

Ce contrat differe du précaire, en ce que le précaire se fait sans définir l'usage & le temps pour lequel une chose est prêtée.

Il differe principalement du contrat qui y est appellé prêt, en ce que le prêt se fait des choses qui périssent par l'usage, comme sont le vin, le blé, l'huile, mais le commodat se fait des choses qui ne se consomment point par l'usage, comme d'une tapisserie, d'un cheval & d'autres choses semblables.

Le commodat ne finit ni par la mort du commodant, ni par celle du commodataire; mais par l'expiration du temps accordé par le commodant.

Après ce temps le commodataire doit restituer la chose, sans pouvoir la retenir, ni sous prétexte qu'elle n'appartient pas au commodant; car il a pû prêter la chose d'autrui; ni sous prétexte que le commodant lui doit quelque chose, parce que la compensation n'a lieu en commodat.

Voyez ce que j'ay dit du commodat sur le titre 14. du troisiéme Livre des Institutes.

COMMUER, signifie changer une peine en une autre. Ce qui ne se peut faire que par l'autorité du Prince. *Voyez* commutation de peine.

COMMUNAUTÉ. *Voyez* Corps.

COMMUNAUTÉ DES AVOCATS ET PROCUREURS est une Compagnie où se reglent les choses qui

regardent l'intérêt commun de la Communauté, & ce qui concerne la discipline & l'ordre qui doit être observé dans la procédure.

Elle est composée des Procureurs de Communauté, sçavoir de quatre Procureurs de Communauté, qui s'élisent tous les trois ans, de ceux qui ont passé par cette Charge, & de six Procureurs que l'on y appelle tous les ans, du nombre de ceux qui ont été Receveurs.

Le plus ancien des quatre Procureurs de Communauté y préside, à moins que le Bâtonnier des Avocats ne s'y trouve.

Cette Communauté se tient dans la Sacristie du Palais quand il s'agit de délibérer des affaires particulières de la Compagnie, ou de regler des points de discipline, pour raison desquels il n'y a point de contestations ni de plaintes judiciairement formées.

Mais cette Communauté se tient dans la Chambre saint Louis les Lundis & Jeudis à midi dans le cours du Parlement, & les Jeudis seulement pendant les vacations.

L'on y écoute les plaintes qui se font sur les mauvaises procédures des Procureurs, quand le cas y échet, ou sur les refus qu'ils font de rendre les procès qu'ils ont pris en communication.

Comme ceux qui sont à l'assemblée représentent tout le Corps, leur avis a en quelque maniere force de Jugement. Il est vrai qu'il n'est pas exécutoire, mais quand il arrive qu'un Procureur n'y veut pas déférer, on plaide à la Grand'Chambre par appointement, sur quoi intervient Arrêt, portant condamnation d'amende contre le Refractaire, & même de suspension ou d'interdiction, suivant que le cas le requiert.

Les Procureurs qui sont mandez à la Communauté sont obligez de s'y trouver pour rendre compte de leur procédure. Ceux qui veulent s'instruire & apprendre leur devoir par le bon exemple qu'on y trouve, s'y rendent souvent sans y être mandez. Ils y apprennent les regles, & profitent de la correction de la

mauvaise procedure que la communauté fait avec exactitude sans distinction ni complaisance.

COMMUNAUTÉ DE BIENS, est une société de biens qui se contracte entre mari & femme par convention expresse, portée par le contrat de mariage, ou tacitement par la disposition du droit Coutumier.

Le Droit Romain ne connoît de communauté de biens entre mari & femme, aussi n'a-t'elle point lieu parmi nous en pays de droit écrit, si ce n'est en vertu d'une stipulation particuliere.

Par l'ancien droit des Gaules la communauté entre gens mariez étoit apellée *jus colloborationis*, pour lequel droit la femme emportoit le tiers de la communauté.

Depuis ce droit a été changé, de sorte qu'aujourd'hui la femme a, par la plupart de nos Coutumes, moitié dans les biens de la communauté; de sorte qu'avenant sa dissolution, elle se partage par moitié, quand même les conjoints, ou l'un d'eux, n'auroient pas aporté ce qu'ils auroient promis; à moins qu'il n'y ait une stipulation contraire.

En pays Coutumier la communauté se contracte non seulement par stipulation expresse énoncée dans le contrat de mariage; mais aussi par un consentement tacite, *vi solius Consuetudinis*, quand les parties se marient sans faire de contrat, & que le mariage se fait dans un pays où la communauté a lieu par la disposition de la Coutume.

En pays de droit écrit on la peut stipuler, autrement elle n'est point reçue. Enfin dans les Coutumes prohibitives, comme est celle de Normandie, la communauté ne peut jamais avoir lieu par quelque convention que ce soit.

Cependant lorsqu'un contrat de mariage est passé à Paris entre personnes domiciliées en la Coutume de Normandie, dont le statut prohibitif est réel, comme le scel du Châtelet est attributif de Jurisdiction, si l'exécution du contrat de mariage y est poursuivie, l'on déclarera la stipulation de communauté valable; au

Parlement de Normandie, on n'y auroit point d'égard,

Dans les pays Coutumiers quoique la communauté ait lieu, & s'aquiert par la seule célébration du mariage sans stipulation, on peut néanmoins stipuler qu'elle n'aura point lieu.

Quand les futurs conjoints conviennent qu'il n'y aura pas entr'eux de communauté, ils doivent faire un état de leurs hardes & meubles, que l'on annexe à la minute du contrat de mariage, & on exprime si c'est l'épouse qui fera la dépense, & ce que le futur époux lui payera par an : ou si c'est lui qui se chargera de la dépense, comme cela se fait ordinairement, & quelle pension la femme lui payera en ce cas par chacun an.

La communauté non stipulée se règle par le domicile que les parties avoient au tems de mariage, & non par celle où ils ont eu leur domicile au jour de la mort de celui qui est précédé.

Ainsi de quelque maniere que la communauté se contracte, c'est-à-dire, par convention expresse, ou bien *vi solius consuetudinis*, le changement de domicile ne la fait point cesser.

Quoique le contrat soit passé avant la célébration de mariage, la communauté quoique stipulée par le contrat, ne commence & n'a son effet que du jour de la bénédiction nuptiale, sans qu'il soit besoin de la consommation du mariage; enforte qu'elle auroit lieu, quand bien même le mariage célébré seroit dissous par la mort inopinée de l'un des conjoints arrivée avant la consommation.

Tous les biens meubles que chacun des conjoints se trouve avoir au jour de la célébration ou qui leur échéent pendant le mariage, & aussi tous les conquêts immeubles faits pendant icelui, tombent dans cette communauté, s'il n'y a convention contraire portée par le contrat de mariage.

Ce que nous venons de dire, que les meubles que chacun des conjoints se trouve avoir au jour de la célébration, tombent dans la communauté, ne se doit en-

tendre que du païs Coutumier : car quand en païs de Droit écrit les futurs époux stipulent un droit de communauté, la stipulation n'a son effet que pour les meubles qu'ils acquièrent ensemble *Constante matrimonio*, si la stipulation ne fait mention expresse que les meubles qu'ils ont acquis auparavant y entreront.

Les immeubles qu'un des conjoints acquiert en ligne directe pendant le mariage par succession, donation ou autrement n'entrent point en communauté, non plus que les immeubles qui leur échéent à titre de succession en ligne collatérale.

Les choses meubles ou immeubles données purement & simplement à l'un des conjoints pendant le mariage, par des collatéraux, ou par des étrangers, tombent sans restriction dans cette communauté, & doivent être séparées par moitié après la dissolution.

Mais pour empêcher que cela n'ait lieu, on stipule par le contrat de mariage, *que tout ce qui échéera à l'un des conjoints pendant le mariage par succession, donation, ou autrement, sera & demeurera propre à celui auquel il sera échu.*

Quoique de droit commun tous les meubles & effets mobiliers que les futurs conjoints apportent en mariage tombent dans la communauté, il leur est néanmoins loisible de stipuler par leur contrat de mariage, qu'une partie des effets mobiliers qu'ils apportent, leur sortiront nature de propre, à l'effet d'empêcher qu'ils ne tombent dans la communauté, & pour avenant la dissolution du mariage les reprendre hors part & sans confusion des biens de la communauté.

Enfin on peut admettre la communauté sous telles clauses & conditions que l'on veut, pourvu qu'elles ne soient pas contre les bonnes mœurs.

Le mari est le maître de la communauté, il peut en cette qualité intenter seul toutes actions mobilières & possessoires, pour raison de ce qui la compose. Il peut aussi en cette qualité disposer de tous les effets de la communauté, pourvu que ce soit sans fraude; car

il n'est que l'administrateur & l'économe de cette société, qu'il doit gouverner sagement, & ne la pas piller, ou en priver sa femme. D'où il s'ensuit.

I°. Que si la femme remarque en lui une dissipation manifeste, elle peut prévenir le malheur auquel son mari la pourroit exposer; & pour l'éviter elle est en droit d'intenter la demande en séparation de biens.

II°. Qu'un mari ne peut au préjudice de la communauté faire entre vifs une donation universelle de meubles & effets mobiliers. Il ne peut pas non plus donner à cause de mort, que jusqu'à concurrence de la moitié qui lui appartient dans les biens de la communauté.

III°. Qu'un mari ne peut pas confisquer la part qui en doit appartenir à sa femme, & même dans le cas de la confiscation elle reprend toujours les effets par elle apportés & mis en communauté, quoiqu'il n'y ait point de stipulation de reprise, soit qu'elle accepte la communauté, ou qu'elle y renonce.

La raison est que la cause du fisc n'étant pas favorable, il ne prend en vertu de la confiscation que la moitié du mari provenant de la commune collaboration.

Quoique la communauté soit une véritable société, néanmoins elle ne se règle pas de même qu'une société ordinaire; car la société se dissout par la mort d'un des associés: au lieu que la communauté après la mort d'un des conjoints, peut être continuée entre le survivant & ses enfans mineurs, faute d'avoir fait bon & loyal inventaire, ou de l'avoir fait clorre dans le tems porté par la Coutume. Voyez ci-dessus Clôture d'inventaire.

Après que par le décès de l'un des conjoints la communauté est dissolue, les biens de communauté se partagent par moitié entre le survivant & les héritiers du prédécédé.

Il est loisible à la femme ou à ses héritiers de renoncer à la communauté. Voyez ci-après Renonciation à la communauté.

COMMUNE RENOMME'E, est la voix publique,

qui sert de preuve en plusieurs occasions.

Elle ne suffit pas pour faire punir un homme qui a la réputation d'avoir commis un crime : on ne doit pas même l'arrêter, s'il n'y a une accusation formée par une partie civile, ou par le Procureur du Roy.

Mais posons que celui qui passe pour avoir commis un crime en soit accusé par une partie civile, ou par le Procureur du Roy, si l'accusation n'est pas suivie de charges suffisantes, l'accusé ne peut pas être condamné, attendu que pour condamner un homme en matière criminelle, il faut une preuve complete ; & à l'égard de la condamnation à la question, la commune renommée ne suffit pas, si elle n'est accompagnée d'indices violens ; ce qui dépend des circonstances ; car dans la règle, il faut au moins une semipreuve.

On fait preuve de l'âge par commune renommée, quand les Registres des Baptêmes ont été perdus par incendie ou autrement.

La commune renommée sert aussi à faire preuve des facultés d'un défunt au défaut d'inventaire, en faisant une information par la commune renommée de ce qu'il peut avoir laissé d'effets lors de sa mort.

Par exemple, une femme meurt, le mari tuteur de leurs enfans mineurs ne fait point d'inventaire, & donne par ce moyen lieu à la continuation de la communauté.

Il arrive ensuite que la communauté déperit, & que le pere est poursuivi pour des dettes qu'il a contractées depuis son veuvage ; en ce cas il est loisible aux enfans pendant la vie de leur pere, ou après sa mort, de renoncer à la continuation de la communauté, & d'en demander le partage sur le pied de ce qu'elle étoit lors du décès de la mere.

Comme il n'y a point d'inventaire qui fasse voir quels biens étoient alors dans la communauté, le Juge ordonne qu'il en sera informé par la commune renommée, & l'estimation s'en fait sur le rapport des témoins de l'enquête, en conséquence de quoi les enfans exer-

eent leurs droits & hypothèques pour les biens qui leur doivent appartenir , tant pour les reprises , que pour ce qui doit leur revenir à cause de la communauté , à la continuation de laquelle ils ont renoncé.

COMMUNES , sont les heritages , bois & prairies , qui appartiennent à la communauté des habitans d'un certain lieu pour son usage.

Ces sortes de biens appartiennent à tous en commun ; & à personne en particulier , & ne peuvent pas être aliénés ; de sorte que s'ils l'étoient , les habitans pourroient rentrer dedans.

Les usages & pastis des communes doivent servir à tous les habitans , de maniere qu'ils en usent en commun , sans qu'aucun d'eux puisse provoquer les autres au partage , à l'effet que chacun en ait une part & portion destinée à son usage séparément de celles des autres ; car l'action de partage ne peut avoir lieu dans ces sortes de choses , dont la jouissance ne peut en aucune maniere être changée par les particuliers.

Il faut excepter les Seigneurs des lieux qui peuvent provoquer les habitans à leur assigner une partie des pâturages communs , qui est ordinairement le tiers. Mais l'usage est que les Seigneurs ne peuvent pas demander partage d'une commune aux habitans de la Paroisse , qui y ont usage ; & même que la commune ne soit au-dessus de cinquante arpens.

COMMUNICATION DE PIECES , est la signification de pieces & d'actes que les Procureurs des parties se font : ainsi donner communication des pieces , c'est en donner copie.

COMMUNICATION , se prend aussi pour la communication mutuelle qui se fait entre Avocats des sacs de leurs parties , avant la plaidoirie , pour voir & examiner les pieces dont chacun d'eux prétend se servir.

Quoique cette communication se fasse de part & d'autre sans récépissés , & que souvent on mette les originaux dans le sac pour établir sa prétention , il y

a tant de bonne foy entre les Avocats qu'on n'entend point parler qu'aucun ait soustrait des pieces & titres de la partie adverse.

COMMUNICATION, se prend aussi pour la communication de pieces produites par la partie adverse, laquelle se fait par les mains du Rapporteur après que celle qui la demande a produit elle-même.

Suivant l'Ordonnance de 1667. tit. 14. art. 9. la communication de pieces produites par une partie, ne doit être donnée à l'autre qu'après que celle qui la demande a produit de sa part, ou renoncé de produire par un acte signé de son Procureur & signifié.

Cette communication se doit faire par les mains du Rapporteur, aux termes de l'article. 10. du même titre, & non pas sous des récépissés des Procureurs. Cependant comme la plupart de Messieurs des Cours Souveraines ont d'autres occupations qui les dispensent de satisfaire à l'Ordonnance, ils donnent ordinairement cet emploi à leurs Clercs.

Ainsi on dit qu'on prend communication d'un procès ou d'une instance, quand un Procureur se charge sur son récépissé des sacs & productions d'un procès ou d'une instance, pour faire des écritures de sa part.

Quand le Procureur qui a pris communication d'un procès, le garde à l'effet de prolonger le jugement, on doit le sommer de rendre l'instance ou procès, lui déclarant qu'à faute de ce faire on se pourvoira; & qu'on présentera sa requête à fin de séjour, & même qu'on portera sa plainte à la Communauté des Avocats & Procureurs de la Cour. On peut même faire l'un & l'autre en même tems.

Sur la requête à fin de séjour, M. le Rapporteur ou le Greffier de la Chambre met, *soit déclaré exécutoire de livres, fait ce tel jour.* Ensuite on signifie cette requête, & on prend du Greffier un exécutoire, en vertu duquel on fait commandement au Procureur de payer le séjour.

Si l'on veut faire les poursuites par plainte à la Communauté,

Communauté, l'on en fait trois: sur la première la Compagnie ordonne, sous le bon plaisir de la Cour, que le Procureur viendra répondre à la plainte. Sur la seconde, elle ordonne qu'il sera tenu de rendre l'instance ou le procès dans tel tems & sous telle peine. Sur la troisième, la peine est déclarée encourue.

Un Procureur chargé d'un procès sur son recepissé, est tenu par corps d'une pièce qui auroit été tirée du sac, & dont il se trouveroit chargé par son recepissé.

COMMUNICATION DES JUGEMENTS, est celle qui se fait à des parties au Greffe, du Jugement qui a été rendu sur la contestation qui étoit entr'elles.

L'Ordonnance de 1669. titre des épices & vacations, article 6. veut qu'on donne cette communication aux parties, quoique les épices n'ayent pas été payées.

COMMUNIQUER AU PARQUET, signifie plaider sommairement au Parquet, avant qu'une affaire soit portée à l'Audience, pour instruire des faits & des moyens celui de Messieurs les Gens du Roy, qui doit parler dans l'affaire.

Les affaires qui doivent être communiquées au Parquet, sont toutes celles dans lesquelles le Roy ou le public a intérêt: & aussi celles qui concernent ou les mineurs, ou les Colleges, & les Communautés.

COMMUTATION DE PEINE, est le changement d'une peine à laquelle un criminel a été condamné en une moindre: comme de la mort naturelle en mort civile, ou aux galères à tems, ou à une peine pécuniaire, ou prison à tems. Cette commutation ne se peut faire que par l'autorité du Prince.

Les Lettres de commutation de peine n'ôtent point l'infamie, & n'empêchent pas que celui qui les a obtenues ne soit toujours mort civilement, & par conséquent incapable de succeder, & de tous autres effets civils.

La commutation de peine n'est pas une grace pleine & entière, ce n'est qu'une espece de relaxation de la rigueur de la peine prononcée contre le condamné, de sorte qu'elle ne lui fait point recouvrer son premier état.

COMPAGNIES SOUVERAINES, sont celles de Juges, qui sous le nom & sous l'autorité du Roy jugent souverainement, & sans appel dans tous les cas ; de sorte qu'il ne reconnoissent point de Juges supérieurs dont ils ressortissent.

Ainsi les Présidiaux ne sont pas des Compagnies Souveraines, quoique quelquefois ils jugent en dernier ressort, parce que leur pouvoir de juger en dernier ressort est limité au premier chef de l'Edit, & aux cas Royaux & Prevôtaux.

COMPARAISON D'ECRITURE, est un moyen dont on se sert pour découvrir si un écrit est de la personne à qui on l'attribue ou non, par l'examen qui s'en fait par Experts & gens à ce connoissans, avec d'autres écritures.

Voyez le titre 12. de l'Ordonnance de 1667. & de l'Edit du mois de Décembre 1684.

COMPAROIR ou **COMPAROÎTRE**, signifie se présenter en Justice, ou chez un Notaire, pour répondre à une assignation donnée.

COMPARITEUR, est un Conseiller qui dans un procès ou dans une instance en matiere civile, a ouvert le premier un avis contraire à celui du Rapporteur, lorsque la moitié des Juges est pour le Rapporteur, & l'autre moitié de l'avis contraire.

Quand une affaire est partagée au Parlement, elle est portée dans une autre Chambre, pour y être, sur l'examen des raisons de part & d'autre départagée & jugée précisément en faveur de l'une des deux opinions, sans y rien ajouter ni diminuer.

Le Rapporteur & le Compariteur prennent leur tems pour aller dans une autre Chambre, soutenir chacun leur opinion devant les Juges qui sont de cette Chambre, afin que l'affaire soit départagée & jugée par leur décision.

COMPARUTION, est une présentation qui se fait en Justice, ou en l'Etude d'un Notaire ou autre personne publique, en conséquence d'un exploit

donné par l'une des parties, à l'effet de proceder conformément aux fins & conclusions prises par ledit exploit, sauf à la partie assignée de fournir ses dires & raisons contraires.

Sur une assignation donnée en matiere civile dans une Jurisdiction reglée, on comparoît par Procureur, au lieu qu'en matiere criminelle il faut nécessairement comparoir en personne.

Celui qui est ajourné personnellement doit se présenter en personne pour purger le decret d'ajournement personnel, & empêcher qu'il ne soit converti en decret de prise de corps.

COMPATIBLE; se dit des Charges & des Bénéfices, qui peuvent être possédez ensemble par une même personne; sans dispense.

COMPENSATION, est une confusion d'une dette liquide avec une autre créance aussi liquide; en sorte qu'elle équipole à un payement.

L'équité naturelle a introduit ce remede, pour être opposé par un débiteur à la demande qui lui est faite, lorsque celui qui la lui fait est son créancier d'une part, & son débiteur d'une autre.

La raison est qu'il n'est pas juste de recevoir une chose, qu'on doit être contraint de restituer sur le champ.

Ainsi l'usage de la compensation est nécessaire pour éviter le circuit de deux payemens qu'il faudroit faire s'il falloit que chacun des deux qui compensent, payât ce qu'il doit, & puis le reprit pour être payé. Il est naturel que sans ce détour chacun retienne en payement de ce qui lui est dû, ce qu'il doit de sa part.

La compensation est de droit, sans qu'il soit besoin de Lettres Royaux; mais il la faut demander au Juge, en lui notifiant le titre sur quoi elle est fondée.

Comme le Juge ne devine pas si dans le fait il y a compensation, & si le créancier est réciproquement débiteur de son débiteur, il est tenu, de juger *secundum allegata & probata*, & si on ne la pas instruit qu'il y a lieu à la compensation, il ne peut pas y avoir égard.

Le débiteur qui est assigné peut se servir de la compensation, en l'oposant pour défenses à la demande qui est intentée contre lui.

Il la peut même demander incidemment après les défenses fournies en tout état de cause, par une requête qui se dresse de la même manière que se font les autres demandes incidentes.

La compensation se fait seulement d'une dette claire & liquide, à une autre pareillement claire & liquide, & non autrement.

Cette règle tirée du Droit Romain, énoncée dans l'art. 105. de la Coutume de Paris, est généralement observée par toute la France.

On appelle claire & liquide une dette certaine, non sujette à contestation, & dès-à-présent exigible.

Dece que la compensation se fait seulement de liquide à liquide, il s'ensuit qu'un débiteur ne peut pas compenser une dette dûe présentement avec celle qui ne lui sera dûe que sous condition.

On ne peut pas non plus compenser une dette exigible présentement avec une qui ne sera exigible que dans un jour qui n'est pas encore arrivé. Une dette à certain jour n'est pas claire & liquide à l'effet de la compensation avant l'échéance, attendu qu'elle n'est pas exigible. D'ailleurs le tems du paiement apôsé à l'obligation fait partie du contrat, & on ne pourroit y contrevenir, sans faire tort à celui à qui le terme pour payer a été accordé.

Cela fait voir que si la dette étoit pure dans son origine, & que le débiteur eût obtenu par faveur du créancier, ou en Justice un délai de payer, un tel délai ne pourroit pas empêcher la compensation, parce que ce terme qui est accordé au débiteur pour lui faire plaisir, ne fait point partie de l'obligation, & il y auroit de l'injustice que cette faveur qui lui est faite, portât quelque préjudice au créancier.

La compensation ne peut avoir lieu que quand il s'agit de part & d'autre de choses fongibles de même

genre , & n'a point lieu , quand l'un doit une chose fongibile , & l'autre un corps certain & déterminé.

La raison est que la compensation est une espece de payement , & qu'on ne peut pas payer à son créancier autre chose que celle qu'on lui doit , à moins qu'il n'y consente.

Quand on dit que la compensation a lieu dans les actions réelles , cela ne peut être admis que par rapport à l'estimation de la chose , quand la restitution en especen'en peut être faite , attendu qu'elle est perie & n'existe plus. Autrement , si la chose existoit , & que celui qui en est débiteur la pût livrer , la compensation n'auroit pas lieu.

Comme on ne peut pas admettre la compensation d'un corps certain & déterminé , que par le moyen de l'estimation , celui à qui une telle chose est dûë , ne peut pas être contraint de la donner pour l'estimation qui en sera faite *Nam in speciebus variat aestimatio , atque in eas cadit certa quadam affectio , qua valoris & aestimationis inaequalitatem constituit.*

De ce que la compensation est une espece de payement , & qu'on ne peut pas payer à son créancier une autre chose que celle qu'on lui doit , à moins qu'il n'y consente ; il s'ensuit que la compensation ne peut avoir lieu , quand il s'agit de part & d'autre de choses fongibles de different genre.

Ainsi conformément aux décisions du Droit : Si Titius doit à Mævius cent pistoles , & que Mævius doive à Titius une certaine quantité de grains , la compensation ne doit point avoir lieu. *Quia sit tantum compensatio ex specie pari , ut pecunia compensatur cum pecunia , aurum cum auro , frumentum cum frumento.*

Il faut cependant excepter le cas où une dette non liquide que l'on voudroit compenser avec une qui le seroit , pourroit être liquidée en peu de jours sans beaucoup d'embarras , & sans une longue discussion.

Ex aequitate extendi potest compensatio ad ea quae facile

Et intra breve tempus possunt liquidari , si nulla ratio contrarium suadeat.

En effet , si le Juge ne doit pas différer la condamnation d'une dette liquide par une demande d'une compensation, qui obligerait à une discussion longue & pénible ; il ne doit pas aussi refuser un délai modique pour une légère discussion qui se peut faire sans peine & en peu de tems ; au cas toutefois qu'il n'y ait point de raison valable qui empêche la compensation.

Les dettes qui , quoique paroissant d'elles - mêmes claires liquides , peuvent être annullées par quelque exception que le débiteur peut y aposer , n'entrent point en compensation.

Ainsi celui qui doit à un mineur ne peut compenser ce que ce mineur lui devra par une obligation dont il est en droit de se faire relever.

Quoique les dettes réciproques ne soient pas égales pour compenser le tout , la compensation ne laisse pas de se faire de la moindre dette sur la plus grande qui s'acquitte d'autant.

La compensation ne peut se faire qu'entre les personnes qui se trouvent avoir en leurs noms & de leur chef la double qualité de créancier & de débiteur.

De ce principe il s'ensuit , que si un débiteur exerce contre son créancier un droit qui ne soit pas à lui , comme fait un tuteur qui demande la dette due à son mineur , ou un Mandataire , qui poursuit le débiteur de celui qui l'a préposé , il ne se fera pas de compensation de ce que ce tuteur ou ce Mandataire pourront devoir en leurs noms à ces débiteurs.

En matière de dépôt , de commodat , de retrait lignager , de complainte & de réintégration , il ne peut y avoir de compensation.

Dans les crimes & délits on ne compense ni les accusations ni les peines ; mais quand il ne s'agit que des dommages & intérêts , ou de l'intérêt civil de la partie , si l'accusé se trouve son créancier , il pourra demander la compensation.

Au reste la compensation se peut opposer en tout état de cause , même après Sentence ou Arrêt ; parce que c'est une de ces exceptions qui tiennent lieu de paiement , & qui par conséquent se proposent plutôt contre l'exécution , & pour empêcher le paiement , que contre l'action qui est intentée.

COMPÉTENCE , est le droit qui appartient à des Juges de connoître des affaires , dont la connoissance ou l'attribution leur est accordée.

On entend ici par compétence , le droit qu'ont des Juges ordinaires de connoître de toutes sortes d'affaires entre les parties qui sont sujettes à leur Jurisdiction. En quoi l'on suit la regle : *Actor sequitur forum rei*.

On entend par attribution un droit spécial & particulier , accordé à des Juges de connoître de certaines affaires.

C'est aux Juges supérieurs de regler la compétence des Juges inférieurs. Ainsi quand un Juge entreprend de juger une affaire qui doit être portée à un autre Tribunal ; on appelle de sa Sentence , comme de Juge incompetent.

Messieurs des Requêtes du Palais & de l'Hôtel , sont Juges de leur compétence , ils évoquent , ils retiennent les causes , & cassent les Sentences des autres Juges qui ont passé outre , nonobstant leur Sentence d'évocation ou de rétention.

Mais quand ils entreprennent sur la Jurisdiction des autres Tribunaux , sur l'appel qui en est interjetté en la Cour , Messieurs du Parquet reglent la compétence par expédient.

COMPÉTENCE EN MATIERE CRIMINELLE , est le droit qu'a un Juge de connoître d'un délit.

La regle générale est , que tous crimes doivent être jugés & punis aux lieux où ils ont été commis. La qualité du délit & la qualité du délinquant mettent seulement des exceptions à cette regle.

De ce principe il s'ensuit , 1°. Que les Juges supérieurs n'ont point droit de prévention sur les Juges in-

ferieurs , si ce n'est pour cause de négligence. Ainsi les Sénéchaux & Baillifs Royaux n'ont aucune prévention sur les Juges ordinaires , qui sont les Châtelains ou Prevôts Royaux , bien qu'ils leur soient inférieurs , pourvu que dans les trois jours après le crime commis, ces Juges ordinaires & inférieurs aient informé & decreté. Ordonnance de 1670. tit. 1. art. 7. & 8.

Par la même raison les Juges des Pairies & autres Seigneurs , qui ressortissent immédiatement au Parlement , ne peuvent prévenir les Juges inférieurs des Hautes-Justices , qui ressortissent pardevant eux , si ces Juges inférieurs ont informé & decreté dans les trois jours. Bien plus , les Sénéchaux & Baillifs Royaux ne peuvent prévenir les Juges des Seigneurs qui sont dans leur ressort , & dans le territoire où le crime a été commis , si ces Juges subalternes ont informé & ont decreté dans les vingt-quatre heures après le crime commis , si ce n'est que par la Coutume du lieu la prévention fût accordée aux Juges Royaux. Ordonnance de 1670. tit. 1. art. 9.

II°. Il s'en suit du même principe , que si l'accusé est pris & emprisonné en un autre lieu que celui où le crime a été commis , il y doit être renvoyé , si lui ou la partie complaignante le requiert , auquel cas il est transféré aux frais de la partie civile , s'il y en a ; sinon aux dépens du Roy , ou du Seigneur du lieu où le crime a été commis. Voyez l'art. 1. & l'art. 2. du tit. 1. de la même Ordonnance.

La règle que nous venons d'établir , que tous les crimes doivent être jugés & punis par le Juge des lieux , où ils ont été commis , reçoit deux exceptions.

La première lorsque la qualité du délit demande qu'il n'y ait que de certains Juges qui en connoissent.

La deuxième , lorsque la qualité du délinquant requiert qu'il ne soit poursuivi & condamné que par de certains Juges.

Lorsqu'il s'agit d'un crime dont il n'y a que certains Juges Royaux qui puissent connoître , si l'accusé

étoit arrêté ou poursuivi pardevant ces Juges à qui la connoissance en est attribuée, non seulement il ne seroit point reçu à demander son renvoy pardevant le Juge du lieu du délit, ou le Juge de son domicile; au contraire si l'un ou l'autre avoit commencé d'en connoître, comme s'il avoit informé & decreté, il seroit obligé d'envoyer les informations & toute la procédure qui auroit été faite, & même l'accusé, s'il étoit prisonnier en ses prisons, pardevant le Juge à qui est attribuée la connoissance du crime qui auroit été commis, & ce dans trois jours après qu'il en auroit été requis, à peine de nullité des procédures faites depuis la réquisition; de l'interdiction des fonctions de sa Charge, & de tous dépens dommages & intérêts à l'encontre de ceux qui auront requis le renvoy, suivant l'art. 4. du même titre.

Les crimes dont ne peuvent connoître les premiers Juges ou Juges ordinaires c'est-à-dire, les Châtelains ou Prévôts Royaux, & les Juges des Seigneurs, sont les cas Royaux & les cas Prévôtaux. Voyez ci-dessus ce que j'ai dit des cas Royaux & des cas Prévôtaux.

Les cas Royaux qui sont Prévôtaux, doivent être jugez prévôtalement, c'est-à-dire, en dernier ressort & sans apel. Sur quoi il faut observer.

I°. Que les Juges Présidiaux connoissent & jugent en dernier ressort de tous les cas Prévôtaux, préférablement aux Prévôts des Maréchaux, quand ils ont decreté avant eux ou le même jour.

II°. Qu'avant que les Prévôts des Maréchaux, ou les Juges Présidiaux, en cas de prévention, ou de préférence ausdits Prévôts de Maréchaux, puissent proceder à l'instruction du procès prévôtalement & en dernier ressort, il faut qu'ils fassent préalablement juger leur compétence.

Si la connoissance du crime doit demeurer au Prévôts des Maréchaux, pour avoir prevenu les Présidiaux du ressort dans lequel le crime a été commis, le Prévôt des Maréchaux est tenu, suivant l'art. 15. du

tit. 2. de l'Ordonnance de 1670. de faire juger sa compétence, c'est-à-dire, la question, si le cas est prévôtal ou non ; & cela dans trois jours au plus tard au Présidial, dans le ressort duquel la capture aura été faite, encore que l'accusé n'ait proposé aucun déclatoire.

Pour juger valablement cette compétence, il faut que l'accusé soit ouï en la Chambre du Présidial en présence de tous les Juges, qui doivent être pour le moins au nombre de sept ; il faut aussi, que le jugement soit signé de tous lesdits Juges ; qu'il y soit fait mention que l'accusé a été ouï, & du motif sur lequel les Juges se seront fondez pour juger la compétence ; il faut enfin que ce jugement de compétence soit prononcé, signifié, & d'icelui baillé copie sur le champ à l'accusé, à peine de nullité des procédures, & de tout dépens, dommages & intérêts contre le Prevôt ou le Greffier du Siège, où la compétence aura été jugée. Ordonnance de 1670. tit. 2. art. 18.

Si au contraire les Prevôts des Maréchaux ont été prévenus par les Lieutenans Criminels de Robe-longue des lieux où il y a Présidial établi, dans les cas énoncez en l'article 12. du titre premier de l'Ordonnance de 1670. & qui autrement & cessant la prévention, font de la compétence desdits Prevôts des Maréchaux ; il faut que le Lieutenant Criminel de Robe-longue fasse pareillement juger sa compétence par les Officiers du Présidial, qui doivent être pour le moins au nombre de sept.

Pour cet effet, il porte les charges & informations en la Chambre du Conseil, qu'il y fasse conduire l'accusé pour être ouï en présence de tous les Juges, & que dans le jugement il soit fait mention comme l'accusé aura été ouï, & des motifs sur lesquels les Juges se seront fondez pour la compétence, suivant l'art. 17. du tit. 1. de ladite Ordonnance.

Si par le jugement des Présidiaux le crime est jugé n'être point Prévôtal, & le Prevôt des Maréchaux dé-

claré incompetent ; en ce cas l'accusé doit être transféré dans deux jours au plus tard , après le jugement d'incompétence , aux prisons du lieu où le délit aura été commis , & les charges & informations avec le procès verbal de capture , interrogatoire de l'accusé , & autres pieces , doivent être apportées au Greffe dudit lieu , pour être le procès fait & parfait à l'accusé par le Juge ordinaire , auquel suivant la regle générale , appartient la connoissance de tous les crimes commis dans l'étendue de la Jurisdiction ; s'il n'y a exception , ou par la qualité des crimes attribuez aux Juges Royaux , ou pour la qualité des personnes privilégiées.

Quand des accusez veulent poursuivre la cassation d'un jugement de compétence , sous prétexte que le cas n'est pas Prevôtal , ou qu'ils ne sont pas sujets à la Jurisdiction du Prevôt des Maréchaux , c'est au Grand Conseil où il faut se pourvoir.

Voyez touchant le jugement de la compétence deux Arrêts du Conseil d'Etat rendus à ce sujet les 19. Juillet & 2. Septembre 1678. *Voyez* aussi l'Edit du 10. Fevrier 1691. qui regle les fonctions du Lieutenant Criminel du Châtelet de Paris , & celles du Lieutenant Criminel de Robe-courte , & qui veut que les conflits de Jurisdiction d'entre eux soient jugez au Parlement.

L'Ordonnance de l'année 1670. tit. 1. art. 21. & 22. met trois sortes de personnes privilégiées en matiere criminelle : sçavoir les Ecclesiastiques , les Gentilshommes , & certains Officiers , qui sont une des exceptions de la regle générale , qui veut que les crimes soient jugez & punis aux lieux où ils ont été commis.

Les Ecclesiastiques qui sont promûs aux Ordres sacrez , ou qui sont pourvûs de bénéfices , quoique simples Tonsurez , ne peuvent être poursuivis pour délits , apellez communs , que pardevant le Juge d'Eglise , de sorte que s'ils étoient poursuivis pardevant les Juges ordinaires & Séculiers , ils pourroient demander leur renvoi,

Mais si avec le délit commun il y avoit du crime privilégié, le renvoi ne pourroit être fait pardevant le Juge d'Eglise, qu'à la charge du cas privilégié, dont le Juge Royal se réservera la connoissance en accordant le renvoi.

A l'égard des cas Royaux & des cas Prevôtiaux, les Ecclésiastiques qui en sont accusez ne peuvent pas demander leur renvoi, non plus que quand ils sont accusez de crimes atroces, qui doivent être punis de mort, quoiqu'ils ne soient ni Royaux ni Prevôtiaux. La raison est que par l'énormité de leur crime ils se sont rendus indignes du privilege de Cléricature.

Les Gentilshommes ne peuvent être poursuivis criminellement pardevant les Châtelains, & Prevôts Royaux, comme peuvent être les Roturiers, mais seulement pardevant les Baillifs & Sénéchaux, ainsi qu'il est porté en l'art. 10. du tit. 1. de l'Ordonnance de 1670. à l'exception néanmoins des cas Prevôtiaux.

Les Ecclésiastiques & les Gentilshommes ont encore le privilege de pouvoir demander d'être jugez en la Grand'Chambre assemblée pour autres crimes que ceux qui sont Prevôtiaux.

Il y a de certains Officiers qui par un privilege special, ne peuvent pas être poursuivis en matiere criminelle qu'en la Grand'Chambre du Parlement de Paris, sçavoir;

I°. Les Présidens, Conseillers, & principaux Officiers du Parlement.

II°. Les Présidens, Maîtres, & autres Officiers principaux de la Chambre des Comptes.

Il y a d'autres Officiers qui peuvent en matiere criminelle être poursuivis en premiere instance pardevant les Baillifs & Sénéchaux, mais qui peuvent comme les Gentilshommes, demander d'être jugez à la Grand'Chambre du Parlement, où le procès se trouvera pendant : comme I°. les Secretaires du Roy.

II°. Les principaux Magistrats des Sieges Royaux & Présidiaux, comme les Présidens, Lieutenans Gé-

néraux, Civils & Criminels, tant de Robe-longue, que de Robe-courte, les Prevôts des Maréchaux, les Procureurs du Roy & autres.

Quand ces sortes d'Officiers sont accusez pardevant les Baillifs & Sénéchaux procédant volontairement devant eux, ils ne peuvent plus dans la suite demander leur renvoi à la Grand'Chambre, ni s'y pourvoir, autrement que par apel de la Sentence qui sera renduë contre eux par lesdits Baillifs & Sénéchaux, ainsi qu'il est dit en l'art. 22. du tit. 1. de l'Ordonnance de 1670.

Les premiers Juges, quoiqu'ils ne soient pas compétens pour juger, sont toujours compétens pour informer en matiere de crime, pour empêcher le dépérissement des preuves; mais ils sont tenus de renvoyer dans trois jours les procès & les accusez qui ne sont pas de leur compétence, pardevant les Juges qui en doivent connoître, comme il est porté en l'art. 4. du même titre.

COMPLAINANT, signifie accusateur.

COMPLAINTÉ, est une action possessoire, par laquelle le possesseur d'une heritage ou droit réel, qui est troublé en sa possession, demande d'y être maintenu, & que défenses soient faites de l'y troubler.

On distingue deux sortes de plaintes, la bénéficiale, qui s'intente pour le possessoire des Bénéfices, dont nous parlerons ci-après séparément: & la complainte en matiere profane, qui s'appelle complainte en cas de saisine & de nouvelleté.

Ce mot *saisine* signifie, possession; & *nouvelleté* signifie le trouble & l'innovation qui se fait en nôtre possession. Ainsi complainte en cas de saisine & nouvelleté, veut dire complainte en cas de trouble en nôtre possession.

On ne peut intenter complainte que pour héritages ou droits réels, comme rentes foncières, ou pour universalité de meubles.

A l'égard des rentes constituées, on ne peut pour raison de telles rentes intenter complainte.

L'usufruitier peut l'intenter. Elle ne s'intente point contre le Roy.

Il n'y a que celui qui a été en possession an & jour : *non vi, non clam, non precario*, qui la puisse intenter, c'est-à-dire, qu'il faut qu'il fasse voir que sa possession a été publique, sans violence, & à autre titre que de fermier ou possesseur précaire.

Il faut donc pour intenter complainte, que celui qui l'intente soit troublé dans la paisible possession, dans laquelle il étoit.

On peut être troublé en sa possession de deux manieres : ou par paroles, ou par fait.

Par paroles quand on nous dénie un droit dont nous sommes en possession, ou quand par quelque acte on se qualifie possesseur de ce dont nous jouissons. Ce que l'on prend pour trouble.

Par fait, quand par voye de fait on nous empêche de jouir de ce dont nous sommes en possession, comme si on enleve mes grains de dessus mon champ, ou que l'on m'empêche de les enlever, pour lors il y a lieu de former complainte.

Cette action possessoire doit être intentée dans l'an & jour du trouble ; autrement on n'y est plus recevable ; parce que celui qui a fait le trouble est devenu lui-même par nôtre négligence possesseur pendant l'an & jour.

Ainsi quand il y a plus d'un an que le trouble est fait ; comme on n'est plus reçu à former la complainte, il faut de nécessité se pourvoir au pétitoire, & conclure, à ce que le défendeur soit tenu de se désister de la possession de la chose dont est question.

Mais on ne peut point lui demander à quel titre il possède : c'est à celui qui reconnoît la possession d'an & jour de la partie adverse, à prouver par des titres qu'il est propriétaire de la chose, à cause qu'en fait de possession, la possession annale vaut titre jusqu'à ce que le droit de propriété soit prouvé au contraire ; & jusqu'à ce qu'il soit justifié, celui qui possède est

toujours en droit de dire : *Je possède , parce que je possède , & n'est point tenu de rendre d'autre raison de sa possession.*

La complainte doit être intentée avant l'action au pétitoire. *Voyez Possessoire.*

Il n'y avoit autrefois que les Juges Royaux qui pussent connoître de la complainte : à présent les Juges des Seigneurs en peuvent connoître entre leur justiciables.

La complainte s'intente par exploit , & quelquefois par la voye d'oposition : quand c'est par un exploit , le demandeur conclut *à ce qu'il soit maintenu & gardé en la possession & jouissance de tel héritage , la partie qui a fait le trouble , condamnée à rendre & restituer au demandeur les fruits qu'elle a perçus , & qu'elle lui a empêché de percevoir , & en tous dommages , intérêts & dépens , & que défenses soient faites au défendeur de l'y troubler.*

Si celui qui forme la complainte a été dépossédé par violence ; il conclut par son exploit , à ce qu'il soit réintégré en la possession de la maison & héritages , avec restitution des fruits ; & à ce que le défendeur soit condamné aux dommages , intérêts & dépens.

On peut aussi en cas de violence ou voye de fait , se pourvoir extraordinairement contre celui qui a fait le trouble : mais quand on a demandé la réintégration par la voye civile , la criminelle n'est plus ouverte. ¶

On observe sur cette demande les mêmes délais , & on donne communication des pièces justificatives , comme dans les autres demandes.

Celui qui est assigné en complainte doit fournir de défenses , après quoi l'affaire est jugée à l'Audience , si la matiere y est disposée.

Les défenses que fournit celui qui est assigné , sont ordinairement que le demandeur qui se plaint du trouble , n'a jamais été en possession de la chose , & il conclut *à ce qu'il soit déchargé de la demande , & le demandeur condamné aux dépens.*

Le défendeur peut aussi prendre lui-même pour trouble la demande, & soutenir que sa possession est légitime, & d'un an & plus; auquel cas il doit par les mêmes défenses se constituer incidemment demandeur, *à ce qu'il soit maintenu en sa possession, & le déchargé de la demande avec dépens.*

Si le défendeur par ses défenses dénie la possession du demandeur, ou articule possession contraire, le Juge doit apointer les parties à informer, art. 3. du tit. 18. de l'Ordonnance de 1667.

La possession se prouve de deux manières, par titres & par témoins : par titres, comme baux à loyer ou à ferme, vente & coupe de bois : à l'égard des témoins, la preuve s'en fait par leur déposition, en vertu de l'apointement à informer.

Dans une instance de complainte il y peut intervenir quatre sortes de jugemens : sçavoir le sequestre, la recreance, la maintenue, & la réintégrande : les deux premiers ne sont que des jugemens interlocutoires & préparatoires à la maintenue, ou à la réintégrande.

Ainsi quand la cause est apointée, & que le Juge ne sçait à qui donner la possession ou recreance pendant l'instruction, à cause que le droit est douteux; il ordonne que les biens seront régis par un sequestre.

Mais si le droit de l'une des parties est plus apparent, la recreance lui est donnée, & ce jugement est exécuté par provision, en donnant caution de rapporter les fruits, en cas que par l'événement on eût mal préjugé.

Si le demandeur prouve qu'il a effectivement été troublé, & que sa complainte est légitime, il obtient une Sentence qui le maintient en sa possession, & condamne le défendeur à rendre les fruits par lui perçus, en une amende arbitraire, & aux dépens.

Le possessoire ainsi jugé, le défendeur en complainte qui a été condamné au possessoire, & qui prétend avoir la propriété de l'héritage, dont la possession a été adjugée à la partie adverse par maintenue

nuë ou par réintégrande , n'a point d'autre ressource que de se pourvoir au pétitoire contre sa partie , & de justifier de sa propriété.

L'Ordonnance de 1667. art. 4. du titre 18. veut que celui contre lequel la complainte est jugée ; ne puisse former sa demande au pétitoire, qu'après que celui qui a été dépossédé sera rétabli avec restitution de fruits , dépens , dommages & intérêts , si aucuns ont été adjugez.

En un mot , il faut préalablement que la Sentence rendue sur le possessoire ait été entièrement exécutée. Néanmoins si celui qui est rétabli dans la possession de l'héritage dont il avoit été expulsé , n'a pas fait taxer ses dépens , & liquider les fruits , revenus , dommages & intérêts , dans le tems porté par le jugement de la réintégrande , il est permis à celui qui a succombé au possessoire , de poursuivre le pétitoire , en donnant caution de payer après la taxe & la liquidation.

Voyez possessoire , pétitoire , sequestre , recréance , maintenuë , & réintégrande.

COMPLAINTÉ EN MATIÈRE BENEFICIALE , est une action possessoire , par laquelle celui qui est en possession d'un bénéfice , de fait , ou de droit seulement , se plaint du trouble qui lui est fait par un autre , qui prétend droit au même bénéfice , & conclut à *ce qu'il y soit maintenu ; avec défenses à la partie adverse de l'y troubler , & que pour l'avoir fait elle soit condamnée à ses dépens , dommages & intérêts.*

Comme cette action est une action possessoire , il n'y a que les Juges Séculiers qui en puissent connoître , le possessoire étant une affaire de fait , qui regarde la puissance Séculière.

Mais la connoissance du pétitoire des bénéfices appartient de droit au Juge d'Eglise , à l'exception des affaires de Regale , dont le Parlement de Paris connoît au pétitoire , privativement à tous autres Juges.

Celui qui a perdu sa cause au possessoire , ne peut plus se pourvoir au pétitoire pardevant le Juge d'E-

glise : parce que les Juges Laïques ne jugent pas le possessoire sur le fait de possession seulement , mais par le mérite du fond & des titres des contendans , dont ils examinent la validité : d'où il s'ensuit qu'il seroit inutile de les faire examiner de nouveau par les Juges d'Eglise , avec risque de voir réformer quelquefois par eux les Arrêts de la Cour , ce qui seroit absurde.

Les plaintes pour les bénéfices doivent être poursuivies pardevant le Juge Royal , qui ressortit nuëment aux Cours de Parlement , auquel la connoissance en appartient , privativement aux Juges inférieurs , & des Hauts-Justiciers , quand même les bénéfices seroient de la fondation des Seigneurs , ou de leurs auteurs , & qu'ils en auroient la présentation ou collation. *Voyez* l'art. 4. du titre 15. de l'Ordonnance de 1667.

Il faut que celui contre lequel on intente la plainte ait pris possession , ou se soit qualifié Titulaire du bénéfice , ou qu'il en ait dénié la qualité au demandeur , ou ait fait opposition à sa prise de possession.

Les mineurs de 25. ans pourvus de bénéfice peuvent intenter plainte parce qu'ils sont capables d'agir en Justice , sans l'assistance d'un tuteur , tant en ce qui concerne le possessoire , que pour les droits , fruits & revenus du bénéfice , art. 14. du tit. 15. de l'Ordonnance de 1667.

La plainte s'intente ou par requête ou par exploit d'assignation donnée à la partie. Celui qui intente la plainte , déclare qu'il prend pour trouble l'empêchement fait en sa possession , & ensuite conclut à y être maintenu , avec dépens & restitution de fruits.

Cet exploit doit être dressé en la même forme & dans les délais prescrits pour les autres affaires civiles , & contenir le titre de la provision du demandeur ; le genre de la vacance sur laquelle il a été pourvu , avec copie signée de lui de ses titres & capacitez.

Cet exploit doit être donné à la personne ou domicile du défendeur , ou au lieu du bénéfice , c'est à-dire , au lieu qui est le principal manoir du bénéfice. *Voyez*

les art. 1. 2. & 3. du tit. 15. del'Ordonnance de 1667.

Si le défendeur ne compare pas sur cette assignation , il faudra lever contre lui défaut faute de comparoir , & le faire juger en la forme ordinaire.

Mais s'il compare & constituë Procureur , il faut le sommer de fournir de défenses , dans lesquelles il est obligé d'expliquer le titre de sa provision , le genre de la vacance sur laquelle il a été pourvû , & donner copie de ses titres & capacitez.

Il y a en cela de la difference entre le demandeur en complainte & le défendeur ; car l'art. 2. du titre 15. de l'Ordonnance de 1667. demande que les copies des titres & capacitez du demandeur soient signées de lui , & l'article 6. du même titre , se contente que les copies des titres & capacitez du défendeur soient signées de son Procureur. L'article 12. a une pareille disposition pour l'intervenant.

Les capacitez requises pour posseder des bénéfices , sont l'âge , l'ordre & le degré.

Les parties doivent donner copie de leurs titres & capacitez , afin que les Juges puissent adjuger la maintenue ou la recreance à celui qui est le mieux fondé en titre , & qui a le droit le plus aparent.

Trois jours après les défenses , la cause sera portée à l'Audience sur un simple acte signifié à la requête du Procureur plus diligent , pour être prononcé sur le champ , si faire se peut , sur la pleine maintenue , sur la recreance , ou sur le sequestre , s'il y échet.

Si la cause ne peut pas être jugée sur le champ , on apointe en premiere instance en droit ou à mettre , & si c'est en cause d'apel , on apointe au Conseil.

Dans le cours de la procedure sur une complainte , il survient quelquefois des interventions ou des devoluts , ou des résignations , ou le décès de quelqu'un des contendans.

↳ Lorsque pendant le cours de la procédure , celui qui avoit la possession actuelle du bénéfice vient à deceder , l'état & la main-levée des fruits est donnée à

l'autre sur une simple requête, judiciairement faite à l'Audience, en rapportant l'extrait mortuaire & les pièces justificatives de la litispendance. Ainsi sans autres procédures le Jugement porte main-levée des fruits, & adjuge l'état du bénéfice.

Si durant le procès l'une des parties contendantes résigne son droit à une autre, la procédure sera continuée contre le résignant jusqu'à ce que le resignataire ait paru en cause; mais le resignataire se fera subroger aux droits du résignant, par une requête verbale judiciairement faite, dont Sentence sera prononcée sur le champ. Voyez les articles 15. & 16. du titre 15. de l'Ordonnance de 1667.

Si dans une instance ou procès, pour raison du possessoire d'un bénéfice, un tiers prétend que le bénéfice n'appartient ni à l'un ni à l'autre des contendans, mais à lui seul; il doit présenter sa requête d'intervention, en expliquer les moyens, & en donner copie aussi bien que de ses titres & capacitez, & procéder sur son intervention en la maniere accoutumée. Voyez l'article 12. du même titre. Pour ce qui est des dévoluts. Voyez Dévoluts.

Sur une instance de complainte, le Juge peut ordonner le sequestre, ou abjurer la recreance appelée en Droit *fiduciaria possessio*, qui s'adjuge en matiere bénéficiale à celui qui a le droit le plus aparent; ou enfin adjuger la pleine maintenue, qui est le jugement définitif, qui se donne dans les actions possessoires; le sequestre & la recreance n'étant que des jugemens préparatoires pour parvenir à la maintenue. Sur quoi il faut remarquer.

I°. Qu'en matiere bénéficiale le sequestre n'a gueres lieu, comme nous avons dit *verbo* recreance.

II°. Qu'en matiere bénéficiale par la maintenue, le fond est jugé: il n'y a point, comme en matiere profane, de pétitoire, sur lequel il reste ensuite à prononcer.

On ne connoît point d'autre provision en matiere bénéficiale que la recreance que l'on donne à celui

qui a le droit le plus aparent , jusqu'à ce qu'il soit prononcé sur la maintenue. *Voyez réintégrande ; possession , pétitoire , recréance , & maintenue.*

COMPLANT est la concession de la jouissance que l'on fait à quelqu'un , à titre d'usufruit , d'un champ , à la charge d'y planter des arbres , & particulièrement des vignes , & à condition de rendre au bailleur par chaque année une certaine portion des fruits.

COMPLICE , est celui qui est accusé ou soupçonné d'avoir eu part à un crime commis par quelqu'autre conjointement avec lui , ou de l'avoir aidé à le commettre , ou d'avoir été participant du complot. On l'appelle en Droit , *socius & particeps criminis.*

Comme celui qui a été complice d'un crime est souvent aussi coupable que celui qui l'a commis , en cas de conviction , ils doivent être également punis. Ce qui néanmoins dépend des circonstances.

Celui qui ne s'est trouvé que par hazard en la compagnie d'un homme qui a commis un crime , n'est pas à proprement parler complice , il peut justifier de son innocence , & pourvu qu'il n'y ait eu aucune part , il doit être renvoyé absous quant à la peine corporelle.

COMPROMETTRE ; est passer un acte par écrit , par lequel sur un procès déjà intenté , ou sur un fait sujet à contestation , on convient avec la partie adverse , qu'on se raporte de la décision de l'affaire au jugement d'un arbitre , ou de plusieurs énonces dans l'acte qu'on appelle compromis.

COMPROMIS , est un accord fait par écrit entre des parties , par lequel elles conviennent d'une ou de plusieurs personnes pour décider leur différend , & promettent réciproquement de se tenir à leur décision sous quelque peine pécuniaire contre le contrevenant , laquelle doit être spécifiée dans l'acte.

Ceux qui sont ainsi choisis par les parties , en conséquence d'un compromis , sont appelez Arbitres ,

lesquels sont bien differens des Arbitrateurs; en ce que les Arbitres sont tenus dans leur instruction & jugement, de garder l'ordre judiciaire & les formalités de Justice; & de décider précisément suivant les Loix; au lieu que les Arbitrateurs, autrement dits amiables Compositeurs, doivent accommoder les parties à l'amiable, & terminer leurs differends sans aucune formalité de Justice; & suivre plutôt dans leur décision l'équité que les regles du Droit.

Le compromis est borné précisément au differend pour lequel il est fait, & ne peut être étendu à d'autres contestations qui pourroient être entre les parties; parce que c'est par le moyen du compromis que les Arbitres sont en quelque maniere constituez Juges du differend des parties énoncé dans le compromis, & non au delà.

Deux choses se doivent rencontrer au compromis, la soumission des parties au jugement des Arbitres, & une peine stipulée contre celui qui refusera de l'exécuter.

La soumission des parties au jugement des Arbitres, doit être énoncée dans le compromis, sans quoi il n'y auroit point de Juge dont les parties fussent convenuës.

C'est pour cette raison qu'une Sentence arbitrale ne peut valider qu'avec ceux qui ont passé le compromis, & non avec d'autres qui n'auroient pas constitué les Arbitres pour leurs Juges.

A l'égard de la peine, elle doit être énoncée dans le compromis, autrement l'arbitrage n'obligeroit point les parties, & ne seroit considéré que comme une consultation. Ainsi quand l'une des parties appelle de la Sentence arbitrale, celui qui soutient la Sentence peut avant que de conclure au bien jugé, demander la peine portée par le compromis.

Mais quoique les parties eussent renoncé à l'appel de la Sentence arbitrale, elles pourroient toujours y avoir recours, parce que cette clause n'a été apposée qu'autant qu'on présuinoit que les Arbitres jugeroient selon le droit & l'équité.

Par les Arrêts de la Cour, la peine des compromis a été déclarée obligatoire, avant de pouvoir appeler de la Sentence arbitrale.

La raison est fondée sur la clause du compromis, qui contient la stipulation de la peine à laquelle les parties se sont soumises en cas d'apel. Et comme le compromis précède le jugement arbitral, il est juste que l'obligation d'y satisfaire soit obligatoire avant l'apel, conformément à l'intention des parties, lesquelles ayant prévu le cas, afin de le faire cesser, ont stipulé la peine pour qu'elle soit payée incontinent après l'appel interjetté, & avant que l'appellant soit ouï sur l'apel.

Ainsi lorsqu'il y a apel d'une Sentence arbitrale, l'intimé est en droit de donner sa requête à la Grand' Chambre du Parlement, où les appellations des Sentences arbitrales sont portées, à ce que l'appellant soit condamné à payer la peine, & que jusqu'à ce toute audience lui soit déniée.

Mais il est nécessaire de donner cette requête avant qu'il y ait un apointment au Conseil, ou un Arrêt interlocutoire; car de même que l'appellant encourt la peine à l'instant de l'apel par lui interjetté; aussi en est-il quitte dès qu'il y a contestation en cause, sans que l'exception ait été proposée, attendu que l'appellant est censé y avoir renoncé.

Pour connoître quelles personnes sont tenuës de la peine stipulée par un compromis, il faut examiner si ceux qui ont passé le compromis sont majeurs, mineurs, tuteurs, Communautés, Bénéficiers ou Procureurs.

Si ce sont des majeurs qui ont passé le compromis, la peine stipulée par le compromis contre ceux qui appelleront du jugement des Arbitres, est encouruë de plein droit, de sorte qu'on peut les contraindre de la payer, sans esperance de la pouvoir recouvrer, au cas que par le jugement qui interviendra sur l'apel, la Sentence arbitrale fût infirmée.

Pour ce qui est des mineurs, il faut d'abord établir

pour principe certain , que celui qui n'a pas le pouvoir d'aliéner , n'a pas le pouvoir de compromettre , parce que le compromis est un acheminement à l'alienation.

Comme le mineur qui a compromis n'avoit pas le pouvoir d'aliéner ni d'ester en jugement , il peut aisément se faire relever contre le compromis qu'il a passé , en obtenant des Lettres de rescision , & demander qu'il lui soit permis de poursuivre l'apel par lui interjeté de la Sentence arbitrale , sans être obligé de payer la peine stipulée par le compromis.

Si le compromis avoit été passé par un tuteur au nom de son mineur , il ne seroit pas pour cela exclus du bénéfice de restitution ; au cas qu'il se trouvât lésé par la Sentence arbitrale , il pourroit en appeler sans payer la peine , en obtenant des Lettres.

Si cela n'étoit pas , on pourroit déposer dans un compromis une peine si forte , qu'il seroit plus avantageux au mineur d'acquiescer à la Sentence arbitrale , quoiqu'injuste , que d'en appeler , en payant la peine stipulée par le compromis. D'ailleurs pour payer cette peine , il faudroit vendre les biens des mineurs : ce qui ne seroit pas juste.

Il n'en est pas de même des Communautés ; car quoiqu'elles jouissent du privilege des mineurs , les compromis passés en leurs noms avec leurs Syndics , en vertu de procuration ou délibération d'assemblée en bonne forme , sont valables ; de sorte que les Communautés qui appellent de la Sentence des Arbitres , sont tenues de payer la peine stipulée dans le compromis en cas d'apel.

La même chose se pratique pour les compromis passés par un Bénéficiaire quoique mineur , concernant les droits de son bénéfice.

La raison est qu'un Bénéficiaire mineur est réputé majeur , non-seulement pour recevoir les fruits de son bénéfice , mais encore pour en diriger toutes les actions , soit au possessoire , soit au pétitoire , & conséquemment pour passer des compromis. C'est pourquoi

il ne peut, sous prétexte de minorité, se dispenser de payer la peine qui y est stipulée.

Un Procureur fondé de procuration générale, ne peut pas compromettre, parce que celui qui compromet se donne des Juges particuliers autres que les ordinaires.

Cela demande certainement un pouvoir exprès & formel à cet effet: sans quoi une Sentence arbitrale fondée sur un compromis passé par un Procureur fondé de procuration générale, ne peut subsister, & celui pour lequel il a parlé, en peut interjetter apel, sans payer la peine portée par le compromis, dont la stipulation est uniquement le fait d'autrui.

Voyez Arbitre. Voyez Sentence arbitrale.

COMPTABLES, sont ceux qui gerent ou qui ont geré les affaires de quelque particulier, qui ont reçu les deniers & les effets qui lui apartiennent, dont ils sont obligez de rendre compte, si-tôt que leur gestion est finie, comme Tuteurs, Procureurs, Curateurs, Fermiers.

Ceux-là même qui ont rendu leurs comptes, sont toujours réputez comptables, encore que le compte soit clos & arrêté, jusqu'à ce qu'ils aient payé le reliquat, s'il est dû, & remis toutes les pièces justificatives. Ordonnance de 1667. tit. 29. de la reddition des comptes, art. 1.

COMPTABLES, sont aussi ceux qui manient ou qui ont manié les deniers du public, ou ceux du Roy.

Plusieurs d'entr'eux prenoient la précaution de mettre leurs biens à couvert sous des noms empruntés. Ce qui a donné lieu à l'art. 16 de l'Ordonnance de Rouffillon, qui défend aux habiles à se porter héritiers de ceux qui décèdent en office, charge & administration des finances, de se porter héritiers par bénéfice d'inventaire, les obligeant de se porter héritiers purs & simples, ou de renoncer à la succession.

Les Officiers Comptables, Fermiers & autres employoient souvent des deniers du Roi en acquisition

de Charges & de terres considerables , qui rendoient les préférences , qui apartiennent au Roi sur leurs biens , entierement incertaines & arbitraires , aussi-bien que l'intervention des femmes frauduleusement séparées de leurs maris.

Pour obvier à ces inconveniens , le Roi par son Edit du 13. Août 1669. a renouvelé l'ancienne disposition des Ordonnances , pour conserver le privilege de ses deniers sur les biens des Gens d'affaires.

Pour le prix des meubles & les deniers comptans : l'article premier porte que le Roi aura la préférence aux créanciers des Officiers comptables , Fermiers Generaux , particuliers & autres ayant le maniement des deniers du Roi , pour les sommes qui lui seront dûës , sans concurrence ni contribution , nonobstant toutes saisies précédentes , excepté les frais funéraires , de Justice & autres privilegiez , droits des Marchands qui reclament leurs marchandises dans les délais de la Coutume , & du propriétaire des maisons des villes , sur les meubles qui s'y trouveront pour six mois de loyer.

La raison est que les deniers comptans provenans du maniement apartiennent au Roy , & que les meubles & effets mobiliers ont été achetez des deniers du maniement , comme le plus comptant.

L'argent comptant & les meubles des gens d'affaires sont donc les propres deniers du Roy : ainsi cette préférence sur l'argent & les meubles , qui sont la chose & le gage naturel de la dette du Roy , est semblable à celui qu'auroit un particulier sur son Commis à lui comptable de Clerc à Maître , de l'argent qu'il auroit reçu pour lui en faisant & négociant les affaires.

Pour ce qui concerne les Offices , l'article 2. du même Edit conserve au Roy la même préférence à tous les créanciers , même auparavant le vendeur , sur le prix de l'Office comptable & droits y annexez du chef & exercice duquel il sera dû au Roy , soit pour debets de clair , debets de quittances , souffrances &

supercessions converties en radiation , ou pour quelque autre cause que ce soit procedant de l'exercice.

Le motif de cet article , est que ces debets sont regardez comme un délit de la charge pour lequel le Roy a la préférence même au vendeur de la Charge , parce que ces debets de clair sont les deniers comptans que le Comptable a reçus appartenans au Roy , & qu'il a retenus.

Les debets de quittances sont encore de pareille nature , parce que ne rapportant point les quittances de ceux à qui il a dû payer , soit aux Officiers ou autres , conformément aux Etats du Roy , & ne les ayant point payé , il en a retenu le fond qui est de l'argent comptant , aussi-bien que les debets de clair.

Enfin le Comptable ne satisfaisant point aux apostiles des articles de son compte mises en souffrances , c'est-à-dire , ne justifiant point l'article , ou si l'apostile l'oblige , soit de rapporter des Arrêts du Conseil de décharge ou autrement , ce qui s'apelle supercessions , étant converties en radiations , cela produit un fond entre les mains du comptable de la valeur de tous les articles rayés ; & ce fond est considéré comme deniers revenans bons au Roy.

Il n'y a rien de plus juste que la préférence donnée au Roy sur cette Charge à tous autres créanciers , même au vendeur , puisque l'Office est responsable de tous les deniers que le comptable a retenus , lesquels il n'auroit point reçus , & n'en auroit pas eu le manieement , s'il n'avoit point été pourvu de cette Charge.

Un simple particulier exerce le même droit de préférence sur le prix de la Charge d'un Sergent qu'il a chargé de ses pièces pour contraindre ses débiteurs , quand il applique à son profit les deniers qu'il a reçus pour lui , en faisant les contraintes.

L'article 3. du même Edit ordonne que le Roy est privilégié sur le prix des immeubles acquis depuis le manieement de ses deniers , néanmoins après le vendeur & celui dont les deniers auroient été employés en l'acquisition.

Ainsi, ou l'acquéreur paye comptant le vendeur ; ou il ne le paye pas ; s'il paye comptant , l'immeuble acquis répond du maniement : s'il ne paye point le vendeur , le Roy ne peut se plaindre , son argent n'ayant point été employé à faire cette acquisition ; il en est de même quand l'acquéreur emprunte pour payer le vendeur.

Mais pour éviter les fraudes qui pourroient se commettre dans ces sortes d'emprunts , cet Edit a pris la précaution nécessaire , en disant qu'il sera fait mention de cet emprunt dans le contrat d'acquisition sur la minute & expédition d'icelui.

Quant aux immeubles acquis avant le maniement , l'article 4. du même Edit ne donne point de préférence au Roy , mais seulement une hypothèque du jour des provisions des Offices comptables , des baux des fermes , ou des traités & des commissions.

Cela paroît conforme à la Jurisprudence des Arrêts concernant l'hypothèque , dont l'ordre est de suivre la date de chaque contrat , obligation , Sentence , & Arrêts , & tous autres actes emportant hypothèque.

Comme tous les créanciers en général , & chacun en particulier ont pour affecté & hypothéqué au paiement de leur dû tous les biens que leurs débiteurs possèdent au jour du prêt , le Roy a approuvé cette règle , en ne prétendant son hypothèque que du jour des provisions des Comptables , & des baux & traités faits entre lui & ses sujets , qui sont titres valables , & qui équipolent à des contrats , en vertu desquels ils entrent dans le maniement des deniers du Roy.

Le tems d'auparavant ces actes est un tems dans lequel on ne peut pas dire que les Gens d'affaire aient fait un mauvais usage des deniers du Roy. C'est pourquoi leurs créanciers privilegiez & hypothécaires antérieurs au Roy , sont les premiers payés sur le prix de ces immeubles , après lequel le Roy est colloqué du jour de ses hypothèques.

Le même article 4. veut que sur les Offices non

comptables, ou Offices comptables, du chef desquels il ne sera rien dû, après le vendeur & celui qui justifiera d'un emploi, le Roy entre en contribution sur le reste du prix avec les autres créanciers, même avec les oposans au sceau. Dans ce cas le Roy, n'a ni préférence ni hypothèque, & le prix de ces Offices est distribué par contribution.

Pour obvier aux fraudes qui se pourtoient commettre au préjudice des droits du Roy, l'art. 5. veut que tout ce qui a été ordonné par les articles précédens de cet Edit ait lieu, nonobstant les opositions, & actions des femmes séparées de leurs maris, à l'égard des meubles trouvez dans la maison du mari, qui n'auront pas appartenu à la femme avant le mariage, même sur le prix des immeubles, acquis par elle depuis la séparation, s'il n'est justifié que les deniers employés en l'acquisition lui appartiennent légitimement.

Sans cette preuve les opositions & actions des femmes des Gens d'affaires, quoique séparées, ne peuvent empêcher l'effet de la préférence de l'hypothèque, ni de la contribution pour le dû du Roy, sur les biens de leurs maris, meubles & immeubles, le tout étant présumé acheté des deniers du maniement.

Les acquisitions faites par la femme depuis la séparation, sont même considérées comme des fraudes & voyes indirectes pour faire perdre la dette du Roy, si la femme ne prouve que c'est de ses propres deniers quelle a acquis.

Tout ce que nous avons dit ci-dessus, s'entend aussi des rentes constituées par le Roy appartenantes aux Gens d'affaires.

Enfin pour ce qui regarde les rentes des Comptables, la Déclaration du Roy de 1680. ordonne que les privileges & hypothèques qu'il a sur les rentes des Comptables demeureront en leur entier, nonobstant les Lettres de ratification obtenues & à obtenir par les acquereurs, sans oposition pour le Roy, & les acquereurs desdites rentes sont tenus de faire signifier le

contrat d'acquisition aux Procureurs Généraux des Chambres des Comptes, dans le ressort desquels les rentes sont situées.

COMPTÉ, est le dénombrement de la recette & de la dépense des biens que l'on a eu en maniement.

Deux sortes de personnes sont dans l'obligation de rendre compte I°. Ceux qui ont eu l'administration du bien d'autrui.

II°. Ceux qui ont geré un bien qui leur étoit commun & à d'autres personnes.

Celui à qui le compte est rendu, est l'oyant; celui qui rend compte, est le rendant.

Un compte est composé de trois chapitres, sçavoir de celui de recette, de celui de dépense, & de celui de reprise, qui sont précédés de l'intitulé du compte.

L'intitulé du compte se met au haut, après quoi suit la préface, que l'on appelle vulgairement le préambule du compte. Ensuite sont les chapitres de la recette & dépense; à quoi on ajoute un troisième chapitre; qui est celui de la reprise, lorsque l'on n'a pas reçu tout ce que l'on étoit chargé de recevoir.

Par exemple, un tuteur se charge en recette des arrerages d'une rente, il n'a pourtant point, quelque diligence qu'il ait faite, reçu tous ces arrerages à cause de l'insolvabilité du débiteur; il employe en reprise ce qu'il avoit couché en recette; le rendant est censé débiteur de ce qu'il s'est chargé de recevoir; mais on lui doit déduire tout ce qu'il a dépensé, & tout ce qu'il n'a pu recevoir.

La déduction se trouve donc dans la dépense & dans la reprise, & on trouve le reliquat dans la soustraction.

Enfin on fait dans les comptes un chapitre de la dépense commune, c'est-à-dire, des frais que l'on a faits pour parvenir à la reddition du compte & pour le dresser.

On divise chaque principale partie du compte en différens chapitres, quand il y en a de différentes espèces; la recette des arrerages est une espèce différente

de la recette de loyers, c'est pourquoi on en peut faire deux chapitre séparés, auxquels on fait rapporter deux chapitres de reprise quand on n'a pas reçu les arrerages ou les loyers, & ainsi du reste.

Il en est de même de la dépense, on en fait autant de chapitres qu'il y a de différentes sortes de dépenses.

Un compte se rend ou à l'amiable ou en Justice. Quand c'est en Justice, le Comptable rend son compte pardevant le Juge qui l'a commis; le tuteur par exemple, rend compte pardevant le Juge qui l'a nommé tuteur: le Commissaire aux saisies réelles pardevant le Juge où la saisie a été poursuivie, & le bail judiciaire adjudgé.

Mais si le Comptable n'a pas été nommé par autorité de Justice, on ne peut le poursuivre pour rendre compte que pardevant le Juge de son domicile, suivant la règle: *Actor sequitur forum rei*.

La procédure en matière de compte est fort sommaire. Elle commence par une assignation à l'ordinaire, sur laquelle celui à qui on demande compte est obligé de comparoir; & s'il ne compare pas à cette assignation, ou si après avoir comparu, personne ne se présente pour lui à l'Audience: on prend défaut contre lui en l'un & l'autre cas: & pour le profit il est condamné à rendre compte; & le jugement soit contradictoire, soit par défaut, commet celui qui doit recevoir la présentation & l'affirmation du compte, suivant les art. 3. & 5. du tit. 19. de l'Ordonnance de 1667.

Si sur l'assignation donnée pour rendre compte, la cause plaidée de part & d'autre ne peut pas être jugée définitivement à l'Audience, le Juge doit en ce cas appointer les parties à mettre dans trois jours, sans autre procédure. *Voyez* l'Ordonnance de 1667. tit. 29. art. 4.

Sur cet appointement à mettre, le Rapporteur ne peut être commis pour le compte, mais un autre Conseiller est nommé par celui à qui la distribution appartient. *Ibidem* art. 5.

Si le Comptable n'exécute pas le jugement portant qu'il rendra compte, il pourra y être contraint par saisie & vente de ses biens, même par emprisonnement de sa personne, s'il est ainsi ordonné. *Idem* art. 8.

Pour cela il faut présenter requête au Juge, dans laquelle on conclut à ce que le Comptable soit contraint par saisie & vente de ses biens, même par emprisonnement de sa personne, à présenter & affirmer lui-même en personne, le compte en question.

Le Juge met sur cette requête, *viennent les parties*, & si le Comptable n'a pas un bon moyen pour obtenir quelque délai, il sera condamné conformément aux conclusions de la requête.

Si le défendeur est en état de rendre le compte, il faut obtenir une Ordonnance du Commissaire, pour le faire assigner à cette fin.

En conséquence de cette assignation le Commissaire dresse son procès verbal de présentation & affirmation de compte. Ensuite acte est donné aux parties de leur comparution, & au rendant de la présentation & affirmation du compte.

Dès que le compte a été présenté, & affirmé, il faut en donner copie au Procureur de la partie adverse, ensemble des pièces justificatives, qui lui sont communiquées sur son recepisé, pour être examinées pendant quinze jours, après quoi il est tenu de les rendre, sous peine de prison & autres portées par l'art. 9. du tit. 29. de l'Ordonnance de 1667.

Le Juge peut néanmoins en connoissance de cause proroger le délai d'une autre quinzaine pour une fois seulement.

Pour cela il faut que le Procureur qui a pris communication du compte lui présente requête, sur laquelle on met, *viennent les parties*, on la fait signifier avec un avenir pour plaider, & s'il y a lieu de proroger le délai, le Juge rend la Sentence de prorogation.

Après ce second délai, si le Procureur retient les
pièces,

pièces, il est contraint de les rendre sous les mêmes peines que dessus.

Le délai de la communication expiré, on prend au Greffe un apointement de fournir par les oyans leur consentement ou débats dans huitaine, les soutenemens par les rendans huitaine après, écrire & produire dans une autre huitaine & contredire dans la huitaine suivante. *Voyez* l'Ordonnance de 1667. tit. 29. art. 13.

Ainsi en matiere de compte on apointe les parties à fournir débats & soutenemens, comme dans les autres instances on les apointe à fournir cōtredits & salvations.

On fournit aussi des contredits & salvations dans des instances de compte en vertu des apointemens en droit.

L'apointement de fournir par les oyans leur consentement ou débats étant expédié & signifié, l'oyant doit en conséquence fournir ses débats contre le compte, & le rendant doit fournir ses soutenemens contre les débats.

L'oyant n'ayant fourni consentement ni débats dans la huitaine, le rendant peut produire au Greffe son compte avec les pièces justificatives, pour être distribué en la maniere accoutumée; & l'instance sera en état en faisant un simple commandement à l'oyant de satisfaire de sa part au reglement d'entre les parties.

En conséquence de cette sommation il sera passé outre au jugement de l'instance.

Les jugemens qui interviennent sur une instance de compte doivent contenir le calcul de la recette & dépense, & former le reliquat précis, s'il y en a aucun, suivant l'art. 20. du tit. 29. de l'Ordonnance de 1667.

Pour sçavoir la maniere dont on peut revenir contre un compte, qui sont ceux qui peuvent compter à l'amiable, & de quelle maniere on peut rendre compte aux absens, *Voyez* les art. 21. 22. & 23. du même tit.

C O M P T E D E C O M M U N A U T É, est le dénombrement des effets de la Communauté entre mari & femme, contenant l'état auquel cette Communauté

se trouve au jour de sa dissolution , pour les biens de ladite communauté être partagés entre l'un des conjoints & les héritiers du prédécédé.

COMPTE DE TUTELLE, est celui qui se rend par le tuteur , de l'administration des biens de son mineur , dont il a été chargé par l'acte de tutelle.

COMPULSER, est contraindre par autorité de Justice une personne publique à nous délivrer l'expédition d'un acte dont il garde la minute , & dont nous avons intérêt d'avoir communication.

COMPULSOIRE, ou Lettres de compulsoire , sont Lettres accordées en Chancellerie pour contraindre toutes personnes publiques, comme Notaires, Greffiers, Curés & autres, d'exhiber, représenter les titres, contrats, aveus, dénombremens, Sentences, décès, mariages, baptêmes & autres semblables, qui sont en leur possession, & peuvent être nécessaires pour l'instruction d'un procès, pour en tirer copie, partie présente ou apellée, afin que par ce moyen foy y puisse être ajoutée comme aux originaux.

En exécution de ces Lettres, on assigne la partie adverse à comparoir au domicile d'un Greffier, ou Notaire, soit que les pieces soient en leur possession ou entre les mains d'autres, pour assister ausdits compulsoires; cette assignation peut être donnée au domicile de la partie, ou de son Procureur.

Si la partie est demeurante hors le lieu où le compulsoire doit être fait, l'assignation sera donnée à raison d'un jour pour dix lieües; mais si elle est présente, elle pourra être assignée au lendemain.

Le lieu qui est marqué dans l'assignation, est souvent un autre lieu, que celui où se doit faire le compulsoire, pour de là se transporter où besoin sera pour voir proceder à la collation des titres & enseignemens que le demandeur prétend faire compulser. Ce qui s'observe pour empêcher que celui qui est assigné, ne fasse détourner les pieces que l'on veut compulser, s'il sçavoit le lieu où elles sont.

Outre cette assignation il faut faire un commandement au Greffier ou Notaire, de représenter les pieces que l'on veut compulser, avec indication du jour & heure qu'on doit proceder au compulsoire.

Quand les Notaires font refus, ou ne se trouvent pas en leurs Etudes à l'heure assignée, il faut les assigner pour les y faire contraindre.

Si les parties comparent à l'heure de l'assignation l'on procede au compulsoire, & l'Huissier en doit faire mention dans le procès verbal, & inserer leurs dires; lequel procès verbal ne peut être commencé qu'une heure après l'assignation échuë, dont il doit être fait mention.

Si toutes ne comparent pas, on procede par défaut, & l'Huissier met un acte de collation au bas de chaque piece.

Si celui qui a requis le compulsoire, ne compare en personne ou par Procureur, il doit payer au comparant pour ses dommages & intérêts vingt livres, & les frais de son voyage, s'il y échet.

Voyez sur cette matiere ce que nous avons dit dans la Science des Notaires, Liv. 1. ch. 27. *Voyez* aussi le titre 12. de l'Ordonnance de 1667. avec les Commentaires de Bornier.

CONCESSION, signifie tout ce qui nous est accordé par grace comme sont les privileges qui nous ont été accordés par le Prince.

CONCIERGE DE PRISON, est celui qui est préposé pour veiller en chef sur la garde des prisonniers. Quand il n'y a point de Greffier dans une prison le Concierge fait la fonction de Greffier de la géole.

Le titre 12. de l'Ordonnance de 1670. contient les regles que doivent observer les Concierges des prisons, & les Greffiers, Géoliers & Guichetiers.

CONCLURE EN PROCEZ PAR E'CRIT, est passer un apointement de conclusion sur un apel d'une Sentence renduë en procès par écrit. *Voyez* Apointement de conclusion.

On conclut en procès par écrit, non seulement aux Enquêtes, mais par tout ailleurs, quand l'appel est d'une Sentence renduë en procès par écrit.

Quand une Sentence a été renduë par un premier Juge sur apointment & production des Parties, si l'appel a été porté au Juge supérieur, & que la Sentence de ce second Juge ait été renduë sur un défaut faute de comparoir, l'appel qui en est interjetté au Parlement doit être poursuivi, non pas comme appel verbal, mais comme procès par écrit.

La raison est, que quoique dans les regles ordinaires l'appel d'une Sentence renduë par défaut faute de comparoir soit un appel verbal, néanmoins dans le cas proposé, c'est une apellation en procès par écrit; parce que la seconde Sentence confirme une premiere qui a été renduë sur productions des parties: & que si l'appellant avoit comparu devant le second Juge, & qu'il y en eût appel, les parties auroient procédé pardevant le troisième Juge en procès par écrit.

Ainsi l'avis de la Communauté des Avocats & Procureurs du 27. Mars 1694. a été que dans ce cas les parties doivent conclure comme en procès par écrit, & faire mention dans l'apointment de conclusion, que la seconde Sentence renduë par défaut étoit intervenuë sur une appel d'une Sentence renduë par le premier Juge, sur apointment & production des parties.

Ce même avis porte que la premiere Sentence soit attachée à la seconde, & que les productions faites devant les premiers Juges devroient être mises au dépôt du Greffe.

CONCLUSION, sont les fins que l'on prend dans un exploit, ou dans une requête contre le défendeur ou la partie adverse.

Ces fins sont différentes, selon la nature & la qualité de l'action ou de la requête.

Dans l'action réelle le demandeur conclut dans son exploit, à ce que le défendeur soit condamné à se désister

& départir de l'héritage, ou de la chose dont il s'agit, en laisser au demandeur la possession libre, avec restitution de fruits, depuis sa détention, & dépens.

Si c'est une action personnelle, le demandeur conclut, à ce que le défendeur ou la partie adverse soit condamné de payer au demandeur la somme de ou faire ce à quoi il seroit obligé; d'autant que l'action personnelle consiste à faire ou à donner quelque chose. Ainsi des autres.

On prend encore des conclusions dans des défenses, dans une requête verbale, & dans d'autres écritures, comme sont les remontrances, avertissemens, inventaires, causes d'appel, griefs, réponses, &c.

Il est très-important de renfermer dans les conclusions toutes les demandes, & de les séparer du fait & des moyens; car le Juge ne donne attention qu'à celles qui en sont distinctes & séparées.

CONCLUSIONS, sont aussi les avis & requisiions que donnent les Procureurs ou Avocats du Roy.

I°. Dans les affaires où le Roy, les mineurs, les Eglises, ou les Communautés, ou le public, se trouvent intéressés.

II°. Dans toutes les matieres criminelles; car la vengeance des crimes interesse le public: ainsi aucunes ne sont jugées sans conclusions des Procureurs ou Avocats du Roy.

Les Procureurs des Seigneurs appelez Fiscaux, donnent pareillement leurs conclusions dans les affaires, qui intéressent le public, & qui sont jugées dans les Justices Seigneuriales.

Il y a deux sortes de conclusions: Sçavoir les conclusions préparatoires, & les définitives.

CONCLUSIONS PRÉPARATOIRES, sont celles par lesquelles le Procureur du Roy requiert quelque chose concernant l'instruction & la procedure.

CONCLUSIONS DÉFINITIVES, sont celles qui concernent la décision de l'affaire.

CONCLUSIONS EN MATIERES CRIMI-

NELLES , sont absolument nécessaires pour le Jugement de telles affaires , comme nous l'avons dit *verbo* conclusions.

L'Ordonnance de 1670. au tit. 24. porte qu'après le recollement & la confrontation , les Procureurs du Roy , ou ceux des Seigneurs prendront communication du procès , pour y donner leurs conclusions définitives , & les donneront par écrit & cachetées , sans qu'elles contiennent les raisons sur lesquelles elles sont fondées.

Lorsque ces conclusions sont à la décharge de l'accusé , elles commencent par ces mots : *Je n'empêche pour le Roy.*

Quand elles tendent à ce qu'ils soient condamnés , elles commencent par ces autres mots : *Je requiers pour le Roy* ; quand les conclusions tendent à peine afflictive , l'accusé est interrogé sur la sellette.

CONCORDAT , signifie toute sorte de conventions qui se font à l'amiable en matière bénéficiale , pour prévenir ou terminer un procès sur un bénéfice.

Ces conventions à l'amiable sont permises en matière bénéficiale ; pourvu qu'elles soient gratuites , comme nous avons dit dans la Science parfaite des Notaires. Liv. 16. ch. 10.

On entend quelquefois par Concordat , l'accord , qui fut fait en 1516. entre Leon X. & le Roy François I. pour la nomination aux Evêchez , Abbayes & Prieurés Conventuels.

Cette transaction a été passée à Boulogne , où le Pape & le Roy s'étoient rendus avec le Chancelier du Prat , pour vider les differends qui étoient alors entre le saint Siège & l'Eglise Gallicane.

Voyez l'Introduction au Droit Canonique.

CONCUBINAGE. Ce terme à le prendre dans le sens que semble porter son étymologie , signifie la cohabitation de personnes de differens sexes , soit qu'elle soit licite ou non. L'usage a cependant adopté ce mot pour exprimer seulement la conjonction

des personnes qui ne sont pas mariées ensemble.

Quand il est pris dans un sens général, il comprend toute sorte de conjonctions illicites, mais sa véritable signification dénote l'habitude d'un homme & d'une femme qui sont libres, & pourroient se marier ensemble; & dans ce sens le concubinage est opposé à l'adultère, & à l'inceste.

Le concubinage qui étoit très-fréquent chez les Romains ne différoit pas beaucoup chez eux du mariage; & la concubine ne différoit gueres à Rome de la femme légitime, que *nomine & dignitate*.

En France le concubinage est considéré comme une débauche, qui bien loin d'être tolérée est défendue; comme contraire non seulement à la pureté du Christianisme, mais aussi aux bonnes mœurs, & à l'intérêt de l'Etat.

CONCURRENCE, est une égalité de droit, d'hypothèque, ou de privilège sur une même chose.

On appelle aussi concurrence, le droit qui appartient à deux Juges de connoître d'une affaire; auquel cas il est libre de s'adresser indifferemment à l'un d'eux & de le saisir de l'affaire.

CONCUSSION, est l'abus que fait de son pouvoir un homme constitué en Charge, en Dignité, ou en Commission, pour extorquer de l'argent, ou quelqu'autre chose de ceux sur qui sa Charge ou son Emploi lui donne quelque pouvoir.

La peine de ce crime est arbitraire, suivant les circonstances. Quand l'affaire est poursuivie civilement, la peine est la restitution du quadruple de ce qui a été extorqué par menaces & autorité. Lorsque la poursuite de ce crime se fait par la voye de la plainte & de l'information, la peine est plus grande.

Outre la restitution du quadruple, ou de quelqu'autre somme, pour réparation civile, quelquefois le Concussionnaire est puni par suspension & privation de son Office, d'autres fois de l'exil, & du bannissement, de l'amende-honorable, & autres peines.

CONCUSSIONNAIRE, est un Officier ou Receveur public, qui par menace & autorité exige & reçoit des droits qui ne lui sont pas dûs, ou qui en exige de plus grands que ceux qui lui sont attribuez.

Tels sont les Greffiers, Notaires, Procureurs, Sergens, Commis, qui exigent pour les fonctions de leurs Charges ou Emplois ce qui ne leur est pas dû.

Les Juges qui reçoivent des présens des parties pour l'expédition ou retard du jugement d'une affaire, sont aussi déclarez Concussionnaires par les Ordonnances, aussi - bien que les Juges qui prennent transport & cession, à titre de donation ou autre, des biens & droits contestés en leurs Jurisdictions.

CONDAMNATION, est le Jugement qui condamne quelqu'un, & le fait déchoir de ses prétentions.

Aussi dit-on au Palais, subir condamnation, passer condamnation, pour dire, qu'on se désiste de ses prétentions.

CONDAMNATION EN MATIERE CRIMINELLE, est le jugement qui condamne un accusé à quelque peine.

Un condamné à mort par Sentence, depuis confirmé par Arrêt, est incapable d'avoir pû recueillir une succession à lui échue intermédiairement.

Il faudroit dire le contraire, si le condamné fût mort pendant l'apel, ou que par le jugement qui est intervenu sur l'apel, il eût été absous.

CONDITION, est une clause inserée dans un acte entre - vifs, ou dans une disposition de dernière volonté, qui fait dépendre sa validité d'un événement futur & incertain. La condition s'exprime ordinairement par la particule *si*.

Il y en a plusieurs divisions. La principale se fait en possibles & impossibles.

Les conditions possibles sont celles qui peuvent arriver, & à l'événement desquelles ni la nature, ni les loix ne s'oposent; ces sortes de conditions sont, qu potestatives, ou casuelles, ou mixtes.

Les conditions potestatives, sont celles dont l'événement dépend uniquement de celui qui en est chargé, & qui a intérêt qu'elle arrive. Par exemple, *que Titius soit mon heritier, à condition qu'il portera le deuil six mois après ma mort.*

Les casuelles, sont celles dont l'événement dépend du hazard : comme si le testateur faisoit un legs à Titius en cas qu'un navire qui est parti pour l'Amerique, revienne à bon port.

Les mixtes sont celles qui dépendent en partie de celui qui en est chargé, & en partie du hazard : comme si Titius avoit légué quelque chose à Sempromius, à condition qu'il tireroit de la captivité le fils du testateur qui auroit été pris par les Corsaires.

Les conditions impossibles sont celles à l'événement desquelles la nature ou les loix servent d'obstacle : comme si le testateur léguoit à Titius, sous condition qu'il touchera du doigt le ciel, ou bien sous condition qu'il tuera un homme ; *Quia quæ probrosa sunt & legibus prohibita, viro probo impossibilia videntur.*

A l'égard de la condition potestative, le défaut de son accomplissement cause la nullité du legs, ou de l'acte auquel elle a été ajoutée. Celui qui en est chargé doit s'imputer de n'avoir pas accompli une chose qui n'a dépendu que de sa volonté.

Ces conditions potestatives, quand elles sont ajoutées à des dispositions de dernière volonté, ne les font valider que quand elles sont accomplies après la mort du testateur par celui qui en est chargé, qui en a eu connoissance, & qui l'a exécutée pour obéir à la volonté du testateur.

Les conditions casuelles suspendent entièrement les actes entre-vifs, ou de dernière volonté, auxquelles elles sont ajoutées. Leur manquement les annule, & réduit la disposition au même état que si elle n'avoit pas été faite.

Pendant qu'elles sont en suspend, l'acte y est aussi,

& celui au profit duquel il est fait n'a qu'une esperance ; laquelle est transmissible à ses heritiers dans les contrats , & non pas dans les legs , comme nous avons dit dans la Traduction des Institutes , Liv. 3. tit. 13. §. 4.

Les conditions mixtes , c'est à-dire , en partie casuelles , & en partie potestatives produisent en droit les mêmes effets que les conditions casuelles.

Enfin pour ce qui est des conditions impossibles , elles annullent les contrats & dispositions entre - vifs auxquelles elles sont ajoutées ; mais il n'en est pas de même des dernières volontez , lesquelles sont valables , quoique faites sous des conditions impossibles , comme nous avons fait voir dans la traduction des Institutes , sur le paragraphe 11. du titre 20. Liv. 3.

CONFÉRENCES , sont des assemblées qui se tiennent à la Bibliothèque des Avocats du Parlement de Paris , à certains jours marquez , en présence d'un des Messieurs du Parquet.

Plusieurs Avocats nommez pour discuter une question proposée dans une assemblée précédente , en font le rapport , & les autres qui en ont eu communication opinent.

On rédige par écrit les avis des opinans , & pour la résolution on suit le plus grand nombre.

Le public attend qu'on donnera un jour les résolutions de ces assemblées , dont la première a commencé le dernier Décembre 1710.

CONFESSION en matiere du Droit , signifie l'aveu que fait en Justice un débiteur ou un accusé d'une dette , ou d'un crime. Cet aveu doit être fait en Justice , & devant un Juge compétent.

En matiere civile la confession doit être faite en présence de la partie adverse , ou de son Procureur. Elle doit être volontaire & nullement forcée , & il faut qu'elle soit faite par un majeur , ou par un mineur assisté de son tuteur , ou curateur ; & qu'elle soit faite par la partie même , ou par un Procureur fondé de procuration spéciale. Enfin il faut que la confession

soit certaine & déterminée , & concerne un fait existant , & susceptible de droit ; de maniere que le Juge puisse prononcer en conséquence.

En matiere civile la confession du débiteur vaut condamnation. *Confessus in jure pro judicato habetur.*

Mais elle ne se peut diviser , c'est-à-dire , qu'on ne peut en admettre un chef pour en tirer avantage , & servir de conviction contre celui qui a fait la confession en Justice , & la rejeter pour les autres chefs , qui servent à sa décharge.

Par exemple , j'avouë & confesse en Justice que je vous devois une somme que vous me demandez , sans que vous ayez aucune preuve que je vous la doive : & je déclare en même tems que je l'ai totalement payée , ou en partie. Vous ne pouvez pas diviser ma confession , il n'y a que mon serment qui décide. Ainsi vous ne pouvez pas admettre ma confession , en tant qu'elle me constituë votre débiteur , & la rejeter pour ce qui regarde le payement que j'ai déclaré vous avoir fait.

La raison est qu'en matiere civile , on présume que la confession du débiteur n'est point accompagnée de dol , & que celui qui a été d'assez bonne foy pour convenir d'une dette qu'il pouvoit nier , n'est pas d'assez mauvaise foy pour supposer un payement sans l'avoir fait.

En matiere criminelle la confession ne tient pas lieu de conviction. *In criminalibus causis confessus non habetur pro judicato, & prater confessionem Rei, necessaria sunt alia probationes, quia nemo auditur perire volens.*

De plus la confession en matiere criminelle est divisible : on s'en sert en tant qu'elle charge l'accusé ; mais le Juge peut n'y point avoir égard pour les chefs qui peuvent servir à sa décharge , & juger conformément aux preuves qui les détruisent.

Par exemple , un homme accusé d'en avoir tué un autre , avouë que c'est lui qui l'a tué ; mais il dit que ce n'a été qu'à son corps défendant. Le Juge peut di-

viser cette confession ; & l'admettre en tant que l'accusé a confessé avoir tué l'homme en question , & la rejeter en tant qu'il y a été forcé pour sauver la vie.
Ratio est , quia in delictis dolus semper præsumitur.

CONFIDENCE, est une paction simoniaque & illicite, qui a lieu quand un titulaire d'un bénéfice ne l'acquiert qu'à condition de le conserver à un autre, ou quand quelqu'un jouit des fruits d'un bénéfice, sous le nom d'autrui qui en a le titre.

CONFIRMATION D'UN ACTE NUL, n'empêche pas qu'on n'en puisse attaquer la nullité ; *Quod nullum est ipso jure , perperam & inutiliter confirmatur.*

Par exemple, une donation qui n'est pas insinuée, est confirmée inutilement. Ainsi quoique l'heritier du donateur fasse quelque acte en conséquence d'une telle donation, il ne se préjudiciera point par cet acte, & ne sera pas moins en droit d'attaquer la nullité de cette donation.

Il en est de même de la confirmation que le Roy feroit d'un privilege, qui ne seroit pas valable, une telle confirmation ne donneroit pas plus de force à ce privilege, qu'il en avoit auparavant ; *quia qui confirmat nihil dat de novo, sed datum tantum confirmat.* De sorte que si le privilege n'est fondé en titre, ou que le titre se trouve nul, la confirmation ne l'autorise pas.

Il faut dire le contraire quand l'acte n'est pas nul de soi, mais qu'il s'y rencontre seulement quelque défaut qui le peut faire casser ; en ce cas, si celui qui y a intérêt l'approuve en quelque façon que ce soit, il n'est plus recevable à s'en plaindre : par exemple, un fils exheredé qui a confirmé par une approbation volontaire le testament de son pere, ne se peut plus pourvoir contre par la querelle d'inofficiosité.

CONFISCATION, est l'adjudication qui se fait au profit du Roy, ou des Seigneurs Hauts - Justiciers, des biens d'un homme condamné à mort. Ainsi confisquer est adjuger au fisc, ou à ceux qui en ont les droits.

On se sert aussi du mot de confisquer, pour signifier la prise des marchandises, qui se fait par les Traitans, quand on a voulu les faire passer en fraude, & sans payer les droits établis.

En matiere de fiefs le vassal confisque son fief, lorsqu'il le fait tomber en commise.

Pour revenir à la confiscation des biens des criminels, c'est une maxime admise presque par toutes les Coutumes de France, que *qui confisque le corps, confisque les biens*.

Le corps est confisqué par une condamnation de mort naturelle, & par condamnation de mort civile, sçavoir par les galeres perpetuelles, & par le banissement perpetuel.

La raison est qu'on estime que celui qui est retranché de la société civile, est indigne de posséder ce qui sert à l'entretenir.

Mais il faut que le corps du criminel soit effectivement confisqué par jugement en dernier ressort, & qui ne soit point rendu par coutumace.

Le Roy jouit de la confiscation quand il est Haut-Justicier, & les Seigneurs de même, chacun à leur égard, excepté dans les crimes de leze-Majesté, dans lesquels le Roy seul profite de la confiscation.

Il en est presque de même de la confiscation que du droit de deshérence, c'est-à-dire, que quand il y a une confiscation prononcée, les choses confisquées appartiennent au Seigneur Haut-Justicier; car la confiscation est un fait de Justice, & non pas de fief. Mais il n'y a jamais que les biens qui sont assis & situez dans l'étenduë de la Seigneurie qui soient confisquez au profit du Seigneur Haut-Justicier.

Dans cette confiscation entrent les meubles & immeubles, qui se trouvent dans l'étenduë de la Haute-Justice; & c'est dans ce cas proprement, comme dans la deshérence que les meubles *habent situm*. Cette confiscation a lieu au profit du Seigneur Haut-Justicier, quand même le délinquant auroit été condamné par le Juge Royal.

Comme il n'y a point de confiscation, que des biens qui restent après que les créanciers sont payez, tous ceux qui profitent de la confiscation doivent contribuer au payement des dettes; à proportion de ce qui leur en revient.

Dans les dettes on comprend les réparations civiles; les amendes, aumônes & frais de Justice, le douaire préfix ou coutumier des enfans, mais non pas le légitime, parce que le douaire est dû du jour du mariage, en renonçant à la succession, & le légitimaire est héritier: or qui confisque ses biens n'a point d'héritier. Enfin les substitutions, les conventions des femmes portées par le contrat de mariage, & leur part en la communauté sont dûes sur les biens confisquez.

Il faut dire aussi que la confiscation ne pouvant avoir lieu qu'aux mêmes charges & conditions, que le condamné possédoit les biens confisquez, la confiscation ne peut nuire à l'usufruitier.

Comme il y a une infinité d'autres questions importantes sur cette matière, je renvoie le Lecteur à ce que j'en ai dit sur l'art. 183. de la Coutume de Paris.

CONFISCATION DE MARCHANDISES, est une adjudication au profit du Roy, ou de ceux qui sont à ses droits, des marchandises qu'on veut faire entrer sans payer les droits établis.

Elle a lieu I°. quand les choses que l'on veut faire passer, sont de contrebande, c'est-à-dire, que le commerce en est défendu, ou que le transport n'en est pas permis d'un lieu à un autre.

II°. Quand on les vend sans en avoir la permission.

III°. Quand elles sont défectueuses.

Enfin tous ceux qui tombent dans la contravention d'une Ordonnance ou d'un Règlement, qui prononce la confiscation, encourent cette peine.

CONFLIT de Jurisdiction, signifie la contestation, qui est entre des Officiers de différentes Jurisdicions, qui prétendent que la connoissance d'une affaire leur appartient; ce qui fait, qu'une partie se

trouve distraite en deux Jurisdiccions differentes, pour la même affaire. *Voyez* Reglement de Juges.

CONFLIT, se dit aussi entre deux Chambres, soit du Parlement, soit des Requêtes.

Aux Requêtes du Palais, c'est ordinairement le défendeur qui saisit la Chambre où il veut aller ; s'il se trouve des Sentences renduës pour la même cause dans les deux Chambres, on prend une Sentence, qui ordonne que les pieces seront mises entre les mains des Doyens des deux Chambres : & ces deux Doyens décident entr'eux, où la cause doit être portée : cela se décide sur le premier avenir après les défenses fournies.

Si c'est au Parlement, comme entre deux Chambres des Enquêtes, ou entre les Enquêtes & la Grand' Chambre, on donne sa requête en conflit au Parquet. M. le Procureur General, met *les parties ouïes ou leur conseil, je ferai ce que de raison.* On signifie un apointement avec sommation de plaider. On plaide devant Messieurs les Avocats Généraux qui rendent un Arrêt qui se reçoit à la Grand'Chambre comme les autres apointemens.

S'il y a conflit entre deux Cours, comme entre la Cour des Aydes & le Parlement, les Avocats Généraux de la Cour des Aydes viennent au Parquet du Parlement, la cause se plaide par le ministère d'un Substitut de chaque Jurisdiccion, & les Avocats Généraux des deux Jurisdiccions décident.

CONFORTEMAIN, est une commission obtenuë du Roy, par le Seigneur féodal ou censier, pour conforter ou fortifier la saisie du Seigneur par lui faite sur le fief de son vassal, ou sur un heritage censuel, à l'effet d'empêcher que le vassal ou le propriétaire del'heritage saisi, n'entreprenne d'enfreindre la main-mise ou saisie féodale faite par le Seigneur.

CONFRONTATION, est la représentation à l'accusé des témoins qui ont déposé contre lui, laquelle se fait après le recollement.

Ainsi après qu'on a lû à un témoin sa déposition,

& qu'il y a persisté , on fait venir l'accusé , & quand ils sont en présence l'un de l'autre , le Juge après leur avoir fait prêter serment , les interpelle de déclarer s'ils se connoissent. Ensuite il interpelle aussi l'accusé de fournir ses reproches contre le témoin au cas qu'il en ait.

Voyez le tit. 15 de l'Ordonnance de 1670.

CONFRONTATION DES COMPLICES L'UN A L'AUTRE , a lieu lorsqu'ils s'accusent l'un l'autre , ou qu'ils se contrarient dans leurs réponses : comme s'ils conviennent tous avoir été présens à la mort d'un homme , & que l'un dise que c'étoit dans un pré , l'autre dans un chemin : ou si l'un avoué ce que l'autre a nié , on ordonne cette confrontation , qui est apellée par les Praticiens *accariation* ou *affrontation*.

Dans cette confrontation mutuelle de plusieurs accusés , chacun d'eux a ses reproches libres contre le coaccusé , de même qu'il les a contre les témoins. *Voyez* l'article 23. du titre 15. de l'Ordonnance de 1670.

CONFUSION, est un moyen de dissoudre une obligation par le moyen du concours de la créance & de la dette en une même personne.

Ainsi quand l'heritier pur & simple se trouve créancier ou débiteur du défunt auquel il succede , la dette par l'adition de l'heredité se trouve confusée en sa personne , & l'obligation est éteinte.

La raison est que personne ne peut être créancier & débiteur de soi-même.

Cette confusion n'a pas lieu à l'égard de l'heritier bénéficiaire , lequel nonobstant cette qualité , en cas que les biens de la succession ne soient pas suffisans pour payer les dettes du défunt , & les legs , s'il y en a , peut poursuivre le payement de ce qui lui est dû , ou par préférence aux autres créanciers , si la dette est privilégiée , ou par concurrence , ou selon l'ordre de son hypothèque , avec les autres créanciers , & par préférence aux légataires.

La raison est que l'effet du bénéfice d'inventaire est d'empêcher

d'empêcher que la qualité d'héritier ne préjudicie à celui qui a eu recours à ce bénéfice.

CONGÉ dans sa propre signification, est un jugement rendu contre le demandeur défaillant. Ainsi le congé est contre le demandeur ou l'appellant, ce que le défaut est contre le défendeur ou l'intimé.

Il y a deux sortes de congé, sçavoir faute de se présenter, & faute de venir plaider, à quoi il faut ajouter une troisième espèce de congé, qui est celui faute de conclure, qui n'a lieu qu'en cause d'appel en procès par écrit.

CONGÉ faute de présenter, est un acte délivré sur le registre des présentations contre le demandeur qui ne se présente pas dans les délais portés par l'Ordonnance.

Ce Congé s'obtient, quand dans la huitaine, après l'échéance de l'assignation, le défendeur ne constitue pas Procureur, ou que l'intimé étant assigné en la Cour par l'appellant, n'en constitue point huitaine après l'échéance de l'assignation.

CONGÉ FAUTE DE VENIR PLAIDER, est celui qui se donne au défendeur contre le demandeur, qui ne comparoît pas à l'Audience; & tel congé absout le défendeur de la demande.

CONGÉ FAUTE DE CONCLURE, est un défaut qui se donne contre l'intimé, faute par son Procureur de signer l'apointement de conclusions; dans le tems & en la manière prescrite par l'art. 19. du tit. II. de l'Ordonnance de 1667.

Voyez Apointement de conclusion, *Voyez* Appelation en procès par écrit.

CONGÉ D'ADJUGER, est une Sentence ou un Arrêt, qui est rendu sur l'assignation qui est donnée à la partie saisie, par le poursuivant criées, à l'effet de proposer ses moyens de nullité, si aucuns il a, contre les exploits de commandement, saisie réelle, établissemens de Commissaire, signification d'icelle saisie, aposition d'affiches avec Pannonceaux Royaux, signi-

fication de ladite aposition, procès verbal des quatre criées, & quatorzaines anciennes & ordinaires & accoutumées, certifications d'icelles, & Sentence ou Arrêt de rapport.

Sur cette assignation la Sentence ou Arrêt, qui intervient, faite par la partie saisie de proposer des moyens admissibles, déclare le tout bon & valable, & en conséquence ordonne *que la maison ou chose saisie sera vendue par decret & autorité de Justice, au Parquet de . . . au plus offrant & dernier encherisseur, en la forme & maniere accoutumée, dans les délais & suivant l'Ordonnance & la Coutume, & que pour y parvenir l'enchere de quarantaine sera lue, publiée & affichée, mise & aposée es lieu & endroits accoutumés, en la maniere ordinaire, sans plus convoquer ni appeler le défendeur.*

Cette Sentence ou Arrêt ne se rend pas à l'Audiance, parce qu'il faut préalablement examiner les titres de la créance, la saisie réelle, les criées & la Sentence de certification. Ce qui ne se peut faire que sur un apointement à produire, ou par forclusion de produire.

Cette Sentence ou Arrêt de congé d'adjuger, doit être signifiée au Procureur du saisi, s'il y en a un, sinon à son domicile, & si l'on veut aux Procureurs opposans, ou au Procureur plus ancien d'iceux.

Il n'est pas nécessaire de la faire publier ni afficher, il faut seulement après qu'elle est signifiée, la porter avec les criées, & faire enregistrer le tout au Greffe des criées, afin que le Greffier n'en ignore, & n'ait plus à recevoir d'oppositions à fin de distraire, ou de charge, lequel enregistrement se fait sans frais.

Si les criées se trouvent mal-faites en la forme ou au fond, comme parce que le saisi ne doit pas, on les déclare nulles, & le saisissant est condamné aux dommages & intérêts; ce qui emporte mainlevée, si on ne saisit de nouveau, & par ce moyen toutes les oppositions des tierces personnes, quoique bien faites, sont au néant.

CONGREZ, étoit une preuve juridique qui se

faisoit autrefois dans les causes de mariage quand on en prétendoit la nullité pour raison d'impuissance.

Cette espece de preuve inconnue au Droit Civil & au Droit Canon, s'étoit introduite dans les Tribunaux Ecclésiastiques vers le milieu du sixième siècle.

On en attribua l'origine à l'éfronterie d'un jeune homme, qui accusé d'impuissance par sa femme, s'offrit à démontrer en présence de Chirurgiens & de Matrones la fausseté de cette accusation. Le Juge trop facile lui accorda sa demande, la croyant un moyen infaillible de découvrir la vérité.

Cette preuve quelque contraire qu'elle soit à la pureté de nos mœurs, forma une Jurisprudence reçue dans les Officialités & autorisée par les Arrêts.

On a reconnu depuis que la prétendue certitude que l'on en pouvoit tirer, & qui seule l'avoit fait accepter, étoit une illusion, & que dans la plupart de ceux que l'on y assujettissoit, la honte de l'accusation, la crainte d'un événement incertain, la pudeur & le trouble causé par la présence des Experts, produisoient le même effet que l'impuissance naturelle.

Cela fit que l'usage du congrez fut défendu par Arrêt du Parlement du 18. Fevrier 1677. Cet Arrêt si sage sert aujourd'hui de Loy par tout le Royaume.

CONJECTURES. *Voyez* Indices.

CONJOINTS, sont ceux qui étant unis par le lien du mariage sont apellés mari & femme.

CONNÉTABLIE, est la Jurisdiction des Maréchaux de France sur les Gens de guerre, & sur tout ce qui regarde la guerre, tant en matiere civile que criminelle.

Elle est apellée Connétablie, parce que quand il y avoit un Connétable, le Connétable & les Maréchaux de France ne faisoient qu'un Corps dont le Connétable étoit le Chef, & rendoit la Justice dans cette Jurisdiction.

Depuis que l'Office de Connétable a été supprimé, cette Jurisdiction qui a toujours retenu le nom de Con-

nétable, est restée à Messieurs les Maréchaux de France, & le plus ancien d'eux en est le Chef.

Le Connétable & les Maréchaux de France ne pouvant pas toujours rendre la Justice à cause de leurs occupations militaires, créèrent un Lieutenant Général, un Lieutenant particulier & un Procureur du Roy pour juger en leur place.

Ainsi Messieurs les Maréchaux de France ne sont aujourd'hui que les Baillifs de cette Jurisdiction. Mais outre ce Tribunal, ils en ont un qui se tient chez le plus ancien, comme premier Maréchal de France, où ils connoissent par eux-mêmes & sans apel de tous différends mûs entre Gentilshommes & gens faisant profession des armes, pour raisons de leurs engagements de parole, & du point d'honneur.

Ils s'assembtent pour cela tous les Jeudis, & les Requêtes sont mises es mains du Rapporteur & du Secrétaire des affaires. *Voyez* Point d'honneur.

La Connétablie connoît, I^o De tous crimes & délits commis par les gens de guerre au camp ou en leurs garnisons, y allant ou revenant.

II^o. Des contestations qui peuvent naître entr'eux pour raison de butin ou rançon.

III^o. Des cassations de gens de guerre faites en faisant les montres.

IV^o. Des actions personnelles qu'ils peuvent avoir les uns contre les autres, en vertu de contrats, obligations & conventions par eux faites touchant le fait & l'occasion de la guerre.

V^o. Des abus & malversations commises par les Officiers de guerre, des différends qui naissent au sujet du payement des troupes, & des malversations commises par les Trésoriers & leurs Commis.

VI^o. Elle connoît des conventions faites pour raison des Offices des Prévôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, Lieutenans criminels de Robe-courte, Chevalier du Guet, leurs Officiers & Archers, & des Commissaires, Controlleurs, Payeurs & autres Officiers de

Milice , vente & adjudication desdits Offices par autorité de Justice.

VII°. Des décrets des biens des condamnés par Jugement Prévôtal.

VIII°. Des contestations qui peuvent naître entre les Officiers de guerre & les Maîtres Armuriers & Fourbisseurs , pour le fait de leur negoce.

C'est aussi à la Connétablie que sont adressées les Lettres d'abolition , rémission , pardon qui s'obtiennent pour les délits commis par les gens de guerre.

Dans tous les cas qui sont de la compétence de cette Jurisdiction , les privilégiés ne peuvent faire renvoyer les causes aux Requêtes en vertu de leur Committimus.

Dans cette Jurisdiction on suit le stile des Requêtes du Palais. Les Audiances s'y tiennent les Lundis, Jendis & Samedis dans la Galerie des Prisonniers au Palais , & est une des trois Tables de Marbre du Palais à Paris. Les Procureurs du Parlement y postulent.

On y juge diffinitivement nonobstant l'appel jusqu'à cent livres en matiere sommaire , & sans préjudice de l'appel jusqu'à la somme de mille livres. Les appellations interjetées des Sentences rendues dans cette Jurisdiction vont au Parlement.

Il nous reste à remarquer , I°. Que les Juges de la Connétablie ont un Sceau Royal figuré d'une façon particuliere , dissemblables des autres Sceaux Royaux , tant pour sa grandeur , que parce qu'il représente un Connétable armé & qui commande. Ce Sceau est gardé par le Lieutenant general qui en reçoit l'émolument.

II°. Quand ils connoissent des délits , ils doivent être au nombre porté par les Ordonnances , en appelant des anciens Avocats de la Cour.

III°. Lorsqu'ils condamnent un coupable à mort , il doit être conduit au suplice par le Lieutenant general de la Connétablie , assisté de son Greffier & d'un nombre d'Archers suffisant.

IV°. Il y a dans toutes les armées & à la suite des troupes , des Prévôts qui jugent les coupables , & à l'é-

gard des déserteurs , ils sont jugés dans des Conseils de guerre.

V°. Quand les Officiers & Soldats d'Infanterie commettent quelque crime qui interesse les habitans de la garnison , les Juges des lieux en connoissent , ainsi qu'il est porté en l'article 43. de l'Ordonnance du mois de May 1665.

CONQUETS , sont les immeubles acquis par le mari & la femme pendant leur communauté.

Ils sont communs entre l'un & l'autre , & se partagent également , avenant la mort de l'un & l'autre , entre le survivant & les héritiers du prédécédé , au cas que la femme accepte la communauté. *Voyez* Acquets.

CONSANGUINITE' , se prenoit chez les Romains pour l'agnation ; mais ce terme signifie parmi nous toute sorte de parenté & de cognation , de même que dans les Textes du Droit Canon.

Ainsi consanguinité est le lien qui est entre les personnes qui descendent l'une de l'autre , ou qui descendent d'une même souche.

Voyez ce que nous avons dit sur le §. 1. & suivans du tit. 10. du Liv. 1. des Institutes.

CONSEIL , signifie une délibération qu'on prend , ou un avis qu'on reçoit sur une affaire. Ce terme se prend aussi pour une simple consultation d'Avocats.

CONSEIL , signifie quelquefois un Avocat nommé par le Juge , pour servir de Conseil à quelqu'un dans ses affaires , & sans l'assistance duquel il ne peut point intenter de procès.

Ainsi quand on voit qu'une personne sans être insensée ni prodigue , a tellement l'esprit mauvais , qu'elle se plaît à intenter des procès pour molester les autres , l'usage est de présenter une Requête au Juge , par laquelle on demande qu'il ne lui soit permis d'intenter aucun procès sans être autorisée d'un bon avis. Ce que le Juge ordonne avec connoissance de cause , & lui nomme un ancien Avocat pour Conseil.

CONSEIL , dans un autre sens , signifie en ge-

neral une assemblée de notables Personnes ou Officiers, pour délibérer sur les affaires publiques, ou pour juger les differends des particuliers.

CONSEIL DE VILLE, est l'assemblée de plusieurs Conseillers qui assistent les Prévôts des Marchands & Echevins, quand il s'agit de regler les affaires generales & importantes de la Ville.

CONSEIL DU ROY, est une assemblée qui se tient chez le Roy, où se décident les affaires les plus importantes.

Il y a plusieurs Conseils du Roy : sçavoir, le Conseil de Conscience, le Conseil de Guerre, le Conseil de Marine, le Conseil des Dépêches, le Conseil d'Etat & des Finances, & le Conseil Privé ou des Parties.

CONSEIL DES FINANCES, est celui qui est tenu par le Roy, M. le Chancelier, un Chef du Conseil qui est d'Epée, M. le Contrôleur Général, Messieurs les Intendans des Finances, Conseillers d'Etat & Maîtres des Requêtes. Les Conseillers d'Etat sont assis, & les Maîtres des Requêtes son debout.

Les affaires des Finances, des Domaines & des droits de la Couronne, y sont traitées; les differends qui arrivent entre les Fermiers ou Traitans, & les autres Particuliers au sujet de ces affaires, y sont jugées conformément au Reglement du 15. Septembre 1661.

CONSEIL PRIVE' OU DES PARTIES, est composé de M. le Chancelier, des Conseillers d'Etat, & des Maîtres des Requêtes. Le Roy ne s'y trouve point, les Requêtes sont pourtant adressées au Roy & à Nosseigneurs de son Conseil.

C'est dans ce Conseil que se jugent les affaires entre Particuliers, comme sont les demandes en cassation d'Arrêts de Cour Souveraine, les évocations à cause de parenté & alliance, les Reglemens de Juges, & autres affaires semblables.

Les Maîtres des Requêtes y raportent les affaires, après qu'elles ont été instruites par les Avocats au Conseil.

CONSEILS PROVINCIAUX, sont des Cours qui jugent par jugement dernier les matieres qui sont de leur competence, tant au civil qu'au criminel, suivant le pouvoir qu'ils en ont par leurs Lettres d'établissement, comme Arras, Perpignan, Brisac & Pignerol.

Le Conseil d'Arras est établi Juge en dernier ressort dans les matieres criminelles; & dans les affaires civiles, il a le même pouvoir que les Juges Présidiaux. L'apel ressortit au Parlement de Paris.

Le Conseil de Perpignan est établi pour le Roussillon ou la Catalogne Française.

Le Conseil de Brisac est établi pour l'Alsace; & d'Ensisheim où il étoit, a été transferé à Brisac le 23. Septembre 1665.

Le Conseil de Pignerol est établi pour ce que le Roy a & possède par de-là les Monts, à cause de l'éloignement de plus de deux cens lieues de Paris.

CONSEILLER, est un Juge Royal qui a rang après les Présidens, ou les premiers Juges des Sièges, & qui a droit de donner son avis dans les affaires qui se présentent à juger à l'Audiance, ou sur les productions des Parties.

Les Conseillers sont ou Laïques & Séculiers, ou Clercs & Ecclésiastiques.

Les Charges de Conseillers Laïques ne peuvent être remplies par des Ecclésiastiques, & celles de Conseillers Ecclésiastiques ne peuvent être remplies par des Laïques.

Les Conseillers Clercs ne peuvent assister aux Jugemens qui se rendent en matiere criminelle.

Les Conseillers Clercs ont droit de gagner les fruits de leurs Prébendes, quoiqu'ils n'assistent pas à l'Office de l'Eglise, à raison de leurs Offices de Conseillers.

CONSENTEMENT, est un concours mutuel de la volonté des Parties, sur un fait dont elles ont connoissance, & qu'elles aprouvent.

CONSERVATEURS DES PRIVILEGES DES UNIVERSITEZ, sont des Juges établis pour main-

tenir les droits & les privileges des Universités.

Ils connoissent des caules personnelles & mixtes, des Regens, Ecoliers, Supôts & Officiers des Universités en matiere profane, & du possesseur des Benefices.

Monsieur le Lieutenant Civil du Châtelet de Paris, est Conservateur des Privileges Royaux de l'Université de Paris, suivant les Lettres Patentes du Roy Philippe de Valois du mois de Février 1340.

Il n'en est pas par tout de même, on voit, par exemple, que le Lieutenant général du Bailliage de Bourges n'est pas Juge-Conservateur des Privileges de l'Université de Bourges. Il y a un Juge séparé appelé le conservateur.

Pour connoître quelles personnes jouissent du privilege d'être jugé par le Conservateur des privileges de l'Université, il faut voir les art. 1. 28. 29. 30. & 31. de l'Ordonnance de 1669. titre des Committimus & gardes-gardiennes.

Cette Ordonnance veut que les Ecoliers jurés étudiants actuellement depuis six mois dans les Universités jouissent des privileges de scolarité, & ne puissent être distraits, tant en demandant qu'en défendant, de la Jurisdiction des Juges de leur privilege, si ce n'est en vertu d'actes passés avec des personnes domiciliées hors la distance de soixante lieues de la Ville où l'Université est établie.

Mais ils ne peuvent, suivant cette même Ordonnance, se servir de leur privilege à l'égard des cessions & transports qu'ils auront acceptés, si la créance n'est établie par pièces authentiques passées trois ans avant l'assignation donnée.

La raison est que de tous tems on a considéré les transports dans les personnes privilégiées, comme des droits mandiés, ou plutôt des personnes recherchées pour jouir de leur privilege.

Les Ecoliers acquierent ce privilege par six mois d'étude en apportant Lettres du Recteur, accordées sur le témoignage du Professeur, & il se perd par la discon-

tinuation d'étude de six mois.

Suivant la même Ordonnance de 1669. les Principaux des Colleges, Docteurs, Régens & autres du Corps des Universités, qui tiennent des Pensionnaires, peuvent faire assigner de tous les endroits du Royaume pardevant les Juges-Conservateurs des privileges des Universités, les redevables des pensions & autres choses par eux fournies à leurs Ecoliers, sans que leurs causes en puissent être évoquées pardevant d'autres Juges, en vertu de *Committimus* ou autres privileges.

Cela s'observe en toutes les Universités & est fondé sur la raison qu'il y a de ne les pas obliger à quitter leur employ pour poursuivre les redevables de ces pensions pardevant les Juges de leur domicile; autrement ils se trouveroient souvent dans la nécessité de plaider dans toutes les Jurisdictions du Royaume.

Les Lettres en vertu desquelles les privilégiés jouissent de ce privilege, s'appellent Gardes-gardiennes. *Voyez Gardes-gardiennes. Voyez aussi Scolarité.*

CONSERVATEURS DES FOIRES, sont des Juges qui connoissent des causes entre Marchands pour raison des marchandises vendues & achetées dans les Foires, des Lettres de change qui y doivent être acquittées, quoique faites ailleurs, & des privileges qui concernent les marchandises apportées aux Foires pour y être vendues.

On les apelloit anciennement Gardes des Foires; on a changé depuis ce nom en celui de Juge-Conservateur des privileges des Foires.

A Lyon les Prévôts des Marchands & Echevins sont les Juges-Conservateurs des Foires qui se tiennent à Lyon. A Bordeaux & autres Villes, ce sont les Juges-Consuls. A S. Denis c'est le Baillif & Juge ordinaire du lieu.

A Paris c'est M. le Lieutenant Civil, depuis que les Justices Seigneuriales, comme celle de Saint Germain des Prez, ont été renfermées dans l'encos des Maisons Seigneuriales.

Les Juges-Conservateurs des Foires connoissent des causes énoncées ci-dessus par provisions, jusqu'à Sentence définitive, nonobstant toute incompetence alléguée par les débiteurs, fondées sur ce qu'ils ont leurs domiciles en d'autres Pays, Provinces, ou dans le ressort des autres Parlemens du Royaume.

Leurs Sentences sont exécutées non seulement contre les débiteurs, mais encore contre leurs successeurs & héritiers, tant par saisies de leurs biens que par emprisonnement de leurs personnes, ainsi qu'il est porté en l'Ordonnance de François I. donnée à Lyon au mois de Février 1535. ce qui a été modifié par l'Arrêt de vérification du 27. Juillet 1535. qui a ordonné que la contrainte par corps n'auroit point lieu contre les héritiers des débiteurs.

La raison est que n'ayant point contracté la dette, elle ne provient pas de leur fait, & n'est qu'accidentelle en leur personne, & par conséquent ne doit pas être regardée à leur égard comme une dette contractée à la Foire.

Ainsi la rigueur de cette contrainte est personnelle, & ne peut passer à des héritiers qui ne doivent rien à cause de la Foire, & ne sont tenus de la dette du défunt qu'en tant qu'ils sont héritiers, & en cette qualité on ne peut se pourvoir que sur les biens & non contre leurs personnes.

Pour que les Juges-Conservateurs des Foires puissent connoître des differends entre Marchands pour raison des marchandises vendues & achetées dans les Foires, il faut

I°. Que la promesse ou obligation de payer ait été passée dans le lieu de la Foire.

II°. Dans le tems que la Foire se tient.

III°. Pour marchandises prises & achetées en la Foire. Et si ces trois conditions ne concourent, le privilege n'a point lieu.

Ces Juges connoissent des affaires qui se passent aux Foires, & de l'argent prêté qui y doit être rendu;

d'où il s'ensuit qu'un Marchand forain peut attirer un autre Marchand non forain pardevant le Juge-Conservateur pour le paiement d'une Lettre de change, sans que l'autre Marchand non forain, quoique privilégié, puisse demander son renvoi pardevant le Juge de son privilege.

Les appellations des Sentences des Juges-Conservateurs des Foires, se relevent au Parlement.

CONSIGNATION, est le dépôt qui se fait chez une personne publique, d'une somme de deniers, en attendant la décision de quelque difficulté, ou l'évenement d'une condition.

La consignation a lieu dans differens cas : par exemple, quand une somme dûë à quelqu'un est saisie entre les mains du débiteur par les créanciers de celui auquel elle est dûë, & que le jugement ordonne que le débiteur la consignera. Sur quoi il faut remarquer que la perte des deniers consignés ne tombe pas sur le débiteur, mais sur les créanciers.

La consignation se fait encore quand un retrayant lignager consigne réellement & actuellement le prix de l'héritage tombé en retrait, l'acquéreur étant refusant de l'accepter selon les offres à lui faites par le retrayant.

La consignation se fait aussi pour arrêter le cours des intérêts, & faire tomber la perte des deniers consignés sur le créancier qui a été constitué en demeure de les recevoir. La raison est que la consignation tient lieu de paiement.

Mais il faut pour cela que la consignation ait été précédée d'offres réelles, & qu'elle soit ordonnée, & soit réelle & effective ; car si la consignation n'est que par écrit, & sans que préalablement elle soit ordonnée & dénoncée au créancier, elle n'a aucun effet ; autrement les créanciers seroient exposés à une infinité de fraudes qui se pourroient pratiquer à cet égard.

Enfin le cas le plus ordinaire de la consignation est celui de l'adjudication par décret.

Le mot consigner vient de *consignare*, qui signifie

cacheter , à cause qu'anciennement on ne donnoit pas par compte l'argent que l'on dépofoit , mais dans des sacs où l'on apofoit fon cachet.

Quoique nous n'ayons pas reçu cet ufage , nous avons toujours donné le nom de confignation à tout dépôt judiciaire.

Les confignations fe faifoient autrefois au Greffe , elles fe font aujourd'hui entre les mains du Receveur des confignations , à qui de certains droits ont été attribués par différentes Déclarations.

Les biens des Receveurs des confignations font responsables des fommcs confignées du jour de leur reception , par propriété d'hypothèque , comme ceux des tuteurs le font du jour de l'acte de tutelle.

A l'égard des droits de confignation. *Voyez* la Déclaration du Roy vérifiée en Parlement le 28. Août 1669. *Voyez* M. Louët & Brodeau lettre C. n. 7. & les Edits & Déclarations des mois de May & de Septembre 1645. Février 1648. Juillet 1659. & Septembre 1674. Février 1689. Juin 1674.

CONSIGNATION , fe prend auffi pour les fommcs qu'on met ès mains du Receveur des épices , pour employer au payement d'un procès.

CONSOLIDATION , eft la réunion de l'usufruit à la propriété d'un immeuble , qui arrive quand l'usufruitier en acquiert la propriété.

CONSORTS , font ceux qui ont même intérêt dans une affaire.

CONSTATER , signifie établir un fait , le rendre constant & certain.

CONSTITUER , signifie assigner , créer , établir une rente. Il signifie encore former une demande , comme quand on dit : il s'est constitué incidemment demandeur pour telle chose.

On dit auffi constituer Procureur , pour dire mettre Procureur , constituer quelqu'un prifonnier , pour dire , le mettre en prifon.

CONSTITUT ou precaire , eft une reconnoif-

fance qu'on possède naturellement & corporellement sans aucun droit de propriété ou de possession civile, une chose au nom d'un autre qui nous en a donné la jouissance sous cette condition.

Cette clause de constitut se met ordinairement dans la donation ou dans la vente d'un fond, avec réserve de l'usufruit pendant la vie du donateur ou du vendeur.

L'effet de cette clause est de transférer par le donateur ou le vendeur la possession feinte de la chose donnée ou vendue par le moyen de la déclaration que fait le donateur ou le vendeur, qu'il ne la possède qu'à titre de constitut & de précaire, c'est-à-dire, par souffrance, & comme par emprunt, à l'effet de jouir par le bailleur de l'usufruit qu'il s'en est réservé.

Voyez Précaire, & ce que j'ai dit sur l'art. 275. de la Coutume de Paris.

CONSTITUTION, est un établissement & une création d'une rente constituée à prix d'argent. *Voyez Rente.*

Ce terme signifie aussi une création d'une pension sur son bien, ou d'une servitude sur son héritage.

CONSTITUTION DE PROCUREUR, est un acte par lequel un Procureur déclare au Procureur de la Partie adverse, qu'il occupera pour celui qui le constitue.

CONSTITUTION DE NOUVEAU PROCUREUR, a lieu quand le Procureur d'une Partie est mort; en ce cas si celui pour qui ce Procureur occupoit n'en constitue pas un autre, la partie adverse le peut assigner en constitution de nouveau Procureur.

Quand on veut faire assigner en constitution de nouveau Procureur, on présente une Requête, on expose que pendant le cours de l'instance le Procureur de est décédé, ce qui empêche le Suppliant de continuer ses poursuites, & on conclut :

Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise permettre au Suppliant de faire assigner en la Cour ledit tel pour constituer Procureur au lieu & place de tel

pour proceder en ladite instance , & voir adjuger au Suppliant ses fins & conclusions , & vous ferez bien.

On fait mettre une ordonnance de *soient Parties apellées*. Si la partie que l'on veut assigner demeure à Paris, ou dans les Fauxbourgs, on l'assignera en vertu de cette ordonnance ; si elle demeure hors la Ville & les Fauxbourgs, on prend une commission sur la requête, & on assigne tant en vertu de l'ordonnance étant au bas de la requête, que de la commission signée & scellée.

Si c'est au Parlement que l'on ait besoin d'une commission, il faut la prendre en Chancellerie, & en ce cas il ne faut point de requête préalable.

CONSTITUTION DU PRINCE, est tout ce que le Roy veut avoir force de Loy. Il y en a de deux sortes, les generales & les particulieres.

Les generales sont des Loix que le Roy fait publier dans son Royaume, & qui obligent tous ses sujets, telles sont les Ordonnances, les Edits & les Déclarations.

Les particulieres sont des Loix qui ne regardent que les personnes, les Compagnies ou les Communautés qui y sont nommées. Telles sont les Rescrits, les Lettres de jussion, les Lettres Patentes & les Arrêts du Conseil d'Etat.

CONSULS, sont les Juges ordinaires des Marchands & de tous les gens de Commerce.

La Jurisdiction Consulaire à Paris est composée d'un grand Juge & de quatre Consuls qui rendent gratuitement la Justice. *Voyez ci-après verbo* Juge-Consuls.

CONSULS FRANÇOIS DANS LES PAYS ÉTRANGERS, sont des Juges de la Nation Françoisse établis dans les Echelles du Levant & sur les Côtes d'Afrique & de Barbarie, pour juger les differends qui naissent entre les Marchands François.

L'article 4. du titre 9. de l'Ordonnance de 1681. enjoint à ces Consuls, pour ce qui regarde les affaires de la Nation en general, d'appeller aux assemblées qu'ils

convoqueront tous les Marchands, Capitaines & Patrons François étant sur les lieux, lesquels sont obligés d'y assister à peine d'amende arbitraire applicable au rachat des Captifs.

Ces Consuls sont obligés, tant en matiere civile que criminelle, de se conformer aux Capitulations faites avec les Souverains des lieux de leur établissement, mais si ces Consuls ont des differends avec les Négocians, tant aux Echelles du Levant qu'aux Côtes d'Afrique & de Barbarie, les Parties se doivent pourvoir au Siège de l'Amirauté de Marseille, auquel la connoissance en est attribuée, suivant l'art. 19. du tit. 9. de l'Ordonnance de 1681.

Dans la Jurisdiction de ces Consuls il y a un Chancelier faisant la fonction de Greffier, qui est par eux commis. Ils nomment aussi des Huissiers & Sergens pour l'exécution de leurs Jugemens, & ils leur font prêter serment.

Les Jugemens des Consuls en matiere civile sont exécutés par provision en donnant caution, à quelque somme que la condamnation monte.

Les appellations de leurs Jugemens se relevent, sçavoir, des Consuls tant aux Echelles du Levant qu'aux Côtes d'Afrique & de Barbarie, au Parlement d'Aix, & des Jugemens des autres Consuls au Parlement le plus proche du Consulat où les Sentences auront été rendues.

Il paroît que ces Consuls ont été établis à l'instar des Sièges generaux de l'Amirauté, puisque, comme eux, ils n'ont point d'autres superieurs que les Parlemens.

En matiere criminelle ils ont le pouvoir de juger définitivement & sans apel le cas où il n'échet aucune peine afflictive, pourveu que les jugemens soient rendus avec les députés & quatre Notables de la Nation.

Mais s'il échet peine afflictive, ils n'ont que l'instruction, laquelle étant faite, ils sont tenus d'envoyer le procès avec l'accusé dans le premier vaisseau faisant son retour en France, pour être jugé par les Officiers de

de l'Amirauté du premier port où le vaisseau fera sa décharge.

Les Consuls ont aussi le pouvoir de faire sortir des lieux de leur établissement les François qui menent une vie scandaleuse, suivant l'article 15. du tit. 9. de l'Ordonnance de 1681. qui enjoint aussi à tous Capitaines & Maîtres de vaisseaux de les embarquer sur les ordres du Consul, à peine de 500. liv. d'amende applicable au rachapt des Captifs.

CONSULTATION, est l'examen d'une question, & la délibération qui est rendue sur ledit examen.

Cé terme signifie aussi l'avis d'un ou plusieurs Avocats rédigé par écrit. *Le Conseil soussigné qui a vu un mémoire contenant, &c. est d'avis que, &c.*

On produit devant les Juges de Provinces des Consultations. A Paris l'usage n'est point de les produire, les Juges ont rarement besoin des lumières des Jurisconsultes pour les éclairer. Elles servent beaucoup à ceux qui exposent fidèlement le fait dont il s'agit, puisqu'ils peuvent par ce moyen s'engager dans le procès, ou abandonner la poursuite.

CONTESTATION EN CAUSE, est le premier règlement ou appointement qui intervient sur les demandes & défenses des parties, après que leurs moyens ont été déduits à l'Audience.

Une affaire doit être appointée quand il y a des titres à voir, des points de droit à examiner, ou des faits à prouver qui doivent servir à la décision de la cause. Posons que Titius ait fait saisir une terre dont je suis propriétaire, faute de paiement des droits Seigneuriaux qu'il prétend que je lui dois, ou faute de lui avoir fait la foy & hommage, & que je me sois opposé à la saisie, alleguant pour défenses que ma terre ne relevé point du demandeur, & qu'elle relève du Roy, ou que je la tiens en franc-aleu.

Si le Juge après avoir entendu à l'Audience les raisons des parties, ne peut connoître que par l'examen des titres, si véritablement le demandeur est bien fon-

dé en sa demande, ou si mes défenses sont pertinentes, il doit donner un reglement par lequel il apointe les parties à écrire & produire, en consequence duquel je suis obligé de donner copie des pièces par lesquelles je soutiens que je possède ma terre allodialement, & non pas en fief, ce reglement fait la contestation en cause.

Voyez l'article 104. de la Coutume de Paris, & la nouvelle Ordonnance, titre des contestations en cause, art. 13. Voyez aussi ce que nous avons dit sur le mot Apointement.

CONTESTER PLUS AMPLEMENT, est proceder en vertu d'un jugement qui a réglé certains chefs, & qui a ordonné sur un ou plusieurs autres, que les parties contesteront plus amplement.

En consequence de ce jugement, on donne une requête employée pour plus ample contestation, & contenant demande.

Sur la question de sçavoir, si un Arrêt portant que les parties contesteront plus amplement sur une demande, écriront & produiront, l'avis de la Communauté des Avocats & Procureurs du 11. Avril 1688, a été qu'on peut après la demande & contestation plus amplement formée par une requête, produire en vertu du même Arrêt, sans attendre que les défenses aient été fournies, & sans obtenir un nouvel apointement en droit, & on peut poursuivre le défendeur de fournir de défenses, & faute d'en fournir, faire juger un défaut qui doit porter adjudication des conclusions ou jonction à l'instance, en cas qu'il reste quelque autre contestation à juger en exécution de l'Arrêt.

S'il y a des défenses fournies, & qu'il reste d'autres contestations à juger entre les parties, la demande doit être réglée sur une requête, comme un incident, sinon on doit offrir & obtenir au Greffe un apointement en droit, sans qu'il soit besoin de mettre la cause au rolle. En vertu de cet apointement, on doit produire de même que sur les autres demandes, & l'affaire doit être distribuée en la maniere ordinaire.

CONTINUATION DE COMMUNAUTE', n'est autre chose que la suite de la communauté qui étoit entre les pere & mere avant la mort de l'un d'eux, & qui continuë entre le survivant & ses enfans, faite par le survivant des pere & mere d'avoir fait inventaire après la mort du précedé, & de l'avoir fait clorre.

Quand le survivant des conjoints par mariage n'a pas fait inventaire des biens communs après le décès du précedé, ou qu'il l'a fait sans un légitime contradicteur, ou qu'il ne l'a pas fait clorre, les enfans mineurs issus du mariage peuvent demander que la communauté qui étoit entre leur pere & mere soit continuée; ou le partage de la communauté, telle qu'elle étoit au tems de la mort du précedé.

C'est une regle certaine que toute communauté finit par la mort d'un des associés; cependant nos Coutumes ont introduit la continuation de communauté contre le survivant qui n'a point fait d'inventaire, ou qui en a fait un nul & défectueux, ou qui ne l'a point fait clorre dans le tems prescrit par la Coutume.

Cela paroît sagement établi en faveur des enfans mineurs du survivant & du précedé, à cause de la suspicion du recelé & divertissement des effets de la communauté par le survivant.

D'ailleurs il seroit trop difficile la plupart du tems, & même souvent impossible de justifier la consistence, qualité, quantité & valeur des biens, & sur-tout des meubles d'une communauté, au tems d'un décès survenu pendant le bas-âge des enfans, & long-tems avant la preuve que l'on en voudroit faire, laquelle déperit aisément par le tems. Ainsi la continuation de communauté est une peine legale & un remede introduit par les Coutumes pour la conservation des droits des enfans mineurs.

C'est pour cette raison qu'il a été jugé qu'un pere ayant fait faire un bon & valable inventaire après le décès de sa premiere femme, & n'en ayant point fait faire après le décès de sa seconde femme, les enfans du

premier lit ne pouvoient pas empêcher la continuation de communauté que les enfans du second lit demandoient, pendant laquelle le pere avoit fait de grandes acquisitions, sous prétexte que cette continuation de communauté étoit un avantage indirect & prohibé.

La raison est que cet avantage déferé par la Coutume procede de la négligence du pere & non pas de sa libéralité. *Voyez Brodeau sur Loüet lettre C. chap. 30.*

Quand il n'y a que des enfans majeurs lors du décès, il n'y a jamais de continuation de communauté, mais quand il y a des enfans majeurs & des enfans mineurs, le mineur qui se sert de son privilege & demande la continuation de communauté, communique son droit au majeur, & la continuation se fait pour tous les enfans pour empêcher les avantages indirects, à moins toutefois que les enfans majeurs n'en veüillent point, car on ne peut pas les empêcher de jouir d'un privilege malgré eux.

Mais si l'enfant mineur ne vouloit pas demander la continuation de communauté, pour lors le majeur ne pourroit pas se servir du privilege du mineur, attendu que ce privilege n'a été introduit qu'en faveur des enfans mineurs, & ne sert aux majeurs que *secundario & per consequentias minorum qui suo uti volunt privilegio*; a l'effet, comme nous avons dit, d'empêcher les avantages indirects.

Si le fils mineur qui decede est fils unique, les héritiers des propres ne sont pas en droit de demander la continuation de communauté, parce que toutes les choses acquises pendant la continuation de la communauté, sont acquets & appartiennent toujours au pere ou à la mere survivant, & jamais aux héritiers des propres.

Mais quand il y a plusieurs enfans majeurs & un mineur qui pouvoit demander la continuation de la communauté, cet enfant mineur étant decédé sans que le pere ait fait inventaire, les freres majeurs peuvent en qualité d'héritiers de leur frere mineur, demander la continuation de la communauté, comme étant un droit

acquis dans la succession du mineur décédé, qui passe aux héritiers qui sont ses freres.

Dans cette continuation de communauté, entre I^o. Tout ce qui seroit entré dans la communauté de la part du survivant.

II^o. Tous les meubles de la communauté qui sont confondus par le moyen de cette continuation.

III^o. Les fruits des immeubles de la communauté, & les fruits des propres du prédécédé, aussi bien que les revenus des mineurs.

La raison est que cette continuation de communauté n'est qu'une fiction qui fait que la société qui étoit finie par le décès du prédécédé, se continue en faveur des mineurs : fiction qui ne peut operer autre chose, si-non qu'on présume que cette communauté n'a pas cessé.

De ce principe, il résulte que tous les revenus tant des biens du survivant que des acquêts qu'il a faits, aussi-bien que les revenus des mineurs, font partie de cette communauté continuée, puisqu'ils font partie de tout le bien qui est compris dans l'inventaire qui se fait au jour que la continuation a été demandée par les mineurs ; & comme la moitié de ces biens appartient aux mineurs, il ne seroit pas juste qu'ils eussent, & les revenus de leurs biens, & la moitié des meubles & acquêts, & autres biens dont la masse de la communauté a été faite, ces biens ayant pu être acquis de ces mêmes revenus.

Les mineurs qui ont accepté la continuation de communauté, ne peuvent donc pas demander qu'on leur tienne compte séparément des revenus du bien du prédécédé, puisqu'ils se trouvent confondus dans la masse des biens de la continuation de communauté.

Mais aussi on ne doit pas leur faire payer aucune chose pour leur nourriture & entretien, qui est une charge naturelle de la communauté, d'autant plus que le survivant de sa part qui est en possession des biens, ne fait point de rapport des nourritures & en-

trétiens qui se trouvent confondus dans les biens de la continuation de communauté, qui en est d'autant moins considérable.

A l'égard des immeubles de la communauté, la propriété de ces immeubles n'entre point dans cette continuation, non plus que celle des immeubles acquis par les enfans, soit par leur industrie, soit par des donations.

Les effets mobiliers qu'ils ont acquis ou qui leur ont été donnés n'y entrent pas.

Enfin plusieurs prétendent que les meubles qui échéent aux enfans par succession, & les fruits des immeubles qui leur sont donnés, qu'ils ont acquis ou qu'ils ont par succession, autre que du prédécédé, n'entrent point dans cette continuation.

Touchant la continuation de communauté, *voyez* ce que j'ai dit sur l'art. 240. & 241. de la Coutume de Paris. *Voyez* ci-dessus Clôture. *Voyez* ci-après Dissolution de communauté.

CONTRADICTEUR, est celui qui a droit ou une qualité pour contredire.

Un inventaire doit être fait avec le subrogé tuteur qui assiste à la confection de l'inventaire, & qui veille pour l'intérêt des mineurs à ce que le tuteur fait.

Celui qui est créé ou nommé pour représenter un défunt ou un absent, comme un curateur créé à une succession vacante, est aussi un légitime contradicteur, parce qu'il est créé pour représenter le défunt, au lieu des héritiers qui ont renoncé à sa succession.

CONTRADICTOIRE. *Voyez* Jugement contradictoire.

CONTRAİNTE, se dit d'un acte qui justifie que quelqu'un nous doit quelque chose, & que nous pouvons le contraindre à payer.

Tels actes sont les contrats & les jugemens en forme, lesquels sont exécutoires.

Ainsi contrainte est un jugement, un contrat ou une ordonnance, en vertu de laquelle un Sergent obli-

ge & contraint quelqu'un par les voyes dûës & raisonnables.

L'on appelle particulièrement contrainte, les ordres des Fermiers, Receveurs & autres personnes qui perçoivent les droits du Roy, qui décernent des contraintes contre les redevables.

Le Commissaire aux saisies réelles décerne aussi des contraintes contre les Fermiers judiciaires qui manquent de payer le prix de leurs baux.

Pour décerner une contrainte il faut avoir serment en Justice & un pouvoir spécial. Ce pouvoir est attribué aux Fermiers du Roy par leurs baux, & aux Officiers par leurs provisions ou par les titres de leur création.

Quiconque n'a point de Jurisdiction ne peut faire exécuter sa contrainte, si elle n'est visée d'un Juge, les Elûs, par exemple, visent les contraintes que les Receveurs des Aydes décernent contre les débiteurs.

CONTRAINTE PAR CORPS, est le droit qu'a un créancier de contraindre en matiere civile son débiteur par emprisonnement de sa personne.

L'usage des contraintes par corps fondé sur l'article 48. de l'Ordonnance de Moulins, a été abrogé par celle du mois d'Avril 1667. tit. 34. pour dettes purement civiles.

Cette dernière Ordonnance défend aux Cours & Juges de les ordonner, à peine de nullité ; elle défend aussi à tous Huissiers & Sergens de les exécuter, à peine de tous dépens, dommages & intérêts, & aux Notaires & Tabellions de passer aucunes obligations portant contrainte par corps.

Il y a néanmoins des cas où la contrainte par corps a encore lieu aujourd'hui.

I°. Lorsqu'on s'est emparé par force & violence d'une maison ou héritage, auquel cas on peut être contraint par corps d'en délaisser la possession.

II°. Pour stellionat.

III°. Pour dépôt nécessaire.

IV°. Pour deniers Royaux , pour délivrance de deniers consignés par autorité de Justice entre les mains des personnes publiques.

V°. Pour la représentation de meubles saisis.

VI°. Pour Lettres de change ou pour billets portant promesse de fournir Lettres de change , ou d'en fournir la valeur , ou enfin pour billets de change entre Marchands & Négocians.

VII°. Pour achat de vin sur les étapes , de grains dans les marchés , de bestiaux & autres marchandises dans les Foires.

VIII°. Pour l'exécution des contrats maritimes , grosses aventures , chartes , parties , ventes & achats de vaisseaux , & pour le fret & naulage. Pour raison de quoy on peut s'obliger par corps , & les Juges de l'Amirauté peuvent ordonner par corps l'exécution de leurs jugemens.

Enfin les propriétaires des terres & héritages de campagne peuvent stipuler par les baux la contrainte par corps , tant à cause qu'ils n'ont point de privilege pour le payement de leurs fermages , qu'à cause que le payement ne s'en fait que par année.

Il y a encore quatre cas auxquels la contrainte par corps a lieu , mais après les quatre mois seulement.

I°. Quand il s'agit de dépens adjugés , s'ils montent à deux cens livres & au-dessus.

II°. Pour restitution de fruits au-dessus de deux cens livres.

III°. Pour dommages & interêts liquidés au-dessus de deux cens livres.

IV° Pour sommes liquides & certaines resultantes de gestion de tutelle ou de curatelle.

La même Ordonnance de 1667. ajoute que les Sep-tuagenaires ne peuvent être emprisonnés que pour stellionat, recelé & dépens en matiere criminelle.

Les femmes ne peuvent être obligées par corps en matiere civile , pas même pour dépens en matiere criminelle.

Elles ne peuvent être obligées par corps que quand elles sont Marchandes publiques , ou pour cause de stellionat procedant de leur fait : ce qui doit s'entendre à l'égard du stellionat , quand elles sont libres , & hors de la puissance de leurs maris , ou qu'elles se sont réservé par leur contrat de mariage l'administration de leurs biens , ou qu'elles sont séparées en Justice , & non quand elles s'engagent conjointement avec leurs maris pendant la communauté. Edit du Roy vérifié en Parlement le 23. Août 1680.

A l'égard des Ecclésiastiques constitués dans les Ordres Sacrés , ils ne peuvent être contraints par corps , en vertu d'aucun jugement pour dettes civiles , de quelque cause qu'elles proviennent , & à quelques sommes qu'elles puissent monter.

CONTRAIRE. Les parties sont contraires en faits , quand elles posent des faits oposés. Le Juge doit en ce cas leur permettre d'en faire preuve. *Voyez* Apoinement à informer. *Voyez* Enquête.

CONTRARIÉTÉ D'ARRÊTS , est un moyen de se pourvoir contre au Grand Conseil , quand ils sont rendus entre les mêmes parties dans des Jurisdic-tions , pour raison du même fait & de la même contestation.

S'il y a contrariété dans un même Arrêt par deux dispositions contraires , l'on doit se pourvoir contre par requête civile , ou en interprétation d'Arrêts par-devant les mêmes Juges.

Lorsqu'on prétend qu'il y a contrariété d'Arrêts rendus entre les mêmes parties dans des Jurisdic-tions différentes pour raison du même fait , on se doit pourvoir au Grand Conseil , comme nous venons de le dire.

Si dans ce cas le Grand Conseil accorde commission pour assigner les parties , cette commission surseoit l'exécution des Arrêts , & avec raison ; car il est incertain si la contrariété sera admise ; & si elle a lieu , tout ce qui auroit été fait en vertu du dernier Arrêt ne pour-roit valoir.

Quelques-uns se sont persuadés qu'il étoit au pouvoir du Grand Conseil en admettant la contrariété, d'ordonner l'exécution de celui des deux Arrêts qui lui sembleroit plus juste.

Mais le Grand Conseil n'est point dans cet usage, & ne passe jamais la forme; en sorte que s'il trouve de la contrariété, c'est toujours le dernier Arrêt qui est cassé, & l'exécution des précédens ordonnée.

Cette attribution particulière au Grand Conseil lui donne le droit d'examiner le fond des Arrêts du Parlement, d'en suspendre l'exécution, & de casser l'Arrêt contraire.

CONTRAT, est une convention faite entre deux ou plusieurs, par laquelle ils conviennent entr'eux que l'un donnera à l'autre, ou fera quelque chose pour son utilité.

Cette convention produit une obligation mutuelle & reciproque dans les contrats synallagmatiques, qui obligent les parties l'une envers l'autre, comme sont la vente, le louage & autres, & quelquefois elle ne produit qu'une obligation contre l'une des parties, comme sont les promesses & obligations, & les contrats de constitution.

La brièveté que l'on s'est prescrite dans cet Ouvrage, ne permet pas que l'on rappelle l'origine des contrats, & la différence qu'il y avoit chez les Romains entre un simple pacte & un contrat; c'est pourquoy nous renvoyons le Lecteur qui s'en voudra instruire, à ce qui en est dit dans la nouvelle Traduction des *Institutes* au tit. 14. du troisième Livre.

Nous remarquerons seulement ici qu'en France toutes les conventions qui ne sont pas contraires aux Loix, sont obligatoires. Nous appellons contrats, généralement tous les pactes & conventions qui se font entre les hommes, de quelque nature qu'elles soient. Ainsi toutes produisent une obligation civile & une action, quoique suivant la disposition des Loix Romaines, il n'y eût que de certaines conventions qui pussent produire cet effet.

CONTRAT DE MARIAGE, se prend pour le consentement solennel prêté par le mari & la femme en face d'Eglise. Mais ordinairement par contrat de mariage, on entend l'acte ou contrat qui précède la benediction nuptiale, & qui contient les clauses & conventions faites par raport au mariage.

Pour la validité d'un mariage, il n'est pas necessaire qu'il y ait un contrat par écrit, il suffit que le mariage ait été contracté avec les formalités requises. Mais il est toujours plus avantageux de faire un contrat de mariage, comme nous l'avons dit *verbo* Mariage.

Le contrat de mariage étant un titre qui fait loy dans les familles, & qui assure l'état & la condition des personnes, il passe avec raison pour le plus important de tous ceux qui se font entre les hommes, aussi est-il inviolable après que le mariage a été célébré sous la foy & sous l'assurance d'icelui, & il n'est pas au pouvoir des conjoints, même de leur mutuel consentement, d'en changer la moindre clause.

C'est ce qui fait que les contre-Lettres n'y peuvent donner atteinte si elles ne sont faites avant la celebration du mariage, & en présence des parens qui ont signé au contrat, ou du moins en présence de ceux au préjudice de qui elles sont faites.

Voyez faveur des contrats de mariage.

CONTRAT DE DIRECTION, est un contrat qui sur l'abandonnement des biens qui a été fait par un débiteur à ses créanciers, se passe entr'eux, par lequel, pour empêcher que les biens ne soient consumés en frais, ils conviennent qu'ils soient vendus entr'eux à l'amiable.

Par ce même contrat, ils nomment pour Sindics & Directeurs deux ou trois personnes des plus qualifiées d'entr'eux pour conduire le tout au bien commun, & ils consentent que tout ce qui sera fait par ces Directeurs vaille, comme s'il étoit fait par tous les créanciers du débiteur.

Ce contrat étant signé de tous les créanciers, on le

tribution du prix des choses vendues suivant les privilèges & hypothèques des créanciers, après quoy on fait homologuer le tout pour lui donner plus de force, en y interposant autant que l'on peut l'autorité de la Justice.

CONTRAT PIGNORATIF, se prend ordinairement pour un contrat de vente mêlé de relocation.

On le définit un contrat par lequel un particulier vend à un autre son héritage avec faculté de rachat à perpétuité ou pour un tems, ou sans faculté de rachat, & en même tems l'acquéreur retrocede au vendeur le même héritage à titre de bail dont le loüage va ordinairement à l'interêt du prix de la vente.

Par exemple, Titius a une terre qui vaut environ douze à quinze mille livres, il a besoin de dix mille livres, pour les trouver plus aisément, il passe un contrat pignoratif, par lequel il vend sa terre à Sempronius la somme de dix mille livres, & en recevant cette somme, il lui en donne quittance.

Il ajoute dans le même acte que ladite vente n'est faite qu'à la charge de pouvoir retirer cette terre pendant un certain tems en rendant à Sempronius ladite somme.

Ensuite par le même acte Sempronius laisse à titre de loyer cette terre pour la somme de cinq cens livres par chacun an.

Ces sortes de contrats qui sont reçus en certaines Coutumes, comme Anjou, Maine & quelques autres, bien loin d'être de véritables contrats de vente à faculté de reméré, tels que ceux qui se font dans la Coutume de Paris & ailleurs, ne sont à proprement parler, qu'une pure obligation de payer dans un certain tems une somme prêtée, avec convention d'en payer jusqu'à ce tems les intérêts sous le nom de loyer.

Cela est si vrai qu'après l'expiration du tems stipulé pour retirer l'héritage, l'acquéreur au lieu de s'en mettre en possession, proroge la faculté de rachat & la relocation, ou enfin fait faite commandement au ven-

deur de lui payer le principal & les arrérages sous le nom de loyers, & à faute de paiement, fait saisir réellement la terre en vertu de ce contrat.

Ce que nous venons de dire prouve suffisamment que dans ces sortes de contrats la vente n'est qu'une fiction, pour sous le nom de loyers recevoir les intérêts d'un pur prêt payable dans un certain tems, de manière qu'un héritage appartenant au débiteur, est engagé au créancier, & que le débiteur n'en retient la possession que sous le nom d'un bail à loyer aussi fictif que le contrat de vente.

Ce contrat pignoratif n'a été inventé, aussi-bien que l'antichrèse, que pour procurer les intérêts d'un prêt, en le faisant passer sous le nom d'un autre contrat.

Mais quoiqu'à cet égard l'effet de l'antichrèse & du contrat pignoratif soit le même, néanmoins ces deux contrats diffèrent en beaucoup de choses.

Ils diffèrent principalement en ce que dans le cas du contrat pignoratif, c'est le débiteur qui jouit & est en possession de la chose; à la charge de payer à son créancier le prix de la jouissance de son propre héritage, pour l'intérêt de la somme qu'il lui a prêté, au lieu que dans le cas de l'antichrèse, c'est le créancier qui est en possession & jouit pour l'intérêt de son argent de la chose que son débiteur lui a donné en gage.

CONTRAT D'ABANDONNEMENT. *Voyez abandonnement.*

CONTRAT D'ENGAGEMENT, se prend quelquefois pour le contrat pignoratif dont nous venons de parler, & quelquefois pour l'antichrèse.

CONTRAT D'ATERMOYEMENT. *Voyez Atermoyement.*

CONTRAT DE CONSTITUTION. *Voyez Constitution.*

CONTRAVENTION, est une inexécution de l'Ordonnance; prévarication dit quelque chose de plus: c'est le crime de l'Officier qui malverse dans sa Charge, au lieu que la contravention n'est qu'un é-

fet ou de la négligence, ou de son imperitie.

Quand il n'y a aucunes peines fixées par les Ordonnances & Reglemens contre ceux qui tombent en contravention, la peine est arbitraire, & c'est au Juge à condamner les contrevenans aux dommages & intérêts des parties intéressées, en l'amende & autres peines, selon l'exigence des cas.

CONTREDITS (*Quasi contraria dicta*) sont des écritures fournies par une partie contre la production de l'autre, par lesquelles elle contredit toutes inductions tirées par la partie adverse, des pièces qu'elle a produites dans son inventaire de production.

Par un reglement, le Juge apointe les parties à écrire, produire, fournir de contredits & salvations; les productions faites, on prend communication de part & d'autre, on fait l'ordre de l'inventaire pour les contredire les unes après les autres, & détruire les inductions qu'on en a tirées.

L'Ordonnance de François I. de l'année 1539. enjoint la communication des productions pour les contredire.

Ces écritures se dressent par les Avocats, & commencent ainsi: *Contredit de production que met pardevant vous Nosseigneurs de Parlement, un tel contre un tel.*

Après qu'on a établi les qualités qui sont tirées du reglement, on repete les mêmes conclusions de l'avertissement ou de l'inventaire, à ce qu'il plaise à la Cour, &c. ensuite les pièces produites se détruisent cote par cote, & la dernière cote étant contredite, on finit par ces mots: *Par toutes ces considerations le demandeur persiste en ses conclusions.*

Les Procureurs peuvent faire des contredits, mais ils doivent les dresser par forme de requête sur laquelle il faut faire mettre par le Rapporteur ou par l'un des Greffiers ces mots: *ait acte. Fait à, &c.*

CONTRE-LETTRES, sont des pactions secrètes faites contre un contrat, dérogeantes à icelui, ou aux clauses qui y sont portées, comme si Titius

constitué une rente au profit de Mœvius , & que par un acte séparé Mœvius reconnoisse que la rente ne lui est point dûë , & que si le contrat en a été passé à son profit , ce n'a été que pour faire plaisir à Mœvius , ou bien pour faire plaisir à une autre personne à qui la rente appartient véritablement.

On dit contre-Lettre , parce qu'en cet endroit Lettre est prise pour un acte obligatoire : ainsi une contre-Lettre est un acte contraire qui prouve que celui qui paroît véritable & sérieux ne l'est pas.

C'est un détour concerté entre les parties , pour retenir d'une main ce qu'on abandonne de l'autre , ou pour mettre à couvert ce qu'on appréhende d'engager ou de rendre connu & public. En un mot c'est une fine précaution qui peut quelquefois rendre suspecté la foi de ceux qui en usent.

Les contre-Lettres ne font foi que lorsqu'elles sont passées pardevant Notaires ou reconnues en Justice , autrement il seroit au pouvoir des parties de se servir d'antidattes au préjudice d'un tiers.

C'est une ancienne regle de nôtre Droit François que les contre-Lettres en mariage son défenduës , comme nous l'avons dit en parlant du contrat de mariage. Elles sont aussi défenduës en l'acquisition des Charges & Pratique des Procureurs.

Touchant les contre-Lettres , *Voyez* ce qui en est dit dans la Science parfaite des Notaires Liv. 2. tit. 15.

CONTREMUR , est un petit mur qu'on est obligé de faire dans de certains cas pour fortifier un mur , afin que le voisin ne souffre aucun dommage des constructions qu'on fait proche. *Voyez* le titre des Servitudes de la Coutume de Paris.

CONTRE-SCHEL , est un petit sceau que l'on applique à gauche des Lettres sur un titre ou tiret , qui attache des pièces ensemble , afin d'empêcher qu'on en détache aucune. Le grand Sceau se met à droit des Lettres. Le petit Sceau qui est le contre-Scel se met à gauche.

CONTRE-SCHEL

CONTRE-SCÉL, se dit encore d'un second Sceau qu'un Juge apose sur des effets scellés par un autre Juge, lorsque plusieurs Jurisdictions différentes prétendent avoir droit d'en faire inventaire, ou d'y être appelées.

Par exemple, les effets des Comptables peuvent après avoir été scellés du Sceau du Châtelet, être contre-scellés par la Chambre des Comptes.

Les effets d'un bâtard ou aubin décédé, quoique scellés du Sceau du Châtelet, peuvent être contre-scellés par la Chambre du Trésor.

CONTRIBUTION AU SOL LA LIVRE, est le partage qui se fait des deniers provenant de la vente des meubles & effets mobiliers d'un débiteur, au cas de déconfiture.

Ce partage se fait entre tous les créanciers chirographaires, à proportion de leur dû, au sol la livre.

Posons que supputation faite des dettes des créanciers venant à contribution, & des deniers procedans des meubles saisis & vendus, chaque créancier doive perdre un quart de sa dette, c'est-à-dire, cinq sols sur livre, chaque créancier aura quinze sols pour livre de tout ce qui lui est dû; celui auquel sera dû cent livres en aura soixante & quinze, & celui dont la dette sera de mille, en aura sept cens cinquante: ainsi à proportion des autres. *Voyez* ce que j'ai dit sur les articles 179. & 189. de la Coutume de Paris.

Ordinairement dans les meubles le premier saisissant est préféré; mais quand il y a déconfiture, alors tous les créanciers sont égaux & viennent par contribution, pourveu que leur opposition soit formée avant la contribution faite & jugée.

A l'égard des immeubles, la contribution n'a point lieu, & les deniers qui proviennent de leur vente, sont distribués entre les créanciers, suivant l'ordre de leur hypothèque & de leur privilège.

CONTROLLE, est un Registre double qu'on tient des expéditions des actes de Finance & de Justice

pour en assurer davantage la conservation & la vérité, & empêcher les antidattes.

L'Edit du mois d'Août de 1669. abrogeant la nécessité de se faire assister de deux Témoins ou Records par les Huissiers, ordonne que tous exploits, à l'exception de ceux qui concernent la procédure de Procureur à Procureur, seront enregistrés dans trois jours après la datte d'iceux, à peine de nullité & de l'amende y portée, avec défenses aux Juges de rendre aucuns jugemens sur les exploits non contrôlés, soit pour interruption de prescription, adjudication d'intérêt ou autrement.

Cet Edit a été suivi de plusieurs Arrêts du Conseil, dont il a été fait un recueil très-exact, qui se vend à Paris chez Pierre Prault.

CONTROLE DES ACTES DES NOTAIRES, est prescrit par l'Edit de 1693. & par les Arrêts du Conseil donnés en interprétation, que nous avons rapporté à la fin de la Science parfaite des Notaires.

Il y a eu depuis cet Edit une Déclaration du 29. Septembre 1722. concernant le controle des Actes des Notaires & des Insinuations Laïques, qui ordonne que le controle des Actes des Notaires aura lieu dans la Ville de Paris qui en avoit été exempte, & fait un nouveau tarif des droits qui se doivent payer en conséquence du controle des Actes des Notaires & des Insinuations Laïques.

Enfin par la Déclaration du 7. Septembre 1723. la formalité du controle a été supprimée pour les Actes qui seront passés par les Notaires de la Ville de Paris.

CONTROLE DES ACTES SOUS SEING PRIVE', introduit par la Déclaration du Roy du 14. Juillet 1699. n'étoit ordonné qu'après l'Acte reconnu, soit par défaut, soit contradictoirement, auquel cas la partie qui en avoit poursuivi la reconnoissance, étoit tenuë de le porter chez un Notaire, pour être par ledit Notaire délivré expédition du tout après l'avoir fait controller.

Mais par l'Edit du mois d'Octobre 1705. il a été ordonné qu'à l'avenir tous les actes qui seroient passés sous seing privé, à l'exception des Lettres de change & billet à ordre ou au porteur, des Marchands, Négocians & Gens d'affaires, seroient controllés avant qu'on en pût faire aucune demande en Justice, & les droits payés suivant la qualité des actes & à proportion des sommes y contenues, comme s'ils étoient originaiement passés pardevant Notaires, conformément au tarif arrêté au Conseil pour le droit de controle des actes des Notaires, à peine de nullité & d'amende.

CONTROLE DES DEPENS, est un droit qui se prend sur les dépens par ceux qui sont préposés par le Roy pour en examiner les taxes.

Il y avoit des Controlleurs des déclarations de dépens, en titre d'Office au Conseil d'Etat & Privé, au Parlement, au Grand Conseil, aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais, à la Cour des Aydes, au Châtelet de Paris & en d'autres Bailliages, Sénéchaussées & Jurisdic-tions.

Mais par un Arrêt du Conseil du 15. Décembre 1667. le Roy a ordonné que les droits attribués à ces Controlleurs, seroient perçus à son profit par le Fermier General de ses Domaines.

Il y a eu des Reglemens pour les différentes Provinces, tant pour faire jouir le Fermier, que pour la perception.

On voit un Arrêt du Conseil d'Etat du 10. Juillet 1688. qui condamne les Procureurs du Châtelet à restituer au Sous-Fermier du Greffe des Affirmations & du Controle des dépens, le droit de six deniers pour livre du contenu aux déclarations, dont les exécutoires avoient été levés sans que les dépens eussent été controllés, de sorte que les émolumens de ce droit ont été exactement perçus pendant la réunion au Domaine.

Au mois de Mars 1694. le Roy par un Edit a désuni ce qui avoit été réuni par l'Arrêt du 15. Décembre 1667. & a créé en titre d'Offices héréditaires non do-

maniaux des Controллеurs des dépenсs pour toutes les Jurisdictions , avec attribution à ceux des Conсeils, de 18. deniers, & ceux des autres Jurisdictions de 6. deniers pour livre du montant de tous les dépenсs, frais, dommages & interêts, le tout exigible, lorsque les déclarations ont été signifiées.

Les Charges de Controллеurs de dépenсs pour le Parlement de Paris ont été réunies à la Communauté des Procureurs.

Voyez les Edits faits touchant les Controллеurs de dépenсs dans le Recueil des Arrêts & Reglemens concernant les fonctions des Procureurs à la fin de la premiere Partie.

CONTUMACE, du mot Latin *contumacia*, signifie desobéissance.

En terme de Pratique contumace est le refus que fait de comparoir en Justice celui qui est ajourné ou decreté pour raison de quelque délit.

Ainsi contumace est en matiere criminelle ce que nous apellons, défaut en matiere civile : & une Sentence par contumace, est une Sentence renduë par défaut.

On se sert même quelquefois du terme de contumace en matiere civile pour signifier défaut ; les frais qui ont été faits pour faire payer un défaut faute de comparoir ou de défendre, sont apellés frais de contumace.

L'on n'est point reçu opoсant à ces Arrêts qu'en reфondant les dépenсs de la contumace, en cas que la partie adverse le requiere.

La forme de proceder contre les absens en matiere criminelle, est prescrite par l'Ordonnance de 1670. tit. 17.

Cette Ordonnance permet à l'Huissier ou Sergent porteur d'un decret de prise de corps, de faire perquisition de celui contre lequel il est decerné, avec annotation de ses biens en cas d'absence.

Cette annotation se doit faire au dernier domicile de l'accusé ou à la porte de l'Auditoire, s'il n'a point

de domicile. Elle n'est qu'une prescription des effets faite en la forme ordinaire des autres saisies & exécutions.

Défenses sont faites d'établir pour Commissaires ou Gardiens les Confiscataires, ou ceux qui leur sont dévoués.

Après que le Sergent a satisfait à cette première partie de l'Ordonnance & qu'il en a dressé son procès verbal, il se transporte au domicile de l'accusé ou à la porte de l'Auditoire, pour y attacher l'exploit d'assignation à quinzaine.

Faute de comparoir le Crieur public lui donne assignation à huitaine par un seul cri qui se fait à son de trompe dans la place publique, à la porte de la Jurisdiction & devant la porte de l'accusé.

Les délais des assignations étant expirés, la procédure doit être mise entre les mains des Gens du Roy ou des Procureurs des Seigneurs.

Sur leurs conclusions les Juges ordonnent le recollement des témoins, lequel vaut confrontation.

Ensuite on communique de rechef le procès aux Procureurs du Roy ou à ceux des Seigneurs pour avoir des conclusions définitives, sur lesquelles intervient la condamnation de l'accusé. *Voyez* Purger la Contumace.

La même Ordonnance porte que si dans les cinq années de l'exécution de la Sentence de contumace, les condamnés ne se représentent ou ne sont constitués prisonniers, les condamnations pécuniaires & les confiscations sont réputées aussi contradictoires que si elles étoient ordonnées par Arrêt; en sorte qu'ils sont morts civilement du jour de l'exécution de la Sentence de contumace qui porte condamnation de mort, de galeres ou de bannissement à perpétuité du Royaume, sauf à eux à se pourvoir par Lettres du Prince pour se purger, auquel cas si le Jugement porte absolution ou ne prononce point de confiscation, les meubles & immeubles confisqués leur sont rendus en l'état qu'ils se trouvent, sans qu'ils puissent prétendre aucune restitution des

fruits des immeubles , non plus que des intérêts civils.

Enfin par les derniers articles , Sa Majesté permet à ceux qui ont obtenu la confiscation , ou aux Seigneurs Hauts-Justiciers qui ont droit de la prétendre , de percevoir des mains des Fermiers pendant les cinq années les fruits & revenus des biens des condamnés.

La Déclaration du Roy du mois de Décembre 1688. en interprétation du tit. 17. de l'Ordonnance de 1670. porte que dans les trois mois qu'un crime aura été commis , l'accusateur voulant poursuivre & faire instruire la contumace , la perquisition de l'accusé pourra être valablement faite dans la maison où résidoit l'accusé , dans l'étendue de la Jurisdiction où le crime aura été commis , & que copie soit laissée du procès verbal de perquisition.

Cette Déclaration ordonne d'en user de même pour l'assignation à comparoir à la quinzaine , laquelle sera pareillement donnée en la maison où l'accusé résidoit , copie laissée de l'assignation , & que si l'accusé n'a point résidé dans l'étendue de la Jurisdiction , la perquisition en soit faite & les assignations données , suivant l'art. 3. du tit. 17. de l'Ordonnance de 1670. sans qu'il soit nécessaire de faire les perquisitions , ni donner les assignations au lieu où demuroit l'accusé avant qu'il eût commis le crime.

Si l'accusé ne comparoît pas dans la quinzaine , l'assignation à huitaine doit être faite & donnée à son de trompe suivant l'usage , à la place publique & à la porte de la Jurisdiction où se fait l'instruction du procès.

Après les trois mois échus depuis que le crime a été commis , si l'accusateur veut poursuivre & faire instruire la contumace , la perquisition de l'accusé sera faite & les assignations données au domicile ordinaire de l'accusé , laquelle assignation est à la quinzaine , & outre ce , il est donné à l'accusé le délai d'un jour par chaque dix lieues de distance de son domicile jusqu'au lieu de la Jurisdiction où il est assigné.

L'accusé ne comparoissant pas dans les délais ci-

dessus marqués, il est crié à son de trompe par un cri public à huitaine dans le lieu de la Jurisdiction où se fait le procès, & le cri affiché à la porte de l'Auditoire.

Pour l'accusé qui n'a pas de domicile, soit qu'il soit poursuivi avant ou depuis les trois mois échûs à compter du jour que le crime aura été commis, la copie du décret & de l'exploit d'assignation doit être seulement affiché à la porte de l'Auditoire de la Jurisdiction.

Les Prévôts des Maréchaux voulant instruire la contumace des accusés contre lesquels ils ont décrété pour quelque crime que ce soit, sont tenus avant que de commencer aucune procédure, de faire juger leur compétence au Siège Présidial, dans le ressort duquel les crimes auront été commis.

En cas que les accusés soient arrêtés avant ou depuis le jugement de contumace, ou qu'ils se représentent volontairement pour purger la contumace, les Prévôts des Maréchaux doivent faire juger de nouveau leur compétence après que les accusés auront été ouïs en la forme portée par l'art. 19. du tit. 2. de l'Ordonnance de 1670.

L'absence d'un homme soupçonné de crime donne contre lui quelque prévention, mais elle ne sert pas de preuve. Ainsi quand un accusé ne compare pas, les Juges ne le peuvent condamner par contumace, si les preuves qui résultent des charges & informations ne sont pas suffisantes. Ils doivent alors ordonner un plus amplement informé, de manière que dans un jugement rendu par contumace, il faut suivre quant aux preuves & la condamnation, les mêmes règles que l'on doit observer dans un jugement rendu contre un criminel présent & détenu dans les prisons.

Ceux contre lesquels la contumace aura été instruite & jugée ne seront reçûs à présenter requête, soit en première instance ou en cause d'appel, qu'ils ne soient mis en état : ils pourront néanmoins proposer leurs excoines, comme il est porté en l'art. 4. du tit. 25. de l'Ordonnance de 1670.

CONVENTION. *Voyez* Contrat.

CONVENTIONS MATRIMONIALES, sont celles qui sont portées par un contrat de mariage, qui servent de loi dans la famille, & auxquelles les conjoints ne peuvent déroger.

On appelle aussi conventions matrimoniales les dispositions de la Loi dont les conjoints peuvent après la dissolution du mariage ou de la communauté, demander l'exécution, *in vim Legis & consuetudinis*.

La faveur du mariage fait qu'on y admet toutes sortes de conventions, excepté celles qui sont contre la Loi ou contre les bonnes mœurs.

CONVERSION, est le changement d'un acte en un autre : on dit la conversion d'une obligation en une rente constituée, pour exprimer le changement qu'a fait un créancier avec son débiteur d'une obligation en un contrat de constitution.

CONVERSION D'ADJOURNEMENT PERSONNEL EN DÉCRET DE PRISE DE CORPS, est un décret qui se donne en matière criminelle, par lequel lorsque l'accusé ne comparoît point dans le délai porté par le décret d'ajournement personnel, ou quand par son interrogatoire & par les charges il se trouve chargé, le Juge ordonne que l'accusé sera pris & appréhendé au corps & mis dans les prisons.

CONVERSION DES PROCEZ CIVILS EN PROCEZ CRIMINELS, est un jugement qui ordonne qu'un procès commencé par la voye civile, sera poursuivi extraordinairement, & cela ne se peut faire que quand les Juges connoissent qu'il peut y avoir lieu à quelque peine corporelle.

Ainsi en instruisant les procès ordinaires, ils peuvent, s'il y échet, décerner décret de prise de corps, ou d'ajournement personnel, suivant la qualité de la preuve, & ordonner l'instruction à l'extraordinaire.

S'il y a quelque enquête faite, le Juge doit ensuite instruire l'accusation en la manière accoutumée, sans convertir l'enquête en information, parce que quoi-

qu'une information se puisse convertir en enquête, une enquête ne se convertit jamais en information. *Voyez* le titre 20. de l'Ordonnance de 1670.

CONVERSION D'INFORMATION EN ENQUÊTE, est un jugement qui convertit une information en enquête, attendu que la cause de l'information est trop legere pour être poursuivie criminellement.

Il faut 1°. que ce jugement porte permission au défendeur de faire preuve contraire dans les délais ordinaires.

II°. Qu'il ordonne qu'il lui sera donné un extrait des noms, surnoms, âge, qualités & demeure des témoins, afin qu'il puisse les connoître pour fournir des reproches, s'il est possible. *Voyez* le titre 20. de l'Ordonnance de 1670.

CONVERSION D'APPEL EN OPOSITION, est une maniere de proceder qui paroît extraordinaire, & dont on se sert pour proceder par voye d'oposition pardevant le Juge qui a rendu une Sentence par défaut dont on a interjetté appel.

Autrefois on se servoit de Lettres Royaux pour la conversion d'appel en oposition, mais à present la conversion se fait par une simple requête. Ainsi quand on a interjetté appel d'une Sentence par défaut, & que l'appellant veut déduire ses raisons pardevant le même Juge, nonobstant son appel, il doit lui demander par une requête acte de ce qu'il convertit son appel en oposition, & il est reçu oposant en refondant les dépens.

CONVOLER EN SECONDES NÔCES. *Voyez* Secondes nôces.

COOBLIGÉZ, sont ceux qui sont obligés conjointement au paiement d'une somme, ou à l'exécution d'un contrat.

Les coobligés s'obligent quelquefois solidairement; mais chacun d'eux n'est tenu que pour sa part de la dette, à moins qu'il n'y ait une clause expresse dans le contrat qui les déclare obligés solidairement.

Voyez Obligation solidaire.

COPIE, est une transcription d'un acte, laquelle est opposée à la grosse ou à l'original que l'on garde, au lieu que la copie est la transcription que l'on signifie, ou que l'on délivre à quelqu'un sans acte judiciaire.

COPIE COLLATIONNÉE, est une copie d'un acte, confrontée, ou son original. *Voyez* Collation.

COPIE FIGURÉE, est une copie conforme à son original, non seulement en la substance & teneur de l'acte, mais encore en la disposition des mots, des lignes, des pages & des signatures.

CORPS. *Voyez* contrainte par corps.

CORPS DE DROIT. *Voyez* Droit.

CORPS ET COMMUNAUTEZ, sont les Villes, les Universités, les Colleges, les Hôpitaux, les Chapitres, les Maisons Religieuses & autres, soit Laïques, soit Ecclésiastiques légitimement établies & approuvées.

Ces Corps & Communautés forment une assemblée de plusieurs personnes qui sont unies à un corps établi & formé par l'ordre ou par la permission du Prince.

Comme le Roy est à la Republique ce que l'ame est au corps, il ne se doit rien faire de public dans l'Etat sans la permission de celui qui en est l'ame, le chef & le soutien. C'est pourquoi l'on a toujours tenu pour maxime indubitable que personne ne peut établir aucune Congrégation, Corps, College, Communautés, soit pour la Religion, soit pour la Police civile, sans la permission du Prince.

Chez les Romains il étoit défendu d'instituer aucun College, sans la permission de ceux qui avoient en main l'autorité publique.

Cette regle ne doit pas seulement être gardée parmi nous pour les Corps & Communautés séculières, mais aussi pour toutes les Communautés Religieuses & Ecclésiastiques.

Les Ordonnances de nos Rois font foi qu'on ne peut établir en France de nouveaux Monasteres, ni instituer aucune nouvelle Congrégation sans la permission du Roy.

L'on ne peut pas dire que ce soit diminuer la liberté de l'Eglise, ou affoiblir la pieté des fidèles, que de les obliger de faire approuver par le Prince leurs vœux & leurs bonnes intentions : comme c'est lui qui doit prêter la main à leur exécution, & qui en doit être le gardien & le protecteur, il est juste qu'eiles soient autorisées de son approbation. *Voyez* le Bret en son Traité de la Souveraineté liv. 1. chap. 15.

Les Corps & Communautés tiennent lieu de personnes, peuvent posséder des biens, & sont capables de donations, de legs & de successions testamentaires. Ainsi ceux qui ont le pouvoir de disposer de leurs biens, peuvent instituer ces Corps héritiers, si quelque Loi n'en dispose autrement ; mais il faut remarquer.

I°. Qu'il y a quelques Communautés incapables de successions, comme celles des Religieux Mandians.

II°. Que les Communautés ne peuvent acquérir ni posséder des héritages dans ce Royaume sans Lettres d'amortissemens, comme nous avons dit en parlant de l'amortissement & des gens de main-morte.

Les Corps & Communautés ne peuvent aliéner leurs fonds, ni emprunter de l'argent sans une juste cause prouvée juridiquement sur une information préalable.

C'est au Roy seul qu'appartient le droit d'autoriser les Statuts & Reglemens qu'ils font. *Voyez* Statuts.

Ceux qui ont permission de former un Corps ou Communauté, ont aussi leurs droits, leurs privileges, leurs biens, leurs affaires, auxquelles ils ne peuvent vacquer tous ensemble, ils peuvent y préposer des personnes qui en prennent soin. *Voyez* Syndic.

L'engagement d'une Communauté ne se divise pas entre les personnes qui la composent, de sorte que ce soit l'engagement de chacun en particulier.

La raison est que ce n'est que le Corps qui est obligé par le fait de celui que la Communauté a préposé. Et comme ces particuliers n'entrent pas en leurs noms dans l'obligation que le Corps contracte, s'il ne s'y engagent expressement ; ceux qui s'obligent envers les

Communautés, ne s'obligent pas par-là envers chacun de ceux qui en sont les membres.

Il y a des cas esquels il est necessaire de faire le procès à une Communauté entiere en nom collectif, comme à une Ville, à un Bourg ou à un Village, à un Corps d'Officiers, de Marchands ou de Métiers, quand ils ont fait rebellion, ou violence, ou sédition. Sur quoi voyez le tit 21. de l'Ordonnance de 1670.

Pour faire leur procès, il faut premierement informer de la sédition & rebellion : sur l'information décreter & ordonner que la Communauté sera tenuë de nommer un Syndic ou Député pour subir l'interrogatoire & la confrontation, en cas de refus il doit être nommé par le Juge d'Office un curateur.

L'Ordonnance du Juge qui nomme un curateur, doit être signifiée un jour de Dimanche ou de Fête, lorsqu'ils sortent de la Messe ou de Vêpres, & le Sergent ou Huissier doit en bailler copie à l'un d'eux, & en attacher une autre copie à la porte de l'Eglise, à ce qu'ils n'en ignorent.

Le Juge ayant nommé d'office un curateur au refus fait par la Communauté de nommer un Syndic, la Sentence doit aussi leur être signifiée en la même maniere.

Le curateur nommé par le Juge doit accepter cette charge pardevant lui, & prêter serment de bien & fidellement défendre les habitans.

Il doit ensuite subir les interrogatoires & la confrontation des témoins ; il doit être employé en cette qualité dans toutes les procédures jusqu'au jugement définitif exclusivement, lequel doit être rendu seulement contre la Communauté, Corps ou Compagnie.

Par l'article 23. du titre 14. de l'Ordonnance de 1670. le Syndic ou Curateur n'est pas interrogé sur la fellette, mais seulement derriere le Barreau.

Les condamnations contre les Communautés, Corps & Compagnies ne peuvent être que de réparation civile, dommages & intérêts envers la partie, d'amerc-

de envers le Roy, de privation de leurs privileges & de quelqu'autre punition qui marque publiquement la peine qu'elles ont encouru par leur crime.

Si par l'information qui seroit faite de la rebellion ou sédition, il y avoit charge contre quelques particuliers de la Communauté d'en avoir été les principaux Auteurs, leur procès leur seroit fait suivant l'article 5. de la même Ordonnance.

Quand on veut former une demande en matiere civile contre une Communauté d'habitans, il faut faire donner l'exploit un Dimanche ou une Fête à l'issuë de la Messe Paroissiale ou des Vêpres, en parlant au Syndic, ou en son absence au Marguillier en présence de deux habitans que le Sergent doit nommer dans l'exploit.

Dans les Villes où il y a des Maires & Echevins les assignations se donnent à leurs personnes ou en leurs domiciles.

Enfin quand on veut donner assignation à une Communauté particuliere, il suffit de faire donner l'exploit au Syndic en parlant à sa personne ou en son domicile.

CORVÉE, est un droit que le Seigneur a sur ses Sujets, en vertu duquel il peut les obliger à faire corvées, c'est-à-dire, employer des journées de travail pour son profit, à leurs frais & dépens, comme d'aller faucher ou fener les foins, scier les bleds, labourer les terres, faire les façons de vignes, curer les douves & fossés d'un Château, ou pour les reparer & faire autres choses semblables, sans en esperer de recompense.

Les corvées ne peuvent être dûes au Seigneur que par ses Sujets, à cause de leurs personnes ou des héritages de ce chargé, soit en journées de corps & de bras, ou de chevaux, ânes, bœufs, charruës ou charrois. Les Affranchis & Bourgeois sont redevables d'autres devoirs, comme de jurés & bourgeoisie, mais l'homme noble n'est tenu payer taille, ni faire viles corvées au Seigneur, mais seulement lui aider aux armes & autres actes de noblesse.

Les corvées ne s'acquièrent point par prescription ; il faut un titre , elle ne s'arréragent point , il faut les demander dans l'an ; le Seigneur ne peut en imposer de nouvelles & extraordinaires.

Il y a deux sortes de corvées , sçavoir les réelles & les personnelles.

Les réelles sont celles qui sont dûes par les possesseurs des fonds , comme devoirs réels & fonciers.

Les personnelles sont celles qui sont dûes par ceux qui habitent dans l'étendue d'une Châtellenie , & qui se rendent au Seigneur dans la vûe de conserver son Château en bon état , afin que les Sujets puissent dans le besoin y réfugier leurs biens & se conserver la vie contre les insultes des ennemis.

Pour exiger des corvées réelles, il faut des titres plus précis & plus formels qu'à l'égard des personnelles.

COSEIGNEUR , est celui qui est Seigneur du Fief dominant avec un autre dont relevent d'autres Fiefs , ou qui ont des rotures en leurs censives.

COTÉ ET LIGNE , sont termes qui se trouvent dans l'article 326. & 329. de la Coutume de Paris , qui expliquent quels sont les parens qui sont apellés à la succession des propres , dans cette Coutume & dans les autres , qui par une disposition semblable gardent un milieu entre les Coutumes foucheres & celles qui apellent à la succession des propres le plus proche parent du défunt du côté paternel ou maternel , sans avoir égard s'il est le plus proche du côté & ligne de celui qui a mis le premier les biens dans la famille.

La Coutume de Paris appelle à la succession des propres d'un défunt ses plus proches parens *du côté & ligne* , quoiqu'ils ne soient descendus de celui qui les a le premier acquis & mis dans la famille.

Cela posé , il faut d'abord observer que quand une personne est décédée sans enfans , on ne peut pas diviser ses propres sans distinguer deux sortes de côtés , tant à l'égard de ces sortes de biens , qu'à l'égard de sa parenté , sçavoir le côté paternel & le côté maternel.

Si les biens qui étoient propres au défunt ont été acquis par ses pere & mere, ce sont des propres naissans, & alors il n'est pas necessaire de remonter plus haut. Les héritages acquis par le pere du défunt appartiennent à son plus proche parent du côté du pere, & les héritages acquis par la mere à son plus proche parent du côté de la mere.

Mais si les propres délaissés par le défunt sont anciens & proviennent de son ayeul ou bisayeul, ou de son ayeule ou bisayeule ou autre ascendants, ce n'est pas assez, dans la Coutume de Paris & dans les autres semblables, pour trouver ceux à qui ces propres doivent appartenir, que de connoître le côté paternel ou maternel, il faut dans chaque côté parcourir les lignes, & chercher celles par où l'héritage est venu à celui de la succession dont il s'agit.

Il y a un très-grand nombre de lignes qui se viennent terminer en chaque personne; par exemple, en ne prenant que le côté paternel d'un défunt, le pere a eu son pere & sa mere qui sont l'ayeul & l'ayeule du défunt. Voilà par l'ayeule un accroissement de ligne à celle des mâles directe ascendante. L'ayeul a eu son pere & sa mere, l'ayeule son pere & sa mere qui sont les bisayeuls & bisayeules du défunt. Voilà encore d'autres accroissemens de lignes à la directe ascendante, & ainsi des autres en remontant de degré en degré.

Or quand il s'agit de la succession d'un propre ancien, après avoir distingué le côté paternel ou maternel, il faut chercher dans toutes les lignes de ce côté celle d'où l'héritage est venu au défunt, afin de le rendre au plus proche parent de cette ligne, & pour être de cette ligne, il n'est pas necessaire d'être descendu de celui qui l'a acquis le premier & mis dans la famille.

Cependant en parité de degré le descendu de l'acquéreur doit être préféré aux autres parens du défunt qui ne le sont que du côté & ligne.

Voyez Coutume fouchere. Voyez aussi ce que nous avons dit sous ces mots, *Paterna paternis*.

COTTE, signifie une lettre ou un chiffre qu'on met au dos d'une piece mentionnée en un inventaire , ou en une production , pour la marquer & distinguer des autres , afin de la reconnoître & de la trouver plus aisément quand on en aura besoin.

COTTE, signifie aussi la part que chacun doit payer d'une dépense , dette ou imposition commune , *quasi quota pars* , cotte-part.

En ce sens & en celui de l'article précédent ce mot venant de *quotus* ou *quot* , qui veut dire quantième ou combien , c'est par corruption qu'on l'écrit par un *C.* & on devroit écrire *quotte*.

COTTER une pièce , signifie la marquer au dos d'un chiffre , ou d'une lettre pour la trouver au besoin.

COUCHER , signifie employer , comprendre , comme quand on dit , il a couché cela en recette , en dépense dans les articles de son compte.

COUR , se prend pour l'assemblée des Juges ou pour le lieu où les Juges exercent leur Jurisdiction.

COUR LAYE , est une Jurisdiction séculiere opposée à la Jurisdiction Ecclésiastique.

Les Cours se distinguent en Cours Souveraines & Superieures , & en Cours Subalternes.

COUR SOUVERAINE , est celle qui sous l'autorité du Roy connoît des differends des particuliers souverainement & sans apel , & dont les Jugemens ne peuvent être cassés que par le Roy ou par son Conseil. Comme sont les Parlemens , le Grand Conseil , les Chambres des Comptes & Cour des Aydes.

Messieurs des Requêtes de l'Hôtel sont aussi considérés comme Juges Souverains , quand ils jugent au souverain.

Ces Cours Souveraines sont indépendantes les unes des autres , & elles sont également puissantes dans l'étendue de leur Ressort.

Elles ont beaucoup plus de liberté dans leurs jugemens que les autres , & peuvent par de justes temperamens tirés de l'équité naturelle , adoucir la rigueur

figureur de la Loy , pourveu que ce soit sans aller directement contre sa disposition.

Il y a plus , c'est que les Arrêts des Cours Souveraines rendus en forme de Reglemens ont force de loi , pourveu qu'ils ne soient pas contraires aux Ordonnances , Edits , Déclarations & Arrêts du Conseil du Roy , ni aux Us & Coutumes , Usages & Privileges.

COUR SUBALTERNE & inferieure , est celle qui est dépendante d'une autre , & qui ne juge point souverainement & sans apel, comme sont les Justices Seigneuriales , les Présidiaux & les autres Sièges Royaux.

COUR DES AYDES , est une Cour Souveraine établie pour connoître en dernier ressort des aydes , tailles , gabelles & autres droits de subside qui se levent par autorité du Roy.

Elle connoît , I^o. des differends pour raison des deniers Royaux & affaires de Finance , des débets des comptes rendus en la Chambre , & des contestations pour les exécutoires & Ordonnances de la Chambre , excepté celles qui concernent le Domaine , dont la connoissance appartient au Parlement.

II^o. Elle connoît en premiere instance des matieres criminelles concernant les Aydes , tailles , gabelles & autres impositions , comme aussi de tous les contrats faits entre Traitans, Fermiers , Munitionnaires , pour raison de leurs traités , fermes , sous-fermes & munitions , de leurs transports & associations , comptes de Commis & de plusieurs autres affaires , ainsi qu'il est porté dans l'Edit d'Henry II. du mois de Mars 1551.

III^o Des appellations des Elus , traites foraines ; Maîtres des Ports , tant en matiere civile que criminelle concernant les aydes , tailles & gabelles.

IV^o. De la validité ou invalidité des titres de Noblesse , à l'effet de l'exemption des tailles & autres impositions. Elle verifie aussi les Lettres d'annoblissement ; & connoît des privileges des aydes , tailles & gabelles , dont les Ecclesiastiques , Secretaires du Roy & autres Officiers doivent jouir ; comme aussi des privileges at-

tribués aux Officiers & Commençaux de la Maison du Roy, & des Maisons Royales compris dans les Etats déposés en la Cour des Aydes de Paris.

Elle verifie aussi les Edits, les Ordonnances & Déclarations concernant les matieres dont la connoissance lui appartient.

La Cour des Aydes a pour Juges inférieurs les Sièges des Elections, Greniers à Sel & Bureaux des Traités, & comme ces Juges inférieurs y ressortissent tous par apel, ils y sont reçus & y prêtent le serment.

Cette Cour a droit de faire des Reglemens pour tous les Officiers qui en dépendent, & pour elle-même, comme aussi pour tous les Officiers, comme Greffiers, Procureurs & Huissiers, & d'imposer des peines contre les contrevenans. Elle a pareillement la connoissance de toutes sortes de causes en matiere de discipline & de correction d'Officiers, soit pour avoir contrevenus aux Ordonnances ou aux Reglemens de la Cour, ou commis quelques malversations ou concussions au fait de leurs Charges, mais si on appelle des Sentences rendues par ces Juges inférieurs, l'apel se releve en la Cour des Aydes, c'est la difference qu'il faut faire d'avec les Jurisdicions ordinaires qui se relevent au Parlement, en ce qu'en matiere d'Aydes & de Finances, il n'y a que deux degrés de Jurisdiction en premiere instance devant les Elus, Grenier à Sel ou Juge des Traités, & par apel en la Cour des Aydes, ces premiers Juges n'ayant point de Jurisdiction les uns sur les autres, ce qui a été ainsi ordonné pour abreger la longueur des procès.

La maniere de proceder en la Cour des Aydes n'est pas differente de celle du Parlement : une seule difference remarquable, c'est qu'en la Cour des Aydes les appellans n'ont que quarante jours pour relever leurs apels, & qu'ils ont trois mois au Parlement.

Il n'y a que cinq Cours des Aydes dans le Royaume, Paris, Bordeaux, Clermont, Aix & Grenoble, qui ont chacune un premier Président pour chef.

Celle de Paris est composée de trois Chambres, il y a deux Présidens à chacune & quinze Conseillers, deux Avocats Généraux, & un Procureur Général.

Les jours de grande Audience en la premiere Chambre, sont les Mercredis & Vendredis matin depuis neuf heures jusqu'à onze, & après qu'elle est levée, les autres Chambres donnent Audience.

Il y a d'autres Audiences les autres jours aux autres Chambres selon que les affaires le requierent, & un de Messieurs les Avocats Généraux y plaide dans les affaires qui interessent le Roy ou le public.

COUR DES MONNOYES, est une Cour qui juge souverainement de toutes les Monnoyes du Royaume, des abus & malversations qui se commettent par les Maîtres, Prevôts & Officiers des Monnoyes, & de tous ceux qui travaillent en or & en argent, pour la manufacture seulement de leurs ouvrages.

Elle juge par prévention avec les Baillifs, Sénéchaux & autres Juges Royaux, des crimes de fabrication & exposition de fausse Monnoye & autres crimes semblables.

Elle connoît aussi des Statuts, Reglemens, Réceptions & Jurandes des Batteurs d'or & d'argent, Joüailliers, Graveurs & Orfèvres.

C'est aussi elle qui connoît des saisies faites par leurs Gardes & Jurés, des adjudications des baux des Monnoyes & des encheres faites en consequence, comme aussi des contrats de société ou de marché des Marchands qui aportent des matieres dans les Monnoyes, ou qui y fournissent les choses necessaires au travail.

Dans les Provinces les Gardes & Prevôts des Monnoyes connoissent chacun en leur Ressort desdits cas en premiere instance. L'apel de leurs Jugemens se releve en la Cour des Monnoyes à Paris.

Cette Cour étoit autrefois unique pour le fait des Monnoyes, son ressort s'étendoit par tout le Royaume, & toutes les appellations des Prevôts des Monnoyes s'y relevoient comme étant les seuls Juges en dernier

ressort pour cette matiere , mais il en a été créé une à Lyon , sur quoi , *Voyez* ce qui en est dit à la fin des Œuvres de M^r Henris.

Celle de Paris est aujourd'huy composée d'un premier Président, de huit autres Présidens & de trente-six Conseillers, d'un Procureur Général, deux Avocats Généraux & deux Substituts, d'un Greffier en chef & dix-huit Huissiers.

Tous ces Officiers servent par semestre, excepté le premier Président, le Procureur Général & le Greffier en chef qui sont toujours de service.

Il y a un des Conseillers qui est commis au Comptoir pour faire les instructions des Boëtes ou travail des Monnoyes, & il y en a deux autres qui sont Contrôleurs Généraux dudit Comptoir; deux Présidens & dix Conseillers ont des Commissions en titre pour aller tous les ans, suivant le département qui en est fait en la Cour, faire leurs visites dans les Hôtels des Monnoyes & principales Villes & Foires du Royaume, pour y faire garder les Ordonnances & Reglemens concernant les Monnoyes par les Ouvriers qui travaillent en métaux, & punir les faux Monnoyeurs, Expositeurs, Rogneurs & Altérateurs des Monnoyes, Billoneurs & autres Infraçteurs des Ordonnances touchant les Monnoyes.

Il y a un Prevôt Général des Monnoyes créé pour faire exécuter les Arrêts de la Cour, avec un Lieutenant, trois Exempts, un Greffier, & quarante Archers, & quatre Lieutenans créés en quatre départemens du Royaume, pour être à la suite des Commissaires de ladite Cour, & exécuter leurs Jugemens, chacun avec un Exempt, Greffier & cinq Archers.

Un des Substituts du Procureur Général de ladite Cour sert d'Assesseur au Prevôt Général des Monnoyes.

Cette Cour est semestre & tient ses Audiances les Mercredis & Samedis.

Les affaires s'y instruisent comme aux Requêtes du Palais.

{ COURTIER DE CHANGE. *Voyez* Change.

COUSTS. *Voyez* Loyaux Cousts.

COUTUME, est un usage ou droit que le peuple a introduit par un tacite consentement, & observé pendant un tems considerable; elle imite la Loy, elle l'interprète, & quelquefois même la corrige.

Auparavant la rédaction par écrit des Coûtumes, les Juges étoient tenus de conformer leurs jugemens aux differens usages qui étoient introduits dans les Provinces; mais il y avoit toujours de grandes contestations à ce sujet, & il falloit souvent avoir recours à des Enquêtes par turbes touchant ces usages.

Les Coûtumes ayant été redigées par écrit de l'autorité des Rois de France, & du consentement des trois Etats des Provinces, il s'ensuit que la Coûtume n'est pas aujourd'hui parmi nous un Droit non écrit, comme chez les Romains, mais un Droit écrit ayant force de Loy dans la Province pour laquelle elle a été faite; cependant les Coûtumes ne sont pas apellées Droit écrit, afin de les distinguer du Droit Romain qui est apellé de ce nom, & parce que les Coûtumes n'ont que l'usage pour cause de leur origine, car ce que nous observons, quoique non redigé par écrit, est apellé usage, & lorsque cet usage a été redigé par écrit, on l'appelle Coûtume.

La rédaction ou la réformation des Coûtumes ne se peut faire qu'avec de grandes solemnités, en vertu de Lettres-Patentes du Roy, & en présence des Députés des trois Etats qui représentent toute la Province; c'est le Prince qui fait la Loy, puisqu'il nomme les Commissaires, auxquels il donne pouvoir de rédiger par écrit les Coûtumes, & que les Députés des Etats n'y assistent que pour raison des usages de la Province, dans lesquels ces Députés demandent au nom du Clergé, de la Noblesse & du Tiers-Etat, d'être maintenus.

Les Coûtumes reglent les droits des particuliers, mais pour ce qui concerne les droits du Roy, elles n'y peuvent apporter aucun préjudice, quoique M. le

Procureur Général ait été présent à leur rédaction, car sa présence ne peut servir à obliger le Roy.

Les Ordonnances dérogent aux Coutumes auxquelles elles sont contraires ; car qui peut faire la Loy, y peut déroger ; elles y dérogent même, quoiqu'elles ne contiennent pas de clause dérogatoire, parce qu'elles sont les Loix generales du Royaume.

Néanmoins, comme j'ai dit dans ma Préface sur le nouveau Neron, cette prééminence incontestable des Ordonnances reçoit quelque restriction, & ne se doit entendre que quand l'Ordonnance est conçue en termes generaux pour avoir son exécution par tout le Royaume, encore faut-il qu'elle contienne une disposition favorable, confirmative, ou interprétative du droit commun, ou enfin qu'elle ne regarde que la forme : & alors elle doit être observée au préjudice des autres Loix qui ont des dispositions contraires, quoiqu'elle n'y déroge pas expressément.

Mais quand l'Ordonnance est absolument opposée au droit commun, ou qu'elle préjudicie à un droit acquis à un tiers, elle ne déroge aux Coutumes, ni aux autres Loix, auxquelles elle est contraire, qu'en vertu d'une clause particuliere & d'une dérogation expresse. En effet le Prince n'est jamais présumé vouloir déroger au droit commun & general, ni préjudicier aux droits d'un tiers, à moins qu'il ne déclare en termes formels que telle est sa volonté.

Pour sçavoir quelle Coutume on doit suivre, il faut distinguer entre les dispositions personnelles de nos Coutumes, & les dispositions réelles, & les solemnités des actes.

Les dispositions personnelles de nos Coutumes sont celles qui concernent les personnes qui reglent leur état, leur capacité, condition & qualité. En quoi il faut suivre la Coutume du domicile de la personne, en quelque lieu qu'elle se trouve, parce que c'est la loi du domicile qui soumet les personnes qui font leur résidence dans son détroit, & qui seule leur peut donner

le droit & la capacité de faire quelque chose. Et ce seroit une absurdité très-grande, si la capacité des personnes se changeoit selon les lieux où elles se trouveroient.

Les dispositions réelles concernent les immeubles & les droits immobiliers, lesquels se reglent par la Coutume où les héritages sont situés; car de même que les Coutumes soumettent les personnes qui y sont domiciliées, de même aussi elles reglent les héritages qui sont situés dans leur détroit.

Pour ce qui est de la validité des contrats des testaments & autres actes, il faut toujours observer les formalités requises par les Coutumes des lieux où ils sont passés, sur peine de nullité.

Comme les actes qui requierent quelque solennité, ne se passent que pardevant les Officiers du lieu, ils doivent être revêtus des formalités qui y sont requises, quoique ceux qui les passent aient leur domicile ailleurs.

La raison est que les Officiers sont obligés d'observer les Loix de la Province où ils font leurs fonctions, & en cela l'on n'a point d'égard au domicile des parties contractantes ou du testateur, ni à la Coutume des lieux où les héritages dont il s'agit sont situés.

De ce que nous venons de dire, il s'ensuit que quant à l'âge de pouvoir faire testament, il faut recourir à la Coutume du domicile du testateur: pour ce qui est des biens dont il peut disposer par testament, il faut s'en rapporter aux Coutumes des lieux où les biens sont situés, & que pour les solennités du testament, elles se reglent par la Coutume du lieu où le testament est passé.

Les Coutumes contiennent souvent des dispositions obscures qui ne peuvent que difficilement être expliquées.

Quand un article est ambigu, il faut d'abord examiner si sans rien ajouter, retrancher ni diminuer, on peut en découvrir le véritable sens par quelqu'au-

tre article de la même Coutume qui y ait du rapport ; c'est ce que l'on appelle expliquer la Coutume par la Coutume.

Si l'on ne trouve par ce moyen aucun éclaircissement, il faut examiner quel peut avoir été l'esprit de ceux qui ont rédigé la Coutume par rapport aux usages qui étoient auparavant observés, ou par rapport au génie du peuple pour lequel la Coutume a été faite en particulier.

A l'égard des dispositions de quelques Coutumes qui paroissent exorbitantes, c'est-à-dire, entièrement opposées au Droit commun Coutumier, il faut suivre le sens naturel & ordinaire de la lettre, si ce n'est que l'on eût cessé d'observer les mêmes dispositions pendant un tems immémorial.

4. Lorsqu'une Coutume n'a aucune disposition sur une matière, il faut avoir recours aux Coutumes voisines, ou au Droit commun Coutumier, ou à la Coutume de Paris, ou enfin au Droit Romain ; ce qui dépend de la qualité de la matière dont il s'agit : Par exemple, s'il n'est point parlé dans une Coutume de la communauté de biens entre conjoints, cette communauté est tacitement entendue à cause qu'elle est admise dans la plus grande partie de nos Coutumes.

Autrefois le Parlement de Paris jugeoit que dans les Coutumes qui ne parlent point de l'âge de tester, & qui sont en grand nombre, il falloit suivre la disposition du Droit Romain ; mais les derniers Arrêts ont décidé que dans ce cas il faut suivre la Coutume de Paris.

La raison est que la Coutume de Paris qui est la principale Ville du Royaume, doit avoir une préférence sur les autres Coutumes ; d'ailleurs elle est mieux rédigée que toutes les autres, sa rédaction ayant été faite par les plus fameux Jurisconsultes. Ainsi on la doit suivre dans les cas non prévus par les autres Coutumes, quand il s'agit de dispositions personnelles.

Quand & comment on peut faire des conventions

contraires à la disposition d'une Coutume. Voyez déroger à la Coutume.

COUTUMES SOUCHERES, sont celles qui veulent que pour succéder à un propre, on soit descendu en ligne directe de l'acquéreur, c'est-à-dire, de celui qui a acquis le premier l'héritage, & l'a mis dans la famille, lequel d'acquêt qu'il étoit en sa personne, est devenu propre à ceux de la famille auxquels il est échû par les moyens qui font les propres.

Concluons de-là, que si j'ai succédé à mon ayeul à un héritage qu'il avoit acquis, & que je décede sans enfans : pour m'y succéder, il faut être ou fils ou petit-fils, ou autre descendant de mon ayeul.

Mais s'il n'y en a point, l'héritage est regardé en ma succession comme acquêt, mon plus proche parent y succède, & l'on n'a point égard au côté paternel dont cet héritage m'est échû.

La Coutume de Mante est une de ces Coutumes dont la disposition en l'article 167. est fort claire : *S'entendent lesdits héritages être de l'estoc & branchage, dont sont procédé lesdits héritages, quand iceux héritiers sont descendus de celui par qui lesdits héritages ont été premièrement acquis, auxquels ils succéderont, encore qu'ils ne soient les plus prochains parens dudit défunt, autrement non, comme si le défunt étoit décedé sans hoirs, délaissés freres ou sœurs uterins, & un oncle parternel ; car ledit oncle ne succedera des biens acquis par feu son frere, qui auroient fait souche en la personne d'icelui défunt, ains lesdits uterins seuls y succéderont ; mais si les héritages avoient été acquis par l'ayeul paternel dudit défunt, audit cas ledit oncle succéderoit seul à iceux, & non lesdits uterins.*

Voyez ce que j'ai dit sur ces mots, *paterna parter-nis, materna maternis.*

COUTUMES LOCALES, sont celles qui sont particulièrement observées dans un certain lieu, & qui ne le sont pas dans tous les endroits où s'étend la Coutume generale du lieu.

Par exemple , on voit dans les Coûtumes qu'il y a des dispositions particulieres pour certains Bailliages ; il faut en cela suivre ce qui est écrit spécialement pour ces Bailliages sur certains points , & suivre la Coûtume generale pour tout le reste.

Il y a aussi dans plusieurs endroits du Pays de Droit écrit des Coûtumes locales qu'il faut pareillement suivre , quoiqu'elles soient contraires au Droit Romain , qui tient lieu de Droit municipal dans les Provinces que nous apellons Pays de Droit écrit.

COUVRIR , signifie apporter quelque défense , quelque exception qui couvre de la demande qui est faite , comme quand on dit , la prescription vous couvre de la demande de votre partie.

En matiere féodale , couvrir un fief ou arriere-fief , est empêcher & prévenir la saisie féodale , en faisant la foy & hommage , ou offrant de la faire pour ouverture ou mutation du fief avenu.

CRAINTE , est un mouvement de l'esprit causé par un peril présent , ou qui peut arriver. On en distingue de deux sortes , sçavoir la crainte legere & la crainte grave.

La legere est celle qui se rencontre dans l'esprit d'un homme timide , comme seroit la crainte de déplaire à quelqu'un , & d'encourir sa disgrâce.

La grave est celle qui peut épouvanter un homme intrépide , comme la crainte de la mort , des chaînes & des prisons , & la crainte de la perte de tous ses biens.

La crainte que le respect inspire aux enfans envers leur pere , apellée en Droit *metus reverentialis* , n'est pas une crainte grave ; c'est pourquoy le mariage contracté par un fils en consequence d'une telle crainte est valable , parce que cette crainte n'exclut pas le consentement , comme nous avons dit dans la Traduction des Institutes sur le commencement du titre des Nôces.

La crainte grave est une juste cause de restitution contre ce qu'elle nous a fait faire malgré nous à nôtre désavantage.

Pour obtenir des Lettres de restitution pour cette cause, il faut déduire & exposer brièvement toutes les circonstances du fait, par lequel la violence nous a été faite, & non pas dire en general qu'on a été forcé & contraint; car ce sont les circonstances qui font connoître si la crainte a été grave ou legere.

CREANCE. Lettre de créance est une Lettre que donne un Banquier ou un Marchand à un homme qui voyage pour lui servir de Lettre de Change quand il aura besoin d'argent. *Voyez* Crédit.

CREANCIER, est celui à qui il est dû quelque chose, pour raison de quoi il a une action personnelle contre son débiteur qu'il peut valablement exercer.

Il faut donc pour se pouvoir dire créancier, être en droit de faire une demande légitime en Justice qui ne puisse être détruite par aucune exception, suivant la Loy 10. ff. de verb. signif.

Tous créanciers sont ou hypotequaires ou chirographaires, les uns & les autres sont ordinaires ou privilégiés.

CREANCIERS HYPOTEQUAIRES ORDINAIRES, sont ceux qui ont hypothèque sur les biens de leurs débiteurs, sans autre privilege que la priorité; en sorte qu'on les colloque suivant l'ordre des tems de leurs créances, & qu'on préfere celui qui est antérieur au postérieur, suivant la maxime, *qui prior est tempore, potior est jure, tot. tit. ff. qui potiores in pign.*

CREANCIERS PRIVILEGIEZ HYPOTEQUAIRES, sont ceux qui sont colloqués selon l'avantage de leurs privileges sans avoir égard au tems, comme les Maçons qui ont bâti, ou ceux qui sont en leurs droits.

Les Bailleurs de fonds, ceux à qui le prix des héritages vendus est dû, sont aussi créanciers hypotequaires & privilégiés, lorsqu'ils se sont réservés dessus une hypothèque pour le payement du prix convenu.

CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES ORDINAIRES, sont ceux dont les créances n'emportent ni hypothèque ni privilege, & qui sont payés sur le prix de

la vente des meubles par contribution au sol la livre ; en cas de déconfiture. *Voyez* Préférence. *Voyez* Déconfiture.

Ainsi comme les meubles ne sont pas susceptibles d'hypothèques, les créanciers qui ont droit d'hypothèque sur les immeubles de leur débiteur, ne sont considérés par rapport à ces meubles, que comme des créanciers chirographaires, c'est pourquoy après que les frais de Justice & les autres dettes privilégiées ont été prises sur le prix de la vente des meubles, en cas de déconfiture, tous créanciers saisissans ou oposans, tant chirographaires qu'hypothécaires, viennent indistinctement par contribution & à proportion de leur dû.

CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES PRIVILEGIEZ, sont ceux qui sont payés par préférence avant la contribution, eu égard à la qualité de leurs créances : Par exemple les frais funéraires, ceux de la maladie, les loyers de la maison, les gages des domestiques, toutes ces dettes sont dettes privilégiées.

Celui qui a vendu un meuble dont il n'a pas été payé, a un privilege dessus, quoiqu'il soit saisi sur le débiteur.

CREANCIER DELEGUE', est celui qui doit recevoir le prix d'une chose vendue par son débiteur qui l'a ainsi stipulé par le contrat.

Par exemple, je vends ma maison vingt mille livres, je dois dix mille livres à Titius ; je charge par le contrat de vente l'acquéreur de payer à Titius les dix mille livres que je lui dois ; en ce cas Titius qui est mon créancier, devient le créancier de Titius par le moyen de la délégation que je lui ai faite. *Voyez* Délégation.

CREDIT. LETTRE DE CREDIT, est celle qui est adressée par un Banquier à son Correspondant, & qu'il donne à un de ses amis qui a besoin d'argent dans une Ville où il désire aller, par laquelle il lui mande de fournir à son ami porteur de sa Lettre une somme de deniers, ou bien tout ce qu'il en aura besoin.

Ces Lettres ont le même privilege pour contraindre

du paiement des sommes reçues en vertu d'icelles, que les Lettres de Change.

Mais ces Lettres de crédit sont très dangereuses pour ceux qui les fournissent, s'ils ne connoissent bien les personnes à qui ils les donnent.

I°. Parce que si la Lettre de crédit porte ordre de fournir autant d'argent au porteur qu'il en demandera, & que le porteur soit un joüeur & un débauché, il peut ruiner le donneur de Lettre : c'est pourquoi au lieu de donner un ordre indéfini, on doit, quand on est sage, limiter la Lettre du crédit à une somme fixe & limitée.

II°. Un porteur de Lettre de crédit peut être volé en chemin, & les voleurs trouvant dans sa valise ou sur lui la Lettre de crédit, cela fait qu'ils le tuent, & ensuite peuvent aller recevoir de l'argent en vertu de la Lettre, sous le nom de celui en faveur duquel elle a été donnée, particulièrement quand l'ordre est indéfini.

Ceux qui voudront faire plaisir à leurs amis en leur fournissant leur Lettre de crédit, doivent donc prendre la précaution de désigner par leurs Lettres d'avis à leurs Correspondans les personnes par leurs âges, habits, tailles, couleur ou signe particulier qui se rencontre sur le corps, ou bien encore par quelque parole que le porteur de la Lettre pourra dire, dont ils seront convenus, afin d'éviter les accidens qui peuvent arriver, & que les Correspondans puissent payer avec sûreté.

CRI PUBLIC, signifie ban, publication qui se fait hautement & après avoir amassé le peuple, à l'effet de rendre une chose publique, ce qui a lieu en plusieurs occasions rapportées par Imbert, Liv. 1. chap. 6. de ses Institutions forenses.

En matiere criminelle, en cas d'absence de l'accusé, après qu'il a été assigné à la quinzaine par affiche à la porte de l'Auditoire, il est assigné à la huitaine par un seul cri public, mais ce n'est qu'après que le délai porté par la Déclaration du mois de Septembre 1680. est expiré.

CRIÉES, sont des proclamations ou cris publics qui sont la suite de la saisie réelle, & qui conduisent au décret d'adjudication.

Elles se font par un Huissier ou Sergent, par lesquels il déclare par quatre Dimanches à l'issuë de la Messe Paroissiale, lorsque les Paroissiens en sortent, de quatorzaine en quatorzaine, que faute de paiement fait par un tel débiteur à un tel son créancier, il saisit tel héritage situé dans la Paroisse où il fait les criées, pour être vendu par décret & adjugé au plus offrant & dernier enchérisseur, suivant les Us & Couëtumes du lieu où l'héritage est situé.

Dans quelques Couëtumes; les criées ne se font pas comme à Paris de quatorzaine en quatorzaine, mais de quinzaine en quinzaine, sur quoi il faut remarquer qu'à l'égard de la saisie réelle on doit suivre la Couëtume du lieu où l'on saisit, & qu'à l'égard des criées, c'est la Couëtume du lieu où on les fait qu'on doit suivre.

Ces proclamations sont absolument nécessaires dans les ventes & adjudications qui se font par décret forcé & volontaire, autrement le décret seroit nul & sans effet.

Ces criées doivent être faites dans toutes les Paroisses où les choses saisies réellement sont situées, sur peine de nullité du décret des choses dont les criées n'auroient pas été faites dans la Paroisse où elles se trouveroient situées.

Il faut aussi observer de ne pas laisser passer un des Dimanches des quatre quatorzaines à peine de nullité; comme si la 1^{re} criée est faite le premier Dimanche du mois; la deuxième doit être faite le troisième, & qui la feroit le deuxième ou le quatrième; feroit une nullité dans les criées, & il faudroit recommencer la première, & faire suivre les autres aux jours prescrits.

Les formalités des criées ont été pour la plupart établies par l'Edit d'Henri II. que l'on appelle l'Edit des Criées où le Lecteur peut avoir recours. Il est rapporté dans le nouveau Neron avec des Commentaires.

La Coutume de Paris en l'art 352. porte que si le débiteur est demeurant hors la Ville & Faux-bourgs de Paris, il faut outre les autres formalités énoncées aux articles précédens, faire les criées de quatre quatorzaines dans la Paroisse de la demeure & domicile du faisi, & mettre affiches & pannonceaux tant contre la principale porte de l'Eglise de Paroisse, que contre la maison du débiteur faisi.

Les autres Coutumes qui ne le disent point, n'exigent de faire mettre des affiches & pannonceaux que devant les portes des Eglises de Paroisses où les biens faisis sont situés.

Les Huissiers ou Sergens en faisant les criées doivent prendre les noms des habitans sortans de l'Eglise, au moins jusqu'au nombre de sept s'il y en a.

Ils doivent aussi-bien prendre garde qu'aucune des quatre criées ne tombent pas dans un jour de Dimanche, dans lequel échéera une Fête solennelle, comme Pâques, la Pentecôte, la Toussaint & Noël.

Ces jours étant plus particulièrement destinés à la dévotion que les autres, on ne peut y faire des criées : & comme les criées commencées ne peuvent point s'interrompre dans presque toutes nos Coutumes ; quand une des criées tombe dans ces jours-là, il les faut toutes recommencer.

La Cour ne donne jamais d'Arrêts de défenses, portant surseance à des criées, ainsi nonobstant l'apel, il faut passer outre.

Quand un Huissier ou Sergent fait les quatre criées, s'il se présente quelqu'un pour s'oposer, il est obligé de le recevoir & d'en faire mention dans son procès verbal, & donner acte de l'opposition, afin que quand on fera la poursuite du décret, le poursuivant fasse assigner les oposans.

Après que l'Huissier a dressé son procès verbal de criées, & qu'il en a délivré la grosse signée de lui, on la porte avec les pièces justificatives au Certificateur en titre d'Office, s'il y en a, ou au plus prochain Juge

Royal de la situation des biens saisis, ou à celui des Pairies qui relevent du Parlement, s'ils sont assis dans leur ressort, ce qui se fait afin de les faire certifier.

CRIÉES. Ce terme se prend quelquefois pour la suite & la procédure du décret, en ce sens on appelle un poursuivant criées celui qui poursuit le décret des choses saisies réellement; on dit aussi qu'un bien est en criées quand il est saisi réellement.

CRIER, signifie proclamer sous l'autorité de Justice pour trouver des enchérisseurs aux choses qui sont mises en vente par Jugement ou Ordonnance du Juge.

Crier, signifie aussi publier solennellement dans les places publiques & à son de trompe, des Reglemens, des Ordonnances ou autres choses qu'il faut que tout le monde sçache.

CRIER HARO, signifie en Normandie arrêter un homme ou saisir une chose pour les conduire sur le champ devant le Juge ou en prison. *Voyez Haro.*

CRIME, est un fait défendu par la Loi, qui blesse directement l'intérêt public, & qui est commis par dol.

Ainsi quoique crime & délit se prennent souvent dans une même signification, néanmoins ce mot crime est plus usité pour signifier les crimes atroces qui blessent directement le public, & celui de délit est ordinairement employé pour dénoter les moindres qui blessent les particuliers.

Voyez ci-après Délit. Voyez aussi ce que j'ai dit sur le premier & sur le dernier titre du quatrième livre des Institutes.

La seule volonté de commettre un crime qui n'a point eu d'exécution commencée, n'est point punie par la Justice, la foiblesse humaine ne pouvant pénétrer les desseins que les hommes peuvent avoir de mal faire, la punition en est réservée à Dieu seul, qui connoît les plus secretes pensées de nos cœurs.

Mais celui qui ayant conçu le dessein de commettre un crime, & que faisant ses efforts pour l'exécuter,

en

en a été empêché, merite presque les mêmes peines que s'il l'avoit accompli, & c'est dans ce cas que la volonté doit être réputée pour le fait.

Il faut dire le contraire de celui qui ayant commencé le crime & pouvant l'achever, par un véritable remords de conscience s'est désisté de son entreprise: comme si quelqu'un ayant conçu le dessein avec d'autres d'assassiner un particulier, & l'ayant attaqué une fois pour cet effet, par un changement de volonté lui découvre tout ce qui se trame contre lui, déclare ses complices, lui donne moyen de les arrêter & d'assurer sa vie, il ne pourroit pas être poursuivi en conséquence de la volonté qu'il auroit eû de commettre un assassin.

Les crimes sont capitaux ou non capitaux. Les crimes capitaux sont ceux qui sont punis de mort naturelle ou civile.

Les crimes non capitaux sont ceux qui sont punis de quelque autre peine, comme du bannissement & des galeres à tems, de la Fleur-de-Lys, d'amende-honorable ou pécuniaire, du carcan, de note d'infamie & autres.

CRIMINEL, est la procédure extraordinaire qui se fait pour la vengeance & la réparation d'un crime, ce qui est opposé à la procédure ordinaire & civile qui se fait quand il ne s'agit que d'intérêt pécuniaire.

On distingue au Palais le grand criminel & petit criminel.

Le grand criminel se dit des procès qu'on juge à la Tournelle criminelle, & sur lesquels il peut intervenir condamnation de peine afflictive, & pour lors on les appelle instruits à l'extraordinaire.

Le petit criminel se dit de ceux où l'on ne poursuit que des réparations ou des amendes, & qui se peuvent juger aux Enquêtes.

CROIX, est une marque que le Procureur de celui qui est condamné aux dépens, met aux articles qu'il improuve de la déclaration de dépens qui lui est pré-

sentée par le Procureur de celui qui a obtenu gain de cause.

Ces croix dénotent que celui qui les a mises, prétend se porter pour apellant, attendu que ces articles ne sont pas dûs au demandeur en taxe, comme si on lui avoit adjugé des voyages en qualité de Gentil'homme, & qu'il ne fût que roturier.

Plusieurs articles peuvent être compris sous une même croix quand c'est par un même moyen, comme si plusieurs voyages compris en plusieurs articles, sont adjugés au demandeur, ils seront tous compris sous une même croix, ce qui est de conséquence à observer, parce que les appellations des articles croisés de deux croix seulement, sont portés à l'Audiance, & quand il y en a davantage, il faut prendre un apointement de conclusion comme en procès par écrit.

Enfin quand l'appellant succombe, il doit être condamné en autant d'amendes qu'il y a de croix & chefs d'apel, si ce n'est qu'il soit apellant de plusieurs articles croisés par un même moyen, auquel cas tous ces articles ne sont comptés que pour une croix.

Voyez ci-dessus apel d'une taxe de dépens.

CRUE, est l'augmentation du prix de chaque chose estimée dans un inventaire des biens d'un défunt. Cette augmentation en sus du prix n'ayant été réglée que par l'usage, elle est différente en chaque Coutume & Baillage.

A Paris elle est le quart de ce que la chose a été prise; ainsi des meubles prisés douze mille livres, se montent en y ajoutant la cruë à quinze mille livres.

Le survivant des conjoints peut prendre des meubles de la communauté pour son préciput, jusqu'à la somme portée & convenüe par le contrat de mariage, suivant la prise & estimation qui en aura été faite par le Sergent, des meubles de ladite communauté sans cruë.

Mais quand le survivant des conjoints, après avoir fait inventaire, demeure en possession & jouissance, comme tuteur & légitime administrateur de ses enfans,

sans faire vendre lesdits biens meubles , il doit leur tenir compte de ceux qui ne se trouvent plus en nature avec la cruë , d'autant que cette estimation se fait ordinairement à bien moins que les choses ne valent , parce que le survivant des pere & mere , lorsqu'il n'y a qu'enfans mineurs , la fait faire comme il lui plaît.

CURATEUR, est celui qui est commis pour régir & administrer les biens d'autrui.

On donne des curateurs aux mineurs quand ils sont sortis de tutelle & qu'ils sont émancipés.

Quoique selon notre usage , celui qui est tuteur ne soit déchargé de son office que quand le mineur est parvenu à sa majorité ; néanmoins quand le mineur s'est fait émanciper , le tuteur prend la fonction de curateur qui est différente de celle de tuteur.

Le tuteur administre les biens de son pupile , fait baux à loyer , reçoit les revenus du pupile , paye les dettes & les rentes aux créanciers , dont il doit rendre compte la tutelle finie , au lieu que la fonction de curateur ne consiste qu'à donner son consentement dans les aliénations nécessaires qui se font des biens de son mineur , comme quand il faut faire l'aliénation d'un immeuble pour payer les créanciers ou recevoir le rachat des rentes.

Mais il n'a plus le regime & l'administration de ses biens , laquelle est accordée au mineur par ses Lettres d'émancipation , enterinées par le Juge des lieux. *Voy. ci-après Emancipation.*

On donne aussi un curateur aux prodigues , à ceux qui sont tombés en démence , & aux furieux par le Juge avec connoissance de cause , avec cette différence , qu'ordinairement les curateurs des prodigues ne sont donnés que pour les aliénations nécessaires , & non pour le régime & administration des biens , laquelle est laissée à celui qui est déclaré prodigue , lequel jouit de ses revenus ; mais il n'a pas la faculté de s'obliger ni d'aliéner ses biens sans être assisté de son curateur. Mais le curateur du furieux ou de celui qui est tombé en dé-

mence , est donné tant pour l'administration des biens que pour les aliénations nécessaires.

On donne aussi un curateur au ventre, c'est-à-dire, quand une femme est enceinte au tems de la mort de son mari , on crée un curateur au postume pour agir pour lui & en son nom , & défendre ses intérêts en cas qu'il vienne au monde ; si-tôt que ce postume est né , la charge de ce curateur finit, ainsi il doit rendre compte de sa gestion , & on crée par avis de parens un tuteur à l'enfant , soit celui qui étoit le curateur au ventre , ou un autre.

On donne un curateur à l'accusé quand il est muet & sourd , ou qu'il refuse de répondre. *Voyez* le titre 17. de l'Ordonnance de 1670.

On en donne au cadavre ou à l'homme mort pour le défendre quand il est accusé de s'être défait lui-même.

L'article 2. du titre 22. de l'Ordonnance criminelle porte : le Juge nommera d'office un curateur au cadavre du défunt s'il est encore extant, si-non à sa memoire.

Il y a plusieurs cas où l'on crée un curateur à des biens pour les régir & veiller à leur conservation.

On en crée un , I°. Aux biens confisqués. *Voyez* Auzanet sur l'art. 183. de la Coutume de Paris.

II°. Aux biens vaccans, c'est-à-dire , aux biens d'un défunt qui n'a laissé aucuns héritiers apparens. *Voyez* l'art. 151. de la Coutume de Paris.

III°. Aux biens déguerpis à cause des charges réelles dont ils sont chargés.

IV°. Aux biens délaissés & abandonnés par le possesseur pour les hypothèques créées par ceux qui l'ont précédé, desquelles il n'avoit point connoissance lors de son acquisition, suivant l'article 101. & 153. de la Coutume de Paris.

V°. Aux biens saisis réellement pour les régir & en avoir l'administration ; sur quoi il faut remarquer que cette commission appartient aux Commissaires des saisies réelles , où il y en a de créés en titre d'Office. Mais dans les lieux où il n'y en a point , il faut que le Ser-

gent qui fait la saisie réelle, en donne la commission à quelqu'un qui en soit capable, lequel ensuite doit faire procéder au bail judiciaire des biens saisis réellement.

D

D A T E, est la désignation du jour & du tems où un Acte a été donné & passé.

On dit qu'un homme est le premier en date, pour dire qu'il est le premier, & qu'il a l'avantage du tems, d'autant qu'on colloque les créanciers hypothécaires en ordre, suivant la date de leurs contrats, à moins qu'il n'y ait des créanciers privilégiés, lesquels sont préférés.

La date est nécessaire dans les contrats, dans les testamens, dans les actes judiciaires, & dans les jugemens. C'est une des qualités essentielles qui sert à prouver la perfection d'un acte.

Toutes les Loix requierent cette solennité, néanmoins en fait de contrat, l'usage est que l'omission de la date n'empêche pas qu'il ne puisse avoir son effet contre celui qui l'a passé.

Cette omission ne peut être proposée que par un tiers, & à l'égard de celui qui l'a passé, il vaut du moins comme un acte sous signature privée.

DEBATS DE COMPTE, sont les contestations que forme celui auquel le compte est rendu sur quelques articles de dépense mis dans le compte, ou qui auroient été omis au chapitre de recette, demandant qu'ils soient rayés, modérés & reformés, ou ajoutés.

Les réponses que le rendant fait aux débats de compte, sont appellées soutenemens.

DEBETS, sont les sommes qui sont restées entre les mains des Comptables. *Voyez* Comptable.

DEBITEUR, est celui qui est obligé à faire ou à donner quelque chose à quelqu'un, en vertu d'un contrat ou presque contrat, d'un délit ou presque délit.

Il n'y a que celui qui peut être contraint en Justice à faire ou à payer ce qu'il doit, qui soit véritablement

débiteur : d'où il s'ensuit que celui qui peut se servir d'une exception peremptoire contre la demande de son créancier , n'est pas véritablement débiteur.

En matiere civile nous n'avons point aujourd'hui en France de peine contre les débiteurs qui ne satisfont pas à leurs créanciers , que la condamnation d'intérêts ; encore ne sont-ils dûs que du jour que la demande en a été faite en Justice par le créancier ; & de plus il faut que cette demande ait été suivie de condamnation.

DEBITIS , sont Lettres de la Chancellerie , accordées en conséquence des sommes dûes par des actes & titres , portant exécution parée , comme contrats & obligations passées pardevant Notaires , Sentences ou Arrêts , par lesquelles il est enjoint au premier Sergent ou Huissier pour ce requis , de faire payer à l'impétrant les sommes qui lui sont dûes , & de contraindre au paiement d'icelles les débiteurs par vente & exécution de leurs meubles , par saisies réelles de leurs héritages , même par emprisonnement de leurs personnes , si le cas le requiert.

Quand les contrats & obligations sont passées dans une Justice Royale , elles ne sont point exécutoires dans un autre sans la permission du Juge des lieux , & pour se passer de la permission du Juge , on se sert des Lettres de Debitis , quand c'est dans l'étendue du Parlement , & quand c'est dans un autre Parlement , il faut des Lettres de Pareatis.

DEBOUTÉ , est un terme de pratique qui signifie déchu.

On dit , par exemple , débouté de sa demande , débouté de son opposition , pour dire déchu , à quoi le Juge ajoute toujours une condamnation aux dépens , en quoi le débouté differe de ce qu'on appelle *bors de Contr.*

DEBOUTÉ DE DÉFENSES , étoit un jugement rendu contre le défendeur qui avoit comparu , & n'avoit pas fourni des défenses dans le tems de l'Ordon-

nance , mais ces déboursés de défenses ont été abrogés par l'Ordonnance de 1667.

DECEPTION d'outre moitié de juste prix. *Voyez* Lézion.

DECERNER, en termes de Palais, se dit des décrets qu'on donne en matiere criminelle contre quelqu'un pour l'arrêter ou l'ajourner personnellement. *Voyez* Décret.

DECÈS, se prouve par l'extract mortuaire, ou en cas de perte des Registres par d'autres actes équipolens.

Le décès apporte divers changemens dans la procedure : si une partie decede , & que l'instance ne soit pas en état d'être jugée , il faut que les héritiers reprennent par un acte qu'ils passent au Greffe , ou bien les faire assigner en reprise : si c'est le Procureur , un autre Procureur se présente par un simple acte.

En matiere d'évocation, dès que le Juge du chef de qui l'on a évoqué decede , l'évocation cesse.

En matiere criminelle , le crime est éteint par le décès de l'accusé.

DÉCHARGE, est un acte par lequel on se défist des prétentions qu'on peut avoir contre quelqu'un ; ou par lequel on déclare que celui qui étoit chargé de contrats, titres, papiers ou autre chose , les a rendus.

DÉCHARGE, se dit aussi de la liberation qu'on obtient en Justice, & de ce qui y contribuë.

DÉCHARGÉ DE LA CONTRAINTE PAR CORPS, se dit lorsque par quelque acte ou jugement le débiteur n'est pas déchargé de la dette , mais seulement de la contrainte par corps que le créancier avoit droit auparavant d'exercer contre lui.

DÉCHU DE L'APPEL, se dit de l'appellant qui laisse prendre un congé par l'Intimé , & quoiqu'il semble que déchû & débouté soient la même chose , cependant le premier se dit ordinairement de l'appel , & l'autre de la demande ou de l'opposition ; ainsi on dit débouté de sa demande , & débouté de son opposition.

DECIMATEURS, est celui qui a droit de percevoir des dixmes. *Voyez* Dixmes.

DECIMES sont des subventions ordinaires qui se levent sur le Clergé, & dont la taxe est faite sur tous ceux qui le composent.

On les appelle ainsi, comme étant la dixième partie du revenu des biens Ecclésiastiques; toutefois elles sont moderées à moins.

DECISION, signifie la Sentence d'une Loy ou d'une Ordonnance, c'est-à-dire, la partie qui statue quelque chose.

DÉCISIONS DE L'EMPEREUR JUSTINIEN, sont les cinquante Ordonnances que cet Empereur fit, après la publication de son premier Code, par lesquelles il décide les grandes questions qui avoient partagé les Jurisconsultes.

Voyez ce que nous en avons dit dans l'Histoire du Droit en parlant du Code de la seconde Edition.

DECOISE. *Voyez* Serment décisoire.

DECLARATION DU ROY, est une Ordonnance par laquelle le Roy interprète, ou reforme, ou casse pour le tout ou en partie quelque Edit ou Ordonnance.

Les Déclarations commencent par ces mots: *A tous ceux qui ces présentes Lettres verront*. Elles sont scellées du grand Sceau de cire Jaune sur une double queue de parchemin, & sont dattées du jour, du mois & de l'année.

Elles diffèrent en cela des Edits qui contiennent une première Loy, & commencent par ces mots: *A tous présents & avenir, Salut, &c.* & sont signées du Roy; & visées par le Chancelier, scellées du grand Sceau en cire verte sur des lacs de soye verte & rouge, & ne sont dattées que du mois & de l'année, & non pas du jour.

Ces différences ne sont pas néanmoins toujours observées fort exactement; ainsi on voit que le Règlement pour les Baillifs & Sénéchaux donné à Cremieu le 19. Juin 1539. est rédigé en forme de Déclaration.

puisqu'il est daté du jour, du mois & de l'année, & qu'il commence par ces mots : *François par la grace de Dieu Roy, &c. à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut, &c.*

Cependant il est universellement apellé l'Edit de Cremieu, & le Prince le qualifie lui-même d'Edit.

On en pourroit encore donner d'autres exemples, & même d'Edits qui ne sont scellez qu'en cire jaune, ou qui ne sont datez que du mois, & qui commencent néanmoins par cette formule. *A tous ceux qui présentes Lettres verront.*

DECLARATION AU PROFIT D'UN TIERS, est un acte par lequel celui qui a accepté une obligation, déclare qu'il n'y prétend aucune chose, d'autant qu'elle ne lui appartient point, mais à un tel au profit duquel il fait ladite déclaration.

Cette invention sert admirablement à ceux qui veulent mettre leurs effets à couvert en fraude de leurs créanciers.

Comme cet acte ne contribuë pas moins que les contre-Lettres à éluder les sages dispositions des Loix, il seroit à souhaiter qu'il ne fût pas aussi pratiqué qu'il est, ou du moins qu'on n'en fît point de mauvais usage.

DECLARATION DE DEPENS, est un memoire des fraix & dépens faits en un procès dûs par celui qui a été condamné, sur lequel la Cour délivre un exécutoire de dépens contenant la somme à laquelle se montent les dépens mentionnés dans le memoire article par article.

Quand un Procureur veut compter avec sa partie, ou regler à l'amiable les dépens dûs par la partie adverse, le memoire qu'il donne des frais, salaires, vacations & déboursés, est apellé memoire de frais; mais lorsque les dépens doivent être taxés à la rigueur pour parvenir à un exécutoire, le memoire se fait par une déclaration de dépens.

DECLARATION D'HYPOTHEQUE, ou action

en déclaration d'hypothèque. *Voyez* Hypothèque.

DECLINATOIRE *Voyez* Exception déclina-
toire. Nous remarquerons seulement ici , 1°. Que
le déclinaire doit être jugé à l'Audience sur le
champ après un délibéré.

II°. Que quand celui qui demande son renvoi ob-
tient à ses fins , le Juge ordonne que les parties se
pourvoient pardevant celui du privilege , ou bien il
prononce par renvoi , si le Juge du privilege n'est pas
superieur ; mais s'il trouve que celui qui défend au dé-
clinatoire ne doit pas être distrait de sa Jurisdiction
naturelle , il ordonne que les parties procederont par-
devant lui , & condamne le demandeur aux dépens
de l'incident.

III°. Que celui qui n'est point privilégié , & qui
fait assigner ou renvoyer une cause pardevant des Ju-
ges , est condamné par le Jugement ou Arrêt qui in-
tervient sur le déclinaire en soixante & quinze livres
d'amende.

DECLINER , signifie éviter la Jurisdiction d'un
Juge pardevant lequel on est assigné , & demander son
renvoi ailleurs.

DECONFITURE , signifie l'insolvabilité d'un
débiteur dont les biens sont saisis , & qui a plusieurs
créanciers , qu'il n'est pas en état de satisfaire , après
discussion faite de tous ses biens.

Pour qu'il soit constant qu'un homme est déconfi
ou insolvable , il faut donc que tous les biens tant meu-
bles qu'immeubles aient été saisis & vendus publique-
ment , & que le prix qui en est provenu n'est pas suf-
fisant pour satisfaire les créanciers saisissans ou opo-
sans.

En cas de déconfiture , les créanciers chirographai-
res ou les créanciers hypothécaires qui ne peuvent pas
être payés sur les immeubles , viennent tous sur les meu-
bles à contribution au sol la livre.

A l'égard des créanciers chirographaires qui sont
priviliégiés , ils ne viennent point à contribution , &
n'ont qu'à se servir de leur privilege.

Ceux qui ont vendu un meuble & qui n'en font point payés, ceux à qui il est dû pour loyer de la maison où se trouvent les meubles, ceux à qui il est dû pour dépens d'hôtelage, ne viennent point par contribution, non plus que ceux qui sont nantis du gage. *Voyez Contribution.*

DECRET, se dit ou en matiere civile ou en matiere criminelle; en l'une & l'autre c'est une Ordonnance que le Juge rend en connoissance de cause concernant la procedure & l'instruction.

DECRET EN MATIERE CIVILE, se dit premierement de la Sentence qui permet aux mineurs la vente de leurs biens, *causa cognita*.

En second lieu, du Jugement qui permet de vendre & d'adjuger les biens d'un débiteur saisi réellement, faite par lui de satisfaire aux causes de la saisie réelle & des oppositions formées à icelle par ses créanciers.

DECRET D'ADJUDICATION, est le Jugement qui autorise la vente qui se fait en Justice au plus offrant & dernier encherisseur.

Il y en a de deux sortes, sçavoir le décret volontaire & le décret forcé dont nous allons parler, après avoir donné quelques observations importantes sur les décrets d'adjudication en general.

Ces décrets d'adjudication ne se peuvent pas faire dans toutes sortes de Jurisdiccions. Le Reglement general du Parlement scant aux grands jours tenus à Clermont en date du 30. Janvier 1666. porte qu'on ne peut faire des décrets que dans les Sièges Royaux ou dans les Duchés-Pairies ressortissans nuëment en la Cour, ce qui a été renouvelé par un Arrêt du 31. May 1683.

La forme de ces décrets est établie par l'Edit d'Henri II. de l'année 1551. que l'on appelle l'Edit des Crieés; cependant les formalités sont différentes presque dans tous les Tribunaux du Royaume.

D'ailleurs il y a des Provinces où les décrets ne sont point en usage, comme dans la Bresse & le Buguy où

l'on use de subhastations : en d'autres , comme dans le ressort du Parlement de Toulouse , les décrets peuvent être rabatus pendant dix ans , quand l'adjudication a été faite par Arrêt , & pendant trente ans , quand c'est en vertu d'une Sentence.

DECRET VOLONTAIRE, est celui qui se fait du consentement des parties sur le vendeur , afin de purger les hypothèques , & de mettre l'acquéreur en sûreté.

Ainsi on convient souvent dans les contrats de vente que le vendeur ne touchera le prix d'un héritage qu'après le décret volontaire qui en sera fait , & qu'il aura été en conséquence adjugé à l'acquéreur.

Pour cet effet l'acquéreur après avoir fait saisir réellement sur lui l'héritage qu'il a acheté à la requête d'un de ces créanciers, fait faire les criées & les mêmes procédures qui se font au cas du décret forcé jusqu'à l'adjudication.

Voici comme cela se pratique. L'acquéreur crée une dette imaginaire au profit d'un ami , & se fait faire par cet ami un commandement pour payer , & sur le refus cet ami saisit réellement sur l'acquéreur l'immeuble , ensuite à l'exception du bail judiciaire l'on fait les criées & le reste de la procédure , comme dans un décret forcé jusqu'à l'adjudication.

Il faut seulement dans la saisie procès verbal de criées , affiche , Sentence de certification de criées , assignation pour donner moyens de nullité , congé d'adjudger , enchere de quarantaine , adjudication sauf quinzaine , remises & décret , ne pas manquer de mettre que l'immeuble est saisi sur tel acquereur , comme ayant acquis de tel son vendeur , autrement les créanciers hypothécaires de ce vendeur seroient en droit de se plaindre & de faire déclarer l'immeuble affecté & hypothéqué à leur dû , attendu que les criées où il ne seroit pas fait mention que l'héritage avoit été acquis de leur débiteur , auroient été faites en fraude , & que son nom ne s'étant point trouvé dans les criées & autres actes , ils n'auroient eû aucune connoissance de la

vente qu'il auroit fait de l'héritage par lui aliéné.

Quand l'adjudication est faite dans les formes en vertu d'un décret volontaire, les Receveurs des consignations ne peuvent pas obliger l'adjudicataire à consigner le prix, ni à lui payer aucun droit, en justifiant par lui qu'il n'y a point d'oppositions subsistantes au décret.

Lorsqu'il y a des oppositions à un décret volontaire, il faut faire ordonner de concert avec les opposans que leurs oppositions seront rayées du Registre, & converties en saisies & arrêts sur le prix entre les mains de l'acquéreur : ce faisant que le décret lui sera délivré par le Greffier. Ce qui ôte tout prétexte au Receveur des consignations de prétendre que le prix soit consigné, & que les droits de consignation lui soient payés.

DECRET FORCE', est celui qui se fait involontairement à la poursuite d'un créancier qui a fait saisir réellement un héritage ou autre immeuble appartenant à son débiteur qui est en demeure de payer.

En conséquence de la saisie réelle & des autres procédures qui se font dans la poursuite des criées, l'on parvient à l'adjudication, & le jugement qui adjuge l'immeuble saisi réellement au plus offrant & dernier enchérisseur, est appelé décret.

DECRET EN MATIERE CRIMINELLE. Il y en a de trois sortes, sçavoir le décret d'assigné pour être ouï, le décret d'ajournement personnel, & le décret de prise de corps dont la qualité doit être proportionnée à celle des crimes, des preuves & des personnes.

Le Juge doit donc ordonner selon la qualité des crimes, des preuves & des personnes, que la partie sera assignée pour être ouïe, adjournée à comparoir en personne, ou prise au corps, suivant l'art. 2. du tit. 2. de l'Ordonnance criminelle : ce qui dépend de l'arbitrage du Juge qui doit avoir en cela égard aux circonstances ; en sorte même que pour injures, quand elles sont atroces & faites à une personne de conside-

ration , il peut décréter de prise de corps.

Voici les autres regles qui doivent être observées sur ces sortes de décrets.

I°. Aucun ne peut être adjourné à comparoir en personne à la requête du Procureur du Roy , s'il n'y a décret du Juge.

II°. Les Prévôts des Maréchaux ne peuvent décréter hors le cas de leur competence.

III°. Le Juge qui décerne un décret en matiere criminelle , n'est point tenu de spécifier & dénommer le crime , pour raison de quoi il décerne le décret , il lui suffit de marquer que le décrété est trouvé chargé par les informations.

IV°. Les décrets ne deviennent point surannés , & qu'ils ont toujours leur exécution jusqu'à ce que le crime soit prescrit.

V°. L'apel d'un décret est verbal , & on le porte à l'Audiance de la Tournelle criminelle. Et si la cause y est appointée , c'est un appointement au Conseil à fournir causes d'apel & moyens de nullité , réponses , écrire & produire.

Mais par un Arrêt du Parlement du 22. Février 1695. il est dit qu'il ne pourra être taxé dans les affaires d'injurés , de débauches , de risques & autres , dont le principal se juge avec l'apel , & qui dépendent particulièrement des informations , que 6. liv. pour la production , & pareille somme de 6. liv. pour chaque requête d'emploi pour cause d'apel , réponses & contredits.

Touchant les décrets en matiere criminelle , voyez le titre 10. de l'Ordonnance de 1670.

DECRET D'ASSIGNE' POUR ETRE OUI , est une Ordonnance que le Juge rend quand il s'agit de crimes non capitaux , auxquels n'échet ni peine afflictive ni peine infamante , ou quand les charges se trouvent legeres dans les informations , ou que l'accusé est Officier ou personne de qualité , le Juge ordonne alors que l'accusé sera assigné pardevant lui à comparoir en personne.

Ainsi par le décret d'assigné pour être oïi, le Juge ordonne que l'accusé sera assigné pour être oui sur les faits resultans de l'information, & répondre aux conclusions que le Procureur du Roy voudra prendre contre lui.

Si celui qui aura été assigné pour être oïi ne compare point dans le délai qui lui aura été donné & qui sera réglé suivant la distance des lieux, la partie civile, ou s'il n'y a point de partie civile, le Procureur du Roy ou le Procureur fiscal, leveront contre lui défaut au Greffe des présentations, ensuite le donneront à juger, & pour le profit l'Ordonnance d'assigné pour être oïi, sera convertie en adjournement personnel.

Ce décret est aux mêmes fins que le décret d'adjournement personnel, il n'y a de différence que dans la prononciation, & en ce qu'il n'emporte point d'interdiction.

Voyez le titre 10. de l'Ordonnance de 1670.

DECRET D'ADJOURNEMENT PERSONNEL, outre la conversion dont il vient d'être parlé, est une Ordonnance décernée par le Juge, lorsque les charges & informations paroissent trop fortes, pour ne prononcer qu'un décret d'assigné pour être oïi, & qu'elles ne le paroissent pas assez pour décerner un décret de prise de corps contre un domicilié.

Dans ce cas le Juge ordonne sur les conclusions du Procureur du Roy, que l'accusé sera assigné à comparoître en personne un tel jour, suivant la distance des lieux comme en matiere civile, pardevant lui, pour être oïi & interrogé sur les faits resultans des charges & informations, & autres sur lesquels le Procureur du Roy le voudra faire oïir & répondre à ses conclusions.

Ce décret emporte de plein droit interdiction contre les Juges & Officiers de Justice, jusqu'à ce qu'il soit purgé.

Il y a une Déclaration du Roy en forme d'Edit du mois de Décembre 1680. enregistré au Parlement le 10. Janvier 1681. portant défenses à toutes les Cours de

donner aucuns Arrêts de défenses d'exécuter les décrets d'adjournemens personnels qu'après avoir vû les informations , lorsqu'ils auront été décernés par les Juges Ecclésiastiques , ou par les Juges ordinaires Royaux , pour fausseté , pour malversations d'Officiers dans l'exercice de leurs Charges , ou lorsqu'il y aura d'autres coaccusés , contre lesquels il aura été décrété de prise de corps.

Par la même Déclaration Sa Majesté veut que les accusés qui demanderont ainsi des défenses soient tenus d'attacher à leur requête la copie du décret qui leur a été signifié , que tous les Juges Royaux & des Seigneurs soient tenus d'exprimer dans les décrets d'adjournement personnel , le titre de l'accusation , à peine d'interdiction , & que toutes les requêtes soient communiquées au Procureur Général de la Cour où elles sont pendantes.

On n'obtient pas toujours des défenses dans les autres cas , il est permis aux Juges de les refuser , selon qu'il leur paroît convenable par le titre de l'accusation.

Il en est beaucoup d'occasions plus à propos de comparoir à l'assignation , que d'interjetter apel du décret. Il ne faut tenter la voye d'apel que quand on est assuré d'obtenir des défenses.

La procedure contre celui qui ne comparoit point à l'adjournement personnel , est semblable à celle qui se fait contre celui qui a été assigné pour être ouï , & qui n'a point comparu.

La peine de contumace est la conversion du décret d'adjournement personnel en décret de prise de corps.

Voyez le titre 10. de l'Ordonnance de 1670.

DECRET DE PRISE DE CORPS , est une Ordonnance que le Juge rend , quand par les charges & informations il lui aparoît qu'il s'agit de crimes sujets à punition corporelle , auquel cas il ordonne que l'accusé sera pris & conduit dans les prisons.

Il se décerne , 1^o. dans le cas de la conversion de l'adjournement personnel en décret de prise de corps.

II^o.

II°. Contre les vagabons sur la plainte des Procureurs du Roy , & contre les domestiques sur la plainte de leurs Maîtres.

III°. Contre toutes sortes de personnes , qui par les charges & informations , paroissent mériter peine afflictive ou infamante.

Quand l'accusé est domicilié, le Juge ne décerne pas facilement de decret de prise de corps ; pour qu'il en décerne , il faut que le cas soit grave.

Le decret de prise de corps porte que l'accusé sera pris au corps & conduit dans les prisons du Juge , pour être ouï & interrogé sur les faits résultans des charges & informations , & autres sur lesquels le Procureur du Roy le voudra faire ouïr ; sinon qu'après la perquisition de la personne , il sera assigné à comparoir à quinzaine , & par un seul cri public , à la huitaine en suivant.

Il porte aussi que ses biens seront saisis & annotez , avec établissement de Commissaire. Au lieu que dans les contraintes par corps pour dettes civiles , dans le cas où elle a lieu , le Juge ordonne seulement que le débiteur faute de paiement sera constitué prisonnier , & détenu dans les prisons jusqu'à ce qu'il ait satisfait.

Voyez le tit. 10. de l'Ordonnance de 1670.

DECROISSEMENT. *Voyez* Acroissement.

DEFAILLANT, est celui qui ne comparoit pas en Justice sur les assignations données.

DÉFAUT, est un acte qui se donne en Justice au demandeur , de la contumace du défendeur défaillant ; de même que le congé est un acte qui se donne au défendeur de la contumace du demandeur.

L'on distingue trois sortes de défauts : sçavoir le défaut faute de comparoir , le défaut faute de défendre , & le défaut faute de venir plaider , à quoi il faut ajouter un quatrième , qui est le défaut faute de conclure.

DÉFAUT FAUTE DE COMPAROIR, est celui qui se donne au demandeur contre celui qui est assigné ,

& qui sur l'assignation ne se présente pas dans les délais de l'Ordonnance.

Ce défaut se prend au Greffe, & se fait juger après un autre délai de huitaine pour ceux qui sont ajournés à huitaine, & à l'égard de ceux qui sont ajournés à plus longs jours, le délai pour faire juger le défaut, outre celui de l'assignation & de huitaine pour défendre, sera encore de la moitié du tems porté par le délai de l'assignation.

Le Jugement qui intervient sur un défaut faute de comparoir, adjuge les conclusions au demandeur, avec dépens.

DÉFAUT FAUTE DE DÉFENDRE, est celui que prend le demandeur contre le défendeur qui s'est présenté sur l'assignation, mais qui n'a pas fourni de défenses dans les délais de l'Ordonnance.

Ce défaut se donne à l'Audience sans autre acte ni délai, ni sommation préalable, & le profit s'en juge sur le champ dans les Jurisdictions inférieures, & en conséquence les conclusions de la demande sont adjugées.

Mais dans les Cours Souveraines, le demandeur doit lever ce défaut au Greffe, & le signifier au Procureur du demandeur; huitaine après il le doit bailler à juger.

Si le Procureur du défendeur fournit de défenses entre le défaut & le jugement, sa partie en fera quitte pour refonder les dépens.

DÉFAUT FAUTE DE VENIR PLAIDER, est celui qui se donne au demandeur à l'Audience, contre le défendeur, qui s'est présenté & a fourni de défenses, mais qui a manqué de comparoir à l'Audience pour plaider.

Pour que ce défaut se donne, il faut qu'il y ait eu un avenir signifié; auquel cas si le Procureur ou l'Avocat du défendeur ne compare point à l'Audience, sera donné défaut au comparant, & pour le profit ses conclusions lui sont adjugées.

Si au contraire le demandeur ne compare point à l'Audience par son Avocat ou par son Procureur , le défendeur obtiendra congé , & pour le profit sera renvoyé absous de la demande.

On n'est point reçu à se pourvoir contre ces jugemens , soit qu'ils portent condamnation ou absolution , si ce n'est par opposition dans la huitaine du jour de la signification de la Sentence ou de l'Arrêt : ou après la huitaine , par apel , si les jugemens ne sont pas souverains ; ou par requête civile s'ils sont rendus en dernier ressort.

Il y a encore une observation à faire là-dessus : c'est que quand l'Arrêt par défaut a été rendu à tour de rôle , l'on ne peut pas revenir contre que par requête civile , même dans la huitaine.

DÉFAUT FAUTE DE CONCLURE. *Voyez* Apellations en procès par écrit. *Voyez* aussi Apointement de conclusion.

DÉFAUT en matiere criminelle. *Voyez* Contumace. *Voyez* le tit. 10. de l'Ordonnance de 1670.

DÉFAUT SAUF L'HEURE, est celui qui est prononcé à l'Audience , & rabattu lorsque l'Avocat ou le Procureur se présente pour plaider avant que l'Audience soit levée.

DÉFENDEUR, est celui qui est ajourné par-devant le Juge , pour être condamné aux fins & conclusions du demandeur , & fournir de défenses pour être déchargé de la demande qui est intentée contre lui.

DÉFENDEUR ORIGINAIRE, est en matiere de garantie celui qui est poursuivi en déclaration d'hypothèque , lequel est demandeur en garantie contre son garand ; & le garand est défendeur en garantie.

Par exemple , celui qui a vendu un heritage hypothéqué , poursuivi en garantie par le défendeur originaire , est appellé défendeur en garantie.

DÉFENDEUR EN REQUÊTE CIVILE, est celui qui défend au contenu des Lettres de Requête

civile, & qui soutient qu'il n'y a pas eu de surprise ni de défaut de formalité, ou de procédure en l'obtention de l'Arrêt, qui lui a donné gain de cause.

DÉFENDEUR INCIDEMMENT DEMANDEUR, est celui qui par ses défenses se constitue incidemment demandeur.

DÉFENDEUR EN FORME, ET DEMANDEUR AU FOND. Pour entendre ce que c'est, il faut observer qu'il y a différence entre la forme & le fond; ce qui se connoîtra par l'exemple suivant.

Mævius soutient que la saisie réelle faite par Titius son créancier est nulle, faute de formalités, ou parce que les titres de Titius n'étoient pas exécutoires pour saisir, comme si c'est une Sentence ou un contrat non scellé, ou une condamnation en donnant caution, & que la caution n'ait point été reçue; & que sur ce fondement Mævius en demande main-levée, & que Titius au contraire soutienne la saisie bonne, & demande la condamnation de la somme; Mævius est demandeur en la forme, & défendeur au fond, & Titius est défendeur en la forme, & demandeur au fond.

Ainsi celui qui s'oppose à une Sentence par défaut, est demandeur en la forme.

DÉFENDEURS ET DEMANDEURS. Voyez demandeurs & défendeurs.

DÉFENSES, sont les raisons que le défendeur oppose à la demande qui lui est faite. Voyez Exceptions.

Il y a diverses sortes de défenses, selon les actions intentées, & les moyens qui se peuvent proposer contre : elles sont pour ainsi dire infinies; cependant elles se réduisent à quelques-unes qui sont générales.

I°. En action possessoire les défenses sont, qu'on n'a point fait le trouble, ou qu'on est bien fondé de l'avoir fait, ou parce qu'on prétend être en possession ou propriétaire de la chose en laquelle le trouble est prétendu avoir été fait.

II°. En action réelle, les défenses sont, que l'ho-

ritage pour lequel on est poursuivi par cette action, nous appartient, ou en vertu d'un titre ou par prescription; ou que le demandeur n'en a point de titre de propriété, ou que ceux dont il se sert, ne sont pas suffisans pour justifier qu'il est propriétaire de la chose.

III°. En action hypothécaire, on oppose à cette demande, que le titre en vertu duquel le demandeur agit par cette action, est nul, ou que la dette est acquittée, ou qu'il y a prescription, ou fin de non-recevoir, ou que le titre est faux, auquel cas il faut s'inscrire en faux.

IV°. En action personnelle, les défenses sont, qu'on ne doit point ce qui est demandé, parce qu'on a payé, ou par quelque autre raison.

DÉFENSES PAR ATTENUATION, sont exceptions en matiere criminelle, proposées par l'accusé, pour détruire les raisons, les moyens & les preuves dont se sert l'accusateur, pour prouver que l'accusé a commis le crime dont il est question.

Ces sortes de défenses sont abrogées par l'Ordonnance criminelle; mais on peut présenter Requête pour servir de défenses, raisons & moyens contre les pieces justificatives de l'accusateur.

DÉFENSES AU CONTRAIRE, est quand le Juge permet à une partie de proposer des défenses au contraire de ce qui est avancé par la partie adverse.

Par exemple, par l'article 26. du titre 11. de l'Ordonnance du mois d'Avril 1667. il est défendu d'expedier à l'avenir aucunes Lettres pour articuler faits nouveaux, ordonnant que les faits soient posez dans une simple requête jointe au procès, sauf au défendeur d'y répondre par une autre requête.

Cette requête est jointe au procès, *défenses au contraire*, c'est-à-dire, qu'il est en la disposition de la partie adverse de répondre aux faits contenus en la requête, au cas qu'elles les prétende faux ou supposés, & non pas qu'ils soient tenus pour vrais, parce que la requête dans laquelle ils sont cōtenus, est jointe au procès.

DÉFENSES GENERALES, sont les Lettres ou les Jugemens qui sont obtenus par les débiteurs contre tous leurs créanciers pendant un tems, pour faire homologuer un contrat, ou pour faire l'enterinement du répi demandé. Sur quoi *Voyez* l'Ordonnance de 1673. tit. 9.

DÉFENSES, signifient quelquefois un Arrêt qu'on obtient pour empêcher l'exécution d'une Sentence. *Voyez* Arrêt de défenses.

DÉFENSES, sont encore les prohibitions portées par les Ordonnances, Edits & Déclarations de nos Rois.

On se sert aussi de ce mot pour signifier les prohibitions faites par les Coutumes.

Enfin ce terme est employé pour exprimer celles qui sont faites par les Arrêts & Reglements des Cours Souveraines; quelquefois même celles qui sont faites par des Jugemens rendus entre des particuliers.

DÉFÉRER, signifie accuser, dénoncer. On ne reçoit point le témoignage de ceux qui ont été déferez en Justice.

L'on dit déferer le serment à sa partie, pour dire qu'on s'en raporte à son serment.

DÉFINITIF. Par Jugement définitif nous entendons celui qui décide entierement la contestation qui étoit entre les parties.

Il differe du Jugement préparatoire, autrement appelé interlocutoire, qui décide seulement quelque chose *interim*, pour l'instruction, avant que de parvenir au jugement définitif.

DÉGRADATION, est la privation d'un Ordre, d'une Qualité ou d'une Dignité.

D'un Ordre, comme est celle que l'on faisoit autrefois subir aux Prêtres condamnés à mort, avant que de les exécuter. Par l'Ordonnance de Charles IX. de 1571. les Prêtres & autres Promûs aux Ordres sacrés ne doivent être exécutés, en cas de crime & condamnation de mort, sans dégradation précédente; néan-

moins les Arrêts ont jugé depuis que cette dégradation n'est pas nécessaire.

D'une Qualité : comme quand un Gentil'homme est dégradé du titre de Noblesse.

D'une Dignité : comme quand un Officier est privé avec ignominie des marques d'honneur de sa Charge.

DEGRADATIONS DES BATIMENS. *Voyez Réparations.*

DEGRÉ, signifie la même chose que distance.

DEGRÉ, de parenté ou de consanguinité, *Voyez. Parenté.*

DEGRÉ, signifie quelquefois rang qu'on a obtenu dans une Faculté : sur quoi *Voyez Graduez.*

DEGRÉ DE JURISDICTION. Il y a trois degré de Jurisdiction Seigneuriale, sçavoir la basse, la moyenne, & la haute-Justice.

On n'apelle point de la basse Justice à la moyenne, on va droit à la haute : ce qui est une exception de la regle, qui veut que tout apel soit porté *gradatim*, au Juge Supérieur, *non omisso medio.*

A l'égard des appellations interjettées des Sentences du Moyen Justicier, elles vont conformément à la regle ordinaire, à la haute-Justice.

Ainsi pour parvenir au Juge Royal, il ne peut y avoir que deux Juridictions au plus.

Il y a aussi trois degrez de Jurisdiction Royale.

Le premier, est celui des Châtelains, Prevôts Royaux ou Viguiers.

Le deuxième, est celui des Baillifs, Sénéchaux, ou Présidiaux.

Le troisième, est celui des Parlemens qui jugent souverainement & en dernier ressort les appellations desdits Baillifs & Sénéchaux.

DEGREZ DE JURISDICTION ECCLESIASTIQUE.

Il y en a quatre, le premier est celui de l'Evêque : le deuxième, est celui de l'Archevêque, le troisième, est celui du Primat : le quatrième, est celui du Pape.

Il faut nécessairement passer d'un degré au suivant

gradatim & non omisso medio. Ainsi les appellations d'Official de l'Evêque ne peuvent être interjettées que pardevant celui de l'Archevêque, & celle de l'Official de l'Archevêque ne peuvent être interjettées que pardevant le Primat, & celles du Primat au Pape.

Cette regle souffre une exception, sçavoir quand l'apel est interjetté comme d'abus; car il va directement & sans moyen au Parlement de Paris.

On ne passe pas toujours par ces quatre degrés de Jurisdiction Ecclesiastique, il y a des Evêques & Archevêques immédiatement soumis au Pape.

D'ailleurs on n'apelle pas toujours depuis l'Evêque jusqu'au Pape; car quand en Jurisdiction Ecclesiastique il y a trois Sentences définitives qui sont conformes, on n'en peut plus en appeler.

DEGRÉS EN FAIT DE SUBSTITUTION GRADUELLE ET PERPETUELLE, sont bornés à deux, non compris l'institution.

Dans cette supputation de degrés on ne compte. I^o. que par génération, & non par têtes.

II^o On ne compte que ceux qui ont réellement joui de la substitution, & non ceux qui n'ont pas voulu, ou n'ont pas pu la recueillir.

DEGUERPISSEMENT, délaissement. *Voyez* Abandonnement.

DE LAI, est un tems accordé, ou par la Loy, ou par la Coutume, pour la procedure ou pour les affaires.

Nous avons plusieurs sortes de délais accordez par les Ordonnances, qui sont: I^o. Les délais des assignations accordez aux défendeurs, tant pour constituer Procureur, que pour fournir de défenses.

II^o. Le délai d'amener garand, accordé tant en garantie formelle, qu'en garantie simple.

III^o. Délais de fournir des griefs & réponses.

IV^o. Délais pour produire & contredire.

V^o. Délais pour faire enquête.

VI^o. Délais pour faire inventaire.

VII^o. Délais pour délibérer.

VIII°. Délais de remise de quinzaine en quinzaine.

Nous parlerons ici principalement des délais pour comparoir aux assignations, & nous expliquerons les autres en parlant des choses pour lesquelles ils sont accordés.

DELAIS D'ASSIGNATIONS, sont differens suivant les différentes Jurisdic^{tions}, où les assignations sont données, & suivant la distance des lieux du domicile du défendeur, & le lieu de la Jurisdic^{tion} où il est assigné. Ce qui a été ainsi établi, afin que les défendeurs eussent un tems compé^{tant} pour comparoir à l'assignation.

Aux Mairies particulieres des Eaux & Forêts, Connétablies, Grenier à Sel, Traites-Foraines, Hôtel de Villes, les délais sont de 24. heures, ou de trois jours au plus, quand le défendeur est dans le lieu; & de huitaine quand il en est hors dans l'étendue de dix lieuës, mais s'il est au de-là des dix lieuës, le délai est augmenté à raison d'un jour par dix lieuës.

Le délai d'assignation donné devant un premier Juge ordinaire, Prevôt ou Châtelain, quand le défendeur demeure dans le lieu, est de trois jours ou de huitaine; mais s'il demeure hors du lieu & dans le ressort, le délai est de huitaine, ou de quinzaine au plus.

Aux Sièges Présidiaux, Bailliages & Sénéchaussées Royales, quand le défendeur demeure sur le lieu ou dans la distance des dix lieuës, le délai est au moins de huitaine, & de quinzaine au plus; & pour ceux qui sont hors la distance des dix lieuës, il sera au moins de quinzaine, & au plus de trois semaines.

Aux Requêtes de l'Hôtel ou du Palais, & aux Sièges des Conservateurs des privileges des Universités, les défendeurs demeurans sur le lieu, le délai est de huitaine; pour ceux qui sont dans l'étendue des dix lieuës, il est de quinzaine, & d'un mois pour ceux qui sont dans la distance de cinquante lieuës; & de deux mois pour ceux qui sont demeurans hors le ressort du Parlement.

Le délai dans les Cours Souveraines pour les domiciliés est de huitaine ; pour ceux qui demeurent hors la Ville dans l'étendue des dix lieues , il est de quinzaine , d'un mois pour ceux qui demeurent au-delà des dix lieues dans l'étendue de cinquante , & pour ceux qui demeurent au-delà , il est de six semaines , pourvu que ce soit dans le ressort du même Parlement ou Cour des Aydes ; quand c'est hors , il est de deux mois ; mais à l'égard du Grand-Conseil , au-delà de cinquante lieues , le délai est augmenté d'un jour par dix lieues.

Au reste le jour auquel l'assignation est donnée , & celui auquel elle échet sont francs , & ne se comptent point dans les délais.

DE LAIS ACCORDEZ A L'HERITIER OU A LA VEUVE POUR DELIBERER, sont les délais qui sont accordés pour délibérer si on se portera héritier d'un défunt , ou si une veuve acceptera la communauté.

Ces délais sont de quarante jours : ainsi quand un héritier est assigné en qualité d'héritier , ou la veuve en qualité de commune par les créanciers du défunt , pour lors l'héritier & la veuve ont quarante jours pour prendre qualité d'héritier ou de commune , à compter du jour que l'inventaire des biens de la succession , ou de la communauté aura été fait , lequel doit être parachevé dans trois mois.

Voyez le tit. 7. de l'Ordonnance de 1667. *Voyez* aussi délibérer.

DE LAISSEMENT, est un terme général qui convient à cinq espèces ; sçavoir I°. A la cession de biens.

II°. A la renonciation à une succession ou à une communauté.

III°. Au désistement d'une possession , lorsqu'on est poursuivi par action réelle.

IV°. A l'abandonnement par hypothèque.

V°. Au déguerpissement.

Les deux premières espèces , regardent les actions

personnelles: les trois autres l'action réelle & hypothé-
quaire. *Voyez* Abandonnement.

DE L A T E U R, est le dénonciateur de quelque
crime. *Voyez* Accusation.

D E L É G A T I O N, est une commission par la-
quelle celui qui délègue substituë quelqu'un en sa place.
Voyez Juge délégué.

D E L É G A T I O N, est aussi une espece de
cession, par laquelle un débiteur substituë son débi-
teur en sa place; au moyen dequoi ce débiteur déle-
gué promet payer la dette au créancier de son créancier.

L'usage de ces délégations est fréquent dans les
contrats de vente. Le vendeur délègue ses créanciers
à l'acquéreur de la chose vendue, & l'acquéreur se
trouve par ce moyen chargé de les satisfaire, & d'en
acquitter le vendeur.

Pour qu'une délégation soit valable, il faut que
trois personnes y donnent leur consentement: sçavoir
le débiteur qui délègue, son débiteur qui est délégué,
& le créancier du débiteur qui délègue.

La délégation est un moyen d'anéantir l'ancienne
dette par ce changement, ou comme on dit en Droit,
par la novation, à laquelle le débiteur de celui qui
délègue a consenti, en reconnoissant & acceptant un
autre créancier, que celui dont il étoit originairement
débiteur.

La délégation du débiteur ne se peut faire que de
son consentement, & le débiteur qui est délégué à
celui que son créancier a substitué en sa place, est en-
tièrement libéré envers son premier créancier, qui a
fait la délégation.

Ainsi de même qu'il ne peut plus être par lui inquié-
té ni poursuivi, de même aussi le débiteur délégué
n'est pas recevable à dénier la dette pour laquelle il a
été délégué: il ne peut pas même opposer aucune ex-
ception pour cause procédant de la délégation contre
le créancier qu'il a volontairement accepté au lieu du
sien.

La délégation saisit sans qu'il soit besoin de la signifier au débiteur délégué, d'autant qu'il y a consenti.

Il n'en est pas de même de la vente ou transport d'une dette. I°. Elle ne produit point de novation.

II°. La cession ou transport d'une dette se fait sans que le débiteur y donne son consentement.

III°. Le débiteur, dont la dette est vendue ou transportée, peut alleguer contre le cessionnaire les mêmes défenses & exceptions qu'il eût pu alleguer contre son créancier, qui a fait le transport.

La raison est, que le changement de la personne du créancier, qui se fait par cession ou transport, ne peut porter aucun préjudice au débiteur, qui n'y a pas donné son consentement.

IV°. Le transport ne saisit point, & celui auquel le transport est fait, n'est présumé le maître des droits qui lui sont transportés, que par la signification du transport fait au débiteur; en sorte que les créanciers du cédant peuvent jusqu'à la signification du transport, faire saisir la dette, ou les droits cedez entre les mains du débiteur; auquel cas ils seroient préférés au cessionnaire.

Le Débiteur jusqu'à ce que le transport lui ait été signifié, peut valablement payer au cédant. Mais la signification avec copie délaissée au débiteur empêche que le débiteur ne puisse payer au cédant, & le cessionnaire rend celui au profit de qui la dette est transportée propriétaire d'icelle; de sorte qu'il est préféré à tous créanciers du cédant, qui auroient saisi postérieurement à la signification du transport.

Il nous reste deux choses à observer sur la délégation. La première est que tout le peril de la dette tombe sur le créancier, au profit de qui la délégation a été faite.

La deuxième est, que quand la délégation est portée par un contrat de vente, elle équipolle à une opposition; de sorte que le créancier qui accepte la délégation avant le decret volontaire, est conservé dans ses droits, de même que s'il s'étoit opposé.

Ainsi jugé par Arrêt du 1. Août 1686.

DELIBATION, est la distraction qu'on fait d'une chose particuliere sur la masse des biens d'une succession, ou d'une communauté.

Par exemple, le legs est apellé *delibatio hereditatis*; parce que le legs se prend par distraction sur la masse des biens de la succession. Le préciput se prend aussi par délibation ou distraction sur la masse des biens de la communauté, avant qu'elle soit partagée.

DELIBERÉ SUR LE REGISTRE, est un jugement par lequel on prononce qu'avant faire droit il en sera délibéré sur le Registre. Ainsi quand la Cour veut voir des pieces, ou qu'elle a d'autres raisons pour ne pas juger à l'Audience, elle ordonne après la plaidoirie d'une cause qu'il en sera délibéré sur le Registre, pour la discuter & examiner plus amplement dans la Chambre du Conseil.

DELIBERER, tems pour délibérer, se dit du tems qui est accordé à quelqu'un pour se déterminer s'il se portera héritier de quelqu'un ou non, celui qui est habile à se porter héritier, a trois mois pour faire inventaire, & après l'inventaire fait, quarante jours pour délibérer. *Voyez* le titre 7. de l'Ordonnance de 1667.

Par une regle de Droit François : *Le mort saisisse le vif, son plus proche héritier habile à lui succéder*; néanmoins comme par un autre maxime aussi ancienne, *n'est héritier qui ne veut*, celui qui ne fait point acte d'héritier n'est tenu d'aucune dette; son silence rend toujours sa qualité incertaine; dans tous les tems il lui est permis ou d'accepter ou de renoncer: mais quand les créanciers le forcent à s'expliquer, il est obligé de le faire dans les délais qui lui sont accordez par l'Ordonnance.

L'héritier poursuivi par les créanciers de la succession pour prendre qualité, ne pourroit demander aucun autre délai pour délibérer que celui de l'Ordonnance, à moins qu'il ne justifiât que l'inventaire n'auroit pu

être fait dans les trois mois pour des causes légitimes ; comme s'il n'avoit point eu connoissance du décès du défunt , ou à cause des opositions & contestations survenues , ou autrement ; & pour lors le Juge pourroit lui accorder un délai convenable pour faire inventaire , & quarante jours pour délibérer. Et ce délai ne peut être donné qu'à l'Audiance , sans que pour ce le Juge puisse apointer les parties.

La veuve assignée en qualité de commune , a les mêmes délais pour faire inventaire & délibérer , que l'heritier , & sous les mêmes conditions.

D É L I N Q U A N T , est celui qui a commis un délit ou un crime.

D É L I T , est une offense faite volontairement , ou contre l'intérêt public , ou celui des particuliers. De-là vient que le délit est public ou privé.

Le délit est celui qui est commis directement contre l'intérêt public comme l'homicide.

Le délit privé est celui qui cause du dommage ou de la perte à quelqu'un , comme le vol.

Cette division est prise du Droit Romain ; mais les Ordonnances de nos Rois en ont admis d'autres ; sçavoir les délits capitaux , & non capitaux , & les délits ou cas privilégiés & communs.

Voyez Crime. *Voyez* aussi ce que nous avons dit sur les titres premier & dernier du quatrième Livre des institutes. Nous dirons seulement ici quelque chose du délit commun , & du délit privilégié.

DELIT COMMUN , est opposé au délit privilégié , selon nôtre usage.

Par délit privilégié on entend celui , pour raison duquel l'Ecclesiastique est sujet à la Jurisdiction Laïque ; & par délit commun , celui dont le Juge d'Eglise peut connoître , lorsqu'il est commis par un Ecclesiastique.

La raison pour laquelle le délit dont la connoissance appartient au Juge Royal , est appelé privilégié , est parce que la Jurisdiction Ecclesiastique ayant été éta-

blie , tant pour les causes civiles que pour les criminelles en faveur des Ecclesiastiques , & le Juge d'Eglise ayant droit de connoître des crimes des Ecclesiastiques on a excepté les cas Royaux , lesquels sont appelez délits privilegiez , c'est-à-dire , exempts de la connoissance du Juge d'Eglise , attribuant au Juge Royal le droit & le privilege d'en connoître , à l'exclusion du Juge d'Eglise.

Ainsi les cas privilegiez sont les crimes commis par les Ecclesiastiques , qui sont si graves & si atroces qu'ils doivent être punis d'une peine , qui passe l'autorité du Juge d'Eglise , & les points canoniques & Ecclesiastiques qu'il peut infliger.

Ces délits privilegiez sont ceux qui se commettent contre le Roy , ou contre le bien public , comme sont les crimes de leze-Majesté Divine & Humaine , l'incendie & la fausse monnoye , l'homicide de guet-à-pend , le vol sur les grands chemins , le vol nocturne , le port d'armes défenduës , la force & la violence publique , la contravention aux défenses faites par un Juge Royal , & autres semblables.

Les délits communs sont ceux qui ne sont point privilegiez , comme le larcin , l'homicide fait sans dessein prémédité , injures faites à des particuliers , & autres semblables , desquels les Juges d'Eglise connoissent , quand ils sont commis par des Ecclesiastiques.

DE LITS ECCLESIASTIQUES. Il y a des délits qui sont purement Ecclesiastiques : sçavoir la simonie , la confidence , le sacrilege commis sans violence ; & autres semblables , commis contre les saints Decrets , & Constitutions Canoniques.

DELIVRANCE DE LEGS. Tout légataire est tenu de demander en Justice la délivrance à l'heritier , même le légataire universel.

Cette délivrance se doit demander pardevant le Juge du domicile de l'heritier.

DELIVRER, signifie adjuger en Justice une chose mobilière.

DEMANDER, signifie actionner, faire venir quelqu'un en Justice sur quelque prétention qu'on a contre lui.

DEMANDES, sont les fins & conclusions prises par le demandeur dans son exploit ou dans une requête.

DEMANDE INCIDENTE, est une demande intentée sur un point qui a relation à l'affaire principale, laquelle demande incidente est intentée par le défendeur qui se constitue par ce moyen incidemment demandeur.

Posons pour exemple, que le propriétaire d'une maison poursuive son locataire pour les loyers qui lui sont dûs, & que ce locataire poursuivi fasse une demande par assignation au propriétaire pour des dommages, de ce qu'il auroit souffert de grosses réparations faites dans la maison louée, pendant un tems considerable : en ce cas la demande du propriétaire est la demande principale, & la demande du locataire pour dommages & intérêts, est une demande incidente.

On forme cette demande incidente par une requête. Si c'est aux Requêtes du Palais, & que la cause principale ne soit pas appointée, on donne avenir sur le tout.

Si elle est appointée, on prend une Sentence qui appointe en droit & joint . . . ou bien on fait répondre par le Rapporteur la requête contenant demande incidente, & il met une Ordonnance d'appointé en droit & joint, *fournira le défendeur de défenses, écrira & produira dans huit, attendu l'état de l'instance.*

Au cas que l'on prenne ce parti, il faut conclure ainsi : *Ce considéré Nosseigneurs, il vous plaise ordonner . . . sur la présente demande, sur laquelle le défendeur sera tenu de fournir de défense, écrire & produire appointer les parties en droit & joint, donner acte au suppliant, de ce que pour écriture & productions il employe le contenu en sa requête, avec ce qu'il a dit, écrit, & produit, ce faisant lui adjuger les fins & conclusions qu'il a prises, avec dépens.*

On

On fait de même au parlement , & il y a quelque fois des demandes incidentes qu'on ne répond que d'un *en-jugeant*.

DEMANDE EN DECLARATION D'HYPOTHEQUE , est une demande faite par un créancier contre l'acquéreur d'un immeuble affecté & hypothéqué à une rente ou à une dette dûë par le vendeur.

Il se rencontre donc au cas de cette demande trois personnes distinctes & séparées ; le créancier hypothécaire , le nouvel acquéreur & le vendeur de l'immeuble , qui en étoit précédemment propriétaire.

Le titre du créancier qui fait assigner en déclaration d'hypothèque , doit avoir son exécution parée : sçavoir un Acte passé pardevant Notaires , ou un Jugement , lesquels peuvent s'exécuter sans délai , non seulement parce qu'il n'y a que ces sortes de titres qui par eux-mêmes emportent hypothèque , mais encore parce que la demande en déclaration d'hypothèque n'est point une simple action à l'ordinaire , mais une exécution du titre qui doit avoir la force de faire sortir l'héritage de la main de l'acquéreur & le faire passer en celle de la Justice , pour en vertu du même titre après le déguerpissement , le faire décréter sur un curateur , afin que des deniers provenans de la vente , le créancier puisse être payé de son dû.

Cette demande ne peut être intentée que contre l'acquéreur de l'immeuble aliéné par le débiteur au préjudice de l'hypothèque constituée antérieurement en faveur du demandeur. D'où il s'ensuit , 1°. Que si un particulier avoit hypothéqué un bien qui ne lui appartenoit pas , & qu'il l'eût ensuite vendu , le créancier hypothécaire ne pourroit valablement intenter contre ce nouvel acquéreur une demande en déclaration d'hypothèque , l'immeuble étant repété par celui à qui il appartient.

Il faut dire aussi que cette demande ne peut être intentée contre celui qui n'a point acquis l'héritage du débiteur du créancier , mais d'un autre qui en étoit

propriétaire, car alors l'hypothèque de ce créancier ne peut avoir lieu sur un bien qui n'est point affecté au paiement de sa dette.

C'est donc une nécessité que la personne assignée en déclaration d'hypothèque ait un titre d'acquisition procédant du débiteur du créancier qui intente cette demande.

Celui qui ne tient l'héritage hypothéqué qu'à titre de fermier, ne peut donc pas être assigné en déclaration d'hypothèque, parce qu'un fermier n'a point de titre d'acquisition ni de propriété, mais seulement un droit de jouissance pendant le tems porté par son bail; ainsi le fermier se peut faire décharger d'une telle demande avec dépens, en justifiant seulement de son bail, sans aucune autre procédure ni dénonciation, de même que le peut faire celui qui a acquis l'héritage d'un autre que du débiteur du créancier, en justifiant simplement de son contrat d'acquisition.

Quand l'acquéreur d'un héritage ne peut défendre à la demande en déclaration d'hypothèque par prescription, ni par aucun autre moyen, il a deux voyes pour se libérer : l'une de reconnoître la rente, d'en payer les arrérages échûs, & de continuer à l'avenir : l'autre d'abandonner l'héritage par acte passé au Greffe de la Jurisdiction où le différend est pendant.

Le déguerpissement fait & signifié, l'héritage n'est plus en la possession du dernier acquereur, puisqu'il l'abandonne, ni en celle de son vendeur qui en a été dépossédé dès le tems qu'il l'a cédé à l'acquéreur.

Il n'appartient pas non plus au créancier hypothécaire, puisqu'il ne peut demander que d'être payé de son dû sur les deniers qui proviendront de la vente qui en sera faite.

C'est aussi la raison pour laquelle cet héritage est vacant faute de propriétaire, & comme tel déposé entre les mains de la Justice, laquelle à la diligence du créancier lui crée un curateur, contre lequel le créancier hypothécaire fait déclarer ses titres exéc-

toires , ensuite en vertu d'iceux & de ce dernier jugement, il fait saisir réellement l'héritage sur ce curateur, & en poursuit la vente à l'ordinaire, pour être sur les deniers provenans payé de son dû.

DEMANDE EN GARANTIE. Voyez Garant , garantie.

DEMANDE D'UN HERITAGE POUR LA PRISE'E. Voyez. Prisée.

DEMANDEUR, est celui qui intente une action contre quelqu'un pour quelque chose qu'il lui doit, ou qui lui appartient, ou qu'il prétend lui appartenir, dont le défendeur se trouve possesseur.

DEMANDEUR ORIGINARE, en matiere de garantie, est celui qui poursuit en déclaration d'hypothèque, le dérempteur & possesseur d'un héritage qui lui a été affecté & hypothéqué par celui lequel en étoit propriétaire pour la sûreté de sa dette.

Ce demandeur est opposé au demandeur en garantie ; car le demandeur en garantie est celui qui somme son garand de venir prendre le fait & cause pour lui en cas de garantie formelle, parce qu'il est poursuivi à raison de l'héritage qu'il a acquis de celui qu'il poursuit en garantie.

Ainsi le demandeur en garantie est le défendeur originaire.

DEMANDEUR EN REQUETE CIVILE, est celui qui a obtenu des Lettres du Prince pour être remis dans le même état qu'il étoit avant l'Arrêt.

DEMANDEURS ET DEFENDEURS, sont ceux qui dans la poursuite d'une affaire sont demandeurs & défendeurs reciproquement.

Par exemple, Mævius forme une demande contre Titius qui fournit de défenses ; ils vont à l'Audiance & le Juge les apointe : pendant le cours de l'instance, ils présentent des Requêtes de part & d'autre qui contiennent différentes demandes.

Il faut que toutes ces demandes soient réglées pour être jugées, & qu'elles ayent été instruites, en sorte

que les demandes que les parties forment, les établissent demandeurs, comme les défenses qu'ils fournissent, les établissent défendeurs.

DÉMEMBRER UN FIEF, c'est en diviser l'unité & l'intégrité, & en faire plusieurs tenus également chacun en hommage séparé.

C'est ce qui arrive quand un vassal aliène partie de son fief avec démission de foi sur la partie aliénée, de sorte que l'acquéreur la tienne en plein fief du Seigneur dominant, comme un fief séparé de la partie que le vassal s'est retenuë, & non pas comme partie d'icelui, en ce cas la partie aliénée est démembrée, ce qui ne se peut faire au préjudice & sans le consentement du Seigneur dominant.

L'origine de cette disposition vient de ce qu'autrefois les fiefs n'étoient qu'à vie; c'est pourquoi les vassaux ne les pouvoient aliéner ni démembrer en tout ou partie.

Quoique ces concessions féodales viagères aient été rendues patrimoniales, néanmoins les Seigneurs ont conservé autant qu'ils ont pu les fiefs de leurs vassaux dans leur intégrité, & en ont empêché le démembrement, afin que leurs vassaux ayant un plus grand revenu, fussent plus en état de les secourir dans le besoin; d'ailleurs il est de leur intérêt que chaque fief de leurs vassaux demeure en son entier, parce qu'il leur est plus avantageux de n'avoir qu'un vassal pour chaque fief, que d'avoir plusieurs vassaux dont les fiefs soient de peu de valeur.

L'article 51. de la Coutume de Paris défend au vassal de démembrer son fief, mais elle lui permet de se joüir de son fief, pourveu que l'alienation n'excede pas les deux tiers, & qu'il en retienne la foy entière, & quelque droit Seigneurial & Domanial sur ce qu'il aliène. *Voyez* Se joüir de son fief, lettre J.

La Coutume n'établit aucune peine contre le vassal qui contrevient aux conditions portées par cet article. Mais il y a lieu de dire que l'alienation du fief ou d'un

ne partie faite sans les conditions requises par cet article, ne devant jamais préjudicier au Seigneur du fief dominant, lorsqu'il n'y a pas consenti; tout ce qui s'est passé entre le vendeur & l'acquéreur, est réputé comme non fait à l'égard du Seigneur du fief dominant, lequel pourra en tout tems & en toutes rencontres exercer & faire valoir ses droits nonobstant le démembrement fait sans son consentement, ou sans l'ordre prescrit par nôtre Coutume en cet article.

La raison est qu'un vassal ne peut jamais nuire à son Seigneur sans son consentement, ou au préjudice de l'ordre public établi par la Coutume.

De ce que nous venons de dire, il s'ensuit que le vassal sera toujours tenu en ce cas de rendre la foy & hommage, & bailler dénombrement de la totalité du fief, nonobstant le démembrement qui en a été fait, lequel ne peut valider qu'entre lui & l'acquéreur.

La raison est qu'entre le vendeur & l'acquéreur, le démembrement ne se considère que comme une convention, laquelle étant de droit particulier, doit être exécutée en tant qu'elle ne préjudicie point au Seigneur du fief dominant.

DÉMENCE, est une foiblesse ou aliénation d'esprit qui est un obstacle à l'usage de la raison dans celui qui en est attaqué.

Comme ceux qui sont en démence sont incapables de contracter, on leur donne un curateur qui veille à l'administration de leurs biens.

DEMEURE, signifie retardement, ou le tems qui court au-delà du terme, comme quand on dit: cet homme est en demeure de payer, de rendre telle chose; auquel cas il faut le constituer judiciairement en demeure pour avoir des dommages & intérêts, ou des dépens.

DEMEURER, signifie s'arrêter. C'est dans ce sens qu'on dit au Palais qu'une cause est demeurée sur l'heure, quand une plaidoirie a été interrompue par la levée de l'Audience.

Quand on donne des défenses, on dit : *Toutes choses demeurant en état*, pour arrêter le cours d'une procédure commencée.

DÉMISSION, se dit en matiere d'Offices ou de Benefices, quand celui qui en est pourvû s'en démet entre les mains de celui qui a le droit de les conferer, pour y être par lui pourvû, & c'est ce qu'on appelle démission pure & simple, mais quand elle est faite en faveur d'un autre, on l'appelle résignation.

DÉMISSION DE FOY, est l'aliénation que fait un vassal d'une partie de son fief sans retention de foy, en sorte que le nouvel acquereur la tienne en plein fief du Seigneur dominant, comme un fief séparé de la partie que le vassal s'est retenuë; ce qui est un démembrement de fief qui ne se peut faire sans le consentement du Seigneur. *Voyez* Démembrement.

DÉMISSION DE BIENS, est un délaissement general de tous les biens, que l'on fait à ses enfans ou autres présomptifs héritiers, avec retention d'usufruit, ou à la charge d'une pension viagere, ou à telle autre condition qu'il plaît aux parties.

Ainsi cette démission est un acte par lequel on abandonne à son présomptif héritier par anticipation de succession, la simple ou la pleine propriété de tous ses biens, sous les conditions qu'on veut imposer, & qui sont acceptées par ceux au profit de qui la démission est faite.

Cet acte se fait au profit de ceux qui nous doivent succeder *ab intestat*, soit en directe, soit en collaterale. Mais on ne voit gueres que ces sortes de démissions soient faites par d'autres que par des peres & meres ou autres ascendans au profit de leurs enfans.

Il faut que la démission soit faite du total des biens de celui qui la fait, & elle ne peut être faite pour une certaine partie. La raison est que la démission est une succession anticipée, & que la Loy ne défere pas une succession pour partie, mais pour le total. Aussi Dargentré tit. des Apropriances, observe que la démis-

tion s'appelle , *bonorum omnium spontanea abdicatio*.
Voyez Papon en ses Arrêts liv. 21. tit. 7. nomb. 7.

Ces démissions generales de tous biens sont irrévocables au Parlement de Bretagne , mais quoiqu'elles soient toujours conçues comme donations entre-vifs , néanmoins presque par tout le Royaume elles ne sont réputées que donations à cause de mort , & comme telles sont revocables à volonté jusqu'au dernier moment de la vie.

Il y a cependant un cas où au Parlement de Paris & autres qui en admettent la revocabilité , elles sont irrévocables , c'est quand elles sont faites par contrat de mariage , à cause de la faveur de ce contrat ; d'ailleurs il seroit injuste que des personnes qui se seroient mariées sur le pied d'une telle démission , fussent sans y avoir donné lieu , privées de l'avantage qu'elles en devoient espérer.

Dans tous les Parlemens qui admettent la revocabilité des démissions de biens , quand elles n'ont pas été revoquées au jour de la mort de celui qui s'est par un tel acte démis de ses biens , elles ont leur effet du jour que le contrat en a été passé.

Au reste , quoique ces démissions soient revocables à volonté jusqu'au dernier moment de la vie , & soient par conséquent bien différentes des donations entre-vifs , on ne peut pas néanmoins dire qu'elles soient de véritables donations à cause de mort ; car quoiqu'elles soient revocables à volonté , elles ont un effet présent , puisqu'elles rendent les démissionnaires possesseurs actuels & propriétaires des biens d'une succession dont ils n'avoient que l'espérance ; d'ailleurs les démissions ne sont point sujettes aux formalités des testamens.

DÉMONSTRATION , est une indication dont on se sert pour mieux faire connoître la personne ou la chose qu'on veut désigner.

La fausse démonstration ne vitie point le legs , pourveu que la chose leguée soit existante , & qu'elle puisse être livrée au legataire. *Voyez* ce que j'ai dit à.

ce sujet dans ma traduction des Institutes liv. 2. tit. 20. §. 31.

DÉNÉGATION, est une exception par laquelle on nie formellement le fait énoncé par le demandeur.

Posons qu'un Seigneur agisse contre son vassal pour raison de ses droits, & que le vassal désavoue son Seigneur, ce sera en proposant une exception dénégatoire.

Cette exception oblige le demandeur à faire preuve du fait que le défendeur nie, *nam cum facti negantis nulla probatio sit, talis exceptio rejicit onus probandi in adversarium.*

Par exemple, dans l'espece proposée ce sera au Seigneur à justifier de sa Seigneurie, & non pas au prétendu vassal à justifier qu'il n'est pas véritablement le vassal du demandeur.

DENI, signifie refus; ainsi déni de Justice est le refus que fait un Juge de recevoir une requête qui lui est juridiquement présentée, ou le refus qu'il fait de rendre son jugement sur une affaire dont il est Juge. Dans ce cas il est permis de prendre le Juge à partie, & d'appeler de déni de Justice pardevant le Juge supérieur. *Voyez* apel de déni de Justice.

DENI DE RENVOY ou d'incompétance, est le refus que fait un Juge d'admettre la demande en renvoy qui lui est faite par l'une des parties pour raison d'incompétance ou de quelque privilege: en ce cas il est permis à la partie dont la demande en renvoy n'est pas admise, d'appeler pardevant le Juge supérieur de ce refus, comme de déni de renvoy ou d'incompétance. *Voyez* apel de déni de renvoy.

DENIERS. Ce terme se prend aujourd'hui parmi nous pour toutes sortes de monnoyes dont on se sert dans le commerce.

Ainsi on entend par deniers comptans toutes les especes qui ont cours en France, soit qu'elles soient d'or, d'argent ou d'un autre métal. Les deniers sont meubles de leur nature; mais par une destination par-

iculiere , ils peuvent être reputés immeubles.

DENIERS AMEUBLIS , est une maniere de parler impropre , qui signifie les deniers qui sont mis par la femme en la communauté par son contrat de mariage , à la difference de ceux qu'elle s'est stipulé propres par une stipulation précise & expresse.

Ceux qui sont mis dans la communauté , sont dit ameublis , parce qu'ils retiennent & conservent leur nature de meubles , à l'effet d'entrer comme tels en la communauté de biens du mari & de la femme.

Au contraire les deniers de la femme stipulés propres étant censés de même nature que des héritages , n'entrent point en communauté , & par conséquent sont repris par la femme ou par ses héritiers , avenant la dissolution du mariage ou de la communauté.

DENIERS A DECOUVERT , sont ceux que l'on offre de compter : ce qui est nécessaire dans les offres qui doivent être réelles pour leur validité.

DENIERS CLAIRS ET LIQUIDES , sont les sommes qu'on peut recevoir quand on veut & sans contestation.

DENIERS OISIFS , sont les sommes qui ne portent point d'intérêt. Un tuteur est tenu de payer l'intérêt des deniers oisifs de son pupile après six mois , à compter du jour qu'il les a reçûs.

DENIERS D'ENTRÉE , sont ceux qu'on avance en entrant dans une ferme.

DENIERS FRANCS , ou francs deniers , sont ceux qui sont exempts de toute déduction. En la Coutume de Meaux , si on ne vend un héritage deniers francs au vendeur , c'est lui qui est tenu des lods & ventes.

DENIERS D'OCTROY , sont ceux que le Roy permet aux Villes de lever sur elles-mêmes.

DENIERS DU ROY , sont ceux qui proviennent du Domaine , des droits Royaux , des Tailles , Aides , Gabelles & autres impositions. Personne sans commission n'a droit de s'immiscer dans la recette de

ces sortes de deniers , suivant l'Edit du mois d'Août 1669.

Un Traitant pour recouvrement de deniers Royaux n'est point reçu au bénéfice de cession de biens à l'égard du Roy , ni à l'égard de son Associé qui a payé pour lui le prix entier du traité commun , sans avoir pris subrogation.

DENIERS DOTAUX , sont ceux qui sont donnés ou constitués en faveur de mariage pour servir de dot à la future épouse. *Voyez* Dot.

DENIERS PUPILLAIRES , ou des mineurs , pouvoient autrefois être baillés à intérêt par cedules & obligations , parce qu'ils ne doivent point être oisifs , attendu la faveur des mineurs.

Mais par Arrêt du 7. May 1714. il a été jugé que les deniers pupillaires ne peuvent point produire d'intérêts , sans aliénation du principal, *Voyez* ce que j'ai dit à ce sujet dans la Science parfaite des Notaires liv. 2. chap. 13.

DENOMBREMENT , se joint toujours avec aveu , & se dit de la déclaration que le vassal est tenu de faire au Seigneur dominant quarante jour après avoir fait la foi & hommage.

Cette déclaration doit être donnée par écrit en bonne forme & authentique ; elle doit contenir un bref état & une énumération de tous les héritages que le vassal avoue tenir du Seigneur dominant , avec les cens , rentes & autres droits qu'il tient de lui. *Voyez* Aveu.

DENONCER , signifie quelquefois accuser quelqu'un , le déferer en Justice.

Il signifie aussi faire signifier par un acte fait en Justice , quelque procédure. On dit par exemple , dénoncer à son garant le trouble qui nous est fait par un tiers , afin qu'il prenne nôtre fait & cause.

DENONCIATEUR , est celui qui sans se porter partie , dénonce au Procureur du Roy qu'un crime a été commis par quelqu'un , afin qu'il en fasse la poursuite en qualité de Procureur du Roy.

Ce dénonciateur écrit & signe sa dénonciation sur le registre du Procureur du Roy pour la garantie des dommages & intérêts que l'on pourroit obtenir contre le Procureur du Roy en cas de calomnie.

Quand l'accusé est renvoyé absous, le Procureur du Roy est tenu de lui nommer le dénonciateur, en cas qu'il le requiert, afin que l'accusé puisse se pourvoir contre pour ses dépens, dommages & intérêts; & au cas qu'il n'y eût point eu de dénonciateur, ou que le Procureur du Roy refusât de le nommer, l'accusé renvoyé absous peut se pourvoir contre le Procureur du Roy pour raison desdits dépens, dommages & intérêts.

Voyez Accusateur. *Voyez* Partie civile. *Voyez* aussi le titre 3. de l'Ordonnance de 1670. avec les remarques de Bornier.

DENONCIATION, est la déclaration que l'on fait au Procureur du Roy ou au Procureur Fiscal d'un crime & de celui qui en est coupable, sans se porter partie.

Cette dénonciation n'est pas essentielle pour l'instruction d'un procès criminel, elle donne seulement ouverture au Juge pour informer. *Voyez* Dénonciateur.

DENONCIATION DE NOUVEL OEUVRE, est une demande qu'on intente contre celui qui a commencé un nouvel œuvre, c'est-à-dire, un édifice ou bâtiment, ou un autre œuvre dans son fond, contre l'ancienne forme des édifices, & la disposition des lieux; de sorte que le changement porte préjudice au voisin qui a droit par conséquent de l'empêcher, & pour ce, il lui fait prohibition de continuer son nouvel œuvre; ce qu'on appelle en Droit, *dénonciation de nouvel œuvre*.

Cette dénonciation a lieu, par exemple, contre un particulier qui élève sa maison si haut, qu'il bouche les vûes des maisons de ses voisins.

Ceux qui y ont intérêt peuvent le faire assigner à ce qu'il ait à faire cesser les Ouvriers, jusqu'à ce que

par Justice il en ait été ordonné , à peine de tous dépens , dommages & intérêts.

Celui à qui une telle dénonciation est faite ne peut pas continuer l'ouvrage commencé , sans obtenir un jugement qui l'ordonne.

Ce jugement ne se peut obtenir que quand celui qui a entrepris un nouvel œuvre , a un droit si apparent qu'il n'y a pas lieu d'en douter , ou bien quand l'entreprise est fort avancée , & que la discontinuation pourroit causer à celui qui l'a faite un dommage considérable.

En l'un & l'autre cas le Juge peut ordonner que l'ouvrage commencé sera continué , en baillant de la part de celui qui y fait travailler , caution de le démolir , au cas qu'il fût prouvé dans la suite qu'il l'a commencé mal-à-propos & sans avoir droit de le faire.

La dénonciation de nouvel œuvre est différente de la complainte , en ce que celui à qui la dénonciation est faite , est recevable à faire achever l'ouvrage , en baillant caution de le démolir s'il est dans la suite ainsi ordonné , mais en la complainte le défendeur n'est pas recevable à continuer un ouvrage commencé , quoiqu'il offre de bailler caution de le démolir au cas qu'il ne justifie pas pleinement de son droit.

DEPENS , sont frais qui ont été faits dans les procédures de la poursuite d'un procès , qui entrent en taxe & qui doivent être payés à celui qui a obtenu gain de cause , par celui qui a succombé.

Les dépens doivent être adjugés à celui qui obtient gain de cause en toutes instances , même dans les incidens quand ils sont jugés définitivement , & par les Arbitres mêmes , s'il n'y a permission expresse par le compromis de les remettre , moderer ou liquider. *Voyez Frais. Voyez Taxe de dépens. Voyez aussi le titre 31. de l'Ordonnance de 1667.*

On peut être contraint par corps au payement des dépens dont la taxe se monte à deux cens livres ou plus. *Voyez Arrêt d'iterato.*

L'hypothèque pour les dépens ne venoit autrefois que du jour de la condamnation ; aujourd'hui l'hypothèque remonte au jour du contrat , en vertu duquel a été intentée la demande sur laquelle la condamnation des dépens est survenue.

DEPENS COMPENSEZ. Régulièrement celui qui perd sa cause ou son procès doit être condamné aux dépens ; néanmoins les Juges prononcent quelquefois *dépens compensez*.

I°. Quand il s'agit de contestations entre freres & sœurs , ou autres parens.

II°. Quand il y a entre personnes qui ne sont point parentes des demandes respectives , dans lesquelles elles succombent de part & d'autre.

III°. Quand les Juges trouvent à propos de compenser les dépens à cause de quelque autre circonstance particulière.

DEPENS RESERVEZ. Les Juges prononcent dépens réservés quand ils rendent quelque Jugement qui ordonnent un interlocutoire pour éclaircir la contestation principale qui est à juger.

DEPENS DE CONTUMACE , sont ceux auxquels le défendeur donne lieu , en laissant obtenir un Jugement par défaut faute de comparoir , ou faute de défendre , & que le demandeur peut repeter préalablement avant que de continuer aucunes poursuites.

DEPENS PROVISIONNELS , sont ceux des demandes à fin de provisions , ou de défenses , ou de mainlevée de défenses portées par un Jugement.

DEPENS , dommages & intérêts. *Voyez* Dommages & intérêts.

DEPIÉ DE FIEF , & démembrement de fief , signifient la même chose , car dépiecer un fief , c'est le mettre en pieces , le démembrement , c'est d'un en faire plusieurs. *Voyez* Démembrement.

DEPORT , se prend souvent pour délai ; ainsi payer sans déport , c'est payer sur le champ & sans délai.

DEPORTER, se déporter, signifie s'abstenir.

DEPOSITION de témoins, signifie la déclaration qu'ils font en Justice. *Voyez* Enquête. *Voyez* aussi Information, & le titre 6. de l'Ordonnance de 1670.

DEPOSITION, signifie quelquefois dégradation d'un Clerc, il signifie aussi l'abdication ou destitution d'une Dignité ou d'un Office.

DEPOSITAIRE, est celui qui est chargé d'un dépôt.

DEPÔT, est un contrat par lequel on donne une chose à garder à quelqu'un, à la charge de la rendre toutefois & quantes qu'il plaira à celui qui l'a déposée.

Ce contrat est gratuit & ne transfère aucune propriété, ni la véritable possession.

Il produit une obligation reciproque; & par conséquent il naît double action de ce contrat; l'une & la principale est donnée à celui qui a déposé la chose pour qu'elle lui soit restituée, l'autre est accordée au dépositaire pour la restitution des frais qu'il a été obligé de faire pour la conservation de la chose déposée.

On ne permet point au dépositaire l'usage de la chose déposée, mais on lui en commet seulement la garde. *Voyez* ce que j'ai dit du dépôt dans ma Traduction des Institutes sur le §. 3. du titre 15. du Livre 3.

Il y a deux sortes de dépôts; sçavoir le dépôt volontaire, autrement dit le simple, & le dépôt nécessaire appelé communément le dépôt misérable, dont nous avons parlé au même endroit. Nous n'en donnerons ici que les définitions.

DEPÔT VOLONTAIRE, est celui qui se fait de pleine volonté, sans qu'il y ait aucune nécessité qui oblige le déposant de donner la chose à garder à un autre.

DEPÔT NECESSAIRE, est celui qui ne se fait point de pleine & entière volonté, mais par une espèce de nécessité qui oblige le déposant de donner la chose à garder à quelqu'un pour quelque cas fortuit, comme pour incendie, naufrage ou tumulte.

DEPÔT de pièces. *Voyez* Aport.

DEPREDATION, signifie le pillage qui se fait dans une succession ou partage, ou distribution de deniers.

DEPRIER, signifie notifier au Seigneur censier son contrat d'acquisition, & s'accorder avec lui pour les lods & ventes. C'est proprement le supplier de remettre partie des lods & ventes.

Quand on acquiert volontairement, & qu'on est certain de ses faits avant de passer le contrat, on va dépriër, c'est-à-dire, on va composer des droits, & dans ce cas le Seigneur en remet une partie, mais quand la vente est forcée, ou que l'on n'a pas déprië avant le contrat, il n'y a gueres de remise.

L'effet du dépri est d'empêcher l'amende faute de notification, mais cela n'ôte point au Seigneur, après le tems marqué par la Coutume, la liberté de contraindre l'acquéreur par action ou par saisie pour le payement de ses droits.

DEROGER, signifie ôter la force & la vigueur, comme quand on dit, les dernieres loix dérogent aux précédentes.

DEROGER, signifie quelquefois renoncer, comme quand on dit, déroger à son privilege.

DEROGER A SA NOBLESSE, est quand on fait des actes qui sont indignes d'une personne noble, comme sont le trafic & le negoce des Marchands, l'exercice des Charges qui dérogent.

Quand un Noble déroge à sa noblesse, & qu'ensuite il veut se faire réhabiliter, il est condamné à une amende; eù égard à sa qualité & à l'acte qui l'a fait déroger.

Il en est de même de ses enfans qui se veulent faire réhabiliter, mais il n'y a que ceux qui sont nés depuis que leur pere a fait acte dérogeant à la noblesse, qui soient obligés de se faire réhabiliter, car ceux qui sont nés auparavant conservent toujours le titre de Nobles, & sont exempts de toutes peines, & déchargés d'obtenir des Lettres de réhabilitation.

DEROGER A LA COÛTUME, c'est faire des conventions contraires à la disposition, & la faire cesser. Ce qui ne peut avoir lieu que quand la Coûtume ne contient aucune prohibition formelle, & qu'elle n'est point conçue en termes négatifs ou irritans.

Par exemple, l'art. 220. de la Coûtume de Paris, porte que l'homme & la femme conjoints par mariage, sont communs en biens; mais il ne dit pas qu'ils ne pourront convenir de n'être pas communs.

Dans le Droit Romain au contraire, il n'y a point de Loi qui établisse la communauté entre mari & femme, & il n'y en a point aussi qui porte que ceux qui se marient ne la pourront pas stipuler, c'est pourquoi sans stipulation les conjoints sont communs à Paris, & non communs en pays de Droit écrit, au lieu que par une stipulation expresse, ils peuvent être non communs à Paris, & communs en pays de Droit écrit.

L'article 330. de la Coûtume de Normandie; porte que quelqu'accord qui ait été fait par contrat de mariage, les femmes ne peuvent avoir plus grande part aux conquêts faits par le mari que celle qui leur appartient par la Coûtume: c'est une prohibition qui rend nulles toutes les dispositions contraires.

La Coûtume de Paris en l'art. 282. porte qu'homme & femme conjoints par mariage ne se peuvent avantager l'un l'autre: c'est article étant prohibitif, rend nul tout ce qui pourroit être fait au contraire.

La raison est, que lorsque l'art. d'une Coûtume est prohibitif ou irritant, toutes les stipulations contraires sont inutiles, il faut obéir, & dans ce cas la disposition de la Loi fait cesser la disposition de l'homme.

Au reste un article de Coûtume est irritant, quand il requiert quelque formalité à peine de nullité, comme celles qui sont requises pour le retrait lignager.

DEROGATOIRE, se dit d'un acte ou d'une clause qui emporte dérogation, comme si on se reconnoît débiteur d'une somme, nonobstant la quittance qu'on a obtenuë, cet acte est dérogatoire.

En

En matière de testament les Jurisconsultes ont inventé une précaution contre les testamens qui pourroient être suggerés par des gens qui pourroient se rendre maîtres de la personne des agonisâns.

Cette précaution est appelée clause dérogoire , & n'est autre chose qu'une marque , clause ou Sentence inserée dans un testament , avec déclaration faite par le testateur , qu'il veut & entend qu'aucun testament qu'il pourroit faire ensuite soit valable , si cette clause dérogoire n'y est inserée.

Voyez touchant cette clause ce que j'ai dit dans ma Traduction des Institutes sur le §. 2. du tit. 17 liv. 2.

DESAVEU , se prend pour la dénégation formelle & expresse que fait le nouveau vassal de faire la foi & hommage à son Seigneur , déniaut que son fief relève du fief dominant possédé par le Seigneur supérieur , soit en s'avoüant vassal d'un autre Seigneur , soit en soutenant son fief être en franc-aleu. Ce qui donne lieu à la commise.

DESAVEU D'UN PROCUREUR , est la déclaration que fait la partie pour laquelle il a occupé , de désavoüer & ne pas ratifier ce qu'il a fait.

Un Procureur peut être valablement désavoüé , quand il n'a point de pouvoir d'agir , ou qu'il excède le pouvoir qui lui est donné par la procuration.

Ainsi quand un Procureur a encheri une terre au-delà du pouvoir qui lui a été donné , ou qu'il a fait quelque chose sans un pouvoir spécial qu'il ne devoit pas faire sans en avoir un , il peut être désavoüé.

DESCENDANS , sont ceux qui sont procréés de quelqu'un , & qui sont au second degré , ou au troisième ou autre plus éloigné.

En quelque degré que ce soit jusqu'à l'infini , on les appelle descendans ou petits-enfans , sans distinction de sexe ni de degré.

On donne aussi le nom général d'enfans à tous ceux qui en sont descendus.

Je dis le nom general d'enfans , parce que ce ter-

me pris dans sa propre signification , signifie ceux qui sont au premier degré , c'est le fils ou la fille qui sont nés immédiatement de que. qu'un. Voyez Enfans.

DESCENTE SUR LES LIEUX , est celle qui se fait en vertu d'un jugement par le Juge avec des Experts , pour proceder à la visite & à la description d'un héritage , d'un mur , ou de quelque partie d'un héritage , à l'effet de juger la contestation des parties.

Dans les questions de fait , sur-tout en matiere de servitude , les Juges avant de juger définitivement , sont obligés de rendre les Sentences ou Arrêts interlocutoires, lorsque les faits ne sont pas suffisamment éclaircis , ou que les témoins n'ont rien dé. osé de certain , ou que le differend ne peut être entendu sans avoir devant les yeux la figure des lieux qui donnent lieu à la contestation.

C'est ce qui fait que les Juges ordonnent que les ouvrages seront vus & visités par des Experts dont les parties conviendront, si-non nommés d'office , ou que descente sera faite par l'un des Juges qui sera commis pour dresser procès verbal de l'état des lieux , & que pardevant lui les parties contesteront sur tels & tels faits , & conviendront d'Experts ou d'Arpenteurs , ou bien enfin que description sera faite de la figure des lieux par un Peintre dont les parties conviendront.

Mais les Juges , même ceux des Cours Superieures, ne peuvent faire descente sur les lieux dans les matieres où il n'échet qu'un simple raport d'Experts , s'ils n'en sont requis par écrit par l'une ou par l'autre des parties , à peine de nullité , de restitution de ce qu'ils auront reçu pour leurs vacations , & de tous dépens , dommages & intérêts. C'est la disposition de l'art. 1. du tit. 21. de l'Ordonnance de 1667.

Ainsi la nomination des Commissaires pour faire des descentes , ne doit être faite que quand il s'agit de la situation de la surface , de la disposition d'un lieu contentieux , qu'il faut que le Juge examine par lui-

même, & qu'il entende les droits & contestations des parties, & leur en donne acte.

Quand une descente sur les lieux est ordonnée dans les Cours Souveraines, aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais, le Rapporteur du procès ne peut pas être commis, il faut que ce soit un autre de Messieurs qui aura assisté au jugement, ou un autre de la même Chambre à leur refus.

A l'égard des Bailliages, Senéchaussées, Présidiaux & autres Sièges, l'ordre du Tableau doit être gardé, à commencer par le Lieutenant general & autres principaux Officiers, & les Conseillers qui auront assisté en l'Audience ou au raport de l'instance.

Les Commissaires pour faire des descentes, doivent être nommés par le même Jugement qui les ordonne, ainsi qu'il est porté en l'article 4. du tit. 22. de l'Ordonnance de 1667.

Les Commissaires ne peuvent faire la descente, si l'une des parties ne le requiert, & la partie requérante est tenue de consigner les frais, ainsi qu'il est statué par l'art. 5.

Suivant l'article 6. il faut donner requête au Commissaire avec l'Arrêt ou Jugement qui ordonne la descente, afin qu'à la première assignation qui sera donnée en conséquence, il désigne un jour & lieu certain pour s'y trouver.

Outre l'assignation qui se donne en exécution de l'Ordonnance du Commissaire, il faut signifier à la partie ou à son Procureur, copie de l'Arrêt ou Jugement qui ordonne la descente, & de la requisition faite au Commissaire de se transporter sur les lieux.

Si la partie ne comparoît pas à l'Hôtel du Commissaire, il donne défaut au bas de l'Ordonnance par lui donnée aux fins énoncées ci-dessus.

Si les parties comparent au lieu de donner défaut; le Commissaire dresse son procès verbal, dans lequel il doit énoncer les jours par lui employés pour se transporter sur les lieux, ceux de son séjour & retour, &

ce qui aura été conigné par chacune des parties, & reçu des taxes faites pour la grosse du procès verbal, & ceux qui auront assisté à la commission, ainsi qu'il est porté en l'article 19. du titre 21. de l'Ordonnance de 1667.

Il faut que le Commissaire parte dans le mois, à compter du jour de la requisition, autrement il en doit être subrogé un autre en sa place.

Enfin quand le Commissaire est arrivé sur les lieux, il exécute l'Arrêt ou Jugement, soit par une description des lieux, soit par enquête.

Pour ce qui regarde les taxes des Officiers qui iront en commission, Voyez les articles 16. 17. 18. 20. & 22. du tit. 21. de l'Ordonnance de 1667.

La descente étant faite, pourra la partie la plus diligente donner au Procureur de l'autre partie copie de procès verbaux & raport d'Experts, & trois jours après poursuivre l'audience sur un simple acte & produire les procès verbaux & raport des Experts, si le principal differend est appointé.

DESERTION D'APPEL, est une négligence de relever un appel qu'on a interjetté.

Celui qui a appelé d'une Sentence contre lui renduë, est obligé de relever son appel par Lettres de relief d'appel dans trois mois pour les appellations aux Parlemens, à faute de quoi l'appel est réputé désert, c'est-à-dire, abandonné, en consequence de quoi l'intimé poursuit l'appellant en désertion d'appel, pour voir déclarer l'appel interjetté par l'appellant, nul & désert, faute de l'avoir relevé dans le tems.

On prend des Lettres en Chancellerie, en vertu desquelles on fait assigner l'appellant pour voir déclarer son appel désert, faute de l'avoir relevé dans le tems de l'Ordonnance; ensuite quand il a comparu, on lui offre un appointement devant un ancien Avocat, & soit qu'il compare ou non, l'avis de l'Avocat contient toujours la conversion de l'appel en anticipation.

Ainsi un intimé qui veut avancer & éviter la multi-

plicité des procédures, au lieu de Lettres de désertion, obtient tout d'un coup des Lettres d'anticipation.

DESHERENCÉ. *Voyez* Droit de desherence.

DESHERITER. *Voyez* Exhérédation.

DESIGNATION, est une déclaration que doit faire le demandeur dans son exploit de demande.

Celui qui agit par action personnelle, doit désigner & énoncer la cause de l'obligation, en vertu de laquelle il prétend que le défendeur est tenu de lui payer la chose qu'il lui demande; si c'est par contrat, il doit exprimer quel il est.

Si au contraire le demandeur agit par action réelle qui concerne la propriété de quelque héritage, ou la redevance de quelques droit réels sur des terres, le demandeur doit désigner & déclarer la nature de l'héritage, si c'est un pré, bois, maison, sa situation, ses tenans & aboutissans, à moins qu'il ne s'agisse du corps entier d'une terre ou d'une métairie, auquel cas il suffit d'en dire le nom & sa situation. *Voyez* le titre 9. de l'Ordonnance de 1667. avec les notes de Bornier.

Les désignations doivent être faites dans l'exploit de demande à peine de nullité, & le défendeur peut se servir de cette exception, s'il le veut, au lieu de demander la situation & la désignation de l'héritage.

Autrefois au lieu de demander cette désignation, le défendeur tant en action petitoire que possessoire, pouvoit proposer une exception dilatoire que l'on appelloit des vûes & montrées, disant que le demandeur étoit obligé de lui montrer, & lui faire voir au doigt & à l'œil les héritages qu'il prétendoit, ou sur lesquels il prétendoit des droits, afin qu'étant certain de la chose, il pût ensuite contester ou consentir les droits qu'on lui demandoit; en conséquence de cette exception, le Juge ordonnoit que les parties se transporteroient sur les lieux, & qu'en sa présence le demandeur montreroit au défendeur les héritages sur lesquels il prétendoit avoir droit. Mais les exceptions des vûes & montrées ont été abrogées par le dernier

art. du tit. 9. de l'Ordonnance de 1667.

DESISTEMENT, est la renonciation qu'on fait à un droit, à une poursuite, à une demande, à un apel; ainsi désistement d'apel, est la renonciation qu'on fait à l'apel qu'on avoit interjetté d'une Sentence. En un mot se désister & abandonner, ou renoncer, signifient la même chose.

DESTINATION, est la disposition de l'emploi que l'on prétend être fait d'une chose.

L'effet de la destination, est d'assujettir la chose destinée à son objet, & à la fin qui en a été fixée & arrêtée par une déclaration expresse, ou par un fait indubitable. C'est pourquoi si des deniers ont été destinés pour être employés en acquisition d'héritages, ils deviennent immeubles au profit de celui pour qui la stipulation est faite: de manière que tels deniers appartenans à un des conjoints, ne tombent point dans la communauté.

DESTITUTION D'OFFICIERS, appartient aux Seigneurs qui les ont pourvus gratuitement.

Les Seigneurs Haut-Justiciers ont droit d'établir un Juge, un Procureur Fiscal, un Greffier, des Sergens & un Geolier, auxquels le Seigneur donne des provisions.

Pour sçavoir s'il les peut destituer ou non, il faut distinguer, ou les provisions ont été données gratis, ou à titre onereux moyennant finance, ou pour récompense de service.

Au premier cas, il est certain que le Seigneur peut destituer quand bon lui semble, puisque son changement de volonté ne fait tort à personne, & que celui qui a droit d'instituer, a pareillement celui de destituer.

Au second cas, le Seigneur ne peut destituer qu'en remboursant la finance, ou en payant l'estimation du service, en contemplation duquel il a donné les provisions. Ce qui est fondé sur l'article 27. de l'Ordonnance de Roussillon.

DESUNION en matière de fief. Voyez Se joüer de son fief, lettre J.

DETENTEUR, est le propriétaire d'une chose d'un immeuble qu'il possède, comme sont le preneur à bail emphyteotique, le preneur à vie ou à longues années, ou à rente foncière.

Celui qui est *loco proprietarii*, comme le possesseur à titre de propriété, est aussi appelé détenteur.

On est quelquefois tenu de payer une somme ou une rente à laquelle on n'est point obligé personnellement, mais seulement en qualité de détenteur & jouissant d'un héritage, auquel cas on peut s'en libérer en abandonnant l'héritage. *Voyez* Abandonnement.

DETERIORER, c'est dégrader un héritage, le laisser tomber en ruine.

DETROIT, signifie le ressort ou l'étendue de pays soumise & sujette à la Jurisdiction d'un Juge.

DETTES. Ce mot comprend ce qui nous est dû ; & par débiteur, on entend celui qui nous doit quelque chose, & que nous pouvons contraindre en Justice à faire ou à payer ce qu'il nous doit. Il n'importe que la dette soit mobilière ou immobilière.

Par dette mobilière, on entend celle dont l'action tend à avoir une chose mobilière : par exemple, une somme de deniers est un meuble, & la dette d'une telle somme est par conséquent mobilière.

Par dette immobilière, on entend celle dont l'action tend à avoir un immeuble ; ainsi les rentes constituées sont des dettes réputées immobilières, parce que le sort principal qui en est le prix ne peut point être exigé.

DETTES ACTIVES, sont celles qui sont dûes à quelqu'un, & dettes passives sont celles qu'il doit.

DETTE CLAIRE ET LIQUIDE, est celle qui est présentement due & dont le créancier peut faire sa demande, en sorte qu'elle ne seroit pas liquide si elle étoit due, ou à certain terme non échû, ou sous condition, ou si elle étoit litigieuse & contestée. *Voyez* Compensation.

DEUIL. On entend par ce terme les habits &

équipages de deuil que les héritiers du défunt mari sont obligés de donner à la veuve, suivant son état & sa condition.

Les veuves sont obligées de porter le deuil de la mort de leurs maris; ce qui est fondé sur le respect & l'honneur que la femme doit à sa mémoire, mais les veuves ne sont pas obligées de porter le deuil à leurs dépens: c'est une dépense qui tombe sur la succession du défunt.

Le mari au contraire quand il survit à sa femme, en porte toujours le deuil à ses dépens, parce que la raison qui oblige les héritiers du mari à fournir des habits de deuil à la veuve, n'a pas lieu à l'égard des héritiers de la femme.

L'on ne parle point dans les contrats de mariage de la somme que la femme pourra pendre en cas de survie sur les biens de la succession de son mari, mais on la règle suivant la condition de la veuve, les biens du défunt & le nombre des domestiques qu'elle doit raisonnablement avoir, & si les parties ne s'accordent pas sur ce point, le deuil doit être défini par le Juge.

On donne à la veuve une certaine somme pour son deuil, quoiqu'elle accepte la communauté, & cette somme se prend sur la part des héritiers du mari, parce qu'on la regarde comme faisant partie des frais funéraires qui sont la dette de la succession du mari, & non de la communauté qui ne dure plus.

Cette somme est accordée à la veuve par un droit de bienfaisance, ainsi elle en est privée quand elle blesse le respect qu'elle doit à la mémoire de son mari en se remariant dans l'an du deuil.

DEUIL. On appelle l'année du deuil l'année de vuité, pendant laquelle une veuve doit s'abstenir de passer à un second mariage par respect pour la mémoire de son mari.

Il y a eu plusieurs peines établies par le Droit Romain contre les veuves qui convolent à de secondes nocces dans l'an du deuil, & entr'autres il a été ordonné

qu'elles seroient privées de tous les avantages qu'elles auroient reçus de leurs maris. Ce qui s'observe dans les Provinces de droit écrit.

Mais ailleurs l'an de viduité n'est que de bienfiance. Ainsi la veuve qui se remarie dans l'an de viduité n'est privée que de la somme qu'elle auroit pu demander pour son deuil.

DEVIS DE MAÇONNERIE, est un marché par écrit contenant toutes les clauses & conditions auxquelles un Entrepreneur & le propriétaire se sont accordés & soumis réciproquement pour la construction ou le retablisement d'un bâtiment, le marché contenant en détail l'ordre & la disposition de l'ouvrage, la qualité des matériaux qu'il y convient de fournir, leur prix & leur quantité, & les frais qu'il faut faire pour les mettre en œuvre & en état.

Lorsqu'on veut faire un emploi de ses deniers en les prêtant pour payer le Maçon, il faut se faire subroger en son lieu & place, & tirer de lui des quittances au bas de son devis & les passer pardevant Notaires.

DEVOIRS, signifient la foy & hommage dûs au Seigneur par le vassal à chaque mutation.

DEVOLUTIF ET SUSPENSIF : l'apel d'une Sentence a ordinairement un effet dévolutif & suspensif; il est dévolutif, parce qu'il porte pardevant le Juge supérieur la connoissance de l'affaire, pour sçavoir s'il a été bien ou mal jugé. Il est suspensif, parce qu'ordinairement l'apel suspend l'exécution de la Sentence, excepté dans certains cas esquels les Sentences sont exécutoires, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, & pour lors l'effet de l'apel est seulement dévolutif, & non suspensif.

DEVOLUT, est la provision d'un benefice obtenue du Pape fondée sur le défaut ou nullité de titre, ou sur l'incapacité ou incapacité du possesseur.

Le lecteur trouvera dans le Dictionnaire du droit Canonique les principes qui concernent les dévoluts.

DICTION d'une Sentence ou Arrêt, est ce qui a été jugé par le Juge ou par la Cour, qui est contenu dans la Sentence ou Arrêt, après les qualités des parties & l'énonciation des pièces & procédures sur lesquelles l'Arrêt est fondé.

Le dictum se dit pour les Jugemens rendus en procès par écrit, & non pour ceux qui sont rendus en l'Audience, pour lesquels on dit le prononcé de la Sentence ou Arrêt.

Cette difference est fondée sur ce que les Sentences & Arrêts rendus à l'Audience, sont prononcés par le Juge en l'Audience, & le dispositif se dit de l'un & de l'autre.

DIFFAMATOIRE. Voyez Libelles diffamatoires.

DIGESTE, est une compilation des meilleures décisions des Jurisconsultes faites par l'ordre de l'Empereur Justinien; sur quoi voyez mon Histoire du Droit Romain qui est au commencement de la nouvelle Traduction des Institutes.

DILATOIRE. Voyez Exception dilatoire.

DIRE, est un acte concernant la demande ou défense, lequel est signifié à la partie adverse avant la plaidoirie de la cause.

DIRES, sont les reproches proposés contre les témoins produits dans une enquête, ou plutôt ces reproches se proposent par des dires, & les réponses de même.

Pareillement si le Juge a nommé un tiers pour Expert, & qu'il soit recusé par une des parties, les moyens de recusation se proposent par des dires qui s'écrivent dans le procès verbal du Juge.

DIRE de prud'hommes, est ce qui est contenu dans un rapport d'Experts.

DIRECTE: par directe nous entendons la Seigneurie de laquelle relève immédiatement un fief ou un héritage possédé roturierement, en conséquence & en reconnaissance de laquelle droits de quint & de lods & ventes sont dûs à celui qui a la directe, en cas que l'héritage qui en relève soit vendu.

Elle est apellée directe, parce que les héritages qui relevent d'une terre Seigneuriale, ont été autrefois démembrés d'elle, à la charge qu'ils en dépendroient, ou comme fiefs, ou comme héritages roturiers possédés à cens ou censives.

DIRECTE, se dit aussi de la ligne principale où sont les ascendans & les descendans. *Voyez* Ligne.

DIRECTEURS DES CREANCIERS D'UN DEBITEUR, sont ceux qui sont choisis entre plusieurs créanciers d'un débiteur pour veiller à l'intérêt commun. *Voyez* Contrat de direction.

DIRECTION, est une assemblée de créanciers faite pour éviter les frais de Justice qui se font en la discussion des biens d'un débiteur. On y fait les ventes & la distribution du prix à l'amiable. *Voyez* Contrat de direction.

DISCUSSION, vient du mot Latin *discussio*, qui signifie recherche. En terme de Droit, discussion est un benefice accordé à une caution de ne pouvoir être contraint par les voyes de Droit à payer qu'après la recherche, perquisition & discussion faite de tous les biens du principal débiteur.

Ainsi discuter le principal débiteur, c'est saisir & faire vendre tous les biens de son débiteur, après quoi en cas d'insolvabilité, on peut valablement s'adresser à son fidéjusseur.

Pour éviter cette discussion, l'on fait aposer dans les contrats de fidéjussion une clause qui porte une renonciation expresse au benefice de discussion.

La discussion a lieu aussi en matiere d'hypotèque, c'est-à-dire, qu'on est tenu de saisir & faire vendre tous les biens de son débiteur, avant que de pouvoir agir par déclaration d'hypotèque contre un tiers détempteur. Ainsi ce n'est qu'en cas d'insolvabilité du débiteur qu'on peut s'adresser au détempteur & possesseur de l'héritage.

Il y a des Coutumes où la discussion n'est point nécessaire aux rentes constituées, comme celle de Paris

en l'article 101. La discussion étant réelle , se doit régler suivant les Coutume des lieux où les héritages sujets à discussion sont assis , & non suivant la Coutume du domicile du débiteur.

DISJONCTION , est un jugement qui separe deux instances qui avoient été appointées & jointes , mais que les Juges ont trouvé à propos de disjoindre pour les juger séparément , attendu qu'elles n'ont entr'elles aucune connexité , ou que l'une est provisoire , & doit par conséquent être jugée auparavant l'autre.

Nous avons dit *verbo* Jonction , qu'on joint au premier apointment les incidens qui surviennent , comme étant des accessoires de la premiere demande.

Mais on les disjoint quelquefois pour les juger séparément , quand on voit que les demandes incidentes n'ont point de connexité avec la principale , ou qu'elles n'ont été formées que pour en retarder l'instruction.

Il faut que la partie interessée présente une requête au Juge , tendante à la disjonction de l'incident joint au premier apointment , & le jugement qui intervient en consequence ordonne la disjonction , si celui qui a présenté sa requête à cet effet paroît bien fondé.

DISPENSE , est un relâchement du Droit , comme sont les dispenses d'âge , les dispenses de parenté & autres.

DISPENSE D'ÂGE , sont Lettres de faveur qui ne s'expédient qu'au grand Sceau pour ceux qui sont pourvus d'Offices avant l'âge requis pour les posséder.

DISPENSE DE PARENTE' POUR MARIAGE , est une dispense qui ne s'accorde ordinairement que par le Pape , à l'effet de pouvoir épouser une personne qui nous est jointe par le lien de parenté ou par alliance dans un degré prohibé.

Le Pape ne dispense jamais en ligne directe ni en ligne collaterale entre frere & sœur. Mais il peut dispenser pour de très-grandes considerations l'oncle & la nièce , le neveu & la tante.

A l'égard des cousins germains qui sont des collatéraux au deuxième degré canonique, qui n'ont point entr'eux la similitude d'ascendans & de descendans, le Pape leur accorde des dispenses pour des raisons particulières.

Mais il est facile d'obtenir dispense du saint Siège entre ceux qui ne sont qu'au troisième ou quatrième degré. La plupart des Evêques ont même le droit de dispenser au quatrième.

DISPOSITIF, est la partie d'un jugement qui contient ce que les Juges ont prononcé sur la contestation des parties. L'expédition d'une Sentence ou d'un Arrêt commence par les qualités, on met ensuite le vû en procès par écrit, & on finit par le dispositif.

DISPOSITION, est un acte par lequel nous disposons de quelque chose.

Les dispositions des hommes sont ou dispositions entre-vifs, ou dispositions de dernière volonté.

On met au nombre des premières les donations entre-vifs, & autres actes qui ont leur effet de notre vivant.

Les dispositions à cause de mort sont les testaments, les codiciles & donations à cause de mort, qui ne commencent à pouvoir avoir d'effet qu'après la mort du testateur ou du donateur.

Les dispositions entre vifs sont irrévocables, mais les dispositions à cause de mort peuvent être révoquées jusqu'au dernier moment de la vie.

DISSOLUTION DU MARIAGE, est la séparation qui s'en fait quand le mariage contracté entre deux personnes est déclaré nul pour quelque empêchement diriment, comme pour impuissance, pour force & violence, parenté, alliance & autre semblable.

DISSOLUTION DE COMMUNAUTE', est la rupture de la société de biens qui étoit entre deux conjoints par mariage.

Toute société finit par la mort de l'un des associés ; ainsi la communauté de biens entre conjoints finit par la mort de l'un des deux.

Cela fait que du jour du décès du prédécédé ses héritiers & le survivant sont en état d'exercer leurs droits & actions tels qu'ils leur sont acquis, eù égard aux conventions portées par le contrat de mariage, & à la disposition de la Coutume du lieu où le contrat a été passé, eù égard aussi à la Coutume du domicile des parties lors du décès, & de la situation des biens qui font partie des effets de cette société.

Ainsi le survivant & les héritiers du prédécédé deviennent de droit, sans en avoir délivrance en Justice, propriétaires de leur moitié : ce qui est fondé sur cette maxime du Droit Coutumier : *Le mort saisit le vif, son hoir plus proche & habile à lui succéder.*

De ce que nous venons de dire, il s'ensuit que le survivant des conjoints ne peut pas, du jour du décès du prédécédé, diminuer en quelque manière que ce soit la part qui appartient de droit à ses enfans ou autres héritiers du prédécédé, qui consiste en la moitié de tous les meubles, effets mobiliers, droits & actions, & des conquêts faits pendant que la communauté a duré.

Ce partage est facile à faire quand les enfans du prédécédé sont majeurs, ou quand il n'y a point d'enfans du mariage.

Mais quand il y a des enfans mineurs issus du survivant & du prédécédé, le survivant qui veut empêcher la continuation de communauté, doit absolument observer deux choses dans la Coutume de Paris.

La première, de faire un inventaire qui soit revêtu de toutes les formalités prescrites par la Coutume qui demande un légitime contradicteur, c'est-à-dire, un tuteur & subrogé tuteur qui aient accepté & prêté le serment pardevant le Juge de la tutelle, que l'inventaire soit fait pardevant Notaire, ou pardevant le Juge dans les lieux où il n'y a point de Notaires, que le serment ait été pris lors de la représentation des effets, avant que de commencer l'inventaire, & qu'à la fin de l'inventaire l'on aye déclaré entre les mains de qui

les effets de la succession ayant été déposés.

Notre Coutume ne définit point de tems pour faire cet inventaire , mais l'Ordonnance de 1667. au tit. 7. a préfini le tems de trois mois depuis l'ouverture de la succession : ainsi il faut que cet inventaire soit fait & parachevé dans ledit tems , à moins qu'on ne justifie qu'il n'a pû être fait dans les trois mois. *Voyez* l'art. 4. du titre cité ci-dessus de l'Ordonnance de 1667.

La seconde formalité essentielle requise par l'article 241. de la Coutume de Paris , & qui n'est pas requise dans plusieurs autres , est que le survivant fasse clore cet inventaire trois mois après qu'il aura été parachevé. *Voyez* ce que nous avons dit *verbo* Clôture d'inventaire.

Ces deux formalités ayant été exactement observées par le survivant , la communauté est dissoute du jour du décès , quand même le survivant en auroit diverti des effets , auquel cas les mineurs n'auroient plus que l'action *rerum amotarum* , qui ne produiroit point d'autre effet , si-non que le survivant qui auroit été convaincu d'avoir recelé , seroit privé de la part qu'il auroit eu dans tous les effets recelés.

La confection de l'inventaire dans les trois mois , & la clôture dans trois autres mois , sont absolument nécessaires dans la Coutume de Paris pour empêcher que la communauté ne continuë du jour du décès du premier mourant ; mais en quelque tems qu'un inventaire solennel & parfait soit achevé , quand ce seroit dix ans après la mort du prédécédé , la communauté cesse du jour de la clôture de l'inventaire.

Ainsi la difference qu'il y a de l'un à l'autre cas , c'est que quand l'inventaire a été fait & clos dans le tems réglé par l'usage & par la Coutume , il a un effet retroactif , c'est-à-dire , que la clôture produit le même effet , que si elle avoit été faite au moment du décès du prédécédé ; mais quand l'inventaire n'a pas été fait & clos dans ce tems fatal , il ne produit son effet qu'au moment de la clôture , & n'a point d'effet retroactif.

Il s'ensuit de ce que nous venons de dire, que si un étranger fait avant la clôture de l'inventaire une donation au survivant, l'inventaire ayant été depuis clos dans le tems, cette donation n'entrera point dans la continuation de communauté, puisqu'en ce cas on ne peut pas dire qu'il y ait eu continuation.

Au contraire, si l'inventaire n'a pas été clos dans le tems, la donation entrera dans la communauté qui a continué. Enfin si la donation n'a été faite qu'après la clôture de l'inventaire, elle n'entrera pas dans la continuation de communauté qui a cessé par la clôture de l'inventaire.

Voyez clôture d'inventaire. *Voyez* continuation de communauté. *Voyez* Brodeau sur Louet lettre C. chap. 30.

DISTRACTION, signifie séparation ; ainsi quand un créancier qui a compris dans la saisie réelle d'autres biens que ceux qui appartenoient à son débiteur, les propriétaires en demandent la distraction. *Voyez* opposition en fait de décret.

DISTRACTION EN MATIERE DE DEPENS, signifie la demande que le Procureur de celui qui a obtenu gain de cause, fait pour être payé de ses frais & ses aires sur les deniers qui lui devoient être payés par la partie qui a perdu son procès.

Cette demande étant signifiée à la partie qui a perdu son procès, tient lieu de saisie, en sorte qu'elle ne peut payer au préjudice.

Cette demande est tellement privilégiée, que le Procureur peut l'intenter malgré sa partie ; bien plus la partie qui doit les dépens ne peut user de compensation des dépens avec ce qui lui seroit dû de clair & de liquide par la partie adverse.

On objecteroit en vain que le Procureur n'a pas plus de droit que sa partie & que sa partie ne pourroit exiger des frais d'un homme à qui il devoit des sommes exigibles. Les frais dont le Procureur demande la distraction, sont le travail du Procureur & ses avances ;
qui

qui n'appartiennent & ne peuvent jamais appartenir à la partie à qui les dépens sont adjugés; ils appartiennent au Procureur seul, ainsi la partie adverse ne peut pas demander compensation de ce qui lui est dû par la partie du Procureur, avec ce qui n'est dû qu'au Procureur.

DISTRIBUTION, est un Registre dans lequel le Greffier Garde-sacs au Parlement, insere toutes les Requêtes de *Committitur*, le Président le remplit.

DISTRIBUTION des procès par écrit, se fait par Messieurs les Présidens des Chambres des Enquêtes en cinq lots, un pour chaque Chambre, & le premier Président de chaque Chambre distribuë les procès qui sont échûs dans son lot aux Conseillers de sa Chambre.

DISTRIBUTION DE DENIERS ENTRE CREANCIERS, est le partage qui se fait entre tous les Créanciers des deniers provenans de la vente des biens de leur débiteur qui ont été vendus par autorité de Justice.

Le prix des héritages se distribuë selon la priorité ou le privilege de l'hypothèque, mais la distribution des deniers provenans des effets mobiliers se fait au sol la livre en cas de déconfiture.

DISTRICT, signifie territoire, ressort, étendue d'une Jurisdiction.

DIVIS, *Voyez* Indivis.

DIVERTISSEMENT. *Voyez* Recelé.

DIVISION, signifie le partage qui se fait des biens communs entre coheritiers, copropriétaires, entre associés, entre le survivant des conjoints & les heritiers du précedé.

DIVISION. BENEFICE DE DIVISION, est celui que l'Empereur Adrian a introduit en faveur de plusieurs fidéjusseurs qui ont servi de caution à un même débiteur.

En vertu de ce benefice, lorsque l'un des fidéjusseurs est poursuivi pour toute la dette, il opose l'exception qui en resulte, qui est de n'être tenu que pour sa part & portion, & non pour le tout; mais ce benefice ne

peut avoir lieu qu'au cas que tous les fidéjusseurs soient solvables pour leur part & portion au tems de la contestation en cause; mais si tous étoient solvables, & qu'après la contestation en cause, il arrivât qu'un d'eux fût devenu insolvable, le cofidéjussé qui auroit opposé à la demande qui lui auroit été faite pour le tout, l'exception de la division seroit à couvert de l'insolvabilité qui seroit depuis survenue à l'un des fidéjusseurs, & la perte qui en pourroit provenir, tomberoit uniquement sur le créancier, & non sur les autres fidéjusseurs.

Aujourd'hui le bénéfice de division est inutile, parce que les créanciers ne manquent jamais de faire renoncer les cofidéjussés & les coobligés au bénéfice de division.

Ces renonciations sont même aujourd'hui de stile ordinaire, & il ne se passe gueres d'actes où les cofidéjussés & les coobligés ne consentent de pouvoir être chacun contraint pour le tout.

DIVORCE, chez les Romains étoit la separation des conjoints faite selon les Loix, en sorte qu'il leur étoit ensuite permis reciproquement de se marier avec une autre personne, mais le mariage étant considéré comme Sacrement, il ne peut point être dissous parmi nous, dès qu'il est légitimement contracté.

Ainsi divorce parmi nous ne signifie point la rupture du lien & la dissolution entiere du mariage, mais seulement la separation de biens & d'habitation entre un mari & une femme, mais qui ne donne pas atteinte au lien du mariage, en sorte qu'il n'est permis à aucun des deux conjoints de passer à un autre mariage du vivant de l'autre conjoint.

Touchant cette separation de biens & d'habitation entre un mari & une femme, *Voyez* ce que j'en ay dit, Lettre S.

DIXMES, sont une certaine portion des fruits que nous recueillons, ou des revenus & profits que nous faisons par nôtre industrie qui est dûë à Dieu en reconnaissance du suprême domaine qu'il a sur toutes cho-

ses, & que l'on paye à ses ministres pour les aider à vivre.

On appelle cette portion dixmes, parce que dans la plupart des endroits elle est la dixième partie des fruits ou revenus, quoiqu'elle soit plus grande ou moindre dans de certains lieux; ce qui dépend de l'usage.

Les dixmes sont réelles, personnelles, ou mixtes. Les réelles sont celles qui se perçoivent sur les fruits de la terre, & sont dûes au Curé du lieu où sont situés les héritages; telles sont les dixmes qui se levent sur les bleds, sur le vin, sur l'huile, & autres choses semblables.

Les personnelles, sont celles qui se prennent sur les grains que l'on fait par son industrie, & sont dûes à l'Eglise Paroissiale, où l'on reçoit les Sacremens. Mais ces sortes de dixmes ne sont plus en usage.

Les mixtes sont celles qui se levent sur les choses qui proviennent en partie de nos biens & en partie de notre industrie: comme sont les dixmes qui se levent sur les agneaux, sur le lait, sur la laine, & autres choses dont nous nous faisons un revenu, qui provient en partie de nos biens, & en partie de notre industrie & de notre travail, & ces dixmes sont réputées réelles.

La seconde division des dixmes se fait en dixmes anciennes & dixmes noales.

Les anciennes sont celles, qu'on a coûtume de lever.

Les noales sont celles, qui se levent sur les héritages nouvellement défrichés, & qui ne sont cultivés que depuis peu, comme si une forêt avoit été abatuë, & qu'on y eût semé de grains.

La connoissance des contestations pour raison des dixmes appartient au Juge d'Eglise, quand il s'agit du petitoire; mais il n'y a que le Juge Laïque qui puisse connoître du possessoire.

On peut prescrire la quotité des dixmes & la forme de les payer par une possession de quarante ans. Mais on ne peut prescrire l'exemption absolue. Un Curé pour lever les dixmes n'a besoin d'autre titre que de son clocher.

DIXMES INSOLITES, sont les dixmes inusitées, qui de memoire d'homme n'ont été payées dans une Paroisse ou dans un territoire, & qui par conséquent ne peuvent être demandées.

DIXMES INFODE'ES, sont celles qui ont été aliénées & données en fief à des Laïcs, & qui sont par eux possédées, comme des champarts & autres biens purement profanes.

Aussi n'y a t'il que le Juge Laïc qui puisse connoître des contestations qui surviennent à l'occasion de ces sortes de dixmes, & ceux qui les possèdent en peuvent disposer comme de biens purement temporels.

Leur origine est fort incertaine: on tient que les dixmes Ecclesiastiques n'ont commencé d'être données à de grands Seigneurs que vers le sixième siècle, & que vers ce tems-là plusieurs Eglises étant vexées par les ennemis de la Foi, se sont trouvées souvent obligées d'abandonner leurs dixmes aux Seigneurs pour les engager à prendre leur défense & les mettre à l'abri des usurpations auxquelles ils étoient exposés.

Ensuite par l'autorité des Roix ou par leur tolérance, les Grands se sont emparés non seulement des dixmes Ecclesiastiques, mais même des Eglises. Comme plusieurs en mourant les restituoient à des Monasteres, les Moines se trouverent avoir des dixmes par une autre voye que par la concession des Evêques.

Du tems de Charles le Chauve les dixmes Ecclesiastiques ont commencé d'être données en fief par les Evêques & les Curés aux Seigneurs pour gagner leurs bonnes graces. Mais Gregoire VII. défendit de les donner en fief, sous peine d'excommunication. Alexandre III. dans un Concile tenu à Tours l'an 1163. établit la même peine contre ceux qui recevoient en fief les dixmes Ecclesiastiques. Le même Souverain Pontife a suivi cette décision dans le Concile de Latran; mais elle ne regarde que l'avenir, & non pas le passé.

Ainsi comme les dixmes données à des Laïcs en fief par contrat avant ce Concile de Latran, n'ont pas

pû leur être ôtées , le Pape Innocent III. a confirmé ces dixmes inféodées , & après lui , Alexandre IV. Ce qui fait que nous voyons encore aujourd'hui de ces dixmes. Mais il faut que ceux qui les prétendent soient fondés en titre , qui soit antérieur au Concile de Latran III. ou qu'ils soient en possession de ces dixmes depuis un tems immémorial , laquelle tient lieu de titre.

En France les dixmes inféodées se reglent de la même maniere que les choses profanes ; mais quoiqu'elles soient purement laïques, elles retiennent les mêmes privileges & les mêmes prérogatives que les dixmes Ecclésiastiques ; ce qui est fondé sur ce qu'elles sont toujours sujètes à réversion. Ainsi elles se payent avant le champart , comme les dixmes Ecclésiastiques.

D O L est une ruse & une adresse frauduleuse dont on se sert pour tromper quelqu'un. On distingue en Droit le dol , en dol personnel , & en dol réel.

D O L PERSONNEL , est celui qui provient du fait de quelqu'un , dans le dessein de tromper un autre : comme si le vendeur d'une terre ou d'une maison fait paroître un bail fait à plus haut prix que celui convenu entre le bailleur & le preneur , dans le dessein de vendre son heritage un prix plus fort sur le pied du bail ; c'est un dol personnel provenant du fait du vendeur , pour tromper l'acquireur , & lui faire payer plus qu'il n'en auroit été payé autrement.

D O L R É E L , est au contraire celui qui vient de la chose , quand un acquireur à qui on a livré toutes choses comprises dans le contrat , a été déçu par leur peu de valeur , les terres qu'il auroit achetées , étant moins bonnes que toutes les autres qui seroient auprès ou aux environs ; il n'y a point en cela du fait du vendeur , lequel n'a point été obligé de déclarer la qualité de ses terres , l'acquireur doit s'imputer de ne s'en être pas informé , comme il pouvoit.

C'est la raison pour laquelle le dol personnel donne lieu à la restitution & à la requête civile , & non le dol

réel , à moins qu'il n'y eût lésion de moitié du juste prix. *Voyez* Lésion

DOMAINE , signifie la propriété d'un bien qui nous appartient , & dont nous avons acquis le droit de propriété à juste titre.

Il se divise en domaine direct & en domaine utile.

DOMAINE DIRECT , est un droit de supériorité sur un fond , sans le droit de la propriété utile tel est le domaine que le propriétaire d'un héritage s'est réservé dans l'aliénation d'une partie de sa terre , soit à titre de fief , ou d'emphytéose , ou de cens ou censives.

DOMAINE UTILE , est la jouissance d'un héritage en conséquence de la propriété utile , sans le titre de la propriété directe. Tel est le domaine du vassal , ou du preneur à cens ou à emphytéose.

Dé-là vient que le bailleur à titre d'emphytéose , & le preneur , sont l'un & l'autre à ellez propriétaires du même héritage , eu égard aux différens droits de propriété qu'ils y ont.

DOMAINE DU ROY , est ce qui appartient au Roy en conséquence de la Couronne. Il y en a de deux sortes , sçavoir le fixe & le casuel.

Le domaine fixe est l'ancien domaine de nos Rois , qui est composé de Seigneuries , terres , possessions & droits qui appartiennent au Roy en qualité de Souverain , comme sont les Tailles , les Gabelles , les Couannes , les droits d'entrées , &c.

Ce domaine est immuable ou muable. Le domaine immuable est celui qui n'augmente ni ne diminue point dont la recette se fait & se vérifie par les comptes précédens.

Il consiste dans les cens & rentes dûes au Roy ; ainsi comme ce domaine consiste en droits , dont le revenu ne change point , & est toujours de même valeur , il est appelé immuable.

Il peut cependant diminuer par accident : par exemple , quand une maison ou un poulain qui doit rente foncière tombe en ruine , ou que ceux qui en étoient

possesseurs n'ont pas de quoi payer.

Le domaine muable , est celui qui consiste dans les choses qui s'afferment , comme Greffes , Sceaux , Tabellionages , Controlles , Amendes , Prisons , Prez , Etangs , Péages , & autres choses qui s'afferment.

Il s'appelle domaine muable , parce qu'il augmente & diminue , & qu'il peut être affermé à plus haut prix dans un tems que dans un autre.

Le domaine casuel est tout ce qui appartient au Roy par ses conquêtes , ou par acquisition , comme par succession , par droit d'aubaine , confiscation , bâtardise & desherence.

Mais ce domaine devient fixe après des années de jouissance , ou bien quand il a été joint à l'autre domaine par des Edits & Déclarations.

Le domaine fixe est inaliénable ; à moins que le bien de l'Etat ne requiere l'aliénation de quelque chose qui compose ce domaine , comme pour survenir aux nécessités de la guerre , ou pour donner un apanage à un Fils de France.

Le domaine casuel au contraire peut être aliéné par le Roy , & comme ce domaine est aliénable , il est aussi par conséquent prescriptible.

DOMAINE PARTICULIER DU ROY , est un domaine qui consiste dans les biens que le Roy avoit , lorsqu'il est parvenu à la Couronne.

Ces biens forment en la personne de sa Majesté un patrimoine singulier , qui n'est point inherant à la Couronne , mais qui lui est personnel.

Le Roy a donc la pleine & entiere disposition de ces sortes de biens , il en peut disposer en faveur de qui il lui plaît sans reversion ; pourvu qu'il n'en ait pas joui pendant dix années , parce que lorsque ces biens ont été regis pendant dix ans par les Officiers du Roy , ils sont réputés être du domaine de la Couronne , & deviennent inaliénables.

DOMAINE FORAIN , est un autre espece de domaine du Roy , qui est une imposition qui se leve

pour la necessité de la guerre sur les marchandises ; qui entrent dans le Royaume , ou qui en sortent.

DOMICILE, est le lieu où un pere de famille habite , & où il a destiné d'établir le siege de sa fortune & de sa demeure ordinaire , fixe & permanente , indépendamment du lieu de son origine , & de la demeure de ses pere & mere : & c'est ce que nous apellons veritable domicile , ou domicile naturel.

Ce mot *domicile* est composé de deux mots latins , sçavoir , de *domus* , & de *colo* , à cause que *domum colere* signifie habiter une maison.

Deux choses établissent le domicile naturel , sçavoir l'habitation réelle , & la volonté de le fixer au lieu que l'on habite ; & comme le domicile consiste plus dans la volonté que dans le fait , ceux qui ne sont pas maîtres de leur volonté , ne peuvent pas se faire un domicile.

C'est aussi la raison pour laquelle une femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari ; à moins qu'elle ne soit séparée de biens & d'habitation : autrement femme mariée , majeure ou mineure , prend le domicile de son mari du jour de la Bénédiction nuptiale.

Comme les mineurs qui ne sont point établis , ne sont pas en état de se choisir un domicile , ils n'en ont point d'autre que celui de leur pere , quand même ils demeureroient ailleurs.

Cela est si vrai , qu'après la mort de leur pere , ils conservent toujours le domicile où il est décédé , jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de vingt-cinq ans.

On ne peut avoir qu'un seul domicile naturel , mais il concourt souvent avec d'autres lieux , que l'on appelle aussi domiciles.

Ainsi outre le veritable domicile , on en distingue encore de trois sortes ; sçavoir le domicile de dignité , le domicile conventionnel , & le domicile légal.

Le domicile de dignité est le lieu ou la Ville où l'Officier fait la fonction de sa charge , ayant ailleurs son domicile naturel.

Le domicile conventionnel est celui qui s'établit par le consentement & la convention des parties.

L'élection de domicile dans un contrat sous le scel du Châtelet, portant attribution de Jurisdiction, a bien lieu pour y donner les assignations pour l'exécution des actes; mais si la partie demeure hors Paris, il faut observer les délais, comme si l'assignation lui étoit donnée à son domicile actuel, parce que cette convention ne déroge point à l'Ordonnance.

Le domicile légal est ce'ui qui est donne par la Loy; comme le principal manoir du bénéfice, qui est le domicile établi par l'Ordonnance pour tous exploits & significations concernant les droits du bénéfice. *Voyez* l'art. 3. du tit. 2. de l'Ordonnance de 1667. & ce qu'a dit Bornier sur cet article.

DOMMAGE, est le dégât que font les bestiaux dans des prés, des vignes, des bleds, & autres heritages.

Ce dommage doit être réparé par celui à qui appartient la bête qui l'a causé, comme nous avons dit dans la Traduction des Institutes, sur le tit. 9. du quatrième Livre, à moins que le maître n'abandonne la bête pour le dommage.

DOMMAGES ET INTERESTS, signifient le gain que l'on a manqué à faire, & la perte qu'on a soufferte par le fait d'autrui.

Ils s'adjugent en toute matiere; c'est-à-dire, tant en matiere civile, qu'en matiere criminelle. En matiere civile, I°. Quand il s'agit de l'inexécution d'une promesse de mariage, d'un contrat de vente, louage, ou autre

II°. Quand par un quafidélité il nous est fait quelque tort, comme si un carosse mal conduit blesse quelqu'un, ou si on jette d'une maison quelque chose, qui blesse quelqu'un, ou gâte les habits.

En matiere criminelle on adjuge des dommages & intérêts, pour raison d'excès, blessures, &c.

On adjuge encore des dommages & intérêts dans

l'action possessoire; ainsi on en adjuge contre celui qui est condamné pour trouble & spoliation.

A l'égard du pétitoire, on en adjuge aussi, lorsque celui qui a été condamné n'obéit pas, & ne délaisse pas dans la quinzaine la possession de la chose, à celui qui a obtenu gain de cause.

Le jugement, qui condamne aux dommages & intérêts, détermine ordinairement la somme à laquelle ils se montent; mais quand il ne les fixe pas, celui au profit de qui le jugement a été rendu, les doit faire liquider.

Pour y parvenir il faut que la partie à qui ils ont été adjugés, en fasse dresser la déclaration article par article, & la signifie au Procureur du défendeur, avec le jugement qui les aura adjugés. On lui doit en même tems communiquer, sous son recepissé, les pièces justificatives.

Le Procureur du défendeur doit huitaine après cette communication faire des offres; si elles sont acceptées, on en passe appointement de condamnation aux termes des offres; ce qui sera reçu à l'Audience.

Mais si le défendeur ne fait point d'offres, ou que ses offres soient contestées, il sera pris appointement à produire dans trois jours par la partie qui voudra poursuivre.

Enfin si par le jugement de l'instance les offres se trouvoient raisonnables, & que les dommages & intérêts n'excédassent pas la somme offerte, le demandeur sera condamné aux dépens de l'instance de liquidation, à compter du jour des offres; lesquels dépens doivent être liquidés par le même jugement.

D O N, signifie largesse, libéralité, & généralement tout ce qui se donne gratuitement.

Néanmoins dans l'usage on appelle don tout ce qui est accordé gratuitement au Prince, & par le Prince, ou ce qui se donne réciproquement par le mari à la femme, & par la femme au mari. C'est la raison pour laquelle on dit don d'aubaine ou de bâtardise, don

gratuit , don mutuel , au lieu qu'on appelle donation ce qui est donné par un particulier à un autre. Et il y en a de deux sortes , sçavoir la donation entre vifs , & la donation à cause de mort.

DON D'AUBAINE , DE BASTARDISE ET DE DESHERENCE, est un don que le Roy fait à quelqu'un de ses sujets, du droit qu'il a , & qui est échu , à l'effet de succéder à quelqu'un par droit d'aubaine ou autre.

Ce don n'est pas proprement une aliénation du domaine ? parce que les biens qui échéent en conséquence d'un tel droit ne sont pas réputés du domaine , jusqu'à ce qu'ils y aient été réunis , ainsi qu'il est porté en l'article 2. de l'Ordonnance de Moulins de l'année 1566.

Après que le donataire a obtenu de sa Majesté le brevêt du don qui lui a été fait du droit d'aubaine , ou autre échu , ce donataire donne sa requête à la Chambre du Domaine , & sur les conclusions du Procureur du Roy obtient Sentence d'adjudication , sur laquelle il prend une commission pour faire saisir , assigner &c.

Ensuite il fait enregistrer le brevêt en la même Chambre , & obtient des Lettres de don signées en commandement & sce'lées , auxquelles le brevêt , la Sentence & la commission sont attachées , & on le fait vérifier & enregistrer en la Chambre des Comptes dans les trois mois.

Après quoi le donataire qui se trouve aux droits du Roy est en état de s'emparer des effets du défunt , en justifiant qu'ils appartiennent au Roy par droit d'aubaine ou autre.

DON DE CONFISCATION, est un don que le Roy fait à quelqu'un de ses sujets de biens confisqués ; & ce don n'est pas non plus que les précédens une véritable aliénation du Domaine.

Pour jouir de ce don , ceux qui en sont gratifiés par sa Majesté , doivent faire ce que nous venons de dire au sujet du don d'aubaine , de bâtardise & de desherence.

Mais il faut remarquer , que quand le Roy a fait à quelqu'un don de biens confifqués & adjugez à fa Majesté par Sentence de contumace , ce don ne doit être verifié qu'après les cinq ans expirez , suivant l'Ordonnance , afin que les contumaces & condamnez ayent moyen de se purger de leur contumace dedans ledit tems , & ne soient pas détournés de le faire , par la crainte qu'ils pourroient avoir que celui qui auroit obtenu don de son bien , ne sollicitât contre lui , & ne contribuât à lui faire faire son procès , par des vûes intéressées.

DON GRATUIT, est un présent que font au Roy les Etats assemblés d'une Province.

On appelle aussi don gratuit ce que le Clergé assemblé donne de tems en tems au Roy , soit pour être confirmé dans ses privileges , soit pour être déchargé de quelque imposition , soit pour subvenir aux necessités de l'Etat.

DON MUTUEL, est une convention faite entre mari & femme , par laquelle ils conviennent que le survivant jouïra par usufruit , sa vie durant , de la moitié des biens de la communauté appartenans aux heritiers du précédé.

Quoique par la disposition du Droit Coutumier , il ne soit pas permis aux conjoints par mariage , de se faire aucune donation entre-vifs , néanmoins il leur est permis de se faire don mutuel au profit du survivant , de la maniere que nous venons de le dire ; parce que c'est un avantage réciproque & incertain.

Il ne faut pas confondre le don mutuel qui se fait entre conjoints après leur mariage , & la donation mutuelle , qui se fait entre futurs conjoints par contrat de mariage ; le don mutuel ne peut être fait que des acquêts & autres biens qui tombent en communauté , & ne peut être stipulé sans retour , c'est-à-dire , en propriété pour le donataire , mais seulement pour la jouïssance ; auquel cas le donataire est obligé de donner bonne & suffisante caution.

Au contraire la donation mutuelle faite par contrat de mariage peut être faite des acquêts & des propres , & peut être stipulée sans retour & en propriété pour le donataire. La faveur des contrats de mariage est si grande , qu'ils sont susceptibles de toutes sortes de clauses , pourveu qu'elles ne soient pas contraires aux Loix ni aux bonnes mœurs ; de sorte même que par contrat de mariage , l'un des futurs conjoints peut donner tous les propres à l'autre sans aucune réserve.

Plusieurs conditions sont requises pour la validité d'un don mutuel.

La première est , que les deux conjoints soient en santé lors de la passation du don mutuel , & qu'il y ait communauté de biens entr'eux.

La deuxième , qu'il ait été fait par un même acte passé pardevant Notaires , & qu'il y en ait minute.

La troisième est , qu'il y ait égalité de part & d'autre ; de sorte qu'il soit fait également de tous les effets , qui entrent dans la communauté , de sorte que le survivant ait l'usufruit de la part qui en doit appartenir aux héritiers du prédécédé. Et si dans l'acte il se fait quelque réserve d'une partie de ces effets , il faut qu'elle soit égale & respectueuse.

La quatrième , que le don mutuel soit fait à la charge de donner par le survivant bonne & suffisante caution.

La cinquième , que les conjoints , ou l'un d'eux lors du décès du premier mourant , n'ayent ni enfans ni descendans , soit de leur mariage commun , ou d'un précédent mariage.

Voyez ce que nous avons dit au sujet de toutes ces conditions sur l'article 280. de la Coutume de Paris.

Il y a encore une autre condition requise par l'art. 284. de la même Coutume , pour la validité du don mutuel ; sçavoir qu'il soit insinué.

Cette insinuation doit être faite dans les quatre mois à compter du jour du contrat , ou du moins il faut qu'elle soit faite du vivant de l'un & de l'autre des

conjoints. L'insinuation faite par l'un profite à l'autre.

Les quatre mois accordez pour faire cette insinuation ne courent contre la femme que du jour de la mort de son mari.

Après l'insinuation faite du don mutuel, il ne peut être révoqué que par une révocation mutuelle, laquelle n'a pas besoin d'être insinuée.

Deux mineurs mariez, ou l'un mineur & l'autre majeur, peuvent faire don mutuel.

Quoique la femme renonce à la communauté, elle aura néanmoins délivrance de son don mutuel, mais elle n'aura en vertu de ce don que la jouissance de la moitié des biens de la communauté.

Le donataire mutuel est tenu des frais funéraires, des dettes de la communauté; sçavoir pour les arrérages des cens & rentes, il doit tout ce qui échoit pendant sa jouissance, sans aucuns recours pour les dettes mobilières une fois payées; il avance en total les deniers, & ses heritiers auront recours contre les heritiers du mari pour la moitié, néanmoins il ne payera que jusqu'à concurrence du don.

Le don mutuel ne comprend les conquêts dans chaque Coutume, qu'autant que la Coutume où ils sont situés le permet.

Le don mutuel de soi ne saisit, & est sujet à délivrance; pour l'obtenir, le survivant des conjoints en doit faire la demande; & à cet effet assigner les heritiers du précedé dans la Justice où la succession est ouverte, présenter caution dès la première assignation; faire inventaire; mais il n'est pas tenu de faire vendre.

DONATION, est une libéralité qui ne procede d'aucune obligation, & qui est acceptée par celui envers qui on l'exerce. Outre ce que nous en allons dire ici, Voyez ce que nous avons dit dans la Traduction des Institutes, liv. 2. tit. 7.

Il y a deux sortes de donations, sçavoir les donations entre-vifs, & les donations à cause de mort.

La donation entre-vifs, est celle qui se fait sans aucune contemplation ni commémoration de la mort, par un pur motif d'exercer sa libéralité, & de se dépouiller de son vivant de la propriété de la chose donnée, ce que les Notaires expriment par ces termes, *Donation entre-vifs irrévocable.*

La donation à cause de mort, est une libéralité, qui se fait en vûë & en contemplation de la mort, & en termes qui le désignent, pour n'être confirmée & n'avoir d'effet qu'après le décès du donateur.

Celui qui a donné entre-vifs, peut être contraint par les voyes de Droit de faire la délivrance au donataire des choses données.

Au contraire le donateur à cause de mort n'y peut jamais être contraint de son vivant; & il est toujours en droit jusqu'au dernier moment de sa vie de révoquer la donation.

La raison est, que celui qui donne à cause de mort, ne veut pas se dépouiller de la chose; il déclare seulement qu'il entend qu'après sa mort elle passe au donataire, au cas qu'il decede avant le donataire, & sans l'avoir révoquée: au contraire la donation entre-vifs est irrévocable, & le donateur consent se dépouiller de son vivant de la chose donnée, aimant mieux que le donataire l'ait que lui même.

Ainsi les donations entre-vifs saisissent & sont irrévocables; les donations à cause de mort sont révocables & ne saisissent point.

Dans la Coutume de Paris les donations à cause de mort ne different point des dispositions testamentaires, & requierent les mêmes solemnités que les testaments. *Voyez* ce que nous avons dit sur l'article de 277. de cette Coutume.

Les donations entre-vifs sont ou pures ou simples, ou conditionnelles, faites pour quelque cause.

Celles qui sont pures & simples, sont parfaites par le seul consentement du donateur, & l'acceptation du donataire.

Les conditionnelles dépendent de l'événement de la condition, laquelle venant à manquer, la donation devient nulle & sans effet.

Quant à celles qui sont faites pour cause, si la cause ne s'accomplit point, elles sont nulles : comme si la donation est faite à une fille pour cette seule cause, sçavoir pour la faire Religieuse.

Il y a plusieurs choses qui conviennent à la donation entre-vifs & à la donation à cause de mort, sçavoir la capacité du donateur & celle du donataire, & l'acceptation.

Ceux-là peuvent donner qui jouissans de leurs droits, sont sains d'esprit & d'entendement ; & s'il s'agit d'une donation entre-vifs, il faut en pays Coutumier que le donateur soit en bonne santé : car si la donation entre-vifs étoit faite par une personne malade de la maladie dont elle décéderoit, elle ne pourroit valoir que comme donation à cause de mort, & seroit sujette aux formalités des testamens.

Quant à l'âge requis pour faire valablement une donation, en pays de Droit écrit, il faut avoir l'âge requis pour tester, pour faire des donations à cause de mort, & il faut être majeur de vingt-cinq ans, pour pouvoir donner entre-vifs ses biens, de quelque nature qu'ils soient ; & ce dernier article est observé dans la plus grande partie de nos Coutumes.

Toute personne capable des effets civils peut accepter une donation, à moins que la Loy ou la Coutume ne le défende. Voyez les art. 273. 276. 281. 282. & 283. de la Coutume de Paris.

C'est encore un principe certain que chacun peut donner entre-vifs, ou à cause de mort, tout les biens dont la Loy ou la Coutume ne lui défend pas de disposer. Voyez l'art. 272. 278. & 279. de la même Coutume.

L'acceptation d'une donation, ou le concours du consentement du donataire est non seulement une condition requise pour la validité d'une donation entre-vifs

ou à cause de mort , mais elle est de la substance de l'acte.

Ainsi il est permis au donateur de révoquer la donation avant qu'elle ait été acceptée ; & même s'il venoit à décéder avant l'acceptation du donataire , elle seroit absolument nulle , quoiqu'elle n'eût pas été révoquée par le donateur.

Pour l'acceptation d'une donation , il faut que le donataire soit présent au contrat , & dise qu'il l'accepte ; ou que s'il est absent , il y ait une autre personne qui accepte pour lui en vertu d'une procuration spéciale , laquelle doit être insérée dans l'acte de donation. Le mot *d'acceptant* est essentiel ; en sorte que l'acceptation ne peut être accomplie par un autre mot équipolent.

Il nous reste à voir quelles sont les autres conditions requises pour la validité des donations entre-vifs : qui sont la tradition & l'insinuation.

Il faut pour la validité d'une donation entre - vifs , qu'elle soit accompagnée d'une tradition réelle ou civile , ou que le donateur puisse être contraint de livrer la chose donnée , autrement ce seroit donner & retenir , ce qui est contre la nature des donations entre-vifs.

La tradition réelle est la translation actuelle de la possession , qui transfère à la personne du donataire tout le droit qu'a le donateur en la chose donnée , c'est-à-dire , qu'il lui en transfère la propriété & la jouissance tout ensemble.

La tradition civile , est celle par laquelle le donateur se défait de tout droit de propriété en la chose donnée au profit du donataire , s'en réservant la jouissance à titre d'usufruit sa vie durant. Ce qui se doit faire par une clause expresse , qu'on appelle de précaire ou de constitut.

A l'égard de l'insinuation , c'est une condition extrinsèque à l'acte de donations entre-vifs ; mais qui ne laisse pas d'être absolument nécessaire , à peine de nullité.

Voyez touchant les donations l'Ordonnance du mois de Février 1731.

DONATION RENUMERATOIRE, est celle qui se fait pour récompense de service rendus par le donataire au donateur. Et cette donation n'est pas une véritable donation.

DONATION DE TOUS BIENS PRÉSENTS ET AVENIR, est entièrement nulle, excepté quand elle est faite par un contrat de mariage. *Voyez* l'Ordonnance du mois de Février 1731. art. 15. & suivans; ainsi la donation de tous biens présents & avenir ne peut valoir pour les biens avenir.

DONATION DE TOUS LES BIENS QUE LE DONATEUR AURA AU JOUR DE SON DECEZ, est absolument nulle, par la raison qu'il n'y peut avoir en ce cas de tradition naturelle, ni civile, & que le donateur ne peut être contraint de son vivant à livrer les choses données.

DONATION ENTRE CONJOINTS, est celle qui est faite par l'un des conjoints à l'autre.

Suivant le Droit Romain qui est observé en pays de Droit écrit, le mari & la femme ne peuvent s'avantager l'un l'autre par donation entre-vifs, mais bien par donation à cause de mort; de même les donations entre-vifs entre mari & femme, deviennent valables, si le donateur décède le premier sans avoir changé de volonté: auquel cas la donation est confirmée par sa mort.

Quant au pays Coutumier, dans la plupart de nos Coutumes toutes donations en quelque manière qu'elles soient conçues, sont défendues entre mari & femme pendant le mariage, à l'exception du don mutuel.

Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 282. de la Coutume de Paris.

DONNER ET RETENIR NE VAUT. Pour la validité d'une donation entre-vifs, il faut que le donateur se défaisse de la chose donnée, ou au moins,

que s'il ne la livre pas , il soit obligé de la livrer , & y puisse être contraint ; autrement la donation seroit absolument nulle , & ce seroit donner & retenir. Ce qui arrive.

I°. Quand le donateur demeure en la possession de la chose donnée jusqu'au jour de son décès , sans avoir stipulé par le contrat la reserve de l'usufruit.

II°. Si le donateur demeueroit en possession de la minute de l'acte de donation ; ou qu'autrement il eût la faculté de révoquer la donation , & de la rendre sans effet.

Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 273. de la Coutume de Paris.

DOSSIER , est une liasse de pieces attachées ensemble , qui concernent une même affaire.

DOT , est tout ce que la femme ou autre pour elle donne au mari , pour en jouir & faire les fruits siens pendant le mariage , à l'effet d'en soutenir les charges , soit meubles ou immeubles : avec cette difference que tous les meubles & effets mobiliers de la femme , comme ceux du mari , tombent dans la communauté , s'il n'y a stipulation au contraire qui les rende immeubles ou partie d'iceux ; & que les immeubles sont réputés propres à la femme , pour ne pas entrer en communauté. *Voyez* Communauté conjugale , & stipulation de propre.

On appelle aussi dot ce qu'une fille ou ses parens donnent au Couvent , où elle fait profession. Enfin on appelle dot ce qui est donné à une Eglise pour son entretien & pour celui des Prêtres qui la doivent desservir.

DOUAIRE , est un avantage ou une donation que fait le mari à sa femme , pour en jouir après la mort de son mari.

Cet avantage n'est pas fait à la femme par le mari pour la récompenser , comme quelques-uns disent , des biens qu'elle lui a apportés en dot ; puisque le douaire est accordé à celle qui n'a rien apporté en mariage , ou qui n'a point apporté en dot ce qu'elle , ou une

autre personne avoit promis d'apporter au mari.

Le douaire n'est pas non plus fondé sur la raison qu'en donne Mr. Cujas, *ut premium habeat deflorata virginittis*: puisque les femmes veuves qui se remariaient ont un douaire, aussi-bien que celles qui contractent leur premier mariage.

Mais cet avantage est fait par le mari à la femme, afin que celle qui contracte mariage soit sûre d'avoir des alimens sur les biens de son mari, pour la récompenser des soins & des peines qu'elle prend pour élever ses enfans, pour son ménage, & pour la conservation des biens communs.

Le douaire est coutumier ou préfix.

Le douaire coutumier est celui qui est établi & défini par la Coutume, qui consiste en une espece de pension alimentaire pour la femme, & en un droit de légitime pour les enfans.

Il est appelé coutumier, parce qu'il est établi par la Coutume sans aucune convention.

Ce douaire est dans la Coutume de Paris, la moitié des heritages que le mari tient & possède au jour des épousailles & bénédiction nuptiale, & de ceux qui lui sont échus depuis & pendant le mariage, en ligne directe.

Le douaire préfix ou conventionnel est celui qui provient de la convention des parties, & qui se doit prendre sur la part qui doit appartenir au mari dans les biens de la communauté, & où la part du mari ne suffiroit pas, il se prend sur ses propres.

Le douaire se prescrit par dix ans par le tiers détenteur de l'heritage qui y est sujet, & se purge par decret; mais dans l'un & l'autre cas, cela ne s'entend que depuis la mort du mari, qui a donné lieu à l'ouverture du douaire.

Lorsque le mariage est fait avec un impubere, & que l'impubere meurt avant sa puberté, il n'y a pas lieu au douaire.

On peut stipuler dans un contrat de mariage qu'il

n'y aura point de douaire; mais la renonciation au douaire doit être expresse.

Le douaire saisit du jour du décès du mari, & les fruits & arrerages courent de ce jour. Excepté en Normandie, il n'est pas nécessaire de le demander en jugement; cela est pourtant plus regulier pour éviter les contestations, & pour avoir un titre précis; on en fait délivrance à la caution juratoire. Si la veuve se remarie, elle doit donner bonne & suffisante caution.

La femme ne perd pas son douaire quand elle se fait Religieuse; *secus* en Normandie.

L'hypothèque pour le douaire préfix, est du jour du contrat de mariage; celle du douaire coutumier est du jour de la bénédiction nuptiale.

La femme n'a que l'usufruit sa vie durant du douaire préfix ou coutumier, commençant du jour du décès du mari, la propriété appartenant aux enfans, ou aux heritiers du mari.

D O U A I R E EST LE PROPRE DES ENFANS, ET CE PROPRE EST PATERNEL, quand les enfans ont eu pour douaire un heritage appartenant à leur pere, cet heritage est un propre ancien en la personne des enfans, si l'heritage qui leur vient à titre de douaire, étoit propre en la personne du pere.

Mais il n'est que propre naissant en la personne des enfans, si l'heritage qui leur est venu à titre de douaire étoit acquêt en la personne de leur pere.

Quoiqu'on dise ordinairement que les enfans prennent le douaire de leur mere, cela se dit improprement; car puisqu'ils le prennent des biens de leur pere, il est réputé paternel. D'où il s'ensuit.

I°. Que si les enfans viennent à mourir, ces biens appartiennent à leurs heritiers paternels.

II°. Que si les heritages que les enfans ont eu pour leur douaire, sont par eux vendus, ils tombent en retrait pour les parens paternels.

Ce que nous venons de dire regarde le Droit coutumier, qui est toujours propre dans la succession des

enfans , parce qu'il consiste en immeubles , qui ont appartenu à leur pere.

Il n'en est pas de même du doüaire préfix , qui a été promis à une femme , payable en argent , parce qu'une somme promise en argent est mobilière , & ne peut par conséquent avoir la qualité de propre , laquelle ne convient qu'aux immeubles.

Mais quoique par le contrat de mariage le doüaire soit préfix constitué en une somme d'argent , néanmoins si les créanciers du pere donnent un heritage ou autre immeuble de la succession du pere aux enfans , au lieu de cette somme promise , cet immeuble doit être réputé un propre paternel , comme venant des biens du pere , & comme si en effet ils l'avoient reçu de lui , ou qu'il leur fût échu par la succession.

La raison est que ce qui est pris par les enfans , ou à eux donné par leur doüaire , est réputé leur être donné pour leur droit dans la succession légitime de leur pere.

DOUAIRE SANS RETOUR , est le droit de propriété du doüaire qu'a la femme quand il est stipulé sans retour en sa faveur , en cas qu'elle survive à son mari.

Mais cette stipulation ne se peut pas faire au préjudice des enfans , & du droit de propriété qu'ils ont au doüaire par la disposition de la Coutume de Paris ; de sorte que si les enfans sont heritiers de leur pere , ils sont obligez de donner le doüaire à leur mere en pleine propriété ; mais s'ils se tiennent au doüaire , elle n'en peut avoir que l'usufruit : cette convention de doüaire sans retour ne pouvant point nuire aux droits acquis aux enfans par la Coutume sur le doüaire de leur mere.

La clause du douaire sans retour devient inutile. I^o. Si la femme précède son mari ; parce qu'elle n'a jamais acquis le douaire.

II^o. Si la femme qui survit a des enfans issus d'elle & du défunt , qui renoncent à la succession de leur

pere , & qui se disent douairiers; en ce cas la veuve n'aura que l'usufruit; nonobstant la clause sans retour, la propriété du douaire apartiendra aux enfans dans les Coutumes où le douaire leur est propre.

DOUANE, se prend pour le droit que payent les Marchands pour les marchandises qu'ils font entrer dans le Royaume, ou dans quelque Ville, ou qu'ils font sortir du Royaume.

Ce terme se prend aussi quelquefois pour le lieu où l'on paye les impôts & les taxes sur les marchandises. De toutes celles que l'on décharge à la Douane, il n'y a que les Livres qui ne payent rien.

DOUBLE LIEN, signifie le lien de parenté, qui est entre ceux qui sont parens du côté de pere & de mere, comme sont les freres germains.

Le droit de ce double lien est une prérogative accordée aux collatéraux qui sont joints à un défunt des deux côtés, c'est-à-dire, paternel & maternel, qui est d'exclure les collatéraux qui ne sont joints au défunt que d'un seul côté.

Cela paroît fondé sur ce que les successions déferent selon la proximité du sang : parce que la Loy présume que l'inclination de l'homme le porte naturellement à souhaiter du bien à ses parens, plutôt qu'à des étrangers, & à ses parens les plus proches, plutôt qu'à ceux qui sont les plus éloignés.

Sur ce fondement il semble que ceux qui sont joints à quelqu'un des deux côtés, doivent être préférés dans la succession, à ceux qui ne lui sont joints que d'un côté seulement; parce qu'ordinairement nous avons plus d'amitié pour ceux qui nous sont joints du côté paternel & du côté maternel, que pour ceux qui ne nous sont joints que d'un seul côté.

C'est aussi pour cette raison que les freres consanguins ou uterins, sont apellés par quelques Coutumes semifreres; parce qu'ils sont comme étrangers par rapport au côté dont ils ne sont pas joints du lien de parenté. Ainsi ceux qui sont joints par un double lien

c'est-à-dire , par deux parentés , sont plus étroitement liez , que ceux qui ne sont joints que d'un côté , & liez par une seule parenté.

Anciennement à Rome cette prérogative du double lien étoit inconnue , le droit de succéder en ligne collatérale , s'y regloit uniquement par la seule proximité , comme nous l'avons dit au commencement du troisième Livre des Institutes. Mais l'Empereur Justinien a introduit la prérogative du double lien par le droit des Nouvelles. *Novel. 118. cap. 3.*

Ainsi les freres & sœurs joints au défunt du côté paternel & du côté maternel , sont en vertu du double lien préferrez aux freres & sœurs du défunt , qui ne lui sont joints que de l'un ou de l'autre côté. Les neveux joints au défunt des deux côtés , sont aussi en conséquence du double lien , préferrez aux freres & sœurs du défunt , qui ne lui sont joints que d'un côté seulement. Ce qui se fait en vertu du droit de représentation.

La prérogative du double lien n'a lieu suivant la Nouvelle 118. qu'en faveur , I^o. des freres germains.

II^o. De leurs enfans , quand ils se rencontrent avec les freres consanguins , ou les freres uterins du défunt ; hors ces deux cas , le double lien qui est un droit particulier introduit contre le droit commun , n'est point susceptible d'aucune extention.

Ainsi quand les enfans des deux freres germains ne se rencontrent qu'avec des enfans des freres consanguins ou uterins , la prérogative du double lien n'a point lieu , & les neveux qui sont joints au défunt du côté paternel & du côté maternel , n'excluent point les autres neveux du défunt , qui ne lui sont joints que de l'un ou de l'autre côté ; de sorte qu'ils succèdent tous à leur oncle également.

Dans le païs de Droit écrit , la prérogative du double lien y est observée , & le Parlement de Paris y conforme ses Jugemens dans les affaires qui y sont portées par apel des Sentences rendues dans les Provinces de Droit écrit , qui ressortissent dans ce Parlement.

A l'égard du païs Coutumier, la prérogative du double lien n'a lieu que dans les Coutumes où ce droit est exprellément reçu, & en termes formels.

Ainsi dans toutes les Coutumes qui n'en parlent point, le droit de succeder en collatérale aux meubles, acquêts & conquêts immeubles, se regle par la seule proximité; soit que la parenté vienne de pere & de mere, soit qu'elle ne vienne que du côté paternel, ou du côté maternel, le plus proche exclut le plus éloigné dans la succession de ces sortes de biens: comme il est porté en l'article 340. de la Coutume de Paris; & quant aux propres, on y suit la regle ordinaire: *Paterna paternis, materna maternis*.

Pour ce qui est des Coutumes qui admettent la prérogative du double lien, elle n'ont pas toutes une disposition semblable à cet égard.

Plusieurs n'ont admis le double lien qu'entre freres & sœurs précisément; enforte que tous les autres collatéraux ne peuvent point s'en prévaloir. Telle est la Coutume de Chaumont, art 80. & celle de Troyes, art. 93.

Quelques-unes comme celle d'Artois, art. 105. ont donné indéfiniment & indistinctement aux collatéraux joints des deux côtés la prérogative du double lien; & dans ces Coutumes le cousin germain, joint des deux côtés à son oncle défunt, est préféré dans la succession de son oncle à son cousin germain, qui n'est joint au défunt que d'un côté, c'est-à-dire, qui n'est son neveu que du côté paternel ou maternel.

Dans ces Coutumes ce double lien est admis dans un troisième cas, qui n'est point énoncé dans la Nouvelle 118. Mais cette extension ne va pas au-delà.

Voyez touchant le double lien ce que nous avons dit sur l'art. 340. de la Coutume de Paris. Nous remarquerons seulement encore ici.

1°. Que dans tous les lieux du Royaume où la prérogative du double lien est reçue, la duplicité de lien n'a son effet qu'entre ceux qui sont en pareil degré,

ou entre ceux qui étant plus éloignez d'un degré que ceux avec qui ils se rencontrent, sont rapprochez d'un degré à l'égard du défunt, par le moyen de la représentation.

II°. Que toutes les Coutumes qui admettent le double lien, à l'exception d'une ou de deux : ne l'admettent point pour les propres.

La raison est, que les propres se reglent par d'autres maximes que les autres biens, & se déferent aux parens du côté & ligne, quoiqu'ils ne soient pas plus proches en degré, suivant la regle *Paterna paternis, materna maternis*.

DROIT. Le Droit est un assemblage de préceptes qui conduisent l'homme à vivre conformément à la justice & à l'équité.

DROIT ROMAIN. On entend par le Droit Romain celui qui est contenu dans le corps du Droit Civil, composé par l'ordre de l'Empereur Justinien, & qui contient quatre parties ou collections différentes : sçavoir les Institutes, le Digeste ou les Pandectes, le Code & les Nouvelles.

Voyez l'Histoire du Droit qui est au commencement de ma Traduction des Institutes. Cette Histoire contient l'origine du Droit Romain, ses progrès, comment & en quel tems les diverses parties dont est composé le Droit Civil, ont été faites ; l'usage que l'on doit faire en France du Droit Romain, son excellence & la maniere de l'étudier.

DROIT CANONIQUE, est la collection des regles que l'Eglise a faites, pour nous déclarer ce qui est de foy, & pour nous instruire de ce qui a été reçu pour l'établissement & le maintien de la discipline Ecclésiastique. La fin du Droit Canonique est d'enseigner les fideles à mener une vie conforme à l'esprit de Dieu, & les conduire par ce moyen à la béatitude éternelle.

Le Corps du Droit Canonique contient six Collections : sçavoir le decret de Gratien, les Decretales de Gregoire IX. le Sexte de Boniface VIII. les Clemen-

rines , les Extravagantes de Jean XXII. & les Extravagantes communes.

Voyez l'Histoire du Droit Canonique , & du Gouvernement de l'Eglise.

D R O I T F R A N Ç O I S , est celui qui a force & autorité de Loy en France. Il se divise en Droit écrit & en Droit non écrit.

Le Droit écrit comprend , I°. les Ordonnances de nos Rois, qui sont les Loix generales du Royaume.

II°. Les Coutumes redigées par écrit sous l'autorité du Prince, pour les Provinces qui sont regies par le Droit Coutumier.

III°. Le Droit Romain pour les Provinces que nous apellons pais de Droit écrit.

IV°. Le corps du Droit Canon pour les matieres Ecclesiastiques & Bénéficiales , en tant que ses décisions sont reçues parmi nous , & ne sont point contraires aux anciens Canons , ni aux Libertés de l'Eglise Gallicane , que nous suivons dans ces sortes de matieres , aussi-bien que la Pragmatique Sanction & le Concordat , nos Usages & les Constitutions de nos Rois.

Par le Droit qui n'est pas écrit , nous entendons parmi nous un Droit qui s'est introduit par l'usage dans chaque Province , & qui n'a pas été redigé par écrit par autorité publique , qui est par conséquent bien different de nos Coutumes , puisqu'elles font partie de notre Droit écrit.

D R O I T É T R O I T , est la rigueur , apellée l'étroite & exacte obéissance aux Loix écrites , sans aucun temperamment, ni aucune modification.

Cette rigueur de Droit est opposée à l'équité , qui est apellée Justice naturelle ; c'est-à-dire , une benigne interprétation que l'on donne à la Loy pour en adoucir la rigueur , par raport à des circonstances particulieres ; qui détermine à ne pas faire exactement sa disposition dans certains cas.

Mais il faut pour cela que la Loy soit conçue en

termes qui puissent recevoir une interprétation favorable ; autrement quand les termes de la Loy sont clairs & précis , il n'est pas au pouvoir des Juges de s'en écarter ; il faut qu'ils aient recours au Prince , pour recevoir de lui une interprétation de la Loy , suivant la maxime ; *Dura Lex , sed servanda. Ejus est Legem interpretari , cujus est condere.*

Néanmoins les Juges souverains peuvent quelquefois s'écarter dans leurs jugemens de la rigueur de la Loy , lorsque de justes raisons paroissent l'exiger.

Voyez Equité. *Voyez* aussi Interprétation de Loix.

DROIT PUBLIC, est celui qui a pour objet principal de maintenir la Religion & l'Etat.

Le Droit privé au contraire , est celui qui sert principalement à régler les intérêts & le bien des particuliers , & à décider les différends qu'ils peuvent avoir les uns contre les autres.

DROIT COMMUN, est le droit ordinaire , & fondé sur les maximes générales , qui est opposé au droit introduit contre les règles ordinaires , & qui par conséquent ne reçoit point d'extention d'un cas à un autre , d'une personne à une autre , ni d'une chose à une autre.

Ce droit étant exorbitant du droit commun , ne peut avoir lieu que dans le cas précisément , pour lequel il a été spécialement introduit : comme la prérogative du double lien. *Voyez* double lien.

DROIT PARTICULIER & spécial , est un privilège accordé par le Prince ou par la Loy , qui exempte quelqu'un du droit commun & de la règle générale.

On appelle aussi droit particulier , celui qui est contraire & exorbitant du droit commun , & dont la disposition doit être précisément renfermée dans le cas qui y est énoncé , comme nous venons de le dire.

DROIT COMMUN COUTUMIER , est celui qui est établi par le plus grand nombre de dispositions , qui se trouvent dans les différentes Coutumes sur une même matière ou sur une même question.

Ce Droit commun Coutumier se rapporte presque toujours à la Coutume de Paris.

DROIT ÉCRIT, est le Droit Romain qui est observé dans quelques Provinces, qu'on appelle Païs de droit écrit, à la différence des Païs Coutumiers, qui ont pour Droit celui que la Coutume du lieu a adopté, & dont les articles ont été faits & arrêtés par les États de la Province, sous l'autorité du Roy.

Ainsi le Droit Romain a dans ce Royaume deux differens usages; l'un, est que dans la Guyenne, le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, le Lyonois, Forêt, Baujolois, & dans une partie de l'Auvergne, qui sont appellés païs de Droit écrit, le Droit Romain a la même autorité qu'ont dans les autres Païs leurs Coutumes propres.

L'autre usage du Droit Romain en France, est que dans le païs Coutumier, il est considéré & suivi comme une raison écrite, qui nous détermine à suivre les principes d'équité & de raison qu'il nous enseigne, sans pour cela avoir force de Loy, ni autorité publique.

DROIT D'ACCROISSEMENT. Voyez Accroissement.

DROIT D'AUBAINE, est le droit de succéder aux étrangers qui décèdent dans ce Royaume, sans enfans qui y soient nez en légitime mariage.

Il consiste aussi à succéder aux étrangers, quoique naturalisés, quand ils n'ont pas disposé de leurs biens par disposition entre-vifs, ou de dernière volonté, & qu'ils ne laissent aucuns parens regnicoles, ou naturalisés.

Enfin ce droit consiste à succéder aux regnicoles, qui s'étant établis dans un païs étranger y ont obtenu Lettres de naturalité, & ont renoncé par ce moyen à leur patrie. Voyez Aubain.

Ce droit paroît provenir des servitudes personnelles & autres droits Seigneuriaux, auxquels les Seigneurs ont de tout tems donné le plus d'extention qu'ils ont pû.

Vers le commencement de la troisième race de nos Rois, les Seigneurs dans plusieurs Provinces ravirent

la liberté à leurs sujets , & même aux aubains qui venoient établir leurs demeures dans leurs terres & leurs Justices , comme nous avons dit sur le mot d'Aubain. De maniere qu'ils leur succedoient comme à leurs serfs & main-mortables. Ce qui fait voir que ce droit d'aubaine étoit dans ces Provinces une suite des servitudes personnelles.

Dans les autres Provinces du Royaume , quoique les étrangers n'y fussent pas serfs de corps , cependant quand ils mouroient intestats & sans enfans légitimes nez dans le Royaume , les Seigneurs s'emparoiént de leur succession par droit de deshérence. Ensuite sous prétexte que le droit de tester est purement civil , les Seigneurs n'eurent plus d'égard aux testamens faits par les étrangers.

De ce que nous venons de dire , il s'ensuit que dans toutes les Provinces du Royaume le droit d'aubaine étoit un droit Seigneurial.

Mais parce que ce droit étoit considérable , nos Rois jugerent à propos de l'unir à leur Couronne. Ce qui étoit d'autant plus juste , qu'il n'y a en France que le Roy qui puisse accorder des Lettres de naturalité.

Pour faire de ce droit d'aubaine un droit Royal , ils ordonnerent à leurs Officiers dans les Provinces de servitude personnelle , de prendre le service des aubains domiciliés dans les terres des Seigneurs , lorsque les aubains y auroient demeuré pendant l'espace d'un an & d'un jour , sans que les Seigneurs en eussent pris le service.

Nos Rois déclarent ensuite que tous les aubains & leurs successions , quand ils seroient décédés sans héritiers convenables , leur apartiendroient à l'exclusion des Seigneurs.

Enfin après avoir rendu le droit d'aubaine general dans toute l'étendue de leur Royaume , & en avoir exclu tous les Seigneurs ; ils en ont fait un droit purement Royal , qui ne peut jamais appartenir qu'au Roy.

Ce droit est imprescriptible , & a lieu sur tous les

étrangers, qui étant d'un autre païs, & sujets d'un autre Etat que la France, y décèdent, sans avoir été naturalisés par Lettres du Prince, & sans être compris dans quelque privilege d'exemption de ce droit.

Ce droit est donc aujourd'hui Royal, & ne peut jamais appartenir aux Seigneurs Hauts-Justiciers, nonobstant routes Coutumes contraires. Ainsi le Roy en vertu du droit d'aubaine succede toujours aux étrangers, à l'exclusion des Seigneurs, & même du survivant du mari ou de la femme; & le Roy prend ces sortes de biens en vertu du droit d'aubaine, non pas comme & en qualité d'heritier, mais comme maître des biens, où personne ne peut avoir droit.

Il y a quelques cas, où les biens des étrangers n'appartiennent point au Roy par droit d'aubaine.

Les Ambassadeurs & ceux de leur suite ne sont point sujets au droit d'aubaine.

Les Marchands fréquentans les Foires en France, dans le dessein de s'en retourner incessamment, y décédant, ne sont sujets au droit d'aubaine pour leurs meubles, non plus que les étrangers, qui voyageant passent par le Royaume, & y décèdent: ainsi leurs meubles, hardes & marchandises appartiennent à ceux au profit de qui ils en ont disposé, même par dernière volonté, ou appartiennent à leurs parens & heritiers, quoiqu'aubains & non naturalisés.

Les Suisses sont exempts du droit d'aubaine par privilege accordé par nos Rois à la Nation, & ils sont regardés parmi nous, comme l'étoient chez les Romains ceux auxquels ils avoient accordé droit de Bourgeoisie.

Les Flamands, Navarrois, Savoyars, & quelques autres qui ont été autrefois réputés sujets du Roy, ne sont pas non plus sujets au droit d'aubaine, mais pour cela ils ont besoin de Lettres de déclaration de naturalité, par lesquelles le Roy les avoue & reconnoît pour ses sujets, à l'effet de jouir de tous les droits & privileges des regnicoles.

Les ôtages sont sujets au droit d'aubaine, s'ils ne sont naturalisés, & pareillement les Ecoliers étrangers, qui étant venus dans ce Royaume pour y faire leurs études, y décèdent.

DROIT DE DESHERENCE, est le droit de succéder à un regnicole, né en légitime mariage, décédé sans avoir testé, & sans héritier apparent, c'est-à-dire, sans aucun héritier procréé de lui, ou de son lignage, habile par les Loix de France, & par les Coutumes des lieux, à être héritier du défunt.

Desherence signifie donc une succession qui provient du défaut d'héritier, & ne comprend pas les autres manières par lesquelles des biens peuvent être vacans. Il ne comprend pas non plus les successions des aubains, ni celles des bâtards, dont nous avons parlé ailleurs.

Le droit de desherence, par la disposition du Droit commun, appartient au Roy seul : mais les Rois l'ont accordé aux Seigneurs Hauts-Justiciers, dans le tems qu'ils leur ont accordé le droit de Justice, à cause vraisemblablement des charges qui y sont annexées. Ainsi ce droit semble être une suite & une dépendance de la Justice de ces Seigneurs, & n'appartient point aux Seigneurs Moyens & Bas Justiciers.

Ce droit appartient donc aujourd'hui au Roy, ou au Seigneur Haut-Justicier ; dans la Justice duquel le défunt qui est décédé sans héritier apparent, avoit son domicile, & aux Seigneurs Hauts-Justiciers des terres dans l'étendue desquelles sont situés les biens qu'il a laissés ; de sorte que chaque Seigneur Haut-Justicier prend les héritages qui sont situés dans sa Justice, & aussi les effets mobiliers qu'il trouve en son territoire. Et c'est un cas particulier où les meubles sont présumés avoir une assiette certaine : car suivant la maxime ordinaire, les meubles suivent le domicile de la personne.

Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 167. de la Coutume de Paris.

DROIT DE BASTARDISES, est le droit de succe-
der

der à un bâtard décedé sans avoir testé & sans enfans nés en légitime mariage.

Ce droit appartient de droit commun au Roy seul. Mais les Rois ont accordé aux Seigneurs Haut-Justiciers le droit de succeder aux bâtards sous trois conditions : sçavoir que le bâtard soit né en la terre du Seigneur Haut-Justicier, qu'il y ait été domicilié au tems de son trépas, & qu'il y soit décedé. L'une de ces conditions manquant le Roy succede au bâtard, à l'exclusion du Seigneur Haut-Justicier.

Au cas que le Seigneur succede au bâtard, il ne peut prendre que les biens du défunt, qui se trouvent dans sa Justice, & non les autres qui feroient ailleurs, lesquels appartiennent au Roy, à l'exclusion même des engagistes, à moins que par leur contrat d'engagement, le droit de bâtardise ne leur eût été spécialement accordé.

D R O I T ANNUEL. *Voyez* Paulette.

D R O I T S, sont des biens incorporels. *Voyez* ci-dessus choses incorporelles. Nous remarquerons seulement ici que comme les choses incorporelles ne se peuvent toucher, & ne tombent point sous les sens, elles ne sont véritablement ni meubles, ni immeubles, mais elles sont réputées mobilières ou immobilières par rapport à leur objet. Ainsi elles sont meubles quand elles tendent à avoir un effet mobilier, & immeubles, quand elles tendent à avoir un effet immobilier.

D R O I T S D'ENTRÉE, sont des droits Royaux qui se prennent sur toutes les marchandises qui entrent dans le Royaume. Le plus ancien est celui qui se prend sur les épiceries qui entrent dans le Royaume.

Henry III. par son Edit de 1581. a établi le droit d'entrée sur toutes sortes de marchandises entrant dans le Royaume, autres que celles d'épiceries & drogueries, & autres que celles qui sont sujettes au droit de douanne; afin que rien n'entre dans le Royaume sans payer.

Les Souverains prennent non seulement des droits

sur tout ce qui entre sur leurs terres venant des pays étrangers , mais encore sur tout ce qui sort de leur Royaume , pour être porté dans les pays étrangers.

DROITS ROYAUX , sont les droits qui composent l'ancien & le nouveau domaine du Roy. *Voyez* Domaine. *Voyez* Souveraineté.

DROITS SEIGNEURIAUX , sont les profits que le Seigneur , en conséquence de sa directe Seigneurie , tire des terres qui relevent de lui , en cas d'aliénation , comme sont le quint & le rachapt ou relief pour les fiefs , & les lots & ventes pour les rotures.

Outre ces droits & quelqu'autres qui sont autorisés par nos Coutumes, il y en a d'autres exorbitans & extraordinaires, que les Seigneurs ne laissent pas de vouloir encore exiger aujourd'hui , quoiqu'ils ne proviennent dans leur premiere origine, que de leur usurpation.

DROITS ET DEVOIRS FEODAUX. Ces droits sont ceux qu'un nouveau vassal est obligé de payer au Seigneur , duquel relève le fief qu'il a acquis ; sçavoir le quint dernier du prix de l'acquisition en cas de vente , d'acte équipollent à la vente ou échange , & le rachat ou relief en cas d'acquisition de fief par autre cause , comme par donation ou autre , excepté par succession en ligne directe. Et ces droits s'appellent profits féodaux.

Les devoirs féodaux consistent dans certaines soumissions prescrites par les Coutumes , dans lesquelles le nouveau vassal est tenu de reconnoître son Seigneur , comme relevant de lui , en lui faisant le serment de fidélité , ce qu'on appelle la foy & hommage.

DROIT DE NOUVEL ADVEU, est le pouvoir qu'un Seigneur a de recevoir le serment de fidélité des aubains, qui viennent demeurer dans sa terre , & de les acquérir par ce moyen.

DROIT D'AÎNESSE , est une prérogative que nos Coutumes donnent à l'aîné, qui consiste dans un préciput & dans une portion plus avantageuse que celle de ses cohéritiers dans de certains biens

Ce droit n'a été généralement établi parmi nous

qu'après qu'on y a rendu les fiefs héréditaires & patrimoniaux, & enfin nous avons communiqué ce droit à toutes les autres Nations de l'Europe.

Ce droit qui n'a été introduit que pour conserver les maisons & les familles, n'appartient qu'au fils aîné; & les filles ne le peuvent prétendre dans la plupart des Coutumes. *Voyez Aîné.* Il n'a lieu ordinairement que pour les fiefs, il est différent suivant la diversité des Coutumes.

Dans celle de Paris l'aîné a droit de prendre, en vertu de son droit d'aînesse, par préciput en chaque succession de pere & de mere un principal manoir ou château, tel qu'il veut choisir, avec la bassecour, & un arpens d'enclos ou jardin joignant ladite maison, que l'on appelle communément le vol du chapon. Et si l'enclos contient davantage, il peut retenir le tout en baillant récompense aux puînez en terres du même fief, si tant y a, si non en autres terres ou héritages de la même succession.

Outre cela l'aîné a dans la même Coutume les deux tiers de tous les fiefs, lorsqu'il n'y a que deux enfans venans à la succession; & s'il y en a plus de deux, il n'en doit avoir que la moitié.

Voyez les art. 13. & les six suivans de la Coutume de Paris. Voy ci-après Préciput, & aussi Part avantageuse.

Loyfel en ses Institutes Coutumieres, Liv. 4. tit. 3. art. 68. établit pour regle générale, que l'aîné ne paye pas à cause de son droit d'aînesse plus de dettes que chacun de ses autres freres & sœurs. A quoi est semblable la disposition de l'article 334. de la Coutume de Paris, qui se trouvant conforme au droit commun, est ordinairement étendu dans toutes les Coutumes qui n'en disent rien.

La raison pour laquelle l'aîné ne paye pas plus de dettes que ses puînez, quoiqu'à cause de son droit d'aînesse il jouisse de plusieurs avantages considérables, est qu'il ne prend point ces avantages comme héritier, mais comme une espece de prelegs que la Loy lui donne.

DROIT DE CONGRIER, est le droit de faire une espece de garenne à poisson dans la riviere, par le moyen de gros pieux enfoncez & joints près l'un de l'autre, qui sortent de l'eau, entre lesquels le poisson est renfermé.

DROIT de JUSTICE, est un droit qui appartient en France au Roy seul, lequel est fondé de droit commun en toute Justice, Haute, Moyenne & basse par tout son Royaume.

Nul Seigneur ne peut donc prétendre avoir droit de Justice en aucun fief, Terre ou Seigneurie située en France, sans titre particulier, concession ou permission du Roy, ou sans une possession immémoriale, qui tienne lieu de titre.

De ce principe, il s'ensuit que la Justice d'un Fief, Terre & Seigneurie peut être saisie à la requête du Procureur du Roy, pour obliger le Seigneur féodal à justifier de son prétendu droit de Justice.

Ainsi quoique le Seigneur prouve son droit de féodalité ou de censive, ce n'est pas une preuve qu'il ait droit de Justice, parce qu'en France, *Fief & Justice n'ont rien de commun ensemble, mais sont droits divers, distincts, & séparez.*

Par le moyen de l'un on ne peut donc pas s'attribuer l'autre. Et tel a droit de Justice en un lieu, qui n'a aucune féodalité ni censive audit lieu : tel au contraire a droit de féodalité & de censive, qui n'a aucune Justice.

Touchant le droit de Justice, *Voyez* ci-après Justice & Jurisdiction.

DROITS HONORIFIQUES, sont divers honneurs accordez aux Patrons, Fondateurs & Bienfaiteurs des Eglises.

Ces droits consistent dans la préséance à l'Eglise, aux Processions, & aux Assemblées, qui regardent le bien de l'Eglise, à avoir le premier l'aspersion de l'eau benite, l'encensement, le pain beni, le baisement de la paix, la recommandation particuliere aux prieres publiques, banc permanent, & sépultures dans le Chœur, & les

littres ou ceintures funebres & de deüil autour de l'Eglise.

Nul ne peut prétendre les droits honorifiques dans l'Eglise ; s'il n'est patron de cette Eglise , ou Seigneur Haut - Justicier du lieu où elle est située.

Le Patron a la préséance dans l'Eglise , & aux Processions : le Seigneur Haut-Justicier suit immédiatement le Patron ; après le Seigneur Haut - Justicier , le Seigneur de Fief , & après les Gentil'hommes , qui sont préférez aux autres habitans.

Enfin le Patron & le Seigneur Haut - Justicier ont action civile & complainte pour les droits honorifiques ; mais les Seigneurs Moyens & Bas Justiciers , directs , Gentil'hommes & autres , n'ont aucune action pour ces droits , quelque possession qu'ils puissent alléguer.

D R O I T S , signifient quelquefois des prérogatives , qui dérogent au droit commun.

Tel est le droit qu'a le propriétaire d'une maison de pouvoir , nonobstant le bail , expulser le locataire , quand il a besoin de sa maison pour son usage. *Vo-yez ci - après* privilege du propriétaire.

D R O I T S , signifient aussi quelquefois les droits qu'un Officier peut percevoir , en conséquence des fonctions de sa Charge.

Tels sont les droits de conseil , de consultation , de communication , de journée , de révision , droits d'assistance & autres , qui sont attribués aux Procureurs par les Edits de création de leurs Charges , Déclarations , Arrêts & Reglemens de la Cour intervenus en conséquence.

DROIT DE CONSULTATIONS , est un droit attribué aux Procureurs du demandeur & du défendeur : au premier , pour avoir examiné & donné son avis avant que de former une demande principale ; & au second , pour avoir examiné quand on lui a aporté l'exploit , si la cause est bonne ou mauvaise , & si on y défendra ou non.

Ce droit est différent suivant les Tribunaux.

Au Parlement, il est de six livres ou de quatre livres dix sols, ou de trois livres. Il est de six livres sur l'appel d'une Sentence renduë par écrit, qui doit se conclure & être sur l'apointement de conclusion distribuée dans une des Chambres des Enquêtes.

Il est de quatre livres dix sols sur l'appel d'une Sentence renduë à l'Audience, qu'on nomme apel verbal.

Enfin il est de trois livres sur toutes les demandes intentées avant que de produire; & aussi sur toutes les productions qui se font de demandes apointées en droit & joint.

A l'égard du droit de consultation de six liv. & de quatre livres dix sols, il n'y a que le Procureur de celui qui obtient adjudication de dépens qui puisse le recevoir, le Procureur de la partie qui succombe, ne peut demander que trois livres pour toutes sortes de consultations.

Lorsqu'il y a compensation de dépens, les Procureurs ne peuvent chacun demander que trois liv. pour le droit de consultation, même dans les affaires où il seroit dû le droit de six livres, ou de quatre livres dix sols à celui qui auroit obtenu gain de cause avec dépens.

Aux Requêtes du Palais & aux Bailliages Royaux qui ressortissent au Parlement, le droit de consultation est de trente sols.

Il ne se prend que sur les demandes principales, & principales incidentes, & non sur les demandes formées avant que de produire, à l'exception des Jurisdctions où les Procureurs du Parlement de Paris occupent. Et cette consultation avant produire est de quarante sols.

Aux Requêtes du Palais & autres Jurisdctions où les Procureurs du Parlement postulent, ce droit reçoit le nom de consultation: mais au Châtelet, il s'appelle conseil avant d'agir, & presque dans les autres Jurisdctions du ressort, il s'appelle simplement conseil.

Consultation se donne pour faire les criées , & sur lesdites criées. En matiere criminelle il se donne sur l'interrogatoire.

Dans les Prevôtés & autres Jurisdicitions qui ressortissent aux Bailliage , ce droit est de quinze sols.

Dans les Jurisdicitions des Seigneurs , qui ressortissent au Prevôt Royal , ce droit est de dix sols.

DROIT DE CONSEIL , pris dans sa propre signification , est un droit attribué au Procureur du défendeur pour avoir examiné quelles défenses on peut opposer à la demande intentée contre sa partie en certains cas.

Ce droit qui est de quinze sols , est attribué aux seuls Procureurs du Parlement , sur les renvois , fins , déclinatoires , titres & pieces à communiquer , défenses , repliques oppositions , soit aux saisies réelles , soit aux Arrêts ou Sentences , écritures d'Avocats , causes d'opposition , moyen de nullité , réponses , requêtes en jugeant ou communiquées à parties , sur les requêtes incidentes portées aux Audiences , même avant , & sur les demandes en constitution de nouveau Procureur.

Ce droit de Conseil étoit établi presque dans toutes les Jurisdicitions Royales du ressort du Parlement de Paris , par un Arrêt en forme de Reglement du 16. Août 1665. mais il a été supprimé par l'art. 8. du titre 35. de l'Ordonnance de 1667. & rétabli enfin en faveur des Procureurs de la Cour , suivant la Déclaration du 16. May 1693. registrée en la Cour le 29. du même mois.

DROIT DE JOURNÉE DE PROCUREUR , est un droit attribué aux Procureurs pour leur présence aux Audiences ou autres actes judiciaires , auxquels ils assistent , ou sont présumés assister , pour maintenir les droits de leur partie.

Ce droit est de six sols trois deniers au Parlement , & de deux sols six deniers aux autres Jurisdicitions.

Il n'est point dû aux Procureurs pour les affaires

qui se plaident à l'Audience, que quand elles sont plaidées par les Avocats; quand les Procureurs les plaident eux-mêmes ils n'ont point de droit de journée, mais seulement le droit qui leur est attribué pour leur plaidoirie.

Le droit de journée est non seulement dû aux Procureurs pour les jours que se plaident les causes de leurs parties par des Avocats.

Il leur est encore dû pour chacun des actes qui se passent au Greffe, comme appointemens, oppositions aux saisies réelles; actes de reprise, affirmations de voyage, consignation d'amende, ordonnances de Rapporteurs qui appointent, soit au Conseil, soit en droit & joint sur les demandes contenues aux requêtes qui leur sont présentées.

Ce droit est aussi dû lors de la reddition des Sentences ou Arrêts sur productions.

DROIT DE PLAIDOIRIE, est un droit attribué aux Procureurs, lorsqu'ils plaident eux-mêmes les causes de leurs parties.

Ce droit est de quinze sols, lors des Sentences par défaut, & de trente-deux sols à l'égard des Sentences contradictoires, & pour les Arrêts soit par défaut, soit contradictoires.

DROIT DE COMMUNICATION, est un droit dû au Procureur du demandeur ou du défendeur, de l'appellant ou de l'intimé, pour avoir pris communication de la production de la partie adverse, pour y fournir des contredits.

Les Procureurs prenoient autrefois communication de la production de la partie adverse chez le Rapporteur, sans faire emporter les sacs du procès chez eux; ce droit leur a été originairement accordé sur ce fondement; mais quoiqu'aujourd'hui ils retirent les sacs sur leur recepissé, ce droit ne laisse pas de leur être payé.

Il est de sept francs pour la production principale & de quatre livres pour les productions incidentes, où il

y a des pieces produites & nécessaires à contredire , & des productions nouvelles qui se font pendant le cours de l'instance principale.

DROIT DE REVISION, est un droit attribué aux Procureurs pour revoir les écritures que les Avocats inscrits sur le Tableau ont dressées & signées pour leurs parties.

Ce droit qui est de dix sols par rolle leur a été accordé pour les relire , & voir si dans les faits qui sont déduits dans ces écritures, il n'y a rien qui soit contraire aux intérêts de leurs parties.

Il avoit été supprimé par l'Ordonnance de 1667. art. 8. du titre 31 mais il a été rétabli par la Déclaration du Roy du 16. Mai 1693 enregistrée en la Cour le 29. du même mois en faveur des Procureurs du Parlement de Paris.

DROIT D'ASSISTANCE, est un droit qui est dû au Procureur tiers qui voit les dépens , au Procureur du demandeur en taxe , & à celui du défendeur.

³¹ Ce droit est de huit deniers par chaque article d'une déclaration de dépens

Ce droit à l'égard du Procureur du demandeur en taxe , & de celui du défendeur , est dû à leurs Clercs , faisant fonction ès Etudes , suivant l'Arrêt de Reglement de la Cour du 19. Juillet 1689.

Lorsqu'il y a plusieurs défendeurs à la taxe condamnés par le même jugement , leurs Procureurs ne doivent prendre assistance que pour les articles qui les concernent.

A l'égard des frais ordinaires & extraordinaires de criées, redditions de compte de tuteurs , d'heritiers beneficiers , de curateurs aux biens vacans & autres, les parties qui y auront un intérêt commun y assistent par le plus ancien Procureur.

Il est cependant loisible aux autres Procureurs d'y être présens ; mais il ne leur est point dû de droit d'assistance , & ne peuvent l'employer dans leurs mémoires de frais & salaires , si ce n'est qu'ils ayent de leurs par-

ties un pouvoir par écrit pour y assister.

DROITS LITIGIEUX, sont des droits qui sont contestés, & qui dépendent de l'événement d'un procès qu'il faut essuyer, avant que d'en pouvoir jouir. *Voyez* Transport.

DROITS, NOMS, RAISONS ET ACTIONS. Sous ces noms sont compris tous les droits & toutes les prétentions d'une personne.

Droit signifie ici ce qui appartient de droit à quelqu'un ; en vertu d'un titre légitime.

Nom signifie titre, qualité, en vertu de quoi l'on agit, ou en vertu de quoi l'on prétend quelque chose.

Raison signifie toute prétention légitime.

Action se dit d'une demande que l'on intente, ou du droit que l'on a de former une demande en justice.

DROITS DE NOUVEAUX ACQUESTS. *Voyez* Nouveaux acquêts.

DUEL, est un combat de particuliers, assigné à certain jour & heure, ensuite d'un appel ou d'un défi.

Le duel est réputé crime de leze-Majesté, d'autant qu'il est préjudiciable aux Royaumes, & aux meilleures familles, & plus contraire à la Religion que tous les autres.

Il étoit autrefois permis dans ce Royaume. Le Roy saint Louis le défendit de son tems. Le Roy Philippe le Bel son Petit-Fils le permit ensuite par une Ordonnance enregistrée au Parlement l'an 1306. rapportée dans l'ancien stile du Parlement. Mais il falloit en obtenir une permission du Roy : ce qui fut ainsi en usage jusqu'à Henry III. qui le défendit expressément, conformément au Concile de Trente. Les Rois ses successeurs à la Couronne le défendirent depuis ; sçavoir Henry IV. par un Edit de l'an 1609. Louis XIII. par des Déclarations des années 1611. 1613. 1614. 1617. par Edit du mois d'Août 1623. & une Déclaration du 26. Juin 1624.

Mais parce que tous les Edits & Déclarations qui défendoient les duels sous des peines très-rigoureuses,

ne les avoient pû empêcher ; Louis XIV. fit un Edit au mois de Juin 1643. la premiere année de son Regne , verifiée le 11. Août suivant , lequel pour retrancher les occasions du duel , ordonne d'abord plusieurs expédiens , dont ceux qui auront été offensés ou apellés en duel , pourront se servir pour mettre leur honneur à couvert , & ne point être sujets aux peines portées par cet Edit contre les contrevenans.

Ensuite cet Edit établit de très-grandes peines contre ceux qui auront apellé en duel ceux par qui ils prétendent avoir été offensés , & aussi contre ceux qui étant apellés en duel auroient accepté l'apel.

A l'égard de ceux qui se seront battus en duel , cet Edit porte qu'ils seront punis de mort ; & que si l'appellant ou l'apellé , ou tous deux sont tuez , le procès sera fait à la mémoire des morts comme criminels de leze-Majesté Divine & Humaine , & leurs corps traînez à la voirie , avec défenses aux Curés & autres Ecclésiastiques de les enterrer en Terre sainte.

Cet Edit ordonne que quand il y aura apel , duel ou combat , la connoissance en appartienne aux Cours de Parlement , pour ce qui arrivera aux environs des Villes , où elles ont leur séance , & plus loin entre personnes de grande qualité ; & hors ces cas , aux Juges Royaux ordinaires , à la charge de l'apel , avec défenses au grand Prevôt de l'Hôtel , ses Lieutenans & autres Juges d'en connoître.

Enfin sa Majesté défend qu'aucunes Lettres soient accordées , en cas de contravention aux défenses portées au présent Edit.

Quoique l'Edit de l'année 1643. dût suffire pour empêcher entierement les duels , plusieurs personnes néanmoins n'ont pas laissé d'être assez téméraires pour y contrevenir. C'est ce qui a fait que Louis XIV. a renouvelé de tems en tems les défenses contre les duels par differens Edits , & notamment par celui de 1679.

DUPLICATA , signifie une seconde expedition d'un brevet du Roy , ou de quelqu'autre acte ; il signi-

fic aussi le parchemin qui est redoublé en beaucoup de Lettres de Chancellerie, sur lequel on écrit les Arrêts d'enregistrement, de vérification, de prestation de serment, quand on entre dans les Charges, & autres choses semblables.

DUPLIQUES, sont des écritures qu'on fournit pour répondre à des répliques, mais l'usage en a été abrogé par l'Ordonnance de 1667.

E

E A U X E T F O R E S T S, signifient une Jurisdiction dont les Officiers sont préposés pour avoir la police sur la pêche, la chasse & les bois, & pour connoître tant en matiere civile que criminelle, des contestations qui surviennent à leur sujet & empêcher les abus & malversations qui s'y peuvent commettre.

- Il y a en France des Juges qui connoissent de ces matieres : sçavoir les Gruyers, les Maîtres particuliers des Eaux & Forêts, les Grands Maîtres, & les Officiers des Eaux & Forêts à la Table de Marbre du Palais : les Capitaines des Chasses, dont nous avons parlé ci-dessus, sont aussi Juges pour le fait de la Chasse sous certaines limitations.

Tous ces Juges connoissent des matieres qui leur sont attribuées à l'exclusion des autres, sans que les privilegiez puissent demander leur renvoy devant les Juges de leur privilege.

Les Gruyers sont des Juges de campagne, qui connoissent en premiere instance des moindres délits commis dans les Eaux & Forêts. Ils doivent avoir un lieu fixe dans le détroit de leur Grurie, pour y tenir leur Siège à jour & heure certains. Ils ont un marteau particulier, duquel ils marquent les arbres de délit & les chablis.

Ils ne peuvent juger que les délits dont l'amende sera fixée par les Ordonnances à la somme de douze livres & au - dessous ; mais si elle étoit arbitraire ou

excedante cette somme , ils doivent renvoyer la cause & les parties pardevant le Maître Particulier de leur Grurie. Voyez l'Ordonnance des Eaux & Forêts du 13. Août 1669. titre des Gruyers.

Il n'y a des Gruyers que pour les bois & buissons qui sont éloignez des Maîtrises. Les appellations de ces premiers Juges subalternes doivent être relevées & poursuivies dans la quinzaine de la condamnation , sinon les Sentences s'exécutent par provision ; & après le mois sans apel & sans poursuites , elles passent en force de choses jugées , de même que si elles avoient été renduës en dernier ressort.

Lorsque les appellations sont portées aux Maîtrises , qui sont le second degré de Jurisdiction , elles doivent être jugées définitivement & sur le champ par le Maître Particulier où elles ressortissent. Ce qui ne se doit entendre que des Sentences des Gruyers établis par le Roy dans ses Forêts ; car il y a des Justices où des Seigneurs particuliers ont des Gruyers , ou d'autres Officiers pour les Eaux & Forêts , dont les appellations sont directement portées aux Tables de Marbre de leur ressort , & doivent néanmoins être relevées & jugées de même que si elles avoient été portées à la Maîtrise.

Les Maîtres Particuliers des Eaux & Forêts sont des Juges d'attribution , qui siègent dans les Villes , & qui connoissent en premiere instance , soit entre les particuliers , ou à la requête du Procureur du Roy , tant en matiere civile que criminelle , de tout ce qui concerne les Eaux & Forêts , & des appellations interjettées des Sentences renduës par les Gruyers des Forêts du Roy.

Les Maîtres des Eaux & Forêts sont ainsi appellés , parce qu'ils ont intendance aussi-bien sur les étangs & rivières , comme sur les bois , & qu'ils font les ventes des pêches , ont connoissance des délits commis aux étangs , & peuvent affermer les pâturages qui sont autour desdits étangs

Les principales matieres qui concernent les Eaux & Forêts sont ,

I°. Les contestations muës pour raison des Forêts, bois, buissons & garennes, assiette, vente, coupe, délivrance & recollement, mesures, façons, défrichemens ou repeuplemens des bois du Roy, & des bois qui sont tenus du Roy en grurie, tiers & dangers, apanage, engagement, usufruit, & par indivis.

II°. Les differends qui naissent pour raison des usages communs, landes, marais, pastis, pâturages, panages, poissons, glandées, assiettes, motions & changemens de bornes & limites.

III°. Les differends qui concernent les entreprises ou prétentions sur les rivières navigables & flotables, tant pour le regard de la navigation & flottage, que des droits de pêche, passage, pontonage & autres, soit en espee ou en deniers, conduite, rupture & loyers de flottes, bacs & batteaux, espaves sur l'eau, constructions & démolitions d'écluses, gordes, pêcheries & moulins assis sur les rivières, visites de poissons, tant ès batteaux que boutiques & réservoirs, & de filets, engins & instrumens qui servent à la pêche, & généralement tout ce qui peut préjudicier à la navigation, charroi & flottage des bois. Excepté néanmoins les lieux où les Prevôts des Marchands & Echevins de Paris ont droit de connoître de ces matieres.

IV°. Les differends mûs sur le fait des isles, islots, atterissemens, accroissemens, alluvions, rivières, palus, batardeaux, chantiers, & curemens des rivières.

V°. Toutes les actions qui proviennent de contrats, marchés, promesses, beaux, associations pour marchandises de bois, chauffage ou merin, cendres & charbons, au cas que lesdites obligations aient été passées avant que les marchandises aient été transportées hors les bois, rivières & étangs, & non autrement.

VI°. Les differends sur la taxe ou sur le payement des journées & salaires des Ouvriers & Artisans qui travaillent dans les bois & forêts; Pêcheurs, Bateliers & Passagers des bacs établis sur les rivières.

VII°. Toutes les causes & procès sur le fait de chasse, de la pêche, prise, des bêtes dans les forêts & de poissons sur les eaux. Ils peuvent même informer des querelles, excès, assassinats & meurtres commis à l'occasion de ces choses, & en instruire & juger les procès, soit entre Gentils-hommes, Officiers, Marchands & autres, de quelque qualité qu'ils soient.

Les Maîtres particuliers ne connoissent point du fond & de la propriété des Eaux & Forêts, Îles & Rivières du Domaine du Roy, & des bois tenus en grurie & grairie, tiers & dangers, apanage, usufruit, engagement & par indivis.

Ils ne peuvent faire les adjudications & ventes des bois du Roy, tant en futaye que taillis, suivant la nouvelle Ordonnance, titre de l'assiette, article 2. Ils peuvent seulement faire les recollemens des ventes usées dans les bois & forêts du Roy, dans six semaines après le tems de la coupe & vuidange expiré. Ils peuvent aussi faire des adjudications des bois qui sont en grurie, grairie, tiers & dangers indivis, apanage & glandées.

Les appellations des Sentences renduës par les Maîtres Particuliers, se relevent au Siege de la Table de Marbre, dans un mois du jour que la Sentence a été prononcée ou signifiée à la partie; & les appellations doivent être jugées dans trois mois, à compter du jour de la prononciation ou signification: autrement la condamnation est exécutée en dernier ressort.

Par l'article 7. de l'Ordonnance des Eaux & Forêts, titres des appellations, les Jugemens & Sentences définitives des Maîtres Particuliers, qui n'excedent pas la somme de cent livres ou de dix livres de rente sont exécutés par provision, sans préjudice de l'apel.

Les Grands Maîtres des Eaux & Forêts sont des Juges qui connoissent en premiere instance, à la charge de l'apel, des actions que l'on intente devant eux, lorsqu'ils procedent aux visites, ventes & réformations des Eaux & Forêts, en quelque cas que ce soit, de

l'exécution des Lettres Patentes de dons & mandemens du Roy sur le fait des Eaux & Forêts ; soit pour vente des bois du Roy , ou de ceux des Ecclesiastiques & Communautés , privativement & à l'exclusion de tous autres Officiers des bois & Forêts.

Ces Grands Maîtres peuvent encore faire toutes sortes de réformations ; & juger de tous délits , abus & malversations faits & commis dans leurs départemens , soit par les Officiers ou par les particuliers , & faire le procès aux coupables.

II°. Ils peuvent proceder contre les Officiers qu'ils trouvent en fraude , par informations , decrets , saisies & arrêts de leurs personnes & de leurs gages , instruire ou subdeleguer pour l'instruction , & faire le procès aux coupables , nonobstant opposition ou apellation quelconque , jusqu'à Sentence définitive inclusive-ment , sauf l'exécution en cas d'apel , sinon renvoyer le procès au Greffe de la Table de Marbre , & faire conduire l'accusé dans les prisons , pour y être jugé par eux , ou par leurs Lieutenans & Conseillers du Siege de la Table de Marbre.

III°. Ces grands Maîtres peuvent seuls & sans apel destituer Sergens , Commis & Préposés à l'égard des forêts , garennes , bois & rivières , tant du Domaine du Roy , que de ceux qui sont tenus en grurie , grairie , tiers & d'angers.

IV°. Ils peuvent pourvoir par provision aux places de ceux qu'ils ont destitués dans les Eaux & Forêts du Roy & des Communautés , & contraindre les Ecclesiastiques d'en commettre d'autres en la place de ceux qu'ils ont destitués dans les Forêts à eux appartenantes.

V°. Ils font les ventes & adjudications des bois du Roy , tant de haute futaye que de taillis. Ils ont encore d'autres droits contenus au chapitre des grands Maîtres de l'Ordonnance des Eaux & Forêts du mois d'Août 1669.

Autrefois il n'y avoit qu'un grand Maître des Eaux

Eaux & Forêts, qui avoit son Siége à la Table de Marbre à Paris, où il n'y avoit qu'un seul Lieutenant. Depuis il en a été érigé plusieurs autres, à chacun desquels on a assigné quelques Provinces pour leur département.

Les grands Maîtres sont tenus par l'Edit de leur création, de faire par chacun an une visite generale en toutes les Gruries & Maîtrises de leur département, à quoi les oblige de nouveau l'Ordonnance de 1669. au titre des grands Maîtres, art. 9.

Les appellations des Jugemens & Ordonnances des grands Maîtres ou de leurs Lieutenans, vont au Parlement, & doivent être relevées dans un mois, tant au civil qu'au criminel, suivant les articles 3. & 5. de la même Ordonnance.

Les Officiers des Eaux & Forêts au Siége de la Table de marbre sont des Juges qui connoissent des appellations des Sentences rendues par les Officiers des Maîtrises particulieres, & par les Gruyers des Seigneurs particuliers qui sont dans leur ressort, tant en matiere civile que criminelle.

Ils connoissent aussi en premiere instance de tous les procès & differends qui concernent le fond & la propriété des Eaux & Forêts, Isles & Rivières du Domaine du Roy, & des Bois tenus en grurie, grairie, tiers & dangers, apanage, usufruit, engagement & par indivis.

Mais ils ne peuvent connoître du fond & de la propriété des Eaux & Forêts qui apartiennent aux Communautés ou aux Particuliers, si ce n'est lorsque la propriété est connexe à un fait de reformation, ou incidente proposée pour défenses, car lorsqu'il s'agit du possessoire ou du pétitoire, d'échange, de partage, de licitations, du retrait féodal ou linager & d'autres actions qui sont directement & principalement intentées pour raison de la propriété, hors le fait de réformation & visitation, la connoissance en appartient aux Baillifs, Sénéchaux & autres Juges ordinaires.

Cette Jurisdiction est composée du grand Maître du département de Paris, d'un Lieutenant general, d'un Lieutenant particulier, de sept Conseillers, d'un Procureur & d'un Avocat généraux.

Ils sont apellez Officiers du Siege de la Table de Marbre, parce qu'ils tenoient autrefois leurs Juridictions à une grande Table de Marbre qui tenoit toute travers de la grande Salle, & ce nom leur est commun avec les Officiers de la Connétablie & Maréchaussée.

Ils jugent à l'ordinaire ou à l'extraordinaire: Quand ils jugent à l'ordinaire, ils intitulent leurs Sentences: *Les grands Maîtres Enquêteurs & généraux Réformateurs des Eaux & Forêts de France, établis au Siège de la Table de Marbre à Paris.*

L'apel de leurs Sentences se relève au Parlement dans un mois. Mais quand elles n'excedent point la somme de 200. l. en principal, ou celle de 20. l. de rente, elles sont exécutées par provision, sans préjudice de l'apel.

Lorsqu'ils jugent à l'extraordinaire, leurs jugemens sont rendus en dernier ressort & souverainement, de maniere qu'il n'y en peut jamais avoir d'apel.

Pour cela il faut que M. le Premier Président du Parlement, ou un autre Président à Mortier en son absence, y aille siéger & tenir la Jurisdiction Souveraine, avec des Conseillers de la Grand'Chambre, en sorte qu'il y ait deux fois autant de Conseillers du Parlement, que d'Officiers de la Table de Marbre. Et alors comme leurs Jugemens sont Souverains, ils les intitulent: *Les Juges ordonnez par le Roy pour juger souverainement & sans apel.*

Le grand Maître du département de Paris a voix délibérative à la Table de Marbre, & quand les Juges en dernier ressort n'y sont pas, il a droit d'y présider. Et lorsqu'ils y assistent, il n'a séance qu'après le Doyen des Conseillers du Parlement.

Le ressort de cette Jurisdiction s'étend au-delà du Parlement de Paris: les appellations des Maîtrises qui sont dans d'autres Parlemens où il n'y a point de Ta-

ble de Marbre , y sont portées , & elle a la prévention sur les autres Tables de Marbre.

Toutes les appellations des Sentences renduës à l'Audience , & sur des procès verbaux de visites & rapports qui sont portées à cette Jurisdiction , se plaident à l'Audience : & ce n'est que quand les Sentences sont intervenuës sur des appointemens en droit qu'il est permis aux parties de conclure , comme en procès par écrit.

Les Procureurs du Parlement de Paris postulent à la Table de Marbre , & la procédure est à peu près semblable à celle des autres Jurisdicions de l'enclos du Palais.

On y instruit en cause principale comme aux Requêtes du Palais , & on y instruit en cause d'appel comme au Parlement.

ECHANGE , est un contrat par lequel on donne une chose pour une autre. C'est le premier contrat qui ait été en usage parmi les hommes. Avant que la monnoye ait été inventée , & qu'on ait connu la vente & l'achat , on donnoit du vin pour avoir du bled , ou autre chose. Ce qui est bien différent de la vente , où le prix de la chose vendue consiste en argent monnoyé , & où l'acheteur & le vendeur ne sont point confondus.

Voyez ce que nous avons dit sur cette matiere dans la Science parfaite des Notaires liv. 5. chap. 17. Nous remarquerons seulement ici qu'en fait d'échange d'héritages , l'héritage échangé est de même nature qu'étoit l'héritage contre échange , parce que ce n'est pas proprement une aliénation , mais comme une espece de subrogation d'un héritage à un autre de pareille valeur , qui doit suivre la loi qui étoit imposée à celui dont il tient la place. *Quia subrogatum sapit naturam subrogati , nec videtur alienatum quod in aliud corpus patrimonii conversum est.* D'où il s'ensuit :

I°. Que le retrait n'y a point lieu comme dans la vente , art. 143. de la Coutume de Paris.

II°. Que l'héritage propre à un des contractans échangé contre un autre , celui qui lui a été donné

pour & en échange , lui est propre , & qu'ainsi il n'en peut disposer par dernière volonté , que jusqu'à concurrence de ce que la Coutume lui permet de tester de ses propres.

III°. Que si ce même héritage est acquis à titre d'échange pour un héritage qui étoit propre en la personne de l'acquéreur & par lui vendu , un parent de la ligne peut le retraire dans le tems porté par la Coutume.

ECHELLE. *Voyez* Tour de l'Echelle.

ECHEVINS , sont ceux qui sont choisis dans les Villes pour avoir le soin des affaires de la Communauté , & auxquels est attribué une espece de Jurisdiction particuliere , suivant l'usage des lieux. *Voyez* Loiseau en son Traité des Offices , liv. 5. chap. 7. n. 19.

A Paris les Echevins connoissent des causes entre Marchands pour fait de Marchandises arrivées par eau sur les ports de cette Ville. Ils ont soin de faire entretenir les rivages , & tenir les ports libres sur la riviere. Ils ont le pouvoir de mettre les taux sur les denrées qui arrivent par bateau. Enfin ils sont Juges des differends qui surviennent au sujet des rentes constituées entre les Payeurs & les Rentiers.

Les appellations de leurs Sentences se relevent au Parlement.

Ils ont un chef qui préside , que l'on appelle Prévôt des Marchands , & un Procureur du Roy & de la Ville , qui défend les droits du Roy & les intérêts des Citoyens.

Dans les autres Villes le même ordre s'observe , avec cette difference , qu'en certaines Provinces on appelle Capitouls , Consuls , ce que nous apellons à Paris Echevin & Maire ou Mayeur celui qui est à leur tête.

Voyez la Déclaration du dernier Juillet 1548. pour les Echevins de Paris , & celle du mois d'Avril 1683. portant Reglement général pour tous ceux du Royaume.

ECOLIERS, ne sont point obligés de rapporter à la succession de leurs peres & meres ce qui leur a été donné de leur vivant pour faire leurs études.

La raison est que si les parens sont obligés par les loix de la nature de fournir à leurs enfans les alimens qui servent à l'entretien du corps, ils ne sont pas moins obligés, pour obéir aux préceptes de la Morale, de leur donner une éducation, qui formant leur esprit, les conduise dans le chemin de la vertu.

C'est aussi pour cette raison que tout ce qui a été donné par les peres & meres pour l'éducation de leurs enfans, & même pour l'obtention des degrés, n'est pas sujet à raport.

Il faut excepter les degrés qui s'obtiennent dans la Faculté de Medecine en l'Université de Paris; car si les frais en sont faits par les peres & meres, ils sont sujets à raport, tant à cause que ce qu'il en coûte est considerable, que parce que le degré de Docteur en Medecine donne un titre, qui est non seulement honnête, mais encore qui procure un établissement.

Comme les Ecoliers sont dans une espece de dépendance de leurs Précepteurs & Pédagogues, les donations qu'ils leur font ne sont pas valables.

ECOLIERS JUREZ DE L'UNIVERSITE', sont, ceux qui après avoir étudié six mois, ont obtenu des Lettres de leur tems d'étude, pour jouir du privilege de Scolarité. *Voyez* Scolarité.

ECRITURES, sont des caracteres particuliers formés par la main d'une personne, qui expliquent ses pensées, au lieu du son & de la voix.

La preuve qui en résulte est appelée preuve par écrit; au lieu que celle qui provient du témoignage des témoins, est appelée preuve testimoniale.

Il y a deux sortes d'écritures; sçavoir les publiques & les privées.

Les écritures publiques sont celles qui sont passées sous la signature de personnes préposées pour rédiger par écrit la volonté des particuliers, & en déli-

vrer des actes , comme font les Notaires.

Les écritures privées font celles des particuliers , comme font les simples promesses.

Les écritures publiques font foy en Justice , & ont une datte certaine , & ne font foy en Justice que du jour qu'elles font reconnues. *Voyez* Seing privé.

ECRITURES EN FAIT D'AFFAIRES APOINTEES , font toutes les écritures qui font faites par les Avocats & les Procureurs des Parties , touchant la question dont il s'agit.

Voyez l'Arrêt de Reglement du Parlement de Paris du 17. Juillet 1693. qui concerne la discipline du Palais , & les écritures des Avocats & Procureurs.

ECRITURES PAR MEMOIRES , font de petites écritures en matiere Beneficiales , par lesquelles chacun explique ou établit son droit dans le Benefice litigieux pour faire connoître au Juge celui qui est le mieux fondé.

ECROUE , est la mention que le Greffier des Geoles fait sur son registre , du nom , surnom & qualités de la personne qui a été amenée dans la prison , & des causes pour lesquelles elle a été arrêtée , & en outre la charge que l'Huissier porteur fait audit Greffier & Geolier de ladite personne , laquelle mention & inscription est signée par l'Huissier & ledit Greffier , ou par celui qui a constitué le particulier dans la prison. Comme c'est l'écroüe & l'enregistrement qui fait le prisonnier , & non pas la capture , si un prisonnier n'est pas écroüé & écrit sur le registre , il peut être élargi par le Geolier , sans qu'il y ait aucun jugement qui en ordonne l'élargissement.

Tous porteurs de pièces sont obligés de laisser copie à ceux qu'ils constituent prisonniers du procès verbal de capture , & de l'écroüe , art. 2. du tit. 7. de l'Ordonnance de 1670.

ECRUES DE BOIS . font des bois nouvellement crûs sur des terres labourables , ils sont de garde depuis la Saint Remy jusqu'au premier Janvier , qui est le tems de la glandée & païsson.

EDIT, est une Ordonnance que le Prince fait publier de son propre mouvement, pour le bien de son Etat.

Edicere, est un terme Latin qui signifie aller au-devant des choses, & statuer dessus par avance : c'est ce qui a fait donner le nom d'Edit à cette Ordonnance.

Cet Edit qui est appellé Ordonnance, fait défenses de faire quelque chose, ou ordonne que quelque chose sera faite & observée, ainsi que le Prince le juge à propos pour le bien public.

Elle est universelle, & oblige generally tous les sujets du Roy, si ce n'est à l'égard des personnes qui y sont exceptées spécialement, ou si elle n'est particulière pour une Province.

Enfin elle est signée du Roy, & visée par M. le Chancelier, & scellée du grand sceau en cire verte, sur des lacs de soye verte & rouge. Et cette cire verte marque par cette couleur qu'ils sont perpétuels & irrévocables de leur nature.

Les Edits & Déclarations diffèrent en plusieurs choses, I°. Les Edits contiennent une première Loi, au lieu que les Déclarations sont des Ordonnances qui sont rendues sur des Edits, pour en donner l'explication ou l'interprétation.

II°. Les Edits sont signés du Roy & visés par M. le Chancelier, & scellés du grand Sceau en cire verte sur des lacs de soye verte & rouge, au lieu que les Déclarations sont scellées du grand Sceau de cire jaune sur une double queue de parchemin.

III°. Les Edits ne sont datés que du mois & de l'année, & non pas du jour du mois, au lieu que les Déclarations sont datées du jour du mois & de l'année. Voyez ci-dessus Déclaration.

Quand les Edits contiennent des dispositions qui semblent contraires à certaines Coutumes, ou à quelques usages ou privilèges, ils n'y dérogent néanmoins qu'en deux cas.

I°. Lorsqu'ils contiennent une clause expresse, c'est

à-dire , lorsqu'ils dérogent à toutes Coûtumes & usages contraires , ou nommément à tels privilèges.

II°. Quand ils regardent le Reglement general de la Police ou de la discipline.

Touchant la vérification des Edits , *Voyez* Vérification.

EDIT DES PRÉSIDIAUX , est un Edit du Roy Henry II. de l'an 1551. qui porte création des Présidiaux , & qui en définit le pouvoir en deux chefs.

Le premier de juger définitivement en dernier ressort jusqu'à deux cens cinquante liv. pour une fois payer , & jusqu'à dix liv. de rente & des dépens à quelque somme qu'ils puissent monter.

Le second de juger par provision nonobstant l'apel , jusqu'à cinq cens livres pour une fois payer , & vingt liv. de rente en baillant caution pour celui qui aura obtenu lesdites Sentences provisoires.

Il n'y a point d'apel des Sentences des Présidiaux rendues en dernier ressort ou présidiallement , c'est-à-dire , au premier chef de l'Edit , mais on peut se pourvoir contre icelles par Requête civile présentée devant les mêmes Présidiaux qui les ont rendues , sans qu'il soit besoin de Lettres de Chancellerie.

Ainsi quand quelqu'un se pourvoit au Parlement & interjette apel d'une Sentence du Présidial renduë au premier chef de l'Edit , celui au profit de qui la Sentence a été renduë , peut soutenir l'apellant non recevable en son apel , auquel cas le Parlement doit prononcer d'abord sur la fin de non recevoir.

S'il juge que le cas étoit Présidial au premier chef de l'Edit , il déclare l'apellant non recevable dans son apel , & si le Parlement juge que le cas n'étoit pas Présidial au premier chef de l'Edit , l'Arrêt qui intervient ordonne que sur l'apel on poursuivra en la maniere accoutumée. *Voyez* Présidiaux.

EDIT DES MERES , est un Edit de Charles IX. donné en 1567. qui concerne la succession des enfans qui est déferée aux meres en Pays de Droit écrit.

Par cet Edit les meres succedoient aux biens, meubles, conquêts & propres paternels de leurs enfans, sans aucune concurrence avec les freres & sœurs germains.

Mais cet Edit a été révoqué par celui de Louis XV. donné à Versailles au mois d'Août 1729. par lequel Sa Majesté a ordonné que dorénavant les successions des enfans seroient déferées & partagées dans les Pays de Droit écrit, suivant la disposition des Loix Romaines, ainsi qu'elles l'étoient avant l'Edit de 1567.

EDIT DES SECONDES NÔCES, est un Edit de François I. de l'an 1560. au mois de Juillet, qui contient deux chefs contre les veuves qui se remarient.

Le premier défend à celle qui se remarie de donner à son second mari plus qu'un de ses enfans le moins prenant peut avoir.

Le second veut qu'elle laisse à ses enfans du premier lit, tous les avantages qu'elle aura reçus de son premier mari.

Cet Edit comprend les hommes qui se marient, aussi-bien que les femmes, parce qu'il y a parité de raison.

Voyez ce que j'ay dit sur l'art. 279. de la Coutume de Paris.

EDITS DE PACIFICATION, sont des Edits que la nécessité des tems & les circonstances fâcheuses ont obligé nos Rois d'accorder, par lesquels ils tolerent la Religion prétendue réformée dans leur Royaume.

Il y a un Recueil des Edits de pacification, qui ont été faits à ce sujet, auquel je renvoye le Lecteur.

EFFETS CIVILS, sont tous les droits qui sont causés, & qui adviennent en conséquence des Loix civiles & politiques de l'Etat.

Ces droits consistent à pouvoir intenter des actions en Justice, à pouvoir succéder, à pouvoir disposer de ses biens par testament, & à pouvoir posséder des Offices & des Benefices dans ce Royaume.

Tout cela s'appelle vie civile, & ceux qui sont inca-

pables des effets civils, comme les aubains & ceux qui sont condamnés aux galeres à perpétuité, ou au bannissement perpétuel, sont morts civilement & incapables des effets civils, parce qu'ils ne participent non plus aux droits des autres François, que s'ils étoient morts en effet.

EFFIGIE, est l'exécution d'un criminel condamné à mort par contumace, laquelle se fait par la suspension d'un tableau en une place publique où est dépeint le criminel, & où est écrit le Jugement qui le condamne.

L'Ordonnance de 1670. tit. 17. art. 16. veut qu'il n'y ait que les condamnations de mort naturelle qui puissent être exécutées par effigie, & que les autres, comme de galeres, amendes-honorables, bannissement perpétuel, soient seulement écrites dans un tableau sans effigie.

L'effet de l'exécution d'une Sentence de condamnation renduë par contumace, est d'empêcher que le crime se prescrive par vingt ans; ainsi quand elle a été exécutée, il faut trente ans pour prescrire le crime, au lieu qu'il n'en auroit fallu que vingt si l'on en fût demeuré à la simple condamnation.

ELARGISSEMENT, est la sortie d'un prisonnier par un Jugement qui l'ordonne, ou par quelque autre maniere introduite ou aprouvée par les Loix. Il en est parlé dans les quatre derniers articles du titre 10. de l'Ordonnance de 1670. où je renvoye le Lecteur.

L'élargissement d'un prisonnier pour dettes civiles se peut faire, I^o. En vertu d'un Jugement qui l'ordonne.

II^o. En consignat entre les mains du Geolier ou Greffier de la Geole la somme pour laquelle l'emprisonnement a été fait.

III^o. En vertu du consentement des parties passé par-devant Notaires, signifié au Geolier ou Greffier de la Geole.

En matiere criminelle, l'élargissement d'un accusé se peut faire en consequence d'un Jugement rendu sur

les conclusions du Procureur du Roy, ou purement & simplement, lorsqu'il est pleinement justifié & qu'il ne reste pas le moindre soupçon du crime, ou à la caution juratoire, à la charge de se représenter toutefois & quantes qu'il en sera requis, s'il reste encore quelque doute. *Voyez* ce qui est dit ci-dessus, *verbo* Caution en matiere criminelle.

Lorsque le jugement est définitif, il emporte abso-lution, sans que l'état de celui qui a été ainsi prévenu de crime demeure incertain & reçoive aucune atteinte.

Au contraire lorsqu'un prisonnier est élargi par provision & renvoyé à jour certain, ce jugement n'est pas définitif, mais seulement provisionnel, & celui qui est élargi sous une telle condition, est tenu de comparoître au jour marqué & préfini, à peine d'être déclaré atteint & convaincu des cas & crimes qui lui sont imposés.

Quand un accusé est élargi à la charge de faire au Greffe les soumissions requises & accoutumées, s'il s'absente sans les faire, il doit être donné défaut contre lui, & ordonné qu'il fournira l'acte, & estera à droit par emprisonnement de sa personne, & sera tenu comme infraacteur des prisons. Bouchel *verbo* Procès criminels.

ELECTION, qui signifie proprement choix, est la promotion d'une personne à quelque Dignité qui se fait par ceux qui ont le droit d'élire.

ELECTION, signifie aussi la jurisdiction des Elûs. Il sont apellés Elûs, parce qu'anciennement ceux qui dans les Provinces avoient la direction des Aydes, étoient ainsi apellés.

Ils étoient nommés par les Etats, qui ordonnoient la levée des impositions sous les Généraux des Aydes, qui étoient commis à même fin, & qui en avoient la direction générale dans tout le Royaume.

Ils avoient soin d'asseoir & répartir les Tailles, & avoient la garde de ces deniers qui étoient destinés pour la solde des gens de guerre. Mais depuis que les

Tailles ont été mises en ordinaire , le Roy établit & institua en titre d'Office formé ces Elûs , & le nom leur en est demeuré , quoiqu'ils ne soient plus élûs & choisis par le peuple.

L'élection est donc une Jurisdiction subalterne qui juge en premiere instance de la plûpart des matieres , dont connoissent les Cours des Aydes , auxquelles ressortissent leurs appellations ; sçavoir des tailles , tail-lons , recruës & subsistances , des Aydes , & de toutes les autres impositions & subsides.

Elles connoît encore des contraventions aux Reglemens faits pour la vente & distribution du parchemin & papier timbré , dont la connoissance lui est attribuée par l'art. 22. du tit. des droits établis sur le papier & parchemin , de l'Ordonnance du mois de Juin 1680.

Cette Jurisdiction est composée de plusieurs Officiers , & il y a dans chacune un Procureur du Roy.

Celle de Paris a deux Présidens , un Lieutenant , un Assesseur , vingt Conseillers , un Procureur du Roy , un Substitut & deux Greffiers.

Les Sentences de l'Election de Paris s'intitulent en ces termes : *Les Présidens , Lieutenant , Assesseurs , Elûs , Conseillers du Roy ès Ville , Cité & Election de Paris , &c.*

Les Elûs connoissent de toutes les matieres des Aydes & des Tailles , à quelques sommes qu'elles soient : mais ils jugent en dernier ressort & sans apel jusqu'à dix livres , suivant l'Edit d'Henry IV. du mois de Janvier 1598. pourveu qu'ils soient trois Assistans au Jugement , sans que la Cour des Aydes en puisse prendre connoissance , ni l'apel y puisse être reçu , avec défenses aux parties d'en appeller , à peine de cent écus d'amende.

Il y a eu depuis plusieurs Edits à ce sujet ; enfin par celui de l'année 1679. il est permis aux Elûs de juger jusqu'à vingt livres ou au-dessous de surtaux en dernier ressort & sans apel.

Les Elûs connoissent des matieres criminelles , quand il y a rebellion commise contre les Collecteurs, Sergens, Exécuteurs des rolles, ou contre les Fermiers des Aydes ou leurs Commis.

Mais lorsque les Collecteurs ou Fermiers faisant leur collecte , ou exigeant les droits des Aydes , commettent quelque délit , ou font quelque violence , sans avoir été provoqués par aucune rebellion, les Elûs n'en peuvent pas connoître , & la connoissance en appartient au Juge ordinaire.

Les appellations des Sentences des Elections se relevent en la Cour des Aydes dans quarante jours , l'amende de l'apel est la même qu'au Parlement.

Mais quand il s'agit de cottes faites d'office par les Intendans & les Elûs, les appellations qui en sont interjettées se relevent au Conseil, ainsi qu'il est porté par l'Edit du mois d'Avril 1667.

La procedure qui doit être observée dans les Elections & autres Jurisdiccions qui connoissent des droits des Fermes, a été réglée par une Déclaration en forme de Reglement du 17. Février 1688. qui convient en certaines choses à l'Ordonnance de 1667. & qui ne s'y accorde pas en d'autres.

Les exploits s'y font en la maniere ordinaire ; ils doivent être libellés & donnés à la personne ou au domicile , contenir les conclusions & sommairement les moyens , avec des copies tout au long ou par extrait des pièces qui servent à établir la demande.

On assigne à trois jours ceux qui sont domiciliés au lieu où le Siège est établi, & à huitaine ceux qui n'y demeurent pas , & qui sont du ressort. On ne compte ni le jour de l'assignation , ni le jour de l'échéance , mais les Fêtes & le Dimanche sont comptés.

Il est permis aux parties de plaider en personne sans se faire assister de Procureurs. A quoi néanmoins est contraire l'usage de l'Election de Paris, où il y a des Procureurs en titre d'Office.

Lorsque l'une des parties ne comparoît point à

l'assignation , les Juges sont obligés dès la premiere Audiance de donner défaut au demandeur ou congé au défendeur , & pour le profit adjuger sur le champ les conclusions de celui qui comparoit.

Mais l'oposition est recevable dans les trois jours de la signification de la Sentence , & il est nécessaire que l'acte d'oposition contienne sommation de venir plaider trois jours après. Celui qui a été débouté de sa premiere oposition , n'est plus recevable à en former une seconde.

Le défendeur peut fournir de défenses par écrit , pourveu qu'il les fasse signifier avant le jour de l'Audiance , avec les pièces justificatives de ses défenses.

Si les parties comparent à l'Audiance après l'échéance de l'assignation , la cause doit être jugée sur le champ , sans que les Juges puissent en aucun cas en matiere civile apointer les parties à écrire & produire , si ce n'est qu'il s'agisse de noblesse , & qu'elle soit contestée , art. 12. du Reglement de 1688.

L'article suivant leur permet néanmoins , en cas qu'il soit nécessaire de voir les pièces , d'ordonner qu'il en sera délibéré sur le Registre ; & qu'à cet effet les parties laisseront sur le champ leurs pièces & procédures sur le Bureau , sans qu'elles puissent faire aucun inventaire ni écritures ; & après que les Juges en auront délibéré , le Jugement sera prononcé à la premiere Audiance suivante , & écrit sur le Registre pour les délibérés.

Lorsque les parties sont contraires en faits , & que la preuve par témoins est admissible , les Juges doivent donner un délai pour faire comparoître respectivement les témoins : les reproches sont proposés verbalement à l'Audiance , les témoins y sont aussi entendus , ou bien l'un des Juges est commis pour les entendre , après quoy la cause est jugée.

Quoiqu'aux termes des art. 12. & 13. dudit Reglement de 1688. il soit défendu aux Elûs & autres semblables Juges d'apointer , néanmoins par Edit du mois

de Novembre 1689. Sa Majesté y dérogeant , a permis à tous les Officiers des Elections & Greniers , d'apporter les causes dans les matieres importantes , & dans les cas portés par les Ordonnances & Reglemens.

EMANATION, signifie dépendance d'une cause, d'une puissance supérieure.

EMANCIPATION, est un acte qui met les enfans hors la puissance de leur pere , ou qui donne à un mineur le droit de disposer de ses meubles , & la jouissance de ses immeubles.

Il y a donc deux sortes d'émancipation parmi nous, sçavoir celle des fils de famille , & celle des mineurs.

EMANCIPATION DES FILS DE FAMILLE, est un Acte qui met les enfans hors de la puissance de leur pere.

Cette émancipation n'a lieu que dans les Pays de Droit écrit , & dans quelques Coûtumes où le Droit de puissance paternelle est reçu.

Le pere y peut émanciper ses enfans à toutes sortes d'âge, parce que cette émancipation fait seulement cesser la puissance paternelle , & ne met pas les enfans hors de tutelle , s'ils sont encore impuberes.

Dans tous les Pays de Droit écrit l'émancipation se doit faire en jugement par une déclaration que fait le pere , qu'il met son fils hors de sa puissance.

A l'égard des Coûtumes qui admettent la puissance paternelle , l'émancipation se fait ou en jugement ou par acte passé pardevant Notaires.

Cette émancipation n'a point d'autre effet que de délivrer le fils de la puissance , d'ôter au pere l'usufruit qu'il auroit pu avoir sur les biens adventiers de son fils , & de rendre ce fils capable de s'obliger pour prêt d'argent sans le consentement de son pere , pourveu qu'il ait l'âge requis pour cela.

Mais elle ne rend pas les enfans qui sont émancipés étrangers à la famille de leur pere , en sorte qu'ils lui succèdent avec ses freres & sœurs qu'il a retenu en sa puissance.

Touchant cette émancipation, *Voyez* ce que j'en ai dit dans ma Traduction des Institutes sur le dernier paragraphe du titre 12. du premier Livre.

EMANCIPATION DE MINEUR, est celle qui se fait par mariage ou par Lettres du Prince, & qui donne au mineur le droit de disposer de ses meubles, & la jouissance de ses immeubles.

Cette émancipation se fait de deux manieres, ou par le mariage ou par Lettres du Prince.

Touchant l'émancipation qui se fait par mariage, *Voyez* ce que j'ay dit sur l'article 239. de la Coutume de Paris; nous remarquerons seulement ici qu'elle n'a lieu qu'en Pays Coutumier, & n'est point reçue en Pays de Droit écrit.

L'autre maniere d'émanciper un mineur, est celle qui se fait par Lettres du Prince que l'on appelle Lettres de benefice d'âge, par le moyen desquelles, après qu'elles ont été enterinées sur un avis de parens, le mineur qui les a obtenuës devient usant & jouissant de ses droits, à l'effet d'avoir la pleine & entiere disposition de ses meubles & l'administration de ses immeubles, sans toutefois les pouvoir vendre, engager ni aliener.

Ces Lettres s'obtiennent après le décès du pere & de la mere du mineur, & elles lui sont absolument nécessaires à l'effet énoncé ci-dessus, autrement le mineur qui n'est pas marié reste toujours en Pays Coutumier sous l'autorité de son tuteur.

Il paroît par ce que nous venons de dire, que l'émancipation qui se fait par Lettres du Prince, n'a pas lieu en Pays de Droit écrit, parce que la tutelle y finit suivant le Droit Romain à quatorze ans pour les mâles & à douze pour les filles: ainsi les mineurs qui ne sont point sous la puissance paternelle, dès qu'ils ont acquis l'âge de puberté, peuvent suivant la disposition du Droit Romain, disposer de leurs meubles & des fruits de leurs immeubles; c'est pourquoy l'émancipation des mineurs n'a lieu dans aucun cas en Pays de Droit écrit.

L'émancipation

L'émancipation par Lettres du Prince ne peut donc être usitée qu'en Pays Coutumier.

Elle donne aux mineurs le droit de recevoir leurs revenus par eux-mêmes sans être assistés d'un curateur, mais s'ils ont à soutenir des procès, ou à faire quelques actes judiciaires, il faut nécessairement pour la validité de la procédure & des actes faits en Justice, leur faire créer un curateur que l'on nomme curateur aux causes.

Ces Lettres donnent au mineur la faculté de jouir de ses revenus avant le tems de majorité, mais elles ne lui donnent pas le droit d'aliéner ses immeubles sans être assisté de son curateur, & sans que l'aliénation soit précédée d'un avis de parens.

Lorsque ces Lettres ont été expédiées, il en faut faire signifier des copies à chacun des parens les plus proches des deux côtés, au nombre de sept au moins, avec assignation devant le Juge auquel elles sont adressées, pour voir dire qu'elles seront enterinées, & en conséquence que le mineur jouira de l'effet d'icelles.

Sur cette demande Sentence intervient qui enterine les Lettres, & contient la nomination du curateur aux causes du mineur, pour sous son autorité ester en jugement en la poursuite de ses droits & actions qu'il peut diriger, tant en demandant que défendant, après quoi l'émancipé peut faire des baux des revenus de ses immeubles, & en jouir comme s'il étoit majeur.

EMBLAVE. Terres emblavées, sont celles qui sont chargées de blé déjà levé; & quand il n'est pas encore levé, on dit terres semées ou ensemencées. Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 59. de la Coutume de Paris.

EMOTION POPULAIRE, est un cas Royal, dont les Baillifs, Sénéchaux & Juges Présidiaux peuvent connoître privativement aux autres Juges.

Les Prévôts des Maréchaux, Lieutenans criminels de Robbe-courte, Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux en connoissent aussi en dernier ressort, lorsque la sédition a été émue hors des Villes de leur résidence.

EMPESCHEMENT, signifie l'oposition ou l'obstacle que l'on forme à quelque chose.

EMPESCHEMENT EN FAIT DE MARIAGE, signifie la cause qui empêche qu'un mariage soit valablement contracté entre certaines personnes.

Quand cette cause non seulement empêche un mariage non fait d'être contracté, mais encore qu'elle le fait déclarer nul, au cas qu'il fût contracté, on appelle cet empêchement dirimant, au lieu que les obstacles qu'on peut former à un mariage non contracté, mais qui ne sont pas suffisans pour le faire déclarer nul, sont appellés empêchemens seulement empêchans.

Les empêchemens dirimans, sont I°. L'erreur à l'égard de la personne que l'on a épousée.

II°. La violence ou la juste crainte qui nous feroit consentir à un mariage malgré nous. Il en faut dire de même du rapt qui empêche que le ravisseur ne puisse épouser celle qu'il a enlevée. *Voyez* rapt.

III°. Le vœu solennel de chasteté fait avant le mariage, soit par la profession Monastique, soit par les Ordres sacrés.

IV°. La parenté ou l'affinité dans un degré prohibé. *Voyez* Parenté. *Voyez* Affinité.

V°. L'honnêteté publique sert d'empêchement entre le fiancé & les parentes de sa fiancée au premier degré, & *vice versa*.

VI°. L'impuissance de consommer le mariage.

VII°. Si le mariage est fait hors la présence du Curé des contractans & de celle de quatre témoins.

Les empêchemens qui servent d'obstacle à un mariage non contracté, mais qui ne sont pas suffisans pour le faire déclarer nul, sont I°. Les fiançailles qu'on auroit contractées avec une autre personne.

II°. Le vœu simple de chasteté.

III°. L'Ordonnance d'un Juge d'Eglise qui auroit défendu à certaines personnes de contracter mariage jusqu'à ce qu'autrement il en ait été ordonné.

IV°. La défense de l'Eglise de célébrer mariage en

certain tems destinés à la penitence & à la priere. Ainsi l'Eglise a défendu de marier depuis la Septuagesime jusqu'à l'Octave de Pâques, depuis les Rogations jusqu'à la Pentecôte, & depuis l'Avent jusqu'au jour de l'Epiphanie.

EMPHITEOSE, est un contrat par lequel on prend à longues années un héritage à la charge de le cultiver & améliorer, ou un fond à la charge d'y bâtir, ou une maison à condition de la rebâtir moyennant une certaine pension modique payable par chacun an par le preneur, & à la charge aussi ordinairement de bailler au tems du contrat par le preneur une certaine somme pour une fois payer.

Le tems du contrat étant fini, le fond ou la maison retourne au bailleur à emphyteose en consequence de la directe Seigneurie qui demeure pardevers lui pendant le tems du bail.

L'emphyteose se fait ordinairement pour vingt, trente, quarante, cinquante, soixante ou quatre-vingt-dix neuf ans, qui est le terme que le bail emphytéotique ne peut excéder; mais on peut faire un bail emphytéotique à vie, tant du preneur que de ses enfans, & des enfans de ses enfans, & encore cinquante ans au-delà. Voyez Bail à vie.

L'emphyteose est une aliénation de la propriété utile en la personne du preneur pendant tout le tems de la concession, avec une rétention de la propriété directe de la part du bailleur: d'où il s'ensuit, I°. Que la chose donnée à bail emphytéotique peut être échangée, donnée & vendue par le preneur, auquel cas le droit du nouvel acquereur sera éteint de plein droit, lorsque le tems de la concession faite à son cedant sera expiré: *Resoluto enim jure dantis, resolvitur & jus accipientis.*

II°. Que le bail emphytéotique des biens appartenans à l'Eglise ou à des Communautés, doit être revêtu des solemnités & conditions requises dans les aliénations qui se font de ces sortes de biens.

III°. Que ceux qui ne peuvent pas aliéner ne peuvent pas non plus donner à bail emphytéotique.

L'emphytéose se fait toujours à la charge de certaine redevance modique & annuelle, laquelle ne se donnant point pour & en contemplation de la perception des fruits, mais seulement *in recognitionem directi domini*, ne doit point être remise pour cause de sterilité.

Cette pension ou redevance annuelle est absolument de l'essence de ce contrat, autrement ce ne seroit pas une emphytéose.

Mais à l'égard de ce qui arrive assez souvent que le preneur donne en contractant, ou promette de donner au bailleur une somme d'argent, comme pour prix de l'héritage, cela n'est pas de la substance de l'emphytéose, & il s'en passe très-souvent sans qu'il y ait d'argent déboursé.

Il faut seulement remarquer que quand il y a argent déboursé, ce contrat équipolle à la vente, & partant l'héritage est sujet à retrait. Voyez ce que j'ai dit sur l'article 149. de la Coutume de Paris.

Le bail emphytéotique se fait toujours à la charge que le preneur améliorera le fond qui lui est baillé à longues années. Il ne peut pas le détériorer ni changer la face, de manière que la valeur du fond en soit diminuée. Il ne peut pas même convertir en terre labourable ce qui est en bois, ni convertir en bois ce qui est en terre.

On donne quelquefois un héritage à bail emphytéotique à la charge que le preneur y fera construire dans un certain tems des batimens. Mais il se passe beaucoup de baux emphytéotiques sans que le preneur se charge de bâtir, cette clause n'étant pas de la substance de ce contrat. Néanmoins quand elle y est apposée, le preneur est tenu de l'exécuter, si-non le bailleur l'y peut faire contraindre en Justice, ou à déguerpir.

Quand l'emphytéote a fait faire des bâtimens sur l'héritage qui lui a été baillé à longues années, il ne peut à la fin du bail rien emporter de ces bâtimens, ni en

repetér les impenſes , pas même obliger le bailleur à lui continuer ſon bail pour raiſon deſdits bâtimens.

Faute de payement de trois années de redevance pour les biens appartenans à des Particuliers , ou faute de payement de deux années pour ceux qui appartiennent à l'Egliſe , le preneur peut être expulſé , mais il faut que le bailleur le faiſſe ordonner par Juſtice , partie apellée , à laquelle le Juge doit donner la liberté de purger ſa demeure , ſi-non déguerpir.

Les baux emphytéotiques ne ſe peuvent caſſer ſous prétexte de léſion , quelque énorme qu'elle ſoit , ſi ce n'eſt de la part de l'Egliſe qui eſt beaucoup plus favorable que les particuliers , & qui eſt reſtituable en entier lorſque la léſion eſt énorme. Il en faut dire de même des mineurs.

La jouiſſance des baux emphytéotiques , les doüaires , ou autres uſufruits à vie ou à longues années , peuvent être ſaiſis & vendus comme les immeubles à la requête des créanciers de ceux qui en jouiſſent.

EMPLOI, *Acte d'emploi de deniers* , eſt un acte par lequel il aparôit que le débiteur a employé à quelque choſe les deniers qu'il a emprunté.

Cet acte peut être utile au créancier dont les deniers paroiſſent avoir été employés , ſoit pour avoir un privilege ſur la choſe qui paroît par l'acte d'emploi avoir été acquiſe de ſes deniers , ſoit pour avoir une ſubrogation au lieu & place d'anciens créanciers qui paroiſſent avoir été payés des deniers de celui au profit de qui l'acte d'emploi eſt fait.

Quand il y a dans un contrat de mariage ſtipulation d'emploi d'une ſomme en achat d'héritages au profit de la future épouſe , quoique l'emploi de cette ſomme n'ait pas été fait par le mari , elle ne tombe pas dans la communauté , elle appartient à la femme ou à ſes héritiers lors de la diſſolution de la communauté.

Mais cette ſtipulation ayant été ainſi une fois conſommée , les deniers non employés ſont meubles , & ne ſont plus conſidérés comme immeubles , ſi ce n'eſt

dans la succession des mineurs. *Voyez* Stipulation de propre.

EMPOISONNEMENT, est un homicide clandestin qui se commet en faisant prendre du poison à quelqu'un ; cette maniere de faire mourir un homme étant des plus cruelles & des plus barbares , merite d'être punie plus grièvement que les autres.

On se peut défier & même précautionner quelquefois à l'égard de l'homicide qu'on veut commettre en nous par le fer , au lieu que l'empoisonnement se fait pour l'ordinaire par ceux de qui on se défie le moins.

Ceux qui n'ont pas assez de force pour exécuter leur vengeance ouvertement & par les armes , ont d'ordinaire recours au poison qui tuë sans qu'on puisse facilement connoître les Auteurs du meurtre.

Ce crime est capital , & est puni du feu. *Voyez* ci-après Poison.

EMPRISONNEMENT, est la capture d'une personne qui est suivie de l'écrouë & enregistrement.

Il ne se peut faire que par autorité de Justice , en vertu d'une Sentence ou Arrêt portant condamnation par corps pour dette civile dans le cas permis par l'Ordonnance de 1667. tit. 34. ou en vertu d'un décret de prise de corps en matiere criminelle , ou bien en vertu d'une Lettre de Cachet pour affaires d'Etat.

L'Huissier ou Sergent qui fait la capture & l'emprisonnement de quelqu'un , doit être porteur des pièces en vertu desquelles il fait l'emprisonnement.

Pour ôter toute occasion de querelle & d'émotion , il est défendu aux Sergens & autres préposés pour quelque capture , de se faire accompagner des parties , au nom de qui se fait l'emprisonnement , ils doivent seulement se faire assister de Records & Archers pour leur prêter main-forte.

Quand un Sergent a fait la capture de celui qu'il a été chargé d'emprisonner , & qu'il l'a conduit en prison , il doit dresser son procès verbal , & y faire mention du lieu où il a trouvé celui qu'il a emprisonné ,

énoncer s'il étoit seul , à pied ou en équipage , avec épée ou non.

Le Sergent doit marquer le nom de la prison où il l'a conduit , & faire mention dans son procès verbal de l'écroûe fait de sa personne sur le Registre de la Géole.

Il doit aussi énoncer le nom de celui qui l'a chargé de faire la capture , afin que l'emprisonné sçache contre qui il pourra agir pour ses dépens , dommages & intérêts , au cas que l'enlèvement ait été injustement fait.

Si celui qui est conduit prisonnier avoit une épée , le Sergent fait mention par son écroûe qu'il a laissé cette épée au Greffe , en la désignant telle qu'elle est , ensuite il fait signer son procès verbal par les Archers & Records qui l'ont assisté , & aidé à faire la capture.

Celui qui est ainsi emprisonné est détenu dans les prisons jusqu'à ce qu'il ait obtenu un jugement qui ordonne qu'il soit élargi.

Pour y parvenir en matiere criminelle , il faut que l'accusé après avoir subi l'interrogation , & après le recolement & confrontation , fasse prendre au Procureur du Roy , ou à celui du Seigneur , communication du procès.

Toute la procedure criminelle étant finie & les conclusions du Procureur du Roy ou des Seigneurs données , intervient jugement , portant condamnation ou absolution de l'accusé , ou de plus amplement informé s'il est absous , il peut en vertu de ce jugement être mis hors des prisons ; lorsqu'il y a un plus amplement informé pendant un certain tems , l'accusé peut après ledit tems , s'il n'est point survenu de nouvelles charges , obtenir un dernier jugement , portant qu'il sera mis hors des prisons.

Quand en matiere civile un débiteur est constitué prisonnier , il reste dans les prisons jusqu'à ce qu'il ait payé ou obtenu élargissement , soit purement & simplement , soit avec caution , ou à la charge qu'il restera à la garde d'un Huissier.

Au premier cas , après la signification du payement au Concierge des prisons , le prisonnier est mis en liberté , la copie signifiée servant de décharge.

Au second cas , il suffit aussi de faire signifier au Concierge le jugement qui ordonne l'élargissement du prisonnier purement & simplement.

Au troisième cas , si-tôt que la caution a fait ses soumissions , & qu'elles ont été signifiées avec le jugement au Concierge , le prisonnier est pareillement mis en liberté.

Enfin si le prisonnier est par jugement mis à la garde d'un Huissier , il faut que l'Huissier s'en charge sur le Registre de la Géole : après quoi il doit être mis hors des prisons.

Le tout au cas qu'il n'y ait point de recommandations qui fassent retenir le prisonnier dans les prisons , & empêchent le Concierge de l'en faire sortir.

Quand ce'ui qui a été constitué prisonnier avoit une épée , & qu'on lui a ôté en le conduisant en prison , lorsqu'il en sort on doit la lui rendre , & le Géolier lui fait écrire ces mots au-dessous de la décharge : *Je confesse avoir reçu mon épée.*

Touchant les emprisonnemens , voyez le tit. 10. & le tit. 13. de l'Ordonnance de 1670.

ENCAN , est une vente publique de meubles qui se fait par autorité de Justice.

ENCHERE , signifie mise à prix qu'un poursuivant criées fait d'un immeuble saisi en Justice , & en cessant on dit , c'est la première ou seconde enchere.

ENCHERE , signifie quelquefois le prix qui est mis à quelque chose , pour ensuite être vendu à plus haut prix par autorité de Justice.

Quant aux meubles , c'est l'Huissier qui met d'abord le prix à ceux qu'il vend à l'encan ou dans la maison du défunt.

Pour ce qui est des immeubles saisis réellement , c'est le poursuivant criées qui y met d'abord le prix par l'enchere de quarantaine , & ensuite l'on écrit les

augmentations que font ceux qui surencherissent jusqu'à l'adjudication.

ENCHERE, se dit plus ordinairement de ces augmentations de prix qu'on fait à l'envi, tant sur les meubles que sur les immeubles qui se vendent ou qui s'afferment par autorité de Justice.

A l'égard des encheres qui se font des biens saisis réellement, on est toujours reçu à encherir jusqu'au moment que le Juge en procedant à l'adjudication pure & simple a prononcé le mot *adjugé*.

Ainsi l'adjudication étant faite dans les formes, on ne reçoit plus d'encheres pour y assurer l'autorité des adjudications : autrement il n'y auroit jamais de fin par le moyen des encheres que suggereroit une partie saisie.

Tous encherisseurs sont tenus de nommer leur Procureur en faisant leur enchere, & élire domicile en la maison dudit Procureur, autrement l'enchere ne seroit pas reçue.

L'usage est que les encheres sur les immeubles qui se vendent par autorité de Justice, se font par les Procureurs fondés de procurations spéciales, au nom de ceux qui les en chargent.

Les Procureurs ne sont responsables de leurs encheres qu'en cas d'une insolvabilité notoire & aparente de ceux pour lesquels il les ont faites; un Procureur n'est pas obligé de connoître les facultés de ceux qui s'adressent à lui pour faire des encheres, il suffit qu'il ait lieu de présumer qu'il a de quoi payer le prix de l'adjudication, suivant l'enchere qu'il y fait mettre.

Un Procureur ne peut encherir au-dessus de la somme contenuë dans la Procuration. S'il avoit encheri au-delà du pouvoir à lui donné, il seroit responsable de l'enchere en son propre & privé nom, & la chose seroit revenduë à sa folle enchere.

Tout encherisseur est obligé de faire signifier son enchere au dernier encherisseur, autrement l'enchere seroit nulle, excepté à l'égard de la dernière enchere, par laquelle l'adjudication est faite dans la dernière

remise , laquelle ne doit point être signifiée.

Toutes personnes capables d'agir & d'acquiescer peuvent encherir : il faut excepter les Juges , pardevant lesquels se font les criées & se poursuivent les adjudications par décret forcé. *Item*, les Conseillers du Siége , les Avocats & Procureurs du Roy , les Greffiers & leurs Commis.

La raison est qu'il est à craindre que ces Officiers abusant de leur crédit , n'empêchent les encheres pour se faire adjuger les biens à bas prix.

ENCHERE DE QUARANTAINE , est un acte qui se fait par le Procureur du poursuivant criées , après le congé d'adjuger , pour indiquer que l'on procédera à la vente & adjudication des biens saisis réellement (qu'il faut énoncer tout au long) moyennant la somme de tant , pour être sur la susdite enchere procédé en la Cour à la vente & adjudication par décret desdits biens au quarantième jour au plus offrant & dernier encherisseur en la maniere accoutumée , où toutes personnes seront reçûs à encherir.

Cette enchere ne se fait qu'après le congé d'adjuger , & après que les oppositions à fin d'annuler , de charge & de distraire ont été jugées.

La raison est que si l'opposition à fin d'annuler avoit lieu , il n'y auroit point de décret à faire ; de plus , c'est qu'il faut faire mention dans l'enchere des héritages distraits , & des rentes dont les héritages sont chargés.

L'enchere doit contenir tout au long les choses saisies , sur qui , à la requête de qui , & les charges ordinaires , qui sont de payer non seulement les droits Seigneuriaux & les frais ordinaires des criées , mais encore à la charge de tout ce qui a été distrait , & des charges adjugées , & de laisser jouir le reste de l'année le Fermier judiciaire , en payant le prix de l'année à l'adjudicataire , si mieux il n'aime en prenant les fruits , le rembourser de ses labours & semences.

Le Procureur poursuivant met dans cette enchere

le prix aux biens saisis réellement , mais il n'est pas necessaire qu'il y donne le juste prix , il suffit d'y mettre le quart de la valeur.

Après que cette enchere a été reçûë au Greffe , elle doit être lûë & publiée en jugement , l'Audiance tenant de la Jurisdiction où l'adjudication se doit faire , & aux Sièges des Justices où les biens sont situés , & la quarantaine ne commence que du jour de la dernière publication.

Cette enchere s'affiche aux portes des Auditoires de la Jurisdiction où se poursuit l'adjudication , & à celles des Justices où les biens saisis sont situés , & aux portes des Eglises Paroissiales des unes & des autres , & des parties saisies , & aux portes des Villes par où l'on sort pour aller aux biens saisis , & à quelqu'autres endroits , suivant l'usage des lieux.

Ces opositions d'affiches de l'enchere de quarantaine se font avec pannonceaux Royaux , & il est défendu d'arracher ces affiches sous peine d'amende arbitraire & de punition corporelle.

La signification de l'enchere doit être faite au Procureur du saisi , & aux Procureurs des oposans.

Après la quarantaine à compter du jour de la dernière publication de cette enchere , on procede à l'adjudication des biens ; mais elle ne se fait pas purement , c'est pourquoy cette premiere adjudication est apellée , *adjudication , sauf quinzaine* , pendant laquelle toutes encheres sont encore reçûës.

Cette adjudication *sauf quinzaine* se publie en jugement , l'Audiance tenant & dans les Juridictions des lieux saisis. Elle s'affiche comme l'enchere , & se signifie au Procureur du saisi & des oposans.

Après ce délai de quinzaine suivent les remises , & enfin l'adjudication pure & simple. *Voyez Remises. Voyez Décret.*

ENDOSSEMENT , est l'écriture qui est au dos d'un acte ; on appelle endossement la quittance qu'un créancier met au dos de l'obligation de son débiteur ,

de ce qu'il a reçu en l'acquit & en déduction de son dû.

La quittance que le Seigneur ou son Receveur donne au dos du contrat d'acquisition d'un héritage dépendant de sa Seigneurie, s'appelle aussi endossement. Mais ce terme est principalement employé à l'occasion des Lettres de change & des Mandemens, pour signifier les quittances ou contrôles qui y sont écrits au dos.

ENDOSSEURS. Voyez Change.

ENDUITS ET CREPITS, sont ce qu'on appelle en Droit *incrustationes*, ils se toisent à raison de six toises pour une toise de gros mur.

ENFANS, sont proprement ceux qui sont au premier degré, c'est-à-dire, le fils ou la fille qui sont nez immédiatement de quelqu'un; mais dans un sens plus general & plus étendu, on appelle aussi enfans tous les descendans de quelqu'un, sans distinction de degrés. Et quand on veut distinguer ceux ci des enfans du premier degré, on leur donne le nom de petits-enfans.

On n'entend ordinairement par le nom d'enfans que ceux qui sont légitimes, on ne donne ce nom aux bâtards qu'en y ajoutant quelque expression, comme celle d'enfans naturels, ou autre qui distingue leur condition de celle des enfans légitimes, sur-tout quand il s'agit de succession *ab intestat*; comme ils n'y ont aucune part, ils ne sont pas compris sous le nom d'enfans, non plus que quand il s'agit d'autres droits inhérens à la famille.

Ceux qui sont conçus lors de la mort de leur pere, qu'on appelle posthumes, sont du nombre des enfans, & ceux qui sont conçus & qui ne sont pas encore au monde quand les successions qui doivent leur appartenir se trouvent échûes par le décès de leur pere ou autre parent, elles leur sont acquises sous la condition qu'ils naîtront vivans, & on les considère comme déjà héritiers avant leur naissance, ce qui fait qu'on leur conserve la succession jusqu'au tems qu'ils soient nés.

Les enfans morts nés ne sont pas comptés au nombre des enfans, ils sont considérés comme s'ils n'a-

voient jamais été au monde ; mais ceux qu'on tire du ventre de leur mere morte avant l'accouchement sont du nombre des enfans , quand même ils seroient morts un moment après leur naissance.

Les monstres qui n'ont pas la forme humaine ne tiennent pas lieu d'enfans , mais ceux qui ayant l'essentiel de la forme humaine qui est la tête , & qui ont seulement quelqu'excès ou quelque défectuosité , sont mis au nombre des autres hommes.

ENGAGEMENT, est une tradition actuelle d'un héritage pour en jouir par le créancier jusqu'à l'actuel & parfait paiement de la dette pour laquelle l'engagement a été fait , afin que les fruits de l'héritage tiennent lieu de l'interêt de l'argent. *Voyez Antichreses.*

ENGAGISTES, sont ceux à qui le Roy a donné quelque chose de son Domaine ; à la charge de rachapt perpétuel.

Le Domaine du Roy ne se transfere que par engagement & non par vente , à la charge de rachapt perpétuel , lequel par quelque tems que ce soit est imprescriptible.

Les acquereurs à ce titre sont apellés Engagistes , ils ne peuvent recevoir la foy de leurs vassaux , elle doit se faire à la Chambre des Comptes.

Le Domaine engagé est toujours Domaine , & la veritable propriété n'en appartient point à d'autre qu'au Roy.

C'est pour cette raison que les Engagistes ne peuvent user du retrait féodal , si cela ne leur est expressement octroyé par leurs Lettres d'engagement ; mais quand ils ont ce droit & qu'ils l'ont exercé , on ne peut après l'engagement fini , les évincer de ce qu'ils ont retiré.

ENQUESTE, est une preuve par témoin des faits qui sont mis en avant par une partie , car il ne suffit pas d'alléguer en matiere de procès , il faut justifier les faits qu'on allégue devant le Juge contre la partie , quand ils servent à la décision de la cause , c'est pour cela que le Juge ordonne une Enquête.

L'enquête est verbale ou par écrit, l'enquête verbale est celle qui se fait en l'Audiance dans certaines matieres & pardevant certains Juges, les matieres sont les matieres sommaires, les Juges sont ceux des Seigneurs, les Juges-Consuls & les Juges Royaux ordinaires, excepté les Cours, les Requêtes & les Présidiaux, ou les enquêtes se font au Greffe, c'est-à-dire, pardevant un des Juges commis pour l'enquête, titre 17. article 8. de l'Ordonnance de 1667.

L'enquête par écrit est celle qui se fait en vertu d'un apointment à informer ou à faire preuve, lequel doit contenir précisément les faits dans lesquels les parties sont contraires, & ordonner qu'elles en informeront respectivement.

Cette enquête est ordinaire dans les procès civils : dans les procès criminels la preuve par témoins qui est toujours nécessaire, n'est pas appellée enquête, mais information. L'enquête ne doit pas contenir plus de dix témoins, en quoi les matieres civiles sont différentes des criminelles où le nombre des témoins n'est pas limité.

Plusieurs formalités sont requises pour la confection d'une enquête, à peine de nullité.

Premierement elle doit être commencée dans les Jurisdictions inferieures dans la huitaine du jour de la signification du Jugement qui l'ordonne, si elle se fait dans le lieu où il a été rendu, ou dans les dix lieuës. S'il y a plus de distance, le délai est augmenté à raison d'un jour par dix lieuës.

En second lieu, il faut assigner les témoins à personne ou domicile pour prêter serment, & la partie adverse au domicile de son Procureur pour les voir jurer, & dans cette assignation, l'heure pour comparaître doit être marquée.

En troisième lieu, le Juge doit commencer par faire prêter serment aux témoins, ensuite il leur doit demander leur nom, sur-nom, âge, qualité & demeure, & s'ils sont domestiques, parens alliés ou serviteurs des

parties, car on ne peut déposer ni en faveur ni contre ceux dont on est parent ou allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

En quatrième lieu, les témoins doivent être entendus séparément en présence du Juge & du Greffier sur toutes les circonstances du fait.

En cinquième lieu, après la déposition du témoin, lecture lui en doit être faite, & il doit être ensuite interpellé de déclarer si ce qu'il a dit contient vérité, & s'il y persiste, on doit la lui faire signer, & faire parapher les pages & les renvois, & en cas qu'il ne le sçût ou ne le pût, il le doit déclarer.

Après quoi s'il ajoûtoit ou changeoit quelque chose en sa déposition, il le faudroit écrire par renvoi à la marge & le lui faire signer.

Enfin le Juge doit demander aux témoins s'ils veulent salaire, & en ce cas le leur taxer.

Après que l'enquête est parachevée, celui qui veut s'en servir doit premièrement en lever une expédition & donner copie du procès verbal d'enquête qui ne doit contenir que les heures des assignations & des échéances, la mention du serment des témoins, leur nom, âges, &c. Et c'est du jour de cette signification que se compte la huitaine pour fournir des reproches contre les témoins.

Ces reproches doivent être circonstanciés & prouvés par écrit. Un Procureur les fournit, & ils doivent être signés par la partie ou par le Procureur en vertu d'un pouvoir spécial.

Ils se jugent en voyant le procès; & en cas qu'ils soient prouvés, les dépositions des témoins reprochés ne sont point lûes, mais s'ils ne sont point prouvés, & qu'en jugeant le procès, les Juges les trouvent néanmoins admissibles, ils appointent à informer sur le fait des reproches.

Celui qui a fait signifier le procès verbal d'enquête peut fournir de réponses aux reproches, & si après la signification du procès verbal d'enquête, la partie ad-

verse renonce à fournir de reproches, elle peut demander copie de l'enquête entière, s'il n'y a pas d'enquête de sa part, car s'il y en a une, il faut faire signifier son enquête avant que de pouvoir demander ni lever copie de celle de sa partie.

Enfin celui qui a fait l'enquête la doit produire, si la contestation est appointée, si-non il la doit porter à l'Audiance.

Voyez le titre 22. de l'Ordonnance de 1667.

ENQUETE PAR TURBE, étoit une espèce d'information, qui ne pouvoit être ordonnée que par les Cours souveraines, quand en jugeant un procès, la difficulté tomboit sur un point de Coutume ou sur un article conçu en termes obscurs, pour sçavoir de quelle manière on en usoit sur les lieux.

La Cour ordonnoit qu'un Conseiller se transportât dans la Jurisdiction principale de la Coutume ou du lieu.

Le Commissaire s'y transportoit, en faisant en vertu de l'Arrêt de la Cour, assembler les Avocats, Procureurs & Praticiens du Bailliage.

Chaque turbe qui étoit composée de dix personnes, n'étoit comptée que pour un témoin. Le Commissaire leur avoit communiqué les faits & articles dont il s'agissoit; après quoi chaque turbe lui raportoit son avis par un député de la turbe. Et pour composer une enquête par turbes, il falloit deux turbes au moins.

Mais ces enquêtes ne se pouvoient faire sans de grands frais, souvent même elles étoient inutiles par la diversité d'opinions, ou dangereuses par les factions qui s'y pratiquoient.

C'est donc avec beaucoup de raison qu'elles ont été abrogées par le tit. 13. de l'Ordonnance de 1667. & aujourd'hui on vérifie les usages par des jugemens rendus en pareil cas, ou par des actes de notoriété qui se donnent par les Officiers des lieux.

ENQUESTE D'EXAMEN A FUTUR, étoit autrefois une enquête qui se faisoit par avance, pour empêcher

pêcher que les preuves dont on auroit pû dans la suite avoir besoin , ne perissent.

Quelqu'un craignoit-il d'avoir un procès en demandant ou en défendant , & que la preuve des faits qui pouvoient servir à la cause ne perissent , ou par l'éloignement des témoins qui pouvoient s'absenter , ou par leur mort , étant vieux ou valetudinaires , il les faisoit ouïr par précaution & par avance , avant que le procès fut intenté , ou que la cause fut contestée. Et cela s'appelloit examen à futur.

Pour y parvenir , il falloit obtenir des Lettres de Chancellerie , adressées au Juge devant qui l'examen devoit se faire.

Et en vertu de son ordre, il falloit faire assigner les témoins , partie appellée , si le procès étoit déjà commencé , si non il falloit que l'action fût formée par le demandeur dans l'an de la confection de l'enquête , autrement l'enquête étoit nulle ; mais à l'égard du défendeur qui l'avoit fait faire pour appuyer sa défense , cette enquête duroit trente ans.

Elle n'avoit lieu qu'en matiere civile , & ne se pouvoit faire ni en matiere criminelle ni en matiere beneficiale , & par l'Ordonnance de 1667. elle a été abrogée , parce qu'on a vû qu'il étoit très-dangereux que la preuve de faits fût reçûe avant que la contestation fût formée , sans que la partie adverse pût en faire une au contraire.

D'ailleurs , très-souvent ceux qu'on suposoit moribonds , ou prêts à entreprendre de longs voyages , vivoient long-tems , ou demeuroient toujours dans leurs pays ; cependant leur déposition faite toujours en faveur de celui qui faisoit l'enquête , ne laissoit pas de causer quelque prévention dans l'esprit des Juges.

ENQUESTEUR , est un Officier de Judicature qui a pouvoir de faire des enquêtes , & d'entendre & examiner les témoins que l'on produit pour faire preuve des faits articulés par les parties.

C'est dans ce sens que les Commissaires du Châte-

let se qualifient Commissaires-Examineurs & Enquêteurs.

ENREGISTREMENT, est la description que l'on fait de quelqu'acte dans un Registre, pour empêcher qu'il ne se perde, & aussi pour lui donner une espece d'approbation.

Les Edits du Roy concernant le Domaine & la Finance ordinaire, doivent être enregistrés par la Cour de Parlement, par la Chambre des Comptes, & ceux qui concernent les Finances extraordinaires, doivent être enregistrés en la Chambre des Comptes & en la Cour des Aydes.

ENREGISTREMENT des saisies réelles. *Vo-yez* Saisies réelles.

ENSAISINER, c'est mettre en possession; car *faisine* signifie possession. L'ensaisinement se fait diversement, selon la diversité des Coutumes.

ENSAISINER, signifie aussi recevoir l'exhibition d'un contrat d'acquisition d'un héritage dépendant de la Seigneurie, & un Seigneur ne peut plus prétendre des droits Seigneuriaux du passé, si-tôt qu'il a ensaisiné un contrat.

L'an & jour du retrait lignager ne commence à courir pour les héritages tenus en censive, que du jour que l'acheteur a fait ensaisiner son contrat. Mais depuis l'Edit des insinuations, on peut retirer dans l'an & jour de l'insinuation.

ENTERINER, c'est approuver, confirmer, accomplir, & pour ainsi dire rendre entier un acte.

Quand un Juge enterine des Lettres de restitution ou de rescision des contrats, il reconnoît que les causes pour lesquelles elles ont été obtenues sont véritables, il approuve & confirme ces Lettres & en ordonne l'exécution, s'il lui apert au contraire qu'elles ont été données sous un faux exposé, il déboute l'impétrant de l'enterinement de ses Lettres.

Mais le Juge en enterinant les Lettres de restitution, ne prononce pas qu'il casse, annulle ou rescinde le

contrat, il prononce seulement qu'ayant égard aux Lettres & icelles enterinant, il remet les parties en pareil état qu'elles étoient avant le contrat ou l'Acte dont il s'agit, qui est l'effet de la restitution en entier.

EPAVES, sont bêtes égarées dont on ignore le maître, personne ne les reclamant, *quasi expavesfacta animalia*, elles apartiennent au Seigneur Haut-Justicier dans les terres duquel elles se trouvent; comme sont les chevaux, les moutons, les bœufs & autres animaux qui apartiennent à quelqu'un. Ceux qui ne sont à personne, comme les animaux sauvages, ne sont pas épaves.

Avant que l'épave soit acquise au Seigneur Haut-Justicier, il est obligé de la faire dénoncer & publier pour sçavoir si elle ne sera reclamée de personne.

On appelle aussi épaves par métaphore les choses qui sont dans le commerce, & qui n'étant point reclamées dans le tems prescrit par les Coutumes, sont censées n'avoir point de maître.

EPICES, sont le droit appartenant au Rapporteur & aux Juges pour avoir vû & jugé le procès: les vacations au contraire sont les salaires qui se payent aux Juges quand les procès se jugent de grands ou de petits Commissaires, sur quoi Voyez l'Edit du mois d'Août de 1669. avec les remarques de Bornier.

Le mot d'épices vient de ce qu'autrefois celui qui gaignoit son procès donnoit aux Juges du sucre, des dragées & des confitures par pure gratification.

Cela depuis a été converti en argent, & de pure liberalité a passé en présent de nécessité, attendu qu'on n'expédie point un jugement rendu en procès par écrit, que les épices n'ayent été payées.

Elles tombent sur celui qui a perdu son procès; celui qui l'a gagné les avance, mais il a droit de les repeter, faisant partie du coût de la Sentence ou de l'Arrêt.

Les épices se partagent entre les Juges; le Rapporteur en a une portion plus forte, comme ayant eu plus de peine.

Le Prince a toujours pris soin de faire entendre aux Juges pour éloigner d'eux tous sentimens de bassesse, que ces droits ne leur sont point accordés pour le Jugement qu'ils rendent, mais comme une espece d'honneur pour la peine qu'ils sont obligés de prendre pour examiner les procès.

On n'est pas obligé de consigner les épices avant le jugement, mais seulement quand on le veut lever.

Elles doivent être taxées sur la minute du jugement par celui des Juges qui y préside; le Greffier en fait mention sur la grosse, il est même tenu d'en donner communication aux parties, quoyqu'elles n'offrent point de les payer & de lever le jugement qui a été rendu.

EPINGLES, se dit du présent qu'on fait au filles & aux femmes, lorsqu'on achete quelque chose qui leur appartient, ou bien à quoy elles ont part, pour leur tenir lieu de ce qu'on appelle entre les hommes pot de vin.

EPOUSAILLES, se prend selon la manière vulgaire de parler, pour la benediction nuptiale, quoique proprement ce terme signifie les fiançailles qui se font pardevant le Curé ou autre par lui commis; ainsi elles précèdent le mariage & la benediction nuptiale. Voyez Fiançailles.

EQUITÉ, se prend souvent en Droit pour un juste temperamment de la Loy, qui est préférable à la disposition de la Loy même, lorsque la question qui se présente à juger n'est pas expressément décidée par la Loy, ou que le sens & les paroles de la Loy peuvent à cause de quelque ambiguité, recevoir quelque interprétation.

Le Juge peut alors pancher du côté le plus équitable, & plus aprochant du Droit de nature, qui est appelé *summa ratio*. in L. 43. ff. de Religios. Autrement il pourroit pour s'être attaché trop scrupuleusement à la rigueur de la Loy, rendre un jugement injuste.

Mais quand la Loi est claire & certaine, & qu'elle ne reçoit ni par rapport à sa décision, ni par rapport aux

termes dans lesquels elle est conçue, aucune interprétation, le Juge est dans l'obligation de la suivre ponctuellement, & il ne lui est pas permis de s'en écarter.

Il peut seulement au cas qu'il trouve qu'il y ait trop d'injustice à suivre la Loi à la Lettre, avoir recours au Prince, pour sçavoir quel sens il veut qu'on lui donne.

Voyez Choses douteées. *Voyez* Droit étroit, & interprétation des Loix.

EQUIVALANT, est un abonnement ou un droit qui se paye au lieu d'un autre.

Ainsi en certains lieux, on appelle équivalent certaine somme que l'on paye pour se délivrer des gabelles. Et cette somme revient à peu près à ce que l'on payeroit, si l'imposition étoit faite.

ERREMENTS, sont les derniers actes de procédure qui ont été faits en un procès qui a été discontinué & qui est repris, ou par les héritiers d'un défunt, ou par celui auquel un transport de l'action & du procès auroit été fait.

Ainsi l'on procède suivant les derniers errements, lorsqu'on reprend des poursuites qui ont été interrompues; mais il faut pour cela que l'instance ne soit pas périe.

ERREUR, signifie une méprise ou une manque dans lequel nous sommes tombés par ignorance. L'erreur est de Fait ou de Droit.

L'erreur de fait, est l'ignorance d'un fait qui est arrivé; par exemple, si j'ignore qu'une dette de mon pere a été acquittée, & que je la paye encore.

L'erreur de droit, est l'ignorance d'une décision de Droit, comme si un donataire avoit omis de faire insinuer une donation, ignorant que cette formalité est nécessaire.

L'erreur de fait n'est préjudiciable à personne, au contraire on ne se peut excuser de l'erreur de droit; la raison est que les faits sont infinis, & peuvent par conséquent tromper les plus sages & les plus avisés; mais le droit est certain & défini, c'est pourquoi il

n'est pas permis d'ignorer le droit selon lequel on vit dans le lieu qu'on habite.

ERREUR DE CALCUL, est une erreur qui s'est glissée dans un compte ou calcul, sur quoi il faut remarquer que les faux & doubles emplois, ni les erreurs de calcul ne se couvrent jamais.

Aussi n'est-il pas besoin de se pourvoir par apel contre une Sentence dans laquelle il n'y a pas d'autre grief qu'une erreur de calcul, il suffit d'en demander la réformation par requête.

Il faut dire de même des Arrêts contre lesquels il n'est pas nécessaire en ce cas d'obtenir requête civile.

ESCHQUIER, étoit autrefois une assemblée de Commissaires délégués qui se tenoit deux ou trois fois par an, pour reformer les Sentences des Juges inférieurs dans l'étendue d'une Province. En un mot, c'étoit ce que nous apellons assises.

Il y a eu un Echiquier à Alençon. Celui de Normandie a été très-renommé; c'étoit une alise generale, où se trouvoient les principaux Seigneurs pour juger les affaires les plus importantes en dernier ressort. Il fut créé par le Duc Raoul, après que cette Province lui eut été cedée par Charles le simple vers le X. siècle.

Il fut établi en la place des assemblées qui se tenoient par les Comtes ou Commissaires que les Rois envoioient dans les Provinces avec pleine autorité.

Le Duc Raoul créa aussi un Grand Sénéchal qui reformoit les Sentences des Juges inférieurs, pendant que l'Echiquier n'étoit point assemblé. L'Echiquier qui étoit ambulaire fut fixé à Roüen comme dans la capitale de Normandie, & rendu perpétuel par Loüis XII. l'an 1499.

ESCUYER, est un Gentilhomme qui est au-dessous du Chevalier. Ce terme vient du Latin *scutum*, ou de *scutarius*, ou *scutifer*, à cause que les Ecuyers portoient l'Ecu des Chevaliers dans les Joûtes & dans les Tournois.

Il n'est pas permis à ceux qui ne sont pas Nobles

d'extraction, de prendre la qualité d'Ecuyer. On prétend qu'anciennement la qualité de Noble n'étoit pas inférieure à celle d'Ecuyer, laquelle n'a prévalu que depuis deux siècles.

L'Ordonnance de Blois est la première qui ait fait mention de la qualité d'Ecuyer, comme un titre de Noblesse; c'est en l'art. 257. dont voici les termes.

“ Et à cette fin, voulons être gardée l'Ordon- “
 nance d'Orléans contre ceux qui usurpant fausse- “
 ment & contre vérité, le nom & titre de Noblesse, “
 prendront le nom d'Ecuyer, ou porteront armoi- “
 ries timbrées. Lesquels nous entendons être mul- “
 tés d'amendes arbitraires par nos Juges, à la dili- “
 gence & poursuite de nos Procureurs, chacun en “
 en son Siège. „

Coquille à la fin de la note qu'il a faite sur cet art. dit que la marque de Gentilhomme est de se dire Ecuyer, parce qu'anciennement à eux seuls appartenoit porter Ecu es guerres & l'armet en tête avec timbre. Et nul ne peut venir Chevalier, s'il n'est Gentilhomme, & qu'il n'ait porté titre d'Ecuyer. Ecuyers naissent, Chevaliers se font par faits d'armes.

ESPECE, est le fait ou le cas particulier sur lequel une décision a été rendue.

ESTER EN JUGEMENT, signifie comparoir en jugement, soit en demandant ou en défendant, ou constituer Procureur pour intenter ou défendre une action : ces termes viennent du Droit *stare in judicio*.

Il y en a qui ne sont pas capables d'ester en jugement, ni de constituer Procureur, comme sont les mineurs, s'ils ne sont assistés de leur tuteur ou curateur, les Moines & tous ceux qui sont incapables des effets civils.

A l'égard des femmes mariées, elles ne peuvent en pays coutumier, ester en jugement sans le consentement de leurs maris. Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 224. de la Coutume de Paris.

ESTER A DROIT, est se représenter après cinq

ans de la contumace. Ce qui ne se peut faire qu'en vertu de Lettres du Prince , attendu qu'après les cinq ans le tems de se présenter pour purger la contumace est passé ; de sorte que les condamnations pécuniaires & les confiscations sont réputées contradictoires & sans apel , de même que si elles eussent été prononcées par Arrêt, & les condamnés morts du jour de l'exécution de la Sentence de contumace , qui porte condamnation de mort naturelle ou civile , sauf à eux de se pourvoir par Lettres du Prince pour se purger ; auquel cas si le jugement porte absolution , on ne prononce point de confiscation , & leurs biens confisqués leur sont rendus , les meubles en l'état qu'ils se trouvent ; à l'égard des immeubles on les leur rend aussi , mais sans qu'ils puissent demander la restitution des fruits qui en sont provenus , ni la restitution des amendes & des intérêts civils qui retombent sur eux.

Voyez le titre 16. de l'Ordonnance de 1670.

ESTIMATION. *Voyez* Aprétiation. Nous remarquerons seulement ici que dans les licitations des immeubles appartenans à des mineurs , l'estimation en doit être préalablement faite par autorité de Justice , & que le Juge ne doit point faire l'adjudication au-dessous de l'estimation qui en aura été faite par les Experts.

ESTOC, mot qui vient ou de l'Allemand *Stoc* , ou de l'Anglois Saxon *Stocce* , signifie un tronc , en sorte que de *Stoc* on a fait *estoc* , parce que dans nôtre Langue on ajoute presque toujours l'E devant les mots qui commencent par st.

Ainsi *estoc* se dit figurément de la liaison de parenté qui vient d'une commune souche ; l'*estoc* étant pris pour le chef dont plusieurs personnes sont descenduës en ligne directe , & qui est à leur égard comme le tronc d'un arbre dont plusieurs branches sont sorties. En Latin l'on dit *communis stipes* , pour dire la souche commune dont plusieurs descendans sont issus.

Quand un pere ou une mere en mariant leur fille , stipulent que les deniers qu'ils lui donnent en mariage

lui seront propres, à elle & aux siens de son *estoc & ligne*, cette clause comprend tous les parens que la fille peut avoir du côté de celui des pere ou mere qui lui a fait le don. Sur quoi *Voyez* ci-après *Stipulation de propre*.

On se sert de ces termes *estoc, côté & ligne*, dans les successions des propres auxquels succedent les collateraux, quand on dit que les biens propres du défunt doivent appartenir aux héritiers collateraux du côté & ligne duquel ils sont échûs par succession directe ou collaterale à celui de la succession duquel il s'agit.

Par exemple, il m'est échû un héritage par succession du côté de mon ayeul maternel, cet héritage doit appartenir après ma mort arrivée sans enfans, à mes héritiers collateraux du côté de mon ayeul maternel, à l'exclusion de tous autres héritiers d'un autre *estoc*, côté ou ligne, quoique plus proches en degré de parenté.

Voyez *Propre*, & la regle *Paterna paternis*, & ce que nous avons dit ci-dessus sur ces termes *côté & ligne*.

ÉTAPE, signifie la place ou le lieu public destiné pour y transporter & y exposer certaines marchandises en vente.

Ces lieux sont considérés comme privilégiés, où les marchandises sont exposées pour être vendues à deniers comptans, c'est pourquoi ceux qui les achètent sans en payer le prix convenu sont contraignables par corps.

ÉTAT. *Voyez* *Lettres d'Etat*.

ÉTAT, se prend pour Charge ou Office. *Voyez* *Office*.

ÉTAT, se dit aussi de differens Ordres du Royaume qu'on fait assembler pour délibérer des affaires importantes. Ils sont composés des trois Ordres qui distinguent le peuple en France, qui sont le Clergé, la Noblesse & le Tiers-Etat.

ÉTATS, se dit des Assemblées qui se font en quelques Provinces qui se sont conservées en la possession d'ordonner elles-mêmes des contributions qu'elles doi-

vent faire pour soutenir les charges de l'Etat, & les régler & faire payer, comme sont les Provinces de Bretagne, de Languedoc & de la Franche-Comté.

En ce sens on oppose les Pays d'Etats aux Pays des Généralités ou d'Elections.

ÉTAT, on appelle question d'Etat le procès où il s'agit de sçavoir si une personne est noble ou roturiere, légitime ou bâtarde, mariée ou Religieuse.

ÉTAT EN MATIERE DE REGALE, est ce que l'on appelle récréance aux autres causes beneficales.

ET CÆTERA, est un mot usité par les Notaires dans leurs actes qui renferme en soi une signification de mots sous entendus, mais cette signification est bornée & limitée à la nature du contrat auquel ce mot se trouve.

Cet *et cætera* ne se rapporte donc qu'à ce qui regarde précisément l'exécution de l'acte, ou l'éclaircissement des clauses qui y sont aposées; d'où il s'ensuit qu'il ne peut operer aucune autre disposition nouvelle & étrangere à l'acte, ni produire aucun effet qui excède ce qui a été nommément convenu entre les parties.

Voyez ce que j'ai dit à ce sujet dans la Science parfaite des Notaires, Liv. 1. ch. 12.

ÉTRANGER. Voyez Aubain.

ÉTROUSSE, au Pays de Forêts veut dire l'adjudication des fruits des biens; quelquefois il signifie l'adjudication d'un bail judiciaire, quelquefois l'adjudication ou loyer des biens d'un mineur.

Un tuteur peut prendre l'étrousse des fruits de son mineur, pourveu qu'il ne soit soupçonné de fraude ou de vil prix, ce qui est rare, car on casse souvent des étrousses adjudgées au tuteur.

EVALUATION, est le prix qu'on met à quelque chose selon sa valeur.

EVANGELISTE, est un Conseiller qu'on donne pour assistant au Rapporteur d'un procès pour vérifier s'il dit vrai.

Il y en a ordinairement deux aux côtés d'un Rap-


teur, dont l'un tient l'inventaire & l'autre les pièces.

Après que le Rapporteur a rapporté le fait & les moyens du procès, l'un lit les clauses des pièces produites, l'autre les inductions qui en sont tirées

Celui qui à la Chambre des Comptes tient les acquits du Comptable, & les vérifie pendant que l'Auditeur rapporte au Bureau, est aussi appelé Evangeliste.

EVINCER, du mot Latin *evincere*, qui signifie vaincre ou emporter quelque chose par-dessus un autre, est en effet recouvrer en Justice ce que nous justifions nous appartenir, en le retirant de celui qui l'avoit acquis & possédé à titre translatif de propriété, sauf son recours contre son auteur.

Le recours de garantie a non seulement lieu quand on acquiert un fond de celui qui n'en avoit pas la propriété, mais encore quand il en étoit en effet le maître, mais qui l'avoit affecté & hypothéqué à quelque rente sans le déclarer à l'acquéreur, en ce cas l'acquéreur poursuivi en déclaration d'hypothèque, aimant mieux déguerpir ou abandonner ce fond que le posséder à la charge de le reconnoître hypothéqué à la rente du créancier, & de lui payer & continuer les arrérages d'icelle, pour lors cet acquereur est dit avoir été évincé, & il a son recours de garantie à l'encontre de son vendeur pour ses dommages & intérêts.

Quoique la clause de garantie eût été omise dans un contrat de vente, d'échange ou d'autre équipollant, elle est toujours sous-entendue, parce qu'elle est de droit, & si dans le contrat on avoit stipulé sans garantie, si-non de ses faits & promesses, cette clause n'auroit d'autre effet que de décharger le vendeur des dommages & intérêts en cas d'éviction, car pour décharger le vendeur de la restitution du prix, il faudroit que la clause portât, *sans garantie ni restitution de deniers en aucun cas.*

En cas d'éviction, lorsqu'il y a lieu de garantie, pour que l'acquéreur évincé ait son recours contre son auteur, il faut qu'il lui dénonce & signifie l'action con-

tre lui intentée à la restitution ou au déguerpissement de la chose aliénée à titre translatif de propriété, avec sommation de prendre son fait & cause, & d'empêcher la restitution & déguerpissement.

Cette dénonciation & cette sommation doivent être faites assez à tems, pour que celui qui a livré la chose à l'acquéreur, puisse défendre à la demande qui est intentée contre ce nouvel acquéreur.

Ainsi celui qui néglige de sommer & interpellier son auteur de le venir défendre en jugement avant la condamnation, son auteur est en droit de lui opposer qu'il a été vaincu par sa faute.

EVOQUER, veut dire attirer à soi la connoissance d'une affaire.

EVOCATION, signifie en general un jugement qui tire une affaire d'un Tribunal pour la faire juger dans un autre, soit en vertu d'un privilege particulier, soit pour cause de parenté ou alliance, soit pour raison de litispendance, soit pour cause d'incompétence, soit enfin qu'il soit à propos d'évoquer le principal pour le juger à l'Audience sur le champ avec l'incident, dont l'apel est dévolu au Juge supérieur.

Voyez le titre 1. de l'Ordonnance de 1669. avec les Remarques de Bornier.

EVOCATION DU PRINCIPAL, est quand une partie a interjeté apel d'une Sentence qui n'est rendue que sur un incident.

En ce cas, soit à la Grand'Chambre ou en d'autres Jurisdictions, on peut présenter une requête, par laquelle on demande que le principal soit évoqué pour être jugé conjointement avec l'apel.

Par exemple, deux créanciers ont fait saisir les meubles de leur débiteur commun; le premier saisissant prétend prendre les deniers provenans de la vente d'iceux, parce qu'il a saisi le premier; l'autre qui a saisi depuis soutient que la saisie du premier est nulle, parce que les formalités requises par les Ordonnances n'y ont pas été observées; sur cette contestation tou-

chant la validité ou l'invalidité de la saisie , est intervenu Sentence entre les deux créanciers , & le Sergent qui maintenoit sa saisie bonne & valable.

Par cette Sentence la saisie a été déclarée non valable , sans déclarer toutefois à qui seront délivrés les deniers provenans de la vente des meubles.

Si de cette Sentence il a été interjetté apel par le créancier premier saisissant & le Sergent , l'intimé pourra demander l'évocation du principal , disant que la saisie du premier saisissant étant déclarée nulle , la saisie faite par lui second saisissant , est la première : en conséquence de quoi il demande que les deniers lui soient mis entre les mains , ou partie d'iceux , jusqu'à concurrence de son dû ; & pour y parvenir , il demande que la Cour évoque cette contestation , qui est le fond du procès , & la juge comme principale , conjointement avec ce dont seroit apel.

L'évocation du principal se poursuit par une requête présentée à la Cour , par laquelle après avoir énoncé ce dont il s'agit , on demande l'évocation du principal pour être jugé conjointement avec l'apel de l'incident ; sur la requête , quand elle est présentée à la Grand'Chambre , un de Messieurs met *en plaidant*.

Cette requête doit être signifiée à la partie , afin que l'Avocat plaide sur l'apel & sur le principal , quand la cause sera apellée , au cas que l'instance d'apel soit au rôle.

Quand la cause d'apel est appointée , le Rapporteur met au bas de la requête , *viennent les Parties* , & en conséquence cette requête étant signifiée , elle se plaide sur un avenir , & la Cour , si la cause se peut juger par un même jugement , joint au principal la requête à fin d'évocation , si-non elle déboute le demandeur de sa requête.

Aux Chambres des Enquêtes sur la requête on met , *viennent les parties* , & si la Cour évoque , elle appointe à produire sur le principal , & joint au procès.

Pour l'évocation du principal , il faut en matière

criminelle que la cause soit légère , & qu'elle se juge à l'Audience , aussi-bien qu'en matiere civile. Ordonnance de 1670. tit. 26. art. 5. Ordonnance de 1667. tit. 6. art. 2.

Au reste les Cours ne peuvent évoquer les causes pendantes hors leur ressort , & dont l'appel ne relève pas pardevant elles , sans Lettres du Roy.

EVOCATION DE CAUSES POUR RAISON DE LITISPENDANCE, est celle qui est demandée par celui qui étant poursuivi par un particulier pour une cause pardevant un Juge, est encore poursuivi depuis pardevant un autre Juge pour la même cause par un autre particulier.

En ce cas il peut demander l'évocation de la cause pardevant le Juge qui en est saisi, en considération de la connexité de la cause , afin que differens Jugemens n'interviennent point sur un même sujet.

Posons que l'acquéreur d'un héritage soit poursuivi en déclaration d'hypothèque , ou pour droits prétendus sur cet héritage , & qu'il soit poursuivi pour les mêmes droits par un autre en une autre Jurisdiction , il peut demander l'évocation de la cause pardevant le Juge qui est saisi de la cause , si ce n'est au cas que celui qui a intenté son action le dernier , ait ses causes commises ; car il a droit de faire évoquer la cause pardevant le Juge de son privilege , quoiqu'elle ait déjà été contestée pardevant un autre.

EVOCATION DE CAUSES EN CONSEQUENCE D'UN PRIVILEGE SPECIAL, est celle qui se fait en vertu d'une grace particuliere accordée par le Roy à quelques personnes pour de grandes considerations , comme si un Beneficier a plusieurs procès dans differens Ressorts & Jurisdctions , pour droits concernans son Benefice , le Roy en ce cas par Lettres expédiées en la grande Chancellerie , attribué à une seule Cour la connoissance de toutes les contestations qui peuvent naître à l'occasion de ces Benefices.

Comme cette évocation ne regarde que les diffé-

rends que l'impétrant peut avoir à l'occasion seulement de son Benefice , cette évocation est particuliere, & ne pourroit avoir lieu pour une cause qui n'y auroit aucun raport.

Le Roy sur les remontrances d'un de ses sujets , connoissant qu'il est de la dernière importance de lui donner pour toutes ses affaires d'autres Juges que ceux pardevant lesquels il est naturellement obligé de répondre , lui accorde quelquefois par un privilege spécial , des Lettres qui en attribuent la Jurisdiction à un autre. Et c'est ce qu'on apelle évocation generale.

EVOCATION DE CAUSES , se fait encore par un Juge , quand un autre connoît d'une cause pour laquelle il est competent , & laquelle n'est pas de sa Jurisdiction , comme si un Baillif connoissoit d'une matiere qui appartient aux Elûs , ou au contraire , en ce cas la cause pourroit être évoquée.

La nouvelle Ordonnance veut que les Juges qui n'ont point droit de connoître des causes qui sont poursuivies pardevant eux , les renvoyent pardevant les Juges qui en doivent connoître.

EVOCATION POUR PARENTE' , est celle qui se demande par une partie , sur le fondement que la partie adverse a des parens ou alliés au degré de l'Ordonnance , dans le Parlement où le procès est pendant , ou dans la Jurisdiction à laquelle il est assigné , ou que plusieurs des Juges prennent interêts dans la cause , ou qu'ils sollicitent pour la partie adverse , en consequence de quoi on demande l'évocation à un autre Parlement , ou à une autre Jurisdiction.

On peut évoquer du chef des parens ou alliés en ligne directe ou collaterale , comme oncles , grands oncles , neveux & petits neveux , en quelques degrés qu'ils soient ; & à l'égard des autres collatéraux jusqu'au troisième degré inclusivement , selon la computation Canonique.

C'est le Conseil Privé qui connoît de ces évocations. *Voyez* ci-dessus Cedula évocatoire. *Voyez*

le titre premier de l'Ordonnance de 1669.

EXACTION, dans l'usage ordinaire, signifie une vexation ou une demande injuste. Les levées qui se font sur le public sans commission du Roy, sont autant d'exactions qui emportent contre ceux qui les font, confiscation de corps & de biens.

EXAMEN, est l'épreuve de la capacité d'une personne sur ce qui concerne la profession qu'elle veut embrasser, ou le degré auquel elle aspire, ou la Charge dans laquelle elle demande d'être reçue.

Cet examen se fait pour recevoir celui qui le subit, s'il est capable, ou pour le refuser ou remettre au cas qu'il ne donne pas des marques d'une capacité suffisante.

Ceux qui veulent être reçus dans des Charges de Judicature, doivent non seulement justifier de leur vie & mœurs par l'information qui s'en doit faire, mais encore de leur capacité en subissant l'examen qui est prescrit par les Ordonnances. Sur quoi *Voyez* ce que nous avons dit sur le mot de Juge & sur celui de Récipiendaire.

Il y a néanmoins quelque cas où un Officier peut être reçu dans une Charge de Judicature sans subir d'examen; sçavoir quand celui qui est pourvu d'un Office a fait la fonction d'Avocat pendant vingt années, avec honneur dans le Siége où il veut être reçu, ou qu'il l'a faite dans un Parlement, en ce cas on a coutume de l'exempter de l'examen.

A l'égard de l'Officier qui change d'Office, lorsqu'il passe dans un autre qui ne requiert pas un examen plus rigoureux que le premier, il n'est pas examiné pour une seconde fois.

Mais quand l'Office qu'il prend requiert un examen plus rigoureux que le premier, l'examen doit être réitéré, comme quand un Conseiller d'un Présidial est pourvu d'une Charge de Conseiller au Parlement, ainsi qu'il est porté par l'Ordonnance de 1548.

EXAMEN A FUTUR. *Voyez* Enquête d'examen à futur.

EXCEDER ,

EXCÉDER, est un terme fort usité en matiere criminelle pour signifier battre avec excès.

EXCEPTION, est la défense du défendeur contre l'action du demandeur. Ces termes *défenses & exceptions* se prennent souvent dans la même signification & quelquefois sont differens.

Exception en terme de Droit se prend pour tout ce qu'on oppose à l'action, soit pour la détruire entièrement, comme le payement de la chose demandée, la compensation & autres, ou pour les exceptions qui n'en different que l'effet, comme sont les exceptions dilatoires & déclinatoires.

Mais en termes de Pratique, par défenses nous entendons ordinairement les exceptions péremptoires, de sorte que toutes défenses sont exceptions, mais toutes exceptions ne sont pas défenses, car celui qui décline la Jurisdiction du Juge pardevant lequel il est assigné, ne fournit point de défenses contre les conclusions du demandeur.

Il y a trois sortes d'exceptions; sçavoir l'exception déclinatoire, l'exception dilatoire, & l'exception péremptoire.

Sur quoi outre ce que nous allons dire, *Voyez* ce que nous en avons dit dans la Traduction des Institutes, au titre des Exceptions.

EXCEPTIONS DECLINATOIRES, sont celles par lesquelles le défendeur avant que d'avoir contesté au fond, décline la Jurisdiction du Juge pardevant lequel il est assigné, & en conséquence demande son renvoi pardevant son Juge naturel ou pardevant le Juge de son privilege, ou celui à qui la connoissance de la chose qui fait la contestation est spécialement attribuée, ou enfin celui qui doit connoître de l'affaire en question à cause de la litispendance.

Ainsi le déclinatoire est fondé sur l'une de ces causes; l'une, parce que le Juge pardevant lequel le défendeur est assigné, n'est pas son Juge ou Juge compétent pour lui, comme s'il n'est pas le Juge de son do-

micile en matiere personnelle, où s'il a ses causes commises pardevant un autre Juge. L'autre cause est quand le Juge pardevant lequel l'adjournement est fait, ne peut pas connoître de la cause dont est question. L'autre enfin, parce qu'il y a un autre Juge qui est saisi de la contestation qui est entre les parties.

Le défendeur qui décline la Jurisdiction du Juge, demande son renvoi, ou pardevant son Juge domiciliaire, parce que *Actor forum rei sequitur*, ou pardevant le Juge de son privilege, ou pardevant le Juge qui a droit de connoître de la cause pour laquelle il a été assigné.

L'exception déclinatoire est aussi proposée par celui qui étant assigné aux Requêtes de l'Hôtel ou du Palais, prétend que le demandeur n'a point droit de *Committimus*, auquel cas il demande que la cause soit renvoyée pardevant le Juge ordinaire.

Voyez Retention. Voyez Fins de non proceder.

EXCEPTION DILATOIRES, sont celles qui ne tendent pas à détruire la demande qui est intentée contre nous, mais seulement à éloigner & retarder le jugement décisif.

Un homme est assigné en qualité d'héritier d'un défunt, avant que les délais pour délibérer soient expirés, il peut demander délai pour délibérer, pendant lequel il ne peut être poursuivi.

Il en faut dire de même de celui qui seroit assigné à payer une certaine somme avant l'échéance de la dette, il peut contre cette demande alléguer que c'est mal-à-propos qu'elle lui est faite avant le tems que l'action puisse être intentée.

L'effet de l'exception dilatoire n'est que de différer l'exécution de l'action, & non pas de la détruire.

Celui qui a plusieurs exceptions dilatoires à opposer, doit le faire par un même acte, art. 1. du tit. 9. de l'Ordonnance de 1667.

On excepte de cette regle generale la veuve & les hé-

ritiers d'un défunt assignés en cette qualité, qui ne sont tenus de proposer leurs autres exceptions dilatoires, qu'après que le délai pour délibérer sera expiré, suivant l'art. 2. du même titre.

EXCEPTIONS PEREMPTOIRES, sont celles qui détruisent entièrement l'action intentée, & font débouter le demandeur des fins & conclusions par lui prises, & renvoyer le défendeur absous de la demande.

Il y a plusieurs sortes de ces exceptions, comme le paiement de la dette qui est demandée, transaction, accord ou convention passée entre les parties, renonciation aux droits prétendus, la prescription & autres semblables. *Voyez Défenses.*

Les exceptions péremptoires se peuvent proposer en tout état de cause.

Il n'en est pas de même des exceptions déclinatoires, lesquelles doivent être proposées avant que de répondre ou contester au principal, & avant toute autre exception, parce qu'après avoir reconnu le Juge pardevant lequel on est assigné, l'on n'est plus recevable à décliner sa Jurisdiction.

EXCEPTION RÉELLE, EXCEPTION PERSONNELLE, les exceptions se peuvent encore diviser en exceptions réelles & en exceptions personnelles.

Les réelles sont celles qui peuvent être proposées par tous ceux qui ont intérêt dans la chose; comme si un de plusieurs coobligés transige avec le créancier, les autres coobligés demeurent déchargés & peuvent se servir de cette exception, parce que cette transaction se fait par rapport à la chose, & détruit entièrement l'action qui pouvoit être intentée.

Les personnelles sont celles qui ne peuvent être opposées que par celui qui est dénommé dans l'acte d'où elles dérivent.

Par exemple, si un de plusieurs coobligés engage le créancier à lui promettre qu'il ne lui demandera jamais une dette commune, cette exception ne peut pas em-

pêcher le créancier d'intenter son action contre les autres coobligés.

Comme le pacte qu'il a fait avec un des coobligés est purement personnel, étant fait seulement en sa faveur, cet acte ne diminue aucunement le droit du créancier à l'encontre des autres coobligés.

EXCEPTION NEGATOIRE. *Voyez* Dénégation.

EXCEPTION DES DENIERS NON COMPTÉZ, n'est pas admise en France : celui qui a reconnu par-devant Notaires ou sous seing privé qu'une somme lui a été prêtée, est réputé l'avoir reçue, & on n'admet point de preuve au contraire.

On peut seulement s'inscrire en faux contre l'acte, ou déferer le serment à la partie qui veut s'en servir, comme nous avons dit sur le tit. 22. du troisième Livre des Institutes.

EXCEZ, se prend pour voye de fait, outrage ou blessure, mauvais traitemens & insultes qui ont été faites à quelqu'un, à main armée, & avec avantage.

Ce crime est puni suivant les circonstances & la qualité de l'offensé, & celle de l'offensant.

EXCIPER, signifie défendre & former des exceptions contre une demande.

EXCLUSION, se dit en fait de succession, quand un plus proche héritier exclut un autre plus éloigné.

EXCLUSIVEMENT, c'est-à-dire, que la chose dont on parle n'est pas comprise, & est hors de compte : par exemple, quand on dit que les nôces sont permises jusqu'au premier jour de Carême exclusivement, cela veut dire que le jour des Cendres n'est pas compris dans la permission.

Quand la Cour renvoye un prisonnier pardevant le Juge qui a commencé l'instruction pour lui faire son procès jusqu'à Sentence définitive exclusivement, cela signifie que la Cour ne lui a renvoyé que l'instruction, & qu'elle s'est réservée le jugement définitif. Ce terme est opposé à celui d'inclusivement. *Voyez* Inclusivement.

EXCOMPTE, est la remise que fait le porteur d'un billet de change, quand il demande le payement avant l'échange, ou quand la dette est douteuse & difficile à exiger.

Ainsi excompter, c'est payer une dette ou Lettre de change, à la réserve & déduction de ce qui a été stipulé pour l'excompte ou la remise.

EXCUSATION. Terme de Jurisprudence, qui se dit des raisons que quelqu'un allègue pour être déchargé d'une tutelle, ou de quelqu'autre charge publique.

Voyez ce que nous avons dit sur le tit. 25. du premier Livre des Institutes de Justinien.

EXECUTEUR TESTAMENTAIRE, est la personne à qui le défunt a commis l'exécution de son testament ou dernière volonté. Toute personne, homme ou femme capable des effets civils, & qui a la libre disposition de son bien, peut être exécuteur testamentaire, mais n'accepte cette charge qui ne veut.

Quand l'exécuteur testamentaire l'accepte, il est dès le moment de la mort du défunt, saisi pendant l'an & jour de tous ses biens meubles, dettes & actions mobilières.

Comme il est chargé de l'exécution & accomplissement de ses dernières dispositions, il doit si-tôt qu'il accepte la charge, faire faire inventaire des biens laissés par le défunt, ensuite payer les frais funéraires, les dettes mobilières de la succession, & faire la délivrance des legs.

Il doit aussi agir pour se faire payer des dettes mobilières d'ûes à la succession, & faire la vente des meubles.

Après l'an & jour, qui est le tems que dure sa charge, il doit rendre compte de son exécution, & en payer le reliquat aux parties intéressées.

EXECUTION, se prend pour accomplissement, comme quand on dit, mettre un jugement à exécution, cela signifie accomplir ce qui est ordonné.

Pour mettre les contrats ou jugemens à exécution , il faut qu'ils soient en forme & munis du Sceau de leur Jurisdiction. *Voyez* Exécution parée.

EXECUTION, se prend aussi pour l'accomplissement volontaire que fait celui qui a été condamné par un jugement à faire quelque chose.

L'art. 1. du tit. 27. de l'Ordonnance de 1667. porte que ceux qui auront été condamnés par Arrêts ou Jugement passé en force de chose jugée , à délaisser la possession d'un héritage , seront tenus de ce faire quinzaine après la signification de l'Arrêt ou du Jugement fait à personne ou domicile , à peine de cent livres d'amende envers le Roy , & moitié envers la partie.

L'article 3. du même titre , porte que si quinzaine après la première sommation, ils persévèrent dans leur désobéissance , ils pourront être condamnés par corps à délaisser la possession de l'héritage , & en tous les dommages & intérêts de la partie.

EXECUTION, signifie aussi la vente des meubles saisis.

Ce terme signifie encore la simple saisie des meubles du débiteur : comme quand on dit qu'on a saisi & exécuté les meubles de son débiteur , quoiqu'ils n'aient pas été vendus. *Voyez* Saisie & exécution.

EXECUTION PARÉE. Acte portant exécution parée , est un acte qu'on peut mettre à exécution , commandement préalablement fait , comme sont les jugemens & obligations en forme.

On peut exécuter ces actes , portant exécution parée , par saisie & exécution de meubles sans l'Ordonnance du Juge , en vertu seulement de l'obligation ou du jugement qui donne pouvoir au créancier de faire saisir & exécuter, c'est-à-dire , de transporter les meubles du débiteur , s'il ne satisfait à l'obligation , ou s'il ne donne gardien de ses meubles saisis pour être vendus à la huitaine.

On peut aussi en vertu d'un titre portant exécution parée , procéder après un commandement recordé ,

à la saisie réelle des immeubles de son débiteur, sans Ordonnance du Juge.

Il n'en est pas de même d'une simple cedula ou promesse, laquelle n'est pas exécutoire sur les biens du débiteur, s'il n'est auparavant condamné par le Juge à payer la somme contenuë en sa promesse.

Par la Déclaration donnée à Versailles le 19. Juin 1691. vérifiée en Parlement le 23. du même mois, défenses sont faites de mettre aucun acte à exécution, s'il n'est en parchemin.

Ainsi quoiqu'un débiteur ne soit pas moins obligé par un acte en papier, que par un acte en parchemin, néanmoins pour faire saisie de meubles ou saisie d'immeubles en vertu d'un acte, il faut qu'il soit en parchemin.

EXECUTION PROVISOIRE DE SENTENCE, est l'exécution d'une Sentence par provision, ordonnée nonobstant l'apel, & sans préjudice d'icelui.

Par Arrêt du Parlement du 7. Décembre 1689. défenses sont faites à tous les Juges d'ordonner l'exécution provisoire de leurs Sentences, nonobstant l'apel, si-non dans les cas portés par les Ordonnances, à peine de répondre des dommages & intérêts des parties, même de plus grande peine s'il y échet; & à cet effet, que lorsque l'on prononcera l'exécution provisoire d'une Sentence, la clause & le motif en seront inserés dans le jugement.

Pareilles défenses sont faites aux Greffiers d'inserer dans les Sentences qu'ils expédieront, qu'elles seront exécutées nonobstant l'apel, si cela n'est expressément porté par les minutes des Sentences rendues par rapport, ou dans le Registre ou plunitif à l'égard des causes d'Audiance, & ce à peine d'interdiction de leurs Charges, & de répondre en leurs noms des dommages & intérêts des parties.

EXECUTION DES JUGEMENS EN MATIERE CRIMINELLE. Tous Jugemens en matiere criminelle qui gissent en exécution, seront exécutés pour ce qui

regarde la peine en tous lieux , sans permission ni pareatis , art. 15. du tit. 25. de l'Ordonnance de 1670.

Les Jugemens de condamnation à mort , ou à quelque autre peine corporelle , doivent être exécutés le même jour qu'ils auront été prononcés , art. 21. du même titre.

Néanmoins si une femme devant ou après avoir été condamnée à mort , paroît ou déclare être enceinte , les Juges ordonneront qu'elle sera visitée par Matrones qui seront nommées d'office ; & si elle se trouve enceinte , l'exécution sera différée jusqu'après son accouchement , ainsi qu'il est porté en l'art. 23.

L'art. 16. du tit. 26. de la même Ordonnance , porte que si les Arrêts rendus sur l'appel d'une Sentence portent condamnation de peine afflictive , les condamnés seront renvoyés sur les lieux sous bonne & sûre garde , pour y être exécutés , s'il n'est autrement ordonné par les Cours Souveraines pour des considérations particulières.

Cela est ainsi ordonné afin que les crimes soient punis dans le lieu où ils ont été commis.

EXECUTOIRE , c'est-à-dire , qu'on peut mettre à exécution ; ainsi on dit qu'une obligation est exécutoire , lorsqu'elle est passée sous le scel Royal , ou sous le scel authentique. *Voyez* Exécution parée.

EXECUTOIRE DE DEPENS , est une Lettre de parchemin , scellée du petit sceau , par laquelle il est mandé au premier Huissier ou Sergent , de contraindre les dénommés en icelle au paiement de la somme portée par la taxe de dépens.

Les exécutions de dépens adjugés par Sentence des Prévôts , Châtelains , Baillifs & Sénéchaux , sont intitulés du nom de ces Juges ; mais quand ils sont adjugés par Arrêts , ils sont intitulés par ces mots , *Loüis par la grace de Dieu , &c.*

Quand il y a contestation entre les Procureurs des parties pour raison de la taxe des dépens , on va à la Chambre pour y être réglé.

Lorsque l'exécutoire est levé, celui contre qui il est rendu peut en interjetter apel, parce que cet exécutoire n'est pas un Arrêt de la Cour, mais une commission signée par un Conseiller.

Cet apel ne s'instruit pas à l'ordinaire, on obtient à la Grand'Chambre un Arrêt de renvoi pardevant un Procureur de Communauté, pour en passer par son avis, qui dévient un Arrêt, parce que cet avis est reçu par forme d'apointment.

EXEMPTION, est un privilege qui dispense de la regle generale.

EXERCER, se dit des actions & procedures qu'un cessionnaire fait au nom de celui dont il est en place, & dont il exerce les droits.

EXHEDERATION, est une disposition par laquelle on exclut de sa succession ou de portion, celui à qui elle est dûë, & appartient par la Loy ou par la Coutume.

Suivant les Loix Romaines, l'exhederation ne peut être faite que par testament, parce que l'on ne peut instituer un ou plusieurs héritiers que par testament, par cette regle, *eadem est ratio & disciplina contrariorum*.

Il n'y a proprement que les enfans qui puissent être exheredés, parce qu'il n'y a qu'eux auxquels de plein droit la succession de leur pere appartient, des biens duquel ils sont reputés propriétaires de son vivant; en sorte que l'exhederation ne se dit pas des collateraux.

Selon nôtre Jurisprudence les enfans peuvent être exherédés pour juste cause, ou sans exherédation & sans cause, ils peuvent être réduits à leur légitime, mais sans exherédation on ne les sçauroit priver de leur légitime, on peut quelquefois au profit des petits enfans leur substituer leur légitime en cas de désordre & malversations dans leurs affaires.

Parmi nous l'exherédation a lieu quelquefois aussi en collateralle, pour priver par de justes causes les collateraux des biens qu'on ne leur peut ôter, selon la disposition de la Coutume.

Voyez touchant l'exherédation ce que nous avons dit sur le titre 13. du second Livre des Institutes où cette matiere est traitée amplement, tant par raport au Droit Romain, que par raport à nôtre Droit François.

EXHIBER, c'est représenter ou montrer quelques pièces, actes ou registres.

EXHIBITION DE PIECES, est la représentation que l'on en fait; ainsi l'exhibition d'une minute est la représentation que l'on en fait en Justice pour la vérifier & en faire l'examen.

Les actes judiciaires d'une Jurisdiction contre lesquels on s'est inscrit en faux, ne se doivent vérifier que par la représentation de la minute, & non par témoins.

Mais si la minute originale ne se pouvoit trouver à cause de la mort de celui qui l'auroit reçu, ou par incendie ou par quelqu'autre accident, celui qui produit l'acte pourroit en constater la verité par nombre suffisant de témoins, pourveu que ce soient gens d'honneur, au témoignage de qui on doit ajoûter foy, & que celui qui produit l'acte se purge par serment, qu'il n'y a aucun dol ni fraude de sa part.

Personne ne peut être contraint en Justice de représenter des pièces & titres qui soient contre ses propres intérêts.

EXIGIBLE, se dit d'une dette dont le payement est échû, & peut être valablement demandé.

EXIL, se prend quelquefois pour bannissement, mais ordinairement il se prend pour la rélévation qui est enjoite à quelqu'un par le Prince, au lieu que le bannissement se dit des condamnations faites en Justice. *Voyez* Rélevation.

EXOINE, est une espee de comparution qui se fait par un autre, quand celui qui est obligé de comparoir en personne devant le Juge, n'y peut pas venir pour cause de maladie, & en ce cas il envoie un homme qui affirme que celui qui ne comparoit pas est malade, & qu'il ne peut pas venir sans danger de sa personne, suivant le certificat des Medecins. Ce qu'on

appelle exoine, c'est-à-dire, *quasi non idoneus*.

On dit exoiner, pour dire excuser quelqu'un de ce qu'il ne comparoît pas en personne, lorsqu'on est porteur de son exoine.

L'usage de l'exoine s'est introduit par la raison que nul n'est tenu à l'impossible. Ainsi comme on ne peut comparoir par Procureur, quand on est assigné à comparoir en personne, si par maladie ou autre légitime empêchement on ne peut pas comparoir, le Juge doit recevoir l'exoine par Procureur, & ce Procureur ne fait qu'expliquer les raisons de l'absence de l'accusé; l'accusé qui se fait exoiner, doit constituer un Procureur *ad hoc*, & ensuite comparoir lui-même le plutôt qu'il pourra.

Toutes personnes ne sont pas capables d'exoiner un accusé, comme les Prêtres. Les femmes ne peuvent prendre la défense d'un autre en Justice, encore moins dans l'exoine qui est un office viril.

La cause d'exoine la plus ordinaire est celle qui est fondée sur la maladie de l'accusé, mais une legere incommodité n'est pas une cause suffisante. Outre la maladie de l'accusé, il y a encore d'autres causes légitimes d'exoine, comme la difficulté des chemins impraticables, les tempêtes & inondations des rivières, l'assistance nécessaire au Service du Prince. Papon liv. 24. tit. 5. Arrêt 9.

Celui qui exoine n'est point obligé de donner caution de représenter l'accusé, après que la cause de son exoine sera finie; tout son ministere est borné à l'excuser.

D'ailleurs si l'excuse est valable, il ne faut point de caution, puisque la cause de l'absence est légitime d'elle-même. Si l'exoine n'est pas admissible, la caution n'est pas plus nécessaire dans ce cas que dans l'autre; car on procede alors contre l'accusé par contumace.

L'effet de l'exoine est de surseoir à ce qui est fait à cause de l'absence, mais elle ne le détruit pas.

Voyez touchant les exoines ce qui en est dit dans le tit. 11. de l'Ordonnance de 1670.

EXPEDIENT, les causes qui se jugent par expédient sont les causes légères qui ne méritent pas d'être portées à l'Audience, & qui se terminent par l'avis d'un ancien Avocat, dont les parties conviennent; ainsi on peut dire qu'expédient est un arbitrage sommaire, auquel on renvoie les causes de légère discussion, c'est-à-dire, qu'on oblige les parties à en passer par l'avis d'un ancien Avocat.

Cette espèce de jugement rendu par l'avis des Avocats choisis par les parties, est rédigé par écrit, & enregistré au Greffe de la Cour, de manière qu'il est exécutoire sans appel, comme seroit un Arrêt.

EXPEDIER, signifie délivrer des actes tirés d'un dépôt public, comme quand on dit, faire expédier un Arrêt par le Greffier, faire expédier la grosse d'un contrat.

EXPERTS, sont gens versés dans l'art qui concerne le fait dont il est question entre les parties, comme sont les Jurés des Arts & Maîtrises, Arpenteurs, Mesureurs de terres, Experts, Charpentiers & Maçons.

Par les anciens Edits, il y a eu des Jurés-Experts créés en titre d'office, pour visites & rapports en matière de servitude, partages, toisés & autres Actes dépendans de l'Architecture & constructions des bâtimens.

Néanmoins on pouvoit toujours nommer des Bourgeois pour Experts, en cas de contestation entre le Bourgeois & l'Artisan; il ne pouvoit même être nommé pour tiers-Expert qu'un Bourgeois, en cas qu'un Artisan fût intéressé en son nom contre un Bourgeois, suivant l'art. 11. de l'Ordonnance de 1667. de crainte que les Gens du Métier étant commis pour tiers, ne favorisassent l'Artisan contre le Bourgeois, dans l'espérance que l'estimation qu'ils auroient faite, leur servît un jour de préjugé en pareil cas.

Mais depuis les Edits du mois de Mai & du mois de Juillet de l'année 1690. il n'a plus été permis de nommer pour Experts d'autres que ceux qui sont créés en titre d'Office.

L'Edit du mois de Mai 1690. porte création de cinquante Experts Jurés pour la Ville de Paris : sçavoir vingt-cinq Bourgeois ou Architectes , & vingt-cinq Entrepreneurs Maçons ou Maîtres Ouvriers. A l'égard des autres Villes, il y a six Jurés Experts où il y a Parlement , Chambre des Comptes , ou Cour des Aydes , trois dans celles où il y a Generalité , & autant dans celles où il y a Présidial.

Ceux de Paris peuvent être nommés tant dans la Prévôté & Vicomté , que dans les autres Villes & lieux du Royaume ; ceux des Villes où il y a Parlement , peuvent être nommés dans la Ville & dans le ressort du Parlement ; & ceux des autres Villes , chacun dans le lieu de leur établissement , & dans l'étendue de la Jurisdiction ordinaire.

L'Edit du mois de Juillet de la même année 1690. porte création de trois Experts Jurés dans chacune des Villes où il y a Bailliage , Senéchaussée , Viguerie , ou autre Siège ou Jurisdiction Royale , & d'un Greffier de l'Ecritoire dans chacune des mêmes Villes.

La fonction des Experts est de faire à l'exclusion de toutes autres personnes , toutes les visites , rapports des ouvrages , tant à l'amiable que par Justice , pour raison de partages , licitations , servitudes , alignemens , perils imminens , visites de carrieres , moulins à vent & à eaux , cours d'eaux & chaussées des moulins , terrasses & jardinages , toisés prisées , estimations de tous ouvrages de maçonnerie , charpenterie , couvertures , menuiserie , sculpture , peinture , dorure , marbre , ferrurerie , vitrerie , plomb , pavé , & autres ouvrages qui concernent les choses ci-dessus.

Défenses ont été faites à toutes autres personnes , sous quelque prétexte que ce soit , de faire aucuns rapports , visites & autres actes concernans les bâtimens & autres ouvrages , & aux parties de convenir en Justice pour Experts d'autres que ceux qui sont pourvus desdits Offices , sur les peines portées par l'Edit du mois de Mai 1690.

La retribution des Experts de Paris est réglée à six livres pour chaque vacation dans la Ville & Fauxbourgs , & à sept livres dix sols quand ils se transportent dans la banlieüe.

La retribution de tous les autres Experts Jurez est réglée à trois livres pour chacune vacation dans les Villes de leur établissement , & cinq livres quand ils se transportent hors les Ville & leur Banlieüe.

Quant aux Prifeurs , Arpenteurs , Mesureurs de terre , bois , vignes , il y en avoit aussi de créés par les anciens Edits ; mais celui du mois de Décembre de la même année 1690. porte suppression de leurs Offices , & joint leurs fonctions à celles des Jurés-Experts pour ne faire qu'un même Corps , à l'exception de la Ville de Paris , où par le même Edit il y a dix Arpenteurs Jurés-Prifeurs & Mesureurs.

Touchant la forme des jugemens qui ordonnent des visites & rapports d'Experts , Voyez l'art. 8. & les articles suivans du titre 21. de l'Ordonnance de 1667. avec les Remarques de Bornier.

EXPERT NOMME' D'OFFICE , est celui qui n'est point du choix des parties , mais qui a été nommé par le Juge.

Voyez ce que j'ai dit à ce sujet sur l'art. 184. de la Coutume de Paris , & Bornier sur l'art. 9. du tit. 21. de l'Ordonnance de 1667.

EXPILATION D'HEREDITE' , est la soustraction de quelque effet d'une hérédité jacente , c'est-à-dire , non appréhendée par l'héritier , encore faut-il que cette soustraction soit faite par un étranger qui a recelé quelque effet de l'hérédité d'autrui , dans laquelle il ne pouvoit rien prétendre à titre d'héritier.

Comme l'action de larcin , apellée en Droit *actio furti* , ne pouvoit pas avoir lieu pour raison de l'expilation d'hérédité , les Romains avoient introduit au lieu de cette action une poursuite extraordinaire contre ceux qui étoient coupables de ce crime.

Ce jugement n'étoit pas public mais privé , & celui

qui l'intentoit ne poursuivoit point la vengeance publique, mais seulement l'intérêt particulier qu'il avoit dans la chose.

Ce jugement qui avoit succédé à l'action de vol, étoit infamant, de même que l'action de vol étoit infamante. C'est pour cette raison que ce jugement ne pouvoit être intenté que contre ceux contre qui l'action de vol auroit pu être intentée, si l'hérédité n'eût pas été jacente, & qu'il y eût eu quelqu'un à qui la possession de quelque chose eût été interceptée.

Ainsi ce jugement n'avoit point lieu contre une femme qui avoit détourné quelques effets de l'hérédité de son mari, parce que pour raison d'un tel divertissement une femme n'est point tenue de l'action de vol, mais seulement de l'action appelée *actio rerum amotarum*, dont il est parlé au titre du Digeste & du Code *rerum amotarum*, laquelle action n'étoit point infamante.

Ce jugement peut être intenté par l'héritier qui a appréhendé la succession, & si plusieurs se sont portés héritiers du défunt, & qu'il n'y en ait eu qu'un qui ait intenté cette action, l'avantage qu'il en tire sert à tous les autres, parce que les biens de la succession étant communs à tous les héritiers par indivis, celui qui a fait une telle poursuite, est censé avoir fait une affaire qui ne lui étoit pas particulière, mais qui étoit commune à lui & à ses cohéritiers.

Il n'y a que celui qui a recelé quelque effet de l'hérédité d'autrui, dans laquelle il n'avoit point de part héréditaire, qui puisse être poursuivi par ce jugement, d'où il s'ensuit que ce jugement ne peut avoir lieu entre cohéritiers.

Les Loix Romaines n'avoient point établi de peine certaine contre ceux qui seroient convaincus d'avoir recelé quelque effet de la succession d'autrui; c'est pourquoi ce jugement étoit arbitraire, & le Juge pouvoit condamner ceux qui avoient commis ce délit à telle peine qu'il jugeoit à propos.

Après avoir expliqué les principes que nous donne

le Droit Romain sur cette matiere , voyons presentement ce qui s'observe parmi nous à cet égard.

Il n'y a parmi nous que les étrangers qui volent l'honneur qui puissent être poursuivis criminellement pour la restitution de ce qu'ils ont enlevé & soustrait d'une succession.

Ils sont condamnés aux dommages & intérêts envers l'héritier , & quant à la peine du délit , elle est arbitraire.

La procedure criminelle intentée contre les étrangers pour expilation d'hérédité est suivie de condamnation de restituer avec amende & dépens ; ce qui s'exécute par corps , attendu que cela procede d'un délit.

Quoique la peine de ce délit soit ordinairement pécuniaire , elle est cependant quelquefois afflictive , comme des galeres , du bannissement ou autre , ce qui dépend des circonstances & de l'arbitrage du Juge.

Ce délit est même puni de mort , quand la soustraction des effets d'une succession a été faite par des Domestiques.

La veuve qui a détourné les biens & effets de la succession , ne peut être pour l'ordinaire poursuivie que civilement , l'on informe des recellés & divertissemens contr'elle , mais les informations sont converties en enquêtes , & par le jugement qui intervient en consequence , elle est seulement privée de la part & portion qui lui seroit revenuë dans les effets par elle divertis.

Elle n'est condamnée en aucune amende envers le Roy pour le recelé ou pour le parjure par elle commis dans l'affirmation qu'elle a faite de n'avoir rien détourné de la succession de son mari , & cela ne lui ôte pas la répétition de sa dot ni de ses conventions matrimoniales.

Elle n'est pas pour cela privée de son droit de communauté dans les autres effets qui se sont trouvés dans la succession de son mari , il n'y a que ceux qui ont été par elle divertis qui sont adjugés pour le total aux héritiers ou créanciers du mari , demandeurs & poursuivans.

Il en est de même du mari qui a diverti des effets de la communauté.

A l'égard de l'héritier pur & simple qui a soustrait des effets de la succession du défunt, si d'autres que lui ont intérêt à la conservation des biens de la succession, il est privé du droit & de la part qui lui appartenait dans les biens & effets par lui détournés.

Pour ce qui est de l'héritier qui après avoir diverti les biens de la succession de son autorité privée, veut ensuite avoir recours au bénéfice d'inventaire, je tiens qu'il en doit être exclus : la raison est que c'est faire acte d'héritier que de détourner les effets d'une succession avant que l'inventaire des biens du défunt ait été fait.

Mais pour que cela ait lieu, il faut que la chose que l'héritier auroit soustraite fût de quelque valeur, car si c'étoit une tabatière ou quelque autre chose de peu de conséquence, cela ne le rendroit pas héritier pur & simple, & ne l'empêcheroit pas d'avoir recours au bénéfice d'inventaire.

EXPLOIT, est un acte par lequel quelqu'un est ajourné ou assigné pardevant un Juge compétant pour être condamné à payer ou donner au demandeur ce qu'il lui doit, ou faire exécuter ce qu'il lui a promis.

Ce terme exploit signifie généralement parlant toutes sortes d'actes qui se font par les Sergens, néanmoins il convient mieux à l'acte qu'on appelle adjournement. *Voyez* Adjournement.

EXPLOIT LIBELLE'. *Voyez* Libeller.

EXPLOITS ET AMENDES, sont les sommes auxquelles les particuliers sont condamnés par les Juges Royaux pour appels, contraventions aux Ordonnances & autres cas, & par les Officiers des Eaux & Forêts pour les délits commis dans les Forêts du Roy.

EXPLOITABLE, se dit de ce qui peut être saisi, exécuté & vendu par autorité de Justice.

EXPLOITER, c'est faire, agir & accomplir, ainsi exploiter une terre, c'est la cultiver & en percevoir les fruits.

Celui qui cultive une terre & en perçoit les fruits en son nom ; fait des actes de possesseur & de propriétaire.

EXPLOITER LE FIEF DU VASSAL, se dit du Seigneur qui jouit par ses mains du fief de son vassal qu'il a saisi faute de foy & hommage, dont il recueille les fruits pendant la saisie, comme auroit fait le vassal si son fief n'avoit pas été saisi par son Seigneur.

Voyez les articles 1. 7. 52. 56. 58. & 65. de la Coutume de Paris.

EXTRAIT D'UNE PIECE, est un sommaire qu'on en tire, ou du total ou d'un article. Pour s'éviter la peine & l'embarras d'en rapporter la teneur tout au long, on ne rapporte dans un extrait que ce qui est essentiel à l'affaire dont est question.

Par exemple, un legataire demande un titre qui justifie de son legs, on lui expédie un extrait du testament, & cet extrait ne contient précisément que ce qui concerne son legs.

L'extrait d'un procès est un abrégé qui comprend la datte & la substance des pièces & d'un procès.

EXTRAIT DE BAPTEME, DE MARIAGE ET DE SEPULTURE, sont des actes tirés des Registres destinés pour mettre tous les Baptêmes qui sont administrés, & tous les Mariages qui sont célébrés dans chaque Eglise, & aussi toutes les Sépultures qui s'y font.

Les extraits tirés de ces Registres & délivrés en bonne forme, font foy en Justice.

Ceux dont on se veut servir dans une autre Jurisdiction que celle du lieu d'où ils sont tirés, doivent être légalisés par le Juge Royal.

Quand on veut se servir d'un extrait Baptistaire pour les Ordres, la légalisation de l'Evêque suffit.

Il est défendu aux Notaires d'insérer dans les contrats ou obligations pour prêts, les déclarations de majorité & les extraits Baptistaires des enfans de famille.

EXTRAORDINAIRE. Par procedure extraordinaire on entend une procedure criminelle.

Ainsi quand on civilise une affaire, & qu'on reçoit les parties en procès ordinaire, on ajoute toujours, *sauf à reprendre l'extraordinaire, s'il y a lieu, c'est-à-dire, s'il survient quelque nouvelle preuve.*

F

FACTEUR, est pris en Droit pour celui qui est chargé d'une procuration qui lui donne pouvoir d'agir au nom d'un autre.

Mais dans l'usage c'est une espèce de Commis préposé à la vente de certaines marchandises & d'années; quoique la commission ne soit pas par écrit, c'est assez qu'il soit reconnu pour engager celui dont il est avoué, pourvu que ce soit pour les affaires du négoce dont il se mêle.

La minorité n'excuse pas le Facteur, & ne le dispense pas de payer.

FACTUM, est un mémoire qui contient sommairement le fait sur lequel contestation est intervenue entre les parties, avec les moyens sur lesquels on fonde sa prétention, & les réponses à la prétention & aux droits prétendus des parties adverses.

Pour empêcher que des parties ne se donnent la licence d'insérer dans leurs Factums des faits injurieux contre leurs adversaires, par Arrêts de la Cour du Parlement de Paris du 11. Août 1708. défenses sont faites à tous Imprimeurs & Libraires de Paris d'imprimer aucuns Factums; Requêtes ou Memoires, si les copies qu'on leur met entre les mains ne sont signées d'un Avocat ou d'un Procureur: enjoint ausdits Imprimeurs & Libraires de mettre leurs noms au commencement ou à la fin desdits Factums & Memoires qu'ils auront imprimé ou fait imprimer.

On fait souvent au Parlement de Paris signifier des Factums, mais ils n'entrent pas pour cela en taxe. Cette signification n'a point d'autre effet, si ce n'est que quand on rapporte l'affaire, le Rapporteur fait lecture du Factum qui a été signifié.

FACULTÉ, signifie le droit qu'on a de faire quelque chose. On dit la faculté de contracter & de s'obliger, la faculté de tester, &c.

FACULTÉ, signifie aussi quelquefois un droit particulier qu'on peut exercer en consequence de quelque privilege, ou de quelque convention. Lorsque la faculté est personnelle, elle ne passe point aux héritiers.

Ainsi la faculté accordée à la femme en cas de renonciation, de reprendre tout ce qu'elle aura apporté, ne passe point à ses héritiers, si cette même faculté ne leur est pas accordée expressément.

FACULTÉ DE REMERER, ou racheter, est une clause que les vendeurs aposent quelquefois dans les contrats de vente d'héritages, par laquelle ils stipulent qu'il leur sera permis de racheter l'héritage qu'ils vendent dans un certain tems, en rendant à l'acquéreur le même prix qu'ils en ont reçu.

Quelquefois la faculté de remerer est stipulée à perpétuité, & pour lors elle se prescrit par trente ans.

Touchant la faculté de remerer, Voyez ci-après remerer.

FACULTÉ, se dit quelquefois des Compagnies d'une Université. Il y a quatre Facultés qui composent l'Université de Paris; sçavoir la Faculté des Arts, qui comprend les Humanités & la Philosophie.

Elle est divisée en quatre Nations, la Nation de France, la Nation de Picardie, la Nation de Normandie, & la Nation d'Allemagne qui comprend toutes les Nations étrangères.

Les trois autres Facultés sont celles de Théologie, de Droit & de Medecine, qui sont appellées les trois Facultés superieures.

FAILLITE, est une espece de banqueroute causée par incendie, guerre, perte de vaisseau, ou autre accident imprévu, qui nous rend insolvable, sans qu'il y ait de nôtre faute, & sans soustraction frauduleuse de nos effets.

Ainsi la faillite est distinguée de celle qui est apel-

lée véritable banqueroute, qui est toujours frauduleuse *Voyez* Banqueroute.

FAIT. *Voyez* ci-après Question de fait ou de Droit.

FAIT D'AUTRUI, ne profite ni ne préjudicie à un tiers, *Res inter alios acta neque prodit alteri, neque nocet*. Ainsi le fils aîné renonçant à son droit d'aînesse en faveur de son troisième frère, ne peut préjudicier au second.

Pareillement le premier créancier qui consent que son hypothèque soit transmise au troisième créancier, ne préjudicie point au second qui succède en sa place & dévient le premier.

FAIT DE CHARGE, est une malversation ou une omission frauduleuse, ou une dette causée par une espèce de dépôt nécessaire en conséquence de la Charge, ou un fait valablement désavoué, dont est tenu un Officier qui n'a pas rempli comme il faut les devoirs de sa Charge, ou qui a excédé son pouvoir.

La réparation du dommage qui résulte d'un fait de Charge a un tel privilège sur l'Office de celui qui en est responsable, qu'elle est préférée à toute autre créance hypothécaire antérieure, & même privilégiée.

La foy publique fait donner cette préférence sur tous les autres créanciers de l'Officier. La Charge doit répondre spécialement des fautes de celui qui en est revêtu préférentiellement à tous créanciers, même à ceux qui lui ont prêté leur argent pour l'acquisition de sa Charge.

La raison est que ceux-ci ont contracté volontairement avec lui comme avec un simple particulier, au lieu que ceux à qui l'Officier doit pour fait de Charge, n'ont point contracté avec lui que par occasion de sa Charge, & sur la confiance qu'elle répondroit spécialement de tout ce qu'il pourroit faire mal à propos dans son ministère.

FAIT NEGATIF, est un fait que l'on nie. L'on ne doit pas être admis à faire preuve d'une chose que l'on nie purement & simplement, *quia per rerum na-*

turam factum negantis nulla probatio est.

Ainsi celui qui nie que celui qui prétend lui avoir prêté de l'argent , ne lui en a pas prêté , se retranche purement sur une négative dont la preuve est impossible.

Mais la preuve se peut faire d'une négative qui contient une affirmation , comme si celui que l'on prétend avoir été présent à un acte , nie que cela soit , & allègue que pendant tout le jour que l'on prétend que cet acte a été passé , il étoit dans un autre lieu , cette négative renferme en soi une allégation affirmative qui se peut prouver , *L. 14. Cod. de contrahenda & commir. stipulat.*

FAITS ET ARTICLES , sont ceux sur lesquels une partie fait en matière civile interroger la partie adverse. Ce qui arrive quand la connoissance de ces faits dépend le jugement de la cause ou différend en question.

Posons que les héritiers d'un défunt prétendent qu'un legs par lui fait à quelqu'un , seroit fait à condition secrète de le rendre à sa femme (ce qui est défendu par la disposition de nôtre Coutume) pour prouver ce fideicommiss tacite par des circonstances & faits intervenus entre le défunt & le légataire , ils peuvent demander que le légataire soit interrogé sur plusieurs faits & articles proposés , afin que par la confession d'iceux , ils puissent prouver que le legs n'a été fait au légataire , qu'à la charge de le rendre à la femme du défunt contre la prohibition de la Coutume. *Voyez Interrogatoire sur faits & articles.*

FAITS SECRETS , sont ceux qu'on donne en particulier & séparément au Juge pour être par lui proposés comme d'office , & qu'on ne signifie point à celui que l'on veut faire interroger sur faits & articles , de crainte qu'il n'étudie ses réponses.

On ne lui fait signifier que des faits vagues , & on met entre les mains du Juge commis qui doit procéder à l'interrogatoire , des faits secrets sur lesquels il l'interroge d'office , & de son propre mouvement.

C'est un innocent artifice que la Justice permet , & même une précaution que l'Ordonnance approuve , afin de parvenir plus sûrement à la connoissance de la vérité qui doit être la règle de tous les jugemens.

Voyez Interrogatoire sur faits & articles.

FAITS JUSTIFICATIFS, sont ceux qui peuvent servir à prouver l'innocence d'un accusé. Sur quoi *Voyez* le tit. 28. de l'Ordonnance de 1670.

Rien n'est si naturel que de défendre l'innocence , il est permis au Juge de faire la preuve d'office des faits qui peuvent contribuer à justifier l'accusé.

Ainsi lorsqu'il y a dans les réponses de l'accusé & dans les reproches par lui donnés contre les témoins qui lui ont été confrontés , des faits justificatifs , c'est-à-dire , pertinens de son innocence , le Juge doit le recevoir à en faire la preuve.

C'est même une maxime en matière criminelle, que ce qui peut servir à justifier un accusé , ne peut pas être rejeté par le Juge , même du consentement de l'accusé ; un tel consentement seroit un vrai trait de folie ou de désespoir , auquel le Juge ne devoit avoir aucun égard.

L'accusé après avoir dénié le crime , est recevable en tout état de cause avant le jugement définitif , à proposer des faits justificatifs , même dans l'interrogatoire sur la sellette , auquel cas ils doivent être reçus , pourvu qu'il n'y ait pas de preuves concluantes contre lui au procès.

Néanmoins les Juges , même ceux des Cours Souveraines , ne peuvent ordonner la preuve des faits justificatifs , ni entendre aucuns témoins pour y parvenir , qu'après la visite du procès , art. 1. du tit. 28. de l'Ordonnance de 1670. c'est-à-dire , que la preuve des faits justificatifs ne doit être admise que lorsqu'après les confrontations faites & parfaites , le Juge en voyant diligemment le procès , trouve que l'accusé a allégué des faits peremptoires , servans à sa décharge.

La raison est , que l'accusation doit précéder , &

qu'il seroit fort inutile que l'accusé s'engageât à faire les preuves des faits justificatifs, ou des reproches des témoins, s'il n'étoit point chargé par les informations & autres procédures faites contre lui.

L'accusé ne peut être admis à faire preuve d'aucuns faits justificatifs, que de ceux qui auront été choisis par les Juges, du nombre de ceux que l'accusé aura articulés dans les interrogatoires & confrontations, art. 2. du même tit. 28 de l'Ordonnance de 1670.

Mais entre les faits justificatifs, celui qui est appelé *l'alibi*, est très-peremptoire & très-pertinent, pourveu qu'il apparaisse que non seulement on n'a pas été dans le lieu où le crime a été commis, dans le tems qu'il a été fait, mais même qu'on en a été si éloigné, qu'il n'y a pas de vrai-semblance que l'accusé en soit coupable.

Comme on ne peut pas prouver un fait purement négatif, le Juge n'admet jamais l'accusé à faire preuve d'un tel fait. Voyez Fait négatif.

Les faits doivent être inferés dans le même jugement qui en ordonne la preuve, suivant l'art. 3. du même titre.

Ce jugement doit être prononcé incessamment à l'accusé par le Juge, au plus tard dans 24. heures.

En conséquence l'accusé doit être interpellé de nommer les témoins par lesquels il entend justifier les faits qui vont à sa décharge.

Il le doit faire sur le champ, autrement il n'y seroit plus recevable, suivant l'art. 4.

L'accusé pour la preuve de ses faits justificatifs, se peut aider des domestiques, parens, & même des témoins qui lui ont été confrontés, & contre qui il a fourni des reproches, sans pour cela se départir de ces mêmes reproches.

Après que l'accusé a nommé une fois des témoins, il ne peut plus en nommer d'autres, & il ne peut point être élargi pendant l'instruction de la preuve des faits justificatifs.

Les témoins qui sont nommés par l'accusé pour la preuve de ses faits justificatifs, doivent être assignés à la requête du Procureur du Roy, ou de celui du Seigneur, & ils sont ouïs d'office par le Juge.

C'est aux frais de l'accusé que se doit faire la preuve, s'il est en état de le faire, auquel cas il doit consigner au Greffe la somme qui sera ordonnée par le Juge.

Mais s'il n'est pas en état de le faire, les frais de la preuve des faits justificatifs doivent être avancés par la partie civile, s'il y en a, & s'il n'y en a point, par le Procureur du Roy ou par les Engagistes des Domaines du Roy, ou par les Seigneurs Hauts-Justiciers, chacun à son égard, suivant l'art. 7.

L'enquête étant achevée doit être communiquée aux Procureurs du Roy ou des Seigneurs pour donner leurs conclusions, & à la partie civile, s'il y en a, & doit être jointe au procès, suivant l'art. 8.

Les Parties peuvent donner leurs requêtes sur le fait de l'enquête & y ajouter telles pièces qu'elles aviseront, à la charge de les faire signifier respectivement & d'en bailler copie, sans que pour raison de ce il soit besoin de prendre aucun reglement, ni de faire une plus ample instruction.

FAITS NOUVEAUX, sont ceux qui n'ont pas encore été allegués au procès, & dont une partie demande à faire preuve.

Quand on veut articuler quelques faits nouveaux qu'on croit décisifs, on doit les proposer par une simple requête, & demander qu'en cas que la partie adverse les dénie, on donne acte au suppliant de l'offre qu'il fait d'en faire preuve, tant par titre que par témoins dans le tems qu'il plaira au Juge ordonner.

Cette requête étant signifiée & jointe au procès, le défendeur y peut répondre par une autre requête, par laquelle contre les faits allegués par la partie adverse, il opose ce qu'il juge le plus à propos pour les détruire, ensuite il conclut à ce qu'il lui soit donné acte de ce qu'il emploie pour réponse le contenu en sa requête.

Quand les faits sont niés par le défendeur, le Juge ordonne que les parties en informeront.

En consequence de cet apointment à informer, on fait les mêmes procédures qui se pratiquent dans les autres enquêtes.

FAITS DU PRINCE. La regle est que soit dans les acquisitions de biens du Domaine, ou des rentes sur l'Hôtel de Ville, ceux de qui on les tient ne sont point tenus des faits du Prince, à moins qu'ils n'en aient promis la garantie.

FALCIDIE. Voyez Quarte Falcidie.

FALCIFIER, c'est ajouter à une pièce, ou en retrancher quelque chose au préjudice d'un tiers.

FAMILLE, est l'assemblage de plusieurs personnes qui vivent sous un même chef & sous sa dépendance.

Ce chef est appelé pere de famille, & a le gouvernement de ceux qui dépendent de lui, qui sont ses fils & filles de famille.

FAMILLE, se prend encore pour les personnes qui étant issues d'une souche commune, sont unies ensemble par le lien de la parenté.

FAVEUR DES CONTRATS DE MARIAGE, est une prérogative toute particuliere qui les fait regarder comme la loy des familles, à laquelle les Loix mêmes ne touchent point, à moins qu'il ne s'y rencontre quelque clause contre les bonnes mœurs.

Ainsi les contrats de mariage sont susceptibles de toutes sortes de clauses, non seulement de toutes celles qui peuvent être insérées dans les autres contrats, mais encore de celles qui ne seroient pas admises dans d'autres actes, soit pour être contre les dispositions précises des Coutumes & des Loix, soit pour être contre les principes mêmes, pourveu que telles clauses ne soient pas contre les bonnes mœurs.

On change dans les contrats de mariage la nature des biens par des ameublissements & des stipulations de propres.

On y transfere la succession aux héritiers les plus éloignés.

On y déroge aux Coutumes , & c'est pour cette raison que M. Charles du Moulin sur l'art. 161. de la Coutume de Paris qui portoit que *donner & retenir ne vaut* , ajoute que *cela est bon contre les fraudes , partant n'a lieu es traités de mariage.*

On peut donner par contrat de mariage à des personnes qui ne sont pas encore au monde.

On y peut faire des donations valables sans qu'elles aient besoin d'être acceptées. Les donations qui y sont faites par les peres & meres à leurs enfans ne sont point sujettes à insinuation.

Les conventions qui sont stipulées emportent hypothèque legale sans être sujettes à aucunes formalités , même en Pays de nantissement.

On peut stipuler par contrat de mariage une communauté , quoiqu'en Pays de Droit écrit , & stipuler dans les Pays Coutumiers qu'il n'y aura point de communauté.

On peut par contrat de mariage faire institutions contractuelles , tant en Pays Coutumier qu'en Pays de Droit écrit , comme nous avons dit *verbo* Institution contractuelle.

Les renonciations des enfans aux successions futures de leurs peres & de leurs meres faites par contrat de mariage , sont valables , & on prive ainsi les enfans de ce qui leur est plutôt dû par la Loy de la nature que par le droit positif.

Toute cette faveur est fondée sur deux raisons. La premiere , qu'on ne peut trop favoriser un contrat qui est le soutien d'un Etat , l'appui des familles & le lien de la société civile.

La seconde , que le mariage ne pouvant se retracter , il ne seroit pas juste de donner atteinte aux conditions sans lesquelles il n'auroit pas été fait.

FAUSSAIRE , est celui qui fait des actes faux , ou qui les altere , sur quoi voyez ce qui est dit ici *verbo* Faux.

FAUSSETE' , est le déguisement de la verité ,

ou l'alteration d'une chose vraie. *Voyez Faux.*

FAUSSE MONNOYE, est une espèce de fausseté qui offense la Majesté du Prince.

Non seulement ceux qui fabriquent la fausse monnoye sont coupables de ce crime, mais encore ceux qui alterent la bonne en la rognant ou en la diminuant par des eaux fortes, comme aussi ceux qui exposent la fausse monnoye en public, de concert avec les Faux Monnoyeurs, ou qui leur prêtent leurs maisons pour la fabrication de la fausse monnoye.

Ce crime est capital, & par conséquent confisque le corps & les biens dans les Provinces où la confiscation des biens a lieu, & dans les autres le crime de la fausse monnoye est excepté de la regle, comme étant une espèce de crime de leze-Majesté.

Bien plus, la maison où a été fabriquée la fausse monnoye est confisquée sur le propriétaire qui en ayant eu connoissance, ne l'a pas empêché ni dénoncé en Justice.

FAUTE, est une ignorance ou une impéritie, il y en a de trois sortes; sçavoir la lourde faute, la legere & la faute très-legere.

Voyez ce que j'en ai dit dans la Traduction des infinitutes sur le titre 14. du troisième Livre, & sur le titre 4. du quatrième Livre.

FAUX, le crime de faux est une supposition frauduleuse pour détruire, alterer ou obscurcir la verité.

Le faux se commet ou contre le Roy ou contre le public, ou contre les particuliers.

Il se commet contre le Roy par les fausses fabrications, alterations, corruptions, déguisemens de monnoyes, les falsifications des Patentes & autres Lettres de Sa Majesté & de ses Sceaux.

Il se commet contre le public par le faux poids & les fausses mesures.

Il se commet contre les particuliers par les faux témoignages, les faux contrats, les fausses écritures & signatures, & l'alteration qui s'y rencontre.

Le faux se commet par paroles, par écritures & par fait.

Par paroles, en faisant de faux sermens en Justice, pour se faire décharger d'une demande, ou en portant un faux témoignage. La peine de ce crime est arbitraire dans ce Royaume.

Par écritures, en fabriquant de fausses obligations, contrats ou billets, ou bien en falsifiant des écritures vraies, en faisant des additions ou soustractions de feuillets, de lignes, ou de mots, ou en changeant les noms des personnes; ou les dates d'un acte.

Ce faux est ordinairement puni ou du bannissement, ou de la confiscation de tous biens, & quelquefois de mort, quand il est commis par un Notaire ou autre Officier dans l'exercice de sa Charge.

Pour ce qui est de la procédure qui s'observe quand on se veut pourvoir contre une obligation, ou contre une autre piece qu'on prétend fausse, Voyez ci-après Inscription de faux, où nous avons aussi expliqué par quel tems le crime de faux se prescrit.

Le faux se commet par faits, I°. En vendant à faux poids ou à fausse mesure. Sur quoi il faut observer qu'on fait sommairement le procès à ceux qui sont coupables de ce crime, & cela sur le rapport des Commissaires ou autres Officiers, ou des Jurés du métier qui sont saisis des faux poids ou des fausses mesures; ce qui sert de conviction contre ceux à qui on les a trouvées.

La punition de ce crime n'est le plus souvent que pecuniaire pour la premiere fois; mais en cas de recidive, elle pourroit être corporelle ou du bannissement, ou de l'interdiction du Commerce. Ce qui dépend des circonstances, & ce qui est à l'arbitrage des Juges de Police qui connoissent de ces sortes de choses.

II°. En faisant de fausses clefs, Ce qui merite peine de mort en la personne d'un serrurier.

III°. En changeant de nom par fraude & dans le dessein de faire tort à quelqu'un. Crime dont la peine est arbitraire.

On qualifie encore de crime de faux la supposition de part, le crime de fausse monnoye, & le stellionnat que commet celui qui vend une même chose à plusieurs personnes ; mais comme nous en avons parlé ailleurs, nous n'en dirons rien ici.

Au reste, il y a deux manieres de se pourvoir contre une obligation, ou autre piece que l'on prétend fausse ; sçavoir le faux principal & le faux incident.

FAUX PRINCIPAL, est celui qui s'intente directement contre un particulier, avec lequel on n'est point en procès, & qui a pardevers lui une obligation ou une piece que nous prétendons fausse, dont il pourroit se servir contre nous.

Le faux principal commence par une dénonciation, ou par une plainte, & s'instruit comme les autres poursuites criminelles par informations, interrogatoires & recollemens, &c.

Les plaintes du crime de faux se font ou par requête, ou par procès verbal, sur quoi intervient un jugement, portant permission d'informer du crime de faux.

Les informations se font tant par témoins que par Experts qui sont nommés d'office par le Juge dans le jugement qui porte permission d'informer.

En conséquence de ce jugement, les témoins qui ont connoissance du faux, doivent être assignés pour déposer, & l'information se fait à l'ordinaire.

Les pièces prétendues avoir été falsifiées, doivent être représentées au Juge pour dresser procès verbal de l'état desdites pieces : ensuite elles doivent être représentées aux témoins qui ont connoissance de la falsification.

Les autres procédures se font comme nous avons dit en la même forme & maniere que celles de tous les autres crimes.

FAUX INCIDENT, est celui qui s'intente incidemment dans le cours d'une procédure, soit que la cause soit d'Audiance ou appointée, à l'effet de dé-

truire & de faire déclarer fausse une piece dont la partie adverse prétend se servir dans la cause principale, sauf au Procureur du Roy à prendre telles conclusions qu'il avisera bon être pour la vengeance publique.

Le faux incident doit toujours être instruit avant que de juger, ni ouïr les témoins sur la cause principale, dont la poursuite & le jugement doivent être surcis jusqu'à ce que le faux ait été pleinement instruit, après quoi on peut juger le tout.

Touchant l'instruction du faux, tant principal, qu'incident, *Voyez* l'art. 5. & les suivans du tit. 8. de l'Ordonnance de 1670. & tout le tit. 9. de la même Ordonnance. *Voyez* aussi ci-après Inscription de faux.

FAUX FRAIS, sont les dépenses que les plaideurs font sans esperance de les retirer, d'autant qu'ils n'entrent point en taxe.

FAUX-SAUNAGE, est le crime de ceux qui font commerce de faux scel.

La peine de ce crime est celle des galeres pour les hommes, & du fôiet pour les femmes.

Voyez contrebande.

FAUX TEMOINS, sont ceux qui ont porté faux témoignage sur un fait, sur lequel ils ont été interrogés en Justice.

Ceux qui ont déposé faussement dans une affaire criminelle, où il y va de la vie pour l'accusé, sont condamnés à mort; mais si le crime dont il s'agit ne merite pas la mort, ou que l'affaire soit purement civile, ceux qui sont convaincus d'y avoir fait de fausses dépositions, sont punis de moindres peines, comme à faire amende honorable.

FEAL, est celui qui doit la foy & l'obéissance à quelqu'un en qualité de vassal.

Ce terme n'est gueres usité que dans les Lettres de Chancellerie que le Roy adresse à ses Officiers, qu'il appelle feaux. *A nos Amés & feaux les Gens tenans nôtre Cour de Parlement, &c.*

FELONIE, ou infidelité, déloyauté, forfait, est

une action violente & injurieuse du vassal envers son Seigneur, qui emporte confiscation du fief.

Le vassal est coupable de felonie quand malicieusement il met la main sur son Seigneur, qu'il le maltraite & outrage de paroles injurieuses, ou qu'il machine sa mort ou son déshonneur.

Felonie ne se peut commettre qu'envers le propriétaire du fief, & non pas envers l'usufruitier, si ce n'est à l'égard d'un Beneficier, auquel cas le fief ne se commet point au profit du Beneficier, mais au profit de son Eglise.

La peine de la felonie est (outre la perte du fief) la mort naturelle, les galeres, le bannissement, l'amende-honorable, ou simple amende, suivant l'atrocité de l'injure, ce qui dépend du fait & des circonstances, & aussi de la qualité du vassal & de celle du Seigneur.

Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 43. de la Coutume de Paris.

FELONIE DU SEIGNEUR ENVERS SON VASSAL, est un forfait & une déloyauté notable exercée par un Seigneur envers son vassal.

La superiorité qu'un Seigneur a sur son vassal, ne cause point l'impunité des violences & des outrages qu'un Seigneur exerce envers lui.

Cette déloyauté fait perdre au Seigneur son hommage & son droit de Suzerain qui retourne au Seigneur Suzerain de celui qui a commis la Felonie, & le vassal maltraité par son Seigneur est exempt & ses successeurs pour toujours de la Jurisdiction du Seigneur, & de lui payer les droits Seigneuriaux qui lui sont dûs. *Voyez* la Coutume de Bretagne, art. 649. 654. 661. & 662.

La preuve de la Felonie du Seigneur envers son vassal doit être faite par cinq témoins, personnes notables & sans reproche.

† **FEODAL**, se dit de tout ce qui concerne un fief, ainsi on dit droits féodaux, saisie féodale, retrait féodal.

FEMME

FEMME MARIÉE, est celle qui est sous la dépendance de son mari qu'elle a épousé en légitime mariage. Elle est obligée de le suivre, excepté en exil hors le Royaume. L'économie doit être son partage & sa principale occupation.

Si les Loix n'ont point apporté de remède à la dissipation que font quelques femmes, c'est parce que le mari étant le chef, c'est à lui à régler la dépense de sa maison, outre qu'en pays Coutumier il est le maître de la communauté; de sorte même qu'une femme ne peut s'obliger sans être de lui autorisée.

Pour ce qui est des mœurs, les Loix ont ordonné que la femme mariée pour fait de débauche prouvée, ou pour avoir quitté & abandonné son mari sans un juste sujet, seroit privée de la communauté, de son douaire, & autres conventions matrimoniales, & que pour fait de débauche elle seroit autenticquée. *Voyez* Autentiquer une femme.

FEMME MARIÉE EN PAYS COUTUMIER, ne peut pas s'obliger valablement sans être autorisée de son mari, autrement le contrat seroit nul tant à son égard qu'à l'égard de son mari, elle ne peut aussi sans son consentement ester en jugement, à moins qu'elle ne soit autorisée par Justice.

Mais une femme mariée peut tester & disposer de ses biens par dernière volonté, sans être autorisée de son mari.

La Coutume de Paris & plusieurs autres n'admettent que deux cas, dans lesquels la femme se peut valablement obliger sans l'autorité de son mari.

Le premier est, lorsqu'elle est séparée de biens, & la séparation exécutée; mais il faut que l'obligation qu'elle contracte ne soit qu'une simple obligation qui n'emporte point aliénation de ses immeubles.

Le second est, lorsque la femme mariée est Marchande publique, auquel cas, pour que l'obligation par elle contractée sans l'autorité de son mari soit valable, il faut qu'elle soit purement contractée pour le

fait du négoce distinct & séparé de celui de son mari, dont elle se mêle.

FEMME SEPARÉE, est celle qui en vertu d'un jugement, est séparée d'habitation & de biens d'avec son mari, ou qui n'est séparée de lui que de biens. Voyez Séparation.

En pays Coutumier la séparation ne diminuë rien de la puissance maritale ; si elle donne quelque pouvoir à la femme sur ses biens, ce n'est que pour l'administration : c'est pourquoi elle ne sçauroit aliéner ni s'obliger sans autorisation, non plus que si elle n'étoit point séparée.

Elle peut bien sans l'autorité de son mari, disposer de ses meubles, & du revenu de ses immeubles, en faire baux, donner quittance, même s'obliger pour sa nourriture & entretienement, mais non pas pour autre cause ; & même pour faire avec plus de sûreté les actes ci-dessus, il faut que la femme séparée soit autorisée par le Juge, au défaut de son mari, afin d'empêcher qu'on ne les puisse contester.

Cela dépend des circonstances & des sommes pour lesquelles la femme séparée se seroit obligée ; car si elle ne s'étoit obligée que jusqu'à la concurrence de ses meubles, & du revenu de ses immeubles, l'obligation vaudroit ; autrement elle seroit nulle, si elle étoit faite sans une autorisation expresse.

La femme séparée ne peut être considérée que comme une personne émancipée, qui peut bien jouir de ses revenus, & faire tout ce qui convient pour la conservation de son bien, mais non pas le dissiper, comme nous avons ci-devant dit *verbo* Autorisation générale.

Ainsi une femme séparée de biens & d'habitation d'avec son mari, ne pourroit pas aliéner ses immeubles, sans l'autorisation expresse dans le contrat d'aliénation, quand bien même par la Sentence de séparation renduë de leur commun consentement, le mari lui auroit baillé pouvoir general d'agir, de

jouir & de disposer de ses immeubles.

Mais le mari peut après la Sentence de séparation autoriser sa femme pour emprunter, recevoir, hypothéquer & aliéner, & il ne pourroit pas dans la suite révoquer une telle autorisation.

Enfin en Pays Coutumier une femme séparée d'avec son mari peut éster en jugement sans le consentement de son mari & sans être autorisée par Justice, pourveu que la séparation faite par Justice soit exécutée. *Voyez* ce que j'ay dit sur l'article 224. de la Coutume de Paris.

Voyez ci-après Séparation.

FEMME COMMUNE, est celle qui a droit en la communauté, soit en vertu de son contrat de mariage, soit en vertu de la Coutume quand le mariage a été célébré sans contrat dans un Pays où la communauté a lieu, *vi solius Consuetudinis*.

FEMME NON COMMUNE, est celle qui est mariée en Pays Coutumier, à condition qu'il n'y auroit point de communauté entre son mari & elle.

Quand le contrat porte qu'il n'y aura point de communauté, le mari ne laisse pas d'avoir en Pays Coutumier l'administration des biens de sa femme, de faire baux à ferme ou à loyer de ses immeubles, & de donner des quittances des revenus à elle appartenans par lui percûs, à moins qu'il ne soit stipulé qu'elle jouira de ses biens, qu'elle en aura l'administration, & que le mari l'a autorisée à cet effet, sans laquelle clause la femme non commune n'auroit pas ce droit.

Mais cette autorisation generale n'a que l'effet d'une séparation, comme nous avons dit ci-dessus *verbo* Autorisation generale.

FEMME AUTENTIQUE'E. *Voyez* Autentiquer.

FER MAILLE', est treillis dont les trous ne peuvent être que de quatre pouces en tous sens, & verre dormant est verre attaché, scellé en plâtre qu'on ne peut ouvrir. Coutume de Paris, art. 201. *Voyez* ce que j'ai dit sur cet article.

FERME, est une métairie ou un héritage consis-

tant en terres, prés, vignès ou bois que l'on fait valloir par un Fermier. *Voyez Bail à Ferme.*

FERMIER JUDICIAIRE, est celui à qui un bail judiciaire a été adjugé par autorité de Justice, d'une maison ou terre saisie réellement.

Il est fait défenses aux Procureurs, leurs Clercs & aux Commis du Commissaire aux saisies réelles de prendre aucuns baux judiciaires des biens saisis réellement, à peine de punition, ensemble aux mineurs & aux septuagenaires. *Voyez l'Arrêt de Reglement du Parlement du 3. Septembre 1690.*

Le poursuivant criées ne peut pas non plus être Fermier judiciaire ni caution du bail, parce que l'ayant à bas prix, il pourroit avoir intérêt de ne pas poursuivre. D'ailleurs c'est lui qui doit veiller aux dégradations, & contester les réparations du Fermier, & s'il étoit lui-même le Fermier il pourroit tout consommer, n'ayant point de contradicteur ni d'inspecteur sur sa conduite.

Le Fermier judiciaire est obligé avant que d'entrer en jouissance de donner bonne & suffisante caution du prix du bail.

Celui qui est adjudicataire & sa caution sont contrainables par corps, comme dépositaires de biens de Justice; d'où il s'ensuit qu'une femme ne peut être preneur ni caution d'un bail judiciaire, non plus que gardienne des meubles saisis & exécutés.

Le Fermier judiciaire d'une terre a droit d'en percevoir tous les droits utiles.

Pour ce qui est des droits honorifiques qui sont attachés à la personne du Patron ou du Seigneur Haut-Justicier à cause de la terre, ils ne peuvent point appartenir au Fermier judiciaire.

De ce principe, il s'ensuit qu'un Fermier judiciaire ne peut chasser ni faire chasser sur les terres mentionnées dans son bail, parce que le droit de chasse est un droit honorifique attaché à la personne des Seigneurs. Ainsi le Fermier judiciaire qui n'a que les droits utiles

peut seulement fureter dans une garenne , en cas qu'il y en ait une comprise dans le bail.

Voyez Bail judiciaire. *Voyez* Réparation.

FESTES. *Voyez* Jour de Fêtes.

FEUILLE , est la minute du Greffier , ou le pluriel qu'il écrit à l'Audiance.

FEUILLE , se prend aussi pour l'âge des bois & de leur coupe.

FEURS , signifie les frais faits pour la culture des terres , & pour la production des fruits.

Quelques-uns veulent que feurs sont les impenses , & que feurres sont les fumiers.

Quoiqu'il en soit , feurs se prend dans l'art. 59. de la Coutume de Paris pour les frais faits pour la culture de terres , en la jouissance desquelles le Seigneur entre par sa saisie féodale.

FIANÇAILLES , sont apellées par les Latins *sponsalia* , du verbe *spondeo* , qui signifie promettre.

Les François se sont servis d'un terme qui reçoit presque la même signification , tiré du mot *fido* , qui veut dire se fier ; ce qui suppose une promesse précédente. Ainsi on peut dire que fiançailles signifient la promesse mutuelle de se prendre pour mari & femme.

Les fiançailles sont de bienséance & d'usage , mais non pas de nécessité. Elles se peuvent contracter par toutes sortes de personnes qui peuvent donner leur consentement au mariage , pourveu qu'elles aient l'usage de raison , & qu'il n'y ait aucun empêchement au mariage.

Quoique les fiançailles se puissent contracter dans les maisons particulières , la coutume est de les célébrer en face d'Eglise , & d'y apporter toutes les solennités & cérémonies introduites , ou confirmées par l'Eglise.

Il y avoit autrefois des fiançailles ou des promesses de présent , qui ne différoient point du mariage , qu'en ce qu'elles n'étoient pas accompagnées de la bénédiction Sacerdotale.

Mais ces sortes de fiançailles ont été entièrement défendues par l'Ordonnance de Blois, art. 44.

FICTION, est une supposition que fait la Loy pour donner à une personne ou à un chose, une qualité qui ne lui est pas naturelle, pour établir en conséquence une certaine disposition, laquelle sans la fiction repugneroit à la raison & à la vérité.

Les fictions ne sont introduites que pour la facilité & l'avantage de la société civile. Comme elles operent les mêmes effets que la vérité, elles doivent l'imiter, & ne rien présenter à l'esprit qui soit contraire à la vrai-semblance.

Les fictions ayant été introduites pour faire admettre un droit particulier contre les regles ordinaires, elles sont restraintes dans leur cas particulier.

Elles ne s'étendent point d'un cas à un autre, elles n'operent qu'entre les personnes & pour les cas qui sont exprimés dans la Loy, ou compris dans la stipulation. Par exemple, la simple stipulation de propre au profit de la future épouse seulement, empêche que les deniers qu'elle a aporté en dot, ne tombent dans la communauté; mais si-tôt que cette fiction a eu son effet, ils retournent à leur premiere nature de meubles.

Il faut dire aussi que les deniers stipulés propres sont une dette purement mobilière, parce que la fiction de propre n'est point pour les débiteurs de ces deniers stipulés propres, & que les fictions de propres ne s'étendent point hors leur cas.

Voici un autre exemple qui justifie ce principe : les deniers provenans du rachat d'une rente, qui sont meubles, quand ils appartiennent à un mineur, sont réputés immeubles, mais cela n'a pas lieu à l'égard de ceux qui sont interdits de l'administration de leurs biens, parce que la Coutume ne l'a décidé qu'au cas des deniers provenans du rachat de rentes appartenans à un mineur.

FIDEICOMMIS, est une libéralité que nous exerçons envers quelqu'un par le ministère de nôtre

héritier , ou d'un autre qui reçoit quelque avantage de nôtre dernière volonté.

Un testateur peut charger son héritier de rendre à quelqu'un après sa mort sa succession ou partie d'icelle, ou certaine chose particulière, comme un tel fond ; au premier cas, c'est un fideicommis universel ; au deuxième, c'est un fideicommis particulier. *Voyez* ce que j'ai dit des fideicommis dans ma traduction des *Institutes* sur les tit. 23. & 24. du second Livre.

FIDEICOMMIS TACITE, est une libéralité que nous exerçons envers une personne prohibée par le ministère d'une personne qui ne l'est pas. *Voyez* ci-dessus *Avantage*.

FIDEJUSSEUR, est celui qui s'oblige pour un autre, promettant de payer pour lui en cas qu'il ne satisfasse pas à son créancier : de manière que le principal débiteur demeure toujours obligé : d'où il s'ensuit que l'obligation du fidéjusseur n'éteint pas celle du principal débiteur, & qu'au contraire, l'obligation du fidéjusseur n'étant qu'accessoire, est éteinte à l'instant que l'est celle du principal débiteur.

Les fidéjusseurs qui en s'obligeant pour le principal débiteur, n'ont point renoncé au bénéfice de discussion, ne peuvent être contraints de payer, que discussion ne soit préalablement faite des biens du principal obligé.

Mais ordinairement on les fait renoncer, tant entr'eux, s'ils sont plusieurs, au bénéfice d'ordre, division & discussion, qu'à l'égard du principal obligé ; en sorte qu'ils deviennent par-là coobligés solidairement à la dette.

Voyez touchant les fidéjusseurs ce que nous en avons dit dans la nouvelle traduction des *Institutes* au Livre troisième, tit. 21 :

FIDEJUSSION, est une obligation accessoire, par laquelle un fidéjusseur s'oblige pour un autre sans novation, c'est-à-dire, sans que le principal obligé soit libéré.

Ainsi au moyen de la fidéjussion le créancier a deux personnes obligées : sçavoir le principal débiteur & le fidéjussur.

La fidéjussion n'étant qu'une obligation accessoire , elle suit le sort de l'obligation principale ; ainsi dès que la principale est éteinte , celle du fidéjussur l'est aussi.

Par la même raison toutes les exceptions qui peuvent servir au principal obligé , servent aussi au fidéjussur.

Il n'y a que les exceptions purement personnelles & inhérentes à la personne du principal obligé , dont le fidéjussur ne puisse pas se servir.

Par exemple , quoique le créancier n'ait point d'action contre le débiteur qui a fait cession de biens , néanmoins il peut valablement agir contre le fidéjussur.

Voyez ce que nous avons dit dans la nouvelle traduction des Institutes au Liv. 3. tit. 21.

FIDELITÉ , est en matiere de fiefs , la foy & hommage que les vassaux rendent à leurs Seigneurs.

Autrefois les vassaux prêtoient aux Seigneurs dont ils relevoient , le serment de fidélité ; mais depuis qu'ils ont cessé d'être leurs Souverains , n'y ayant en France que le Roy qui en ait le titre & les droits , ce serment est devenu inutile , parce qu'il ne se pouvoit garder ni exécuter ; on a seulement retenu la foy & hommage , qui n'est proprement qu'un devoir respectueux , & une soumission à laquelle nos Coûtumes ont voulu assujettir les vassaux envers leurs Seigneurs.

Quand nos Coûtumes parlent des sermens de fidélité , elles ne doivent donc s'entendre que de la foy & hommage , laquelle se rend sans prestation de serment.

Cependant si l'on prenoit le mot d'hommage dans sa propre signification , il auroit bien plus d'énergie que celui de fidélité , comme nous avons remarqué , *verbo* Hommage.

FIEF , est un héritage tenu du Roy ou d'autre Seigneur à foy & hommage , & à la charge de quelqu'autres droits ; celui qui le possède est appellé vassal , & celui de qui l'héritage relève est appellé Seigneur.

Ainsi le Seigneur de l'héritage se réserve la propriété directe, & transfere seulement au vassal la propriété utile, à la charge de la fidélité & de quelques droits & redevances.

Les fiefs autrefois étoient apellés benefices & ne se donnoient qu'à vie, & même quelquefois pour un certain tems ; ainsi après ce tems ou après la mort du vassal les fiefs retournoient de plein droit au Seigneur.

Sous Charles VII. les fiefs devinrent héréditaires, mais non pas de commerce, de sorte qu'on y pouvoit succéder, mais on ne les pouvoit vendre sans l'agrément du Seigneur, & quand la vente en avoit été faite autrement, il y avoit lieu à la commise ; ce qui les rendoit tous fiefs de danger, comme il y a encore aujourd'hui dans quelques Coutumes.

Dans les premiers tems qu'on admit la succession dans les fiefs, ce ne fut que pour les grands fiefs auxquels les enfans mâles seulement pouvoient succéder ; ensuite on admit les freres du défunt qui étoient descendus du premier vassal investi.

Les filles y furent peu après admises avec les freres du vassal. Enfin ils sont devenus tout-à-fait héréditaires, mais ce n'a été que depuis Charles VII. que les fiefs sont devenus de commerce, & que ceux qui les possédoient ont pû les aliéner & en disposer à leur volonté.

Comme les Seigneurs virent que les fiefs devenant tout-à-fait héréditaires & dans le commerce, ils perdroient l'esperance du retour, ils se sont réservés, outre la foy & hommage, des droits utiles sur les fiefs dépendans d'eux, à chaque mutation, pour l'investiture qu'ils en donnoient au nouveau vassal. Si bien que ces droits ont été par eux introduits, comme le prix de la permission qu'ils accorderoient à leurs vassaux de les vendre ou de pouvoir les faire passer par droit de succession à leurs collatéraux.

Voilà ce qui fait qu'aujourd'hui les droits de fiefs qui appartiennent aux Seigneurs sur les fiefs dépendans de leur Seigneurie, sont de deux sortes ; sçavoir les

droits honorifiques, comme est la foy & hommage, & les droits utiles qui consistent dans quelque émolument ou dans quelque avantage que les Seigneurs retirent des fiefs qui relevent du leur.

Ces droits utiles sont ordinaires ou extraordinaires.

Les droits ordinaires dans la Coutume de Paris & dans plusieurs autres, sont le relief & le quint dont nous avons parlé en leur lieu.

Les droits extraordinaires de fiefs sont ceux qui ne sont pas attribués à tous Seigneurs, mais qui n'appartiennent qu'à quelques-uns en vertu d'un titre & d'une convention particuliere.

Il y a trois sortes de droits Seigneuriaux extraordinaires dans la Coutume de Paris: sçavoir droit de moulin, four ou pressoir bannal, droit de corvées & droit de colombier à pied.

Un Seigneur ne peut sans un titre par écrit, aveu & dénombrement, ou déclaration & reconnoissance, contraindre ses tenanciers aux droits extraordinaires, quelque tems qu'il en ait joüi, parce que nulle servitude sans titre, & ce titre pour être valable doit être passé avec tous les interessés, & ce 25. ans avant la reformation de la Coutume de Paris qui fut faite en 1580.

Tous les fiefs étoient autrefois apellés *francs-fiefs*, ou *fiefs francs*, à cause de la franchise & des prérogatives qui y étoient unies, dont joüissoient ceux qui les possédoient.

Quoique les fiefs n'ayent jamais annobli les roturiers qui les possédoient, néanmoins ils les affranchissoient, ou leur communiquoient leurs franchises, tant qu'ils y étoient levans & couchans; ainsi le roturier qui possédoit un fief étoit réputé franc-homme, tant qu'il y levoit & qu'il y couchoit, c'est-à-dire, tant qu'il y demouroit.

Au reste, pour que des roturiers puissent posséder des fiefs, ils sont tenus de payer au Roy une certaine finance qu'on appelle droit de francs-fiefs.

Il y a eu autrefois plusieurs différentes sortes de

fiefs, dont plusieurs subsistent encore aujourd'hui. Les uns étoient apellés militaires, & les autres civils. Les premiers ne se donnoient qu'aux gens d'armées ; Les civils se donnoient à toute sorte de personnes Clercs ou Laïques.

On distinguoit encore les fiefs purs, ou fiefs d'honneur, qui ne devoient que la foy & hommage, & les fiefs conditionnés, qui outre la foy & hommage, devoient des redevances écrites dans l'inféodation.

Il y avoit autrefois, comme il y a encore aujourd'hui, des fiefs de dignité, & d'autres qui sont purement fiefs. Les fiefs de dignité sont les Duchés, Comtés, Marquisats & Principautés, & autres qui ont une dignité annexe. Les autres fiefs qui n'ont point de dignité annexée, sont purement apellés fiefs.

On distingue encore les fiefs en fiefs simples & en fiefs liges.

FIEF SIMPLE, est celui pour raison duquel il n'est dû par le vassal que la foy & hommage au Seigneur duquel il relève, sans autres devoirs personnels & militaires, mais seulement à la charge de certaines redevances ou prestations, au lieu desdits services.

FIEF LIGE, est celui pour raison duquel outre la foy & hommage, & plusieurs autres devoirs personnels, le vassal est obligé d'aller lui-même à la guerre, & de s'acquiter en personne des services militaires dûs au Seigneur féodal.

Ce fief est apellé fief de corps, parce que le vassal s'oblige en faisant la foy & hommage à son Seigneur, de le servir & défendre envers & contre tous jusqu'à la mort, sans exception de personnes, en y obligeant tous ses biens.

Le mot *lige* vient du mot Latin *ligatus*, c'est-à-dire, homme lié, & qui est étroitement obligé & engagé.

L'hommage lige ne peut être dû qu'aux Souverains, c'est pourquoi quand il est rendu aux Ducs & autres grands Seigneurs, il faut excepter le Roy.

Comme aujourd'hui les guerres privées sont défen-

duës dans le Royaume, les hommages liges n'ont pas plus d'effet que les simples. Ainsi il n'y a proprement que le Roy en France à qui on fasse hommage lige.

FIEF DOMINANT, est celui duquel un autre fief relève. Il n'est dit dominant que par raport à celui qui relève de lui, & il peut être servant à l'égard d'un autre.

FIEF SERVANT, est celui qui relève & dépend d'un autre en foy & hommage, & pour lequel le propriétaire est obligé à la foy & hommage envers le propriétaire du fief duquel il est mouvant.

FIEF SUZERAIN, FIEF MEDIAT ET ARRIERE-FIEF, Comme un fief servant à l'égard d'un fief peut être dominant à l'égard d'un autre, ou au contraire, on distingue à ce sujet trois sortes de fiefs; sçavoir le suzerain, le mediat & l'arrière-fief. Le suzerain est celui de qui relève un fief & un arrière-fief. Le mediat est celui de qui relève un fief, & qui relève d'un autre, & l'arrière-fief est celui qui relève d'un fief qui relève d'un autre; ainsi tout fief qui dépend d'un autre, est appelé arrière-fief à l'égard du fief dominant duquel il relève médiatement.

Le fief & l'arrière-fief sont deux relatifs, ou deux extrêmes en termes de relation qui ont, comme le dit un Auteur moderne, leur raport & leur aspect mutuel & reciproque; en sorte que l'un ne peut être sans l'autre, & que l'un se connoît & s'explique par l'autre, le fief dominant & le servant; & quand il y a plusieurs fiefs mouvans d'un même Seigneur, chaque arrière-fief fait une relation diverse, parce que le fief dominant est pris plusieurs fois comme un point au centre du cercle, qui se prend autant de fois qu'on tire de lignes de ce point à la circonference.

FIEF COUVERT, est un fief pour lequel le propriétaire a fait la foy & hommage au Seigneur duquel il relève.

Au contraire le fief ouvert est quand il n'y a point

de vassal au fief, ou quand le propriétaire n'a pas rendu ses devoirs au Seigneur, en vertu de quoi le Seigneur peut saisir le fief ouvert, & en faire les fruits siens en pure perte du vassal saisi.

FIEF EN L'AIR, est un fief qui ne consiste qu'en une censive, le domaine du fief ayant été entièrement aliéné d'une autre personne.

Avant la reformation de la Coutume de Paris, il étoit permis à un vassal d'aliéner toutes les terres de son fief, & s'en retenir un droit domanial & Seigneurial, comme le cens avec retention de foy, de sorte que tel fief consistoit dans le cens qui étoit retenu par le vassal, pour lequel il rendoit la foy & hommage à son Seigneur.

Mais par l'art. 51. de la nouvelle Coutume de Paris, il est défendu aux vassaux d'aliéner plus des deux tiers de leurs fiefs, sans démission de foy, afin d'empêcher par ce moyen que les véritables fiefs ne deviennent des fiefs en l'air & incorporels, & qui ne soient d'aucun ou de peu de revenu au vassal, appelé autrement fiefs volans.

Cependant ces fiefs en l'air sont encore en usage dans quelques Coutumes, il y en a même aujourd'hui plusieurs dans la Ville de Paris, qui ont été érigés avant la reformation de la Coutume.

FIEF DE DANGER, est celui dont le nouvel acquereur ne peut prendre possession, sans avoir auparavant fait la foy & hommage à son Seigneur.

Ce qui a lieu dans quelques Coutumes, dans lesquelles, quand un fief de telle nature est ouvert ou sans homme, si l'héritier ou Seigneur d'icelui en prend possession, sans avoir préalablement fait la foy & hommage à son Seigneur féodal, le fief est acquis par comise ou confiscation audit Seigneur.

FIEFS ET AUMÔNES, sont des dons & legs testamentaires faits par les Rois de France ou par autres Seigneurs qui ont possédé auparavant les héritages réunis au Domaine qui en sont chargés, lesquels dons &

nelle, c'est-à-dire, sous la puissance de leur pere ou ayeul paternel, comme nous avons dit dans la Traduction des institutes sur le titre 9. du premier Livre.

En Pays Coutumier où la puissance paternelle n'a pas lieu : par fils & filles de famille, on entend les enfans qui ne sont point mariés & qui vivent sous la dépendance de leur pere ou de leur mere.

Aussi quoique en Pays Coutumier la puissance paternelle ne soit pas reçüe, néanmoins les parens ont toujours une espece d'autorité sur leurs enfans qui ne sont pas établis.

C'est en vertu de cette autorité qu'ils sont en droit de les reprendre, & même d'implorer le pouvoir des Juges pour les faire enfermer lorsqu'ils s'écartent de leur devoir, qu'ils manquent au respect qui leur est dû, ou menent une vie scandaleuse.

C'est aussi en vertu de cette même autorité & du respect que les enfans doivent porter à leur pere & mere, que les Ordonnances Royaux défendent aux fils & filles de famille de se marier sans le consentement de leur pere & mere, à moins qu'ils n'ayent atteint un certain âge, sçavoir trente ans accomplis pour les fils de famille, & vingt-cinq ans accomplis pour les filles, encore faut-il qu'ils fassent à leur pere & mere les som-mations respectueuses requises en pareil cas, pour se mettre à l'abry de l'exherédation, comme nous avons dit dans la Traduction des Institutes sur le commencement du titre 10. du premier Livre.

FILS DE MAÎTRE, sont les enfans d'un pere qui a une qualité notoire & publique dans une profession ou art, soit liberal, soit mécanique.

Les avantages qu'ils ont lorsqu'ils embrassent la profession de leur pere, & les grandes facilités qu'ils trouvent à s'y avancer, leur ont fait de tout tems accorder plusieurs prérogatives qui sont regardées comme une voye sûre pour élever des sujets capables de parvenir à la perfection des Sciences & des beaux Arts.

FINAGE, c'est le ban & territoire d'une Justice & Seigneurie.

FINANCE, generalement parlant sont tous les deniers & revenus qui appartiennent au Roy; ils se divisent en ordinaires & extraordinaires.

Les ordinaires sont les revenus qui proviennent du Domaine du Roy.

Les extraordinaires sont ceux qui proviennent des Aydes, des Tailles, des Gabelles & autres impôts.

FINITO, est l'arrêté ou l'état final d'un compte.

FINS en general, signifient toutes sortes de demandes, exceptions & prétentions, comme quand on dit, à ces fins le demandeur ou le défendeur produit telle & telle pièce.

FINS DE NON RECEVOIR generalement parlant, sont toutes sortes d'exceptions peremptoires.

Mais dans un sens moins étendu, on entend par fins de non recevoir les exceptions, par lesquelles le défendeur, sans entrer dans les moyens du fond, prétend être mal assigné, & que le demandeur n'est pas recevable en sa demande, soit pour venir à tard & après que les prescriptions ont été acquises, soit pour n'avoir les qualités requises pour intenter la demande en question, comme à l'égard du tems, quand on demande plus de cinq années d'arrérages d'une rente constituée, & à l'égard de la qualité, quand une femme non autorisée de son mari intente quelque action.

FINS DE NON PROCEDER, sont les exceptions déclinatoires, en vertu desquelles on n'est point tenu de proceder sur une demande, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur icelles, c'est-à-dire, jusqu'à déni de renvoi, ou que si les exceptions sont admises, le Juge ait prononcé que la cause ne sera poursuivie que pardevant le Juge pardevant lequel le renvoi aura été accordé.

Ces exceptions se doivent proposer avant que d'avoir contesté au fond, après quoi elles ne sont plus admises. *Voyez* Exception déclinatoire.

FISC, vient du mot Latin *fiscus*, qui signifie un panier d'ozier, & parce qu'on s'en servoit pour mettre de l'argent, les Romains du tems des Empereurs ont appelé

apellé fisc le trésor du Prince pour le distinguer du trésor public qu'on apelloit *ararium*, à cause que l'on ne confondoit pas le trésor des Empereurs avec les deniers qui étoient destinés pour maintenir l'Etat. *Vinnius ad §. 9. Instit. 2. tit. 6.*

Ainsi le trésor affecté pour subvenir aux charges de l'Empire, étoit alors distingué de celui qui étoit destiné pour l'entretien du Prince.

Mais depuis que ces deux sortes de trésors ont été confondus ensemble, comme ils le sont en France sous le mot fisc, l'on a compris tous les deniers publics qui apartiennent au Prince.

Du tems que le trésor du Prince appellé fisc étoit distingué du trésor public appellé *ararium*, le fisc des Empereurs Romains étoit composé des biens des criminels, des successions caduques, de celles qui étoient laissées à des personnes indignes, des trésors trouvés, des amende & d'autres choses semblables qui sont exposées dans la Loy premiere *ff. de jure fisci.*

Le fisc avoit plusieurs privileges particuliers qui sont rapportés dans les titres du Digeste & du Code *de jure fisci.*

Dans ce Royaume suivant ce que nous venons de dire, nous apellons fisc tout ce qui est dû au Roy, à cause de sa Souveraineté, sous quelques noms & titres que ce soit, c'est-à-dire, les trésors du Prince, d'où vient que confisquer signifie attribuer ou mettre dans les trésors du Prince les biens d'un condamné pour cause de délit, ou bien adjuger quelque chose à ceux qui ont les droits du fisc.

Ainsi l'on confisque au profit des Traitans les marchandises qu'on veut faire passer en fraude sans payer les droits établis, parce qu'ils sont aux droits du Prince.

Il n'y a que le Prince Souverain qui ait le droit d'avoir un fisc, c'est-à-dire, une bourse & une épargne publique, dont il peut seul disposer à sa volonté, & pour raison du fisc il a des Officiers qu'on appelle Fiscaux

qui doivent veiller à la conservation des droits du Roy.

A l'égard des Seigneurs Justiciers, ils n'ont des Procureurs Fiscaux que parce que l'intérêt public est une dépendance de la Justice qui leur a été communiquée, & à cause des confiscations qui tournent à leur profit, il est nécessaire qu'ils aient un Officier pour veiller à leurs intérêts, & faire les requisitions convenables.

Le fisc jouit parmi nous des mêmes privilèges qu'avoit le fisc chez les Romains. *Voyez* Privilège du fisc.

Dans les poursuites des crimes, c'est toujours le fisc qui en fait les frais, quand il n'y a point de partie civile; de sorte même que quand il n'y a que le Procureur du Roy, ou le Procureur fiscal parties contre les accusés, quoique ces accusés soient convaincus du crime qu'on leur impute, néanmoins les Juges ne les peuvent point condamner aux dépens envers le Roy, ni envers les Seigneurs: *Quia Fiscus gratis semper laborat.*

D'ailleurs, comme il n'y a jamais de condamnation de dépens contre le Fisc quand il succombe, il est juste de ne lui en point adjuger, quand par le jugement ses conclusions sont adjugées.

FISCAL, se dit de tout ce qui concerne l'intérêt du Roy, du Seigneur particulier, ou des Communautés & des mineurs.

Mais à présent les Procureurs & Avocats Fiscaux se disent seulement de ceux qui tiennent la place des Procureurs & Avocats publics dans les Sièges subalternes; car dans les Présidiaux on les appelle Procureurs & Avocats du Roy, & dans les Cours Souveraines, Avocats & Procureurs Generaux.

FIXATION, se dit de la moderation que le Roy fait des Offices à un certain prix.

Voyez les Edits & Déclarations contenant les fixations des Charges de Judicature des mois de Décembre 1665. Mars 1668. Août 1669. Novembre 1676. Octobre 1678. & le Rolle arrêté au Conseil

Royal des Finances le 8. Mars 1681.

FLAGRANT DELIT, est un délit commis par un criminel qui est pris sur le fait.

L'Ordonnance de 1670. tit. 1. art. 16. porte que si les coupables d'un cas Royal ou Prévôtal, sont pris en flagrant délit, le Juge des lieux pourra informer & décréter contr'eux & les interroger, à la charge d'en avertir incessamment les Baillifs & Senéchaux ou leurs Lieutenans Criminels, par acte signifié au Greffe, après quoi ils seront tenus d'envoyer querir le procès & les accusés, qui ne pourront leur être refusés, à peine d'interdiction, & de trois cens livres contre les Juges, Greffiers & Géoliers, aplicables de la maniere qu'il est porté audit article.

FLETRISSURE, est l'impression de la Fleur-de-Lys, ou quelque'autre marque qui se fait par l'Exécuteur sur la peau du criminel fustigé, convaincu d'un crime qui merite peine afflictive, mais qui ne merite pas absolument la mort.

Autrefois on faisoit flétrir en lieu évident du corps, pour que cette marque servît d'indice & du crime du coupable, & de la peine qu'il en avoit subie, afin qu'il ne pût se montrer sans faire voir en même tems son ignominie.

Mais cette rigueur a paru trop grande par plusieurs raisons, qui ont fait que parmi nous on ne flétrit que sur l'épaule.

FOIRE, est un lieu public où des Marchands s'assemblent pour vendre en liberté leurs marchandises.

Ce terme vient du Latin *forum*, qui signifie marché, ou bien à *ferus*, parce que les Foires ne se tiennent qu'aux lieux où on célèbre de certaines Fêtes.

Il n'y a que le Roy qui puisse octroyer la permission de tenir des Foires & Marchés.

Les jours de Foires sont exempts de tributs & impositions ordinaires qui se levent es Marchés sur les marchandises.

Les Lettres obtenues du Roy pour Foires & Mar-

chés, sont vérifiées & publiées, à la charge que les impétrans ne pourront lever ni exiger aucuns droits sur les denrées & marchandises qui y seront aportées.

Cela n'empêche pas les Seigneurs de lever certain loyer des places esquelles on étale & on débite les marchandises es jours de Foire.

Touchant les privileges & franchises des Foires, *Voyez* ce qu'en ont écrit Bacquet au traité des Droits de Justice, ch. 31. & Chopin sur la Coût. d'Anjou.

FOL-APEL, est un apel interjetté temerairement, sans cause & sans fondement.

Le fol-apel se regle par un apointement paraphé du Bâtonnier ou d'un ancien Avocat.

Touchant l'amende du fol-apel, *Voyez* Amende.

FOLLE INTIMATION, est celle qui n'est pas fondée sur une juste cause, & qui par consequent est évidemment insoutenable. Ce qui arrive, 1°. Quand on prend un Juge à partie, & qu'il n'y avoit pas lieu de l'intimer. 2°. Quand on donne assignation à celui qui ne doit pas être partie dans un procès.

Les folles intimations doivent être vuidées par l'avis d'un ancien Avocat, dont les Parties ou les Procureurs conviennent.

Pour y proceder dans les regles, on fait signifier les qualités de l'apointement qui doit être arrêté par un ancien Avocat, avec une sommation d'en convenir, sinon qu'il sera passé outre, c'est-à-dire, que celui qui poursuit en nommera un de sa part pour proceder en l'absence de la partie défaillante, art. 4. du tit. 6. de l'Ordonnance de 1667.

FOLLE ENCHERE, est la publication qui se fait de nouveau aux risques, perils & fortunes de celui qui a le dernier encheri, & à qui on a adjudgé, soit un meuble, soit un bail, soit l'exploitation d'un bois ou d'un domaine, soit enfin d'un fond, faute d'avoir rempli les conditions de l'adjudication.

S'il ne se présente point d'encherisseur qui porte la chose au prix que l'adjudication en a été faite, &

qu'au contraire l'adjudication soit faite à un moindre prix, le premier adjudicataire demeure obligé de parfaire ce qui en manquera, jusqu'à concurrence de son enchere, à quoi il sera contraint non seulement par saisie & vente de ses biens, meubles & immeubles, mais même par corps en plusieurs occasions.

Ainsi pour faire que le dommage d'une folle enchere ne tombe pas sur le saisi ni sur ses créanciers, les Loix ont enjoint à celui à qui l'adjudication d'un bien est faite par décret, d'en consigner le prix dans huitaine ou quinzaine, suivant l'usage des lieux.

Faute par lui de faire la consignation dans ledittems, le poursuivant criées l'assigne pour voir ordonner que la revente de l'immeuble dont il est adjudicataire, se fera à sa folle enchere.

Après avoir obtenu un jugement qui ordonne cette revente, le poursuivant prend une remise qui contient une enchere dans laquelle on met ces mots : *à la folle enchere de tel . . .* l'on signifie cette remise au Procureur du saisi & aux Procureurs des opoſans, & à celui de cet adjudicataire.

L'on peut aussi faire demande à cet adjudicataire des interêts du prix de son adjudication.

Si la chose est moins revenduë & adjudgée à un moindre prix & au-dessous de ses offres, il est tenu d'en payer le supplément & tous les frais faits pour raison de sa folle enchere.

Au contraire si le prix de la nouvelle adjudication monte plus haut par les encheres qui surviennent, l'excédant tombe au profit des créanciers, par la raison que la faute qu'a faite le premier adjudicataire, ne doit pas tourner à son avantage.

FOLIO, signifie feüillet, on dit folio recto pour dire la premiere page d'un feüillet ; on dit folio verso pour dire le revers ou la seconde page du feüillet.

FONCIER, signifie inhérent à un fond, comme une charge ou rente assignée sur un fond, & qui

n'est point rachetable ; le cens & la rente fonciere sont de cette nature.

FONDATION, est une donation d'une somme ou d'un héritage, ou une concession d'une rente qui se fait à une Eglise, à la charge de quelque priere annuelle ou de quelqu'autre œuvre pie.

Une fondation est quelquefois comprise dans les testamens, quelquefois on en passe un Acte separé, mais au premier cas elle n'a pas besoin d'acceptation ni d'insinuation.

FONDS DE TERRES, est une portion de terre, soit qu'elle ait pour superficie un édifice, soit qu'elle n'en ait point.

Cependant ces termes se prennent quelquefois pour une rente fonciere, comme dans la Coutume de Paris, articles 74. & 121.

FONDS PERDU, sont des rentes viageres qui s'éteignent par la mort de ceux au profit de qui elles sont faites, dont par conséquent le fond qu'ils en ont donné est perdu, puisqu'il ne passe pas à leurs héritiers.

L'Edit du mois d'Août 1661. fait défenses de donner aucuns héritages ni deniers comptans à fonds perdus ailleurs qu'au grand Hôpital, à l'Hôtel-Dieu & aux Incurables, mais on a trouvé moyen d'éluder la disposition de cet Edit par le moyen des donations à la charge d'une rente viagere au profit du donateur.

FOR, signifie Justice ou Jurisdiction, ce qui fait qu'on appelle encore aujourd'hui le For-l'Evêque, le lieu où s'exerçoit autrefois la Justice de la temporalité de l'Archevêque de Paris. Voyez Jurisdiction.

FORAGE, est le lot de vin, comme d'une peinte ou deux, suivant les titres qui appartiennent au Seigneur au moment qu'une pièce est mise en vente en détail par sa permission.

FORAINS, sont les Marchands qui viennent aux Foires des autres Villes ou Provinces. Nous entendons aussi par ce terme les débiteurs qui sont demeurans dans d'autres Villes ou Provinces, Baillages ou Juridictions.

Il y a quelques Villes en France qui ont un privilège, par lequel les habitans ont droit d'arrêter les meubles de leurs débiteurs forains demeurans hors lesdites Villes, & ces Villes sont apellées Villes d'arrêt, Coutume de Paris, article 173.

FORAINS. On appelle aussi de ce nom ceux qui possèdent dans la terre du Seigneur des héritages mouvans de sa directe & de sa Seigneurie, & qui sont demeurans ailleurs.

Ils sont contribuables à toutes impositions & charges de la Communauté, par rapport aux biens qu'ils possèdent, mais ils ne doivent point les corvées personnellement, ce sont leurs Fermiers qui les en doivent acquitter.

FORCLOS, se dit de ceux qui après contestations en cause n'ont pas produit ou fourni de griefs, contredits ou autres écritures dans le tems porté par les Ordonnances, & qui en sont à cause de cela exclus.

FORCLUSION, est une contumace ou défaut de produire dans une instance ou en procès par écrit; ainsi dire *quasi à Foro exclusio*, par laquelle la partie est excluse de produire, pour ne l'avoir pas fait dans le tems porté par les Ordonnances.

Ainsi par forclusion on entend une exclusion d'écrire & de produire, laquelle peut avoir lieu contre le demandeur ou contre le défendeur, contre l'appellant ou contre l'intimé, ce qui ne peut jamais avoir lieu qu'après contestation en cause.

Par exemple, celui qui après l'apointement de conclusion n'a pas fourni de griefs ou de réponses à griefs dans le tems, est forclos d'en fournir après une sommation préalablement faite, c'est-à-dire, que le Juge a la faculté de juger le procès en l'état qu'il est, sans rien diminuer du droit des parties.

Mais il arrive rarement que les procès se jugent par forclusion.

Voyez Acte de produit. Voyez aussi l'art. 8. du tit. 14. de l'Ordonnance de 1667.

FOREST, est une grande étendue de terre couverte de bois qui n'est point entourée de murailles qui tiennent bêtes sauvages enfermées.

Ce mot est opposé à celui de *parc*, qui signifie un lieu clos, où les bêtes sauvages sont retenues. *Voyez* M. du Cange *verbo* Foresta.

Forêt se disoit autrefois du droit qu'un Seigneur avoit de couper du bois dans ses terres, & de pêcher dans ses eaux. Ainsi quand on disoit concession de forêts, c'est-à-dire, la permission d'abattre du bois ou de pêcher. De-là vient qu'on n'a fait qu'une Jurisdiction des Eaux & Forêts.

FORFAITURE, signifie une injure atroce que le vassal a fait à son Seigneur, qui donne lieu à la commise, comme quand un vassal leve injurieusement la main sur son Seigneur, ou qu'il attente à sa vie ou à son honneur.

FORFAITURE, signifie aussi la malversation qu'un Officier a fait dans sa Charge, pour raison de quoi il merite d'en être privé.

On ne peut obtenir des provisions d'un Office, ou un Brevet du Roy sur la forfaiture de l'Officier, qu'elle ne soit définitivement jugée, autrement l'obtention est nulle.

FORFAITURE DANS LES FORESTS, est le délit que commettent ceux qui dérobent le bois dans les forêts, ou y font quelque dégât.

Ceux qui en sont convaincus sont condamnés par les Officiers des Eaux & Forêts en quelqu'amende pour le délit, & en quelque somme pour le dédommagement de la destruction & du dégât par eux fait.

FORGE, doit être bâtie à un demi-pied du mur mitoyen, & doit être d'un pied d'épaisseur.

FORLIGNER, signifie sortir des regles & des bornes, dégénérer.

Ce terme signifie aussi se marier à une personne qui n'est pas d'une condition sortable.

FORMALITEZ, sont des conditions, dont les

Actes doivent être revêtus , ou des termes & des expressions qui doivent être employées pour rendre un Acte parfait , ou une Procédure régulière.

Il y a dans les Procédures & dans les Actes des formalités essentielles pour la validité d'un Acte , & d'autres qui ne le sont pas.

Les formalités essentielles sont celles qui sont absolument requises par la Loy ou par l'usage pour la validité d'un Acte ; en sorte que l'omission de ces formalités en cause la nullité : Sçavoir ,

I°. Lorsque la Loy prescrit quelque chose, sous peine de nullité, comme on peut voir dans le tit. 1. des Adjournemens , & dans le titre 22. des Enquêtes de l'Ordonnance de 1667. où sont prescrites de certaines formalités , à peine de nullité , & d'autres sans que la nullité soit prononcée.

II°. Lorsque la Loy est conçûe en termes prohibitifs & négatifs , comme l'article 234. de la Coutume de Paris, qui porte qu'une femme mariée ne se peut obliger sans l'autorisation de son mari.

III°. Quand il s'agit d'une matiere de rigueur comme l'est celle du retrait lignager ; en sorte que l'omission d'une formalité requise pour la procédure & instruction , fait décheoir le retrayant de sa demande.

Les saisies réelles , les matieres criminelles sont aussi de rigueur , c'est pourquoi toutes les formalités de Justice y doivent être observées , à peine de nullité de la procédure.

Les formalités qui ne sont pas essentielles pour la validité d'un acte , sont celles dont l'omission n'en cause pas la nullité , attendu que la nullité n'est pas prononcée , & que la Loy n'est pas conçûe en termes prohibitifs & négatifs , & enfin attendu qu'il ne s'agit point d'une matiere de rigueur.

FORMARIAGE , est le droit ou l'amende que l'homme de condition servile doit à son Seigneur , dans quelques Coutumes , lorsque sans son consentement il s'est marié à femme franche , ou d'autre con-

dition & Justice que de la servitude , Justice & Seigneurie dont il est.

FORME , est la procedure qu'on doit observer dans l'instruction d'une cause , instance ou procès.

Cette forme consiste dans l'observation de certaines regles établies par les Ordonnances & par l'usage , pour faire des procedures valables. Ainsi la forme est opposée au fond , c'est-à-dire , à la matiere qui forme la contestation.

La forme emporte le fond : ces termes signifient que l'on perd quelquefois son procès , pour n'avoir pas observé les formalités prescrites par la Coutume , ou par les Ordonnances.

La forme se prend ici pour la procedure & l'instruction , ou la maniere dont elle s'est faite , les moyens sur lesquels le jugement a été rendu , les personnes qui y ont été condamnées , & ce qui a été jugé.

Le fond se prend pour la contestation dont il s'agit entre les parties , & quelquefois aussi pour le jugement qui l'a terminé , comme au cas de la requête civile , où le fond se prend pour le jugement rendu touchant le differend des parties , *an bene vel male fuerit judicatum*.

Quand il s'agit des moyens de requête civile , on n'entre point dans le merite du fond : sçavoir si la question a été bien ou mal jugée ; mais seulement si la forme a été bien observée dans la procedure & dans le jugement.

S'il y a ouverture de requête civile suffisante , les parties sont donc remises dans le même état qu'elles étoient avant l'Arrêt , encore que ce fût une pure question de Droit ou de Coutume , & qu'elle fût bien jugée ; comme au contraire on n'a point d'égard au mal jugé de la question , si les moyens manquent dans la forme ; mais si l'Arrêt avoit été rendu directement contre la disposition expresse de l'Ordonnance , ou de la Coutume du lieu , ce seroit un moyen de se pourvoir en cassation.

De-là vient que l'on dit vulgairement en Pratique, que la forme emporte le fond ; ce qui a lieu encore lorsque l'on laisse passer le tems pour se pourvoir contre un Arrêt ou Jugement rendu en dernier ressort.

Dans les procédures qui se font en matiere criminelle, il faut bien prendre garde à suivre exactement tout ce qui est prescrit par l'Ordonnance ; car la moindre omission rend la procedure nulle ; ainsi dans ces sortes de matieres la forme emporte le fond.

FORME JUDICIAIRE EN MATIERE CRIMINELLE, doit donc être beaucoup plus exactement observée qu'en matiere civile. Les Juges y sont absolument obligés par les Ordonnances, à peine d'en répondre en leur nom.

Ainsi quand il y a quelque nullité dans une procedure criminelle, le Juge supérieur qui en connoît en cause d'apel, doit ordonner qu'elle sera refaite aux fraix du Juge qui l'a faite, & qu'il payera ce qu'il aura reçu pour la procedure déclarée nulle ; ce qui est ainsi ordonné, parce que les poursuites en matiere criminelle sont d'une bien plus grande conséquence que celles qui se font en matiere civile, puisqu'il y va de l'honneur & quelquefois de la vie de l'une des parties.

A l'égard de l'injonction que l'on fait au Juge de payer en ce cas ce qu'il a reçu pour la procedure criminelle déclarée nulle, ce paiement est pour tenir lieu des dommages & interêts envers les parties, mais il n'est pas obligé de payer le surplus de la procedure, s'il y en a qui n'ait pas été cassée, & ce surplus est porté en taxe par celui qui sera condamné aux dépens.

FORMULE, signifie modèle d'acte contenant la substance & les principaux termes dans lesquels il doit être conçu pour être conforme aux Ordonnances & autres Loix du Pays.

FOSSEZ. Un Noble ne peut pas faire des fossés autour de sa maison sans Lettres Patentes du Roy, adressées à la Chambre des Comtes, qui ne les vérifie qu'après information préalablement faite de la commodité

n'appartiennent qu'aux Barons ; & celles à six pilliers n'appartiennent qu'aux Comtes. Mais après tout, ce droit est différent selon les différentes Coutumes.

Les fourches patibulaires tombées doivent être rétablies dans l'an & jour de leur destruction , après ce tems il faut recourir au Prince pour les rétablir ; ce qui est ainsi ordonné pour empêcher les usurpations. Bacquet, des Droits de Justice, chap. 9. nomb. 10. 11. & 12.

FOURNAGE, est un droit qui appartient dans quelques endroits au Seigneur , en vertu duquel il prend par chacun an ou autre terme une certaine somme sur ceux qui sont assujettis à cuire leur pain à son four bannal, pour la permission de le cuire en leurs maisons. Fournage se prend aussi en quelques lieux pour le droit de fôuage , comme nous l'avons dit ci-dessus.

FOURNIR ET FAIRE VALOIR, est une clause qu'on infere dans les ventes & transports de rentes constituées, par laquelle le vendeur se rend garant du peril de sa rente, en cas que le débiteur devienne insolvable dans la suite.

Ainsi le cedant qui a promis fournir & faire valoir, n'est tenu qu'après discussion de celui sur qui il a cédé la rente, comme tout autre fidejusseur.

On ajoute quelquefois à la clause de fournir & faire valoir, celle de payer soi-même après le premier commandement fait au débiteur.

Cette dernière clause décharge le cessionnaire de la discussion du débiteur à laquelle il est obligé, quand il n'y a que la clause de fournir & faire valoir. Voyez ce que nous avons dit sur l'art. 108. de la Coutume de Paris.

Lorsque dans les contrats de bail d'échange à rente, le preneur d'héritage à ce titre s'oblige de fournir & faire valoir la rente qu'il promet payer au bailleur par chacun an ; telle cause produit une action personnelle qui engage le preneur à rente & ses héritiers, & fait

que le preneur ne peut pas déguerpir & abandonner l'héritage qu'il a pris à rente, suivant l'article 109. de la Coutume de Paris.

FOURNEAU bâti dans une maison, doit comme la forge, être d'un pied d'épaisseur, & éloigné d'un demi-pied du mur mitoyen.

FOUR BANNAL. *Voyez* Bannal.

FOY ET HOMMAGE, est un devoir que le vassal est tenu de faire au Seigneur du fief duquel relève celui qu'il possède. *Voyez* Fidélité.

Ce serment ne se rend qu'une fois par un vassal au même Seigneur, c'est-à-dire, à chaque mutation, soit qu'elle arrive de la part du vassal, soit qu'elle arrive de la part du Seigneur.

il y a cependant cette différence, que dans les mutations qui arrivent de la part du vassal, le nouveau vassal doit sans en être requis, rendre la foy & hommage dans quarante jours, à compter du jour de l'ouverture du fief, à peine de saisie féodale.

Mais quand la mutation arrive de la part du Seigneur dominant, le vassal n'est point tenu de rendre la foy & hommage que dans les quarante jours écoulés, après qu'il en a été requis par le Seigneur.

La forme en est prescrite par l'art. 63. de notre Coutume, suivant lequel le vassal pour faire la foy & hommage & ses offres à son Seigneur féodal, est tenu aller vers lui, au lieu du fief dominant, & y étant, demander si le Seigneur est au lieu, ou s'il y a autre pour lui, ayant droit de recevoir la foy & hommage & offres; ensuite il doit mettre un genou en terre, nuë tête, sans épée & éperons, & dire qu'il lui porte & fait la foy & hommage qu'il est tenu faire à cause du fief mouvant de lui, & déclarer à quel titre ledit fief lui est advenu, le requérant qu'il lui plaise le recevoir, & où le Seigneur ne seroit trouvé, ou autre ayant pouvoir pour lui, suffit faire foy & hommage & offres devant la principale porte du Manoir, après avoir appelé à haute voix le Seigneur par trois fois.

S'il n'y a Manoir au lieu Seigneurial dont dépend ledit fief, & en cas d'absence dudit Seigneur ou ses Officiers, il faut notifier lefdites offres au prochain voisin dudit lieu Seigneurial & laisser copie. *Voyez* ce que j'ai dit sur cet article 63. de la Coutume de Paris.

FOYMENTIE, ce mot se trouve dans quelques Auteurs qui s'en sont servi pour signifier la félonie que commet un vassal envers son Seigneur, parce que celui qui la commet contrevient à la foy qu'il a jurée à son Seigneur en lui faisant hommage.

BONNE FOY, en matiere de prescription n'est autre chose que l'opinion ou la créance d'une possession légitime, comme quand on a acquis de celui qu'on croyoit le propriétaire de la chose vendue, ou au moins qu'il avoit le pouvoir de l'aliéner, quoiqu'en effet elle ne fût pas à lui, & qu'il n'eût pas droit de la vendre.

BONNE FOY en fait de mariage nulle. *Voyez* Mariages nuls.

FRAIS, signifie la dépense & le coût d'un procès, c'est-à-dire, ce que l'on a dépensé pour la poursuite d'une affaire.

Il y a des frais qui entrent en taxe & d'autres qui n'y entrent pas, & qui tombent en pure perte sur celui qui les a faits.

Ceux qui entrent en taxe sont apellés depens, dont on se fait rembourser par celui qui a succombé & qui a été condamné aux depens. Ceux qui n'entrent point en taxe s'appellent faux frais.

Il en coûte tant aujourd'hui pour plaider, que dans la moitié des procès les fraix excèdent le principal. Isocrate dans sa deuxième Oraison donnoit avis à Nicocles Roy de Salamine d'ordonner que les frais fussent grands dans les procès, pour empêcher le Peuple de plaider.

Mais nous voyons à regret que son désir est accompli, sans que l'effet qu'il en esperoit s'en soit ensuivi. La malice des hommes les aveugle si fort, qu'ils veulent absolument plaider à quelque prix que ce soit, &

quoiqu'il en coûte , plusieurs s'imaginent que ce n'est pas vivre que de vivre sans plaider. *Voyez* Plaideur.

FRAIS ET SALAIRES DES PROCUREURS , sont ceux qui sont dûs aux Procureurs par les parties pour lesquelles ils ont occupé.

Sans nous arrêter aux anciens Arrêts & Reglemens , nous allons rapporter ici les dispositions qui ont été arrêtées à ce sujet par le Reglement que la Cour a fait , les Chambres assemblées le 28. Mars 1692. qui contient sur cette matiere une Jurisprudence certaine , & qui paroît assez équitable.

I°. Que les Procureurs pourront demander le payement de leurs frais , salaires & vacations , deux ans après qu'ils auront été revoqués , ou que les parties seront décedées , encore qu'ils aient continué d'occuper pour les mêmes parties , ou pour leurs héritiers en d'autres affaires.

II°. Que les Procureurs ne pourront dans les affaires non jugées demander leurs frais , salaires & vacations pour les procédures faites au-delà de six années précédentes immédiatement , encore qu'ils aient toujours continué d'occuper , à moins qu'ils ne les aient fait arrêter ou reconnoître par leurs parties , & ce avec calcul de la somme à laquelle ils montent , lorsqu'ils excéderont celles de deux mille livres.

III°. Que les Procureurs seront tenus d'avoir des Registres en bonne forme , d'y écrire toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs parties ou par leur ordre , de les représenter & affirmer veritables toutes les fois qu'ils en seront requis , à peine contre ceux qui n'auront point de Registres ou qui refuseront de les représenter & affirmer veritables , d'être déclarés non recevables en leur demandes & prétentions de leurs frais , salaires & vacations.

FRAIS ET SALAIRES DES TEMOINS , sont les frais & salaires que l'on donne aux témoins qui sont produits pour déposer dans une enquête ou dans une information. La taxe en doit être faite par le Juge , & c'est

c'est à celui qui produit les témoins à payer ces frais. Par frais on entend ceux qu'il convient de faire pour se transporter au lieu où se fait l'enquête ou l'information, lesquels frais sont différens suivant la qualité des personnes, car un Noble est taxé comme un homme qui va à cheval ou en voiture, & non pas les autres. Par salaire on entend les journées & vacations que l'on doit payer aux témoins, outre leurs frais de voyage, mais le Juge ne doit point leur en accorder, à moins que ce ne soit des gens de métier, Laboureurs, Vignerons & autres semblables mercenaires qui ne subsistent que par le travail de leurs mains. La raison est qu'il ne seroit pas juste de leur faire perdre leurs journées pour servir par leur témoignage à des affaires qui ne les concernent pas.

Ces frais & salaires ne peuvent être payés aux témoins qu'après qu'ils auront été taxez par le Juge, ainsi qu'il est porté en l'art. 19. du titre 21. de l'Ordonnance de 1667. & en l'art. 13. du titre 6. de l'Ordonnance de 1670.

Ce dernier article fait défenses aux Procureurs du Roy ou des Seigneurs, & aux parties de donner aucunes choses aux témoins, s'il n'est ainsi ordonné. Lors de la lecture de cet article dans les Conférences tenues par ordre du Roy, il fut dit qu'il n'est pas juste que les témoins viennent de loin pour déposer, sans que la partie civile leur donne quelque argent pour leur subsistance & pour les frais de leur voyage.

Le reproche le plus ordinaire qu'on propose contre un témoin, est qu'il a reçu de l'argent, cependant les frais du voyage que la partie qui a produit le témoin lui a bien voulu avancer, ne donnent aucune atteinte à sa déposition, quand on l'a fait ainsi ordonner par le Juge, parce que pour que ce reproche fût valable, il faudroit que le témoin avouât avoir reçu de l'argent pour déposer faux, ou que l'excès de la somme fût une preuve évidente que l'argent n'auroit été donné & reçu que pour le prix de la déposition; mais ce soupçon

ne peut avoir lieu, quand la partie avance à des témoins qui ne sont pas riches, les frais du voyage, surtout après l'avoir fait préalablement ordonner par le Juge.

FRAIS PREJUDICIAUX, sont des frais de défauts qu'on est obligé de rembourser, avant que d'être admis à continuer aucune poursuite.

FRAIS ET MISE D'EXECUTION, sont ceux qu'un créancier a été obligé de faire pour se procurer son paiement, & en exécution de ses titres, contraindre & faire payer son débiteur.

FRAIS ET LOYAUX COÛTS, sont ceux que l'on avance pour faire expédier & lever les contrats & obligations dont le coût a dû être fait par la partie adverse, & qui par conséquent les doit rembourser.

En matière de retrait, on entend par ces termes, tous les frais qui ont été légitimement faits pour parvenir à l'acquisition de l'héritage que l'on veut retirer par retrait. *Voyez* Loyaux coûts.

FRAIS ORDINAIRES DE CRIÉES, sont les frais qui se font uniquement pour parvenir au décret, & qui ne comprennent pas ceux des incidens formés par la partie saisie, ni des oppositions faites par les créanciers opposans.

Au contraire les frais extraordinaires de criées sont ceux qui se font pour lever les obstacles & incidens formés par la partie saisie, ou les oppositions des créanciers, & aussi ceux qui sont faits pour faire l'ordre & la collocation des créanciers opposans à la distribution du prix.

Ainsi toutes les procédures nécessaires pour parvenir au décret sans aucun incident, sont frais ordinaires, & tout ce qui est incident, comme les oppositions à fin de distraire ou de charge, les appellations & généralement tout ce qui n'a servi qu'à interrompre les poursuites ordinaires de criées, donnent lieu à des frais extraordinaires.

Les contredits que le plus ancien des Procureurs des

oposans a fournis , entrent aussi dans ces mêmes frais , & les épices & vacations , & le coût de la Sentence ou de l'Arrêt d'ordre , se prennent aux Consignations avant que personne soit payé.

Les frais ordinaires doivent être avancés par le poursuivant criées , aussi-bien que les frais extraordinaires ; mais les frais ordinaires sont à la charge de l'adjudicataire qui les doit payer , outre le prix de l'adjudication , à moins qu'il ne soit autrement convenu ou ordonné.

A l'égard des frais extraordinaires que le poursuivant a légitimement faits , il s'en fait rembourser sur la chose par préférence à tous créanciers.

La raison de la différence est que les frais ordinaires qui ont été faits par le poursuivant , ont servi à l'adjudicataire à faire son acquisition , & sont pour ainsi dire , les frais de son contrat ; ainsi c'est à lui à les payer au Procureur du poursuivant criées.

Mais pour ce qui est des frais extraordinaires , le poursuivant les a faits pour la conservation de la chose , & pour l'intérêt commun de tous les créanciers. C'est pourquoi il est juste qu'il en soit remboursé sur le prix de la chose par préférence à tous autres , aussi-bien que des frais de l'ordre.

Et si le poursuivant en soutenant des procès pour l'intérêt commun , a succombé & a été condamné aux dépens , ces dépens & ceux qu'il a faits , ne laissent pas d'entrer en frais extraordinaires de criées , à moins qu'il n'ait été dit expressément qu'il ne les pourra repeter.

Il employe aussi ceux qui lui ont été adjugés contre les parties qui ont succombé , sans être obligé de les poursuivre pour en avoir le payement. C'est aux créanciers sur qui le fond a manqué , à faire cette poursuite.

Avant le jugement de l'ordre , le Procureur du poursuivant donne une requête en son nom , à ce qu'il soit payé par préférence à tous créanciers des

frais extraordinaires , & de ceux de l'ordre. Et par le jugement d'ordre qui intervient , il est fait droit sur sa requête.

FRAIS EN PROCEZ CRIMINELS , sont à la charge du Roy , ou des Seigneurs , quand il n'y a point de partie civile. Sur quoi *Voyez* ce que nous avons dit *verbo* Fisc. Mais quand il y a une partie civile , c'est elle qui avance tous les frais.

Par Arrêt du Conseil d'Etat du 29. Septembre 1693. il a été ordonné que les frais des procès criminels qui sont à la charge du Roy , seront payés par les Receveurs des Domaines : & que les exécutoires seront visés par les Intendants. *Voyez* Fisc.

FRAIS FUNERAIRES , sont ceux qui se font pour l'enterrement du corps d'un défunt , la bierre , le port du corps & l'ouverture de la terre.

Ils sont privilégiés sur les meubles à tous créanciers , même au propriétaire de la maison que le défunt habitoit lors de son décès.

Cela ne s'entend que de ces frais funéraires , dont nous venons de parler , attendu qu'ils sont nécessaires , mais non pas de ceux que la vanité a introduits , comme tentures & autres semblables , quand ils sont excessifs. Ce qui dépend de la qualité des personnes & des circonstances.

Les frais funéraires se payent par les héritiers du défunt , à proportion de ce que chacun d'eux amende de sa succession.

FRANC-ALEU , est un héritage exempt de tous droits Seigneuriaux , & qui ne reconnoît aucun Seigneur ; en sorte que le propriétaire d'ice'ui n'est point tenu de faire la foy à aucun Seigneur , ni payer aucuns droits ni rentes annuelles pour marque de directe Seigneurie , ni autres droits en conséquence de son acquisition.

Ainsi le franc-aleu est un héritage entierement libre qui ne relève & ne dépend d'aucun Seigneur , mais il n'exempte pas de la Justice du Seigneur dans

l'étenduë de la Jurisdiction duquel il est situé.

Le franc-aleu est donc different des biens immeubles tenus noblement en fief, ou roturierement en censive, en ce que le franc-aleu ne doit service, censive, relief, hommage à personne, ni quelque redevance que ce soit.

Quelques-unes de nos Coûtumes admettent le franc-aleu, & dans l'étenduë de ces Coûtumes tous héritages sont réputés francs, s'il n'apert du contraire : mais dans nos autres Coûtumes, il n'y a point de franc-aleu sans titre, parce que c'est une regle generale dans presque tout le Royaume, *qu'il n'y a nulle terre sans Seigneur* : Regle établie depuis long-tems en plusieurs lieux, mais reçûë seulement depuis François I. en plusieurs autres.

Dans les lieux où cette regle est reçûë, nulle terre ne peut acquerir le titre de franc-aleu par prescription.

Touchant le franc-aleu, *Voyez* ce que j'ai dit sur l'art. 68. de la Coûtume de Paris.

Il y a deux sortes de franc-aleu, le noble & le roturier.

FRANC-ALEU NOBLE, est une terre à laquelle il y a Justice ou censive, ou qui a quelque fief qui en releve.

FRANC-ALEU ROTURIER, est un héritage où il n'y a ni Justice ni Fief, ni censives qui en dépendent, & pour lequel l'acquireur ne doit ni cens ni autres droits.

Le franc-aleu noble se partage noblement comme les fiefs; mais le franc-aleu roturier se partage également.

FRANC-FIEF, est tout héritage noble, féodal ou alaudial, ainsi apellé, parce qu'en France, selon les Loix du Royaume, les fiefs & les héritages nobles ne peuvent être possédés que par gens francs, c'est-à-dire, nobles, librés & exempts de toutes impositions dont les roturiers sont chargés.

Toutefois les Roturiers peuvent posséder des hérita

ges nobles en payant au Roy certaine finance ou somme d'argent; ce qu'on appelle droits des francs-fiefs.

Aussi le Roy fait de tems en tems publier une Ordonnance de francs-fiefs & nouveaux acquêts, & établit des Commissaires qui font la taxe de la finance que doivent payer les roturiers pour les fiefs qu'ils tiennent & qu'ils avoient acquis de nouveau en ce Royaume, depuis la précédante publication & finance payée.

On appelle aussi droit de franc-fief la finance que doit vent aussi payer au Roy les Eglises, Colleges, Communautés & autres gens de main-morte pour les choses féodales ou censuelles qu'ils tiennent, & dont ils n'auroient financé auparavant & n'auroient été amortis.

FRANCHISE, signifie immunité, exemption, azile.

Anciennement les Eglises servoient de franchises & de lieu de sûreté aux malfaiteurs, à moins qu'ils n'eussent délinqué en l'Eglise, ou ne fussent coupables de certains crimes exceptés & exclus de ce droit à cause de leur atrocité.

Mais cette immunité étoit trop pernicieuse en France à cause du grand nombre de délits qui s'y commettent, c'est pourquoy il a été ordonné par l'Ordonnance de François I. de l'an 1539. art. 166. qu'il n'y auroit plus d'immunité qui empêche de prendre dans les Eglises les délinquants & les débiteurs, sauf à les y remettre s'il semble juste & raisonnable. *Voyez* Azile.

FRANC-SALÉ, est le sel qui est accordé à certains Officiers par leurs provisions en payant la voiture.

Il y a plusieurs Provinces dans le Royaume exemptes de la Gabelle, qui se nomment à cause de cela Pays de franc-salé. Telles sont le Poitou, la Xaintonge, le Pays d'Aulnix, le Perigord, la Marche, l'Angoumois, le haut & le bas Limousin, le Comté de Boulonnois, la Ville de Calais & le Pays reconquis. Ces Provinces à l'exception de la Ville de Calais & du Pays reconquis, ont acheté cette exemption du Roy Henri II. *Voyez* Gabelle.

FRAUDE. *Voyez* Dol.

FRERES, ce terme signifie ceux qui sont nés d'un même pere & d'une même mere, ou bien ceux qui sont nés d'un même pere & non pas d'une même mere, & ceux qui sont nés d'une même mere & non pas d'un même pere.

Ceux qui sont nés d'un même pere & non pas d'une même mere, sont apellés consanguins, ceux qui sont nés d'une même mere & non pas d'un même pere, sont apellés uterins; ceux enfin qui sont nés d'un même pere & d'une même mere, sont apellés germains.

FRET, est la somme promise pour le loyer d'un vaisseau, & freter est un terme de marine qui signifie donner un vaisseau à loüage. *Voyez* l'Arrêt du 12. Août 1676. rapporté au troisième Tome du Journal des Audiances, Livre 10. chap. 12.

FRUITS, sont des émolumens qui naissent & renaissent du corps d'une chose, d'où il s'ensuit que les fruits civils ne sont pas véritablement des fruits, puisqu'ils ne proviennent pas *ex ipso rerum corpore, sed ex conventionē & obligatione.*

Les fruits sont ou naturels ou industriels. Les fruits naturels sont ceux que la terre produit naturellement sans le travail de l'homme, comme sont les bois, les pommes, les poires, le foin. Les fruits industriels, sont ceux que la nature produit par le moyen de la culture & du travail de l'homme, comme sont les bleds, les raisins, &c.

Les fruits dès qu'ils sont séparés du fond sont mobiliers, au lieu que tant qu'ils sont pendans par les racines, ils sont immeubles.

La plupart des questions qui se peuvent présenter à l'occasion des fruits, se trouvent traitées dans ma Traduction des Institutes sur le §. 35. & suivans du titre premier du second Livre. *Voyez* aussi ce que j'ai dit ici en parlant de la liquidation de fruits, de la restitution qui en doit être faite par celui qui a possédé l'héritage d'autrui.

FRUITS PENDANS PAR LES RACINES, sont les fruits qui ne sont pas encore séparés du fond, comme les fruits qui sont aux arbres, les bleds auparavant qu'ils soient coupés, &c.

Ils sont réputés immeubles, mais bois coupés, bled, foin ou grain soyé ou fauché, supposé qu'il soit encore sur le champ & non transmis, est réputé meuble. *Voyez* ce que j'ay dit sur l'art. 92. de la Coutume de Paris.

FRUITS CIVILS, sont des revenus annuels qui ne proviennent pas de la chose même, & qui par conséquent ne sont pas véritablement des fruits, mais ils proviennent à l'occasion de la chose en vertu d'une convention, ils tiennent lieu de fruits, en ce qu'ils se perçoivent & se renouvellent tous les ans comme les véritables fruits.

On met au nombre des fruits civils les loyers des maisons & des héritages, les arrérages des rentes & autres revenus annuels.

FUNERAILLES, sont les devoirs qu'on est obligé de rendre aux défunts; & pour y engager ceux qui survivent, les frais funéraires sont les premières dettes qui se prennent sur les meubles par privilège. *Voyez* Frais funéraires.

FUREUR, est un emportement violent causé par un dérèglement habituel de l'esprit & de la raison. La fureur est une cause d'interdiction, mais quand celui qui en est attaqué a de bons intervalles, ce qu'il fait dans ces momens de calme, qu'on appelle *tempus intermissi furoris aut dilucidi intervalli*, est valable, *L. 40. ff. de regul. Jur.*

La fureur n'ôte point les droits de la société civile, c'est pourquoi les furieux retiennent les droits & les biens qui leur appartiennent, mais l'administration en est donnée à un curateur, à cause que la maladie dont ils sont attequés les rend incapables de prendre soin de leurs affaires.

La fureur, sans espérance même de guérison, ne fait point vacquer un bénéfice, on commet seulement

quelqu'un pour faire les fonctions dont le Titulaire est incapable.

La fureur qui survient à l'un des conjoints , ne fait point dissoudre le mariage , elle donne seulement lieu à une séparation de biens & d'habitation , parce que quand un esprit égaré a perdu toutes ses fonctions , l'affection du mari ou de la femme se trouve éteinte avec les mouvemens libres de la volonté.

Comme celui des conjoints dont l'esprit est sain , ne peut plus vivre avec l'autre sans inquiétude , & quelquefois même sans peril , il est dégagé des devoirs de la société conjugale , & peut se faire séparer.

FUTURS CONJOINTS , sont ceux entre lesquels il y a promesse de mariage. *Voyez* Promesse de mariage.

G

GABELLE , est le droit que le Roy prend sur le Sel. Ce mot vient de *gabium* , qui signifie *tributum*.

Mais quoique ce terme semble signifier en général toutes sortes d'impôts , l'usage a voulu que le droit de gabelle fût pris pour celui qui s'impose sur le sel , & cet usage se trouve confirmé par l'art. 23. de l'Ordonnance d'Henri III. de l'année 1577.

Il y a donc de la différence entre les aydes , les tailles & les gabelles.

Les aydes se prennent sur les marchandises qui doivent tribuer ; les tailles se prennent sur les personnes ; & la gabelle se prend sur les deniers provenans de la vente du sel dû au Roy , outre le prix du Marchand & la voiture au Grenier.

Sur ces deniers provenans de la gabelle s'acquittent les rentes constituées sur le sel , & se prennent les gages des Officiers des Cours Souveraines , les Octrois destinés pour les gages des Présidiaux , réparations des Villes & autres impenses nécessaires pour subvenir aux affaires de Sa Majesté.

En France l'origine de cet impôt est incertaine ; dans le commencement cette levée étoit très-médio-cre. Sous Philippe V. il fut de deux deniers par minot , de quatre sous Philippe VI. qui en 1331. établit des Greniers à sel.

Ce droit fut de six deniers sous le Roy Jean , de huit sous Charles V. de douze sous Charles VII. de beaucoup davantage sous Louïs XI. il fut de vingt livres par muid sous François I. ainsi qu'il apert par son Ordonnance de l'an 1542. mais dans la suite cet impôt a augmenté considérablement.

Le tarif & achat du sel n'est donc pas libre, & la vente n'en peut être faite que par les Fermiers & Officiers du Roy.

Ces Fermiers sont tenus d'acheter le sel dans les salines à un certain prix , d'y payer les droits du Roy , & de le faire conduire à leurs frais aux Greniers établis par le Roy , où ils sont livrer le sel au peuple par les Commis qui sont préposés pour cela.

La vente & distribution s'en fait sur un certain prix , qui est arrêté au Conseil du Roy.

A l'exception de quelques Provinces qui se nomment pays de franc-salé , personne n'est exempt du droit de gabelle , & chacun doit en prendre dans le plus prochain Grenier de son domicile , sans excepter les Gentilshommes , ni les Gens d'Eglise.

Le sel ne se distribuë pas de la même maniere en tous lieux, il y a des Greniers de vente volontaire , il y en a d'impôts.

Dans l'étenduë des Greniers volontaires, chacun ne prend de sel qu'autant que bon lui semble , & la vente du sel s'y fait par minot ou demi-minot , suivant ce qui est réglé par l'Ordonnance de 1680.

Dans les lieux d'impôts , le sel s'impose tous les ans , & s'affied comme les tailles. Chaque Paroisse en prend la quantité à laquelle elle est imposée , & l'on oblige chaque particulier d'en prendre tous les ans une certaine quantité proportionnée à sa famille.

Il nous reste à observer ici, 1°. Qu'il se fait ordinairement trois fermes des gabelles. La premiere comprend la plus grande partie du Royaume, & s'appelle le grand Parti. La seconde est celle du Lyonois & du Languedoc. La troisieme est celle de la Provence & du Dauphiné.

II°. Que toutes les Villes considerables ont un Grenier à sel, & que dans chacun de ces Greniers il y a des Officiers apellés Grenetiers qui sont commis pour juger de la bonté du sel, & pour empêcher qu'il ne soit vendu plus que le Roy ne l'a ordonné, & pour prendre garde aux mesures, & faire le procès aux Fauxsonniers.

Voyez les Edits & Déclarations du Roy sur le fait des gabelles, des mois de Février & de Décembre 1644. Mars & Avril 1646. Janvier 1648. Décembre 1652. Mars 1653. Avril 1658. & 1659. Juin 1659. Août & Décembre 1661. Décembre 1663. Avril 1667. Juin 1671. Février 1676. l'Ordonnance de 1680. & le Reglement pour les gabelles de Bretagne du mois de Février 1681. Il y a aussi des Traités sur les Aydes & sur les Gabelles qu'on peut consulter.

GAGE, est un contrat par lequel celui qui emprunte de l'argent met en la possession de son créancier un meuble pour assurance de sa dette, pour le retenir jusqu'à ce qu'il en ait reçu le payement.

On appelle simple gage le meuble qui est donné comme pour nantissement & sureté de la dette au créancier jusqu'à parfait payement; & on appelle hypothèque la convention par laquelle on engage & oblige à la dette un immeuble; en sorte que quoiqu'on dise vulgairement de l'hypothèque comme du simple gage, ceci est mon gage; cependant donner un gage, s'entend des choses mobilières, & hypothéquer des choses immobilières.

Gages & hypothèques diffèrent donc principalement, en ce que le gage ne se forme que par la tradition d'une chose mobilière, & l'hypothèque se constitue sans tra-

dition sur un immeuble , qui devient obligé & hypothéqué au créancier pour la sûreté de sa dette , & demeure toutefois en la possession du débiteur.

Le gage doit être énoncé dans l'obligation , à peine de restitution ; l'acte du prêt sur gage doit être passé pardevant Notaires avec minute , & les gages qui ne sont énoncés dans l'obligation doivent du moins l'être dans un inventaire qui contienne la qualité , quantité , poids & mesure de la chose donnée en gage.

En France il n'est pas permis à un créancier faute de paiement , de vendre le gage de son autorité privée , il faut qu'il fasse assigner son débiteur , pour voir dire que faute de paiement , il sera procédé à la vente de la chose qui lui a été donnée en gage : condition qui seroit toujours requise , quand bien même il seroit porté par l'obligation que le créancier pourra vendre le gage après une simple sommation.

Touchant le gage, *Voyez* ce que j'en ay dit dans ma Traduction des Institutes , liv. 3. tit. & liv. 4. tit. 6. §. 7. *Voyez* aussi ce que j'en ai dit ici sur le nantissement du gage

MORT-GAGE. On appelle mort-gage celui dont on laisse jouir le créancier engagiste ; en sorte qu'il profite des fruits sans les imputer sur la dette ; & **vif-gage** se dit de celui dont les fruits sont comptés sur le principal de la dette qui diminue à proportion.

GAGES D'OFFICIERS des Maisons Royales , ne peuvent être saisis. Il n'en est pas de même des gages des Officiers de Judicature ; mais leurs créanciers n'ont aucune action ni droit sur leurs épices.

GAGERIE. Simple gagerie n'est autre chose qu'un simple arrêt , ou une saisie privilégiée de meubles sans transport , qui se fait sans lettre , sans condamnation & sans obligation par écrit , à l'effet que la chose ainsi arrêtée devienne le gage du créancier.

Cette saisie privilégiée se fait sans déplacement ni transport des meubles hors des lieux où ils sont saisis ; mais il faut que celui sur qui ils sont saisis donne un

gardien suffisant & solvable , ou qu'il s'en charge lui-même comme dépositaire de biens de Justice , auquel cas le saisissant donne assignation au saisi pour voir ordonner que les meubles saisis par simple gagerie seront vendus , car cette saisie & exécution étant faite sans titre exécutoire , ne doit être suivie de la vente qu'en le faisant dire & ordonner en Justice.

Mais si celui sur qui cette saisie est faite , refusoit de donner un gardien , ou de s'en charger comme dépositaire de biens de Justice , le Sergent pourroit les transporter.

Le Seigneur censier en la Ville & Banlieuë de Paris , faute de paiement des droits de cens dûs par les héritages qui y sont situés , peut proceder par voye de simple gagerie sur les meubles qui sont dans les maisons pour trois années d'arrérages dudit cens & au-dessous , suivant l'art. 86. de la Coutume de Paris.

Le propriétaire d'une maison baillée à loüage peut aussi proceder par voye de gagerie pour les termes à lui dûs sur les meubles étant dans cette maison , suivant l'art. 161. de la même Coutume.

La simple gagerie arrive encore au cas de l'art. 163. pour trois années d'arrérages d'une rente fonciere & non plus , dûë sur une maison scise en la Ville & Faubourgs de Paris sur les meubles étant en icelle appartenans au détempteur & débiteur de la rente.

Voyez ce que j'ai dit sur l'art. 160. & suivans de la Coutume de Paris.

GAGEURE , est une espece de convention sur une chose douteuse & incertaine.

Ordinairement ceux qui sont d'une opinion contraire conviennent ensemble d'une somme qu'ils déposent en main tierce pour sûreté & pour gage du gain que doit faire celui qui sera vainqueur. Une telle convention s'appelle gageure.

Les gageures ne sont permises en France que quand elles sont faites pour choses licites & honnêtes , & elles ne produisent point d'action au-dessus de cent liv. que lorsqu'elles sont écrites.

GAGNAGES, sont les fruits pendans par les racines, ou bien ce sont les revenus des terres.

Gagnages & gageries se prennent quelquefois pour les terres même que l'on cultive, & dont on perçoit des fruits ou gains.

Gagnage & gain ont la même étymologie du mot Anglois *Vuine*, qui signifie un laboureur, & il y a lieu de croire que de *Vuine*, on a fait *Vuinnem lucrari*, & que de ces mots en changeant le double *vu* en *g*, ce qui est fréquent dans nôtre langue, on a fait gain & gagnage, ce qui est d'autant plus probable, que dans plusieurs Auteurs Anglois on lit *vanagium* pour *gagnagium*.

Loyfel livre 4. titre 1. art. 1. dit qu'on met sa terre en gagnage par baux à rente, cens ou fief. Voyez d'Argenté sur la Coutume de Bretagne, art. 381.

GAIN DE SURVIE, est l'avantage que les conjoints par mariage ont stipulé au profit du survivant, ou de l'un d'eux en cas de survie.

Ainsi le gain de survie comprend toutes les libéralités faites entre conjoints par leur contrat de mariage au profit du survivant, soit qu'elles soient reciproques ou non.

Ce terme est en usage particulièrement dans le Pays de Droit écrit, où on s'en sert spécialement pour signifier l'augment de dot & une certaine somme qui est stipulée au profit de la femme en cas de survie.

Comme il n'y a point de préciput dans les contrats de mariage des Pays de Droit écrit, dans lesquels il n'y a point de communauté stipulée; on a coutume de stipuler que la femme survivante aura une certaine somme pour ses bagues & bijoux, & ces bagues ou bijoux & l'augment de dot sont apellés d'un nom general, gain de survie.

On appelle gain de survie l'avantage qui est stipulé au profit du mari, de retenir en cas de survie une certaine portion de la dot, ou une certaine somme sur la dot de sa femme, à l'effet de n'être tenu envers les hé-

ritiers de la femme qu'à la restitution du surplus dans le tems & de la maniere que les parties conviennent.

GALERES, signifie la peine à laquelle sont condamnés les criminels de ramer & de servir de forçat sur les galeres du Roy, pendant un certain tems ou pour toujours.

Au premier cas cette peine emporte infamie, mais n'emporte point confiscation de corps ni de biens.

Au second cas elle emporte condamnation de mort civile, & par consequent la confiscation des biens, au moins dans les Pays de confiscation.

Le bannissement perpétuel hors du Royaume où la condamnation aux galeres à perpétuité prive donc de tous effets civils, c'est-à-dire, de toute la faveur accordée aux hommes par les Loix & les Coutumes.

Cette peine parmi nous est semblable à la condamnation aux métaux chez les Romains, qui étoit apelée servitude, & ceux qui y étoient condamnés étoient apellés *Servi pœne*.

Les Officiaux ni les Cours Ecclésiastiques ne peuvent prononcer une condamnation aux galeres.

GARANT, est celui qui est responsable de l'éviction d'une chose dont il est obligé de faire jouir l'acquéreur, ou qui est obligé d'acquitter quelqu'un d'une dette en tout ou pour partie.

Il y a deux sortes de garants; sçavoir les garants formels & les garants simples.

GARANTS FORMELS, sont ceux à qui le nom de garant est donné dans sa propre signification, qui sont tenus envers quelqu'un de l'éviction d'une chose mobilière ou immobilière qu'ils lui ont vendue, donnée en échange ou en paiement.

Cette garantie descend du propre fait de celui qui en est tenu, & de l'obligation qu'il a contractée de faire jouir paisiblement l'acquéreur de la chose qu'il lui a vendue, donnée en échange ou en paiement.

Ainsi quand celui qui a acquis une chose mobilière ou immobilière à titre de vente ou d'échange, est

poursuivi par action réelle par celui qui s'en prétend propriétaire, ou lorsqu'il est troublé en sa possession par action hypothécaire, l'acquéreur peut en ce cas faire appeler son auteur pour prendre son fait & cause, & le défendre contre la poursuite qui est faite contre lui de la chose vendue, échangée ou donnée en paiement, faire cesser le trouble, si-non être condamné envers lui à ses dommages & intérêts, & le garanti peut si bon lui semble, se faire mettre hors de cause, pourvu qu'il le demande avant contestation en cause.

Celui qui est poursuivi en déclaration d'hypothèque à la requête d'un créancier de son vendeur qui a une hypothèque antérieure au contrat de vente, doit donc former sur le champ sa demande en garantie de ces poursuites à l'encontre de son vendeur, sans attendre l'événement de l'action qui est intentée contre lui, non seulement parce que le vendeur est tenu de son chef de l'action personnelle pour n'avoir point déclaré ses dettes, mais encore parce que les garans ne sont condamnés aux dépens de la cause principale que du jour de la sommation en garantie, & non de ceux qui ont été faits auparavant, si-non de l'exploit de demande originaire.

GARANTS SIMPLES, sont ceux qui ne sont appelés garants, qui emportent, & qui quoique tenus d'acquitter un autre de quelque dette ou de quelque action personnelle, ne sont pas néanmoins obligés de prendre le fait & cause de celui par qui ils sont sommés en garantie, mais ils peuvent seulement se joindre à lui & intervenir en la cause, étant obligés de l'acquitter de la dette pour le tout ou partie.

Cette garantie a lieu en toutes matières personnelles entre plusieurs particuliers obligés ensemble solidairement au paiement de quelque dette, en ce cas si le créancier demande à l'un des coobligés toute la somme, celui qui est assigné doit dénoncer cette demande à ses coobligés, & les faire assigner à ce qu'ils soient tenus d'intervenir en la cause, de se joindre à lui & de l'en acquitter chacun pour leur part & portion.

Cela

Cela s'observe non seulement entre plusieurs coobligés solidairement , mais aussi entre plusieurs associés & héritiers , lorsqu'ils sont assignés pour une somme entière dont les autres doivent leur part & portion.

La garantie simple a donc lieu quand un des coobligés solidairement est poursuivi pour le tout par le créancier , les autres coobligés sur la demande en garantie qui leur est faite , sont tenus de se joindre en cause avec celui contre lequel l'action est intentée , tous étant tenus de l'acquitter chacun pour leur part & portion , ou même pour le tout , s'il a une indemnité d'eux ; car il arrive quelquefois que deux personnes s'obligent solidairement envers un créancier pour une somme qui n'est touchée que par l'un des deux obligés , l'autre n'intervenant que pour plus grande sûreté , auquel cas il prend une indemnité de celui qui a touché l'argent.

GARANTIE, signifie sûreté , recours , indemnité , & il y en a de deux sortes : sçavoir la garantie simple & formelle.

La garantie formelle, est celle où le garant est obligé de prendre le fait & cause de celui qui est poursuivi par action réelle ou hypothécaire.

Dans la demande en garantie formelle , on dénonce au vendeur la demande en déclaration d'hypothèque faite au demandeur , à la requête de tel , par exploit d'un tel jour , à ce qu'il ait à la faire cesser , si-non condamné d'en acquitter , garantir & indemniser le demandeur , tant en principal , arrérages ou intérêts , frais , dommages & intérêts que dépens , tant en demandant , défendant , que de la présente sommation.

La garantie simple , est celle où le garant est obligé d'acquitter le garanti de la dette pour le tout ou pour partie , comme nous avons dit ci-dessus.

La demande en garantie simple , se fait comme la précédente , quant à la dénonciation , en y ajoutant , & concluant à ce que les défendeurs aient à faire cesser la demande , si-non condamné chacun pour leur

part & portion d'en acquitter , garantir & idemnifier le demandeur , tant en principal , interêts que dépens , tant en demandant , défendant , que de la sommation.

Si la demande en garantie se fait contre des cohéritiers , il faut conclure à ce que chacun d'eux soit condamné personnellement pour telle part & portion qu'ils sont héritiers hypothécairement pour le tout , d'en acquitter , &c.

Si la dette qui donne lieu à la demande en garantie étoit une charge de communauté d'entre le défunt & la veuve , & que les enfans du défunt & d'elle fussent mineurs , il faudroit faire assigner la veuve , tant en son nom , que comme mere & tutrice.

Si pendant le mariage on veut intenter la demande en garantie pour raison d'une obligation de garantie du chef de la femme , il faut en pays de Droit Coutumier , assigner le mari & la femme ; & si le mari ne veut pas autoriser sa femme , le demandeur la fait autoriser par Justice à son refus , après quoi elle reste seule en cause.

Il y a plusieurs différences entre la garantie formelle & la garantie simple , I°. La garantie formelle ne peut jamais avoir lieu que dans les matieres réelles & hypothécaires , au lieu que la simple se rencontre en tout autre matiere.

II°. Dans la garantie formelle , le garant est obligé de prendre le fait & cause pour le garanti , pourveu qu'il en soit requis avant contestation en cause , au lieu que dans la simple garantie , le garant doit seulement intervenir & se mettre en cause.

III°. Dans la garantie formelle , quand le garant a pris fait & cause du garanti , la Sentence n'est exécutoire contre le garanti que pour le principal , & non pour les dommages & interêts , dont la taxe se doit faire contre le garant , quand ils sont adjugés ; mais dans la simple garantie , la Sentence s'exécute contre le garanti , tant pour le principal que pour les dommages & interêts , s'il en échet , sauf son recours contre les

garants qui sont obligés de l'acquitter & indemniser.

La raison de ces différences, est que le garanti en la garantie formelle, n'est point obligé personnellement envers le demandeur originaire, qui se pourvoit contre la chose; mais dans la simple garantie, le garanti est personnellement obligé envers le demandeur originaire, par conséquent il ne peut être libéré par l'intervention de son garant.

Il nous reste à observer ici touchant la garantie formelle, 1°. Quoique la clause de garantie eût été omise dans un contrat de vente, échange ou autre équipolant, elle est toujours sous-entendue. *Voyez* Eviction.

II°. Celui qui intervient dans un contrat de vente & s'oblige solidairement avec le vendeur à la garantie de la chose vendue, est garant formel, étant également obligé envers l'acheteur, que le vendeur l'est.

III°. Il n'échet jamais de garantie que quand l'acquéreur est troublé dans la jouissance de la chose vendue, par les voyes de droit, & non par les voyes de fait & de violence.

IV°. Il n'y a point aussi d'ouverture à l'action de garantie quand l'acquéreur est troublé ou par le fait du Prince ou par l'autorité publique, parce que c'est une force majeure qui tombe sur le possesseur de la chose & dont personne n'est garant.

V°. Il n'en échet pas aussi dans le cas du retrait lignager, s'il n'y a une convention expresse.

Outre ces deux garanties que nous venons d'expliquer, on en distingue encore deux autres; sçavoir la garantie de droit & la garantie de fait.

GARANTIE DE DROIT, ou la garantie naturelle, est celle qui est de droit & d'équité, & de laquelle est toujours tenu celui qui a livré une chose à titre de vente ou autre équipolant; cette garantie regarde la propriété de la chose, & est la même que la garantie formelle.

Elle a lieu dans tout contrat de vente ou autre équipolant en cas d'éviction, à moins qu'il n'y ait conven-

tion au contraire, étant juste que le vendeur garantisse que la chose lui appartenait au tems de la vente, répond de l'éviction au cas qu'elle arrive, & restituë la valeur de la chose vendue & évincée, avec dépens, dommages & intérêts.

GARANTIE DE FAIT, est celle qui regarde la bonté & qualité de la chose vendue, & dont le vendeur n'est tenu qu'en conséquence d'une convention expresse, à moins qu'il ne s'agisse de défauts ou vices dont le vendeur est tenu par quelque disposition particulière de droit.

Cette garantie diffère de la précédente, 1°. En ce que celle de droit regarde la propriété de la chose appelée éviction, dont tout vendeur est tenu, à moins qu'il n'y ait convention au contraire, mais la garantie de fait regarde la bonté & la qualité de la chose, & n'a lieu qu'en vertu d'une convention expresse, ou bien de quelque disposition particulière de droit.

II°. Dans la garantie de droit le contrat de vente subsiste toujours, même après l'éviction, & c'est en conséquence & en exécution du contrat que l'acheteur recouvre la valeur de la chose dont il a été évincé avec dommages & intérêts, au lieu que dans celle de fait, le contrat de vente est cassé & annullé, en sorte que le vendeur est tenu de reprendre la chose & en restituer la valeur à l'acheteur par l'action rédhibitoire. *Voyez Rédhibitoire.*

GARANTIE CONVENTIONNELLE, est une garantie à laquelle on s'est obligé par une convention particulière, sur quoi il faut remarquer que l'on peut augmenter ou diminuer les engagements naturels par les conventions.

Ainsi on peut ajouter quelque clause à la garantie de droit qui en augmente l'obligation, comme s'il étoit convenu que le vendeur garantira les faits du Prince.

Cette clause doit avoir son exécution, quoique le vendeur ne soit point tenu naturellement des faits du Prince.

On peut aussi par une convention restreindre la garantie naturelle, comme s'il étoit convenu que le vendeur ne garantira que de ses faits, & non des faits d'autrui, ou si pour toute garantie il a promis de mettre entre les mains du vendeur les titres de propriété, ou s'il a promis qu'il ne rendra que le prix en cas d'éviction, & non les dommages & intérêts.

Dans tous ces cas le vendeur en cas d'éviction n'est tenu que de restituer à l'acheteur le prix de la chose vendue, sans aucuns dommages & intérêts.

Si même le contrat de vente étoit fait aux risques, perils & fortune de l'acquéreur, sans restitution de deniers en cas d'éviction, cette clause devoit avoir son exécution, parce que l'on achete plus ou moins cher par de pareilles considérations. D'ailleurs on peut ajouter à un contrat telle clause & convention qu'il plaît aux parties, pourveu qu'elle ne soit point contre les Loix & les bonnes mœurs, & qu'elle n'impugne point la substance du contrat.

GARANTIE EN FAIT DE TRANSPORT, est celle dont est tenu celui qui cede une dette mobilière; ou une rente à un autre.

Celui qui fait un tel transport sans aucune clause de garantie, n'est point tenu de l'insolvabilité du débiteur, quo' qu'arrivée au tems de la cession ou transport, il suffit que la dette soit due & que le cedant ait ignoré l'insolvabilité du débiteur, car lorsqu'il connoît manifestement qu'il est insolvable, il ne lui est pas permis de tirer de l'argent, sous prétexte d'une créance devenue inexigible par le désordre des affaires de son débiteur.

A l'égard des clauses de garantie d'un transport, il y en a de trois sortes.

La première est, *la promesse de garantir de tous troubles & empêchemens*. En vertu de cette clause, le cedant est tenu seulement de l'insolvabilité du débiteur arrivée avant la vente ou cession de la dette, mais non pas de celle qui arrive après; la raison est que garantir

une dette , c'est la déclarer bonne & valable au tems qu'elle est cedée , non pas dans un tems à venir.

La seconde clause est , *la promesse de fournir & faire valoir la chose cedée* , auquel cas le cedant est tenu tant de l'insolvabilité du débiteur au tems du contrat , que de celle qui survient après ; ce qui se doit entendre au cas d'une vente , & non pas d'une simple dette exigible au tems du transport , parce que si dans ce cas le débiteur étoit solvable lors du transport , on imputeroit la négligence du cessionnaire de n'en avoir pas exigé le paiement.

Il n'en est pas de même d'une rente dont le rachat ne dépend pas du créancier , mais seulement du débiteur , ainsi au cas que le débiteur de la rente devienne dans la suite des tems insolvable , le cessionnaire en vertu de cette clause peut s'adresser au cedant après discussion faite des biens du débiteur.

La troisième est , *la promesse de fournir & faire valoir , & même de payer soi-même après un simple commandement fait au débiteur*. Cette clause décharge le cessionnaire de la discussion du débiteur , à laquelle il feroit obligé , s'il n'y avoit que la clause de fournir & faire valoir. Voyez ce que nous avons dit sur l'article 109. de la Coutume de Paris.

GARANTIE DE LOTS , est une garantie qui a lieu de plein droit , & en vertu de laquelle les lots des cohéritiers sont garants les uns des autres , sans que la garantie soit stipulée dans le partage.

Cette garantie a lieu en cas d'éviction de la chose échûe en partage à l'un des cohéritiers , étant juste que s'il ne la peut conserver , cette perte ne tombe pas sur lui seul , mais aussi sur tous ses cohéritiers qui sont obligés de lui en faire récompense.

Les pertes arrivées par le fait de celui à qui le lot est échû , ne lui donnent aucuns recours de garantie , non plus que celles qui sont survenuës depuis le partage par cas fortuits , parce que pour exclure la garantie , il suffit que les choses aient été telles qu'elles paroissent au tems du partage.

GARDE, est une faculté accordée par la Coutume aux peres & meres de jouir des biens ou d'une partie des biens appartenans à leurs enfans mineurs pendant un certain tems, aux charges prescrites par la Coutume.

Ce droit n'a lieu qu'en Pays Coutumier, & ceux à qui il est déferé peuvent l'accepter ou y renoncer, mais l'acceptation s'en doit faire par le gardien en personne, en jugement & devant le Juge du domicile des mineurs.

Ce droit n'est qu'une suite du droit des fiefs. Comme ils ne se donnoient d'abord qu'à vie, dès qu'ils furent devenus héréditaires, les Seigneurs voyant que des fiefs pourroient écheoir à l'avenir à des mineurs, dont ils ne pourroient tirer aucun service, se reserverent en quelques lieux la jouissance de ces fiefs pendant la minorité féodale de leurs vassaux.

En d'autres endroits, ils permirent aux plus proches parens des mineurs du côté que les fiefs leur seroient échûs, de les déservir, & ils choisirent même quelquefois ceux d'entre ces parens qui étoient les plus propres à s'acquitter de ce devoir.

Les droits que les Seigneurs accorderent aux parens de leurs vassaux mineurs, fut apellé *bail* ou *garde*, & les parens qui déservirent ces fiefs, furent apellés *Baillistes*, c'est-à-dire, gouverneurs.

Ainsi le bail ayant été introduit afin que les fiefs des mineurs fussent déservis, tous les fruits & les profits furent donnés aux Baillistes, parce qu'il n'eût pas été juste qu'ils eussent déservi ces fiefs à leurs dépens.

Comme ils faisoient les fonctions de vassaux, les Seigneurs pour s'assurer de leur fidélité, les obligerent de faire la foy en leurs noms pour ces fiefs, ensuite ils reçurent aussi la foy de leurs vassaux mineurs.

Mais comme il n'étoit pas raisonnable que le bail eût été uniquement au profit des Baillistes, sans que les mineurs en tirassent aucun avantage, on obligea les Baillistes à payer les dettes des mineurs & à les rendre quittes à la fin du bail. De maniere que les créanciers qui avoient négligé de faire leurs poursuites

contre les Baillistes , étoient déchûs de leurs droits envers les mineurs , la garde finie. Ce qui a été la principale raison pour laquelle on a voulu que les gardes fussent reçûes en jugement.

Dans ces premiers tems les gardes n'étoient pas dé-favantageuses aux mineurs , I°. Parce qu'il n'y avoit d'abord que leurs fiefs qui tombassent en garde , & non pas leurs héritages en roture. II°. Parce que s'ils n'avoient pas été en bail , leurs Seigneurs auroient saisi leurs fiefs faute d'homme , en auroient joiû sans payer aucune de leurs dettes , au lieu que leurs Baillistes étoient obligés de les rendre quittes à la fin du bail.

Enfin ces gardes par succession de tems devinrent pour ainsi dire au pillage. Les Baillistes non contents d'avoir tous les fruits & tous les profits des fiefs de leurs mineurs, usurperent encore leurs meubles, ce qui n'eût cependant lieu qu'entre les Nobles , & après les meubles ils usurperent les fruits des héritages en roture,

Cela fit que souvent les mineurs se trouvoient à leur majorité obligés de payer leurs dettes , parce que leurs créanciers avoient été absens, & que leurs Baillistes étoient devenus insolvable sans les avoir acquitées.

Pour remédier à un tel inconvenient dans la plupart des Coûtumes , on ne reçut plus pour Baillistes les collatéraux , & même en plusieurs endroits on ref-traignit la garde aux peres & meres.

Mais pour empêcher les Seigneurs de saisir faute d'homme les fiefs des mineurs qui relevoient d'eux , on les obligea de donner souffrance aux mineurs , & l'on arrêta que la souffrance vaudroit foy tant qu'elle durerait.

L'on ne permit plus aussi aux Nobles dans quelques Coûtumes de prendre les meubles des mineurs dont ils auroient le bail , & en d'autres lieux on priva tous les Baillistes indistinctement de la joiûissance des héritages en roture.

Enfin on les obligea presque par tout de donner caution , & l'on abrogea en plusieurs endroits le tems

des gardes ; on ordonna même en plusieurs Coutumes qu'elles finiroient par les secondes nôces , tant des peres que des meres , & en d'autres par les secondes nôces des meres seulement.

Il y a deux sortes de gardes : ſçavoir , la garde noble , & la garde bourgeoise.

La garde noble , eſt celle qui eſt déferée aux peres & meres nobles des mineurs , & à leur défaut à leurs ayeux & ayeules nobles , ſans donner caution. La garde noble eſt très-ancienne & a été vrai-ſemblablement inventée & introduite à l'occafion des fiefs.

La garde bourgeoise eſt celle qui eſt déferée aux peres & aux meres non nobles des enfans mineurs , en donnant caution. Il y a long-tems que la garde bourgeoise eſt introduite , mais elle n'a pas été bien établie que depuis les Lettres Patentes de Charles VI. du 5. Août 1390. qui confirment ce privilege accordé aux Bourgeois par Charles V. le 9. Août 1371.

Dans la Coutume de Paris la garde noble finit à vingt ans pour les mâles , & à quinze pour les filles , & la garde bourgeoise finit à 14. ans pour les mâles & à 12. pour les filles.

La garde noble ou bourgeoise finit encore par le ſecond mariage du gardien , ou par le mariage du mineur fait du conſentement du gardien , quoique le tems preſcrit pour la garde ne ſoit pas expiré.

Le gardien noble ou bourgeois eſt tenu de faire faire inventaire de tous les titres & papiers , meubles & immeubles des mineurs. La Coutume de Paris oblige même celui qui a la garde bourgeoise à donner caution.

L'émolument de la garde conſiſte en la jouiſſance des meubles & dans l'usufruit des immeubles qui ſont échûs aux mineurs par la ſucceſſion ou diſpoſition à cauſe de mort du précédé de leurs pere & mere.

Les charges de la garde , ſont de nourrir , entretenir & faire inſtruire les mineurs ſelon leurs biens & leur qualité , comme auſſi de payer les dettes perſon-

nelles & mobiliaires du prédécédé, & d'acquitter les arrérages des rentes & charges annuelles des héritages, & enfin d'entretenir les maisons & héritages, des réparations viagères, & non pas des grosses.

Celui qui a accepté la garde peut être tuteur ; mais celui qui a accepté la tutelle ou la curatelle, ne peut plus demander la garde, à moins qu'il n'ait protesté en acceptant la tutelle, que c'étoit sans préjudice de la garde.

La garde est personnelle, ainsi quand elle est acquise, le changement de domicile n'est pas considéré & ne change rien. Par exemple, un Bourgeois de Paris à qui la garde est échûë après le décès de sa femme, va ensuite demeurer dans une autre Coutume où elle n'est point reçûë, ses droits lui sont conservés de même que s'il restoit à Paris, ils le suivent par tout. Cela fait voir que la garde est une qualité personnelle qui dépend de la Coutume où elle est déferée, eu égard au tems du décès de l'un des conjoints.

Comme la garde est déferée par la Loy, la disposition de l'homme n'y peut donner atteinte ; c'est pourquoi le mari par son testament n'en peut priver sa femme, ni la femme son mari, ils ne peuvent point s'ôter ce qu'ils ne tiennent point d'eux-mêmes.

Le gardien ne peut vendre ni aliéner le bien de ses mineurs, ni poursuivre ou défendre leurs droits en Justice. Ainsi dans les Coutumes où la qualité de gardien ne supplée point à celle du tuteur, les saisies & criées poursuivies sur le gardien seroient nulles. Brodeau sur M. Loüet, lett. G. nomb. 6. Il faut que ce soit le tuteur ou le curateur qui agisse ; en sorte que si les mineurs ont un gardien & un tuteur en même tems, ce sera ce dernier qui aura l'administration des affaires, & contre lequel seul on pourra valablement proceder ; d'où vient aussi que si les deux qualités de tuteur & de gardien sont réunies en la même personne, & que le père, par exemple, soit gardien & tuteur, ce sera en conséquence de cette dernière qualité

qu'il faudra proceder avec lui.

Ce qui est dû au gardien est confus en sa personne, pourveu que la dette soit mobiliare.

Lorsque la garde finit par les secondes nôces du gardien, les meubles lui restent comme choses qu'il a acquises durant la garde.

Le gardien peut renoncer à la garde après l'avoir acceptée, & faire ainsi meilleure la condition de ses enfans au préjudice de ses créanciers, sans que les Loix contenues dans le Digeste, *que in fraudem creditorum*, puissent être opposées à ceux qui reçoivent de l'avantage par cette renonciation.

La raison est que suivant la Loy pénultième au Code *de pactis*, il est loisible à un chacun de renoncer au droit qui est introduit en sa faveur. Ainsi les créanciers n'ont pas lieu de se plaindre, car de même qu'ils ne pourroient forcer leur débiteur d'accepter la garde, ils ne peuvent pas s'opposer à la remise qu'il en a faite, d'autant que c'est moins une renonciation frauduleuse, que le rétablissement du droit commun.

Touchant la garde noble & la garde bourgeoise, voyez ce que j'en ai dit sur le titre 12. de la Coutume de Paris.

Outre ces deux especes de garde, il y en a deux autres; sçavoir la Royale & la Seigneuriale.

GARDE ROYALE, est un droit spécial qui appartient au Roy en certains lieux, pour raison des fiefs nobles tenus immédiatement de lui.

Elle lui donne la jouissance de tous les fiefs, arriere-fiefs, rotures, rentes & revenus des mineurs qu'il a en sa garde, à la charge d'entretenir les héritages & de payer les arrérages des rentes, de nourrir & de faire élever les enfans pendant tout le tems que dure la garde, & les enfans ne peuvent se marier tant qu'elle dure, sans le consentement de Sa Majesté.

Cette especie de garde a été introduite en Angleterre par les Normands; elle avoit lieu anciennement en Bretagne, mais en l'année 1277. par un Traité fait en-

tre Jean Duc de Bretagne & les Nobles du Pays, elle fut changée en droit de rachat.

Ce rachat consiste dans les fruits d'une année sans couper les bois, pêcher les étangs, vendre ni courre en garenne & en forêts, moyennant quoi les Nobles peuvent laisser la garde de leurs enfans à qui bon leur semble.

GARDE SEIGNEURIALE, est un droit qui appartient en quelques endroits au Seigneur féodal, lequel pendant que ses vassaux sont en bas âge, faits les fruits siens des revenus des fiefs qui relevent seulement de lui immédiatement, sans qu'il soit obligé de nourrir ni d'entretenir les mineurs auxquels on donne de tuteurs pour leurs autres biens.

Il est seu'ement tenu de conserver les fiefs en leur entier & d'acquitter tous les ans les rentes foncières & les autres charges marquées par les Coutumes.

GARDE, se dit aussi de plusieurs Officiers de Justice, comme Gardes-Marteau, Gardes de Monnoyes, les Juges-Gardes & Conservateurs des privileges des Universités, des Forêts, &c.

On appelle le Prévôt de Paris simplement Garde de la Prévôté, à cause que c'est le Roy qui est le premier Juge & Prévôt. *Voyez* Prévôt de Paris

GARDES OU JUGES-GARDES, sont les premiers Juges des Monnoyes dont les appellations ressortissent à la Cour des Monnoyes.

Il y en a deux établis dans chaque Hôtel où l'on fabrique Monnoye. Leur fonction est de veiller sur tout le travail de la Monnoye, à ce qu'il soit fait selon l'Ordonnance, de peser, rebuter & faire refondre les especes trop foibles de poids & d'aloï, d'en tenir registre & en faire des procès verbaux, de les envoyer à la Cour des Monnoyes avec les boîtes dans lesquelles ils renferment les pièces & échantillons pour être jugées.

GARDE-MARTEAU, est un Officier des Eaux & Forêts qui garde le marteau avec lequel on marque le

bois qu'on doit couper dans les Forêts du Roy, quand on fait des ventes.

Il a aussi le droit d'assister aux Jugemens intentés pour le fait des Eaux & Forêts, non seulement il y a voix délibérative, mais encore le droit de tenir le Siége en l'absence du Maître & du Lieutenant.

GARDE-NOTTE ou **TABELLION**, est un Officier qui ne passe pas les actes & contrats, mais qui en conserve les nottes & minutes.

En plusieurs Villes les Notaires reçoivent & passent seulement les minutes & nottes des contrats, & les peuvent délivrer aux parties en brevet, mais ils sont tenus de les porter aux Tabellions ou Gardes Nottes pour les garder & délivrer en grosse aux parties si elles le requièrent pour avoir une exécution parée.

En l'an 1597. que le Roy Henry IV. rendit héréditaires les Offices de Notaires, il unit & incorpora ensemble les Offices de Notaires, Tabellions & Gardes-nottes, de sorte que la garde des minutes fait aujourd'hui partie de l'Office des Notaires.

Il faut excepter quelques Villes où les fonctions des Notaires & celles des Tabellions n'ont pas été réunies; & en ce cas, comme nous venons de dire, le Notaire reçoit la minute, & le Tabellion en délivre l'expédition après l'avoir mis en forme.

Mais presque par tout le Royaume les Notaires prennent la qualité de Notaires & Gardes-nottes, c'est-à-dire, qu'ils gardent les minutes des contrats que les particuliers passent devant eux.

GARDE-ROLLE, est un Officier de Chancellerie qui garde les rolles des oppositions qui se font au Sceau à la résignation des Offices de ceux qui ont des créanciers.

Il y en a aussi d'établis pour les rentes de l'Hôtel de Ville, que l'on appelle *Conservateurs des hypothèques*.

Les Gardes-rolles rapportent à M. le Chancelier les provisions des Offices, & les conservateurs les Lettres de ratification de la vente des rentes sur la Ville.

GARDE DES SCEAUX, est un grand Officier du Royaume à qui le Roy commet la garde des Sceaux de la grande Chancellerie, dignité qui est ordinairement jointe à celle de Chancelier.

Sa principale fonction est de sceller non seulement les Edits, Déclarations & autres Ordonnances Royaux, mais encore toutes les Lettres de Chancellerie qui concernent la Finance, la Justice & la concession des dons & des graces.

Il a les confiscations en entier de ceux qui sont condamnés à peine afflictive pour faussetés commises au Sceau, & quand il marche en cérémonie, il est précédé de quatre Hoquetons qui portent masses aux Armoiries du Roy, comme nous avons dit ci-dessus *verbo* Chancelier.

GARDE-SACS, est un Commis dépositaire & chargé des Sacs & des productions des parties, pour en être faite la distribution aux Conseillers, suivant que celui qui préside à la Jurisdiction le juge à propos.

GARDES GARDIENNES, sont Lettres octroyées à des Communautés, Chapitres, Abbayes, Prieurés & Eglises de ce Royaume, par lesquelles elles peuvent attirer leurs débiteurs hors leur Jurisdiction, & les assigner pardevant le Juge Royal dénommé dans les Lettres, Conservateur de leur privilege. Ces Lettres doivent être vérifiées en la Cour de Parlement.

GARDES GARDIENNES, sont aussi les Lettres accordées aux Regens, Ecoliers & Supôts de l'Université, en vertu desquelles ils ont droit de plaider pardevant le Juge Conservateur des privileges de l'Université.

Ces Lettres de gardes gardiennes qui s'accordent par les Conservateurs, sont annales comme les *Committimus*.

Les renvois en vertu de ces Lettres ne se peuvent demander qu'en cause par Avocat ou Procureur, & non par un Sergent, & en cas de refus, il en faut appeler comme de Juge incompetent. *Voyez* Scholarité.

GARDIEN, se dit de celui qui a la garde noble

ou bourgeois. Sur quoi *Voyez* ce que nous avons dit ci-dessus *verbo* Garde.

Gardien se dit aussi de celui qui s'est chargé de la garde des biens meubles saisis sur un débiteur, à la charge de les représenter pour être vendus par le créancier, à quoi il s'est obligé, de manière qu'il y peut être contraint par corps.

Le gardien suit ordinairement la foy de celui sur qui la saisie mobilière a été faite. Il ne dépend néanmoins que du gardien, suivant l'art. 21. du tit. 19. de l'Ordonnance de 1667. de requérir l'Huissier qui fait la saisie, de le mettre en possession des meubles saisis & de les enlever.

On ne doit établir pour gardiens, suivant la même Ordonnance, ni les parens de l'Huissier, ni le saisi, sa femme, enfans ou petits-enfans. Mais on peut établir pour gardiens les freres, les oncles & les neveux, pourveu qu'ils y aient expressément consenti par le procès verbal de saisie & exécution, & qu'ils l'aient signé ou déclaré ne pouvoir signer.

Il n'est pas permis d'empêcher par violence l'établissement du gardien ni de le troubler, la peine est le double de la valeur des meubles saisis, cent liv. d'amende, sans préjudice des poursuites extraordinaires.

S'il survient des oppositions qui regardent la vente, les gardiens sont déchargés de plein droit deux mois après qu'elles auront été jugées; & si les oppositions ne sont viduées dans un an du jour de l'établissement du gardien, il demeure encore de plein droit déchargé.

Si le gardien fait enlever les meubles saisis, il ne doit point s'en servir, ni les louer à personne, il les doit conserver comme un dépositaire; faute par lui de le faire, il en est responsable, & doit en outre être condamné en tous les dépens, dommages & intérêts.

Voyez touchant les gardiens, ce qui en est dit dans le titre 19. de l'Ordonnance de 1667.

GARNIMENT, c'est-à-dire, garantie. *Voyez* Garantie.

GARNI LA MAIN DE JUSTICE. Quand celui qui est poursuivi pour une dette prouvée & justifiée, allègue une exception peremptoire contre la demande qui lui est faite, jusqu'à ce qu'il prouve l'exception qu'il propose, il doit garnir la main de Justice, c'est-à-dire, mettre ès mains du Sergent ou Huissier la somme pour laquelle il est poursuivi.

Un Fermier, par exemple, allègue contre la demande du propriétaire, dont il a affermé l'héritage, que ce propriétaire a mis empêchement à sa jouissance, & qu'ainsi il ne doit pas être obligé de payer la somme qui lui est demandée, mais d'autant que le propriétaire justifie sa dette fondée sur le bail passé entre lui & le Fermier, & que le Fermier ne justifie pas son exception en l'alleguant, & que peut-être ne la pourra-t'il pas prouver, la présomption qui est contre lui, fait qu'il est obligé de mettre la somme pour laquelle il est poursuivi entre les mains du Sergent ou Huissier, en s'oposant à la délivrance des deniers.

Il y a encore un cas où l'on garnit la main de Justice, c'est quand le Seigneur saisit pour cens non payé, celui qui s'opose à la saisie doit consigner trois années pour avoir main-levée, parce que le Seigneur doit toujours plaider main garnie dans ce cas.

GARNISON, signifie la main-forte qu'on met dans la maison d'un homme d'affaires pour le contraindre d'obéir aux ordres du Roy ou de la Justice, & pour veiller sur sa conduite.

On met encore garnison chez un homme, quand on saisit ses meubles, & qu'il ne donne point de gardien, en ce cas l'Huissier lui donne assignation en l'Hôtel de M. le Lieutenant civil, pour voir dire qu'il y aura chez lui garnison jusqu'à la vente de ses meubles.

GENERALITÉS, sont les Bureaux des Trésoriers de France établis pour faciliter la recette des deniers des tailles, taillons & subsistances.

Il y a dix-neuf Generalités dans les Pays d'Elections, qui sont Paris, Amiens, Soissons, Châlons, Lyon, Montauban,

Montauban, Bordeaux, Limoges, Poitiers, la Rochelle, Tour, Caën, Alençon, Rouen, Orleans, Bourges, Moulin, Riom & Auch, & il y a six Generalités dans les Pays d'Etats, qui sont Bretagne, Bourgogne, Dauphiné, Provence, Montpellier & Toulouse, cela fait en tout vingt-cinq Generalités.

Chaque Generalité est formée de plusieurs Elections qui comprennent un certain nombre de Paroisses.

Dans chaque Generalité il y a un Intendant envoyé par le Roy pour y prendre connoissance des affaires de Justice, Finances & autres qui concernent l'intérêt du Roy & du public dans tous les lieux de l'Intendance où il est départi, mais les Generalités de Montpellier & de Toulouse sont sous un même Intendant, qui est celui de Languedoc, ainsi il n'y a que vingt-quatre Intendans pour les vingt-cinq Generalités.

Il y en a encore six distribuées dans la Flandre, le Haynaut, l'Alsace, le Pays Messin, la Franche-Comté & le Roussillon; ce qui fait en tout trente Intendances.

De plus il y a dans chaque Generalité deux Receveurs Généraux des Finances qui font alternativement l'exercice d'une année, pour recevoir des mai s du Receveur des Tail'es les deniers Royaux qui lui ont été remis par les Collecteurs des Paroisses, & pour les porter au Trésor Royal.

GENS DU ROY, sont des Officiers de Judicature dont le ministère est de prendre connoissance dans toutes les affaires où le Roy & le public ont intérêt.

Au Parlement ce sont Monsieur le Procureur Général, Messieurs les Avocats Généraux, & dans les Justices Royales inférieures, ce sont le Procureur & les Avocats du Roy du Siège.

Les Avocats Généraux portent la parole aux Audiances dans les causes où leur ministère est requis, comme sont les causes criminelles, celles des Eglises & des Communautés, celles des mineurs & de tous les autres qui intéressent le Roy & le public. Ils visent les expédiens en affaires d'Audiances, comme Monsieur le

Procureur Général à qui la plume appartient, les signe en procès par écrit.

Dans toutes sortes d'affaires qui se passent au Parquet, quand il n'y a qu'un Avocat Général, la voix de M. le Procureur Général l'emporte.

Voyez l'Arrêt du Conseil d'Etat du 20. Avril 1684. qui regle les fonctions des Procureurs & Avocats Généraux du Pailement de Guyenne à l'instar du Parquet du Parlement de Paris.

Ces Officiers sont apellés Gens du Roy dans les Compagnies de Justice & dans tous les Sièges Royaux, parce que leurs fonctions sont de veiller à l'interêt public qui est celui du Roy, de poursuivre la punition des crimes, lors même qu'il n'y a point de parties, & lorsqu'il y en a, de requérir ce qui est de l'interêt public soit pour l'instruction ou pour le jugement, & de conclure aux peines que les crimes peuvent meriter, car les parties ne peuvent demander que les désintereffemens qui leur sont dûs, & non la vengeance des crimes.

C'est la fonction de ces Officiers de tenir lieu de partie pour l'interêt public dans ces sortes d'affaires, & dans toutes autres où le Roy & le public sont intereffés, comme dans les causes qui regardent l'interêt de l'Eglise ou des mineurs.

Comme la fonction des Gens du Roy est aussi nécessaire dans les Jurisdicitions Ecclésiastiques & dans les Justices des Seigneurs, elle est exercée dans les Officialités par les Promoteurs, & dans les Justices Seigneuriales par des Officiers qu'on appelle Procureurs Fiscaux.

GENS SANS AVEU, sont ceux qui ne sont avoués ou reconnus de personne, qui n'ont ni feu ni lieux. *Voyez* Vagabonds.

GENS DE CORPS, sont ceux dont la personne est serve, à la difference des mains-mortables d'héritages, qui ne sont serfs qu'à raison des biens immeubles qu'ils possèdent, & qui sont des personnes libres.

Les hommes & femmes qu'on appelle gens de corps,

font aussi apellés gens de poursuite ; parce que dans quelques lieux qu'ils aillent demeurer , soit lieu franc , ou non , ils peuvent être réclamés par leur Seigneur ; car tels hommes & femmes de corps sont censez faire partie de la terre ; d'où vient que les vassaux les donnoient autrefois en aveu & dénombrement.

GENS DE MAIN - MORTE, sont les Eglises , Communautés , Chapitres , Colleges , & Convens , ainsi apellés , parce qu'ils ne meurent point , mais sont perpétuellement vivans. *Existimatur immortalis possessio Ecclesia , Collegii , Municipii , Civitatis , Cœnobii & Corporis alicujus : quia nunquam heredem habere desinunt , nec pradia jurave sua alienare possunt.* On dit encore des Communautés que c'est , *Gens aterna , eadem perpetuè permanens , quasi in ea nemo unquam moriatur.* Tellement que leurs héritages sont estimés ne changer jamais de main. *Et ideo res ad priorem dominum non revertitur.*

Comme il n'y a plus lieu d'espérer qu'il s'en fasse dans la suite aucune aliénation ni mutation , il est évident qu'un Seigneur diminuë considérablement la valeur de son fief , quand il admet des gens de main-morte à des héritages qui en relevent , & qui étant acquis par des particuliers , auroient continué de produire les droits aux mutations qui s'en pourroient faire. C'est pour cette raison qu'il s'est introduit que les gens de main-morte qui acquereroient des immeubles , en payeroient au Roy un droit d'amortissement , & aux Seigneurs un droit d'indemnité.

Il ne peut y avoir aucun doute à l'égard de ce droit qui s'en paye au Seigneur. Pour ce qui est de celui qui s'en paye au Roy , il provient de ce que les Seigneurs ne pouvoient autrefois abréger leurs fiefs sans le consentement de tous les Seigneurs féodaux supérieurs , en remontant de Seigneur en Seigneur jusqu'au Souverain. Ainsi il est juste que les gens de main-morte ne puissent acquerir d'immeubles dans le Royaume , qu'ils n'ayent , outre le consentement du Seigneur ,

des Lettres d'amortissement en forme de charte du Roy comme Souverain & Seigneur médiat. *Voyez* ce que nous avons dit sur ces mots, *abreger un fief. Voyez* Amortissement.

GÉOLE. Droit de géole est un droit qui est dû au Géolier d'une prison, à cause de la garde des prisonniers.

Les Juges doivent regler les droits appartenans aux Géoliers, Greffiers des géoles & Guichetiers, pour vivres, denrées, gîtes, géolages, extrait d'élargissement ou décharges, dont il doit y avoir un tableau ou tarif posé au lieu le plus aparent de la prison.

Touchant les prisons, Greffier des géoles, Géoliers & Guichetiers, *Voyez* ce qu'en dit l'Ordonnance de 1670. tit. 13.

GIRON, **TENDRE LE GIRON**, signifie l'acquiescement que fait en Justice l'acquéreur d'un héritage à la demande du retrayant, en comparant par le défendeur en retrait à l'assignation qui lui a été baillée, & accordant en Justice les fins & conclusions du demandeur en retrait.

Cet acquiescement suivant Chopin, Papon & autres, oblige le retrayant à reprendre l'héritage; de sorte qu'il ne lui est pas possible après de se désister de la demande qu'il a fait en retrait.

La raison que ces Auteurs en rendent, est que si-tôt que l'acquéreur a rendu le giron sur la demande en retrait qui lui a été faite par le lignager, ils sont censés tous les deux avoir contracté en Justice; ce qui fait qu'ils peuvent être contraints d'exécuter ce dont ils sont convenus.

Il y a néanmoins des Auteurs qui prétendent que quoique le défendeur en retrait tende le giron, le retrayant ne peut être contraint au remboursement, & peut se désister de sa demande en retrait.

La raison qu'ils en rendent, est que la Loy ne décide rien à cet égard, la Coutume de Paris porte seulement en l'art. 136. que le retrayant auquel l'héritage

est adjugé par retrait , est tenu de payer & rembourser l'acheteur des deniers qu'il a payé au vendeur pour l'achat dudit héritage , ou consigner les deniers au refus dudit acheteur , icelui dûment apellé à voir faire ladite consignation , & ce dedans vingt-quatre heures après ledit retrait adjugé par Sentence , & que l'acheteur aura mis ses Lettres au Greffe , partie présente ou apellée , & outre qu'il aura affirmé le prix , s'il en est requis , & s'il ne le fait le tems passé , tel retrayant est déchu dudit retrait.

Ils concluent de cet article , que le demandeur en retrait peut y renoncer , & ne peut être contraint de prendre l'héritage , mais seulement de payer les dépens de l'instance.

La raison est que par le jugement le retrayant n'est pas condamné de payer , mais bien l'acquéreur de rendre l'héritage , pourveu qu'il soit remboursé & indemnisé : or chacun peut renoncer à un droit qui est purement introduit en sa faveur ; ainsi il doit être loisible au retrayant de renoncer au droit spécial & particulier que la Coutume lui donne , quand bien même l'acquéreur auroit tendu le giron , ou qu'il eût été condamné en Justice à rendre l'héritage.

Pour moi je croi que le lignager auquel l'acquéreur n'a pas tendu le giron , peut se désister ou renoncer à sa demande en retrait , en payant les dépens de l'instance , parce qu'alors les choses sont entieres ; mais quand l'acquéreur a tendu le giron par l'acceptation qu'il a faite en Justice des offres du retrayant , ou qu'il y a eu Sentence qui adjuge le retrait , le retrayant n'est plus en droit de renoncer , & peut être contraint à prendre l'héritage.

Voyez Chopin sur la Coutume de Paris , Livre 2. tit. 6. nomb. 17. Voyez aussi ce que j'ai dit sur l'art. 136. de la Coutume de Paris glose 1. nomb. 9.

GISTE , DROIT DE GISTE , étoit autrefois un droit particulier de logement & de défray qu'avoient nos Rois sur les Evêchés , Abbayes & Monasteres , ce droit apartenoit aussi quelquefois aux Seigneurs par

une convention particuliere. Cela provient de ce que anciennement les hôtelleries étoient très-rares dans ce Royaume, comme elles le sont encore aujourd'hui en Espagne & dans l'Orient.

Sur ces logemens & gîtes, il faut remarquer, I°. Qu'ils étoient souvent convertis en argent.

II°. Que tous les Benefices n'en étoient pas généralement chargés, mais seulement de certains dont étoit tenu Registre.

III°. Que ces logemens étoient réglés & bornés à certains tems, journées & fournitures.

GOUVERNEURS DE PROVINCES, sont des Lieutenans Généraux des Provinces qui ont succédé aux anciens Ducs, pour défendre par armes les Provinces qui leur ont été données en charge, pour tenir les Places, les Villes, Châteaux, Forts & Fortereffes bien réparées & munies, pour changer les garnisons, donner main-forte à la Justice, & faire que les Edits du Roy soient bien observés.

Ils n'ont cependant aucune Jurisdiction, & ne doivent rien entreprendre sur la Justice, ni sur les Finances, leur autorité étant bornée au fait des armes.

Ils peuvent à la vérité ordonner du département & distribution des deniers pour les réparations & fortifications des Places du Gouvernement & des logis, vivres & étapes pour le passage des gens de guerre; ils peuvent aussi donner Passe-ports pour les personnes seulement, mais non pas pour les marchandises & denrées, & ils ne doivent sans Ordonnance du Roy, faire levée des charrois, pionniers, deniers ou autres choses.

GRACE. Voyez. Lettres de grace.

GRADUÉS, sont ceux qui après avoir étudié dans une Université fameuse, y ont obtenu des degrés, & les ont fait signifier à des Collateurs ou Patrons, afin de pouvoir acquérir les Benefices qui vacqueront par mort dans les quatre mois de l'année qui leur sont affectés.

Il y a deux sortes de Gradués , sçavoir les Gradués simples & les Gradués nommés.

Les Gradués simples sont ceux qui n'ont que leurs Lettres de Gradués avec le certificat d'étude de l'Université dans laquelle ils ont étudié.

Les Gradués nommés sont ceux qui outre ces Lettres & ce certificat , ont des Lettres de nomination par lesquelles l'Université dans laquelle ils ont fait leur tems d'étude , les nomme & les présente au Collateur ou Patron pour être pourvus des Benefices qui leur sont affectés.

Les Benefices vacans par mort pendant les mois d'Avril & Octobre , sont affectés aux Gradués simples ; ceux qui vaquent par mort pendant les mois de Janvier & de Juillet , sont affectés aux Gradués nommés.

GRADUÉS , sont en fait de jugement des personnes qui ont pris des grades de Baccalaureat & de Licence en Droit Civil , que les Juges qui ne sont pas en assez grand nombre pour rendre un jugement , peuvent prendre pour rendre le nombre des Juges complet , suivant les articles 10. & 11. du titre 25. de l'Ordonnance de 1670.

GRAINS DU DOMAINE DU ROY , se vendent par affiches , publications , mises ès ressort des Baillages où le magasin du Domaine est assis , & ne doit faire vente desdits grains que pour ce qui reste des charges en grains à acquitter.

S'il y a quantité de grains , les ventes s'en doivent faire à deux fois après la saint Martin que la recolte en est faite , afin que les Sujets du Roy se sentent de son revenu , & la dernière fois quand les grains sont à prix raisonnable , afin que le Roy tire quelque commodité de son revenu.

Le Receveur pour vérifier sa recette , doit rapporter les prises & estimations desdits grains faites par Experts , le procès verbal de la vente & adjudication & certification du Greffier du Bailliage , ou extrait du rapport fait par les Boulangers audit Greffe , & ce que le

plus beau grain aura été venu au jour de marché précédent & au jour de marché subséquent, le jour de la vente desdits grains, & doit le procès verbal contenir qu'affiches ont été préalablement faites en présence du Procureur du Roy & des personnes qui y sont cénommées, afin de connoître si le Juge n'y a point apporté de connivence

GRAND MAÎTRE DE FRANCE, étoit autrefois le Maître ou le Comte du Palais, qui a depuis été appelé Sénéchal de France, & anciennement étoit comme Duc de France, c'est-à-dire, Duc des Ducs, & qui a eu la sur-Intendance & autorité sur la Guerre, sur la Justice & sur les Finances.

A cette grande Charge a succédé celle de Connétable qui fut sous Philippe de Valois le premier Officier de la Couronne; mais la Charge de Connétable a été supprimée en 1627. après la mort du Connétable de Lesdiguières.

GRAND CONSEIL, est une Jurisdiction Souveraine qui a été dans son origine le Conseil des Rois, & a été établie en Jurisdiction ordinaire & contentieuse par Charles VIII. l'an 1492.

Après que le Parlement qui étoit l'ancien Conseil des Rois eut été fixé à Paris, les Rois s'établirent un nouveau Conseil composé des plus grands Seigneurs du Royaume, & de Conseillers tirés du Parlement. Ce nouveau Conseil fut appelé d'abord Conseil Secret, & plus ordinairement le Grand Conseil.

Mais dans son établissement ce n'étoit point une Jurisdiction contentieuse, l'on n'y traitoit que de la Police generale du Royaume, & des choses concernant les Finances & la Guerre.

Dans la suite ce Grand Conseil pour se donner plus d'autorité, évoqua une partie des contestations qui étoient entre les particuliers, & en enleva la connoissance au Parlement. Ce qui fit qu'il ne put travailler désormais aux affaires d'Etat, pour lesquelles il avoit été uniquement institué.

Charles VIII. en l'année 1492. sur la requiſition des Etats, reduiſit le Grand Conſeil en forme de Cour Souveraine ordinaire, y nomma dix-ſept Conſeillers, & voulut que ce Conſeil fût fixé & toujours ſéant pour terminer les affaires qui ſ'y préſenteroient.

Louïs XII. par ſon Ordonnance du mois de Juillet 1498. y ajouta un certain nombre de Juges, dont il voulut que le Chancelier fût le Chef, ou un Maître des Requêtes en ſon abſence. Depuis il a été créé à cette Cour des Présidens, qui outre les autres qualités requiſes, devroient être Maîtres des Requêtes; ce qui n'eſt plus requis à préſent.

Cette Ordonnance de Louïs XII. portoit que ceux qui compoſeroient le Grand Conſeil ſerviroient par ſeſtre, afin qu'après avoir ſervi ſix mois en embaſſade, ou autres commiſſions à eux données par le Roy, ils retournaffent ſervir au Grand Conſeil.

Il y a eu beaucoup de variations touchant le nombre des Juges de cette Cour, & touchant les affaires qui ſont de ſa compétence. La reſiſtance que fit le Parlement d'enregiſtrer le Concordat, ne ſervit pas peu à faire augmenter cette Jurifdiſction; François I. pour ſ'en venger, fit une Déc'aration en 1517. par laquelle il attribua au Grand Conſeil, à l'excluſion du Parlement, la connoiſſance de tous les procès concernant les Archevêchés, Evêchés, &c.

Quoiqu'il en ſoit, le Grand Conſeil eſt une Jurifdiſction Souveraine, compoſée de deux ſeſtres, en chacun deſquels il y a quatre Présidens & vingt-ſept Conſeillers: le premier Préſident & le Procureur Général ſont ſeuls Officiers perpétuels, les deux Avocats Généraux ne ſervent que par ſeſtre. M. le Chancelier eſt le premier Préſident né de cette Jurifdiſction; mais il n'y va que rarement; ce qui fait qu'il y a un premier Préſident en titre d'Office, qui eſt, comme nous avons dit, un des deux Officiers perpétuels de cette Jurifdiſction.

Deux des Conſeillers au Grand Conſeil ont une

Commission de grands Raporteurs de la grande Chancellerie , qui ont rang au Sceau après les Maîtres des Requêtes : ils raportent comme eux , les Lettres de Justice , & donnent leurs avis sur les remissions dont ils sont chargés ; & ces grands Raporteurs servent au Sceau toute l'année.

Les Présidens de cette Jurisdiction étoient anciennement pris du Corps des Maîtres des Requêtes , mais cela n'est plus nécessaire depuis que le Roy a par l'Edit du mois de Février 1690. attribué à ces Charges le rang de Maîtres des Requêtes.

Les habits de cérémonie du Grand Conseil , sont pour les Présidens , la robe de velour noir : les Conseillers , les Avocats & Procureurs Généraux portent la robe de satin noir.

Il y a douze Substituts au Grand Conseil , un Greffier en Chef , & autres Officiers qui servent pendant toute l'année.

Cette Compagnie Souveraine , unique dans le Royaume , s'étend dans toute la Monarchie & domination du Roy. Elle connoît :

I°. Des procès intentés à cause du titre des Evêchés & autres Benefices qui sont à la nomination du Roy , excepté ceux qui sont conferés en Regale , dont la connoissance appartient à la Grand'Chambre du Parlement de Paris , privativement à tous autres Juges.

II°. De l'Indult des Cardinaux , & de celui du Parlement de Paris , dans lequel sont compris Monsieur le Chancelier , le Garde des Sceaux , & les Maîtres des Requêtes.

III°. De toutes les causes de l'Ordre de Cluny , des Benefices en dépendans , & des contestations de plusieurs autres Ordres , qui par Lettres d'attribution ont leurs causes commises au Grand Conseil.

IV°. Du retrait des biens d'Eglise alienés pour cause de subvention.

V°. Des procès évoqués du Parlement de Paris , & des autres Parlemens , lesquels sont renvoyés au Grand Conseil.

VI°. Des entreprises faites sur la Jurisdiction des Présidiaux & Prévôts des Maréchaux.

VII°. Des conflits d'entre les Parlemens & les Présidiaux dans le même ressort , pour raison des cas portés par l'Edit des Présidiaux.

VIII°. Des Reglemens de Juges entre les Lieutenans Criminels & les Prévôts des Maréchaux , & aussi des Reglemens de Juges entre les Officiers & Juges ordinaires , qui ressortissent en Cour Souveraine , comme entre les Juges Royaux ordinaires qui ressortissent au Parlement , & les Elus qui ressortissent à la Cour des Aydes.

IX°. Des affaires civiles & criminelles qui y sont renvoyées par Arrêt du Conseil Privé du Roy.

X°. Des procès criminels incidens aux affaires qui y sont pendantes.

XI°. Des appellations des jugemens rendus par le Grand Prévôt de l'Hôtel.

XII°. Des contrariétés d'Arrêts rendus dans les Cours Souveraines.

GRAND PREVÔT DE LA CONNETABLIE , est un Officier , lequel suit l'armée pour mettre le taux & la Police sur les vivres , & faire le procès aux gens de guerre qui ont failli.

Il y a quatre Lieutenans qui sont établis pour l'aider dans les fonctions de sa Charge , & il a ses Archers particuliers.

GRAND PREVÔT DE L'HÔTEL , est le Chef de la Prévôté de l'Hôtel , qui est une Jurisdiction qui s'étend sur le Louvre & sur la Maison du Roy.

Il est appellé dans une Ordonnance de 1317. le Roy des Ribauds , parce que le devoir de sa Charge consistoit à faire justice des crimes commis à la suite de la Cour : or la plupart étoient commis par des libertins qui n'avoient point d'autre emploi que de suivre la Cour pour passer le tems à se divertir.

Comme les garçons libertins étoient appellés ribauds , & les filles & femmes débauchées ribaudes ,

celui qui par sa Charge avoit droit de les punir , étoit appelé le Roy des Ribaus.

Les filles de joye étoient obligées de faire sa chambre pendant le mois de May , pour marque de la supériorité & de la juridiction qu'elles reconnoissoient qu'il avoit sur elles.

On tient qu'il a continué de porter le titre de Roy des Ribauds jusqu'au tems de Charles VI. que le nom de Prévôt de l'Hotel lui fut donné Il avoit Jurisdiction sur les jeux de Dez , de Berlans & lieux de mauvais commerce qui étoient dans l'étendue du Louvre.

Il prétendoit , attendu sa qualité , qu'il lui étoit dû cinq sols de chaque femme adultere ; enfin il assistoit à l'exécution des criminels condamnés par le Prévôt des Marchaux de France.

Charles IX. pour rendre l'état de cette Charge plus relevé, surnomma le Titulaire Grand Prévôt de France & de son Hôtel , & en pourvut le Seigneur de Monferand.

Suivant les Ordonnances de François I. données à Saint André au mois de Juillet 1522. & à Villenoble en Juillet 1546. & celle de Charles IX. du mois de Février 1570. & d'Henry III. du mois de Mars 1580. il est seul Juge en dernier ressort des causes criminelles & de Police qui naissent à la suite de la Cour , nonobstant tous privileges , même de Clericature , à la charge qu'au jugement assisteront sept Juges , desquels il y en aura au moins quatre Maîtres des Requêtes ou Conseillers au Grand Conseil , avec le Lieutenant du Prévôt , ou les Lieutenans Généraux des Provinces , les Conseillers des Sièges Présidiaux ou Royaux , au cas qu'il n'y ait un si grand nombre de Maître des Requêtes à la suite de la Cour.

On ne peut décliner sa Jurisdiction sous quelque prétexte que ce soit ; & si les Cours de Parlement & Grand Conseil prétendent qu'il y ait entreprise de Jurisdiction de la part du Prévôt de l'Hotel , ils doivent se retirer pardevant le Roy pour y être pourvû , sans pouvoir

eux mêmes ordonner aucune chose à cet égard , le Roy s'étant réservé d'y donner ordre.

Le Reglement de cette Jurisdiction se trouve dans l'Ordonnance de Charles IX. du mois de Février 1570.

L'article 6. oblige le Grand Prévôt d'aller ou envoyer son Lieutenant au lieu où le Roy doit aller , deux jours avant son départ , pour mettre prix aux vivres.

Il lui est enjoint de commander aux habitans de faire nettoyer les rues chacun devant sa porte , & d'exposer en vente toutes sortes de vivres , tant pour hommes que pour chevaux , ainsi qu'il est porté en l'article 8. & en l'article 19.

S'il n'y a pas de vivres suffisans dans le lieu où le Roy veut aller , les articles 2. 3. & 24. obligent le Grand Prévôt de se transporter dans les lieux circonvoisins pour en faire amener.

Comme Juge de Police il a droit , suivant les articles 10. & 40. de proceder contre les Vivandiers , & d'informer contre les infracteurs des taux & autres délinquans.

Pour raison de tout ce que dessus , le Lieutenant de Robe Longue du Prévôt de l'Hôtel peut , suivant l'article 28. de l'Ordonnance de Blois , condamner par corps , comme aussi pour raison de tout ce qui concerne les ventes & achats des denrées , & les differends qui naissent à l'occasion des achats faits par les Pourvoyeurs du Roy , de la Reine , des Princes & autres qui suivent la Cour.

Le Prévôt de l'Hôtel connoît aussi de tous les torts & dommages que font les gens & Serviteurs des Princes , Seigneurs & autres qui sont à la suite de la Cour , lorsqu'ils exigent des sommes de deniers pour exempter de logement ceux qui les doivent loger , ou y logeant , qui ne veulent payer qu'à discretion.

L'article 116. de l'Ordonnance d'Orléans lui enjoint & aux Juges ordinaires Royaux des lieux , de proceder sommairement par prévention & concurrence à la punition de ces exactions , à peine de s'en prendre aux Juges.

Toutes personnes qui se trouvent à la suite de la Cour pour quelque cause que ce soit, pour affaire ou par curiosité, pendant tout le tems qu'ils s'y trouvent, sont justiciables du Prévôt de l'Hôtel pour le fait de Police, & en matiere de correction de crimes & délits.

Mais pour ce qui regarde la correction & discipline domestique des fautes des Officiers de la maison du Roy, elle appartient aux Maîtres d'Hôtel, Capitaines des Gardes, Ecuyers & autres principaux Officiers, chacun en ce qui concerne sa Charge, pourveu que la faute ne merite aucune amende pécuniaire ou peine corporelle, car dans ce cas la connoissance en appartient au Prévôt de l'Hôtel qui a droit de se saisir des coupables, sans attendre qu'ils lui soient livrés par leurs Chefs.

Le Grand Prévôt de l'Hôtel a encore la connoissance de tous les differends qui naissent à l'occasion des Bulletins que délivrent les Maréchaux des Logis du Roy, soit dans le lieu où le Roy fait sa résidence, ou ès Villages circonvoisins, comme si ceux qui ont logé s'en vont sans payer leurs Hôtes, en ce cas l'article 32. de l'Ordonnance de Blois veut que les Maîtres ou Maréchaux des Logis soient tenus de les représenter pardevant le Grand Prévôt de l'Hôtel, pour les condamner & par corps à payer la dépense qu'ils auront faite, sinon que les Maréchaux des Logis en seront eux-mêmes responsables en leurs propres & privés noms.

Ce qui paroît avoir été ordonné afin que les Maréchaux des Logis ne donnent logement qu'à ceux qui en doivent avoir; autrement ils pourroient favoriser qui bon leur sembleroit, en donnant des Bulletins à gens qui n'en devroient point avoir.

Toutes les causes tant civiles que criminelles des Officiers & Marchands privilégiés qui suivent la Cour pour les choses par eux faites & fournies, soit à Paris ou à l'Armée, doivent être jugées par le Grand Prévôt de l'Hôtel.

C'est lui qui donne les Lettres ausdits Officiers & Marchands privilégiés, par lesquelles il les déclare

francs , quittes & exempts de tous péages , entrées & passages.

Le Grand Prévôt de l'Hôtel jugeant en dernier ressort , est obligé d'observer l'Edit du mois de Mars 1673. servant de Reglement pour les épices , lequel en l'art. 27. lui défend & à ses Lieutenans generaux & particuliers de prendre pour la visite & jugement des procès avec les Maîtres des Requêtes , Conseillers du Grand Conseil , autres Officiers ou Gradués , plus grande somme que celle de dix-neuf livres quatre sols pour le Rapporteur , & trois livres quatre sols pour chacun des Juges , pour chacune vacations & épices.

Il y a quatre Lieutenans de Robe-Courte & deux de Robe-Longue , lesquels Lieutenans de Robe-Longue exercent la Jurisdiction contentieuse & jugent les procès tant civils que criminels qui en dépendent. Ils tenoient ci-devant leur Jurisdiction au Louvre , ils la tiennent aujourd'hui dans la Salle basse du Grand Conseil.

Le Grand Prévôt ou ses Lieutenans peuvent enteriner les Lettres d'abolition , de grace & de remission , quand elles sont accordées pour crime commis à la suite de la Cour , & qu'elles leur sont adressées.

Les appellations des Sentences du Prévôt de l'Hôtel ou de ses Lieutenans , tant en matiere civile qu'en matiere criminelle (quand en matiere criminelle elles ne sont point rendues en dernier ressort) se relevent au Grand Conseil.

GRAND'CHAMBRE. *Voyez* Parlement.

GRANDES AUDIANCES , sont celles où on juge à la Grand'Chambre les causes des rolles aux jours ordinaires , & où les Juges sont assis sur les hauts Sièges.

Petites Audiencias au contraire sont celles où les Juges sont sur les bas Sièges , & où on ne juge que sur des placets ou des incidens & instructions de procès ou des matieres légères.

Voyez verbo Parlement , quels jours se tiennent les grandes & les petites Audiencias de la Grand'Chambre.

GRANDS JOURS, sont une Cour Souveraine que les Rois instituèrent quelquefois dans les Provinces pour y faire le procès à ceux qui ont commis des crimes, pour connoître & décider de tous les abus, fautes & malversations dont les Officiers des Provinces où ils se tiennent, se trouveront chargés touchant le fait & la fonction de leurs Charges, & pour corriger tous stiles & procédures abusives, & ce pouvoir est commis par le Roy à certain nombre de Juges pendant un certain tems de l'année.

GRANDS MAÎTRES DES EAUX ET FORESTS.
Voyez Eaux & Forêts.

GRAND RAPORTEUR. *Voyez* Grand Conseil.

GREFFE, est le dépôt public où se gardent les Registres & les Actes de Justice, & où on a recours quand on en veut avoir des Expéditions.

Il y a des Greffes Civils, Criminels, des Présentations, des Insinuations, des Affirmations, des Géologies & autres.

GREFFIERS, sont des Scribes, dont le principal emploi est d'écrire les Ordonnances, apointemens & jugemens qui sont prononcés par les Juges, & de les exécuter & délivrer aux parties.

Les Greffiers ont été très-recommandables chez les Grecs; au lieu qu'à Rome pendant plusieurs siècles ils ont été si méprisés, que pour ces sortes de commissions, on ne choisissoit que des Esclaves.

Ce n'a été que depuis que les Empereurs Arcadius & Honorius eurent ordonné que ces places seroient remplies par des personnes libres, qu'on a eu quelque considération pour eux.

En France les Juges ont donné dans les premiers tems ces commissions à leurs Clercs. Mais Philippe le Bel en ayant reconnu l'abus, y pourvut par son Ordonnance de 1303. ce qui fut cause que dans la suite les Juges furent obligés de prendre pour Greffiers d'autres personnes que leurs domestiques.

Dans ce tems-là on ne connoissoit ceux qui exerçoient

çoient ces Charges , que par le nom de Clercs ; & Charles VII. dans son Ordonnance de 1485. appelle Clercs les Greffiers du Châtelet ; d'où vient aussi qu'on nommoit les Greffes Clergies ; & si le mot de Greffier se trouve dans quelques Chartes anciennes , c'est que celui du Parlement a porté ce nom long-tems avant les autres.

Au reste les Charges de Greffiers des Cours Souveraines ont toujours été honorables ; & anciennement pour être revêtu de celle de la Chambre des Comptes, il falloit avoir un Office de Secretaire du Roy.

Les Greffiers ont été long-tems dépendans des Juges , ensuite les Greffes furent donnés à ferme , & François I. les érigea en titre d'Office en 1521.

Ces Officiers qui dans leur origine n'étoient que de simples Clercs , commencerent aussi à en avoir chez eux pour exercer leurs fonctions en leur place , ce qui fut cause qu'en l'année 1577. on érigea encore ces derniers en titre d'Office. Loiseau des Offices , liv. 2. chap. 5.

Présentement les Commis aux Greffes , qui n'étoient que les Clercs de ces premiers Clercs , ont des Commis sous eux qui en ont d'autres , qu'ils appellent leurs Clercs.

La fonction de Greffier est de recevoir & d'écrire les Ordonnances , apointemens & jugemens de la même maniere que les Juges les prononcent , sans en changer la substance ; comme aussi les Requêtes des parties , leurs offres , affirmations , insinuations & présentations.

Ils délivrent les expéditions aux parties , reçoivent les sacs , & mettent les procès à la distribution. Ils sont depositaires des registres & des expéditions de Justice.

Pour ce qui regarde les affaires criminelles , les Greffiers doivent être présens à la question , quand on la donne aux accusés , pour écrire les procès verbaux des Juges , & les déclarations de ceux qui sont appliqués à la question ; enfin ils doivent accompagner les

condamnés au suplice , jusqu'à ce que l'exécution soit faite.

Il leur est défendu de changer les dépositions des témoins, soit en les redigeant ou après , ni d'écrire sur leur feuille autre chose que ce qui a été prononcé , à peine de faux.

Ils sont obligés de faire mention sur les grosses & expéditions qu'ils délivrent , de la taxe des épices & vacations , & de tous les droits de Greffe , & de l'expédition , & ne doivent rien délivrer qui n'ait été enregistré auparavant.

Ils ne peuvent pas refuser aux parties la communication des jugemens , quoique les épices n'ayent été payées.

Il ne leur est pas permis de recevoir la déposition des témoins en l'absence du Juge.

Ils sont responsables de leurs Clercs ou Commis , mais ils ne peuvent pour raison de ce être poursuivis que civilement.

Ceux qui se font recevoir Greffiers ne sont pas obligés de faire preuve de leur âge ; ainsi on en reçoit quelquefois qui sont encore mineurs , auquel cas ils sont toujours réputés majeurs pour le fait de leur Charge seulement , & non pas pour les autres affaires.

GREFFIER EN CHEF , est celui qui signe les expéditions des Arrêts ou Sentences & autres Actes.

GREFFIER COMMIS , est celui qui tient le plumitif à l'Audiance , à la Chambre du Conseil , soit au civil , soit au criminel.

GREFFIER DES PRESENTATIONS , est celui au Greffe duquel les Procureurs font l'acte de présentation pour leurs parties.

GREFFIER GARDE-SAC , est celui qui reçoit les productions des parties dans les affaires appointées , & qui s'en charge pour la distribution en être faite à celui des Conseillers qu'il plaît au Chef de la Jurisdiction de donner pour Rapporteur.

GREFFIER DES AFFIRMATIONS , est celui qui

reçoit les affirmations que les parties sont obligées de faire.

GREFFIER A LA PEAU, est celui qui met en grosses les Arrêts & Sentences, & il faut que cette grosse soit écrite de sa propre main.

GREFFIER DES INSINUATIONS, est celui qui tient les registres où se transcrivent les donations & les substitutions dans les Justices Royales, afin que ces actes soient rendus publics.

Il y a encore des Greffiers des Insinuations Ecclésiastiques, qui sont préposés pour insinuer dans les Cours Ecclésiastiques les actes qui concernent les Benefices.

Enfin il y a des Greffiers des Insinuations Laïques qui sont préposés dans les Justices Royales pour insinuer les actes, qui dans les affaires temporelles & séculières sont sujets à insinuation, aux termes de l'Edit du mois de Décembre 1703. appelé l'Edit des Insinuations Laïques.

GREFFIER DES GEOLES, est celui qui tient les écrouës des personnes emprisonnées, l'écrouë de chaque prisonnier fait mention de son nom, du tems qu'il a été emprisonné, & des causes de son emprisonnement.

C'est au Greffier des Géoles à qui appartient le droit d'en délivrer les Expéditions.

Il reçoit aussi les recommandations qui se font de la part des créanciers d'un homme qui est détenu en prison pour dettes.

Voyez touchant les Greffiers des Géoles le titre 13. de l'Ordonnance de 1670.

GREFFIERS EN FAIT D'AFFAIRES QUI SE DECIDENT AU CONSEIL, sont ceux qui expédient les Arrêts du Conseil des parties, au lieu que ceux qui expédient les affaires de Finances s'appellent Secretaires du Conseil.

GREFFIERS DE L'ECRITOIRE, sont les Greffiers des bâtimens qui reçoivent & expédient les rapports des Experts.

Par l'Edit du mois de Mai 1690. il y en a vingt pour

la Ville, Fauxbourgs & Banlieue de Paris; ſçavoir les ſeize anciens & quatre de nouvelle création. Deux dans les Villes où il y a Parlement, Chambre des Comptes ou Cour des Aydes, & un dans chacune de celles où il y a un Bureau des Finances ou Préſidial.

.. Par un autre Edit du mois de Juillet de la même année 1690. il a été créé un Greffier de l'Ecritoire dans chacune des Villes où il y a Bailliage, Sénéchauſſée, Viguerie ou autre Siège ou Jurifdiſtion Royale.

Leur ſalaire eſt le même que nous avons dit être attribué aux Experts, & encore cinq ſols par rolles des groſſes de leurs procès verbaux de raport. *Voyez* Expert.

GREFFIERS, GARDES ET DEPOSITAIRES DES LETTRES DE CHANCELLERIE, ſont des Greffiers Conſervateurs des minutes des Lettres de Chancellerie, établis pour en conſtater l'expédition en cas de beſoin, & en délivrer des copies collationnées quand ils en ſont requis.

Il y en a de deux fortes : ſçavoir ceux de la grande Chancellerie, & ceux de la petite.

Les Greffiers, Gardes & Dépoſitaires des Lettres de la grande Chancellerie, ont été établis par un Edit du mois de Mars 1674. au nombre de quatre.

Les Greffiers Conſervateurs des Lettres qui ſe ſcelent dans les petites Chancelleries établies près les Parlemens, Cours ſupérieures & Préſidiaux, ont été établis par un Edit du mois de Mars 1692. dans chacune de ces Chancelleries. Leurs droits ſont réglés par un tarif arrêté au Conſeil Royal des Finances le 5. du même mois de Mars 1692.

Au mois d'Avril ſuivant la réunion des huit Charges de Greffiers des Lettres de la Chancellerie établis près le Parlement de Paris, a été faite à la Commuauté des Procureurs.

Cependant les Secretaires du Roy & les Referendaires de la Chancellerie peuvent auſſi dreſſer les minutes, & les faire mettre en parchemin de même que les Procureurs ; mais aucunes Lettres ne doivent être pré-

sentées au Sceau pour être scellées ; que la minute n'en ait été remises aux Procureurs préposés par la Communauté à l'exercice du Greffe , & qu'ils n'ayent mis le collationné avec leur paraphe au bas de l'expédition.

GRENETIERS, sont des Officiers de la gabelle qui jugent de la bonté du sel , & de la quantité qu'il en faut pour les Paroisses qui dépendent de leur Grenier. La fonction de ces Officiers subalternes , est d'empêcher que le sel ne soit vendu plus cher que le Roy ne l'a ordonné , de prendre garde aux mesures , & de faire le procès aux faux-sonniers. Il y a ordinairement dans les Greniers à sel un Président, trois Grenetiers, trois Controlleurs & un Procureur du Roy.

Les appellations des Sentences des Grenetiers se relevent en la Cour des Aydes.

Anciennement les Officiers des Greniers à sel ne faisoient aucune fonction de Judicature ; ils recevoient seulement le sel au Grenier , le distribuoient , & en gardoient le prix , duquel ils comptoient à la Chambre des Comptes.

Le peuple ayant eu de la peine à se soumettre au droit de gabelle , Charles VI. par son Ordonnance de 1398. art. 230. institua les Grenetiers & Controlleurs , & leur donna pouvoir d'informer des excès & rebellions commises contre tous les Officiers par ceux qui refuseroient de payer le droit de gabelle ou d'ayde , & de décréter contre les coupables & les constituer prisonniers , si mieux ils n'aiment renvoyer le tout pardevant les Généraux Conseillers en la Cour des Aydes. Charles VII. par son Ordonnance de 1435. art. 170. a ordonné la même chose.

Les Grenetiers se brouillèrent avec les Controlleurs, parce que les Grenetiers jugeoient les differends sans y appeller les Controlleurs , lesquels ne voulurent plus assister au jugement des differends concernant les gabelles.

Cela donna lieu à l'Ordonnance de François I. du

dernier Juin 1517. laquelle en l'art. 36. défend aux Grenetiers d'exercer seul la Jurisdiction des gabelles sans les Controlleurs, sur peine d'amende arbitraire, & de payer les dommages & intérêts des parties.

Par l'art. 37. il est enjoint aux Controlleurs d'assister à l'expédition & jugement des affaires concernant la Jurisdiction des gabelles, sur peine d'amende envers le Roy, & aussi aux dommages & intérêts des parties.

Par une autre Ordonnance de François I. donnée aux Roches au mois d'Août 1535. art. 12. il est défendu à tous Justiciers, Officiers & Sujets, autres qu'aux Généraux en la Cour des Aydes de troubler les Grenetiers, Controlleurs & autres Officiers des gabelles, en l'exercice de leurs Charges, & d'en prendre connoissance, sur peine de privation de leurs Offices & d'amende arbitraire.

Ces affaires s'étant multipliées, pour une plus prompte expédition, & décorer ces Sièges d'un honneur particulier, Louis XIII. par son Edit du mois de Décembre 1629. a créé en chacun des Greniers à sel dépendant du ressort des Chambres des Comptes & Cour des Aydes de Paris, Rouën & Bourgogne, un Conseiller Président pour y présider sur tous les Officiers, à l'instar & avec même pouvoir & prééminence que les Présidens des Elections du Royaume.

Cette Ordonnance règle leur séance, & ordonne en l'art. 16. que les Présidens, Grenetiers, Lieutenans, Controlleurs & autres Officiers des Greniers aient séance également avec les Officiers des Elections, en toutes assemblées : sçavoir les Présidens des Greniers avec les Présidens des Elections, selon l'ordre de leur reception. Les Grenetiers, Lieutenans & Controlleurs avec les Lieutenans & Elûs, aussi selon l'ordre de leur reception, & ainsi des autres Officiers, voulant que ce ne soit qu'un même corps dans ces Assemblées.

Mais ce que Louis XIII. avoit ainsi ordonné pour les Assemblées publiques, le Roy Louis XIV. l'a aussi

ordonné pour les Jurisdic^tions , par son Edit du mois de Janvier 1685. par lequel il a uni & incorporé les Greniers & Elections dans une même Ville en toute l'étenduë de la Ferme générale , pour ne faire qu'un Corps d'Election & Grenier à sel , ausquels cet Edit attribué toute connoissance & Jurisdic^tion , tant civile que criminelle , pour les matieres dont les Elûs sont competans dans l'étenduë de leur Siège ; & à l'égard des gabelles dans l'étenduë de toutes les Paroiss^es qui composent les Greniers unis.

Par le même Edit le nombre des Officiers desdites Jurisdic^tions a été réglé , lesquels Officiers y sont qualifiés d'Elûs , Grenetiers , Controlleurs avec suppression de tous les autres Officiers , tant des Elections , que Greniers à sel.

De cette union , suppression & reduction , sont exceptés le Grenier à sel de Paris , les Receveurs des Tailles en toutes les Elections , les Procureurs postulans & les Huissiers des Elections , Tailles , Aydes , Greniers & Gabelles , les Mesureurs & Porteurs servant aux Greniers , ausquels il est permis de continuer leurs fonctions comme auparavant.

Le même Edit du mois de Janvier 1685. a considéré les Greniers à sel en trois situations différentes : la premiere , dans les Villes où il y a Election en chef : la seconde , où il a des Elections particulieres : & la troisieme , où il n'y a point d'Election.

Dans les Villes où il y a Election en chef , l'union a été faite comme il vient d'être dit.

Dans celles où il y a des Elections particulieres , à l'exception de celles de Pontoise & de Sainte Menehoud , qui ont été reservées , elles ont toutes été supprimées.

A l'égard des Elections de Pontoise & de Sainte Menehoud , ce même Edit y a joint les Greniers à sel des mêmes Villes , pour ne faire qu'un même Corps & Siège d'Elections particulieres & Greniers esdits lieux , ausquels est pareillement attribué la connois-

leur égard demeure aussi en dernier ressort , ainsi que contre les particuliers.

IV°. Que par l'art. 4. il a été encore ordonné qu'en matiere de surtaux les Officiers des Greniers à sel jugeront en dernier ressort , tant en principal qu'en dépens , quand l'oposant n'aura été imposé qu'à un quart de minot & au-dessous.

Ils connoissent aussi en dernier ressort des demandes intentées contre les particuliers , à ce qu'ils soient tenus de prendre du sel par extraordinaire , lorsque la quantité de sel n'excèdera point le quart d'un minot.

Dans tous ces cas où les Grenetiers jugent en dernier ressort , la Cour des Aydes ne peut connoître des contestations des parties en premiere instance , ni recevoir les appellations qui seroient interjettées des jugemens des Grenetiers , ni donner des défenses de les mettre à exécution.

La maniere dont les Grenetiers doivent juger se trouve dans la même Ordonnance en l'article 8. du tit. 18. qui porte :

I°. Que les Grenetiers tiendront l'Audiance au moins deux jours de la semaine , depuis neuf heures jusqu'à midi , & à cette fin qu'ils doivent résider dans le lieu où le Siège est établi durant le tems de leur exercice , à peine de privation de leurs gages & de mille livres d'amende.

II°. Que les Procureurs du Roy ne pourront donner leurs conclusions préparatoires ou définitives , qu'au préalable le procès n'ait été communiqué au Commis de l'Adjudicataire en matiere civile , pour y prendre de sa part telles conclusions qu'il avisera bon être , à peine d'interdiction & de pareille amende de mille liv.

III°. Qu'il leur est défendu sous les mêmes peines de donner en matiere criminelle aucunes conclusions qu'ils n'ayent sommé le Commis de déclarer dans trois jours s'il veut se rendre partie , & s'il se rend partie , les procès verbaux , interrogatoires & autres pièces non secretes lui doivent être communiquées pour l'intérêt

qu'il peut avoir dans l'affaire.

Les Grenetiers doivent pour le civil être au moins deux pour juger , & en cas de diversité d'opinions, l'art. 54. de l'Ordonnance de François I. du mois de Juillet 1544. porte qu'ils pourront appeler un tiers pour décider les contraventions, amendes & confiscations.

Les Sentences portant condamnation de peine afflictive, doivent, suivant l'art. 11. du tit. 18. de l'Ordonnance de 1680. être rendues par trois Officiers au moins, & signées d'eux ; & en cas d'absence, il leur est permis en la place de ceux qui manquent, de prendre des Gradués ou des anciens Praticiens , à la charge qu'ils signeront les jugemens. Le tout à peine de nullité, dommages & intérêts des parties , & de mille livres d'amende.

Les Sentences rendues aux Greniers à sel , doivent être expédiées en papier , excepté les définitives rendues sur vu de pièces , suivant l'art. 14. du tit. 18. de la même Ordonnance de 1680.

Enfin les Greffiers sont obligés par l'art. 15. de délivrer gratis au Procureur du Roy , & aux autres Officiers toutes les expéditions qui concernent les affaires du Roy , à peine de restitution du quadruple.

GRENIER A SEL, est un lieu où l'on met gabelier le sel auparavant que de le vendre. Suivant l'Ordonnance, le sel doit être deux ans en dépôt avant que d'être délivré.

Par Grenier à sel on entend aussi la Jurisdiction qui est établie pour juger en premiere instance des contestations qui arrivent au sujet des gabelles , de la distribution du sel , & des droits de Sa Majesté.

Cette Jurisdiction est composée de deux Présidens , deux Grenetiers , trois Controlleurs , un Greffier , & quelques autres Officiers, elle se tient dans le même endroit où se fait la distribution du sel au public. L'appel des jugemens qui se rendent dans cette Jurisdiction va directement à la Cour des Aydes. *Voyez Grenetier.*

GRIEFS, sont les chefs d'une Sentence, qui font tort à l'appellant, & que l'on nomme ainsi, parce qu'il prétend, comme on disoit anciennement, avoir été grevé.

On les proposoit autrefois comme des articles de plainte contres le Juge; mais parce que dans ces griefs il n'étoit pas question du fond de la contestation, on les mettoit dans un sac à part hors le procès.

Présentement quoiqu'on s'en serve à un autre usage, & que les griefs soient en effet dans les procès par écrit ce que sont les causes & moyens d'appel dans les appellations verbales, les Avocats n'ont point changé leur ancienne maniere de parler lorsqu'ils dressent ces sortes d'écritures.

Ils les commencent encore par ces termes : *Griefs hors le procès que met pardevant vous Nosseigneurs de la Cour de Parlement P. appellant, contre B. intimé* : après les qualités des parties, il faut mettre les conclusions en cette forme : *A ce qu'il plaise à la Cour dire qu'il a été mal jugé, émandant, décharger l'appellant de la condamnation portée par la Sentence.*

Ensuite on déduit le fait, & on prouve par les circonstances & par des raisons de droit & d'équité que la Sentence n'est pas juridique. On finit en suppliant la Cour, en consequence des moyens proposés, & ceux de droit, qu'on espere qu'elle aura la bonté de suppléer, d'adjudger les conclusions qu'on a prises.

Ces écritures sont appellées griefs hors le procès, parce qu'elles sont mises dans un sac à part, qui est attaché au procès par écrit, & ne sont point mêlées avec les autres procédures; l'appellant les fait mettre au Greffe, & le Rapporteur les prend.

Ce n'est qu'en matiere civile, & en consequence d'un apointment de conclusion dans les procès par écrit que l'on fournit des griefs; car en matiere criminelle toutes sortes d'écritures ont été abrogées, à l'exception des requêtes qui peuvent être présentées de part & d'autre, auxquelles les pièces doivent être atta-

tachées. Ordonnance de 1670. tit. 23. articles 2. & 3.
Voyez Imbert en la Pratique, liv. 2. chap. 12.

Contre les griefs on fournit des réponses à griefs, & contre les réponses on donne des salvations.

On peut faire entrer dans les griefs d'autres écritures. Par exemple on peut faire des griefs & moyens d'apel, s'il y a des appellations verbales jointes au procès par écrit.

On peut aussi, selon l'usage du Châtelet, faire des griefs servant de débats & erreurs de compte, si l'apel est d'une Sentence intervenüe sur un compte rendu par un Tuteur, Procureur ou autre.

Les griefs & réponses à griefs se font par les Avocats, & quand ils sont dressés par des Procureurs, ils doivent être faits par requête & signés des Procureurs, & répondus par le Rapporteur qui met au bas, *ait acte & soit signifié.*

Mais quand ils sont faits en forme d'écritures d'Avocats, ils doivent être signés de la partie, & il n'est pas nécessaire de les faire répondre par le Rapporteur, on les fait signifier sur le champ.

GROS, est un droit que l'on paye aux Fermiers des Aydes sur les Vins, Eaux-de-vie, Biere, Cidre qui se vendent en gros.

Ce droit consiste au vingtième du prix au sol pour livre, & se prend sur les boissons.

Il se paye lorsque le vin est vendu en gros, troqué, donné en paiement ou transporté.

Voyez la Déclaration du Roy du 1. Juin 1649. pour la levée de quatre sols pour livre, & de dix sols sur le gros, celle du 19. Mars 1655. pour la levée des droits de gros, & douze sols six deniers des vins que les Bourgeois de Paris font venir, celle du mois de Décembre 1605. portant Reglement du droit de gros sur les vins qui entrent pour la provision des Bourgeois, & celle du mois de Septembre 1684. contenant un Reglement sur le gros manquant des inventaires des vins.

GROSSE, est l'expédition en parchemin d'une

obligation ou d'une constitution de rente, ou d'un autre contrat, acte ou jugement dont la minute est en dépôt dans l'étude d'un Notaire ou du Greffier.

Ainsi grossoyer est faire une grosse sur une minute, laquelle reste entre les mains du Notaire qui l'a passé : & mettre en grosse un contrat, c'est le mettre en forme pour le délivrer en parchemin & grossoyé, à la différence de la note & copie de minute de contrat & obligation qui se délivre en papier, & sans faire mention du Garde du Scel.

La grosse est une expédition, mais toute expédition n'est pas grosse, car une expédition d'un acte est la copie d'icelui, soit en minute ou en grosse.

A l'égard des jugemens & des contrats, il faut les faire expédier en grosse & les faire sceller pour qu'ils puissent être mis à exécution.

La grosse doit être entièrement conforme à l'original.

Par l'Ordonnance de François I. de l'année 1539. art. 178. il est défendu aux Notaires de délivrer une seconde expédition sans Ordonnance du Juge.

Ainsi quand un créancier perd la grosse d'une obligation ou d'un contrat de constitution passé à son profit, s'il en veut avoir une seconde expédition du Notaire qui a la minute, il faut qu'il présente une requête au Juge pour en obtenir la permission, & qu'en vertu de l'Ordonnance du même Juge, il fasse donner assignation au débiteur au domicile élu par l'obligation, à ce qu'il soit tenu de comparoir un tel jour à certaine heure pardevant le Notaire en son étude, pour voir délivrer une seconde grosse de l'obligation ou du contrat.

Si le débiteur s'oppose à cette délivrance, soutenant qu'il a fait des payemens, lesquels sont endossés sur la première expédition, c'est au créancier à prouver qu'il a perdu l'obligation, & au débiteur qu'il a fait les payemens, ce qui n'est pas bien facile à prouver, & dans le doute la cause du débiteur est toujours favorable, puisque c'est par le fait du créancier que les parties sont en procès.

Pour empêcher les fraudes qui se pourroient commettre à l'occasion des secondes grosses au préjudice d'un tiers, la seconde grosse d'un contrat ne donne hypothèque au créancier que du jour que cette seconde grosse est expédiée.

Voilà ce qui se pratique à Paris pour éviter les fraudes, ce qui paroît fort raisonnable, cependant il faut demeurer d'accord que la crainte d'une fraude ne doit pas l'emporter sur la vérité & la Justice.

Le Parlement de Roïen dans ses Arrêtés du 6. Avril 1666. art. 19. a déclaré le contraire, aparemment sur la raison que nous venons de rapporter. Voici les termes : *Celui qui a perdu la grosse de son contrat ou Sentence, peut se faire autoriser par justice d'en lever un extrait sur la minute, étant es mains des Greffiers, Notaires ou Tabellions, l'obligé présent ou dûëment apellé, lequel extrait a même effet & hypothèque que la grosse.*

Dans les pays de Droit écrit, le mot de grosse n'est pas en usage, l'on dit premiere ou seconde expédition, & la seconde, troisième ou autre expédition a la même hypothèque que la premiere, pourveu qu'elle soit exempte de tout soupçon de fraude. Ce qui se décide par les circonstances.

GROSSES AVANTURES, est le prêt qu'on fait d'une somme d'argent à gros intérêts, comme au dernier quatre, cinq, six ou autre, à celui qui va trafiquer au-delà des mers, à condition que si le vaisseau vient à périr, la dette sera perdue.

Ces intérêts sont permis, tant à cause que celui qui emprunte l'argent peut faire des gains considerables, que parce qu'il est juste que le créancier tire un grand profit de son argent, à cause du risque qu'il court de le perdre, & que c'est comme une espece de société dans laquelle il entre avec celui à qui il prête. Voyez le titre 5. de l'Ordonnance du mois d'Août 1581. touchant la Marine.

GROSSESSE. L'ancienne Jurisprudence qui condamnoit un garçon qui avoit fait un enfant à une

filles à l'épouser ou à être pendu , avoit de grands inconveniens , & faisoit que beaucoup de filles , au lieu d'être en garde pour conserver leur honneur , cherchoient elles-mêmes les moyens de séduire les enfans de famille qui étoient à leur gré , par raport à leurs personnes , à leurs familles ou à leurs biens , afin d'en faire leurs maris.

Elles avoient d'autant plus de facilité à s'abandonner à une vie licentieuse , qu'elles regardoient un déreglement bien ménagé & bien entendu , comme une voie sûre pour parvenir à un Sacrement, auquel toutes n'aspiroient que par des vûës purement humaines.

Comme cela troubloit le repos des familles , & que les peres & meres étoient obligés de veiller à la conduite de leurs garçons , autant pour le moins qu'ils ont coutume de veiller à celle de leurs filles , on a fait sagement changer cet usage dont la plûpart des filles abusoient. La pureté de nôtre Religion ne permet pas que le Sacrement de Mariage soit la recompense du vice & de la prostitution.

Voilà les raisons pour lesquelles celui qui a engrossé une fille , même sous promesses de mariage , est seulement aujourd'hui condamné aux frais de gesine , chargé de l'enfant , & condamné envers la mere aux dommages & interêts , lesquels sont plus ou moins considerables , selon les circonstances & la qualité des Parties.

Parlons maintenant du crime que commettent les filles ou les femmes , qui pour des raisons qui ne peuvent jamais être que très-mauvaises , font avorter leur fruit.

Celles qui sont convaincûes d'avoir fait périr leur fruits pendant leur grossesse , sont punissables de mort , de quelque maniere que se soit fait l'avortement , lorsque le fruit est animé ; & quoique même il ne le soit pas encore , un tel crime ne doit pas demeurer impuni , par la raison , que suivant Tertullien , c'est un meurtre anticipé que d'empêcher de naître.

Le Roy Henry II. par son Edit de 1556. ordonna que les filles & femmes qui cacheroient leur grossesse, seroient punies du dernier suplice.

Le Roy Henry III. par Edit de l'année 1585. afin que cette Ordonnance ne pût être ignorée d'aucune fille ou femme, enjoignit aux Curés de la publier aux Prônes de leurs Messes Parroissiales, de trois mois en trois mois, & aux Procureurs de Sa Majesté, & à ceux des Seigneurs Hauts Justiciers, de tenir la main à ce que ladite publication fût faite.

Plusieurs Arrêts ont condamné des femmes & filles à être pendues pour s'être défait de leur fruit, & d'autres ont condamné à la même peine des Sages-femmes pour avoir procuré à des filles l'avortement.

GRURIE, est une petite Jurisdiction de campagne où se font les rapports des moindres délits commis dans les Forêts pour les juger en premiere instance.

Cette Jurisdiction est subalterne à l'égard des Maîtres particuliers des Eaux & Forêts qui sont dans les Villes.

GRUYER, vient d'un mot Grec qui signifie chêne, à cause que les chênes sont les principaux arbres des Forêts dont les Gruyers sont les Gardes & Conservateurs.

Le Gruyer a un lieu fixe où il tient son Siège dans le détroit de la Grurie.

Ce Gruyer est un Officier subalterne qui connoît en premiere instance des moindres délits qui se commettent dans les Forêts, c'est-à-dire, de ceux dont l'amende n'est que de douze livres. Ainsi quand il échet de prononcer une plus grande peine, il renvoye les parties pardevant le Maître particulier des Eaux & Forêts.

Il n'y a des Gruyers que pour les bois & buissons qui sont éloignés des Maîtrises. Leurs fonctions sont réglées par l'Ordonnance de 1669. à laquelle on peut avoir recours pour être informé du devoir de tous les Officiers des Eaux & Forêts.

Les appellations de ces premiers Juges doivent être relevées aux Maîtrises, & poursuivies dans la quinzaine de la condamnation, si-non les Sentences s'exécutent
par

par provision, & après le mois sans apel & sans poursuites, elles passent en force de chose jugée, de même que si elles avoient été rendues en dernier ressort.

Lorsque les appellations sont portées aux Maîtrises qui sont le second degré de Jurisdiction, en ce qui regarde les Eaux & Forêts; elles doivent être jugées définitivement & sur le champ par le Maître particulier où elles ressortissent.

Comme il y a des Justices où des Seigneurs particuliers ont des Gruyers, il est bon de sçavoir que les appellations sont directement portées aux Tables de Marbres de leur ressort, & doivent être relevées & jugées, de même que si elles avoient été portées à la Maîtrise.

GUERPISSEMENT, est un terme dont on se sert dans la Province de Toulouse pour exprimer ce que dans la plupart des Coutumes on appelle déguerpissement. *Voyez* Déguerpissement.

GUET, signifie garde. Il y a à Paris un Officier qu'on nomme Chevalier du Guet, lequel doit pendant certaines heures de la nuit faire marcher ses Archers dans la Ville pour empêcher le désordre.

Il est fait mention du Guet de nuit dans chacune des principales Villes du Royaume dès le regne de Clotaire II. l'an 595. & sous Charlemagne en 803.

La Compagnie du Guet de Paris se trouve mentionnée dans les *Olim* du Parlement, & le Commandant de cette troupe est nommé Chevalier du Guet, *Miles Guetti*, dans une Ordonnance de S. Louis en 1254. Le traité de la Police de M. de la Mare en parle amplement, tom. 1. Liv. 1. tit. 13. chap. 11.

Celui qui est revêtu de cette Charge a voix délibérative au Châtelet dans le jugement des procès criminels des prisonniers qui sont arrêtés par sa Compagnie, ainsi qu'il est porté en la Déclaration du 28. Janvier 1685. enregistrée le 31. du même mois.

GUET ET GARDE, est un droit Seigneurial qui a été évalué en argent depuis que les Seigneurs ont cessé

d'avoir des Fortereſſes. *Voyez* Charondas, Liv. 5. reſp. 25. & le Veſt, Arrêt 12.

GUET-A-PENS, eſt l'embuſcade qu'une perſonne a faite de deſſein prémédité, pour en aſſaſſiner une autre, ou pour lui faire quelque outrage. Le guet-à-pens eſt un cas Préſidial ou Prévotal qui ſe juge en dernier reſſort & ſans apel.

Ce mot guet-à-pens, ſuivant quelques Auteurs, eſt ſincopé, & veut dire guet-à-penſée ou guet pour penſée; quelques Auteurs, comme Ragueau en ſon Indice, diſent que guet-à-pens ſignifie guet à pendre, ou guet qui merite la corde.

Quoiqu'il en ſoit, l'homicide de guet-à-pens, c'eſt-à-dire, délibéré & commis avec embuſches, eſt un crime condamné par la Loy Divine au Deuteronomie, ch. 27. v. 26. & par nos Ordonnances qui ne veulent pas qu'il ſoit donné de reſciſion de ce crime, & qui condamne à mort ceux qui l'ont conſeillé ou qui y ont participé, parce que *par eſt delinquentis & ſuaſoris culpa* §. 5. tit. 18. Libr. 4. *Inſtit. And. Alciat. Emblem.* 173.

Ce crime eſt ſi déteſtable que la peine de mort eſt encouruë, tant par ceux qui en ſont les principaux auteurs, que par ceux qui les auront accompagné, non ſeulement quand l'effet ſ'en eſt ſuivi, mais encore quand on a commencé par quelque démarche à ſe mettre en état d'exécuter un ſi noir projet.

GUICHETIERS, ſont les valets d'un Géolier qui ſont prépoſés à la garde des Guichets de la géole, & qui ont ſoin d'enfermer & de garder les priſonniers. *Voyez* le titre 13. de l'Ordonnance de 1667.

H

HABILE A SE PORTER HERITIER, eſt celui qui eſt l'héritier préſomptif d'un défunt, qui a un droit formé à ſa ſucceſſion, ſoit pour les meubles, acquêts ou conquêts immeubles, ou pour les propres, car celui qui ſe peut porter héritier, n'eſt pas héritier

qu'il n'en ait pris la qualité, ou qu'il n'ait fait acte d'héritier, d'autant que nul n'est héritier qui ne veut.

Quoique les héritiers en ligne directe ou collatérale soient héritiers siens par la disposition du Droit Coutumier, cela ne dénote pas qu'ils soient obligés d'être héritiers, mais que par les Coutumes & l'usage de la France, les héritiers présomptifs d'un défunt, au cas qu'ils se portent héritiers, sont censés avoir été saisis de ses biens dès le moment de sa mort, suivant cette règle, *le mort saisit le vif*, en sorte que les legataires particuliers ou universels sont obligés de demander la délivrance de leurs legs aux héritiers présomptifs, ce qui ne les oblige pas d'être héritiers, & ne leur ôte pas la liberté de renoncer à la succession qui leur appartient de droit.

HABILE A EXERCER LE RETRAIT LIGNAGER, est celui qui étant né d'un légitime mariage, est parent & lignager du vendeur du côté & ligne d'où est venu l'héritage. *Voyez* ce que j'ay dit sur les articles 129. 138. 141. & 158. de la Coutume de Paris. Nous remarquerons seulement ici,

I^o. Qu'un fils quoiqu'exherédé pour cause légitime, peut retraire, parce que l'exhérédation n'ôte pas le droit de famille, elle en empêche seulement l'effet par rapport à la succession du testateur. Ce qui est si vray, qu'un fils exherédé est toujours habile à succéder, *potest saltem*, quoiqu'il ne soit pas habile à succéder *actu & re iura*, à cause de l'exhérédation.

II^o. Que le droit de retraire est plus limité que celui de succéder; car au cas qu'une ligne vînt à manquer, ceux de l'autre ligne sont apellés à la succession, à l'exclusion du fisc; mais ils ne seroient pas admis au retrait, parce que pour exercer le retrait, il faut être parent & lignager, c'est-à-dire, du côté & ligne.

HABILITER UN MINEUR, c'est le pouvoir d'un curateur, pour être idoine à ester en Justice, soit en demandant, soit en défendant.

HABITANT, est celui qui a demeuré dans un

lieu , au moins pendant an & jour , & qui en conséquence , a droit de jouir des droits , privilèges & prérogatives accordés aux habitans du lieu.

Quoiqu'un habitant soit nouvellement établi dans une Ville , Bourg ou Village , il ne laisse pas d'être tenu de contribuer à toutes les dettes , même à celles qui ne sont point de son tems.

Il y a dans plusieurs Villes du Royaume de certains honneurs & de certaines prérogatives qui ne s'accordent point indistinctement à tous les habitans , mais seulement à ceux qui sont natifs du lieu , comme l'Echevinage , qui ne peut à Paris être donné qu'à ceux qui sont natifs de la Ville.

HABITATION, est une servitude personnelle , consistant dans le droit de demeurer dans la maison d'autrui sans payer de loyers.

Ce droit diffère de l'usufruit , en ce qu'il ne comprend que la faculté d'habiter la maison d'autrui par rapport au besoin qu'on en peut avoir ; en sorte que si une partie de la maison suffisoit pour habiter celui qui auroit droit d'habitation , l'autre partie seroit louée ou occupée par le propriétaire ; tout au contraire l'usufruit s'étend non seulement jusqu'à concurrence du besoin & de la nécessité de l'usufruitier , mais généralement sur toute la chose sujette à l'usufruit ; en sorte que l'usufruitier peut en tirer tout le profit sans avoir égard à ses besoins particuliers.

Voyez touchant l'habitation ce que j'ai dit sur le §. 5. du tit. 4. du second Livre des Institutes.

HABITATION, est aussi un droit que l'on donne quelquefois par contrat de mariage à une femme en cas de survie.

Si l'habitation est fixée par le contrat , ou si le choix est déferé à la femme , il faut suivre la Loy qui est écrite.

Mais quand on laisse simplement à la femme l'habitation , sans s'expliquer davantage , alors il la faut donner commode à la veuve , suivant sa condition , ou dans une maison de la succession , s'il y en a , ou l'un

payer le loyer de son logement qui doit être réglé suivant la prudence du Juge, quand les parties n'en demeurent pas d'accord à l'amiable.

Lorsqu'il y a plusieurs maisons dans la succession du mari, l'héritier n'est pas tenu de lui donner la plus belle, & ne peut pas lui donner la pire; cela se doit faire *ex aquo & bono*.

Ce droit d'habitation est tellement personnel, que la veuve ne peut tirer aucuns loyers du lieu qui lui a été donné pour son habitation.

Ce droit s'éteint du jour qu'une veuve à qui il est dû, passe en secondes noces: parce qu'elle doit habiter avec son second mari, & par conséquent elle n'est plus en droit de jouir de l'habitation qui lui étoit dûë par la succession de son premier.

Ce droit d'habitation s'éteint aussi par tous les moyens par lesquels s'éteint le doüaire.

HABITS DE DEUIL, sont compris dans les frais funéraires; c'est pourquoi ils sont dûs par les héritiers, lorsqu'il n'y a point de gardien noble ou bourgeois, car le gardien confond cette dette par l'acceptation de la garde, puisqu'il est tenu des dettes mobilières. Voyez Deuil.

HABITS DE Juges, sont des robes noires avec des bonnets quarrés, desquels ils doivent être revêtus quand ils tiennent leurs Audiances. Par Arrêt du 22. Février 1569. les procédures & jugemens donnés par le Baillif de Nemours furent cassés & annullés à la requête du Procureur du Roy, parce qu'il avoit tenu le Siège en robe courte & en épée, pour raison de quoi il lui fut donné adjournement personnel.

Par Arrêt du Parlement de Toulouse du 15. Mars 1604. défenses ont été faites aux Avocats du Roy & à tous autres Avocats des Sénéchaussées, Bailliages, Sièges Présidiaux & Judicatures Royales du ressort du Parlement de Toulouse, d'entrer au Palais & aux Sièges ordinaires de la Justice, & d'aller par la Ville avec habits indécens à leur qualité. Filleau part. 2. tom. 7. ch. 5.

Par Arrêt du 22. Août 1678. le Juge de la Ville de Nulet a été condamné en cinquante livres d'amende envers le Viguiier, pour l'avoir assisté sans robe & sans bonnet, & défenses à lui de récidiver. La Rocheffavin, Liv. 2. Let. H tit. 1. Arrêt 1.

Il y a un Edit du mois d'Avril 1684. sur la décence des habits des Officiers du Parlement de Paris. Il est tout au long dans les Edits & Arrêts recueillis par ordre de M. le Chancelier en 1687.

HARO ou clameur de Haro en Normandie, est la clameur publique, ou de celui à qui on fait violence, & qui implore le secours public, ou la clameur de celui qui trouvant sa partie, la veut mener devant le Juge. Ce terme n'est donc autre chose que le cri qu'on fait en Normandie lorsqu'on est attaqué & insulté, ou qu'on trouve sa partie, & qu'on la veut mener devant le Juge, car alors elle est tenuë de suivre celui qui a crié haro sur elle, & l'un & l'autre demeurent en prison ou en un lieu de sûreté, jusqu'à ce que le Juge ait prononcé sur le différend, du moins par provision.

Ce cri de haro prend son origine de Raoul ou Roul premier Duc de Normandie, qui fut un Prince d'une justice exemplaire, & que le peuple avoit accoutumé d'appeller à son aide contre la force & l'opression.

Le haro a principalement lieu quand quelqu'un est insulté. La clameur de haro s'élève principalement contre celui que l'on poursuit & que l'on veut obliger à représenter une chose dont il est saisi, & qu'un autre prétend lui appartenir.

Autrefois le haro ne devoit être crié que pour cause criminelle, comme pour le feu, le larcin, l'homicide, ou pour peril évident, afin que chacun sortit au bruit pour prendre le criminel & le rendre à la Justice, ou crier haro après lui, à peine de l'amende, selon la Coutume de Normandie.

Mais il s'est introduit dans la suite que le haro ou cette clameur publique auroit lieu aussi pour toutes sortes de différends, il a même lieu en matiere bénéficiale

ou concernant les biens d'Eglise, art. 54. de la Coutume de Normandie, & generalement pour toutes les choses provisoires, & pour meubles, art. 55.

En matiere criminelle le Juge qui reçoit le haro ne peut retenir la connoissance du principal, il est tenu de le renvoyer devant le Juge du délit.

Le Juge d'Eglise est incompetent d'en connoître pour quelque cause & matiere qu'il ait été crié.

Le haro étant crié, les parties sont obligées de donner caution, l'une de poursuivre le haro, & l'autre de défendre, après quoi la chose est sequestrée & le Jugement emporte l'amende.

Par plusieurs Arrêts du Parlement de Normandie, dont quelques-uns sont rapportés par Basnage, tit. de haro, art. 56. de la Coutume de Normandie, il a été décidé que les jugemens rendus entre les demandeurs & défendeurs en haro, sont exécutoires contre les cautions, sans qu'il soit necessaire de les apeller au procès.

Les Lettres de Chancellerie portent ordinairement injonctions de les exécuter, *nonobstant clameur de haro, charte Normande & autres privileges.*

De la clameur de haro dans la Province de Normandie, & en quels cas elle peut empêcher l'exécution des Jugemens. *Voyez* le Journal du Palais, où est rapporté un Arrêt du Grand Conseil du 19. Janvier 1665. qui a jugé en faveur d'un Huissier à cheval au Châtelet de Paris, qui procedoit en vertu d'un Pareatis du grand Sceau, qui n'avoit pas dû déferer à la clameur de haro.

HART, est la corde par laquelle on donne la mort au criminel condamné; d'où vient que quand on défend quelque chose sur peine de la hart, c'est-à-dire, sur peine d'être pendu & étranglé.

HAUT-JUSTICIER. *Voyez* Justice.

HEREDITÉ, est une succession déferée par testament ou par la Loy. En pays de Droit écrit, elle est d'abord déferée par testament, & elle est déferée par

la Loy *ab intestat*, lorsqu'il est certain que le défunt est mort *ab intestat*.

Mais en pays Coutumier nous ne reconnoissons que les héritiers du sang, & l'hérédité du défunt est toujours déferée *ab intestat*, suivant cette regle du Droit Coutumier : *le mort saisit le vif, &c.* Voyez ci-après le mort saisit le vif.

ADDITION D'HEREDITE'. Voyez Addition.

HERESIE, est une erreur volontaire qu'un Chrétien regeneré par le Baptême, soutient avec opiniâtreté contre quelque article de la Foy Catholique, qui est décidé par la sainte Ecriture, ou déclaré par l'Eglise.

Ainsi celui qui erre contre la Foy par simplicité ou par ignorance, n'est pas hérétique. Ce n'est que la persévérance & l'opiniâtreté à demeurer dans l'erreur qui nous le fait.

L'hérésie est la source de tous les maux ; elle met la confusion entre les Fidèles, tend à renverser la doctrine orthodoxe écrite & signée du Sang de Jesus-Christ & des Martyrs, & confirmée par l'Eglise. Elle attaque le fondement de la Religion, met le trouble dans l'Eglise, dans les Etats & dans les familles.

Les hérétiques impénitens & persévérans dans leur hérésie, doivent être livrés par le Juge d'Eglise au Juge séculier, afin de reprimer par les peines temporelles, l'opiniâtreté de ceux qui ne veulent pas se rendre aux rémontrances ni à la force de la vérité.

Ils sont par leur jugement de condamnation déclarés infâmes, déchûs de tous privilèges, bannis à perpétuité du Royaume, & tous leurs biens sont confisqués.

HERITAGES, sont des terres ou des bâtimens, qui sont dans le patrimoine des hommes. Les héritages sont ou féodaux, ou roturiers & censuels, ou allodiaux.

Les héritages féodaux sont ceux qui sont tenus en fief, & qui relevent d'un Seigneur féodal.

Les héritages roturiers qu'on appelle rotures, & qui

relevent d'un Seigneur censier , sont ceux qui sont possédés à cens ou censive.

Néanmoins il y a d'autres héritages qui sont tenus à d'autres charges , à champart ou terrages , ou autres droits. Et même il y a des francs-aleus roturiers , suivant l'art. 68. de la Coutume de Paris. Touchant les héritages allaudiaux , *Voyez* Franc-aleu.

HERITIER , est celui qui est subrogé en tous les droits & en la cause d'un défunt.

Ainsi l'héritier représente la personne du défunt , de sorte que quoiqu'il n'ait point contracté avec les créanciers , il est obligé envers eux par l'acquisition de l'héredité qui est un quasi-contrat qui fait passer toutes les dettes actives & passives du défunt en la personne de l'héritier , comme nous avons dit sur le §. 5. du titre 28. du troisième Livre des Institutes.

Quand il y a plusieurs héritiers , chacun représente totalement la personne du défunt ; c'est pourquoi chacun pourroit être poursuivi solidairement pour les dettes de la succession ; cependant le contraire a été établi par la Loy des douze Tables , qui porte que les dettes actives & passives du défunt sont divisées de plein droit entre les héritiers du défunt , ce qui est fondé sur une raison d'équité , qui doit l'emporter sur la rigueur du Droit.

C'est aussi ce que nous observons parmi nous ; de sorte qu'un héritier ne peut pas être poursuivi personnellement pour la part de son cohéritier.

Mais chaque héritier peut être poursuivi solidairement par action hypothécaire , par rapport aux biens immeubles de la succession qui sont affectés à la dette , lorsqu'il en est détenteur.

HERITIER PRESOMPTIF. *Voyez* Habile à se porter héritier.

HERITIER *potestate* , *non actu* , est un fils qui est exheredé ; car l'exheredation n'ôte pas le droit de famille , elle en empêche seulement l'effet.

HERITIER PUR ET SIMPLE , est celui qui s'est

porté héritier de quelqu'un purement & simplement ; & qui par conséquent est tenu indéfiniment de toutes les dettes du défunt , à la différence de l'héritier par bénéfice d'inventaire.

HERITIER BENEFICIAIRE, est celui qui s'est porté héritier par bénéfice d'inventaire. *Voyez* Bénéfice d'inventaire.

Dans les Pays de Droit écrit l'héritier pur & simple n'exclut pas l'héritier bénéficiaire , tant en ligne directe , qu'en ligne collatérale , parce que le Droit Romain qui y est observé comme Loy municipale , accorde ce privilège à toute sorte d'héritiers qui par conséquent s'en peuvent servir , sans qu'ils puissent être exclus par d'autres héritiers purs & simples , d'autant qu'il n'y a aucune Loy qui porte une telle exclusion.

Mais en Pays Coutumier celui qui se porte héritier pur & simple en ligne collatérale , exclut celui qui se porte héritier par bénéfice d'inventaire , quoique ce dernier soit plus proche en degré.

La raison est qu'il est de l'honneur du défunt & de l'intérêt des créanciers & des légataires , s'il y en a , qu'il y ait des héritiers purs & simples , & par conséquent que ces héritiers excluent les héritiers bénéficiaires.

A l'égard des héritiers en ligne directe , ils sont admis à l'hérédité , même en Pays Coutumier , conjointement avec les héritiers purs & simples , par la raison que les biens des ascendants sont dûs aux enfans par le droit naturel ; ce qui fait qu'ils ne peuvent pas leur être aisément ôtés.

L'héritier bénéficiaire est véritablement héritier & tenu au rapport , dans le cas où le rapport peut avoir lieu , de sorte que celui qui a une fois pris la qualité d'héritier par bénéfice d'inventaire , ne peut plus abandonner ce titre & renoncer à la succession , afin de ne pas rapporter à ses cohéritiers les choses qu'il a reçues du défunt , & qui sont sujettes à rapport. *Voyez* les observations sur Henrys , tom. 2. Liv. 3. quest. 14.

Mais il peut en tout tems rendre compte des effets

de la succession , & ensuite y renoncer à l'effet d'exercer tous les droits & actions contre , de la même manière qu'il auroit pu faire avant que de s'être porté héritier par bénéfice d'inventaire.

On ne donne point de provision à aucun créancier contre un héritier par bénéfice d'inventaire, si ce n'est qu'il y ait tergiversation de la part de l'héritier à faire juger l'affaire, ou que la cause du créancier soit extrêmement favorable, comme s'il s'agissoit d'une dot, ou que le créancier fût pauvre & l'héritier riche.

Dans la plupart des Parlemens du Royaume, l'héritier bénéficiaire qui succombe dans un procès avec dépens, ne les doit point en son nom.

HERITIER SIEN ET HERITIER ETRANGER. Il y avoit par le droit Romain cette différence entre l'héritier sien & l'héritier étranger, que l'héritier sien étoit celui qui étoit en la puissance paternelle du défunt au jour de son décès; sçavoir son fils, fille, petit-fils ou autre entre les descendans, & l'héritier étranger étoit celui qui n'étoit pas dans sa puissance, ainsi le fils émancipé étoit héritier étranger au défunt.

L'héritier sien étoit maître des biens du défunt dès le tems de sa mort, puisque même de son vivant les enfans étoient réputés propriétaires des biens de leur pere; c'est pour cela qu'on ne disoit pas qu'ils appréhendoient la succession, mais qu'ils s'immisçoient.

En pays Coutumier, tous les héritiers en directe ou en collatérale, habiles à se porter héritiers, sont saisis des biens de la succession, dès l'instant de la mort de celui dont ils sont héritiers, suivant l'article 318. en ces termes : *Le mort saisit le vif, son hoir plus proche & habile à lui succéder.*

HERITIER DES PROPRES, sont ceux qui en pays Coutumier succèdent aux propres qui appartenoient au défunt en qualité de ses plus proches parens, du côté duquel ils lui sont échûs, suivant la regle, *paterna paternis, materna maternis.*

Au contraire l'héritier des acquêts est le plus proche

parent du défunt qui lui succède dans ses meubles & dans ses acquêts.

Mais cela n'a lieu qu'en pays Coûtumier ; car le Droit civil ne fait point de distinction entre les propres & les acquêts. Il appelle à succéder le plus proche héritier indistinctement à tous les biens du défunt. Ce qui est observé dans les pays de Droit écrit.

HERITIER ET DONATAIRE ENTRE-VIFS. En ligne directe on ne peut être héritier & donataire tout ensemble d'un défunt en pays Coûtumier, parce que le droit naturel qui requiert l'égalité entre les enfans, pour conserver entr'eux l'union, répugne à ce que l'un soit plus avantagé que l'autre.

En ligne collatérale on peut être donataire entre-vifs & héritier, sans être obligé au rapport. Mais l'on ne peut être légataire & héritier tant en directe qu'en collatérale. Ces qualités sont incompatibles.

Voyez Prélegs. Voyez ce que j'ai dit sur les art. 300. & 301. de la Coûtume de Paris.

HOIRS, sont les héritiers descendans en ligne directe.

HOIRIE, dans sa propre signification, est une succession en ligne directe descendante. C'est pourquoy donner en avancement d'hoirie, n'est autre chose que donner par avance à un de ses enfans, à la charge que ce qui est ainsi donné lui sera diminué dans le partage de la succession. Bouteiller en sa Somme Rurale titre 78.

HOIRIE, signifie aussi le droit que nous avons de succéder à un défunt, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale. Ce terme a quelquefois une signification plus étendue, comme dans le titre du Digeste & du Code, *expilata hereditatis*, où il se prend pour les effets de la succession d'un défunt qui ont été volés.

HOMICIDE, est un meurtre que commet un homme qui en tue un autre.

Ce terme est aussi employé pour signifier celui qui a commis le meurtre ; en sorte que le même mot sig-

nific le meurtre & le meurtrier.

L'homicide n'est crime que quand il est commis par malice , emportement , ou de dessein prémédité ; car on distingue quatre especes d'homicide : sçavoir l'homicide volontaire, l'homicide fait par imprudence , l'homicide commis par cas fortuit , & l'homicide nécessaire.

L'homicide est toujours présumé fait par dol & de dessein prémédité ; c'est pourquoi celui qui allégué l'avoir fait par imprudence , par cas fortuit , ou à son corps défendant , doit le prouver.

HOMICIDE VOLONTAIRE , est celui qu'on peut appeler le vrai meurtre , lequel se commet , comme nous venons de dire , par malice , emportement , ou de dessein prémédité.

Il se commet , I°. Par la main , soit par armes , poisons ou autrement.

II°. Par la langue , soit par faux-témoignage contre un accusé de quelque crime ; par conseil , lorsqu'on a incité quelqu'un à faire l'homicide , ou qu'on y a donné son consentement ou aprobation , ou qu'on a commandé de le faire , ou enfin par une injuste condamnation à mort.

Cet homicide est le plus grand crime que l'on puisse commettre envers le prochain. Dieu a marqué dans plusieurs endroits de l'Ecriture , qu'il y est très-grièvement offensé , & combien il le déteste.

Le Prince & la Republique y sont très-offensés ; d'autant que par le moyen de l'homicide , ils sont privés d'un sujet & d'un citoyen , les parens de celui qui est tué y reçoivent un tort considerable.

Enfin celui qui est tué en reçoit un qui ne se peut exprimer.

En un mot ce crime est contre la Loy naturelle , qui nous défend de faire à autrui ce que nous ne voudrions pas nous être fait.

Il ne faut donc pas s'étonner , I°. Si les Loix ont de tout tems puni de mort le seul dessein de commettre

un homicide , quand on a commencé d'exécuter le projet de le commettre , quoiqu'il n'ait pas eu entièrement son effet.

Il°. Si ceux qui se loient pour tuer ou outrager quelqu'un , sont aussi punis de mort , quoiqu'ils n'aient pas exécuté leur dessein.

A l'égard du genre de mort dont l'homicide est puni , il est différent , suivant les différentes manières dont le crime a été commis.

Le meurtre de guet-à-pens & de dessein prémédité est puni de la roüe ; l'homicide qui se commet par le poison , est puni du feu ; l'homicide volontaire qui se commet dans la chaleur d'une querelle , est puni de la potence , lorsque celui qui a tué a été l'agresseur ; mais ce crime peut être remis par le Prince ; lorsque le tort & l'agression se trouvent du côté de celui qui a été tué. Voyez ce que j'ai dit sur le §. 5. du dernier titre des Institutes de Justinien.

Celui qui auroit tué Titius , voulant tuer Mævius , ne seroit pas excusable , par la raison qu'il auroit toujours eu dessein de tuer , ce qui est suffisant pour être condamné comme homicide.

Celui qui voulant seulement blesser un homme , l'auroit tué contre sa volonté , seroit condamné comme homicide , d'autant qu'en ce cas celui qui auroit tué son ennemi , ne voulant que le blesser , n'est pas moins homicide volontaire ; car la volonté de celui qui frappe , tend à tout ce qui en arrive immédiatement , & on ne pourroit pas dire que ç'aient été par accident , puisque celui qui a voulu frapper , a bien voulu s'exposer à tout ce qui en pouvoit arriver , il devoit faire reflexion que la blessure qu'il feroit pourroit être mortelle.

On tient communément , & c'est un usage qui s'est introduit dans toutes les Jurisdicions du Royaume , qu'après les quarante jours , la mort du blessé n'est pas imputée à ses blessures , à l'effet de faire condamner à mort celui qui les a faites.

Cependant les parens du mort après les quarante jours , peuvent prétendre que sa mort a été causée par les blessures , à l'effet de faire augmenter par ce moyen les dommages & intérêts , pour raison du tort que leur cause la mort de celui qui est décédé.

Il faut pour y parvenir, qu'ils fassent ordonner une visite & rapport d'Experts ; si par le rapport il est porté que la mort a été causée par les blessures , l'accusé doit être condamné à des dommages & intérêts , comme d'un véritable homicide ; au lieu que si cette preuve manquoit , les dommages & intérêts seroient moins considérables.

Lorsque plusieurs ont de dessein prémédité commis un homicide , comme il est incertain qui d'entr'eux a donné le coup , ils en sont tous coupables.

Quand plusieurs ont commis un homicide dans une batterie ou querelle , s'il est incertain qui d'entr'eux a donné le coup , ils doivent tous être punis , mais de quelque peine moins rigoureuse.

Enfin lorsque quelqu'un a été blessé de plusieurs coups donnés par plusieurs en une querelle , si l'on connoît celui qui a donné le coup mortel , en ce cas celui-là seul doit être tenu de l'homicide , & tous les autres ne sont tenus que des blessures qu'ils ont faites ; ainsi nous voyons souvent que pour un homicide causé par plusieurs , l'un est condamné à mort , & les autres à de moindres peines.

HOMICIDE REMISSIBLE, QUOIQUE VOLONTAIRE , est celui qui est en quelque maniere licite , quoique fait volontairement : comme ,

I°. Celui qui est commis par un pere en la personne de sa fille qu'il trouve en adultere.

II°. Celui qui est commis par un mari en la personne de sa femme qu'il trouve en adultere , mais il faut qu'il tuë non seulement sa femme , mais aussi celui avec lequel elle est trouvée commettre le crime.

III°. Celui que commet un Capitaine qui tuë son soldat qu'il trouve en trahison , ou endormi en senti-

nelle, ou lorsque son soldat est rebelle & refuse d'obéir à ses commandemens.

IV°. Celui qui est commis dans la nécessité d'une juste défense de sa propre vie, comme nous dirons ci-après en parlant de l'homicide nécessaire.

HOMICIDE FAIT PAR IMPRUDENCE, est celui qui est commis sans dessein formé de tuer, comme si en jettant quelque chose par une fenêtre dans la rue, on tue par malheur quelque passant, ou bien si s'exerçant à tirer de l'arquebuse, ou de quelqu'autre arme, on tue quelqu'un par mégarde.

La peine de cet homicide est arbitraire, mais elle doit être proportionnée à l'excès de la faute ou de la négligence de celui qui l'a commis.

Comme ceux qui commettent ces sortes d'homicides n'en ont point la volonté, ils ne sont point punis de mort.

La vérité est que si l'excès de la négligence est si grossière qu'elle puisse passer pour dol, elle pourroit être poursuivie criminellement.

Voyez ce que j'ai dit sur le troisième titre du quatrième Livre des Institutes.

HOMICIDE FAIT PAR CAS FORTUIT, est celui qui est commis par accident sans aucune négligence, faute ou imprudence de celui qui en est cause & qui l'a procuré.

Comme en cet homicide il n'y a ni délit ni quasi-délit, il s'ensuit qu'il n'y échet aucune punition.

Un exemple de cet homicide seroit si un homme qui ébranche des arbres, tue en passant par malheur, & après avoir crié qu'il prît garde à lui, il est certain qu'il n'en est point tenu. C'est un homicide involontaire, & qui est commis sans qu'il puisse être en aucune manière imputé à la faute, ou à la négligence de celui qui l'a fait.

Voyez à ce sujet ce que j'ai dit sur le titre 3. du quatrième Livre des Institutes.

HOMICIDE NECESSAIRE, est celui qui est commis dans la nécessité d'une juste défense de sa propre vie.

Il est , suivant la rigueur de la Loi , puni de mort , conformément à la maxime , qui veut que tout homme qui tue , soit condamné à mort.

Mais un tel homicide peut être aisément remis par Lettres du Prince. *Defensor propria salutis in nullo peccasse videtur , si aggressorem occiderit , modo illud fuerit factum cum moderamine inculpatae tutelae ; id est , modo qui occidit vitæ periculum aliter non potuisset effugere.*

Non seulement nous meritons le pardon dans ces cas , mais encore quand nous tuons quelqu'un pour sauver la vie à une personne , que les loix du sang & de la nature nous obligent de défendre , au cas qu'il n'y eût pas d'autres moyens de la sauver , qu'en tuant celui qui seroit prêt de lui ôter la vie. Par exemple , un fils seroit digne de pardon , qui auroit tué celui qui étoit prêt d'ôter la vie à son pere.

Comme l'honneur n'est pas moins cher aux honnêtes gens , que la vie , on repute homicide nécessaire celui qui est fait pour le conserver , & on ne doit pas être puni pour avoir tué celui qui nous vouloit ôter l'honneur , pourveu que l'homicide ait été fait *incontinenti , non verò ultionis & vindictæ gratia.*

Par exemple , si une fille ou femme avoit tué sur le champ celui qui lui auroit voulu ravir l'honneur , elle seroit excusable , & cet homicide seroit réputé nécessaire , d'autant que cette injure ne souffre point de retardement , parce qu'elle ne peut pas être réparée.

Il n'en est pas de même des biens , l'homicide commis pour leur conservation , ne seroit pas réputé homicide nécessaire , parce qu'il ne seroit pas fait dans la nécessité d'une juste défense de nôtre propre vie.

Ainsi celui qui auroit tué un voleur qui emportoit sa vaisselle d'argent , ou quelque'autre chose , ne pourroit pas prétendre avoir commis un homicide nécessaire ; ce seroit une vengeance qu'il auroit exercée , ou une précaution dont il se seroit servi pour la conservation de son bien. Mais quoiqu'il ne soit permis à personne de se venger , le cas ne laisseroit pas d'être remissible.

On peut dire même que si un voleur étoit entré dans une maison par force & par violence pour voler , principalement pendant la nuit , celui qui le tueroit n'auroit commis qu'un homicide nécessaire , s'il s'étoit trouvé en péril de perdre lui-même la vie.

HOMICIDE DE SOY-MESME , est le meurtre que commet en sa personne celui qui se donne la mort. Le tort qu'il fait à sa patrie merite une vengeance publique , puisque la Republique a intérêt à la conservation de ceux qui la composent.

Les Loix Romaines ne punissoient pas ce meurtre indistinctement , ceux qui le commettoient par l'ennui d'une maladie incurable , par imprudence causée par de grandes douleurs , ou qui se tuoient par générosité , pour faire voir le mépris qu'ils faisoient de cette vie , n'étoient sujets à aucune peine.

Il n'y avoit que ceux qui pour prévenir la punition des crimes dont ils étoient accusés , s'étoient donné la mort , qui fussent condamnés pour raison de cet homicide , auquel cas la peine de ce crime étoit la confiscation des biens.

Les Hebreux refusoient la sépulture à ceux qui s'étoient donné la mort ; ils ne croyoient pas que ceux qui avoient osé sortir de ce monde contre l'ordre de Dieu , dussent être reçus dans le sein de la terre , & honorés de la sépulture qui est dûë aux hommes après leur mort , & que les anciens considéroient comme le dernier honneur qu'on pouvoit recevoir.

Les Chrétiens éclairés des lumieres du Christianisme , condamnent d'impiété ceux qui osent attenter à leur propre vie , & qui se tuant eux-mêmes , détruisent l'ouvrage de Dieu , & tuent en même-tems le corps & l'ame.

Les Conciles & les autres Loix Ecclésiastiques les condamnent comme anathêmes , & privent leurs corps de la sépulture.

Cette disposition Canonique , comme très-juste , est observée par toute la France , les cadavres de ceux

qui se sont défaits eux-mêmes , sont privés de la sépulture par le jugement de condamnation , & sont attachés au derrière d'une charette , & traînés sur une claye la tête en bas , & la face contre terre par les ruës de la Ville où l'exécution se fait jusqu'à la place publique , où ils sont ensuite pendus par les pieds à une potence , où ils restent pendant vingt-quatre heures.

Et d'autant que la condamnation du corps emporte aussi celle des biens , suivant l'article 183. de la Coutume de Paris , tous leurs biens sont confisqués au profit du Roy & des Seigneurs Hauts-Justiciers , au moins pour les biens qui se trouvent dans les Coutumes de confiscation.

Pour augmenter leur infamie , le jugement ordonne que leur memoire demeurera pour toujours condamnée.

Mais cet homicide n'est punissable que quand celui qui s'est procuré la mort , s'est défait volontairement , & non pas parce qu'il étoit malade d'une fièvre chaude , ou qu'il étoit furieux ou insensé , car comme on ne lui peut rien imputer dans tous ces cas , le Juge ne prononce aucune peine contre lui , ni contre ses biens ni contre sa memoire.

HOMMAGE , dans sa propre signification , est un devoir qui lie étroitement le vassal à son Seigneur , de maniere que celui qui le rend dévient homme de celui qui le reçoit , c'est-à-dire , qu'il soumet sa personne à son Seigneur. *Puisque l'homme est reçu en hommage* , dit Bouteiller en sa Somme Rurale , titre 83. *il est franc homme au Seigneur , & tient de lui ligement & sans moyen , lui doit foy & toute loyauté , ne autre ne lui doit être en plaid , ne en collation.*

Ainsi hommage , à prendre ce terme dans sa propre signification , lie plus étroitement la foy du vassal que le serment de fidélité. C'est pourquoi il n'avoit lieu autrefois que pour les fiefs liges , & non à l'égard des autres , ce qui a fait dire à M. du Moulin sur l'art. 3. de la Coutume de Paris , que l'hommage dans sa propre signification ne doit appartenir qu'aux Souverains , &

que la Coutume usant du mot d'hommage, se doit seulement entendre d'une simple prestation de fidélité.

Guillaume Durant surnommé *Speculator*, à cause de son Livre intitulé *Speculum Juris*, a remarqué *tit. de feudis*, que les François appellent hommage ce que les Italiens appellent vasselage. En effet l'on ne trouve point le mot d'hommage dans tous les Livres des fiefs, mais seulement celui de fidélité qui n'a pas tant d'énergie que l'autre, & qui n'est qu'un acte de respect envers le Seigneur, & une reconnoissance qu'on tient son fief de lui. Voyez Fidélité. Voyez Foy & hommage.

HOMMAGE LIGE, est l'hommage plein qui contient une promesse de servir son Seigneur à la guerre, & le défendre envers & contre tous.

Cet hommage est opposé à l'hommage simple. Sur quoi Voyez ce que nous avons dit sur le mot de Fief lige.

HOMME, en matiere de fief, signifie vassal qui tient un fief dépendant d'un autre.

HOMME VIVANT ET MOURANT, est un homme qui est présenté au Seigneur par les gens de main-morte, pour raison du fief qu'ils tiennent dépendant de sa Seigneurie, par le trépas duquel homme le Seigneur dominant peut user de ses droits, & faire saisir le fief & le raproprier à sa table & domaine.

Cet homme est appelé homme vivant & mourant, parce qu'il n'est pas comme les gens de main-morte, pour lesquels il fait la foy & hommage, qui ne meurent jamais par le moyen de la subrogation de personnes en personnes qui perpétue la communauté & en empêche par conséquent l'extinction, de sorte qu'on peut dire qu'une communauté subsiste toujours & ne meurt jamais. Voyez Gens de main-morte.

Ainsi les gens de main-morte qui acquierent des fiefs ou terres tenuës en fief de quelque Seigneur, sont obligés de lui présenter un homme tel qu'ils veulent pour lui faire la foy & hommage, par la mort duquel il y ait ouverture au fief, au moyen de quoy le Seigneur puisse faire saisir le fief après quarante jours écoulés de-

puis son décès, si les gens de main-morte ne présentent au Seigneur un autre homme qui lui fasse la foy & hommage, quoiqu'ils lui aient payé l'indemnité.

La raison est que le droit d'indemnité est dû pour indemniser les Seigneurs des droits de quints, requints, de retrait féodal, de confiscation & de commise, qu'ils perdent pour toujours, quand les gens de main-morte acquièrent des fiefs dépendans de leur Seigneurie, parce que des gens de main-morte ne vendent presque jamais leurs héritages, & qu'ils ne les confisquent jamais.

Au contraire l'homme vivant & mourant est baillé au Seigneur par les gens de main-morte pour lui tenir lieu de vassal, & pour servir de regle & de mesure à la vie naturelle de l'homme du Seigneur dominant, & qui est très-juste. Comme les Communautés ne meurent jamais, elles doivent donner au Seigneur un certain homme qui soit censé son vassal, & par la mort duquel il arrive au profit du Seigneur ce qui arriveroit par la mort naturelle du véritable propriétaire du fief, en sorte que les Communautés soient obligées de lui donner un autre homme qui le reconnoisse pour Seigneur du fief.

Voilà ce qu'on a sagement établi, afin que le Seigneur dominant dans l'étendue de la Seigneurie duquel les gens de main-morte possèdent des fiefs qui en dépendent, puisse toujours conserver la directe sur ces fiefs, & qu'en cas d'aliénation par les gens de main-morte, les Seigneurs soient payés de leurs droits, & que d'autres Seigneurs voisins ne puissent point prétendre la mouvance, ou que les gens de main-morte ne puissent point soustraire leurs héritages de la dépendance du Seigneur du fief dominant, & soutenir contre la vérité qu'ils sont tenus & possédés en franc-aleu.

Enfin dans les Coutumes qui veulent qu'à chaque mutation soit du relief, l'homme vivant & mourant est aussi baillé aux Seigneurs par les gens de main-morte, afin que les Seigneurs soient payés du droit de rachat ou relief à chaque mutation d'homme baillé par les gens de main-morte.

HOMME VIVANT, MOURANT ET CONFISQUANT. Nous avons des Coûtumes qui obligent les gens de main-morte de donner au Seigneur homme vivant, mourant & confisquant, c'est-à-dire, par le fait ou le crime duquel le fief appartenant à gens de main-morte, soit confisqué au profit du Seigneur.

Mais nonobstant la disposition expresse de ces Coûtumes, le fief n'est jamais sujet à la confiscation par le fait de l'homme vivant & mourant, comme nous l'avons observé dans nôtre Commentaire sur la Coûtume de Paris au §. 5. des Préliminaires que nous avons donné sur le titre des Fiefs.

La raison est que cet homme n'est pas le véritable propriétaire du fief, il ne l'est que par fiction. Or la confiscation n'est ordonnée que *in pœnam* du délit commis, & la peine n'est imposée qu'à ceux qui l'ont méritée.

HOMMES ET FEMMES DE CORPS, sont hommes & femmes que l'on appelle en quelques Coûtumes gens de corvage, & qui sont de condition servile, & main-mortables envers leur Seigneur.

Néanmoins aujourd'hui dans la plupart des Coûtumes qui admettent ces sortes de fiefs, ils ne sont tels qu'à cause des héritages qu'ils tiennent & possèdent de condition servile & mortuaire.

HOMMES LIGES, sont des vassaux qui sont obligés plus étroitement envers leurs Seigneurs en vertu de l'hommage lige, que ne le sont les autres vassaux qui n'ont fait à leur Seigneur qu'un hommage simple. *Voyez* Fief lige.

HOMOLOGATION. Terme qui vient du Grec, signifie consentement ou approbation.

Ainsi parmi nous on entend par homologation la confirmation qui se fait en Justice des actes passés entre les parties, comme transaction, attermoyement, ou d'une Sentence arbitrale, pour rendre ces contrats ou actes plus solennels & leur donner plus de force.

Quand des créanciers passent un contrat d'atter-

moyement , ou de remise avec leur débiteur , pour en faire consentir l'exécution aux autres , il les faut faire assigner à cet effet , & le jugement qui intervient en faveur des demandeurs , se nomme Sentence ou Arrêt d'homologation.

HONORAIRE , signifie la recompense que l'on donne à ceux que l'honneur de leur profession ne permet pas de recevoir des salaires , comme sont les Avocats. *Voyez Avocat.*

HOTEL DE VILLE , est le lieu public où se tient le Conseil de la Ville , où s'assemblent les Officiers de Ville pour délibérer sur les affaires publiques qui les regardent , & pour juger celles qui sont de leur compétence.

La Jurisdiction des Hôtels de Ville est differente , suivant l'usage des lieux.

Le Bureau de l'Hôtel de Ville de Paris est composé du Prévôt des Marchands , de quatre Echevins , & d'un Procureur du Roy & de la Ville , qui en défend les intérêts.

On y connoît des causes entre Marchands pour fait de marchandises arrivées par eau sur les ports de cette Ville , & de ce qui concerne la Police sur les rivages , & enfin des differends qui naissent au sujet des rentes de la Ville entre les Payeurs & les Rentiers.

Le Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris , connoissent en matiere criminelle des délits commis par les Marchands , leurs Commis & Facteurs au fait de la marchandise , & par les Officiers de Police en l'exercice de leurs Charges.

Enfin ils jugent toutes les rixes & querelles entre les Batelliers & autres gens d'eau sur les ports de la Ville de Paris.

Les appellations des Sentences du Bureau de l'Hôtel de Ville , se relevent au Parlement.

La Maison de Ville de Paris est la plus ancienne , son accroissement étoit si considerable du tems de Clovis , qu'elle jouïssoit dès-lors de plusieurs beaux privilèges.

Un des plus grands est la Justice & la Jurisdiction contentieuse qu'elle exerce avec le droit de Police sur toutes les marchandises qui sont conduites à Paris le long de la riviere Damont & Daval, en mettant & taxant le prix des marchandises, avant qu'elles se débitent dans les ports : par exemple, il n'est pas permis de vendre en détail les vins de liqueurs, qu'ils n'aient été auparavant taxés à l'Hôtel de Ville.

Pour faciliter l'exercice de cette Jurisdiction, François I. par son Edit du mois d'Avril 1515. a permis aux Prévôts des Marchands & Echevins de Paris d'avoir prison dans l'Hôtel de Ville pour la punition & correction des délinquans.

Le même François I. par autre Edit donné à Compiègne le 27. Décembre 1546. a donné à l'Hôtel de Ville de Paris, & à tous les Hôtels de Ville qui ont Jurisdiction contentieuse, le pouvoir de juger les différends des Marchands pour fait de marchandises, & d'ordonner l'exécution de leurs Sentences, nonobstant l'apel, jusqu'à la somme de seize livres parisis en principal en donnant caution.

Cela n'a point été changé par l'Ordonnance de 1667. laquelle en l'art. 13. du titre des matieres sommaires, ne parle pas des Maisons de Ville.

La connoissance des contestations qui surviennent pour raison des fonctions & des droits de Courtiers, Commis & Essayeurs des Eaux-de-vie & Esprit de vin, est aujourd'hui attribuée aux Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Paris.

Mais les appellations des Sentences rendues sur ces sortes de matieres qui regardent cette nouvelle attribution, sont portées à la Cour des Aydes, conformément à la Déclaration du Roy du 24. May 1694.

Les Hôtels & Maisons de Ville du Royaume n'ont pas toutes une Jurisdiction contentieuse, suivant ce que nous venons de dire.

L'Ordonnance de Moulins, article 71. a restreint leur pouvoir quant aux affaires civiles, excepté le Bur

reau de l'Hôtel de Ville de Paris.

Cet article porte que les Maires, Echevins, Consuls, Capitouls & Administrateurs des Corps de Villes du Royaume, qui ont eù ou ont l'exercice des caufes civiles, criminelles & de Police, continueront feulemēt l'exercice du criminel & de la Police, à quoi il leur est enjoint de vacquer inceffamment & avec toute la diligence poffible, fans pouvoir à l'avenir connoître des instances civiles qui apartiennēt aux Juges Royaux ordinaires & Hauts-Justiciers des Villes où il y a des Corps & Communautés, & ce nonobftant tous privileges, Coûtumes, ufances & prefcriptions qu'on pourroit alleguer au contraire.

A l'égard des Villes où les Maires & Echevins n'ont aucun droit de Police, l'art. 72. de la même Ordonnance, veut que dans chaque quartier ou Paroiffe il foit élu par les Bourgeois un ou deux d'entr'eux pour avoir la charge & adminiftration de la Police & de tout ce qui en dépend, avec pouvoir de condamner & faire exécuter jufqu'à foixante fols fans apel, fans toutefois préjudicier aux droits des Juges ordinaires, lesquels par concurrence ou prévention pourront pourvoir à la Police.

L'Ordonnance d'Orléans, art. 97. enjoint à tous Juges de tenir la main à la décoration des Villes.

L'art. 96. de la même Ordonnance leur donne pouvoir de faire abattre aux dépens des propriétaires toutes les faillies des maifons avançant fur les ruës, & de ne point fouffrir qu'il en foit bâti ni rebâti fur les ruës publiques, que de pierre de taille, de brique ou maçonnerie, à peine de s'en prendre à eux en cas de difsimulation ou de négligence.

Ils ont encore le foin des fortifications, remparts & foffés des Villes, & donnent le logement aux gens de guerre paffans & féjournans, conformément aux ordres du Roy, & pourvoyent à tout ce qui est neceffaire pour la fûreté des habitans des Villes, lesquels ils représentent en tous actes publics.

Le Prévôt des Marchands qui est chef de la Maison de Ville de Paris, est à la nomination du Roy pour deux années, mais Sa Majesté le continuë ordinairement dans cet employ, selon son bon plaisir, quelquefois durant quatre Prévotés qui font huit années.

Les Echevins qui sont toujours au nombre de quatre, sont tirés l'un du Corps des Conseillers de Ville, ou de celui des Quartiniers; l'autre est choisi parmi les Avocats ou Notaires, ou dans les six Corps des Marchands: il faut qu'ils soient nés à Paris.

L'élection s'en fait tous les ans le 16. Août au nombre de deux. Ceux qui y concourent & donnent leur voix, sont le Prévôt des Marchands, les quatre Echevins, les Conseillers de Ville, les Quartiniers & deux notables Bourgeois mandés de chaque quartier.

Ils sont deux ans en exercice, les nouveaux Elus ont le troisième & le quatrième rang dans leur première année, & le premier & le second dans leur seconde.

Peu de jours après l'élection le Prévôt des Marchands & les Echevins portent le Scrutin au Roy.

C'est communément un jeune Maître des Requêtes ou Conseiller au Parlement ou autre Cour souveraine qui le présente à Sa Majesté, & lui fait un discours à ce sujet, & les nouveaux Echevins prêtent serment entre les mains du Roy, la lecture en étant faite par le Secrétaire d'Etat qui a la Ville de Paris dans son département.

Une des plus grandes prérogatives accordées aux Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, est la Noblesse.

Ce privilège de Noblesse qui leur avoit été anciennement accordé, fut supprimé par la Déclaration du Roy Louis XIV. au mois de Mars 1667. & rétabli en 1707. aux Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Paris. Il fut encore révoqué au mois d'Août 1715. mais le Roy Louis XV. leur l'a rendu par ses Lettres Patentes du mois de Juin 1716. registrées dans les Cours.

HUISSIERS, sont des Officiers établis pour assister les Juges dans leurs fonctions, les accompagner dans les cérémonies, & exécuter les ordres de la Justice.

Ce terme Huissier vient du mot *hui*, qui signifie, selon nôtre ancien langage, une porte, parce qu'une de leurs principales fonctions est de garder l'huis & l'entrée de l'Auditoire, & d'en ouvrir les portes & de les fermer.

C'est aparemment pour cette raison que les Huissiers du Parlement ont été autrefois nommés *Valerî Curia*, comme il se voit dans les Archives de la Chambre des Comptes.

Mais cette qualité de Serviteurs d'un Corps aussi auguste, n'a rien qui puisse avilir ces sortes de Charges, ceux qui en sont revêtus, doivent tenir à honneur d'en exécuter les ordres.

Outre la garde de l'entrée de l'Auditoire, leurs principales fonctions sont de faire les significations nécessaires pour l'instruction des procès, & de faire tous actes & exploits nécessaires pour mettre les jugemens à exécution, & contraindre ceux qui sont condamnés par des voyes convenables.

Pour ce qui est des significations, le devoir de cette fonction consiste à donner à ceux à qui elles doivent être faites, des copies lisibles des actes qu'on leur signifie, de les donner aux personnes mêmes, ou en leur absence à quelqu'un de leur domicile, d'en marquer la date fidèlement, & même d'y ajouter l'heure dans les cas où cette formalité doit être observée.

A l'égard des saisies, exécutions & emprisonnemens, le devoir de ceux qui sont chargés de les faire, consiste à les exercer avec la force nécessaire, mais sans violence & avec la moderation & l'humanité que demande le ministère de la Justice, à laisser, en faisant des saisies mobilières, les meubles & ustenciles que les Ordonnances ne permettent pas que l'on comprenne dans une exécution, à spécifier exactement dans leurs procès verbaux les effets qu'ils saisissent, & ne charger

les gardiens que de ce qui est en effet commis à leur garde.

Enfin lorsqu'il y a rebellion ou quelque résistance à leur ministère, soit de la part des parties ou autres, ils doivent en faire fidèlement mention dans leurs procès verbaux, sans ajouter à la vérité.

Les Sergens sont aussi des Officiers, qui sous un autre titre, exercent les mêmes fonctions que les Huissiers.

Il n'y a que cette différence, que les Huissiers se disent des Cours Souveraines; on dit Huissier au Parlement, & non Sergent au Parlement, au lieu que les Huissiers des autres Jurisdic-tions Royales, sont aussi appellés Sergens.

Dans les Justices subalternes il n'y a que des Sergens, & non des Huissiers, c'est-à-dire, que l'on ne les appelle que Sergens.

HUISSIERS AUDIANCIERS des Présidiaux & Bailliages, sont ceux qui font le service tour à tour en l'Audiance pour faire prêter silence, & souvent ce sont eux qui font le plus de bruit.

HUISSIERS A VERGE. Voyez Sergent.

HUISSIERS DE LA GRANDE CHANCELLERIE, sont ceux qui les jours de Sceau se rendent en la Chambre de M. le Chancelier, pour l'accompagner quand il vient au Sceau; ils marchent, le Chauffecire portant le coffre des Sceaux au milieu d'eux, jusques dans la salle où la table est placée.

Mon-sieur le Chancelier étant assis, ils doivent fermer la porte, & ne laisser entrer que les Officiers qui ont droit d'y assister.

A la fin du Sceau, ils reconduisent Monsieur le Chancelier dans le même ordre.

Ils sont seuls en droit conjointement avec les Huissiers ordinaires des Conseils du Roy, de mettre à exécution les Arrêts & expéditions des Conseils, & faire les significations des opositions au Sceau, soit au titre ou pour deniers & actes de main-levée d'icelui qui se font à Monsieur le Chancelier en la personne & domi-

tile des Gardes des Rolles des Offices de France , & conservateurs des Hypothèques.

Tous autres Huissiers des Cours , ne peuvent sans commissions scellées , signifier aucuns Arrêts , Requêtes & Ordonnances émanés des Conseils , même les Procédures , Ordonnances & Jugemens des Commissions ordinaires & extraordinaires qui s'exécutent à la suite des Conseils , quoiqu'ils eussent été signifiés par l'un des Huissiers de la grande Chancellerie.

Il faut cependant excepter les Huissiers des Conseils , avec lesquels les Huissiers de la grande Chancellerie font bourse commune pour les significations seulement.

Ils sont apellés Huissiers de la Chaîne , à cause de la chaîne d'or qu'ils portent au col.

Ces Officiers doivent être vêtus aux grandes cérémonies de robes de velours violet cramoisi à doubles manches pendantes , portant masses à côté de Monsieur le Chancelier.

Ils sont au nombre de quatre , & à la nomination de M. le Chancelier , à qui ils payent le droit annuel.

Ils ont les mêmes privilèges que les Secretaires du Roy , lesquels leur ont été accordés par les Edits , Arrêts & Lettres Patentes de 1655.

HUISSIERS DES CONSEILS , sont ceux dont les fonctions aux jours des Conseils , sont d'être dans le lieu où ils se tiennent pour en interdire l'entrée à ceux qui n'ont pas droit d'y assister , & pour exécuter les ordres qui leur sont donnés.

La Déclaration du 25. Février 1702. leur réitere de nouveau le droit de survivance , Committimus au grand & petit Sceau , franc-salé & évocation de leurs affaires civiles & criminelles au Grand Conseil.

Ils ont outre cela les significations des Arrêts & autres expéditions des Conseils ; ce qui a été étendu aux Huissiers de la Grande Chancellerie , avec qui les Huissiers des Conseils font bourse commune pour les dites significations seulement.

Pour ce qui est des exécutions des Arrêts & ordres du Conseil, les Huissiers du Conseil sont bourse commune entr'eux seulement, & non avec les Huissiers de la Grande Chancellerie.

Les Huissiers du Conseil & ceux de la Grande Chancellerie conviennent ensemble, I°. En ce qu'ils sont tous à la nomination de M. le Chancelier à qui ils payent le droit annuel, ou le droit de survivance.

II°. En ce que les uns & les autres ont l'honneur d'être de service auprès de Monsieur le Chancelier; sçavoir les Huissiers de la Grande Chancellerie, lorsque Monsieur le Chancelier tient le Sceau, les Huissiers des Conseils, lorsqu'il y assiste.

III°. En ce que les uns & les autres sont porteurs des Ordres du Roy & de ses Conseils, lesquels ils sont chargés seuls de mettre à exécution.

Enfin ils conviennent ensemble, en ce que les habillemens sont les mêmes, & qu'ils portent les uns & les autres une chaîne d'or; avec cette différence que les Huissiers de la Grande Chancellerie portent une chaîne d'or ornée de trois Fleurs-de-Lys, les Huissiers des Conseils portent la même chaîne enrichie d'une medaille où est empreinte la figure du Roy.

HUIS clos, se dit des Audiances où l'on ne fait entrer que les parties & leurs Avocats, & pour lors les Juges à la Grande Chambre sont assis sur les bas sièges, & l'on n'ouvre qu'un des battans de la porte.

HUY, signifie le jour présent, comme quand on dit, donner assignation à quelqu'un d'huy à trois semaines.

HYPOTEQUE, est un mot Grec composé de *upo*, qui signifie dessus, & de *thesis*, qui signifie position, comme qui diroit une chose posée dessus une autre.

En effet l'hypothèque est une charge imposée sur les biens du débiteur pour sûreté de la dette. L'hypothèque peut être définie une obligation réelle & accessoire, qui en conséquence de l'obligation personnelle, se consti-

ruë par l'autorité publique sur les immeubles d'un débiteur.

Chez les Romains l'hypothèque se constituoit par la seule convention du débiteur qui obligeoit ses biens à un créancier pour la sûreté de la dette.

Mais en France la seule convention des parties n'est pas capable de constituer hypothèque, il faut pour cet effet le ministère des personnes publiques; sçavoir des Juges ou des Notaires; les Juges rendent des Jugemens qui emportent hypothèque, & les Notaires passent des contrats, pour l'exécution desquels les biens immeubles des obligés sont affectés & hypothéqués.

Quoique dans ces jugemens & contrats il ne soit fait aucune mention d'hypothèque, ou que les jugemens aient été rendus par défaut, néanmoins ils emportent du jour de leur datte hypothèque sur les biens des débiteurs ou de ceux qui sont condamnés à faire ou à payer quelque chose.

Anciennement une Sentence n'emportoit hypothèque que du jour de l'exécution & mise en possession. Mais depuis l'Ordonnance de Moulins art. 53. elle emporte hypothèque du jour de la prononciation, ce qui a lieu, même quoiqu'il y en ait eû apel, pourveu qu'elle soit confirmée par l'Arrêt qui soit intervenu en conséquence.

L'hypothèque ne se constituë que sur les immeubles, & c'est principalement en cela que l'hypothèque differe du gage.

L'hypothèque a deux principaux effets. Le premier est le droit de suite qu'il donne au créancier sur l'immeuble hypothéqué, & qui a passé ensuite en la possession d'un autre.

Le deuxième est le droit de priorité & de préférence qu'il donne au créancier antérieur sur l'héritage contre les créanciers postérieurs.

Pour ce qui est du droit de suite, il faut sçavoir que l'hypothèque produit un droit & une obligation à la chose qui la suit, quoiqu'elle passe en d'autres mains que celle du débiteur qui l'a hypothéquée.

Ainsi cette obligation ou ce droit réel produit une action qui est donnée au créancier pour conserver son droit à l'encontre de celui qui se trouve possesseur de la chose hypothéquée. *Voyez ci-dessus Suite par hypothèque.*

Cette action qui dérive du droit de suite par hypothèque, & qui s'intente contre le nouvel acquereur qui n'est point obligé personnellement à la dette, est appelée action pure hypothécaire

Elle est intentée avant la discussion du principal obligé, au moins dans la Coutume de Paris, pourvu que l'héritage soit affecté & hypothéqué pour une rente, car si c'étoit pour une simple obligation, il faudroit auparavant discuter le principal obligé.

Quand un héritage est affecté & obligé par une simple obligation, ou quand il est obligé pour une rente, & qu'il est situé hors la Coutume de Paris dans une Coutume qui veut que le débiteur soit discuté avant que le détempteur soit poursuivi pour déguerpir & abandonner l'héritage hypothéqué, pour lors le créancier de l'obligation ou de la rente ne peut agir par l'action hypothécaire contre le détempteur de cet héritage, mais il le peut poursuivre par action en déclaration d'hypothèque avant que de discuter le principal débiteur.

Dans cette action en déclaration d'hypothèque, à ce que l'héritage soit déclaré affecté & hypothéqué à la dette ou à la rente qui lui est due, & pour être par après saisi réellement, vendu & adjugé par décret selon la maniere accoutumée.

Mais cette saisie réelle & adjudication par décret ne se peuvent faire qu'après la discussion faite du principal obligé, le créancier n'ayant pû être payé de la dette contenuë en l'obligation, ou de la rente créée à son profit.

Cette action en déclaration d'hypothèque qui s'intente contre un tiers détempteur de l'immeuble hypothéqué pour sûreté de ce qui est dû au créancier par son débiteur, est aussi appelée action d'interruption.

La raison est que le créancier qui l'intente contre le détempeur de l'héritage avant discussion, empêche du moins la prescription contre son action hypothécaire, pour l'accomplissement de laquelle il ne faut que dix ans entre présens & vingt ans entre absens, lesquelles pourroient s'écouler avant que le créancier eût pu discuter & faire vendre tous les biens de son débiteur.

Il arrive quelquefois que l'action personnelle est jointe à l'hypothécaire, quoique l'héritage soit passé des mains du débiteur en celles d'un autre; sçavoir quand après sa mort il a laissé plusieurs héritiers, pour lors chaque héritier est tenu personnellement des dettes du défunt pour la part & portion pour laquelle il est héritier, & si un des héritiers se trouve possesseur d'un héritage qui auroit appartenu au défunt affecté & hypothéqué par lui pour la sûreté d'une rente ou d'une obligation, parce que cet héritage seroit tombé dans son lot, cet héritage peut être poursuivi par le créancier de cette rente par action pure hypothécaire pour toute la rente, sans qu'il puisse offrir au demandeur de lui payer la rente pour telle part & portion qu'il est héritier.

La raison est que l'hypothèque est un droit indivisible, *jus est individuum quod totam rem afficit*, & par conséquent l'hypothèque est toute entière *in toto fundo*: or le créancier du défunt ne poursuit l'héritier qui possède l'héritage affecté & hypothéqué à sa dette pour toute l'obligation ou la rente, qu'à cause de cet héritage qu'il possède, lequel est entièrement obligé à icelle.

Cette action est personnelle & hypothécaire, parce que le demandeur conclut à ce que l'héritier soit condamné à lui payer la somme qui lui est due personnellement pour sa part & portion, & hypothécairement pour le tout.

HYPOTHEQUE EXPRESSE, est celle qui est portée & stipulée expressément par un contrat qui manifeste que la volonté des parties est, que tels biens du débiteur soient affectés & hypothéqués pour sûreté de la dette contractée par ledit acte.

HYPOTEQUE TACITE, est celle qui vient de la disposition de la Loy, telle qu'est celle que le mineur a sur les biens de son tuteur ou curateur pour le reliquat de son compte.

HYPOTEQUE GENERALE, est celle par laquelle tous les biens généralement quelconques d'un débiteur sont obligés à son créancier, tant présens que ceux qu'il pourra acquérir à l'avenir, sans les spécifier.

HYPOTEQUE SPECIALE, est celle par laquelle certain héritage est particulièrement & spécialement obligé. *Voyez* la Science des Notaires, Liv. 2. ch. 27.

HYPOTEQUE PRIVILEGIE'E, est une prérogative ou préférence accordée à celui qui l'a, par laquelle il est préféré non seulement à tous autres créanciers chirographaires & à ceux qui ont des privilèges personnels, mais aussi à toutes autres hypothèques quoiqu'antérieures.

Telle est l'hypothèque du vendeur sur la chose qu'il a vendue, dont il n'a pas reçu le prix, ou dont il n'a reçu qu'une partie.

Quand il y a plusieurs créanciers concurrens ensemble, fondés sur différens privilèges, le plus fort est préféré, & s'ils ont le même privilège, ils viennent tous en concurrence.

Si les deniers provenans de la vente de la chose sur laquelle est le privilège, ne sont pas suffisans pour les payer tous, ils viennent à contribution, & le plus ancien n'est pas payé avant les autres.

Fin du premier Tome.

005678639





